MSF ET LA GUERRE EN EX-YOUGOSLAVIE 1991 - 2003

MEDECINS SANS FRONTIERES

PRISES DE PAROLE PUBLIQUES

Dans la même collection, *Prises de Parole Publiques de MSF* :

- Camps de réfugiés salvadoriens au Honduras 1988
Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [octobre 2003 - avril 2004]

- Génocide des Rwandais tutsis 1994
Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [octobre 2003 - avril 2004]

- Camps de réfugiés rwandais au Zaïre et en Tanzanie 1994-1995
Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [octobre 2003 - avril 2004]

- Violences du nouveau régime rwandais
Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [octobre 2003 - avril 2004]

- Traque et massacres des réfugiés rwandais au Zaïre - Congo 1996-1997
Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [août 2004]

- Famine et transferts forcés de populations en Éthiopie 1984-1986
Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [janvier 2005]

- Violence contre les Kosovars albanais, intervention de l'OTAN 1998-1999
Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [septembre 2006]

- Crimes de guerre et politiques de terreur en Tchétchénie 1994-2004
Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [septembre 2014]

- Somalie 1991-1993 : guerre civile, alerte à la famine et intervention 'militaro-humanitaire' de l'OTAN
Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [octobre 2013]

- MSF et la Corée du Nord 1995-1998
Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [novembre 2014]

- MSF et Srebrenica 1993-2003
Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [juillet 2015]

Comité éditorial : Laurence Binet, Françoise Bouchet-Saulnier, Marine Buissonnière, Rebecca Golden, Michiel Hofman, Paul Mac Phun, Aine Markham, Jérome Oberreit, Darin Portnoy **- Directrice d'études :** Laurence Binet **- Assistant de recherche :** Martin Saulnier - **Traduction de l'anglais vers le français :** Laurence Binet, Martin Saulnier - **Graphisme et mise en page :** tcgraphite **- Montage vidéos :** Sara Mac Leod **- Conception et suivi du site internet :** Sean Brokenshire.

Merci à Wouter Kok et Bas Tielens pour leurs recherches et traductions de la presse néerlandaise, à Juliette Estival pour une partie de l'interview de Françoise Bouchet-Saulnier.
Merci à l'équipe de MSF Australie pour son soutien.
Projet du Conseil International du mouvement Médecins Sans Frontières.
La mise en œuvre, la gestion et la promotion du site http ://speakingout.msf.org sont déléguées à la section australienne de MSF.

© Médecins Sans Frontières. Décembre 2015

AVANT-PROPOS

Les « Etudes de cas sur les prises de parole publiques de Médecins Sans Frontières » ont pour origine le souhait exprimé par le Conseil international du mouvement MSF, à la fin des années 1990, de mettre à disposition des volontaires du mouvement, un document sur le « témoignage ».

Le document souhaité devait être simple et accessible à tous et servir de référence aux volontaires pour comprendre et se réapproprier la culture de prise de parole de l'association.
Il ne devait pas prendre la forme d'un manuel idéologique ou technique (guide-line) le témoignage ne se limitant pas à l'application mécanique de préceptes et de procédures, mais impliquant la compréhension des dilemmes inhérents à l'action humanitaire.

Le projet a été confié par le Conseil international à une directrice d'études, qui travaille avec un comité éditorial, composé de personnalités de MSF choisies par le Conseil international, pour leur expérience et leur compétence. Les membres de ce comité siègent « intuitu personae », indépendamment de leur section d'origine.

Confronté aux difficultés de définition du terme témoignage, le comité éditorial a privilégié l'étude des prises de paroles publiques de MSF comportant un dilemme, donc une prise de risque. Il a choisi une vingtaine de cas d'étude à partir des listes proposées par les différentes sections opérationnelles de MSF.

La source principale d'information de ces études réside dans la mémoire écrite et orale de MSF. Celle-ci est restituée via la recherche de documents datant de l'époque traitée et la conduite d'entretiens avec les protagonistes des événements sélectionnés.

Les personnes interviewées sont choisies après consultation des sections opérationnelles impliquées dans le cas étudié. Ces acteurs présentent alors à la fois leur récit des événements et leur appréciation sur la manière dont Médecins Sans Frontières a réagi. Ils s'expriment dans la langue de leur choix, avec l'appui d'un traducteur si nécessaire. Les entretiens sont enregistrés puis transcrits.

Les documents sont recherchés et exhumés des archives des différentes sections impliquées, et dans la mesure du possible, dans celles des médias.

Ces travaux de recherche sont soumis à des contraintes d'ordre pratique et financier : localisation et volonté des interviewés de s'exprimer, existence, qualité et quantité de documents d'archives.

Le montage principal qui décrit les faits sur un mode chronologique, est composé d'extraits de documents et d'entretiens, reliés entre eux par de courts textes. Les extraits de documents ont été privilégiés pour établir les faits. A défaut, les entretiens sont parfois amenés à jouer ce rôle. Ils apportent également un éclairage humain sur le vécu des événements et des éléments d'analyse de la part des protagonistes.

Ce texte-montage principal est précédé d'une ou plusieurs cartes, de la liste des abréviations utilisées, de celle des personnes interviewées et des rapports MSF cités, et d'une introduction qui présente le contexte des prises de parole publiques concernées et les principaux dilemmes auxquels elles ont tenté de répondre.

La méthodologie adoptée permet de restituer les débats et les dilemmes rencontrés sans imposer de conclusion définitive sur la qualité des décisions prises.

Il est complété par une chronologie détaillée, qui resitue les actions et prises de paroles de MSF dans l'actualité régionale et internationale de l'époque. Destinée à aider le lecteur à se repérer, elle ne prétend pas être une référence universitaire.

Chaque étude de cas, rédigée à l'origine en français et traduite en anglais, est disponible dans les deux langues[1].

Ces études de cas, dont la vocation est essentiellement pédagogique ont été longtemps réservées aux seuls membres de l'association. Désormais, dans un souci de renforcer cet objectif pédagogique, elles sont mises gracieusement à la disposition du public, sur le site internet www.speakingout.msf.org, sur les sites francophones et anglophones des diverses sections de MSF et sur Google book.

Bonne lecture !

Le comité éditorial.

Septembre 2013

1. Les extraits de documents et d'entretiens ont été traduits dans ces deux langues.

SOMMAIRE

Liste des personnes interviewées et de leurs fonctions au moment des événements 6

Personnalités politiques et militaires citées 7

Abréviations 9

Carte 10

Introduction 11

MSF et la guerre en ex-Yougoslavie 1991 - 2003 17

Vukovar : intervenir au cœur du conflit 22

Dénoncer « l'alibi humanitaire » et appeler aux armes 44

Dénoncer l'épuration ethnique et les crimes contre l'humanité 54

Srebrenica : entrer dans l'enclave 68

Gorazde sous les bombes 89

Porter secours dans des prisons à ciel ouvert 104

Abandon et chute de Srebrenica 113

Derniers remaniements territoriaux avant le status quo des accords de paix 132

Contre-offensive croato-bosniaque 133

Ne pas abandonner Gorazde 139

Les réfugiés musulmans « dissidents » de Kupljensko 146

1999-2003 Les enquêtes parlementaires sur la tragédie de Srebrenica 158

Appel de MSF pour une commission d'enquête du parlement français sur les événements de Srebrenica 159

Appui critique de MSF à la mission d'information du parlement français 163

Réaction de MSF aux rapports sur les responsabilités néerlandaises 174

Épilogue 181

NB : Cette étude de cas ne couvre pas la guerre du Kosovo (1998-1999) et couvre partiellement les événements concernant l'enclave de Srebrenica. Pour plus de détails sur ces deux crises, voir les études suivantes :
http://speakingout.msf.org/fr/violences-contre-les-kosovars-albanais-intervention-de-lotan
http://speakingout.msf.org/fr/srebrenica

LISTE DES PERSONNES INTERVIEWÉES ET DE LEURS FONCTIONS AU MOMENT DES ÉVÉNEMENTS

Françoise Bouchet-Saulnier,	Responsable juridique de MSF
Dr Jean-Hervé Bradol,	Président de MSF France de 2000 à 2007
Dr Rony Brauman,	Président de MSF France de 1982 à 1994, puis directeur d'études à la Fondation MSF
Dr Eric Dachy,	Coordinateur général de MSF Belgique en ex-Yougoslavie d'octobre 1991 à août 1993
Dr George Dallemagne,	Directeur des opérations de MSF Belgique
Dr Alain Destexhe,	Secrétaire général de MSF international jusqu'en mai 1995
Dr Graziella Diap,	Coordinatrice médicale de MSF Belgique/France pour l'ex-Yougoslavie d'octobre 1993 à avril 1995
Fabien Dubuet,	Adjoint à la responsable juridique de MSF de 1995 à 2005
Dr Marc Gastellu-Etchegorry,	Directeur adjoint des opérations de MSF France
Graziella Godain,	Coordinatrice de terrain à Srebrenica d'octobre 1993 à avril 1994
Wouter Kok,	Coordinateur de MSF Hollande en Bosnie en 1992 puis coordinateur de la cellule d'urgence de MSF Hollande
Dr Jacques de Milliano,	Directeur général de MSF Hollande de mai 1985 à mai 1996, Président de MSF Hollande de mai 1996 à novembre 1997
Stephan Oberreit,	Coordinateur général de MSF en ex-Yougoslavie de mai à novembre 1995, directeur de la communication de MSF France de 2000 à 2006
Pierre Salignon,	Adjoint au responsable de programme de MSF France, en charge des programmes en ex-Yougoslavie de 1992 à 1996
Eric Stobbaerts,	Coordinateur général de MSF Belgique/France en ex-Yougoslavie de décembre 1993 à avril 1995
Dr Renaud Tockert,	Responsable des programmes de MSF Belgique en ex-Yougoslavie de 1993 à 1995
Wilna Van Aartzen,	Coordinatrice de MSF Hollande en ex-Yougoslavie en 1991-1993 puis responsable du desk urgence, puis directrice des Opérations
Dr Brigitte Vasset	Directrice des opérations de MSF France

PERSONNALITÉS POLITIQUES ET MILITAIRES CITÉES

Kofi Annan, Secrétaire général adjoint des Nations unies en charge des opérations de maintien de la paix à partir de mars 1993 puis Secrétaire général des Nations unies de janvier 1997 à décembre 2006

Yasushi Akashi, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en ex-Yougoslavie

Boutros Boutros-Ghali, Secrétaire général des Nations unies de janvier 1992 à décembre 1996

Lord Peter Carrington, Négociateur de l'Union européenne de 1991 à 1992 et ancien Secrétaire d'État britannique aux Affaires étrangères

Jacques Chirac, Président de la République française de mai 1995 à juin 2007

Warren Christopher, Secrétaire d'Etat des Etats-Unis de janvier 1993 à janvier 1997

Willem Claes, Secrétaire Général de l'Otan de 1994 à 1995

Bill Clinton, Président des Etats-Unis de janvier 1993 à janvier 2001

Muhamed Filipovic, Leader du Parti musulman bosniaque

Major Robert Franken, Commandant en second du bataillon néerlandais des forces de maintien de la paix des Nations unies à Srebrenica

Alija Izetbegović, Président de la République de Bosnie-Herzégovine d'octobre 1990 à octobre 1996

Général Bernard Janvier, Commandant de la Forpronu en ex-Yougoslavie de mars 1995 à janvier 1996

Alain Juppé, Ministre des Affaires étrangères français de mars 1993 à mai 1995 puis Premier ministre de mai 1995 à juin 1997

Dragan Kalinic, Ministre de la santé de la République serbe de Bosnie

Radovan Karadzic, Président de la République serbe de Bosnie de décembre 1992 à juillet 1996

Helmut Kohl, Chancelier allemand de 1982 à 1998

Nikola Koljević, Vice-président de la République serbe de Bosnie

Radislav Krstić, Chef d'état-major de l'armée de la République serbe de Bosnie

Lt-Colonel Tom Karremans, Commandant du bataillon néerlandais des forces de maintien de la paix des Nations unies à Srebrenica

François Léotard, Ministre de la Défense français de mars 1993 à mai 1995

François Loncle,	Président de la mission d'information parlementaire française sur Srebrenica
Ante Markovic,	Premier ministre yougoslave de mars 1989 à décembre 1991
Tadeusz Mazowiecki,	Rapporteur spécial sur les droits de l'homme en ex-Yougoslavie de 1991 à 1995
Jean-Bernard Mérimée,	Ambassadeur de France à l'ONU de 1991 à 1995
Hans van Mierlo,	Ministre des Affaires étrangères néerlandais d'août 1994 à mai 1998
Slobodan Milosevic,	Président de la République de Serbie de 1989 à 2000
François Mitterrand,	Président de la République française de mai 1981 à mai 1995
David Owen,	Co-président de la conférence sur l'ex-Yougoslavie
Général Ratko Mladic,	Commandant en chef de l'armée de la République serbe de Bosnie
Général Philippe Morillon,	Commandant de la Forpronu en Bosnie-Herzégovine de septembre 1992 à juillet 1993
Général de Lapresle,	Commandant de la Forpronu en ex-Yougoslavie de mars 1994 à février 1995
Jan Pronk,	Ministre néerlandais de la Coopération pour le développement de novembre 1989 à mai 1998
Paul Quilès,	Président de la Commission de la Défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale française de 1997 à 2002
Malcolm Rifkind,	Secrétaire d'État à la Défense britannique de 1992 à 1995 puis Secrétaire d'état aux Affaires étrangères et au Commonwealth de 1995 à 1997
Lt-Général Michael Rose,	Commandant de la Forpronu en Bosnie-Herzégovine de 1994 à 1995
Muhamed Sacirbey,	Ambassadeur de Bosnie Herzégovine à l'ONU de 1992 à 1995
Zvonimir Separovic,	Ministre des Affaires étrangères croate de juillet 1991 à mai 1992
Lt-Général Rupert Smith,	Commandant de la Forpronu en Bosnie-Herzégovine de janvier 1995 à 1996
Franjo Tudjman,	Président de la République de Croatie de mai 1990 à décembre 1999
Joris Voorhoeve,	Ministre de la Défense des Pays-Bas d'août 1994 à mai 1998

ABRÉVIATIONS

ACF	Action Contre la Faim
AFP	Agence France Presse
AP	Associated Press
BBC	British Broadcasting Corporation (chaîne de télévision britannique)
BiH	Bosna i Hercegovina
BRT	Vlaamse Radio en Televisieomroeporganisatie (chaine de télévision belge en langue flamande)
BSA	Bosnian Serb Army - Armée des Serbes de Bosnie
CNN	Cable News Network (chaîne de télévision étasunienne)
DPKO	Department of Peace keeping Operations - Département des opérations de maintien de la paix des Nations unies
Dutchbat	Bataillon néerlandais de la Force de protection des Nation unies à Srebrenica
CE	Communauté européenne
CICR/ICRC	Comité international de la Croix-Rouge
HCR	Haut-commissariat des Nations unies aux réfugiés
FORPRONU/FPNU	Force de protection des Nations unies
HVO	Hrvatsko vijeće obrane - Conseil de défense croate
IFOR	Implementation Force - Force de maintien de la paix de l'OTAN
JNA	Jugoslovenska narodna armija - Armée nationale yougoslave
MDM	Médecins du Monde
MSF B	Médecins Sans Frontières Belgique
MSF F	Médecins Sans Frontières France
MSF H	Médecins Sans Frontières Hollande
NBC	National Broadcasting Company (chaîne de télévision étasunienne)
NIOD	Nederlands instituut voor oorlogsdocumentatie - Institut néerlandais d'études militaires
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONU	Organisation des Nations unies
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique nord
Oxfam	Oxford Commitee for Famine Relief - Comité d'Oxford pour les secours aux affamés
PSF	Pharmaciens Sans Frontières
RS	Republika Srpska - République des Serbes de Bosnie
RTBF	Radio télévision belge francophone
SAS	Special Air Service (unité des forces spéciales britanniques)
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance
UNCRO/ONURC	Mission de maintien de la paix des Nations unies en Croatie de mars 1995 à janvier 1996

Extrait des archives de MSF ou d'articles de presse.

Retrouvez le document intégral en cliquant sur le numéro correspondant dans la liste de référence.

Extrait d'entretiens menés en 2000 et 2015 avec des membres de MSF, acteurs et/ou témoins des événements

Retrouvez la vidéo en cliquant sur le numéro correspondant dans la liste de référence.

Présence de Médecins Sans Frontières

Zones de sécurité sous protection de l'ONU

INTRODUCTION

Au début des années 90, après le démantèlement de l'Union soviétique, la République fédérative socialiste de Yougoslavie[1] connait à son tour des tensions séparatistes.

Ces tensions sont exacerbées par le régime de Slobodan Milosevic, à la tête de la République de Serbie, dont l'objectif est de créer une « Grande Serbie » abritant toutes les régions où vivent des minorités serbes. L'armée fédérale, tombée sous le contrôle de la Serbie soutient les milices armées pro - serbes à l'oeuvre dans la région croate des Krajinas et en Bosnie[2] orientale.

La République serbe des Krajinas, en avril 1991, puis la République des Serbes de Bosnie (Republika Srpska) en mars 1992, proclament leur indépendance sans aucune base constitutionnelle.

En Bosnie orientale, les forces bosno-serbes mènent une politique qu'elles qualifient d'« épuration ethnique », chassant par la terreur toutes les minorités non-serbes vivant sur le territoire de la nouvelle république. Particulièrement affectés, les Bosniaques se réfugient dans les villes à majorité musulmane qui deviennent de facto des enclaves, surpeuplées, assiégées et régulièrement bombardées.

En Septembre 1991, la Communauté européenne a déployé des casques blancs, observateurs impuissants des multiples cessez-le-feu régulièrement rompus. Se refusant à imposer par la force une solution politique au conflit, elle privilégie les distributions massives d'aide humanitaire aux populations victimes de la guerre.

A partir de février 1992, une force de maintien de la paix internationale, la FORPRONU est déployée sur les territoires de la Croatie puis de la Bosnie. Son mandat ne l'autorise toutefois qu'à défendre ses propres troupes et à protéger les convois d'aide humanitaire.

En mai 1992, le Conseil de sécurité de l'ONU impose toutefois un embargo sur la livraison d'armes aux belligérants, qui de facto donne un avantage aux forces serbes, héritières des moyens de l'armée fédérale yougoslave.

En août 1992, des journalistes mettent en lumière l'existence de camps de concentration où les forces bosno-serbes détiennent des prisonniers bosniaques dans des conditions inhumaines. Sous la pression internationale, ces prisonniers sont finalement libérés à condition qu'ils quittent la Bosnie pour les Etats d'Europe occidentale.

Fin 1992, des combats éclatent également entre les forces bosniaques et bosno-croates qui dureront jusqu'au cessez-le-feu de février 1994, suivi de la création d'une fédération croato-musulmane réunissant la République d'Herceg-Bosna, crée par les Croates de Bosnie et le territoire contrôlé par l'armée de Bosnie-Herzégovine.

En mars 1993, l'enclave musulmane de Srebrenica est attaquée par les forces bosno-serbes. Le général Morillon, commandant en chef de la FORPRONU en Bosnie promet à la population qu'elle ne sera pas abandonnée par l'ONU. Srebrenica est déclarée « zone de sécurité » sous la protection des forces des Nations unies, tout comme Bihac, Gorazde, Sarajevo, Tuzla et Zepa.

1. La République fédérative de Yougoslavie abrite six républiques socialistes (Bosnie-Herzégovine, Croatie, Macédoine, Monténégro, Serbie, Slovénie) et deux provinces autonomes rattachées à la république socialiste de Serbie (Kosovo et Voïvodine).
2. En Bosnie-Herzégovine cohabitent trois peuples : les Bosno-Serbes, les Bosno-Croates et les Bosniaques ou Musulmans, Slaves islamisés sous l'Empire ottoman.

En mars-avril 1994, l'enclave de Gorazde est à son tour attaquée par les forces bosno-serbes, qui sont empêchées de la prendre par les frappes aériennes de l'OTAN, en appui à la FORPRONU. Les enclaves sous protection de l'ONU restent assiégées.

En juillet 1995, Srebrenica tombe, malgré la présence d'un bataillon de casques bleus néerlandais et des frappes aériennes, qui s'avèrent toutefois trop tardives, insuffisantes, et inefficaces. 8 000 hommes de l'enclave âgés de plus de 16 ans sont mis à l'écart et massacrés au cours du processus d'évacuation forcée de la population.

Lors de chacun de ces épisodes, les forces bosno-serbes ont pris en otage des casques bleus afin de dissuader les éventuelles frappes aériennes de l'OTAN.

Celles-ci sont finalement opérées de façon déterminée et efficace fin août 1995, en réplique à un nouveau bombardement sur Sarajevo. Elles mettent un coup d'arrêt à la conquête des territoires par les forces bosno-serbes, après plus de deux ans de siège des enclaves de Bosnie orientale.

Dans la foulée, les forces croates de Croatie et de Bosnie et des forces bosniaques reprennent les territoires serbes de Croatie, dont la région des Krajina. Des dizaines de milliers de Serbes sont alors jetés sur les routes et chassés vers la Bosnie serbe tandis que les Bosno-Serbes continuent leurs opérations d'épuration ethnique.

Le 14 décembre 1995, les accords dits de Dayton, négociés sous l'égide des Etats-Unis, mettent fin à la guerre et initient la création d'un Etat de Bosnie-Herzégovine abritant la Fédération croato-musulmane et la République serbe de Bosnie.

A la même époque, des enquêtes journalistiques révèlent qu'un accord aurait été passé entre la FORPRONU et les responsables bosno-serbes, qui liait la libération de casques bleus otages à l'absence de frappes aériennes.

Le 15 novembre 1999, un rapport de l'ONU sur les évènements de Srebrenica reconnait les « erreurs de jugement » de l'organisation et demande aux Etats membres impliqués de mener une enquête sur leurs propres responsabilités.

De 2000 à 2003, des enquêtes sont menées en France et aux Pays-Bas dont les conclusions répartissent les responsabilités de la tragédie de Srebrenica sur l'ensemble des acteurs de la communauté internationale.

QUE FAIT, VOIT ET DIT MSF ?

Dans un premier temps, Médecins Sans Frontières peine à monter des opérations dans un contexte où les besoins sont encore couverts par les structures et le personnel sanitaire hérités de la Fédération yougoslave.

Le 18 octobre 1991, avec la volonté d'intervenir au cœur du conflit, MSF organise un convoi qui évacue 109 blessés de la ville croate de Vukovar assiégée par les forces serbes. Sur la route du retour, une mine explose sous les roues d'un camion, blessant gravement deux infirmières. L'organisation dénonce publiquement cette attaque. Entre-temps, ses responsables ont réalisé que l'opération a été instrumentalisée par les parties au conflit, croates et serbes qui l'ont autorisée : les Serbes laissaient passer le convoi en échange de la libération d'un contingent de forces fédérales retenu par les Croates. Les Croates espéraient l'évacuation des combattants blessés de Vukovar.

Dès 1992, les diverses sections de MSF basées en Europe, où l'opinion publique est particulièrement sensibilisée aux évènements qui se déroulent en ex-Yougoslavie s'associent à d'autres organisations pour demander aux responsables politiques d'agir pour mettre fin au conflit.

Les sections belge et hollandaise choisissent de se concentrer sur la distribution de médicaments, matériel médical et produits de première nécessité sur l'ensemble de la Bosnie et auprès des réfugiés dans les républiques voisines. Ces opérations sont majoritairement financées par la Communauté européenne.

La section française s'abstient de mener ce type d'actions dont elle considère qu'elle participe à la politique « d'alibi humanitaire » menée par la Communauté européenne.

En effet, selon son président, qui s'en ouvre largement dans les médias, cette politique de livraison massive d'aide humanitaire ne sert qu'à compenser l'impuissance, voire la réticence des responsables politiques occidentaux à prendre des mesures politico-militaires pour mettre fin au conflit. En juin 1992, il préconise publiquement le recours à la force contre les batteries serbes qui encerclent Sarajevo. Dans les semaines qui suivent, le secrétaire général de MSF International puis le directeur général de MSF Hollande, portent à leur tour publiquement le même message.

En octobre 1992, MSF France met en place un projet de soutien aux anciens détenus bosniaques des camps de concentration réfugiés en France et recueille leurs récits.

En décembre elle rend public un rapport établi à partir de ces récits, qui décrit le processus d'épuration ethnique mis en œuvre par les forces bosno-serbes en Bosnie orientale et le qualifie de crime contre l'humanité. Cette publication est complétée par une série de clips-vidéos qui sont malencontreusement diffusés à la même époque qu'une campagne d'affichage de Médecins du Monde comparant Milosevic à Hitler.

En mars 1993, une équipe de la section belge réussit à entrer dans l'enclave de Srebrenica avec un convoi de la FORPRONU. Elle rapporte à la presse les conditions de vie dramatiques de la population de l'enclave et demande que celle-ci soit protégée.

Elle y installe une mission médico-sanitaire qui sera gérée en commun avec la section française, comme le sera celle ouverte en juillet 1993 dans l'enclave bosniaque de Gorazde. Pour MSF France cette intervention répond à des besoins vitaux et sauve des vies.

Pendant deux ans, les équipes MSF mènent un bras de fer permanent avec les assiégeants afin de pouvoir approvisionner ces enclaves, que d'aucuns considèrent comme des prisons à ciel ouvert, où sont maintenues en vie des populations asphyxiées par les sièges. Elles dénoncent régulièrement à la presse les entraves posées par les autorités bosno-serbes à l'approvisionnement de ces enclaves.

Pendant l'attaque de Gorazde en mars-avril 1994 et de Srebrenica en juillet 1995, les volontaires expatriés, restés présents dans ces enclaves, aident les équipes locales à prendre en charge les blessés, témoignent en direct de la situation et lancent des appels à la protection des populations.

A Tuzla, une autre équipe MSF prend en charge les rescapés de Srebrenica et recueille leurs témoignages qui seront largement diffusés dans les médias.

En août 1995, des équipes MSF assistent les réfugiés serbes fuyant l'offensive croato-bosniaque dans les Krajinas et rapportent publiquement leur situation. Par ailleurs, l'organisation dénonce aussi le renforcement des opérations d' « épuration ethnique » menées par les forces bosno-serbes contre les derniers Musulmans de Banja Luka.

Fin août 1995, MSF s'inquiète de l'absence de protection de la population de Gorazde alors que les casques bleus ukrainiens puis britanniques se retirent de l'enclave. Elle attire ensuite l'attention sur le sort d'un groupe de réfugiés bosniaques dissidents, alliés des Serbes et rejetés de tous bords, qui se retrouve bloqué sur le bord d'une route dans les conditions sanitaires très précaires du camp de Kupljensko.

En décembre 1995, après la signature des accords de paix de Dayton, MSF se demande publiquement si la

volonté de paix ne risque pas d'entraver la justice et l'établissement des responsabilités dans ce qui s'est passé à Srebrenica.

En février 1996, MSF publie un rapport contenant des témoignages sur l'évacuation de la population de Srebrenica et les 22 membres de son équipe locale et du personnel de l'hôpital portés disparus lors des événements de juillet 1995. Un appel à information sur le sort de ces derniers est lancé.

En juillet 2000, MSF France lance un appel pour l'établissement d'une commission d'enquête du Parlement français sur les responsabilités françaises dans les événements de Srebrenica. Une mission d'information parlementaire est mise en place à laquelle MSF apporte un soutien critique, lui suggérant des questions à poser et des documents à rechercher. Les transcriptions des auditions sont publiées sur un site internet dédié.

En novembre 2001, à la publication du rapport de cette mission, MSF France souligne publiquement que s'il reconnait les responsabilités militaires de la France, ce rapport oublie de mentionner les responsabilités politiques.

De son côté, en 2002 et 2003, MSF Hollande commente publiquement les différents rapports réalisés à la demande des autorités néerlandaises, insistant sur la nécessité d'en tirer les leçons pour l'avenir concernant la protection des civils face aux violences de guerre.

En janvier 2003, MSF France et MSF Hollande demandent publiquement que les Etats-Unis et le Royaume-Uni lancent à leur tour un processus d'enquête sur leurs propres responsabilités dans les évènements de Srebrenica.

DILEMMES ET QUESTIONNEMENTS

Pendant toute cette période, MSF est confrontée à de multiples questionnements et dilemmes :

- Jusqu'à quel point, comme à Vukovar, peut-on risquer la vie du personnel MSF afin de pouvoir intervenir au cœur d'un conflit ?
- Doit-on dénoncer les entraves posées à l'accès aux populations des enclaves de Bosnie-orientale, au risque de ne plus y avoir accès du tout ?
- Peut-on, en tant qu'organisation humanitaire médicale, dénoncer le fait que les responsables politiques présentent l'aide humanitaire comme l'unique solution au conflit et appeler au recours à la force, une action qui entraine la perte de vies humaines ?
- En acceptant d'apporter des secours a minima à une population assiégée, MSF ne contribue-t-elle pas, à l'instar de médecins-geôliers, à la stratégie des assiégeants tout en adoucissant leur image ? A l'inverse, demander l'évacuation de ceux qui le souhaitent n'équivaut-il pas à cautionner la politique d'épuration ethnique menée par ces assiégeants ?
- Peut-on, comme à Gorazde, accepter d'alerter sur la gravité d'une crise en diffusant des bilans de blessés et de morts difficiles à vérifier, au risque de se faire instrumentaliser par la source de ces chiffres ?
- Ayant fait confiance à l'engagement de protection de Srebrenica et de sa population par les Forces des Nations unies MSF doit - elle assumer une part de culpabilité ou de complicité dans l'abandon de l'enclave par l'ONU et le massacre de la population qui a suivi ? MSF n'a-t-elle pas donné à la population la fausse impression que rien ne pouvait lui arriver tant que son équipe était présente ?

- Est-ce le rôle d'une organisation médicale humanitaire de lancer un appel à une commission d'enquête parlementaire puis, celle-ci mise en place, d'en assurer un suivi actif critique ? A l'inverse, MSF peut-elle ne pas chercher à comprendre les circonstances et les responsabilités qui, au niveau international, ont mené à l'abandon et au massacre d'une population à laquelle ses équipes portaient secours ? Peut-elle se contenter de lancer un appel à une enquête parlementaire sans s'assurer que celle-ci se pose des questions susceptibles d'apporter des réponses éclairantes sur les événements ?
- En n'explorant pas aussi les zones d'ombre des accords passés entre Bosno-Serbes et Bosniaques, MSF ne risque-t-elle pas de se poser en procureur des seules pratiques de l'ONU et des Etats-Membres ?
- Est-ce que le cas de Srebrenica doit être conçu comme un accident de l'histoire ou comme un modèle irréductible de l'impossibilité des mandats internationaux de protection des populations développé par l'ONU ?

MSF ET LA GUERRE EN EX-YOUGOSLAVIE 1991 - 2003

Au début des années 90, après le démantèlement de l'Union soviétique, les tensions montent au sein de la République fédérative socialiste de Yougoslavie, dont la plupart des républiques exigent une plus grande autonomie, voire l'indépendance.

Pendant plusieurs mois, la République de Serbie tente de conserver intacte la fédération au sein de laquelle elle détient une grande partie du pouvoir, en particulier dans l'armée.

A sa tête, le régime dirigé par Slobodan Milosevic, prône la constitution d'une « Grande Serbie » qui abriterait toutes les régions où vivent des minorités serbes. Il soutient les milices armées pro-serbes qui se constituent dans ces régions.

Ainsi depuis août 1990, la région des plaines de Krajina située en Croatie, qui abrite de fortes minorités serbes, est soumise à une rébellion de miliciens séparatistes serbes. Soutenus par l'armée fédérale yougoslave, ces miliciens prennent le contrôle de la région. Le 16 mars 1991, la création d'une « République serbe de Krajina » couvrant un tiers du territoire croate est proclamée. Elle est rattachée illégalement à la Serbie le 1er avril 1991.

« YOUGOSLAVIE : située dans le sud de la Croatie, la région de Krajina a proclamé son rattachement à la République de Serbie » ***Le Monde*** (France), 3 avril 1991 (en français) **D1**

Extrait :
La décision, lundi 1er avril, des dirigeants de la province autonome de Krajina -zone peuplée par la minorité serbe en Croatie - de se rattacher à la République de Serbie laisse présager le pire. M. Milan Babic, président de la province autonome, a déclaré que Krajina faisait « définitivement partie du territoire de l'Etat serbe » et que « la Constitution et les lois de la République de Serbie lui seraient désormais appliquées ». Il a ensuite ordonné la mobilisation de la population de Krajina et la formation de détachements de volontaires afin « de défendre la liberté et l'intégrité territoriale de la province ». Enfin, il a demandé au gouvernement de Serbie de mettre à la disposition des autorités de Krajina les équipements et les forces du ministère serbe de l'Intérieur.

Le 25 juin 1991, s'appuyant sur les résultats d'un référendum, la Croatie et la Slovénie proclament officiellement leur « dissociation » de la Fédération yougoslave, qui est refusée par le gouvernement fédéral.

Un conflit oppose alors les Slovènes à l'armée fédérale yougoslave qui prend fin à la mi-juillet après la signature des accords de Brioni, établis sous l'égide de la Communauté européenne. Celle-ci a dépêché une « troïka » composée des ministres des Affaires étrangères, qui a proposé l'envoi d'observateurs européens chargés de contrôler le respect des accords de cessez-le-feu.

Pendant ce temps, les violences s'exacerbent entre d'une part les milices constituées par la minorité serbe et l'armée fédérale – présentées comme les « irréguliers » par les forces armées officielles - et d'autre part l'armée croate et ses propres « irréguliers ».

La tension monte également en Bosnie-Herzégovine au sein de laquelle cohabitent trois peuples[1] : les Bosniaques (Musulmans), les Bosno - Croates et les Bosno - Serbes ainsi que diverses autres minorités ethniques.

« Yougoslavie : la déclaration d'indépendance de deux Républiques » ***Le Monde*** (France), 27 juin 1991 (en français) **D2**

Extrait :
Le gouvernement fédéral a rejeté, dans la nuit du mardi 25 au mercredi 26 juin, les déclarations d'indépendance de la Slovénie et de la Croatie. Dans un communiqué du premier ministre, M. Ante Markovic, les autorités fédérales déclarent « illégaux et illégitimes » ces actes « unilatéraux » adoptés « en marge d'une concertation avec les autres composantes de la Yougoslavie ». En conséquence, indique le texte, ils sont « nuls et non avenus ». Le Parlement fédéral avait adopté également dans la soirée des « conclusions » aux termes desquelles il est demandé au gouvernement, à l'armée et aux forces de police d'empêcher le « dépeçage de la Yougoslavie

1. Les Bosniaques sont les Slaves islamisés sous l'empire ottoman, appelés Musulmans dans la République fédérative socialiste de Yougoslavie. Les Bosno-Serbes sont les Serbes de Bosnie et les Bosno-Croates, les Croates de Bosnie.

et le changement de ses frontières ». Le gouvernement de M. Markovic estime « indispensable de reprendre, sans délai et dans un esprit démocratique », les discussions sur le règlement de la crise constitutionnelle et la future organisation politique du pays, et demande enfin à « tous les citoyens » de garder leur calme, de s'abstenir de tout acte de violence. Selon l'agence officielle *Tanjug*, les unités de l'armée fédérale stationnées en Slovénie ont été placées en état d'alerte et ont empêché des douaniers slovènes de mettre en place les emblèmes de cette République.

« Alors que la présidence fédérale adopte les accords de Brioni, le gouvernement yougoslave s'inquiète d'une aggravation de la crise » ***Le Monde*** (France), 14 juillet 1991 (en français) **D3**

Extrait :
La présidence fédérale a adopté, à Belgrade, dans la nuit du vendredi 12 au samedi 13 juillet, les accords de Brioni rédigés le 7 juillet sous l'égide de la CEE. Cette instance collégiale a également adopté un mémorandum soumis par la « troïka » de la CEE sur les modalités d'organisation et de fonctionnement du corps des observateurs européens chargés d'en contrôler le respect.[...] De son côté, le gouvernement a estimé vendredi dans un communiqué que la situation a commencé « à échapper au contrôle » tant des Républiques que de la Fédération et a constaté que les partis politiques organisent leurs milices, sur des bases ethniques ou politiques. Le communiqué s'inquiète d'une aggravation de la crise, notamment en Croatie, laquelle menace de tourner à « des conflits armés de grande ampleur ». Un avertissement a été lancé à la Slovénie et aux deux parties en conflit en Croatie, la majorité croate qui a accru la mobilisation de ses forces, et la minorité serbe qui a constitué des milices. Le gouvernement a également estimé « arbitraire » la mobilisation de réservistes opérée dans l'ouest de la Bosnie, à majorité serbe, à l'insu de la direction de cette République. La Bosnie-Herzégovine est « sérieusement menacée de désintégration », ont en effet estimé vendredi les leaders des principaux partis de cette République en prônant l'envoi d'une mission d'observateurs de la Communauté européenne. Ils ont accusé la Serbie et son président M. Slobodan Milosevic d'« exposer » la Bosnie-Herzégovine à de « très graves pressions et provocations visant à la désintégrer ». Le leader du Parti musulman bosniaque (PMB), M. Muhamed Filipovic, a fait état vendredi de mouvements de troupes sur le territoire de la République et de la mobilisation d'importants effectifs de réservistes de la défense territoriale et de la police.

« Entre guerre et paix » ***Le Monde*** (France), 24 juillet 1991 (en français) **D4**

Extrait :
Les combats qui se sont déroulés, lundi 22 juillet, dans l'est de la Croatie, en Slavonie, région « mixte » composée pour 20 % de Serbes et pour 65 % de Croates, ont fait en une seule journée vingt morts. Ce qui porte déjà à une quarantaine, en une semaine, le nombre de victimes des affrontements ethniques dans la deuxième République de la Fédération qui, comme la Slovénie, a déclaré son indépendance le 25 juin. [...] En raison de cette dégradation soudaine, mais prévisible, de la situation, le président de la République de Croatie, M. Franjo Tudjman, a demandé à son peuple d'être « prêt à une guerre généralisée » « La Croatie est menacée, a-t-il ajouté, nous ferons tout pour la sauver. Nous ne voulons ni de la Grande Serbie ni de la Yougoslavie, comme certains la veulent. » Contrairement à la Slovénie, ethniquement homogène, la Croatie compte 4,7 millions d'habitants, dont - selon le recensement d'avril dernier - 12,2 % de Serbes. Cette population est concentrée sur les pourtours sud et est de la République et refuse de faire partie d'une Croatie indépendante. Elle s'est même constituée en région autonome sous le nom de Krajina et a proclamé son rattachement à la République-mère de Serbie. La tension n'a cessé de croître dans ces régions aux sangs le plus souvent mêlés. Les risques de déflagration peuvent entraîner tout le pays dans une spirale de violences susceptible de broyer le peu qui reste de bonne volonté chez les divers acteurs du drame yougoslave. Le président Tudjman est catégorique. Pas question de lâcher un pouce de territoire. Non - répète-t-il - à l'expansionnisme serbe et aux sombres desseins des communistes nouvelle manière, au pouvoir à Belgrade.

En août et septembre 1991, le conflit s'aggrave et des dizaines de milliers de réfugiés sont jetés sur les routes, tandis que les tentatives de médiation européennes se heurtent à l'intransigeance des belligérants.

Le 7 septembre, la « Conférence permanente sur l'ex-Yougoslavie » est mise en place tandis que les « casques blancs », observateurs européens des accords de paix se déploient.

« Aggravation de la crise yougoslave - La Serbie a fait échouer la médiation européenne » ***Le Monde*** (France), 8 août 1991 (en français) **D5**

Extrait :
« La Yougoslavie est au bord de la tragédie et de la catastrophe. Notre mission a échoué. Nous avons pourtant tout fait pour aider le pays à aller de l'avant, pour que les tueries cessent et pour que le dialogue sur l'avenir du pays reprenne. » C'est en ces termes que le ministre néerlandais des affaires étrangères a fait le bilan, dimanche 4 août à Belgrade, de la quatrième visite de la « troïka » européenne en Yougoslavie. « Nous ne pouvons plus rien faire, si ce n'est lancer un appel à la raison », a indiqué M. Hans Van den Broek. Le président en exercice de la CEE a précisé que la mission européenne avait proposé un certain nombre de mesures pour que le cessez-le-feu ordonné par la présidence yougoslave dans la nuit de vendredi à samedi de la semaine dernière devienne effectif. Le

mémorandum qui devait être soumis à la signature des dirigeants yougoslaves proposait que la commission de contrôle du cessez-le-feu soit mixte et composée de représentants de l'armée fédérale, des autorités croates et des Serbes de Croatie, et travaille en collaboration avec la mission d'observateurs européens dont le mandat aurait été élargi à la Croatie. « Une des parties concernées s'y est opposée et les débats ont été bloqués », a souligné le ministre néerlandais. « Nous avons offert une assistance technique tout en ne voulant pas nous ingérer dans les affaires intérieures du pays. Nous avons voulu être des partenaires objectifs et proposer une collaboration impartiale… Mais nous ne sommes pas en mesure de prendre des décisions à leur place, ils doivent prendre leurs propres responsabilités », a expliqué M. Van den Broek. Soulignant le manque de volonté politique dans le rétablissement de la paix, il a ajouté : « Nous plaignons le peuple qui a de tels dirigeants. Il ne reste plus qu'à attendre la suite de l'évolution de la situation actuelle… et à espérer que les parties concernées empêcheront l'escalade des conflits armés. »

« Yougoslavie, une mission délicate » ***Le Monde*** (France), 5 septembre 1991 (en français) **D6**

Extrait :
Une mission fort délicate attend lord Carrington, l'ancien secrétaire au Foreign Office, désigné par les Douze pour présider la conférence de paix sur la Yougoslavie qui doit s'ouvrir, samedi 7 septembre, à La Haye. Avant d'entamer ces négociations, la CEE avait d'abord posé comme condition l'arrêt total des hostilités en Croatie, mais l'accord de cessez-le-feu signé à Belgrade au début de la semaine, par toutes les parties concernées n'a pas du tout été respecté. En Slavonie, les combats se poursuivent, des villes ont été partiellement détruites, les habitants fuient par milliers les zones sinistrées et vont se réfugier, notamment, en Hongrie. Les Européens ont donc pour le moment choisi d'« oublier » cette condition et d'accélérer leur tentative de médiation. Dans la tragédie actuelle, où les deux principaux protagonistes - la Serbie et la Croatie - se livrent aussi une violente guerre de propagande, seuls des observateurs étrangers peuvent présenter un bilan à peu près impartial de la situation. Le premier contingent de « casques blancs » est parti, mais sa mission risque d'être compliquée. Il va lui falloir notamment traiter avec l'armée fédérale, qui, ces derniers jours, a ostensiblement appuyé les autonomistes serbes dans des offensives qui constituent en fait des conquêtes de territoires, dans un scénario de remodelage des frontières et de création d'une Grande Serbie.

En août 1991, les sections belge et hollandaise de MSF effectuent une première mission exploratoire conjointe sur le territoire de la Fédération yougoslave. Constatant que les besoins médicaux sont couverts par les structures et le personnel local, elles décident de maintenir des contacts pour suivre l'évolution de la situation.

Toutefois, le 12 septembre, un communiqué de presse annonce une intervention de MSF en ex-Yougoslavie financée par la Communauté Économique Européenne (CEE). La section française, qui n'intervient pas encore sur le territoire yougoslave relaye cette information.

Compte-rendu de la réunion du comité de direction de MSF France, 8 août 1991 (en français) **D7**

Yougoslavie : MSF B et H nous ont envoyé un rapport de mission exploratoire. Les besoins médicaux sont couverts actuellement par les structures locales. Ils veulent maintenir une présence pour suivre l'évolution. =>En cas de gros clash, il a été décidé que chaque section interviendrait dans une zone définie.

« Médecins Sans Frontières » intervient en ex-Yougoslavie » **Communiqué de presse** MSF France, 12 septembre 1991 (en français) **D8**

Suite à des requêtes de divers hôpitaux yougoslaves qui manquent de matériel et de médicaments pour soigner les victimes des combats, Médecins Sans Frontières a décidé d'envoyer du matériel et des équipes sur Zagreb. Un camion transportant 5 tonnes de matériel chirurgical et médical est parti de Bruxelles et devrait notamment approvisionner dans les jours qui viennent l'hôpital central d'Osijek. Par ailleurs, deux équipes de deux personnes ont quitté la Belgique et la Hollande pour la Yougoslavie dans le but d'approfondir l'évaluation des besoins d'ordre médical sur place et d'assurer un suivi des conditions de vie des personnes déplacées par le conflit. Cette opération est financée grâce au soutien du Fonds d'urgence de la Communauté économique européenne qui a octroyé 140 000 écus à Médecins Sans Frontières pour cette intervention auprès des populations civiles victimes du conflit opposant Croates et autonomistes serbes.

MSF s'est construit sur l'idée d'une solidarité Nord-Sud, même si c'était à contre-courant des mouvements tiers-mondistes. Donc quand il a fallu aller travailler dans les pays de l'Est, il y a eu un mouvement très opposé à cela, qui disait qu'on n'avait rien à faire là-bas. Au début de la crise en Bosnie, ce courant était très fort au sein du département des opérations, et je pense encore plus fort à Paris qu'à Bruxelles. Quand on a enfin commencé à s'intéresser à ce qui s'y passait, d'abord la situation s'était fortement dégradée, et puis on n'avait pas directement accès. En fait, on ne savait pas ce qu'il fallait faire dans ces pays, comment est-ce qu'on devait s'intégrer, quelles opérations il fallait y mener. Les premières équipes que j'ai envoyées là-bas n'ont pas fait du bon travail sur le plan opérationnel. Elles ont ouvert une espèce de grand magasin médical à Split, une sorte de centrale d'achat et c'était d'autres petites ONG qui, elles, intervenaient dans les villages qui venaient s'approvisionner en matériel médical et en médicaments, à Split auprès de MSF, c'était le monde à l'envers !

Le problème, c'est qu'on ne trouvait personne d'un certain calibre qui était prêt à aller s'engager durablement sur le terrain. Et donc il a fallu changer d'abord toute notre approche pour pouvoir mieux connaître la situation, et ensuite lier notre témoignage à ce que nous faisions vraiment sur le terrain. Tant que nous étions dans nos centrales d'achat, nous n'étions pas crédibles

Dr Georges Dallemagne, directeur des opérations de MSF Belgique (en français) interviewé en juillet 2000

On était plus en retrait que les autres sections avec l'idée que certes ces violences étaient en train de déboucher sur une véritable guerre, mais que c'était tout de même retenu. On pensait aussi que les structures locales en Yougoslavie avaient de quoi répondre aux besoins. Nous mettre derrière l'épaule d'un chirurgien yougoslave pour tenter de trouver notre niche, ça ne nous tentait pas tellement.

Dr. Rony Brauman, Président de MSF France de 1982 à 1994 puis directeur d'études à la Fondation MSF France (en français) interviewé en 2000 et 2015

Tous les soirs, on allait boire un verre au café du coin. On se disait : « ce n'est pas possible que cela se passe là, à côté de chez nous et qu'on ne puisse rien faire. On sert à quoi ? Il faut fermer MSF. » Et ce n'était pas pour rire.

Brigitte Vasset, Directrice des Opérations de MSF France (en français) interwievée en 2015

Tandis que l'offensive serbe en Croatie s'accentue, la Communauté européenne, comme le Conseil de Sécurité de l'ONU, restent divisés sur la pertinence d'une intervention pour mettre fin au conflit. Toutefois, le 25 septembre, le Conseil de sécurité des Nations unies vote à l'unanimité la résolution 713 D9 qui impose un embargo total sur la livraison d'armes à la Yougoslavie.

« Yougoslavie – Le rejet par les douze d'une intervention militaire immédiate constitue un échec pour la France et l'Allemagne » ***Le Monde*** (France), 21 septembre 1991 (en français) **D10**

Extrait :

Dans cette ambiance peu propice, les Douze, freinés par les Anglais, ont adopté une déclaration de portée minimaliste. Il n'y est plus question, comme dans le texte de la présidence néerlandaise ou dans celui rendu public le matin même par le président Mitterrand et le chancelier Kohl, de déployer aux confins serbes et croates une puissante force d'interposition composée de plusieurs milliers d'hommes, mais bien plus modestement de dépêcher quelques unités afin de protéger les observateurs de la CEE pour leur permettre d'accomplir leur mission. [...] En se réunissant une nouvelle fois pour évaluer la situation en Yougoslavie, les Douze avaient pour objectif de dynamiser, voire de relancer le processus de paix quarante-huit heures après que lord Carrington, le président de la conférence de La Haye, eut arraché un accord de cessez-le-feu dit « de la dernière chance », mais bafoué. Ils ont échoué. L'échec de la présidence néerlandaise de la CEE, qui préconisait l'envoi d'une force d'interposition sous la bannière de l'UEO, est patent. Il s'était dessiné au fil des jours précédant la réunion des ministres des affaires étrangères, et il a été consommé. Le terme même de « force de maintien de la paix » ne figure pas dans la déclaration finale des Douze, qui parle simplement de leurs « efforts de maintien de paix ». Paris et Bonn ont également essuyé un revers diplomatique cuisant. [...] Plus que celui de tel ou tel pays, l'échec enregistré à La Haye est l'échec collectif d'une Communauté qui a préservé son unité en trouvant le plus petit dénominateur commun entre le volontarisme des uns et la réserve des autres. Le résultat est un compromis paradoxal, puisque la réunion des Douze, convoquée avec un sentiment d'urgence, a débouché sur une décision de temporisation. Prenant ainsi le risque de suggérer un ralentissement, sinon un certain enlisement de leur action diplomatique, les Européens donnent l'impression de freiner leur effort et de vouloir s'adapter au tempo fixé par les Yougoslaves eux-mêmes. [...] Lors de la deuxième séance plénière de la conférence, la Slovénie et surtout la Croatie ont estimé qu'il était vain de continuer à parler tant que les armes ne se seraient pas tues. La Serbie a également reconnu que « le succès de la conférence dépend de la situation en Croatie ». Prenant acte de ce consensus dans l'analyse, lord Carrington a décidé de laisser aux parties au conflit un délai de cinq à sept jours pour parvenir à appliquer le cessez-le-feu signé en début de semaine à Igalo.

Le 3 octobre, la Serbie et le Monténégro s'emparent du pouvoir fédéral, estimant que la Fédération yougoslave « se trouve en danger de guerre imminent ». Le 8 octobre, le Parlement croate vote la rupture totale avec la Fédération yougoslave. Le 15 octobre, le Parlement de Sarajevo adopte une déclaration de souveraineté de la Bosnie-Herzégovine. Le 22 octobre, le « bloc serbe » de la Fédération, mettant en avant « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » rejette le dernier plan de paix des Européens qui proposait une « union souple de républiques souveraines » et qui avait été accepté par les autres républiques. L'armée yougoslave devient de facto l'armée de l'auto-proclamée « nouvelle Yougoslavie » composée de la Serbie et du Monténégro.

« Yougoslavie : « temps de guerre » ***Le Monde*** (France), 5 octobre 1991 (en français) **D11**

Extrait :
En l'absence, donc, de la Croatie, de la Slovénie, de la Macédoine et de la Bosnie-Herzégovine, le « bloc serbe » a décidé que le danger imminent de guerre qui avait été « constaté » le 1er octobre, lors de la dernière session de la présidence yougoslave, imposait à la présidence collégiale d'exercer les pouvoirs qui, dans de telles circonstances, lui sont dévolus par la Constitution et par un décret présidentiel voté en novembre 1984 - qui, jusqu'à présent, n'avait jamais été rendu public ni appliqué... La présidence yougoslave assumera par conséquent certains pouvoirs du Parlement fédéral. Ensuite, elle a décidé de priver la Slovénie du droit de commander les forces armées yougoslaves, droit dont jouissent collectivement tous les membres de la direction. [...] La présidence a d'autre part entériné toutes les mesures prises par le haut commandement militaire, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre du cessez-le-feu en Croatie et la mobilisation. Le « bloc serbe » légalise ainsi, de fait, la mobilisation partielle des effectifs de réserve de l'armée fédérale qui avait commencé le 1 juillet dernier en Serbie et qui s'était intensifiée ces dernières semaines, s'élargissant à la Bosnie et au Monténégro.

« Le Parlement croate a voté la rupture totale avec la Fédération » ***Le Monde*** (France), 8 octobre 1991 (en français) **D12**

Extrait :
Le Parlement de Croatie a voté, mardi 8 octobre, la rupture totale de la République avec la Fédération yougoslave. Cette décision marque l'entrée en vigueur de la déclaration d'indépendance que la Croatie avait adoptée le 25 juin dernier et qui avait été suspendue le 7 juillet, pour trois mois, à la demande de la Communauté européenne afin de trouver une solution négociée à la crise. [...] De son côté, la Slovénie, qui avait également proclamé son indépendance le 25 juin et accepté le moratoire, a adopté, mardi, les premières mesures assurant la création d'un Etat indépendant.

« Après l'adoption d'une déclaration de souveraineté par le Parlement de Sarajevo, les Serbes dénoncent la tentative de « sécession » de la Bosnie-Herzégovine » ***Le Monde*** (France), 17 octobre 1991 (en français) **D13**

Extrait :
La scission intervenue au sein du Parlement de Bosnie-Herzégovine risque d'accélérer l'éclatement de cette République tri-nationale où cohabitent, selon le recensement d'avril 1991, 44 % de Musulmans, 31,5 % de Serbes, et 17 % de Croates. Alors que le parti musulman (Action démocratique, SDA) et le parti croate (Union démocratique croate, HDZ) se sont prononcés, dans la nuit du lundi 14 au mardi 15 octobre, pour une Bosnie « souveraine, neutre et indivisible », le parti serbe (le Parti démocrate serbe, SDS) s'est opposé à ce qu'il appelle une « tentative de sécession » et a réaffirmé sa volonté de « rester en Yougoslavie », même si celle-ci se réduisait à la Serbie. « La guerre civile frappe aux portes de la Bosnie-Herzégovine », écrivaient plusieurs quotidiens yougoslaves à la veille de l'issue, qualifiée de « dramatique », de la session parlementaire à Sarajevo La proclamation de souveraineté de cette République (le Monde du 16 octobre) par les députés croates et musulmans, a été immédiatement condamnée par les Serbes de Bosnie. Le leader du SDS, M. Radovan Karadzic, a estimé que la décision était « illégale et anticonstitutionnelle », puisque les représentants de l'un des trois peuples constitutifs de Bosnie-Herzégovine - en l'occurrence les Serbes - n'avaient pas participé au vote. Il a accusé les Croates et les Musulmans de s'être alliés pour mettre en minorité la Serbie et tenter de former une association de quatre Républiques yougoslaves (Bosnie, Macédoine, Croatie et Slovénie) afin d'isoler la Serbie et le Monténégro.

« Refusant catégoriquement le plan de paix européen, l'armée fédérale jette le masque » ***Le Monde*** (France), 8 octobre 1991 (en français) **D14**

Extrait :
Les hautes autorités militaires ainsi que les représentants de la Serbie et du Monténégro à la présidence yougoslave ont donc décidé de mettre en œuvre le plus rapidement possible un processus permettant aux peuples qui le désirent de sauvegarder l'Etat yougoslave. Parallèlement, l'armée yougoslave se transformera en « force armée » de cette « nouvelle Yougoslavie ». [...] l'armée menace la Croatie de représailles si les forces croates continuent à bafouer, selon Belgrade, le dernier accord de cessez-le-feu conclu vendredi à La Haye ; des actions décisives et des opérations offensives seront menées « tant que le blocus des casernes fédérales de Croatie n'aura pas été levé et tant qu'une solution politique n'assurera pas la sécurité du peuple serbe en Croatie ».

Le 9 octobre, les sections belge et française de MSF informent la presse que, toujours avec le soutien financier de la Communauté européenne, elles envoient un bateau chargé de matériel médical et de médicaments, ainsi que du personnel médical, chirurgical et logistique pour soutenir les hôpitaux de Dubrovnik, ville croate assiégée par les forces serbes et pour évacuer des blessés vers Split.

« Yougoslavie : opération de secours conjointe MSF et CE « UN BATEAU POUR DUBROVNIK » **Communiqué de presse** MSF B/F, 8 octobre 1991 (en français) **D15**

Demain, mercredi 9 octobre, un ferry-boat partira de la ville

portuaire de Criekvenica dans la région de Riyeka au nord de la Croatie, pour Dubrovnik. Cette ville de Croatie du Sud est actuellement assiégée et bombardée par l'armée Yougoslave. La situation des hôpitaux est tragique et la population commence à manquer de vivres. Les routes sont coupées. L'envoi du bateau est une initiative conjointe de la Communauté européenne et de Médecins Sans Frontières. A son bord se trouveront une équipe chirurgicale partie hier dès Paris, ainsi qu'une équipe médicale et logistique de MSF basée à Zagreb. Le bateau emportera également 10 tonnes d'aide alimentaire (conserves de-viande, pâtes, etc...) ainsi que 8 tonnes de matériel médico-chirurgical pour les hôpitaux de Dubrovnik. Cette aide est partie hier de Bruxelles par camion et sera embarquée à Criekvenica près de Riyeka. Ce bateau devrait également évacuer certains blessés de Dubrovnik vers l'hôpital de Split, à mi-chemin entre Dubrovnik et Riyeka.

On a ravitaillé Dubrovnik en bateau. On est partis avec un gros paquebot croate qui longeait la côte. On a amené du matériel et on est reparti la nuit. On n'a rien vu, c'était une toute petite opération, deux jours aller-retour.

Dr. Alain Destexhe, Secrétaire général de MSF International jusqu'en mai 1995 (en français) interviewé en 2000

VUKOVAR : INTERVENIR AU CŒUR DU CONFLIT

Le 14 octobre, après trois jours de blocage et de négociations, un convoi humanitaire financé par la CEE pour secourir la population de Vukovar, ville croate assiégée par les forces serbes, et auquel se sont joints le Secrétaire général de MSF international et une médecin-anesthésiste ne réussit pas à passer les lignes de front et doit rebrousser chemin.

Le Secrétaire général de MSF renvoie alors publiquement la responsabilité de l'échec de cette opération aux diverses parties au conflit qui ont cherché à l'instrumentaliser. En effet, le convoi transportait de la nourriture et des produits dont les Serbes refusaient qu'ils soient utilisés par les combattants croates, tandis que ces derniers répugnaient à ouvrir une brèche dans leur mur de défense pour laisser passer le convoi.

Il dénonce également la présence de soldats dans les véhicules marqués de l'emblème de la Croix-Rouge.

« Le convoi pour Vukovar, condamné dès le départ »
The Independent (Royaume-Uni), 16 octobre 1991 (en anglais) **D16**

Extrait :
Décrivant des scènes de confusion, de méfiance et de désespoir, Alain Destexhe, le Secrétaire Général de l'organisation médicale Médecins Sans Frontières a accusé toutes les parties au conflit d'avoir délibérément empêché le convoi d'atteindre son objectif. « C'était un désordre total » a dit le Dr Destexhe à son arrivée à l'aéroport de Bruxelles. « Il est rapidement devenu clair que personne, ni même les Croates dont c'était le convoi ne voulaient nous voir réussir. D'une opération humanitaire, on est passé à une affaire politique »
Rappelant que le convoi était à moins d'un kilomètre d'entrer dans Vukovar, le Dr Destexhe a décrit une ville complétement détruite. « Chaque maison a été touchée par une bombe et la plupart ont été détruites. La ville est complètement encerclée, comme au Moyen-Age ». On estime que plus de 15 000 personnes sont prisonnières dans la ville et que 300 d'entre elles seraient blessées dont 100 sérieusement.
Médecins Sans Frontières a proposé à la Communauté européenne un second convoi, mais avec des objectifs plus limités, à condition que des garanties politiques pour sa sécurité soient données par les leaders serbes et croates. Sous le drapeau européen, il n'apporterait que des médicaments et tenterait d'évacuer les blessés et peut être les femmes et les enfants.
Le convoi de cette semaine avait été mal conçu, a expliqué le Dr Destexhe. Ses 45 camions étaient pleins de produits donnés par des villes croates. « La plupart de ces produits étaient inutiles » a-t-il constaté « ils ont besoin de médicaments mais on leur envoie des couches ». Le Dr Destexhe a toutefois insisté sur le fait que les quatre observateurs de la Communauté européenne qui ont dirigé le convoi étaient au-dessus de toute critique. A un moment un général croate a tenté d'arrêter pour trahison un officier de l'armée fédérale qui accompagnait le convoi. Un observateur de la Communauté européenne est intervenu et a dit au général qu'il devrait le tuer d'abord [s'il voulait arrêter cet officier].
Le problème principal de ce convoi c'est que même avec la coopération de l'armée croate et de l'armée fédérale, aucune partie n'a de contrôle sur les troupes irrégulières qui se battent de chaque côté. En conséquence la sécurité de l'équipe ne pourra jamais être garantie. De plus, a ajouté le Dr Destexhe, au moindre problème les chauffeurs croates voulaient abandonner le convoi. Mais une fois que le convoi a été à portée de tir, les forces fédérales et croates n'ont plus voulu coopérer – chacune des parties cherchant à faire porter la responsabilité des difficultés à l'autre.
D'un côté, l'armée serbe ne voulait pas que le convoi ravitaille en vivres une ville qu'elle tente d'écraser par un siège, et de l'autre, les croates craignaient qu'ouvrir un passage pour le convoi ne provoque une ouverture fatale dans les défenses de la ville.
Le Dr Destexhe a également accusé les deux parties d'ignorer toutes les conventions relatives aux droits humains dans la guerre. « J'ai vu des ambulances, marquées de la croix rouge pleines de soldats en armes. Je n'avais jamais vu cela avant. »

Opération Vukovar - **Réunion** à MSF Belgique le 23 octobre 1991 (en anglais) **D17**

Extrait :
Avec Alain Devaux, Alain Destexhe, Stéphane Devaux, Pierrot Harzé, George Dallemagne et Jean-Pierre Luxen, à la fin de la réunion.
Précédents convois de la CE
Alain Destexhe : la CE a fait trois tentatives pour atteindre Vukovar, avec un convoi de 45 véhicules croates, quelques médecins et des montagnes de médicaments inutiles, des diurétiques etc. Le convoi ressortait plus d'une opération de solidarité que d'une opération humanitaire. Chaque ville de Croatie avait rassemblé des produits de droite et de gauche pour l'occasion.
Les observateurs de la CE étaient soit des diplomates soit des militaires.
Le premier convoi qui, en une journée n'est pas allé plus loin que Nustar était mené par un diplomate.
Le second était une opération uniquement croate, donc bien sûr, condamné dès le départ.
Le troisième, celui auquel Marianne Fleury et moi avons pris part presque par hasard, s'est arrêté à un kilomètre de Vukovar. Il était mené par le Comandant Michel Robert, qui plus tard dirigera l'opération MSF. Le convoi de la CE faisait à l'évidence parti d'un deal politique : La caserne Borongaj de Zagreb serait évacuée au moment du convoi. L'opération a été stoppée après que la moitié de la caserne a été vidée.
Au passage, le CICR a aussi essayé d'évacuer un hôpital psychiatrique, en territoire contrôlé par les Serbes, avec une grosse escorte militaire. Il a été attaqué.

Le 14 octobre, dès le retour du convoi de la Communauté européenne, le Secrétaire général de MSF International propose que MSF organise à son tour un convoi, exclusivement médical et destiné à évacuer les blessés de l'hôpital de Vukovar.

Le 16 octobre, cette opération est acceptée par l'ensemble des sections qui en confie l'organisation au Secrétaire général. Elle est également présentée à la presse.

Le convoi sera escorté par des observateurs militaires de la Communauté européenne et les parties au conflit acceptent un cessez-le-feu sur son trajet du vendredi 17 octobre au soir au dimanche 19 octobre au soir.

Lettre de MSF International à l'ambassadeur de la mission de la Communauté européenne en République fédérale de Yougoslavie, 14 octobre 1991 (en anglais) **D18**

Une équipe de deux médecins a accompagné le convoi humanitaire pour Vukovar.
Médecins Sans Frontières s'inquiète du sort des personnes blessées de l'hôpital de Vukovar et des femmes et des enfants de la ville ; ils doivent être évacués aussi vite que possible.
Malheureusement ce convoi s'est retrouvé bloqué non loin de Vukovar, tous ces efforts restant vains. L'aide humanitaire n'a pas pu atteindre sa destination en raison de l'ambiance politique.
Les combats se sont poursuivis et un cessez-le-feu n'a pas été respecté. Dans un tel contexte l'objectif du convoi, qui était de fournir des médicaments et de la nourriture s'est transformé en geste politique empêchant l'opération humanitaire de réussir.
Médecins Sans Frontières en tant qu'organisation neutre possédant une grande expérience des zones de conflit, propose son aide à la Communauté européenne pour une action strictement humanitaire reposant sur l'évacuation des personnes blessées, des enfants et des femmes de Vukovar.
Le convoi ne doit être composé que d'ambulances et d'autocars marqués aux couleurs de la CE et de MSF et de toute autre organisation internationale neutre et désireuse de prendre part à cette action.
Nous insistons pour vous rencontrer le plus rapidement possible.

« Yougoslavie : MSF demande l'accès à Vukovar pour évacuer les blessés » **Communiqué de presse** MSF, 14 octobre 1991 (en français) **D19**

En raison de l'extrême tension dans la région, le convoi humanitaire CEE qui a fait l'impossible pour atteindre la ville a dû rebrousser chemin après avoir été bloqué à 1 km de Vukovar. Une équipe de MSF, présente dans le convoi a pu constater l'intensité des bombardements et le caractère massif des destructions. Selon les informations recueillies, 300 blessés dont une centaine dans un état grave, doivent être évacués de la ville, où 10 à 15 000 civils se trouvent toujours bloqués. Dans un contexte aussi tendu, l'aide humanitaire et logistique est susceptible de diversion et de récupération, donc source de blocage par les parties. C'est pourquoi, afin de répondre à l'urgence du moment, MSF demande instamment aux parties en présence de laisser passer à Vukovar un convoi médical destiné à évacuer les blessés. MSF est prêt à assurer, aux côtés de la CEE, cette mission d'évacuation.

Opération Vukovar - **Réunion** à MSF Belgique le 23 octobre 1991 (en anglais) **D17**

Extrait :
Ma raison pour lancer un autre type d'opération était que Vukovar était assiégée et complètement encerclée depuis deux semaines. On évaluait à 10 000 à 15 000 le nombre de personnes prises au piège dans Vukovar et, selon le personnel de l'hôpital, il y avait 300 blessés graves hospitalisés.
Je pensais vraiment qu'une opération limitée à l'évacuation des blessés, menée par une organisation indépendante comme MSF, aurait une meilleure chance de succès.
Cependant, même avec toutes les garanties politiques pos-

sibles, j'ai prévenu que la situation sur le terrain était dangereuse.
Dans une téléconférence le mercredi 15, nous avons décidé de mettre en place l'opération.
Les risques
Alain Destexhe : Bien sur les risques étaient énormes. Nous savions qu'il y avait des groupes armés indépendants et j'ai demandé que les sièges briefent leur personnel à ce sujet.
Le personnel était donc briefé là-dessus avant qu'ils ne prennent leur décision. Je pense que l'équipe yougoslave n'avait pas vraiment le choix de s'embarquer ou non dans cette opération risquée, et c'est dommage.
Durant la téléconférence, nous avons discuté de la possibilité de le faire seul ou avec les observateurs de la CE, et nous avons fait le choix de le faire avec la CE – même s'ils sont pro-croates, ils sont toujours acceptés des deux côtés. L'autre condition était que le convoi soit dirigé par Michel Robert, ce qui a été rendu possible par des pressions de MSF France sur le ministère de la Défense français.
Aujourd'hui je pense qu'on aurait pu gérer ça sans le soutien de la CE mais que sur le terrain l'aide apportée par des militaires expérimentés s'est révélée vitale.
Martin Mossinkoff a négocié avec le Général Aaseta, un officiel de haut niveau de l'armée fédérale à Zagreb et avec le Colonel Agostic du côté croate.
Pour MSF, il y avait un accord global au niveau local pour donner la responsabilité des opérations et de la logistique à Alain Robyns et l'aspect « diplomatique » à Martin Mossinkoff.
Alain Destexhe : Le mercredi 16, MSF Hollande, MSF Belgique et MSF France m'ont demandé de reprendre la coordination générale.
Martin a commencé à négocier un meilleur trajet que celui que le dernier convoi de la CE avait emprunté : plus de routes goudronnées, même secondaires.
L'opération aurait lieu le samedi.
Un cessez-le-feu du vendredi à 17h00 jusqu'à dimanche à minuit
Une procédure pour que le convoi passe au travers des lignes de front
Que l'armée fédérale garantisse le respect du cessez-le-feu par les irréguliers serbes au Nord de la ville – Ce qui pour les Croates était une reconnaissance officielle du contrôle de l'armée sur ces dingues.
Alain Devaux : Alain Robyns a dit qu'il aurait préféré retarder l'opération, mais qu'il a abandonné l'idée en raison de cet accord.
Alain Destexhe : Je pense que nous ne pouvions pas attendre pour plusieurs raisons :
En Yougoslavie tout change très vite. Il faut utiliser les garanties obtenues le plus vite possible. Le cessez-le-feu avait plus de chance d'être respecté le premier jour que le second.
Nous devions réagir rapidement à l'échec du convoi de la CE.
Politiquement nous devions mettre en œuvre dès le samedi l'accord que nous venions de conclure.
Voici la chronologie des évènements :
L'accord a été conclu à 10h30. Le convoi quittait Zagreb aux alentours de midi. Arrivée tard à Dakovo. Première réunion avec l'équipe à 23h00. Chargement des ambulances et des camions, collage des stickers, installation de l'équipement radio et ainsi de suite jusqu'à 02h00. Réveil à 04h00.

D'un point de vue logistique, l'opération n'était pas très bien préparée. Par exemple, il y a eu un manque de moyens de communication entre les véhicules. Tout le monde essaye maintenant de se décharger de la responsabilité de ces problèmes. Je pense que MSF, moi-même comme d'autres, n'avons pas suffisamment réalisé l'importance de la préparation d'un tel convoi. Notre sécurité n'a pas été mise en danger tant par ces problèmes logistiques que par des problèmes militaires. Mais il reste que ces problèmes ont contribué à donner une certaine impression d'insécurité à l'équipe.
Alain Destexhe : Nous avions un timing optimiste : deux voyages étaient prévus.
Mais nous avions pensé qu'au cas où nous ne pourrions pas les faire le même jour nous en négocierions un autre le dimanche.

Il se trouve que j'étais à Zagreb avec une anesthésiste de MSF, Marianne, et que j'ai entendu parler d'un convoi de la Communauté européenne qui allait à Vukovar. On s'est dit tout de suite : c'est là qu'on doit aller. On s'est mis dans le convoi, qui n'a jamais pu passer. Là, on s'est dit : puisqu'il n'a pas pu passer, on va le renégocier au nom de MSF. On va essayer d'entrer dans Vukovar avec un convoi. Comme j'étais Secrétaire général de MSF international, j'ai un peu forcé toutes les sections à se mettre autour de la table et à faire ce convoi ensemble. L'objectif était d'évacuer les blessés de l'hôpital de Vukovar. En fait, dans le convoi de la CE, il y avait des vivres, des couvertures. On a analysé ce qui s'était passé, et on s'est dit : un convoi de ravitaillement, ça n'a pas marché même avec la « crédibilité » de la CE donc on ne va rien apporter, mais on va évacuer les blessés. On a négocié à Zagreb pendant quelques jours et finalement ils ont accepté.

Dr. Alain Destexhe, Secrétaire général de MSF International jusqu'en mai 1995 (en français) interviewé en 2000

Le 18 octobre, MSF diffuse une déclaration sur les radios locales yougoslaves demandant aux parties au conflit l'accès libre pour son convoi. Celui-ci, composé de volontaires de MSF Belgique, MSF France et MSF Hollande sera escorté par des observateurs militaires de la Communauté européenne. MSF insiste auprès des médias pour que l'opération soit toutefois présentée comme étant la sienne propre et non pas celle de la CE, comme la précédente.

« Ref : Convoi humanitaire neutre pour l'évacuation des blessés » **Lettre** du Dr Christophe Besse, MSF, au Dr Vesna Bosanac, Medicisnki Center, Vukovar, 17 octobre 1991 (en anglais) **D20**

Extrait :
Cher Dr Bosanac
Je suis conscient des difficultés extrêmes que vous rencontrez dans cette crise. Je voudrais cependant que vous lisiez calmement et attentivement cette lettre – ce qui est essentiel au succès de cette mission.
Nous proposons d'effectuer une opération d'évacuation par route de vos patients sérieusement malades par un CONVOI NEUTRE qui serait entièrement composé de membres de notre organisation.
Comme vous le savez, une tentative précédente a échoué. Cela est dû, en partie, au manque de préparation en matière de sécurité, en particulier au fait que le contenu et les objectifs du convoi étaient inacceptables par les forces de sécurité concernées.
Nous pensons que ces erreurs ont été maintenant corrigées. Vous comprendrez que nous avons eu à faire des compromis substantiels sur nos objectifs pour obtenir un laissez-passer pour et depuis votre hôpital. Pour cette raison, vous pourriez être un peu déçue de prime abord, mais vous devez croire que nous faisons tout ce qui est possible pour vous.
[…] Nous avons suivi vos précieux rapports sur la situation dans l'hôpital. Nous sommes donc bien au courant de la grave crise que vous affrontez.
Avec ceci à l'esprit, nous serions reconnaissants d'autant de coopération et de calme que possible.
Nous espérons qu'après le succès de cette mission, nous pourrons effectuer d'autres voyages humanitaires à l'hôpital de Vukovar, peut être relever votre personnel et réapprovisionner vos stocks de médicaments pendant que le conflit continue.
Veuillez comprendre que nous sommes complètement dévoués à votre cause et que nous espérons que votre courage reste intact.

Message du coordinateur de MSF pour l'opération Vukovar aux responsables de programme de MSF Belgique, France et Hollande, 18 octobre 1991 (en français) **D21**

Extrait :
Avant dernières nouvelles : Il semble que l'armée yougoslave va donner son accord et sa garantie de « contrôler les irréguliers serbes » (ils l'avaient déjà donnée pour le précédent, mais bon !) Nous avons un timing très serré si nous voulons aller deux fois dans la journée à Vukovar… sinon un seul aller-retour. Il faut insister partout [sur le fait] qu'il s'agit d'une opération MSF (ce matin la presse locale n'a mentionné que les forces en présence et la CEE ! !) J'ai envoyé à Alain Devaux le projet de communiqué de presse et un statement que nous allons faire lire sur les radios locales en croate. Il faut le transmettre d'urgence à Stéphane Devaux pour qu'il fasse la même chose à Zagreb (attention les langues serbe et croate sont très légèrement différentes)

Déclaration de Médecins Sans Frontières, 18 octobre 1991 (en anglais) **D22**

Médecins Sans Frontières lance un appel solennel aux forces belligérantes. L'opération de secours de MSF à Vukovar est strictement neutre et humanitaire. Son objectif est clairement limité à l'évacuation des blessés de Vukovar. Ni nourriture, ni aucune autre fourniture ne sera apportée à la ville.
Depuis 20 ans, Médecins Sans Frontières est une organisation humanitaire qui a fait ses preuves dans l'urgence médicale en zone de guerre.
MSF est une organisation neutre et indépendante. Elle offre assistance aux populations en détresse sans discrimination de race, de religion, de croyance ou d'appartenance politique.
MSF observe une neutralité et une impartialité stricte au nom de l'éthique médicale universelle ainsi que du droit à l'assistance humanitaire. Elle demande une liberté pleine et entière dans l'exercice de ses fonctions.
Médecins Sans Frontières appelle toutes les parties impliquées dans le présent conflit à laisser ses opérations se dérouler. Cela n'affectera pas la conduite de la guerre. MSF appelle également les différentes forces sur le terrain à s'engager à garantir la sécurité de l'équipe médicale et des personnes auxquelles elle portera secours.

« Médecins Sans Frontières entreprend l'évacuation des blessés de Vukovar » **Communiqué de presse** MSF, 18 octobre 1991 (en français) **D23**

Dès samedi 19 octobre, Médecins Sans Frontières entamera une importante mission d'évacuation des blessés les plus graves de la ville de Vukovar, complètement assiégée depuis trois semaines. Douze médecins et infirmières et six logisticiens à bord de quatre ambulances, huit camions et deux voitures tenteront de traverser les lignes de front pour essayer d'évacuer 160 blessés graves. Selon le directeur de l'hôpital de Vukovar qui a pu être contacté directement, plus de 250 blessés sont dans des conditions dramatiques et 54 sont dans un état gravissime. A ce bilan il faut ajouter les 56 blessés admis à l'hôpital dans la nuit du 16 au 17 octobre à la suite de violents bombardements. Médecins Sans Frontières a reçu le feu vert de l'opération à l'issue de longues négociations avec l'armée fédérale yougoslave et les autorités croates. Ces négociations apparaissent particulièrement difficiles au vu de l'échec des convois de secours précédents, dont la neutralité avait été mise en doute. L'évacuation des blessés, organisée à présent par Médecins Sans Frontières est une opération strictement humanitaire, menée conjointement par l'ensemble des sections européennes de Médecins Sans Frontières. Des observateurs de la CEE accompagnent le convoi.

Le 19 octobre, autorisé par les deux parties au conflit qui ont également promis de contrôler les « irréguliers », le convoi de MSF prend la route de Vukovar, escorté par

les observateurs européens. A quelques kilomètres de la ville, bloqué par des « irréguliers » croates, il change de route. A l'hôpital de Vukovar, les volontaires de MSF évacuent 109 blessés de l'hôpital dont une majorité d'hommes grièvement blessés mais toutefois dans un état suffisamment stable pour être transportés.

« Un convoi d'aide brise finalement le siège de la ville martyre de Vukovar après sept semaines » Ed Vulliamy à Dakovo (Croatie), ***The Guardian*** (Royaume Uni), 21 octobre 1991 (en anglais) **D24**

Extrait :
Aux premières lueurs de l'aube hier, les patients, les combattants et les médecins décrivaient le désespoir de la ville ravagée. « Vukovar n'existe plus » constatait un chauffeur. « Chaque maison a été touchée ». Un combattant croate, Trago Skoko, au bras droit amputé, racontait « la ville vit maintenant sous terre, dans les caves. C'est leur système : envoyer un déluge de roquettes. Puis ils s'arrêtent une demi-heure et les gens sortent dans la rue parce que les caves sont humides et puent. Et là, quand les gens sont dehors, ils envoient encore plus de roquettes ; c'est comme ça que la plupart des civils ont été blessés ou tués. Le quota habituel est d'environ 3 000 projectiles par jours. »
La ville est sans électricité, sans eau et sans ravitaillement en vivres depuis six semaines.
Hier, à l'antenne médicale de campagne, au sud de Dakovo – une école reconvertie dans laquelle un patient âgé est mort de ses brulûres pendant la nuit – les médecins soignent les blessés, qui décrivent la misère de la ville. « Je pense que les combattants doivent lever ou briser le blocus s'ils veulent sauver les vies de ces 12-15 000 personnes » affirmait le Dr Ante Corosic. « Il n'y a pas encore d'épidémie mais la situation se détériore rapidement. Il n'y a plus de lait depuis deux mois, il n'y plus de fruits ou de jus. Il y a de la farine mais pas de levure et ils doivent abattre les animaux pour la viande. Ils sont malnutris et la résistance aux maladies, spécialement chez les plus jeunes, est faible [...]

Opération Vukovar – **Réunion** à MSF Belgique le 23 octobre 1991 (en anglais) **D17**

Extrait :
L'opération
Le premier *no man's land* : sirène pour prévenir les troupes, passage à vitesse réduite.
Avant Marcini, fouille rapide par la JNA [Armée populaire Yougoslave].
Après Marcini, no man's land, qui n'avait pas fait l'objet d'un accord avant, en fait un champ de mines avec six ou sept corps non enterrés.
Le convoi passe à travers Bogdanovici détruit, tenu par des irréguliers croates :
Une situation à la Astérix, ils ont installé un bar dans les décombres.
Puis ils ont refusé de nous laisser continuer sur la route prévue.
Stéphane : Est-ce que vous avez envisagé d'annuler l'opération ?
Alain Destexhe : Comme le convoi avait pu facilement avancer aussi loin et que le cessez-le-feu était largement respecté, notre seule pensée était de continuer et de rentrer dans la ville. En plus, nous avions l'hôpital de Vukovar en ligne et les Croates garantissaient que la route était sûre.
Michel Robert et moi avons pris la responsabilité du changement d'itinéraire.
De Bogdanovici nous avons pris une route étroite à travers les champs de maïs. Nous sommes entrés dans Vukovar avant 10h00, c'était très émouvant, des pleurs, des fleurs et des applaudissements, ça nous rappelait la Roumanie.
A l'intérieur de l'hôpital
J'ai fait une erreur : je n'ai demandé à personne d'évaluer la situation à l'hôpital et dans la ville. Alain Robyns était responsable des véhicules, Christophe Besse du tri des blessés et je coordonnais le chargement.
Nous avons pris 109 blessés en 1h30. Il y avait au moins 300 patients, certains se battaient pour monter dans le convoi.
L'hôpital a deux blocs, dont un complètement détruit. Celui restant est plein à craquer de blessés.
Je pense que Christophe a choisi beaucoup de civils, mais le système de sélection a cessé de fonctionner à un moment : Wim, qui était co-responsable de la sélection a dû aller aider au chargement des blessés dans les camions. Donc beaucoup de gens ont échappé à la sélection et sont monté dans le convoi.
Il n'empêche que tous les patients sur des brancards avaient de très graves blessures.
Dans l'ensemble les pansements étaient corrects, il y avait pas mal de personnel médical même si il y avait peu de médecins.
Pierrot [Harzé] : Le fait qu'il n'y avait pas d'enfants prouve que les familles les avaient déjà évacués hors de la ville.
Alain Devaux : De toute façon je pense que la différence entre un combattant et un civil dans ce type de guerre où chaque homme porte une arme est assez mince.
Alain Destexhe : J'ai promis que nous reviendrions le jour suivant, j'étais assez certain qu'on pourrait le faire.

En fin de matinée, sur le chemin du retour, alors que le cessez-le-feu vient d'être rompu, le convoi s'engage sur la même route qu'à l'aller mais il est arrêté par l'armée yougoslave et obligé de reprendre la route initialement prévue. Quelques kilomètres plus loin, l'un des camions saute sur une mine.

Deux infirmières sont grièvement blessées. Trois autres personnes légèrement atteintes. Les blessées sont transportées par les forces fédérales à l'hôpital de Belgrade.

Le reste du convoi continue son chemin à travers les lignes de front et les champs de boue en évitant les champs de mines. Il est détourné de sa route plusieurs fois par les

forces croates. L'odyssée se termine le lendemain à Dakovo pour les blessés de Vukovar, puis à Zagreb pour l'équipe MSF. V1 V2

« Un convoi d'aide brise finalement le siège de la ville martyre de Vukovar après sept semaines » Ed Vulliamy à Dakovo (Croatie), ***The Guardian*** (Royaume Uni) 21 octobre 1991 (en anglais) D24

Extrait :

Dix [erreur : deux] infirmières du Luxembourg [et de Suisse] ont été projetées à travers le pare-brise. L'équipe a dû vider une ambulance et les emmener jusqu'à une voiture blindée qui les a conduites à un hélicoptère pour leur transfert vers Belgrade.

Le convoi a à nouveau été dérouté vers le Sud, vers le village serbe de Petrovici, car les défenseurs croates de la ville de Visci refusaient d'autoriser l'armée à transiter chez eux.

Pendant huit heures, le convoi a dérapé et s'est embourbé sur des chemins de terres et des champs. Après avoir rejoint des routes goudronnées en Serbie, la caravane a rejoint la Croatie et s'est vue redirigée sans explication et à de multiples reprises par les autorités croates avant de finalement se diviser en deux pour l'hôpital et le dispensaire de campagne.

Opération Vukovar – **Réunion** à MSF Belgique le 23 octobre 1991 (en anglais) D17

Extrait :

Le retour

Alain Destexhe : Au moment même où nous avons quitté l'hôpital (11h20) des combats lourds ont commencé – avions, tanks, etc.

Stéphane : Il s'agissait peut-être d'une démonstration de force de l'armée fédérale.

Alain Destexhe : Nos avons pris la même route qu'à l'aller.

Dans un tournant à l'extérieur de Vukovar, le convoi mené par une voiture croate, une voiture de la CE puis la mienne s'est arrêté devant des chars de la JNA.

La voiture croate s'est dirigée vers le fossé et le conducteur s'est enfuit.

Michel Robert, les chauffeurs et moi avons sauté hors des voitures et nous nous sommes jetés dans les fossés. J'ai rampé jusqu'à l'arrière du convoi pour alerter le reste de l'équipe qui ne s'était rendu compte de rien – le maïs mesurait trois mètres dans ce tournant. 25 minutes de confusion totale, notre escorte croate nous avait abandonnés et les soldats de la JNA avaient peur d'être attaqués par des Croates derrière le convoi.

Stéphane : Le QG de l'armée à Belgrade a été informé de la situation minute par minute

Alain : Nous avons trouvé une mine antipersonnel et son câble à proximité d'un camion. Heureusement le câble était lâche. Nous avons trouvé beaucoup d'autres mines autour de nous dans les fossés. Michel Robert a utilisé son T-shirt de la CE en guise de drapeau blanc, le tank s'est alors encore rapproché. Six soldats serbes, tous très agressifs nous ont approchés. Des officiers de haut rang. Ils nous ont dit que nous devions retourner sur l'itinéraire initialement prévu.

12h30 : des journalistes d'A2 [Antenne 2], ITN et de la télévision serbe nous attendaient sur la route.

Stéphane : Belgrade semblait très bien contrôler les médias. Toutefois, au cours d'une longue conversation, le journaliste d'A2 m'a dit que rien n'avait été prévu à l'avance : alors qu'il attendait le convoi le long de l'itinéraire prévu, un groupe de la JNA et des journalistes serbes sont passés. En un sens ils l'ont juste pris en stop.

Alain Destexhe : Ce qui était décrit comme une zone contrôlée par la JNA sur notre carte était en fait un *no man's land*. C'est là que le sixième véhicule du convoi a sauté sur une mine. La route était goudronnée, en très bon état. Personne dans les véhicules qui précédaient n'avait vu quoi que ce soit de douteux sur la route.

Ils [les blessés] étaient inconscients, nous avons vraiment pensé que c'était extrêmement sérieux. Le chauffeur était sévèrement blessé. Florence et Dominique, qui étaient à l'arrière du camion, ont été un peu protégés de l'explosion par la bâche.

Un tank de la JNA a sorti le camion du fossé et nous avons placé tous les patients dans les autres camions déjà surchargés.

De là nous pouvions voir Bogdanovici et la route que nous avions pris sans encombre le matin. La JNA nous a laissé choisir. Michel ne voulait pas continuer sur ce qui pouvait être un champ de mines, il préférait la route de Petrovci, considérant qu'il serait plus sûr de vérifier la route. Je me suis rallié à son opinion. Je me suis fié à son expérience de militaire.

Nous avons pris une route de terre, au sud de Vukovar, le long d'une ligne de front serbe qui rappelait la première guerre mondiale.

Les patients étaient terrorisés de se rendre à Petrovci, une place forte serbe.

La seconde difficulté a été une pente escarpée où des chars de la JNA ont aidé les camions et les ambulances pour qu'ils évitent de se renverser.

L'équipe a traversé des moments difficiles : à un moment, des camions se sont retrouvés quelques kilomètres devant le convoi, sans communication radio, car toutes les radios étaient dans les ambulances. Ils ont dû attendre le reste du convoi pendant plusieurs heures dans le noir.

A Petrovci, nous avons décidé d'aller plus loin en territoire serbe, pour prendre l'autoroute et retourner à Mikanovci et Dakovo où les médecins croates nous attendaient. Nous sommes arrivés à Mikanovci à 02h00.

A 20h00, les deux infirmières [blessées] étaient dans un hôpital militaire à Belgrade.

« **Rapport** sur la mission Vukovar » Dominique Martin, médecin membre de l'équipe du convoi d'évacuation des blessés, 25 Octobre 1991 (en français) **D25**

Extrait :

Assez rapidement nous pénétrons dans des villages détruits par de violents combats de chars et de tirs à l'arme légère, la quasi-totalité des façades sont criblées d'impacts, les rues sont jonchées de débris de toutes sortes, de carcasses de voitures calcinées… Les corolles d'impacts autour des fenêtres évoquant en négatifs les hommes qui devaient se trouver là, rendent la guerre très concrète. Nous passons successivement plusieurs lignes croates et serbes intriquées les unes dans les autres. Sans être détendue l'ambiance n'est pas trop pénible, quelques militaires serbes nous ont fait des signes amicaux, tandis que des miliciens peu avenants nous regardent passer d'un air dédaigneux. Les passages du no man's land sont les plus impressionnants. La traversée du deuxième est particulièrement macabre en raison de la présence sur la route de cadavres putréfiés autour d'un véhicule qui a sauté sur une mine, image qui rétrospectivement pèsera lourd. Avant le passage des premières lignes serbes nous devons masquer les plaques d'immatriculation des véhicules et toute les marques distinctive croates […] Après quelques difficultés dues au terrain accidenté, nous arrivons enfin à Vukovar. Nous sommes accueillis par des gens en pleurs qui nous applaudissent. Un vieux monsieur nous offre des fleurs alors qu'un autre indifférent Sisyphe croate répare son toit au ¾ détruit et qu'un autre encore, balaie devant sa porte, seul comportement civilisé dans ce foutoir. La ville est curieusement moins détruite que les villages que nous venons de traverser. Cependant sur le trajet qui nous conduit à l'hôpital aucun bâtiment n'a été épargné. La partie supérieure de l'hôpital est détruite, seuls sont utilisés les étages en rez-de-chaussée et demi sous-sol, protégés par des sacs de sable. Les malades (300 peut être plus ?) sont entassés les uns contre les autres, cependant tout semble bien organisé et les patients ont été bien soignés, ce qui explique leur relative bonne condition malgré des blessures souvent graves. Bien que totalement bordélique le chargement est rapide, 109 personnes sont installées en une heure trente. Les plus sévèrement blessés sont embarqués les premiers, les malades ambulatoires complètent le chargement. Je suis en réalité bien incapable de dire qui a fait le tri… On vérifie rapidement que personne ne transporte d'arme ou d'objet compromettant. Toute la scène est filmée par des hommes en blouse blanche et encadrée par des militaires. […] Nous repartons aussi vite que nous sommes venus avec en tête l'idée de revenir plus tard le lendemain. Malgré tout, le départ est déchirant. Nous reprenons la même route, « Hill 102 again !» Bientôt, le convoi s'arrête, on entend les sirènes obéissant aux ordres on ne bronche pas, on attend Fabienne, assise dans la cabine du camion qui nous suit, dit qu'elle voit un char. Après quelques minutes, Alain, encore tout retourné, nous apprend nos premières difficultés : on est bloqué par des chars peu amènes et il y a des mines partout, y compris sous les roues d'un des camions ! Dans le même temps, de violents tirs d'artillerie sont déclenchés, une sorte de valse à trois temps : le coup sourd de départ, le sifflement sinistre de l'obus et l'explosion sèche et violente du projectile. Au moins un des tirs (probablement plus) touchera Vukovar. […] Finalement nous rejoignons la route goudronnée et le convoi s'élance. Enfin fini les emmerdes ! Et puis Boum ! ! Alors que l'on est en train de deviser paisiblement avec Florence, une grande claque dans la gueule. Après un bref trou noir, je me retrouve allongé au milieu des malades. Florence me demande comment est son visage (toujours aussi coquettes les filles !) Je la rassure – avec autant de sang, elle n'a surement rien. Quant à moi je mets quelques secondes à comprendre que je suis complètement sourd (oui le silence !). Quand enfin je soulève la bâche, je vois le camion explosé, des corps par terre, des gens qui s'agitent autour, je vais voir, je suis sûr qu'elles sont mortes, je demande, je n'entends pas les réponses. J'ai cru voir la télé, c'est surement une erreur. Je retourne au camion, Florence est blanche comme un linge taché de sang, 2 patients sont également légèrement blessés au visage. […] Finalement après avoir dégagé la route avec des chars, l'armée nous invite au milieu de ses lignes. Après Vukovar-Beyrouth, c'est Verdun ! Des dizaines de chars sont alignés dans la boue et des soldats gris-verts-marrons-sales essaient de se réchauffer avec des braséros tout autour de leurs trous à rats. Louis-Ferdinand Céline dit quelque part que ce qu'il y a de chiant avec la guerre c'est que ça se passe à la campagne, je suis bien d'accord avec lui. On patauge pendant des heures sur ce tas de boue. Nous sommes tous très inquiets pour les filles coincées dans une ambulance incapable de sortir seule de ce terrain labouré par les chars. Soudain le blessé à coté de qui je suis assis s'agite, il a reconnu ses potes de l'armée fédérale et veut les rejoindre. Connement je lui dit qu'il doit d'abord aller à l'hôpital mais finalement il rameute tout le monde et tombe dans les bras de ses compagnons d'armes. Je laisse tomber, ils partent bras dessus bras dessous, j'ai une seconde de doute sur notre action et puis finalement je me dis qu'il a raison, s'il ne l'avait pas fait j'aurais été capable de le remettre aux autorités sanitaires croates sans même m'en rendre compte et le pauvre se serait retrouvé en tôle. Ce petit épisode dégrade sérieusement les relations du chauffeur avec le milieu ambiant et je dois lui ordonner de déguerpir sous les quolibets des soldats chauffés par leur pote peu reconnaissant. Les camions et les voitures sont finalement dégagés à l'aide des chars serbes et nous repartons sur une piste un peu plus praticable. Nous arrivons à Petrovski, ville garnison serbe ou nous resterons plusieurs heures sans pouvoir sortir des camions sans rien savoir de ce qui se passe, sans rien voir et complètement transis de froid. Le chauffeur arrache son T-shirt MSF et veut se barrer, je suis obligé de l'engueuler. Lui et les patients sont terrorisés d'être en Serbie et persuadés qu'on va les livrer à leurs pires ennemis. Finalement Alain nous annonce que l'on va rejoindre une autoroute en passant derrière la ligne de front et que l'échange se fera là-bas entre Serbie et Croatie. Le reste du voyage est sans problème jusqu'au centre de transit où les militaires croates déchargent les camions en un temps record. Une partie des malades est transportée à Djakovo, le centre d'accueil étant seulement prévu pour 80 personnes. […] Personnellement je n'ai aucun état d'âme sur le fond de cette mission, y a pas plus humanitaire et donc plus MSF. J'ai participé volontairement, avec envie et enthousiasme à ce projet et je ne le regrette pas. Ceci dit, cette opération appelle de nombreuses critiques : L'organisation a été plus que limite. Il faut cependant être clair : l'accident lui-même n'a rien à voir avec l'organisation (mais peut être avec

les négociations !) et finalement tout s'étant bien passé par ailleurs (avec beaucoup de chance !) la mauvaise organisation n'a pas eu de retentissement grave sur le déroulement de l'action.

L'équipe de MSF basée à Zagreb pour appuyer l'opération réalise que celle-ci est probablement instrumentalisée par les deux parties au conflit. Les autorités militaires serbes ont accepté le cessez le feu pour laisser passer le convoi en échange de la libération d'un contingent de l'armée yougoslave retenu dans une caserne à Zagreb. De leur côté, les Croates espéraient pouvoir évacuer des combattants blessés de la ville assiégée.

Même s'il est impossible d'en avoir la certitude, il semble aussi fort probable que la présence de la mine sur le passage du convoi soit le fait d'une attaque délibérée d'« irréguliers » serbes, destinée à retenir le convoi de MSF « en otage » jusqu'à ce que les militaires fédéraux évacués de la caserne de Zagreb aient bien passé les lignes de front et atteint leur destination finale en zone tenue par les forces fédérales.

« Un convoi d'aide brise finalement le siège de la ville martyre de Vukovar après sept semaines » Ed Vulliamy à Dakovo (Croatie), ***The Guardian*** (Royaume Uni) 21 octobre 1991 (en anglais) **D24**

Extrait :
Le convoi a sauté sur une mine posée par les irréguliers serbes sur son voyage de retour, blessant sérieusement deux infirmières et a ensuite été utilisé par l'armée à des fins stratégiques dans ce que Birt Nauda, soldat de la CE, a appelé « un piège, une mascarade ». [...]
Selon le chef d'équipe de la CE, le Commandant Michel Robert, alors que le convoi approchait du village de Bogdanovici, tenu par les croates, il a été dérouté par l'armée yougoslave sur une route goudronnée qui avait été minée par les croates. « Ils savaient qu'elles étaient là, ils n'ont rien fait » a-il ajouté.
Mais des témoins déclarent aussi avoir vu des irréguliers serbes tirer à l'aide d'une ficelle une mine bondissante sur le chemin du convoi. Dans tous les cas, dit un chauffeur néerlandais, « le huitième véhicule a sauté, je conduisais le neuvième. »

Opération Vukovar - **Réunion** à MSF Belgique le 23 octobre 1991 (en anglais) **D17**

Extrait :
Alain Destexhe :
Je pense que c'était une tentative délibérée de tuer parce que :
Fabienne et le chauffeur ont dit que quelque chose avait été tiré du fossé sur la route.
Nous avons trouvé une autre mine de l'autre côté de la route après l'incident.
Selon Michel Robert c'est un coup classique chez les militaires : d'un fossé il est possible de bouger deux mines en passant une corde à travers la poignée.
Nous avons été attaqués soit par :
Les Croates qui veulent en faire porter la responsabilité à l'armée fédérale
Les fous furieux serbes
La JNA qui nous a obligés à prendre cette route précise et dont les officiers supérieurs ont disparu après que la mine a explosé. C'est arrivé à 100 mètres de leurs lignes. Ils ont pu prévoir cette attaque pour retarder notre convoi et donner du temps aux soldats de l'armée fédérale de la caserne Borongaj de Zagreb pour rejoindre la Serbie. Cela dit, ils auraient pu aussi utiliser d'autres moyens, comme des fouilles complètes, sur des Croates blessés etc.
avec les soldats de Borongaj toujours en Croatie, imaginez le genre d'occasion que les Croates auraient eu pour stopper le convoi militaire.
Stéphane : A l'évidence, la JNA a fait de son mieux pour orchestrer l'opération, ils ont evacué les deux infirmières aussi vite que possible, les journalistes étaient informés par l'armée, la JNA a tenu une conférence de presse à l'hôpital.
Alain Destexhe : Quelques détails pointent la JNA du doigt :
Ils nous ont forcés à prendre cette route
Nous étions très proches du terrain contrôlé par les Serbes.
Les officiers de haut rang ne sont même pas restés avec nous après que les filles ont été blessées. [...]
L'accord
Alain Destexhe : Nous étions des sortes d'otages, mais je ne peux pas m'empêcher de penser qu'un accord qui implique [l'échange] d'une division de soldats armés contre un convoi humanitaire n'est pas équilibré.
Georges : Nous devons contacter la CE au sujet de leur possible implication dans ce marchandage.
Alain Destexhe : l'ambassadeur Van Houten nous a dit que les deux factions avaient dit à la CE : « laissez-nous gérer cette histoire d'accord ». La CE avait alors supposé que la question avait été réglée par les parties impliquées. Nous étions conscients qu'un accord ait été possible, mais nous étions concentrés sur l'évacuation. Nous ne pouvons jamais empêcher une partie ou l'autre de se servir de nos opérations à des fins politiques. Ça se passe partout où nous travaillons. Nous devons essayer de l'éviter autant que possible. Pour nous la principale préoccupation était l'évacuation des blessés. Sans l'initiative de MSF il n'y aurait pas eu d'autres évacuations.
Pierrot : Dans ce cas précis, nous avons initié l'opération. Nous n'avons pas été invités par les Croates à venir prendre leurs blessés. L'opération n'aurait pas eu lieu sans MSF.
George et Jean-Pierre : Nous devons néanmoins contacter la CE et découvrir ce qu'ils savaient de cet accord.
Pierrot : Une fois, en Croatie, on m'a demandé si nous accepterions d'évacuer des blessés de villages croates avec l'autorisation des Serbes. J'ai dit oui. Je pense que ça fait partie de notre travail d'y aller, même si un accord se conclut dans notre dos.
Jean-Pierre : Nous devons en conclure que si l'accord avait été révélé publiquement nous aurions dû dire non.

« **Rapport** sur la mission Vukovar en Yougoslavie, octobre 1991 » Alain Robyns, MSF Belgique, 14 novembre 1991 (en français) **D26**

Extrait :

B.5. Les Croates Les Croates n'ont négligé aucune pression sur l'équipe MSF afin de hâter l'exécution de la mission Vukovar. A les entendre, l'hôpital avait été complètement détruit et la situation des blessés, des femmes et des enfants, réfugiés dans les caves était désespérée. En fait, une fois arrivés sur place, nous avons constaté que si l'hôpital avait subi des tirs, il était en relativement bon état, en tout cas en meilleur état que celui d'Osijek. La mission Vukovar s'est finalement soldée par l'évacuation de moins de 10 femmes, aucun enfant, un homme de 60 ans, le reste (90%) des hommes de 20 à 50 ans, dont aucun dans une situation critique sauf un qui est décédé à l'hôpital, mais récupérables par les Croates pour la continuation des combats. On constate que le but initial de la mission a été entièrement détourné par les Croates et que MSF a été manipulé par ces derniers…

B.6. Les Serbes Après coup, on se rend compte que la mission MSF a servi de monnaie d'échange aux Serbes pour l'évacuation de la caserne de Zagreb. En effet, il apparaît qu'un plan militaire avait bien été mis au point pour endommager le convoi sans réellement mettre de vie en danger et l'empêcher d'arriver à Vukovar. Ceci a pu être évité par les Croates qui ont modifié au dernier moment (sur le terrain ?) la dernière partie de l'itinéraire prévu initialement. Au retour, l'armée fédérale a délibérément replacé le convoi sur l'itinéraire d'origine suite à quoi un camion a sauté sur une mine. On constate donc que la mission a servi d'otage aux Serbes et que les risques inhérents à cette mission étaient devenus encore plus grands qu'auparavant …

Au retour, une mine a été posée sur le chemin du convoi. J'étais dans la première voiture avec tous les camions derrière moi. Un type qui était dans le fossé, avec un système de cordes, a tiré des mines anti-chars au milieu de la route et c'est le quatrième camion qui a a sauté.

Dr. Alain Destexhe, Secrétaire général de MSF International jusqu'en mai 1995 (en français) interviewé en 2000

On l'a échappé belle. Du point de vue opérationnel, ça aurait pu être la catastrophe. Les gens n'avaient reçu aucune instruction. Il y avait des mines partout, ils circulaient dans des champs de boue. A ce moment-là, j'étais à Oviedo, en Espagne, avec Jose Vargas le président de MSF Espagne pour recevoir le prix Principe de Asturias. A 23h , Rony Brauman, m'appelle, me dit qu'il y a un problème à Vukovar : un camion a sauté sur une mine. Les équipes sont parties avec les camions et des blessés et se trouvent dans la campagne. Il me demande si je peux aller à Vukovar. J'ai pris un taxi d'Oviedo à Madrid à minuit et je suis arrivé à 7h du matin. Là, j'ai pris l'avion pour l'Autriche, puis un petit avion pour la Slovénie et une voiture MSF pour aller à Zagreb. Donc j'arrive à Zagreb et le convoi était bloqué. On a compris qu'Il y avait eu une négociation: les Serbes disaient « ok, on laisse le convoi si les militaires encerclés à Zagreb peuvent avoir un libre passage ». C'était le deal.

Dr. Jacques de Milliano, Directeur général de MSF Hollande de 1985 à 1997 (en français) interviewé en 2000 et en 2015

Les généraux yougoslaves et les Croates qui étaient là, autour de la table - j'étais assise face à eux, et certains étaient glaçants - « négociaient » et les représentants de la Communauté européenne « facilitaient. » Nous, on était le plus souvent à l'extérieur de la salle des négociations. On avait pu entrer juste à certains moments. J'ai dit à Destexhe « On n'a pas la bonne position parce qu'on n'a pas la main sur ce qu'on négocie. Il se passe autre chose et la Communauté européenne a autre chose à négocier aussi mais on ne sait pas quoi ». Et puis, le plan de route qu'on avait discuté ne m'allait pas ! A l'aller, les itinéraires nous obligeaient quand même à traverser un certain nombre de fois les lignes de front. Le fait que l'on n'ait aucun choix sur l'itinéraire me posait problème. C'était l'époque de la guerre des casernes, pour la prise de contrôle des moyens de guerre. Chaque camp essayait de récupérer le matériel de guerre et l'armée fédérale yougoslave. Ils allaient tous en avoir besoin. Les policiers attaquaient les casernes pour essayer de prendre le matériel. Donc les Serbes avaient négocié le passage de notre convoi en échange de la libération d'un contingent des forces fédérales [dont le personnel était majoritairement serbe] et de son matériel qui se trouvait dans une caserne de Zagreb. Mais le contingent a été bloqué en chemin vers Belgrade. Et tant que cela n'a pas été réglé, ils nous ont en quelque sorte gardés en otage. On était vraiment dans un deal ultra politique, dans une négociation qu'on n'avait pas maîtrisée. On était un enjeu d'une négociation plus lourde que le passage d'un convoi.

Françoise Bouchet-Saulnier, responsable juridique MSF (en français) interviewée en 2015

L'accident s'étant déroulé sous les yeux de journalistes qui accompagnaient les forces fédérales, des images seront diffusées le soir-même sur les chaines de télévision serbe et européennes.

Un communiqué de presse rapportant les événements et appelant les parties au conflit à garantir la sécurité de l'équipe est diffusé le jour-même.

Le 21 octobre, un autre communiqué de presse annonce une enquête sur les circonstances de la présence de mines sur le chemin emprunté par le convoi.

Tous ces évènements sont largement couverts par les médias. Certains notent qu'en escortant le convoi MSF

après l'explosion de la mine, l'armée fédérale en a profité pour fermer certains accès à Vukovar derrière son passage.

« Médecins Sans Frontières obligé de changer son itinéraire au retour de Vukovar » **Communiqué de presse** de MSF Zagreb, 19 octobre 1991 à 16h00 (en anglais) **D27**

Pour des raisons de sécurité, le convoi d'évacuation pour Vukovar de Médecins Sans Frontières a été obligé de changer son itinéraire de retour initial pour se diriger vers le sud, de Bogdanovci vers Petrovci.
L'équipe médicale a évacué 109 blessés graves de l'hôpital de la ville assiégée, à bord de 7 camions et 4 ambulances.
Le cessez-le-feu qui avait été conclu la veille a été violé à plusieurs occasions à partir de 11h00 et tout au long de la journée.
De Bogdanovci, 7 km à l'ouest de Vukovar, le convoi a été escorté par l'Armée populaire de Yougoslavie.
Deux infirmières de notre équipe ont été blessées quand un camion a roulé sur une mine. Les plus gravement blessées sont déjà à l'hôpital.
Médecins Sans Frontières demande à toutes les parties impliquées dans le conflit de garantir la sécurité de ses équipes et des patients qu'elle secourt.

Communiqué de presse de MSF Zagreb, 21 octobre 1991 (en anglais) **D28**

Médecins Sans Frontières déplore l'attaque par mine contre son convoi de secours vers Vukovar au cours de laquelle deux infirmières ont été blessées. Une enquête est en cours sur les circonstances dans lesquelles cette mine a été posée sur la route de ce convoi, qui transportait 114 blessés. Médecins Sans Frontières ne prévoit pas d'organiser un convoi similiare dans le futur proche mais continuera sa mission dans le pays. Ayant réussi à entrer dans la ville assiégée et à mener sa mission d'évacuation, Médecins Sans Frontières espère avoir ouvert un petit espace de négociation entre les parties à un conflit qui ignorent largement les principes humanitaires de base.

« Un convoi d'aide brise finalement le siège de la ville martyre de Vukovar après sept semaines » Ed Vulliamy à Dakovo (Croatie), ***The Guardian*** (Royaume Uni) 21 octobre 1991 (en anglais) **D24**

Le convoi de médecins et d'infirmiers – accompagnés par une équipe militaire de la CE – a fait état de la dévastation complète de la ville, jonchée de cadavres d'hommes et d'animaux, et des manquements flagrants au droit de la guerre par l'armée et l'aviation militaire qui bombardent des cibles civiles.
Parmi ces cibles se trouve l'hôpital détruit de Vukovar, désormais transféré dans ses caves, et qui a été touché par une bombe de 250kg pendant une attaque aérienne. [...]
Hier matin, affrontant le verglas et un foid glacial, le convoi a fini par atteindre sa destination, l'hôpital de Dakovo et un dispensaire médical de campagne proche. Même si certains blessés les plus graves ont voyagé en ambulance, la plupart sont arrivé dans des camions bâchés. C'était une scène d'apocalypse digne d'un tableau médiéval : dans les camions, une humanité blessée, sanguinolente, entassée, certains reposant dans 5 centimètres d'eau glacée qui avait pénétré par la toile. Les blessés exprimaient un soulagement abasourdi quand les brancardiers de l'hôpital ont essayaient de les installer sur des brancards sans leur faire de mal. Un homme au corps déchiré par des blessures de shrapnel a déclaré : « Je suis arrivé au paradis ».
Les médecins de MSF ont expliqué n'avoir évacué que ceux dont l'état était suffisamment stable pour pouvoir affronter le voyage, laissant les blessés critiques derrière, à Vukovar, avec les 12 000 habitants assiégés et les combattants qui défendent leur ville. La moitié des blessés évacués étaient des combattants.
Le convoi est entré dans Vukovar, passant des lignes croates aux lignes de front puis aux défenseurs croates. Sur le chemin, un médecin néerlandais dit avoir vu des cadavres, des chars détruits, des déchets de guerre partout le long des routes. Le convoi n'était pas autorisé à emporter des médicaments ou du ravitaillement.
Sur le retour, transportant son chargement pathétique, le convoi a emprunté un chemin au travers d'un champ de maïs qui est parfois utilisé par la guérilla croate pendant la nuit pour pénétrer dans Vukovar, mais qui a maintenant été fermé par l'escorte armée qui suivait le convoi, prenant un plein avantage militaire de cette évacuation.

Evaluation de l'opération de secours à Vukovar 19/10/91, Martin Mossinkof, Coordinateur MSF à Zagreb, 29 octobre 1991 (en anglais) **D29**

Extrait :
Approche médias
Je suis content que nous ayons requis les services d'une attachée de presse le jeudi 17/10, même si à ce moment je n'imaginais pas que notre bureau allait devenir une « maison de fous » les jours suivants.
Anne-Marie [Huby, attachée de presse de MSF international] est née pour ce genre de boulot. Son approche attentive a permis que les projecteurs des médias du monde entiers se braquent sur MSF. Dimanche, deux téléphones ont sonné toute la journée et le bureau était assiégé par une foule de journalistes locaux et internationaux.[...]
Le fait qu'Alain D ait donné une plus grande priorité à la presse qu'à l'opération me semble plus alarmant. Le vendredi 18/10 il a insisté pour donner une conférence de presse lui-même au lieu de déléguer cela et de se concentrer sur l'aspect opérationnel du convoi.
De plus, nous étions d'accord pour que le terrain n'approche pas les médias pendant l'opération de secours. Mais un point presse s'est organisé pour une équipe TV non prévue sur le

chemin de retour de Vukovar. (La présence de la télé va à l'encontre de l'accord avec la JNA)

« Rapatriement de l'infirmière Suisse de Médecins Sans Frontières blessée près de Vukovar » **Communiqué de presse** MSF Suisse, 30 octobre 1991 (en français) **D30**

Mardi 29 octobre, l'infirmière suisse de Médecins Sans Frontières, Ghislaine Jacquier dont le camion avait sauté sur une mine près de Vukovar a été rapatriée de Belgrade à Genève. Elle souffre de lésions des deux oreiIles, de fractures aux pieds et d'une jambe et d'une lésion pulmonaire. Ghislaine Jacquier a été blessée le 19 octobre lors de l'évacuation de 109 blessés de la ville de Vukovar. Le convoi humanitaire composé de quatre ambulances, huit camions et deux voitures était accompagné de 18 membres de Médecins Sans Frontières. C'est en quittant la ville de Vukovar que le camion dans lequel se trouvait Ghislaine Jacquier a sauté sur une mine. Une infirmière luxembourgeoise a également été blessée par l'explosion. Le chauffeur du camion ainsi que les blessés embarqués sur le camion n'ont pas été touchés. Les deux infirmières ont pu être acheminées sur l'hôpital de Belgrade le soir-même où elles ont été opérées.

Dans les jours et semaines qui suivent, l'opération Vukovar est évaluée et discutée au sein des sections et au niveau international. Son bien-fondé n'est pas contesté mais sa mauvaise organisation est pointée par la plupart. Ceux qui questionnent sa pertinence le font en raison de la mise en danger des volontaires et pour certains du fait que la majorité des patients évacués sont des combattants.

Opération Vukovar – **Réunion** à MSF Belgique le 23 octobre 1991 (en anglais) **D17**

Extrait :

2. Les patients

Alain Destexhe : Bien que nous ayons discuté de ce point nous n'avions aucune direction précise sur le type de patients à choisir.

George : La chose la plus grave c'est que ça n'ait pas été discuté pendant les négociations à Zagreb.

Alain Destexhe : La plupart étaient des hommes, mais nous n'avons pas choisi que des soldats. Le système de sélection a arrêté de fonctionner correctement et, comme nous pensions que nous reviendrions le jour suivant nous nous sommes concentré sur le nombre et non plus sur le type de personnes que nous emmenions.

George : A l'avenir il nous faut un protocole strict.

3. Opérations

Alain Destexhe : Les principaux problèmes étaient les véhicules et les communications radios. Martin, Alain Robyns et moi-même, ainsi que probablement les sièges, sommes responsables de ce qui a dysfonctionné.

Alain Devaux : Pour mettre ces problèmes en perspective, vous devez tenir compte des contraintes de temps dans lesquelles Alain Robyns a dû travailler.

Georges : Une autre chose qui n'a pas aidé c'est que Martin et Alain Robyns n'ont pas arrêté de se chamailler.

Et pour la prochaine opération de ce genre, nous devons mettre en place un nouveau type de procédure opérationnelle.

4. Le CICR

Stéphane : Ils préparaient un convoi similaire au même moment.

5. La CEE

Georges : nous devrions essayer d'atténuer les doutes de la CE au sujet de ce genre d'opération risquée.

6. L'attaque

Pierrot : Si nous devons faire une déclaration à la presse, ca doit être fait de façon très professionnelle avec le témoignage des infirmières et tous les détails pratiques.

Georges : Même si ce n'est plus d'actualité je pense que nous devrions faire clairement connaitre notre position.

7. L'avenir de notre mission

Alain Destexhe : Notre mission en Yougoslavie, même si elle est utile, est plutôt du genre « Pharmaciens sans Frontières ». Pour ceux de l'équipe qui ont la vision la plus négative après la mission, j'ai l'impression que la plupart viennent de l'équipe permanente en Yougoslavie. Apparemment ils n'étaient pas préparés psychologiquement pour ce genre d'opération.

Ceux qui venaient du siège sont revenus plutôt secoués mais plus positifs.

Sur le terrain nous avons eu affaire à une grande équipe, qui s'est montrée cohérente et expérimentée.

Considérant la nature complexe du conflit yougoslave, je pense que nous devrions trouver un seul coordinateur pour toutes les missions.

Conclusion :

[…] N'oublions pas qu'il reste 160 blessés à Vukovar. Il peut y avoir une opportunité de les sortir de là au travers d'une seule ligne de front, même serbe.

George : Cela voudrait dire investir beaucoup d'énergie et de ressources de toutes les sections.

Compte-rendu du Conseil d'administration de MSF Belgique, 5 novembre 1991 (en français) **D31**

Extrait :

Yougoslavie (Alain Devaux, Alain Destexhe) L'opération menée par MSF à Vukovar a été le fruit de discussions entre le terrain et l'exécutif des sections française, hollandaise et belge, et de pourparlers avec les autorités locales. Tout avait été minutieusement préparé, restait l'imprévisible… Le convoi était constitué exclusivement de camions vides et de personnel chargé d'évacuer les blessés de la ville assiégée de Vukovar. Tout s'est bien passé à l'aller, malgré un détournement du convoi vers le Nord. 109 blessés graves ont été emmenés. Au retour, le convoi a été forcé de reprendre la route initialement prévue et c'est là que l'attentat s'est pro-

duit, le 8e camion a sauté sur une mine placée après le passage du 7e camion. Les coupables peuvent aussi bien être les Serbes que les Croates ou que l'armée elle-même. Une fois de plus, ajoute Alain Devaux, l'aide humanitaire a été enrayée par une action déplorable. Si d'une part il s'agit d'une opération réussie parce que des gens ont été évacués, il y a malgré tout un syndrome d'échec parce que nous avons eu des victimes parmi les MSF. Ceci remet-il en cause ce type d'opération ou est-ce le rôle de MSF ? On peut se poser la question.
Bilan santé des blessés MSF :
Fabienne Schmidt : foulure à la cheville et problème de tympan (en bonne voie).
Ghislaine Jacquier : graves fractures au niveau des deux pieds, léger pneumothorax et problème au niveau des deux tympans.
Dominique Martin : fracture du radius et atteinte auditive qui pourrait laisser des séquelles. Une première constatation dit Reginald Moreels, c'est que tant que MSF se lancera dans des opérations risquées, nous resterons « MSF ». Il y a l'idée « d'y aller » qui est primordiale. La deuxième constatation c'est que la cruauté est universelle. Jean-Pierre Luxen souhaite que nous réfléchissions à deux choses :
- MSF se trouve de plus en plus souvent face à des situations qui nous dépassent par leur complexité. A moyen terme, il faudra doser la capacité générale de nos ressources.
- Nous apposons avec beaucoup de facilité les autocollants de la CEE alors que cette dernière commence à avoir une couleur politique. Ne faudrait-il pas repenser cette tactique ? Alain Devaux répond que nous n'étions pas du tout connus en Yougoslavie et vu le peu de respect pour les organisations humanitaires, il était important d'avoir la CEE à nos côtés. [...] Nous avons de plus en plus tendance à mener des actions conjointes avec les autres sections MSF, dit Jacques Pinel. Ceci pourrait avoir des conséquences sur la responsabilisation des décisions et il ne faudrait pas le négliger.
Anne Krings a le sentiment qu'il y a une escalade des risques ces dernières années et que MSF se lance de plus en plus dans des opérations risquées.
Alain Devaux pense que cette opération-ci n'était pas plus dangereuse que celle menée au Libéria il y a quelques temps.
Alain Destexhe ajoute que cela nous a permis d'ouvrir un espace humanitaire qui n'existait pas.
Johan Verheyen pense que si d'une part on ne diminuera jamais le risque à zéro dans une mission telle que celle-ci qui est une mission MSF par excellence, il faut néanmoins mettre tout en œuvre pour assurer la sécurité de nos équipes.
Jean-Marie Kindermans rejoint l'avis d'Anne Krings et trouve également que le risque est de plus en plus fréquemment banalisé et que nous menons actuellement des opérations que nous n'aurions pas imaginées il y a quelques années. Nous avons tendance à aller là où nous sommes sûrs qu'on va parler de nous alors que nous pourrions mener des actions tout aussi importantes en périphérie. Il serait intéressant de faire une étude rétrospective par rapport à la sécurité. Réginald Moreels et Jean-Marie Kindermans se rencontreront à ce propos. [...]
Eric Goemaere se demande quelle sera notre attitude face à Vukovar qui est toujours encerclée.
Alain Devaux répond que nous étudions la possibilité d'une rupture du blocus et d'une opération « rescue » via la Serbie.
Dans le futur, MSF s'occupera également de l'approvisionnement en matériel médico-chirurgical et des personnes déplacées à l'intérieur et à l'extérieur du territoire.

« **Rapport** sur la mission Vukovar en Yougoslavie, octobre 1991 » Alain Robyns, MSF Belgique, 14 novembre 1991 (en français) **D26**

Extrait :
a) une étude préliminaire de la situation géo-politique yougoslave n'avait pas été suffisamment faite par certaines personnes, ce qui par conséquence augmentait les risques encourus sur place.
b) pour de multiples raisons, la préparation logistique était insuffisante, manque de temps, envoi tardif des équipes, conflit entre les sections ...
c) au lieu d'envoyer un spécialiste logistique sur place, « on » a envoyé un attaché de presse... Ce qui démontre la volonté de MSF de faire de l'opération Vukovar un « scoop médiatique ».
d) sur place, le problème de sécurité a été occulté par le « côté fonceur » des Belges, par le « côté administratif » des Hollandais car un protocole avait été signé et par la présence « rassurante » du Commandant Michel pour qui la guerre constitue la finalité du métier.
e) il n'y a pas eu de coordination ni de climat de confiance entre MSF-B et MSF-H.
f) MSF a agi en tant que demandeur auprès de la CE et non en tant qu'exécutant d'une organisation internationale, ce qui dans le contexte yougoslave où MSF n'a pas de réelle reconnaissance est un facteur défavorable.

Compte-rendu du Conseil d'administration de MSF France, 15 novembre 1991 (en français) **D32**

Extrait :
Une opération strictement humanitaire destinée à évacuer les blessés a ensuite été organisée sous trois conditions : accord politique avec les généraux Serbes et Croates portant sur la garantie de franchissement des différentes lignes de front, annonce sur les médias Serbes et Croates de la nature humanitaire de l'opération, contrôle opérationnel total de MSF. L'opération, qui a permis l'évacuation de 109 blessés a été extrêmement difficile. Le retour s'est particulièrement mal passé: plusieurs véhicules ont d'abord été propulsés dans un champ de mines à la suite d'un barrage de la route par des chars. Le convoi reformé, un véhicule a sauté sur un explosif placé sur son passage. 4 personnes ont été blessées dont une gravement, et évacuées sur Belgrade. Il n'a pas été possible d'établir clairement la responsabilité de cette action, mais de fortes présomptions planent sur un attentat clairement déterminé. Les circonstances de cette opération posent question : Est-il opportun de réaliser une telle opération, et est-ce le rôle de MSF ? - Un tel convoi exige une organisation minutieuse qui n'a pu être effectuée, puisque les négociations et la préparation n'ont porté que sur trois jours.

• 7 sections y ont participé sans qu'un rôle clair de coordination n'ait été déterminé.
•L'utilisation de la CEE comme paravent dans les négociations est-elle nécessaire - L'opération semble avoir été utilisée à des fins étrangères à l'action humanitaire, posant le problème de la manipulation.
Une discussion s'engage sur ce sujet, Rony [Brauman, Président de MSF France] concluant que l'échec n'est pas total, des blessés pu être évacués et les lignes de front franchies pour la première fois par un convoi humanitaire.

Il est évident que ce convoi a évacué essentiellement des combattants, des types qui allaient se faire massacrer par les Serbes. Comme effectivement eux-mêmes massacraient les Serbes. Mais ça leur a évité de se faire exécuter. Ce n'est pas un crime d'éviter à des mecs de se faire fusiller. De toute façon, on n'a pas choisi sur des critères humanitaires. Ils ont été sélectionnés par d'autres gens qui, pour des raisons X, militaires, stratégiques, politiques ont fait évacuer ces 109 blessés, point. Y compris d'ailleurs certains blessés légers mais qui avaient peut-être de bonnes raisons de sortir.

Dr. Eric Dachy, Coordinateur général de MSF à Belgrade d'octobre 1991 à août 1993 (en français) interviewé en 2000 et 2015

Le Secrétaire général de MSF International se voit reprocher par certains d'avoir privilégié la visibilité médiatique de l'opération au détriment de sa préparation et de son suivi. Derrière cette critique se profile la question de l'opérationnalité du bureau international de MSF, dont ce sera la première et la dernière expérience opérationnelle.

« **Observation** concernant la mission MSF en Yougoslavie et Vukovar » Patricia Morkoss, médical pour la Croatie, 26 octobre 1991 (en français) **D33**

Extrait :
2. Mission d'urgence à Vukovar
B. Erreur dans l'envoi d'un coordinateur général pas directement impliqué dans le programme yougoslave.
Erreur dans l'envoi d'un coordinateur général n'ayant pas la capacité d'assurer la responsabilité de ce poste, celui-ci étant plus concerné par sa propre image de marque et de prestige que par l'objectif et la sécurité de la mission, et par trop épris par la médiatique (média n'est-elle pas plus nuisible que justifiable pendant ce genre de mission ?)

Evaluation de l'opération de secours à Vukovar 19/10/91, Martin Mossinkof, coordinateur à Zagreb en charge de la négociation des garanties pour le laisser-passer, 29 octobre 1991 (en anglais) **D29**

Extrait :
Structures/responsabilités organisationnelles
Le changement imposé dans les responsabilités, qui s'est produit au dernier moment, en nommant un nouveau coordinateur général, a créé une désorganisation de la structure. De plus le nouveau coordinateur ne convenait pas à ce poste. Ca a conduit à une délégation incontrôlée des tâches. […]
Approche médias
En raison de cette opération, les projecteurs des médias internationaux se sont braqués sur MSF. La couverture média a été bien conduite par l'équipe de Zagreb. Le coordinateur général a préféré couvrir les médias plutôt que coordonner l'opération. […]

« **Rapport** sur la mission Vukovar en Yougoslavie, octobre 1991 » Alain Robyns, MSF Belgique, 14 novembre 1991 (en français) **D26**

Extrait :
B.4. M.S.F. International De création récente, cet organisme a semble-t-il pour mission (entre autres) de propager l'image et l'action de Médecins Sans Frontières. Le représentant de MSF-International est parti en Yougoslavie en tant qu'observateur de la mission Dubrovnic. Il est ensuite devenu l'initiateur et le coordinateur de la mission Vukovar alors que sa fonction ne l'y destinait pas. Il s'est particulièrement attaché à développer l'image médiatique de MSF… […]
B.7. Les Médias Dans cette affaire, les médias ont joué leur rôle normal. Il faut toutefois rappeler qu'MSF leur a fait appel. On peut malgré tout se poser la question quant à l'utilisation de ces médias par MSF, ainsi que par certains responsables dans un but personnel aux dépens de l'opérationnel…

Les médias ont beaucoup parlé du convoi de MSF. Une équipe d'Antenne 2 était là. Elle avait été amenée dans le convoi par les forces fédérales qui voulaient sans doute montrer leur gentillesse… 50 mètres après que les journalistes nous ont rejoint on a sauté sur la mine. Ils ont tout filmé et à l'ouverture du journal ce jour-là, le sujet sur notre convoi à Vukovar a fait l'ouverture… juste après le grand prix de formule 1. A l'époque, tout était focalisé sur Dubrovnik, les médias ne s'intéressaient pas à Vukovar, ils ne pouvaient pas y aller, personne n'en parlait. MSF a donc contribué à faire parler de Vukovar car c'est vraiment dans les toutes dernières semaines, après ce convoi notamment, qu'on a commencé à parler de Vukovar et de ses martyrs alors que la ville était déjà assiégée depuis trois mois. Mais à MSF on était tous sous un choc interne car deux infirmières avaient été grièvement blessées et deux autres légèrement. Donc après, c'est ce choc qui a tout dominé. On n'a pas continué sur une grande campagne de communica-

tion. On a dit que c'était intolérable de bombarder une ville comme ça, j'ai écrit quelques articles, donné quelques interviews. Mais il restait une sorte de traumatisme lié au fait que ça s'était mal passé, qu'on avait l'impression qu'il n'y avait plus d'espace humanitaire puisqu'on nous agressait avec des mines. MSF n'était pas habituée à cela. Partout dans les conflits où ses équipes avaient travaillé auparavant, au Salvador, au Nicaragua, en Afrique, il y avait encore un minimum de respect des équipes de secours.

Dr. Alain Destexhe, Secrétaire général de MSF International jusqu'en mai 1995 (en français) interviewé en 2000

On peut critiquer Destexhe sur la forme mais dans le fond, il a bien jugé ce contexte. Vukovar n'était plus accessible. Alain a poussé le truc de Vukovar à la façon Destexhe. Il a pris énormément de risques. C'était presque un projet personnel. C'était organisé d'une façon bordélique, mais l'histoire a montré que si MSF n'avait pas évacué une partie des gens de l'hôpital, ils auraient été tués comme les autres qui sont restés. Alain a été mis sous pression à cause de cette opération-là parce qu'il avait pris un peu trop de risques mais on aurait dû le féliciter pour avoir sauvé 120 personnes. Les gens devraient apprendre à accepter que dans les contextes de guerre, on n'intervient jamais de façon idéale.

Dr. Jacques de Milliano, Directeur général de MSF Hollande de 1985 à 1997 (en français) interviewé en 2000 et en 2015

Vukovar, on organise le convoi, ça se passe mal avec l'embuscade à la sortie. On n'est pas d'accord entre nous sur les attaquants et de toute façon, on n'a aucune preuve. Ca a débouché sur une dénonciation - je ne dirais pas sans précaution, mais sans preuve formelle, mais malgré tout très appuyée - des milices serbes qui selon nous avaient fait le coup. J'en étais convaincu à cause de la méthode, à cause des circonstances : ils avaient piégé la route au moment du passage du convoi. Mais de fait, je n'avais rien d'autre qu'une intuition. Donc non seulement il s'agissait d'arracher des patients prisonniers aux griffes des tueurs - et la suite a montré que s'ils n'avaient pas été évacués, ils seraient morts - mais aussi de dénoncer l'attaque d'un convoi par les milices. Vukovar, c'est donc une action symbolique un peu « témoignage ». Il y a un massacre qui se passe là en Europe, on sort des blessés, on a quelque légitimité à parler de ce massacre. Le massacre en lui-même avait été largement médiatisé, ce n'était pas un massacre clandestin donc on n'apportait pas grand-chose là-dessus. Je ne crois pas que ça ait vraiment fait beaucoup de bruit, mais de notre point de vue c'était quand même très actif.

Dr. Rony Brauman, Président de MSF France de 1982 à 1994 puis directeur d'études à la Fondation MSF France (en français) interviewé en 2000 et 2015

A MSF Belgique, ça a donné l'occasion à des critiques proches du lynchage pour Alain Destexhe. Depuis, j'ai reconstitué donc je ne peux pas dire que c'est la vérité prouvée, mais l'autorisation qu'il a eue d'évacuer l'hôpital de Vukovar lui a été accordée par les Serbes. Elle avait fait l'objet d'un marchandage avec les autorités croates qui autorisaient en même temps que le convoi l'évacuation d'une garnison serbe, enfin, de l'armée fédérale yougoslave d'une caserne de Zagreb. Et, le problème, c'est que ce n'était pas une opération humanitaire admise en tant que telle et respectée par les belligérants, mais un marchandage au cours duquel tous les coups sont permis. Mais tout a été monté tellement rapidement qu'Alain ne pouvait pas le savoir.

Dr. Eric Dachy, Coordinateur général de MSF à Belgrade d'octobre 1991 à août 1993 (en français) interviewé en 2000 et 2015

J'avais trouvé un peu facile et un peu lourd qu'une opération qui finalement était acceptée, pour laquelle à un moment donné on avait délégué aux gens sur le terrain une capacité de s'adapter aux événements, soit autant critiquée sur un individu. C'était bien de monter cette opération sur Vukovar car il y avait une certaine paralysie de la part de MSF. Peut être cette expérience a-t-elle permis de débloquer un peu les choses.

Dr. Marc Gastellu-Etchegorry, directeur adjoint des opérations de MSF France (en français) interviewé en 2015

Proposer cette évacuation des blessés dans un endroit assiégé dans lequel il va y avoir encore plus de blessés parce que le conflit continue, dans un hôpital qui est lui-même saturé, c'est prévu par le droit humanitaire international, cela fait sens et cela peut se négocier. Et ça s'est passé comme ça, sur un mode opportuniste. Les opérations, c'est toujours la rencontre entre des besoins et quelqu'un qui est là pour y répondre… Si Anne-Marie [Huby, responsable de la communication de MSF International] était là, c'était bien parce que Destexhe voulait médiatiser cette opération d'évacuation des blessés. Cela nous permettait aussi de dire que nous y étions, qu'il était possible de mener ce genre d'opération et enfin de montrer la radicalité de cette violence sur une ville assiégée. Tout le monde était content d'entreprendre l'opération. Mais comme il y a eu des dégâts, on a accusé Destexhe d'avoir été un mauvais opérationnel. On a dit qu'il avait voulu se montrer en prenant des risques. Je ne pense pas du tout qu'il a été plus mauvais opérationnel qu'un autre. Je pense que toutes les sections auraient pu prendre ce risque de monter une opération dans laquelle elles n'avaient pas le contrôle absolu de l'intégralité de la négociation. Au début des années 90, MSF n'avait pas encore beaucoup d'expérience et s'était rarement retrouvé vraiment au cœur des conflits à traverser des lignes de front. En fait, il y a eu un double bouc émissaire : Destexhe et le bureau international. On a conclu que seuls les centres opérationnels pouvaient gérer et assumer des opérations. Le bureau interna-

tional avec un type brillant qui essaie de fédérer tout cela avec les médias, ça n'allait pas. Vukovar a donc tué dans l'œuf l'expérience de l'opération internationale coordonnée par le bureau international. On a eu la preuve qu'on pouvait peut-être prendre le risque d'un incident tous ensemble mais qu'on ne pouvait pas l'assumer a posteriori tous ensemble. S'il n'y avait pas eu cet attentat, l'avenir de MSF aurait été très différent.

Françoise Bouchet-Saulnier, responsable juridique MSF (en français) interviewée en 2015

Les médias saluent le fait que MSF a sauvé les vies de blessés évacués de Vukovar. Mais certains reprennent les critiques émises par des organisations humanitaires qui considèrent que MSF a trop tendance à privilégier les opérations à forte visibilité médiatique. L'organisation est également présentée, à tort, comme ayant accepté sciemment le marché passé entre les armées croate et fédérale au sujet du passage du convoi.

« Un convoi à haute visibilité dans la ligne de mire » ***Scotland on Sunday*** (Royaume Uni), 27 octobre 1991 (en anglais)

Extrait :

De nombreuse tentatives ont eu lieu pour tenter d'atteindre la ville martyre, dont trois réalisées par la CE. Toutes ont échouées. Et puis, samedi dernier, un convoi de Médecins Sans Frontières (MSF), une organisation humanitaire privée, est passé. Cent neuf civils blessés ont été emmenés pour traitement. MSF est devenu le héros du jour.

Cependant, depuis samedi, une nouvelle question a émergé. Traditionnellement, ce type de mission est la spécialité du CICR, la plus grande organisation de secours au monde. Cette action audacieuse signifie-t-elle que MSF, organisation jeune et réactive est en train de prendre le relai là où la Croix-Rouge, plus lourde, échoue ?

Le problème central est la différence de philosophie. Les deux organisations sont attachées à l'indépendance et à la neutralité, mais la guerre oblige à des choix et à des compromis. Et aussi nobles que soient leurs intentions, toutes les organisations humanitaires ont un talon d'Achille.

Le convoi MSF est parti pour Vukovar avec l'accord des deux parties, pour évacuer les blessés croates. Il est arrivé autours de 10h00 le samedi, et à midi on apprenait qu'en échange, les Croates avaient relâché une garnison serbe qu'ils détenaient dans la caserne de Borongaj à Zagreb. En d'autres mots, les Serbes et les Croates ont apparemment négocié un quid pro quo, 103 blessés croates contre une garnison serbe.

Le CICR appelle cela un « chantage politique ». Francis Amar, le directeur genevois des opérations en Yougoslavie affirme : « nous ne serions pas heureux d'être partie prenante d'un accord de cette sorte, où des vies sont négociées contre d'autres. Si on commence à négocier comme ça, où est ce que cela finira ? »

De son côté, MSF dit qu'il est naïf de penser que les organisations humanitaires ne sont pas vulnérables à de telles récupérations. « Notre rôle à Vukovar était strictement humanitaire – nous n'avons passé d'accord avec personne, et nous ne connaissions pas cet accord avant qu'il ne soit révélé » a déclaré Anne-Marie Huby, porte-parole de MSF.

Ce qui est clair c'est que les organisations humanitaires impliquées dans la gestion des blessés dans les zones de guerre doivent faire un choix, agir et risquer de se faire récupérer à des fins politiques ou alors éviter à tout prix d'être utilisé comme un pion et donc courir le risque de ne rien faire. MSF a apporté un style nouveau et spectaculaire dans le domaine de l'aide d'urgence. Elle n'a pas toujours été populaire mais peu nient le fait que ses membres ont du courage. « Je ne pense pas que ce soit MSF qui aurait dû aller à Vukovar » a déclaré Marcus Thompson, le directeur des urgences d'Oxfam, « Mais Dieu merci, quelqu'un y est allé. »

« La charité désinvolte – Médecins Sans Frontières » Felicity Lawrence, ***The Independent*** (Royaume Uni), 6 novembre 1991 (en anglais) **D34**

Extrait :

Si Jésus revenait aujourd'hui il serait Médecins Sans Frontières. C'est ce que pensent les lecteurs d'un magazine français. Le mari idéal, selon les adolescentes françaises, est un médecin de MSF.

A chaque fois qu'un désastre est annoncé aux informations, il y a de fortes chances que les gens de MSF soient sur le coup, et soient médiatisés pour avoir été les premiers sur ce coup ou pour des actes de bravoure. Le mois dernier, un convoi médical de MSF accompagné par des équipes de télévision, a brisé le siège de la ville croate de Vukovar pour évacuer quelques-uns de ses blessés. Dans les jours à venir, MSF se prépare à envoyer une équipe dans Dubrovnik assiégée.

Les médecins de MSF ont un courage indéniable, souvent accompagné d'un style irrésistible. A Peshawar au Pakistan, où le programme de l'organisation pour l'Afghanistan était basé, l'équipe française vivait à la « maison blanche », avait un bar, avait branché une sonorisation et gardait des chevaux pour que ses membres puissent apprendre à traverser la frontière et les montagnes à dos de cheval.

« Nous sommes les chevaliers blancs » constate le directeur des relations publiques de MSF France, François Dumaine expliquant pourquoi ils sont si attirants. « Nous sommes les aventuriers ».

Mais pour certaines organisations d'aide britanniques qui n'approuvent pas la façon dont MSF se rue sur les théâtres de désastre, « aventuriers » se traduit en gros par « cowboys »

« Envoyer un avion pour une urgence en trois heures, c'est se condamner à l'erreur » affirme Marcus Thompson, directeur des urgences à Oxfam, qui avec Save the Children et d'autres organisations britanniques insistent sur le fait qu'une évaluation doit être faite avant toute intervention.

« Le CICR refuse de marchander » Mathieu van Berchem, ***La Tribune de Genève*** (Suisse), 26 et 27 octobre 1995 (en français)

Le CICR peine en ex-Yougoslavie parce qu'il n'entend pas « négocier », comme Médecins Sans Frontières, ses opérations humanitaires. Samedi dernier, l'organisation humanitaire Médecins Sans Frontières (MSF) pénétrait dans Vukovar, ville de Slavonie assiégée depuis plus d'un mois. Son convoi parvenait à évacuer 109 blessés, non sans mal : au retour, l'un des sept camions de MSF sautait sur une mine anti-char, blessant deux infirmières. Le Comité international de la Croix-Rouge quant à lui n'a toujours pas réussi à entrer dans la ville, comme dans celle de Dubrovnik, à l'autre extrémité de la Croatie. Son propre échec, comme la demi-réussite de MSF, inquiètent le CICR. « A cinq reprises nous avons tenté de rentrer dans la ville ». explique Francis Amar, délégué général du CICR pour l'Europe, « mais les conditions de sécurité ne sont toujours pas remplies ». Il y a quelques semaines, une infirmière était blessée lors d'une embuscade tendue par des unités armées, qui ont tiré pendant plus d'une heure sur le véhicule portant l'emblème de la Croix-Rouge. « Cet épisode a traumatisé nos équipes », affirme M. Amar visiblement navré par la sauvagerie du conflit. « Au cœur de l'Europe et 128 ans après la fondation de la Croix-Rouge, on ne peut même pas dégager les blessés du champ de bataille. » Médecins Sans Frontières y est parvenu. Après les malheureuses tentatives de la Communauté européenne, MSF a repris le flambeau et conduit, après l'avoir allégé, le convoi de la CE. Francis Amar, qui reconnaît le courage de l'organisation française, n'approuve pas sa politique. « L'opération a fait l'objet d'un marchandage. L'évacuation des blessés s'est faite en échange de l'ouverture des casernes fédérales, déclare M. Amar. On nous a proposé de nous associer à ce convoi, mais nous avons refusé. L'humanitaire ne peut faire l'objet de tractatlons politiques. » « D'ailleurs aujourd'hui. MSF est dans la même situation que nous, relève le délégué général. Ses délégués ne veulent plus y retourner. » La mine, qui a fait sauter l'un de leurs camions, a sans doute été déposée durant l'opération. D'un côté comme de l'autre, les états-majors donnent des garanties de sécurité mais celles-ci ne sont absolument pas respectées. déplore M. Amar. Apparemment, ils ont perdu le contrôle de leurs troupes. Pour le représentant du CICR, ce « troc » entre humanitaire et politique, pas franchement condamnable pour une organisation comme MSF qui n'est pas liée aux Conventions de Genève, ne sert ni la cause des blessés ni celle du CICR. Faire accepter aux autorités locales une tâche humanitaire sans contrepartie n'en devient que plus difficile.

Droit de réponse de Médecins Sans Frontières à ***la Tribune de Genève*** par Françoise Saulnier, responsable juridique de Médecins Sans Frontières et Jacques De Milliano, président de Médecins Sans Frontières lnternational, octobre 1991 (en français) **D35**

Mis en cause dans votre article du 27 octobre 1991 sur le marchandage humanitaire en Yougoslavie, Médecins Sans Frontières déplore que des accusations d'une telle gravité et légèreté puissent tenir lieu d'analyse de la complexité et du drame de la crise yougoslave. Médecins Sans Frontières est comme le CICR, très affecté par la sauvagerie du conflit et par la paralysie des activités de secours. Ayant constaté l'impasse du troc humanitaire contre politique que la Mission de la CEE avait tenté a plusieurs reprises au sujet de la ville assiégée de Vukovar, Médecins Sans Frontières a axé toute la négociation avec les autorités sur le caractère strictement humanitaire et impartial d'une mission d'évacuation sanitaire des blessés de cet hôpital. Force est de constater que cette mission réputée impossible a été menée à bien et que 109 blessés ont été évacués. Il est ensuite apparu clairement que les autorités serbes et croates ont utilisé l'engagement que nous avions pris par rapport aux blessés comme garant de la parole qu'ils s'étaient eux même donnée pour la levée du blocus de la caserne de Zagreb. Ceci est significatif de la dégradation extrême des rapports entre les différents pouvoirs dans ce pays. Mais l'accident survenu à notre convoi qui a blessé deux de nos infirmières, témoigne au contraire du prix que MSF a payé pour faire respecter dans ce pays une parole, un engagement, un espace humanitaire. On ne peut qu'espérer que la gravité de ce qui se déroule en Yougoslavie inspire au moins aux organismes de secours concernés, la confiance et la solidarité nécessaires pour affronter un tel défi. Médecins Sans Frontières est une organisation privée internationale qui offre depuis 20 ans des secours humanitaires dans des situations de paix ou de conflit. Plus de 1 000 personnes au sein des sections française, belge, hollandaise, suisse, luxembourgoise, espagnole, grecque développent l'assistance humanitaire conformément au mandat de Médecins Sans Frontières et en application de toutes les dispositions pertinentes du droit international et des conventions de Genève.

Sur place, des volontaires constatent que l'image de MSF s'est détériorée auprès des Croates qui considèrent que son opération à Vukovar a contribué à paralyser les mouvements de ses troupes autour de la ville.

« MSF Belgique/France en Croatie » **Memo** de Stefaan De Wolf, MSF Belgique, mission en interim en Croatie, 9 décembre 1991 (en anglais) **D36**

Extrait :
Au delà de la neutralité que nous souhaitons et que nous devons maintenir, MSF est mal perçue à Zagreb.
L'ancien coordinateur général qui refuse de trinquer avec le Ministre de la Santé le coordinateur du convoi de Vukovar qui n'assiste pas à la réunion finale avec le Ministre de la Santé et un article de journal affirmant que Vukovar serait toujours croate si le convoi MSF –CE n'avait pas paralysé tous les mouvements stratégiques et militaires de ce côté-ci du front, ne sont que quelques exemples de notre mauvaise image.
Tout cela fait que MSF est plus tolérée qu'appréciée à Zagreb et ce n'est pas cette perception qui va nous permettre d'ob-

tenir les importantes garanties de sécurité dont nous avons besoin pour entrer dans les régions où ont lieu les confrontations militaires directes.

Le 18 novembre, la ville est prise par les forces fédérales. Plus de 460 patients sont raflés à l'hôpital et sont exécutés.

Le même jour, un convoi de MSF se rend à Bokovo, à dix kilomètres de Vukovar pour prendre en charge les blessés évacués de l'hôpital.

« Médecins Sans Frontières installe une unité de soins d'urgence à la périphérie de Vukovar » **Communiqué de Presse** MSF, 18 novembre 1991 (en français) **D37**

Cet après-midi, lundi 18 novembre, un premier convoi est parti pour installer une unité de soins d'urgence et d'interventions chirurgicales à Borovo, ville située à 10 km de Vukovar, pour prendre en charge les blessés évacués de la ville. Le convoi emportera, outre l'équipe de Médecins Sans Frontières, du matériel médico-chirurgical, des couvertures, des lits, de la nourriture et du matériel sanitaire. Dès que les conditions le permettront le convoi entrera dans Vukovar pour se rendre à l'hôpital où près de 500 blessés attendent de l'aide. Médecins Sans Frontières a reçu le feu vert des différentes autorités pour se rendre à Vukovar. Médecins Sans Frontières a déjà organisé, le 19 octobre, une opération d'évacuation de 109 blessés graves, de la ville de Vukovar assiégée.

« Yougoslavie la guerre civile : les rues jonchées de cadavres » ***Le Monde/Reuter*** (France-Royaume-Uni), 21 novembre 1991 (en français) **D38**

Extrait :
Des cadavres de civils gisaient, mardi 19 novembre, dans les rues de Vukovar, où l'armée yougoslave « nettoyait » les dernières poches de résistance croates. Jusqu'en milieu d'après-midi, des tirs sporadiques étaient encore entendus dans le nord de la ville. Sur la place de la Libération, un immeuble est la proie des flammes. Dans une rue adjacente, les cadavres de deux hommes et d'une vieille femme gisent par terre, apparemment depuis plusieurs jours. Toute la ville offre des scènes similaires. Vukovar, qui abritait autrefois 50 000 habitants - Serbes et Croates - n'est plus que ruines après trois mois de combats. « Je ne pense pas que les dirigeants serbes et croates réalisent vraiment ce qu'ils ont fait », déclare un représentant du gouvernement croate, Marin Vidic. « Quelqu'un devra répondre de toute cette destruction. Quiconque s'est rendu à Vukovar doit comprendre que cette guerre est une folie, dit-il. Nous devons nous asseoir et discuter. » Marin Vidic participe à l'évacuation des civils et des patients bloqués dans l'hôpital, qui est très endommagé. Selon son directeur, le Dr Vesna Bosanac, il y a dans l'établissement 420 malades et blessés, dont 100 enfants. Dans les couloirs, on bute sur des patients aux membres plâtrés et aux crânes bandés. Environ 400 civils se sont réfugiés dans l'hôpital, situé dans le quartier où les derniers résistants croates se sont retranchés. L'évacuation devait commencer mercredi.

« Sur le siège de Vukovar et la guerre en Croatie : Dr Vesna Bosanac » propos recueillis par Edouard Van Velthem, **Le Soir** (Belgique), 21 et 22 décembre 1991 (en français) **D39**

Extrait :
Vous avez, durant les 86 jours du siège de Vukovar, dirigé l'hôpital de la ville martyre
[…] Ce fut terriblement éprouvant. L'hôpital était bombardé tous les jours par l'artillerie lourde – de 100 à 200 roquettes quotidiennes – il a même, à deux reprises, été touché par des raids aériens. A cette pression militaire s'ajoutait la difficulté de traiter les malades sans eau, sans électricité, sans médicaments. Mais nous avons pu faire face grâce aux efforts surhumains des 266 personnes du personnel médical et technique : les équipes chirurgicales travaillaient jusqu'à vingt heures par jour dans des salles improvisées des souterrains de l'hôpital, les infirmières se relayaient vingt-quatre heures sur vingt-quatre, se reposant quand elles pouvaient. En moyenne, nous accueillions quotidiennement une cinquantaine de blessés – une dizaine en période d'accalmie, près d'une centaine lorsque les combats s'intensifiaient. […] Du 25 août au 20 novembre, l'hôpital a toujours fonctionné dans des souterrains et dans ses propres abris anti-atomiques, Médecins Sans Frontières nous a aussi soulagés en mettant en place le convoi du 18 octobre pour ravitailler la ville : c'est une aide d'autant plus indispensable qu'elle fut unique et nous vouons une reconnaissance immense à toute l'équipe MSF qui a pris ces risques pour nous secourir. D'autres organismes ont voulu faire de même à plusieurs reprises, mais ils en ont été empêchés par l'armée fédérale.
Avez-vous des chiffres précis sur le bilan humain de la bataille de Vukovar ?
Pendant toute la durée du siège, 1 850 blessés ont été admis à l'hôpital, parmi lesquels 70 % de civils. Plus de 500 personnes, 520 exactement, ont également été acheminées chez nous alors qu'elles étaient déjà mortes. Mais, vers la fin, les combats étaient tellement intenses qu'il était impossible d'aller secourir toutes les victimes. Et, selon les statistiques les plus fiables, les chiffres que je viens de vous donner doivent être augmentés de quelques 30 %. En revanche, hormis ceux de ses membres que nous avons soignés selon le respect des principes humanitaires, je ne connais bien sûr pas le bilan des pertes de l'armée fédérale.
Comment avez-vous ressenti votre premier contact avec les soldats fédéraux ?
Outre la destruction terrifiante de la cité, rasée à 95 %, l'armée s'est encore comportée en agresseur lors de son

entrée dans la ville. Après les arrestations effectuées à l'hôpital, les officiers ont fait le « tri » des prisonniers. Les 15 000 habitants qui avaient survécu à l'enfer ont ainsi été répertoriés en deux catégories : ceux qui voulaient regagner la Serbie, environ 5 000, ont été relâchés rapidement ; les autres, au contraire, qui désiraient se rendre en Croatie, ont été enfermés dans des prisons ou des camps de concentration. Aujourd'hui, quelques 5 000 d'entre eux s'y trouvent toujours, les autres, dont moi-même, ayant été libérés entre-temps.

Il reste que l'opération n'a pas été totalement vaine, car quand Vukovar est tombée, tous les autres blessés de l'hôpital ont été assassinés, Donc les deux cents blessés qu'on a ramenés, on les a sauvés.

Dr. Alain Destexhe, Secrétaire général de MSF International jusqu'en mai 1995 (en français) interviewé en 2000

J'étais là le jour de la chute de Vukovar le 19 novembre. Avec l'équipe du CICR, nous sommes arrivés à l'hôpital. C'était atroce, sordide, affreux. C'était complètement rasé. On a roulé sur une avenue entre le centre de Vukovar et un faubourg. Les deux bandes de circulation de chaque côté étaient entièrement recouvertes de douilles et d'obus de canon. On a crevé un pneu sur les douilles… Les arbres étaient brûlés ! C'était un spectacle de post-apocalypse. Mon traducteur serbe m'a dit « les gens ont peur parce que les Serbes ont emmené tous les hommes ». Ils les ont emmenés dans un bled qui s'appelle Ovcara et les ont exécutés. Par la suite, je me suis rendu compte que plus ou moins personne n'avait réalisé ce qui s'était passé à Vukovar. Vukovar c'était une ville remplie de civils sans garnison. Ils l'ont rasée. On en a parlé au moment des combats et de la chute, mais il aurait fallu y aller après et se rendre compte de ce que cela voulait dire 15 000 morts dans cette ville. Un reportage de 5 minutes sur ce qui restait de la ville après la « libération » par les Serbes, cela aurait jeté un petit froid… Mais les journalistes n'étaient pas admis et l'impact émotionnel a été très minime et dilué instantanément. C'était abominable, ça m'a vraiment hanté.

Dr. Eric Dachy, Coordinateur général de MSF à Belgrade d'octobre 1991 à août 1993 (en français) interviewé en 2000 et 2015

Les évènements de Vukovar constituent l'une des premières manifestations de la stratégie d'épuration ethnique par la violence qui sera appliquée par les forces serbes pendant toute la guerre.

Après ce qui s'est passé à Vukovar, on ne pouvait pas créditer les Serbes d'une relative innocence ou du bénéfice du doute puisqu'ils venaient de raser complètement une ville. Pourtant, il y avait des gens qui me demandaient: « c'est vrai que les Serbes oseraient déporter des populations ? » Je leur répondais: « Vous rigolez ? Ils viennent de raser une ville entière, quasiment comme dans l'antiquité. On pouvait presque passer la charrue après ! » Pourquoi les Serbes auraient-ils fait mieux ou moins bien ensuite en Bosnie qu'en Croatie ? C'était les mêmes, c'était Milosevic, les mêmes extrémistes, les mêmes cinglés, les mêmes moyens militaires, le même programme, c'était la même ambition politique : tous les Serbes dans un même Etat. Par la suite, tous les médias ont réussi à faire un peu oublier ce qui venait de se passer en disant : « mon dieu, regardez ce que les Serbes font, est-ce qu'il ne va pas être temps de commencer à s'indigner ? » En fait, l'indignation aurait dû naître de manière radicale, au moment du siège de Vukovar en 1991.

Dr. Eric Dachy, Coordinateur général de MSF à Belgrade d'octobre 1991 à août 1993 (en français) interviewé en 2000 et 2015

Vukovar, c'était vraiment la première fois où on a vu à l'œuvre le système de la purification ethnique: on assiège une ville, on la bombarde, on la bombarde, on la bombarde, l'artillerie d'abord, puis on la fait harceler par les « incontrôlés », les « irréguliers », les milices. Et en phase finale, on massacre le plus possible et on déporte tout ce qui reste. C'était vraiment une méthode de guerre très particulière. Les civils étaient l'objectif principal mais pas au sens de cible militaire parce qu'ils ne cherchaient pas forcément à les tuer tous. Mais il fallait absolument faire disparaître leur présence de ce territoire-là, un peu dans la même optique que celle des échanges de populations après la Première Guerre mondiale dans les Balkans, qui s'étaient fait au nom d'accords de paix… Ces échanges de population avec les massacres qui vont avec. Et c'est bien parce que le massacre de Vukovar a été ce qu'il a été, que plus tard il a été décidé de créer des enclaves, des zones protégées. Sinon, l'histoire du massacre et de la purification aurait été totalement écrite. Pour MSF, c'était très important de montrer le niveau de violence sur les civils, sur une ville au cœur de l'Europe, assiégée et bombardée.

Françoise Bouchet-Saulnier, responsable juridique MSF (en français) interviewée en 2015

Après avoir envisagé puis renoncé, pour des raisons de sécurité, à entreprendre une deuxième mission d'évacuation de blessés de Vukovar, MSF entame des négociations pour évacuer des blessés de l'hôpital d'Osijek, ville également assiégée par les forces serbes. Le 5 décembre, l'organisation annonce à la presse qu'un accord a été signé à ce sujet avec les autorités.

Au final, le 30 décembre 1991, c'est le CICR, qui signe un accord avec les autorités serbes et croates lui confiant la supervision de la zone de l'hôpital d'Osijek, déclarée protégée selon les Conventions de Genève.

Compte-rendu de la réunion du Conseil d'administration de MSF Belgique, 2 décembre 1991 (en français) **D40**

Extrait :
Le C.A. souhaite obtenir de plus amples informations sur la situation en Yougoslavie et demande à Alain Devaux, qui revient de là-bas, de nous faire un exposé de ce qui se passe actuellement. Le but de sa visite en Yougoslavie était d'une part d'étudier l'espace humanitaire qui existe pour MSF dans ce pays en guerre et d'autre part étudier la possibilité de procéder à une seconde évacuation de Vukovar. La ville est bombardée sans cesse, on pense que 5 000 personnes sont déjà décédées. Il est très difficile de l'approcher car elle est encerclée par des factions extrémistes et prise en otage par sa propre garde nationale. MSF avait pensé mettre des équipes sur place pour assurer un témoignage et une protection mais ne l'a pas fait par crainte pour la vie de ses équipes. Il n'existe en effet aucun respect pour quelque action humanitaire que ce soit en Yougoslavie. La situation politique est très instable, très difficile et on voit apparaître des groupes d'extrême droite, des néo-nazis. Du point de vue de la sécurité, nous ne sommes à l'abri de rien, chaque action doit être bien pensée et il ne faut pas hésiter à la remettre en question au moindre problème. Alain Devaux fait confiance à nos équipes sur place qui, bien que jeunes, sont très prudentes et ont une bonne vision de la situation. Elles ne déclencheront pas une action tant qu'elles n'auront pas les garanties de sécurité nécessaires. Nous négocions également la possibilité d'évacuer des blessés ainsi que les femmes et les enfants d'Osijek, ville également encerclée. Nous avons mêlé le CICR à cette évacuation de façon à neutraliser le convoi. Les Nations unies ont aussi été contactées [...]. Georges Dallemagne estime qu'il s'agit d'une mission spécifique pour MSF car :
- il s'agit une guerre dangereuse où les problèmes de sécurité sont énormes.
- les problèmes d'assistance sont réduits et l'assistance internationale est considérable.
- l'espace humanitaire est très réduit. Aussi, on est en droit de se demander si c'est réellement la place de MSF. Ne va-t-on pas trop loin dans le rôle de « gardien humanitaire » qu'on se donne alors que nous n'avons pas beaucoup d'expérience dans ce domaine ?
Alain Devaux pense que nous devons rester en Yougoslavie car notre présence est importante. Nous sommes les témoins de ce qui se passe et notre action devient de jours en jours plus palpable et nous rendons de réels services. [...]
La différence fondamentale entre une action comme celle-ci et les précédentes, dit Pierre Harzé, c'est qu'en Yougoslavie nous avons eu 2 blessées. La véritable question à se poser est la suivante : sommes-nous prêts à assumer encore une expérience comme celle-là ?
Georges Dallemagne pense quant à lui qu'il est difficile d'établir une échelle dans les conflits et propose la mise en place d'un comité de vigilance. Il ajoute que les décisions en matière de sécurité doivent être prises par les personnes du siège et non à partir du terrain.
Alain Devaux n'est pas d'accord avec cette dernière intervention et estime que les décisions doivent être prises conjointement entre le siège et le terrain. Sa récente visite sur le terrain le conforte dans cette idée; on ne peut vraiment se rendre compte de la situation qu'en étant sur place.
Anne Krings ajoute que si l'initiative doit effectivement venir du *terrain*, la responsabilité de ce qui s'est passé incombe au siège et au C.A. qui a plus de recul pour juger et qui n'a peut-être pas été assez vigilant. On assiste actuellement à un principe de délégation qui déresponsabilise l'individu. Le nombre d'intervenants au niveau des décisions de sécurité doit être réduit.

« Signature à Zagreb de la proposition de Médecins Sans Frontières pour une évacuation imminente des blessés d'Osijek » **Communiqué de presse** de MSF, 5 décembre 1991 (en français, en anglais) **D41**

Les autorités sanitaires et militaires à Zagreb, qui s'étaient déclarées favorables à une évacuation des blessés d'Osijek par Médecins Sans Frontières, ont signé, le 2 décembre, la proposition formulée par l'organisation. Médecins Sans Frontières va donc immédiatement poursuivre les négociations auprès des autorités militaires et sanitaires de Belgrade afin de faire aboutir au plus vite l'opération qui concerne les 250 à 300 blessés actuellement pris en charge par l'hôpital d'Osijek. Médecins Sans Frontières, organisation humanitaire et médicale indépendante et impartiale, est présente depuis début septembre à Belgrade et à Zagreb et ses équipes tentent, de part et d'autre, d'apporter une assistance médicale et humanitaire aux victimes de ce conflit.

« Yougoslavie: le CICR obtient la neutralisation d'une zone protégée à Osijek » **Communiqué de presse** du CICR, 31 décembre 1991 (en français) **D42**

Vendredi 27 décembre 1991, à Pecs (Hongrie), des représentants du Conseil exécutif fédéral yougoslave, de la République de Croatie, de la République de Serbie et du Secrétariat fédéral de la Défense se sont réunis sous les auspices du Comité International de la Croix Rouge (CICR). Le 30 décembre ils ont signé un accord déclarant l'hôpital d'Osijek et son périmètre zone protégée selon les principes de l'article 23 de la Ière Convention de Genève de 1949 et des articles 14 et 15 de la lVème Convention de Genève. Cette zone protégée sera placée sous la supervision du CICR en accord avec toutes les parties au conflit et donnera une protection particulière aux blessés et malades civils et militaires, aux personnes âgées de plus de 65 ans, aux enfants le moins de 15 ans, aux femmes enceintes, aux mères d'enfants de moins de sept ans ainsi qu'au personnel médical et administratif de l'hôpital. D'autres

non-combattants pourront être admis dans cette zone sur décision du CICR. Cet accord entrera en vigueur le 3 janvier à 00h00 heure locale.

Le 21 février 1992, l'ONU décide d'envoyer une « force de protection » sur le territoire de l'ex Fédération yougoslave.

« Bulletin Yougoslavie : haut risque » ***Le Monde*** (France), 23 février 1992 (en français) **D43**

Extrait :
La communauté internationale a sauté le pas. Après avoir regardé, de longs mois durant, Serbes et Croates se massacrer dans les plaines de Slavonie ou les montagnes de l'arrière-pays dalmate, s'être plus souciée du « patrimoine mondial » que du sang des hommes ; après avoir fait étalage de profondes divisions et d'une coupable impuissance devant une guerre sortie tout droit du passé, l'ONU a décidé, vendredi 21 février, d'envoyer une « force de protection » dans l'ex-fédération yougoslave, non sans faire grise mine devant le coût financier d'une telle opération.

En mars 1992, la situation s'aggrave en Bosnie et singulièrement à Sarajevo après le refus des Serbes de Bosnie d'accepter la déclaration d'indépendance de la Bosnie et le plan de paix proposé par la Communauté européenne.

« Après le référendum en faveur de l'indépendance La Bosnie-Herzégovine en proie aux violences ethniques » ***Le Monde*** (France), 3 mars 1992 (en français) **D44**

Extrait :
Samedi et dimanche, la communauté serbe (32 %), qui s'oppose à l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine, voulant « demeurer en Yougoslavie », a suivi les directives de son parti et a boycotté le scrutin. A l'inverse, la communauté musulmane (44 %) et une majorité de Croates (17 %) se sont rendus aux urnes pour se prononcer, en général, en faveur de l'indépendance. Les premières estimations relatives au taux de participation étaient par conséquent suffisantes pour savoir, dès dimanche, que le « oui » l'emporterait. Mais dimanche soir Sarajevo n'a pas fêté l'indépendance. Les salves de victoire ont été remplacées par de véritables fusillades, par des tirs meurtriers entre communautés ethniques. Havre de coexistence entre les trois communautés, Sarajevo, capitale de la Bosnie-Herzégovine, prenait les armes et connaissait ses premiers incidents interethniques. [...] Dans cette partition, les dirigeants de la communauté serbe réclament un tiers de la capitale qui serait rattaché à la commune voisine de Pale, où ils sont majoritaires, puis à tous les autres territoires de la Bosnie, où ils sont - ou ont été - majoritaires avant la guerre. Au total, les deux tiers de l'actuelle Bosnie-Herzégovine, qui comptait, en ce jour, fêter son indépendance en maintenant son intégrité territoriale. Dans la montagne, sur la route qui relie Pale au vieux centre de Sarajevo, d'autres barricades ont été placées pour empêcher les Musulmans et les Croates de « pénétrer dans les terres serbes ». [...] La tension survenue avec le référendum sur l'indépendance est montée subitement dimanche en milieu d'après-midi, après l'assassinat d'un Serbe dans le quartier oriental du vieux Sarajevo, aux petites échoppes et aux nombreuses mosquées. L'incident a éclaté lorsque des jeunes gens, vraisemblablement d'origine musulmane, arrachèrent puis brûlèrent un drapeau serbe frappé du symbole religieux que brandissait un cortège de noces. [...] Quelques heures plus tard, des coups de feu retentissaient dans la nuit. Les Serbes avaient placé leurs barricades et le vieux quartier de Sarajevo les siennes. « C'est la guerre, vous ne pouvez pas aller plus loin. » A l'entrée du Bascarsija, sur la route qui mène au « territoire serbe » de Pale, la police locale « protège les gens du quartier, qui craignent la vengeance des Serbes ». [...] Pendant les deux jours de référendum, les barricades se sont multipliées un peu partout en Bosnie-Herzégovine, et notamment sur les axes principaux empruntés par les émigrés bosniaques, venus massivement de l'étranger voter pour l'indépendance. Dispersés, ces incidents n'ont pas entravé le scrutin, mais montrent bien la méfiance et les rivalités existant désormais entre les trois communautés. La profanation des lieux sacrés, les attentats à la bombe dans les bureaux de vote ou dans les sièges des partis, les barricades serbes contre des villages musulmans ou croates ou les barricades contre l'armée yougoslave et ses installations laissent craindre une rapide « libanisation » dans cette poudrière bosniaque où chacun est désormais armé jusqu'aux dents.

« Les Serbes de Bosnie rejettent l'accord proposé par la CEE » ***Le Monde*** (France), 14 mars 1992 (en français) **D45**

Extrait :
Les Serbes de Bosnie ont rejeté, mercredi 11 mars, le projet proposé par la CEE de règlement de la crise en Bosnie-Herzégovine, où de multiples incidents maintiennent une vive tension entre les trois communautés qui y cohabitent, Musulmans, Croates et Serbes. Ces derniers refusent de vivre dans une Bosnie indépendante. Ils ont créé une « République serbe de Bosnie » et se sont prononcés pour leur maintien dans une communauté yougoslave avec la Serbie et le Monténégro. Le document de Bruxelles, qui envisage la création d'un Etat fédéral en Bosnie où plusieurs unités constituantes partageraient le pouvoir avec une autorité centrale, a été approuvé avec des réserves par les partis des Musulmans et des Croates.

Le 6 avril 1992, les forces fédérales lancent une attaque d'envergure sur Sarajevo qui se retrouve assiégée et bombardée en continu. Le conflit s'étend à toute la Bosnie.

Le 7 avril, les douze Etats-membres de la Communauté européenne reconnaissent l'indépendance de la Bosnie.

Le 25 avril, la Serbie et le Monténégro créent un Etat fédéral, la République fédérale de Yougoslavie[2] qu'ils déclarent héritière de l'ancienne Fédération yougoslave.

« Réunis à Luxembourg les Douze reconnaissent l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine et ajournent leur décision sur la Macédoine » ***Le Monde*** (France), 8 avril 1992 (en français) **D46**

Extrait :
Ainsi, peu à peu, en contrepoint des combats, mais aussi de l'arrivée sur le terrain des forces de l'ONU, avec l'aide plus ou moins efficace de l'Occident, le nouveau visage de l'ex-Yougoslavie prend forme. Voilà quelques semaines, lors de son passage à Bruxelles, M. James Baker, secrétaire d'Etat américain, s'était prononcé pour une reconnaissance coordonnée des nouvelles Républiques de l'ex-Fédération. Lundi à Luxembourg on s'attendait donc – M. Joao de Deus Pinheiro, le ministre des Affaires étrangères portugais, qui préside le conseil, y a fait allusion dans ses commentaires devant la presse – que les Etats-Unis reconnaissent, dans la foulée, la Slovénie, la Croatie (ils n'avaient pas sauté le pas en janvier, faisant alors une analyse différente de celle de la CEE), ainsi que la Bosnie-Herzégovine. La recrudescence des accrochages en Bosnie-Herzégovine n'a donc pas découragé les Douze. Au contraire, ils se sont montrés soucieux, comme les y invitait lord Carrington, le président de la conférence sur la Yougoslavie organisée par la Communauté, de ne pas donner de prime aux éléments les plus activistes.

« Tandis que des combats continuent en Bosnie-Herzégovine, la Serbie et le Monténégro créent une fédération » ***Le Monde*** (France), 25 avril 1992 (en français) **D47**

Des combats se poursuivaient, vendredi 24 avril, en plusieurs points de Bosnie-Herzégovine en dépit de l'accord de cessez-le-feu signé, la veille, à Sarajevo par les communautés bosniaque, musulmane et serbe en présence de lord Carrington, président de la Conférence européenne pour la paix en Yougoslavie. De son côté, la Serbie a décidé, avec le Monténégro, de proclamer le 27 avril la République fédérale de Yougoslavie, seule héritière, selon Belgrade, de l'ancien Etat.

Les sections belge et hollandaise de MSF, marquées par l'épisode de Vukovar qui a mis en avant les difficultés à intervenir au cœur du conflit, se concentrent sur le développement des activités d'assistance et de distribution de médicaments et de matériel médical aux populations locales et déplacées par la guerre en Bosnie et en Croatie. Ces activités sont en grande partie financées par les fonds de la Communauté européenne.

MSF Hollande, qui a établi un plan détaillé des besoins de tous les hôpitaux de Bosnie, intervient à partir de Sarajevo et MSF Belgique à partir de Belgrade dans les zones tenues par les Serbes.

Message du coordinateur général de MSF Belgique en ex-Yougoslavie aux responsables de Contact, journal interne de MSF Belgique, 8 mars 1992 (en français) **D48**

Extrait :
Si la Yougoslavie, ou ce qu'il en reste, a disparu des écrans de télévision, la situation n'en reste pas moins extrêmement tendue, les récents évènements en Bosnie pouvant laisser craindre une reprise du conflit ou au moins de nouvelles flambées de violence. En pratique, depuis le cessez-le-feu, intervenu le 3 janvier et de moins en moins effectif, tout le monde attend la venue des casques bleus, qui aura le mérite de calmer la situation et de geler les hostilités, sans pour autant apporter de solution politique ou diplomatique à la guerre.
MSF mène plusieurs programmes dans le pays :
En Serbie, la crise économique et structurelle est de plus en plus grave, une crise politique s'annonce de plus en plus ouvertement malgré l'attitude très autoritaire du gouvernement.
Programme MSF-B: soutien en médicaments, en matériel médical aux hopitaux, distribution de nourriture, matériel hygiénique, petit matériel médical aux centres collectifs de réfugiés. Une sympathique équipe de MSF France, est actuellement en mission en Serbie et dans le Monténégro pour évaluer le système médical en crise et ses mutations (désorganisation totale).
MSF-B débute une évaluation serrée au Kosovo avec l'espoir sérieux cette fois d'obtenir l'autorisation de créer une mission sur place, la situation sur le plan médical semble catastrophique.
En Bosnie, MSF-Hollande mène un programme lourd et ambitieux de fourniture de médicaments essentiels à l'ensemble des structures de soins primaires de la République (4,3 millions d'habitants} en outre maintenant ils se préparent à faire face à l'urgence.
En Croatie, où l'aide internationale massive et la bonne organisation des autorités sanitaires rend la situation moins critique, l'équipe (MSF-B) mène un programme de soutien à quelques institutions d'enfants handicapés et de cas psychiatriques (traumatisés de guerre) qui vivent dans des conditions atroces (manque de tout).

Communiqué de presse de MSF Hollande, 19 avril 1992 (en anglais) **D49**

En raison des difficultés rencontrées actuellement dans le transport terrestre de médicaments aux victimes du conflit en

2. La Serbie incluant les territoires de Voïvodine et du Kosovo

Bosnie-Herzégovine, MSF Hollande en coordination avec l'IRC et l'OFDA, a organisé le transport aérien de 24 tonnes de matériel médical qui est arrivé à Sarajevo le 19 avril 1992.
Le matériel médical a été donné par l'OFDA (Office of Foreign Disaster Assistance).
Ces médicaments seront distribués dans les zones de conflits dans les dix prochains jours afin de maintenir les opérations chirurgicales d'urgence pour les victimes du conflit.
Avant le conflit, MSF Hollande ravitaillait les 19 hôpitaux de Bosnie-Herzégovine. Mais en raison de l'explosion de violence à grande échelle, les stocks offerts par MSF Hollande étaient dangereusement bas et insuffisants pour répondre aux besoins.

Entre décembre 1991 et avril 1992, il était encore possible de nous déplacer en Bosnie, et nous avons fait un inventaire du système de santé dans l'ensemble de la Bosnie. Il y avait 404 ou 406 Opstina (municipalités). Notre ambition était de visiter chaque Opstina, nous avions donc deux équipes, l'une visitait le côté serbe, et l'autre visitait le Sud qui était plus croate. C'était limité à la Bosnie et à la Croatie. Nous avions une carte magnifique. J'ai appris beaucoup de cette carte. On y décrivait la composition ethnique de chaque Opstina établie sur la base du dernier recensement. Dans une Opstina, par exemple, on avait 40% de Serbes, 30% de Croates et 30% de Bosniaques. On pouvait donc prévoir où le nettoyage ethnique se produirait, où les combats auraient lieu, et où ce serait relativement calme. Dans des endroits avec 80 ou 90% de Croates, par exemple, il n'y aurait pas de combats. Donc au moment où la guerre a éclaté nous avions une très bonne connaissance d'où la guerre aurait lieu, où le matériel médical manquerait. Je pense que personne en Bosnie ne comprenait le système de santé mieux que nous à ce moment-là.
Le référendum de fin janvier 1992 où la Bosnie a voté en faveur de l'indépendance a été un évènement, parce que la capitale était déconnectée du reste du monde pendant deux ou trois jours à cause du siège des Serbes autour de la ville. C'était un signe annonciateur des évènements à venir. C'était un acte d'agression mais aussi une sorte de contestation de la part des Serbes : « Nous n'allons pas laisser les conséquences de ce référendum se produire ». Alors les tensions se sont accrues, le 5 avril a eu lieu la déclaration et le 6 les combats ont commencé. L'autre chance c'est que nous avions commandé la première livraison de médicaments début avril, juste avant le siège. Donc au moment où le siège commençait, la seule organisation qui avait un tant soit peu de stocks c'était MSF. On travaillait avec l'Institut de santé publique où l'on nous avait donné un entrepôt et beaucoup de personnel. A l'intérieur du système de santé il y avait beaucoup trop de médecins, donc un bon nombre d'entre eux étaient sans emploi et c'était très simple de les recruter. Nous avions un Serbe, un Croate, un Bosniaque, donc nous pouvions couvrir toutes ces zones.

Wouter Kok, Coordinateur de MSF Hollande en Bosnie de décembre 1991 à septembre 1992 puis desk à MSF Hollande 1993-1995 (en anglais) interviewé en 2015

On sentait bien que ce n'était pas fini, que ça allait commencer en Bosnie. En fait dès février/ mars 92, ça commençait à chauffer. Donc on a commencé à y traîner. On passait des check-point tenus par des Bosniaques armés de vieilles pétoires, ou par des milices serbes. Ca puait, ça allait mal, on entendait parler de massacres par ci et par là. C'était difficile d'avoir des informations, car la Bosnie est un grand territoire.

Dr. Eric Dachy, Coordinateur général de MSF à Belgrade d'octobre 1991 à août 1993 (en français) interviewé en 2000 et 2015

Quand je suis allé à Sarajevo en 1992, pour visiter la mission de MSF Hollande, j'ai constaté une situation de désespoir, de révolte mais pas de détresse médicale. Les Hollandais faisaient de la livraison de médicaments, ce que l'on a appelé un peu plus tard du « service pizza ». Cela avait un coté assez sympa parce qu'ils travaillaient en collaboration avec des comités de quartier musulmans, juifs, chrétiens. Tout cela marchait assez bien, les gens s'entendaient, correctement, se parlaient, se coordonnaient. Donc il y avait un contact avec ce Sarajevo multiculturel qui était très réconfortant, très porteur. Mais l'utilité pratique de tout cela était quand même assez discutable. Personne à Paris ne mettait en cause ce genre de programme, mais on était bien contents que ce soit d'autres qui le fassent parce qu'on trouvait qu'on avait mieux à faire.

Dr. Rony Brauman, Président de MSF France de 1982 à 1994 puis directeur d'études à la Fondation MSF France (en français) interviewé en 2000 et 2015

Le 19 mai 1992, un tir de roquette détruit un convoi du CICR qui se dirigeait vers l'hôpital de Sarajevo. Le délégué Frédéric Maurice est tué, deux autres passagers blessés.

Le 27 mai, face à l'escalade de la violence, le CICR qui avait tenté de rester après le drame, se résout à retirer ses délégués.

La semaine suivante, la communauté européenne retire ses observateurs et la plupart des journalistes quittent Sarajevo à la suite de la mort d'un photographe touché par un tir de *sniper*.

Ces événements tragiques suscitent une prise de conscience des organisations humanitaires quant au peu de fiabilité des garanties de sécurité qu'elles peuvent recevoir de la part des belligérants.

L'équipe de MSF Hollande évacue également Sarajevo et s'installe pendant plusieurs mois à Kiseljak, à la frontière avec la Croatie, à partir de laquelle le programme d'approvisionnement est relancé.

« Le CICR se retire de Bosnie-Herzégovine » ***Le Monde*** (France), 29 mai 1992 (en français) **D50**

En dépit de la mort, le 19 mai à Sarajevo, de Frédéric Maurice, trente-huit ans, un de ses délégués les plus compétents, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) avait décidé de poursuivre sa mission dans la capitale bosniaque aussi longtemps que ce serait possible. Frédéric Maurice, qui dirigeait un convoi transportant 15 tonnes de secours d'urgence destinés à l'hôpital civil de Sarajevo, avait été victime d'un tir de roquette visant le convoi. Deux autres délégués avaient été légèrement blessés. Le 22 mai, les représentants des parties en conflit s'étaient engagés, à Genève, à respecter les conventions humanitaires de la Croix-Rouge, mais, malheureusement, le CICR n'a pu que constater, comme il le précise dans un communiqué publié dans la soirée du 27 mai, que « l'escalade effroyable de la violence qui ensanglante cette République n'a pas diminué. Dans de telles circonstances, où les droits les plus élémentaires des victimes et des personnes les plus vulnérables sont constamment et sciemment violés, le CICR n'est plus à même de mener son action humanitaire et se voit donc contraint de retirer provisoirement ses délégués de Bosnie-Herzégovine ». Cela ne signifie pas que le CICR renonce à porter assistance aux victimes. Il a décidé de convoquer, de nouveau à Genève, pour le 30 mai, les représentants du gouvernement bosniaque et des parties croate, musulmane et serbe, dans l'intention de négocier, dans les détails, un plan d'action qui permettrait à ses délégués de revenir à Sarajevo. Encore lui faut-il obtenir l'assurance que les termes de l'accord signé le 22 mai seront enfin respectés.

J'étais censé être coordinateur international, il y avait des Français dans mon équipe. Mais, c'était impossible de coordonner les Hollandais. Ils ne voulaient pas de mon autorité, ils ne voulaient même pas que je les supervise. Quand les lignes de front se sont organisées, je leur ai proposé : « je travaille du côté serbe et vous travaillez du côté des autorités avec lesquelles vous pouvez dealer ». Ca ne leur a pas beaucoup plu parce que mon domaine de coordination s'agrandissait avec la conquête serbe ! Ils ne pouvaient même plus passer de l'autre côté. Mais ils avaient quand même Sarajevo qui valait la peine. Or, moi aussi, j'aurais pu accéder à Sarajevo. J'y suis allé quand ils ont évacué et qu'il ne restait plus que l'équipe locale. J'ai apporté du fluide de dialyse pour les dialysés de l'hôpital, du matériel chirurgical. Après, les Hollandais ont repris leur ligne d'approvisionnement depuis Kiseljak qui était la voie d'entrée par la Croatie et qui fonctionnait, sauf quand l'alliance croato-bosniaque a souffert.

Dr. Eric Dachy, Coordinateur général de MSF à Belgrade d'octobre 1991 à août 1993 (en français) interviewé en 2000 et 2015

DÉNONCER « L'ALIBI HUMANITAIRE » ET APPELER AUX ARMES

La section française de MSF ne développe toujours pas d'activité opérationnelle en ex-Yougoslavie. Mais son président, Rony Brauman est toutefois très présent dans les médias, où il dénonce l'escalade de la violence en Bosnie. Il dénonce également « l'alibi humanitaire » des Etats occidentaux qui leur fait inonder l'ex-Yougoslavie d'aide humanitaire, pour masquer ainsi leur manque de volonté à imposer une solution politique au conflit.

Le 29 mai, invité sur la radio RTL, il dénonce la « lâcheté de la Communauté européenne » et déclare que « c'est une intervention militaire qu'il faut organiser ». Il porte également largement son message dans la presse écrite française. V3

Alain Destexhe, le Secrétaire général de MSF International lui fait écho dans la presse belge.

Interview de Rony Brauman, président de MSF France par Philippe Caloni sur RTL (Luxembourg, Belgique, France), 29 mai 1992 (en français)

Philippe Caloni : Rony Brauman bonjour.
Rony Brauman : Bonjour
Philippe Caloni : Alors Sarajevo, les titres de la presse, ça donne à peu près ceci : depuis deux mois en Bosnie-Herzégovine 5 000 morts ou disparus, alors en général c'est pratiquement la même chose, 20 000 blessés et en tous cas 1 200 000 Bosniens contraints à l'exode. Qu'est-ce qu'on fait dans ces cas-là ? Vous êtes président de Médecins Sans Frontières, alors je sais bien que vous n'êtes que président de Médecins Sans Frontières mais qu'est-ce qu'on fait dans ces cas-là ?
Rony Brauman : Et bien dans ces cas-là on ne fait rien.
Philippe Caloni : C'est quoi ? Sarajevo c'est quoi ? En avion c'est une heure et demie de Paris ?
Rony Brauman : Une heure et demie de vol, quelques heures de voitures et il s'y passe quelque chose de monstrueux. Depuis des mois les organisations humanitaires, Médecins Sans Frontières, la Croix-Rouge internationale et d'autres essayent d'intervenir, envoient des secouristes, se font tirer dessus. Hier ou avant-hier encore il y a eu un mort et deux blessés qui ont été délibérément agressés, ils ont reçu une roquette sur leur voiture qui était en principe pourtant protégée par la Croix-Rouge.
Philippe Caloni : Parce qu'on savait qui ils étaient ?
Rony Brauman : Bien sûr qu'on savait qui ils étaient, bien sûr qu'on le savait, parce qu'ils étaient tout à fait signalisés, leur

convoi avait été annoncé aux différentes parties en présence, et bien malgré cela ils ont été une fois de plus attaqués. Comme le convoi de Médecins Sans Frontières il y a quelques mois lorsqu'il a évacué les blessés de la ville de Vukovar a lui aussi été agressé. Et devant ces agressions multiples, répétées, ce que l'on observe de la part de la communauté internationale c'est le néant absolu, c'est rien, c'est l'indifférence, on regarde pudiquement ailleurs. Et moi ce que je réponds aux nombreuses personnes qui appelle Médecins Sans Frontières pour savoir ce qu'on peut faire, comment on peut agir, ce que font…

Philippe Caloni : … Il y a Médecins Sans Frontières et il y a les autres aussi… enfin tout le monde

Rony Brauman : … Il y a les autres… Et tout le monde, il faut que le public le sache parce que ça a assez duré, tous nous sommes réduits à l'impuissance totale. Même lorsque nous avons des volontaires sur le terrain, qu'ils livrent des médicaments, des couvertures, des vêtements, de la nourriture, ils les livrent à des endroits où ce n'est pas utile et là ou ce serait terriblement nécessaire ils ne peuvent pas arriver, et pourquoi ils ne peuvent pas arriver ? Parce qu'on les en empêche. Ils sont prêts à prendre des risques mais ils ne sont pas prêts à se suicider à 100 % et on les en empêche.

Philippe Caloni : Alors Rony Brauman, qu'est-ce qu'il faut faire ? Qui accuse-t-on là ? Qui ne fait pas ce qu'on devrait faire ?

Rony Brauman : Les pays européens. Je crois que là il y a vraiment une démission, une carence, une lâcheté de la part de la communauté européenne qui confine à la monstruosité. On a, il y a quelques années déclaré la guerre pratiquement hors la loi en Europe, on est aujourd'hui en train de s'interroger sur Maastricht, sur la constitution de la monnaie européenne…

Philippe Caloni : … Et la politique agricole commune, c'est important…

Rony Brauman : … Et la politique agricole commune. Très bien, il faut ça, c'est important. Mais qu'on arrête de nous rabattre les oreilles avec des productions de céréales, de boulons, de vin, avec la chasse aux tourterelles, alors que à coté il y a des gens qui crèvent et qu'on est même incapables de faire le moindre geste de solidarité, de leur montrer qu'on s'intéresse à leur sort. Alors tout cela est d'une monstrueuse hypocrisie et c'est cela que j'ai envie de dire aujourd'hui.

Philippe Caloni : Alors Rony Brauman, sur un plan concret qu'est-ce que vous avez à dire en tant que Président de Médecins Sans Frontières à ceux qui vous écoutent, parce qu'il y a des gens qui écoutent RTL le matin.

Rony Brauman : J'ai à leur dire qu'en tant que président d'une organisation humanitaire, j'ai à leur dire que l'humanitaire n'a pas la parole dans cette affaire, j'ai à dire qu'il ne s'agit pas maintenant d'envoyer des médecins…

Philippe Caloni : … Ah, vous allez au-delà…

Rony Brauman : … D'envoyer des médicaments. Nous on s'arrête, c'est fini, on ne peut plus durer, nos équipes ont quitté Sarajevo il y a quelques jours avec la Communauté européenne, mais c'est un pas supplémentaire qu'il faut aujourd'hui franchir et si on veut pouvoir se regarder sans rougir devant la glace le matin, si on veut que cette Europe qui se réclame des droits de l'homme, de la démocratie, de la solidarité, et j'approuve moi cette invocation-là. Si on veut que cette Europe ait le droit et la dignité d'exister et bien il faut qu'elle se mobilise, il faut qu'elle s'interpose ! Il faut que des troupes s'interpose à Sarajevo pour que les hôpitaux, les marchés, les vieillards, les enfants, les femmes, qui sont systématiquement pris pour cibles actuellement ! Il faut le savoir ce sont eux qui sont pris pour cible. Hier encore c'est l'armée qui a tiré, délibérément, sur un marché pendant une trêve, plusieurs dizaines de morts, des centaines de blessés, à nouveau l'horreur. Alors est ce qu'on va pouvoir tolérer ca à une heure de Paris ? Est-ce qu'on va pouvoir pendant longtemps dire qu'on est en train de construire l'Europe, qu'on est en train de construire la paix, qu'on est en train de créer un pôle de démocratie et laisser ce carnage se dérouler sans pratiquement lever un sourcil. Ce n'est plus possible.

Philippe Caloni : Mais Rony Brauman, qu'est-ce que vous faites, Qu'est-ce que vous êtes en train de dire ? Qu'est-ce que vous êtes en train de dire au président Mitterrand, à Jacques Delors ? Qu'est-ce qu'il faut faire là sur un plan pratique ?

Rony Brauman : Que le faux semblant humanitaire et juridique a assez duré et que c'est une intervention militaire qu'il faut organiser là-bas, qu'il faut absolument protéger, par les moyens qui sont en notre possession, après tout on a des armées, on a des moyens. Lorsque l'Irak a envahi le Koweït on a bien trouvé tous les moyens qui étaient nécessaires…

Philippe Caloni : … Mais c'était l'ONU avec les USA. Il semblerait, il ne vous a pas échappé que les Etats Unis, le Secrétariat d'Etat James Baker se préoccupe beaucoup de ce qu'il se passe là-bas, m'enfin pas prêt à envoyer qui que ce soit.

Rony Brauman : Ecoutez, moi je vais vous dire que si aujourd'hui on n'est pas capable de réagir, c'en est terminé de nos vertueuses déclarations sur le nouvel ordre international, sur le droit d'ingérence, sur le devoir d'assistance, sur la morale en politique, sur la création de ces nouvelles relations à l'échelon mondial. C'est terminé. Nous n'aurons plus le droit de rien dire, parce que nous sommes actuellement en train d'assister à un carnage, mais un carnage qui n'est pas l'affrontement de tribus adverses…

Philippe Caloni : … C'est le « chacun son Kurde » ?

Rony Brauman : Oui c'est le « chacun son Kurde », parce qu'au fond lorsque les Kurdes se sont fait massacrer en 1988 par les gaz de Saddam Hussein, lorsque ensuite ils se sont fait massacrer par les hélicoptères de Saddam Hussein, personne n'a réagi, mais lorsque les Kurdes sont sortis de leurs frontières, lorsqu'ils sont arrivés en Turquie et en Iran, à ce moment-là, la communauté internationale s'est mobilisée. Alors moi j'ai envie de lancer un appel quelque peu provocateur, j'ai envie de dire aux Bosniaques, aux Croates de quitter leurs frontières, de venir envahir l'Italie, l'Autriche, la France, la Suisse, de submerger nos frontières, et à ce moment-là, ils seront sûrs qu'une réaction internationale vraiment constituée va s'organiser. Mais tant que, apparemment, tant qu'ils ne nous auront pas menacé nous-même directement nous allons laisser ce massacre se perpétuer et je trouve ça totalement insupportable et je pense que l'Europe est en train de se discréditer aux yeux du monde entier en laissant se perpétuer ce carnage qu'elle a les moyens matériels, pratiques, de stopper.

Philippe Caloni : Vous avez l'air malheureux hein ?

Rony Brauman : Oui je suis scandalisé, je suis scandalisé en tant qu'animateur d'une organisation humanitaire, scandalisé

en tant que citoyen français et je le suis encore plus en tant que citoyen européen.

« Rony Brauman (MSF) lance un appel pour que des troupes européennes s'interposent à Sarajevo », **Agence France Presse**, 29 mai 1992 (en français)

Le président de Médecins Sans Frontières (MSF), le Dr Rony Brauman, a lancé vendredi un appel pour demander que « l'Europe s'interpose à Sarajevo en envoyant des troupes ». « Cela ne peut plus durer », s'est écrié le Dr Brauman sur RTL, « nous, on s'arrête, car il y a une carence et une lâcheté de la Communauté européenne qui confine à la monstruosité ». « Le faux-semblant humanitaire et juridique a assez duré et c'est une intervention militaire qu'il faut organiser là-bas, car devant tous ces morts et blessés, ce qu'on observe de la part de la communauté internationale c'est le néant absolu, l'indifférence, et on regarde pudiquement ailleurs », a-t-il dit. « L'Europe est en train de se discréditer aux yeux du monde entier en laissant · se perpétrer ce carnage, et si aujourd'hui on n'est pas capable de réagir, c'en est terminé de nos vertueuses déclarations sur le nouvel ordre international, le droit d'ingérence et sur le devoir d'assistance », a conclu le Dr Brauman.

« La boucherie à notre porte » propos de Rony Brauman recueillis par René Backman, ***Le Nouvel Observateur*** (France), 4 juin 1992 (en français)

Pour la première fois depuis la création de Médecins Sans Frontières, il y a vingt ans, nous venons de décider de retirer l'une de nos équipes d'une ville en guerre. Cette ville, c'est Sarajevo. Nous avons pris cette décision parce que notre travail, à Sarajevo, n'était pas seulement difficile et dangereux, comme il l'est aujourd'hui à Sri Lanka ou à Mogadiscio, mais impossible. Nous nous trouvons en face d'une politique délibérée d'agression des équipes humanitaires, confrontés à une stratégie de terreur qui vise à chasser tous les témoins, médecins aussi bien que journalistes. Les miliciens, on vient de le voir lors du bombardement du marché de Sarajevo, tirent de façon systématique sur les civils. Ils n'hésitent même pas à ouvrir le feu sur des hôpitaux : Notre équipe l'a constaté à Split, où le service de pédiatrie a été atteint par une salve d'obus de mortier très bien ajustée. Aucune règle minimum d'humanité n'est acceptée dans cette guerre, en particulier par les milices serbes, qui sont responsables de la plupart des atrocités. Dans ces conditions, nous n'avions pas d'autre choix que de nous retirer. En fait, depuis un certain temps, l'action humanitaire, dans l'ex-Yougoslavie, s'exerçait dans des conditions ambiguës. Là où il y avait d'énormes besoins, les équipes humanitaires ne pouvaient pas agir. Et là où elles pouvaient agir, les besoins étaient minimes. Car il ne s'agit pas d'un Etat du tiers-monde mais d'un pays développé avec des hôpitaux équipés et des médecins qualifiés. Notre activité était donc largement symbolique. Elle finissait même par ne plus être qu'une sorte d'écran de fumée qui voilait la réalité et qui a peut-être contribué à réduire le niveau de conscience et de vigilance de l'opinion publique internationale. L'embargo qui vient d'être décidé par les Nations unies répond-il, dans ces conditions, aux exigences du moment ? Il faudra attendre son application effective pour répondre à cette question. Mais je suis sceptique. D'abord parce que nous savons depuis longtemps que les mesures d'embargo frappent surtout les plus vulnérables et les plus démunis. Ensuite parce qu'elles risquent de provoquer dans la population un sursaut de cohésion qui rendra plus difficile, demain, une négociation éventuelle. Enfin parce que cette décision est beaucoup trop tardive. Très en retrait de ce qu'on aurait pu attendre de la communauté internationale face à un conflit d'une telle barbarie. Prise il y a plusieurs mois, cette résolution, associée à un blocus maritime destiné à empêcher les ravitaillements réguliers en munitions et en armes, aurait pu être efficace. Elle aurait pu ainsi épargner des milliers de vies humaines. Aujourd'hui, il faut prendre conscience de la sauvagerie de cette guerre et réagir en conséquence. Cesser de se payer de mots avec des envois d'aide qui ne servent à rien. Et mettre en place un dispositif qui assure une véritable protection de la population civile. C'est-à-dire une force d'interposition suffisamment puissante pour être dissuasive et imposer l'arrêt des combats, en évitant un enlisement à la libanaise. Il est certes paradoxal pour le responsable d'une organisation humanitaire de faire une telle proposition. Mais il faut, aujourd'hui, regarder la réalité en face. Et la réalité, c'est le bilan de faillite de l'action humanitaire dans l'ex-Yougoslavie et la monstrueuse démission de l'Europe, dissimulée derrière les bons sentiments. Il existe une géographie, ou une géopolitique, de la responsabilité. Ce qui se passe à notre porte nous engage davantage que ce qui se déroule de l'autre côté de la planète. Si nous ne faisons rien pour l'ex-Yougoslavie, nous sommes encore plus coupables de non-assistance à personne en danger que lorsqu'il s'agit de la Birmanie, de la Somalie et du Cachemire. L'Europe s'est proclamée pôle universel des droits de l'homme, de la démocratie et de la solidarité, elle a déclaré la guerre hors la loi sur son sol, elle invoque le droit d'ingérence et parle de diplomatie humanitaire. Ces vertueuses dispositions resteront définitivement vides de sens si elle ne se montre pas capable de mettre un terme à la boucherie qui se déroule à sa porte. Si l'Europe doit se borner à réglementer la chasse à la tourterelle, la composition du camembert et le calibrage des boulons, il faut cesser de nous annoncer que nous sommes à l'orée d'une « ère nouvelle ». Aujourd'hui, je serais tenté de dire aux Bosniaques : tirez la leçon de ce qui s'est passé en Irak. Submergez les frontières italienne, autrichienne, hongroise, grecque. Quand les Kurdes ont été massacrés en 1988 par les gaz de Saddam Hussein, ou en 1991, dans la foulée de la guerre du Golfe personne ne s'est penché sur leur sort aussi longtemps qu'ils sont restés à l'intérieur des frontières irakiennes. C'est lorsqu'ils ont commencé à déferler par centaines de milliers sur la Turquie et l'Iran, menacé l'équilibre régional, qu'ils ont déclenché une mobilisation des consciences et une intervention étrangère sans précédent. Aujourd'hui, l'Europe est indifférente devant la tragédie de Bosnie car elle n'est dérangée ni dans son équilibre ni dans ses habitudes par ce qui se passe à Sarajevo. C'est pourquoi nous assistons au Munich des droits de l'homme et de la solidarité.

« Impuissance » Rony Brauman, Président de MSF France, ***Le Figaro*** (France), 17 juin 1992 (en français)

« Rendre la honte encore plus honteuse en la livrant à la publicité », c'est ce qu'après Karl Marx, et avec un objectif quelque peu différent, on est réduit à faire devant le carnage de l'ex-Yougoslavie. Les images qui nous parviennent aujourd'hui de Sarajevo et de Mostar, hier de Vukovar ou Osijek, celles qui nous arriveront demain du Kosovo ne semblent pourtant pas suffisantes pour sortir l'Europe de l'état de somnambulisme dans lequel elle paraît être plongée. Tout occupés à réévaluer nos montants compensatoires et à calibrer nos boulons, en nous serinant sur l'air des lampions que la guerre est désormais impossible sur le vieux continent, les euro-stratèges invoquent les ruines du passé et l'économie de l'avenir comme pour mieux évacuer le présent. Le présent, c'est cette entreprise de « purification ethnique » - pour reprendre les termes des miliciens serbes - à l'œuvre dans les villes et villages de Bosnie-Herzégovine, ce sont les convois humanitaires et les marchés délibérément bombardés, les massacres de civils. Le présent, ce sont le conflit le plus intense et le plus long, l'exode le plus massif que l'Europe ait connus depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. C'est le siège d'une ville de 400 000 habitants sur laquelle s'abat depuis des semaines un obus toutes les trois secondes, c'est le pilonnage des hôpitaux, ce sont des observateurs européens désarmés, devenus eux-mêmes cibles de ce jeu de massacre. Le présent, enfin, c'est le bilan de faillite de l'aide humanitaire : une faillite qui ne doit rien aux acteurs de cette aide - le nombre de victimes parmi eux atteste suffisamment de leur engagement - ni à l'absence de moyens - le public, les Etats, la CEE ne mesurant pas leur générosité. Cette faillite, chacun doit en être conscient, est le résultat de l'acharnement impitoyable des milices serbes qui opèrent en toute impunité, équipées, entraînées, informées par l'armée « fédérale yougoslave ». Et si la condamnation ouverte de cette furie ethnique honore les nombreux Serbes qui se sont dressés contre elle, la mollesse des réactions européennes, compréhensible aux premiers temps du conflit, est aujourd'hui consternante. Ce sont tout à la fois le constat de cette faillite et la volonté de secouer cette torpeur qui incite le signataire de ces lignes à quitter la blouse blanche du médecin pour reprendre l'habit du citoyen. Depuis le début de cette guerre, les diverses mesures d'embargo qui mêlent indistinctement agresseurs et agressés, victimes et bourreaux, sont prises parallèlement aux décisions d'envois de secours humanitaires, nouvelle façon de renvoyer dos à dos les uns et les autres, tous victimes d'un sanglant face-à-face entre tribus haineuses. Semaine après semaine, alors que les charniers se remplissent à nos portes et que la guerre se déplace, on déplore pieusement ces effroyables violences et l'on rappelle ses ambassadeurs pour passer rapidement à de plus sérieuses occupations. « Quelle horreur ! », s'écrie-t-on distraitement comme une moderne madame Verdurin, devant le bombardement des hôpitaux de Zadar ou de Sarajevo. Mais ce n'est pas l'aumône de quelques médicaments - qui de toute façon sont bloqués depuis des semaines - qu'attendent de nous les Bosniaques et les Croates. L'aide humanitaire, triste constat, n'est ici que le masque de l'impuissance, l'habillage de la démission, quel que soit par ailleurs le courage de ses acteurs, sauf à ramener l'éthique à une esthétique de la performance physique. Et les ronflantes déclarations sur un « droit d'ingérence » à venir ne servent qu'à dissimuler un formidable recul, bien présent celui-ci, de la responsabilité politique: si, à l'évidence, l'Europe n'a pas la possibilité de mettre un terme à la guerre civile au Sri-Lanka ou en Somalie, elle est moralement et pratiquement en demeure de se donner les moyens - tous les moyens - de desserrer l'étau meurtrier dans lequel se trouve prise la Bosnie

« Bosnie : il n'est pas trop tard pour intervenir » Alain Destexhe, Secrétaire général de MSF International, s'exprimant en son nom propre, ***La libre Belgique***, 29 juin 1992 (en français)

Chaque jour apporte son lot de morts et de souffrance supplémentaires à Sarajevo et dans les autres villes de Bosnie, soumise au bombardement incessant des milices. Jusqu'à présent la Communauté européenne et l'ONU ont refusé le recours à la force, confiantes dans les sanctions économiques pour faire entendre raison aux milices serbes. Force est de constater que le sort des populations n'a fait qu'empirer depuis trois semaines et qu'aucun signe, sauf peut-être les progrès des Serbes, ne laisse entrevoir une solution négociée, même limitée à l'ouverture d'un couloir humanitaire digne de ce nom. De Willy Claes à Jacques Delors, nombreux sont ceux qui affirment qu'on ne peut rien faire de plus. L'année dernière, aux lendemains de la guerre du Golfe, certains ont bruyamment célébré le nouvel ordre mondial et le droit d'ingérence : deux concepts ensevelis dans les ruines de Sarajevo. L'Europe a pourtant une responsabilité politique et morale dans le drame bosniaque.

1. La Bosnie est, d'une certaine façon, une création de la Communauté européenne. Il faut se souvenir que les dirigeants de cette république, où les communautés cohabitaient jusqu'alors sans difficultés excessives, ont été encouragés par la Communauté européenne, sur recommandation de la commission Badinter, à organiser un referendum d'autodétermination dont le résultat (plus de 90 % de oui chez les votant croates et musulmans, boycott des Serbes) a conduit à la déclaration d'indépendance… et dans la foulée au déclenchement de la guerre. Il convient d'assumer les conséquences de nos actes. Après avoir encouragé l'indépendance, la Communauté européenne ne peut pas se désintéresser de l'agression déclenchée en riposte.
2. Les actions humanitaires actuelles, quels que soient le courage et le mérite de ceux qui les entreprennent, sont largement symboliques et constituent une réponse dérisoire au sort des 300 000 habitants bloqués dans Sarajevo, sans parler de Mostar et des autres villes bosniaques. Depuis plusieurs semaines, il n'y a plus d'espace humanitaire significatif en Bosnie. C'est la force de l'humanitaire de reconnaitre ses limites et de rappeler les obligations du politique : à Sarajevo, il s'agit de mettre des centaines de milliers de personnes durablement à l'abri des bombardements de milices serbes. L'humanitaire ne doit pas servir d'alibi pour que les politiques se lavent les mains de la Bosnie.

3. Les « arguments militaires » servent d'abord à masquer le manque total de volonté politique. Le relief, le nombre des miliciens rendraient impossible une opération militaire. A moyen terme l'enlisement serait garanti. Mais il y a une marge entre une intervention de type « tempête du désert » et actions ponctuelles. Contrairement à ce qui a souvent été dit, l'armée « yougoslave » ne mène pas une guerre de partisans, mais – comme on l'a vu hier à Vukovar et aujourd'hui à Sarajevo- se livre à un pilonnage d'artillerie à distance. On nous a suffisamment vanté et démontré la précision de certaines armes lors de la guerre du Golfe. Rien ne nous dit que ces « apprentis Rambo », qui tirent de loin sur des civils, ne vont pas s'effondrer au premier signe de résistance. Le pire n'est pas toujours certain. Rappelons-nous que l'on prédisait des milliers de morts alliés dans les sables du Koweït. Bien sûr, il y a des risques, mais c'est peut-être le prix à payer pour sauver des vies humaines.
4. Enfin, il y va de l'honneur de l'Europe. Le discours de Maastricht repose pour l'essentiel sur la guerre impossible en Europe. C'est peut-être une idée de la solidarité européenne qui est en train de mourir sous les décombres de Sarajevo. A l'heure du grand débat communautaire, la tragédie yougoslave pose avec insistance les problèmes les plus aigus sur le sens de la construction européenne. Comment expliquerons nous sans honte à nos enfants que nous n'avons rien fait pour faire cesser ce massacre qui se déroule sous nos yeux. Nous n'avons pas l'excuse de ne pas savoir ! Certains s'étonneront peut être qu'un membre d'une organisation caritative s'exprime de cette façon. Mais l'« humanitaire » doit parfois s'effacer derrière le citoyen européen, qui ne peut rester indifférent à cette tuerie et se taire devant cette démission du politique.

Je me suis dit : « Tout ce déploiement humanitaire qui commence à se mettre en place, c'est une mascarade, c'est un écran de fumée. Ca masque l'indécision politique européenne, l'acceptation passive un peu édulcorée d'un carnage sur le territoire européen. Et d'ailleurs pourquoi un carnage en Europe serait-il moins possible qu'un carnage ailleurs ? » J'avais des relations amicales avec Philippe Caloni qui travaillait à RTL et je l'ai appelé en lui disant que je voulais lui parler de la Yougoslavie, du siège de Sarajevo. Je lui ai dit : « cette mascarade humanitaire, ce n'est pas possible. Il y a des gens qui sont assiégés, il y a un blocus, il y a une logique d'otages, et ce n'est pas en allant distribuer des pizzas aux otages qu'on règle la question de la prise d'otages ». Il m'a invité et c'est comme ça que, poussé par une sorte de colère, ne sachant pas très bien comment me situer, je suis allé le dire assez violemment : « On ne peut pas tolérer ce blocus, ce bombardement d'une capitale juste à côté. C'est un problème politique, ce n'est pas sur le terrain humanitaire qu'il faut le traiter. Ce qu'il faut c'est bombarder et neutraliser militairement les batteries serbes qui permettent le siège de Sarajevo. Ensuite on n'aura pas besoin d'assistance. L'assistance c'est entrer dans la logique de l'assaillant. C'est un assaut fascisant, une espèce de remontée du fascisme au cœur de l'Europe et c'est vraiment intolérable ». Voilà ce qu'en substance je pense avoir dit. Ca ne serait quand même pas totalement superflu de vérifier… Je pense que cette réaction est tout à fait critiquable parce que je l'ai joué avec une totale duplicité. J'arrive au micro avec ma blouse blanche parce que je suis le président de MSF mais je l'enlève au milieu de l'interview en disant : « Assez de cette mascarade, là ce n'est plus le président de MSF qui parle, c'est le citoyen Brauman qui parle. » Je ne suis même pas sûr de l'avoir dit exactement comme ça, en me dédouanant vis-à-vis de l'humanitaire, car je n'oublie jamais que c'est parce que je suis humanitaire que j'ai le micro et l'accès à la parole publique ! Mais il n'empêche que j'ai abandonné les oripeaux de l'humanitaire, et pris ceux du politique, du citoyen, du militant. Je ne dis pas que c'est une attitude recommandable ! Aujourd'hui, je suis beaucoup plus distant, moins enthousiaste sur le plan interventionniste. Le miracle de la libération militaire m'apparait moins facile à réaliser aujourd'hui. Mais il y avait quand même quelque chose de judicieux dans ce positionnement à l'époque, et la dénonciation de la stratégie euro-onusienne n'était pas stupide en elle-même.

Dr. Rony Brauman, Président de MSF France de 1982 à 1994 puis directeur d'études à la Fondation MSF France (en français) interviewé en 2000 et 2015

Cet « appel aux armes » lancé sans consultation préalable suscite des réactions controversées de la part des responsables des sections belge et hollandaise de MSF et au sein du Conseil international où le débat sur le fond et la forme du « témoignage » de MSF bat son plein.

Parallèlement, une proposition d'action médiatique d'envergure pour mobiliser l'opinion publique est lancée. Elle ne sera finalement pas mise en œuvre.

Compte-rendu de la réunion du Conseil d'administration de MSF Belgique, 9 juin 1992 (en français) **D51**

Extrait :
Le Conseil de sécurité a voté la présence de casques bleus à l'aéroport de Sarajevo mais il n'y a pas de couloirs humanitaires prévus afin de faciliter l'accès aux hôpitaux. La seule chose que nous avons pu faire actuellement, c'est envoyer du matériel à l'hôpital de Sarajevo via les casques bleus. Au niveau du Conseil International dit Reginald Moreels, nous avions pensé envoyer un communiqué à ce sujet. Certaines personnes ont estimé que ce ne serait qu'une répétition de ce que d'autres avaient déjà dit et cet appel n'a malheureusement pas été lancé. Nous nous trouvons devant une impuissance humanitaire totale. L'aide ne pourra que très difficilement aboutir car toutes les populations en conflit se côtoient.
Anne Krings souhaite revenir sur les propos de Rony Brauman sur la question. Reginald Moreels dit que c'est à l'ordre du jour du prochain Conseil International et qu'il sera fait mention qu'un président ne doit pas prendre de position aussi

nette lorsque d'autres sections sont sur le terrain. Il s'agit d'un code de conduite à respecter.
Deux questions se posent cependant :
- Une organisation humanitaire peut-elle demander une intervention militaire pour pouvoir dispenser des soins ?
- L'aide humanitaire peut-elle être sous la protection de militaires ?
Karim Laouabdia-Sellami précise que seules les paroles de Rony Brauman concernant une intervention armée ont été reprises par les médias mais qu'il faut les remettre dans un contexte général qui lui n'a pas été repris par les médias.

Compte-rendu de la réunion du Conseil d'administration de MSF Belgique, 23 juin 1992 (en français) **D52**

Extrait :
Suite aux événements qui se passent actuellement en ex-Yougoslavie, Alain Destexhe souhaite faire la proposition suivante à MSF-B : mener une action médiatique d'envergure afin de rappeler le drame bosniaque et la responsabilité européenne en la matière. Il propose de placer un grand panneau lumineux, dans un endroit fort fréquenté (ex : la Grand Place de Bruxelles), comprenant un compteur indiquant le nombre de morts et un slogan qui pourrait être « que fait l'Europe ? » et signé MSF.
S'il trouve l'idée séduisante, Jean-Pierre Luxen estime que nous n'avons aucune légitimité sur la Yougoslavie car nous n'arrivons pas à mener une action concrète alors que des convois appartenant à d'autres organisations sont passés.
Philippe Autier rappelle que nous avons eu 2 blessés en Croatie.
Alain Destexhe ajoute que nous sommes présents en Croatie depuis le début de la crise et que nous continuons à faire passer des secours.
Il y a un problème politique majeur en Europe autour de cette crise, dit Georges Dallemagne. Un des objectifs de MSF pourrait être de faire cesser cette guerre en mobilisant l'opinion publique et en faisant pression sur les politiciens.
Pourquoi n'entame-t-on pas une action similaire en faveur de la Somalie fait remarquer Anne Krings. Pourquoi y a-t-il deux poids et deux mesures ?
En tant que citoyen répond Alain Destexhe, notre responsabilité est différente. Nous avons la possibilité de faire arrêter le massacre en Yougoslavie alors que ce n'est pas le cas pour la Somalie.
Jan Van Erps estime que ce n'est pas le rôle de MSF de demander une intervention armée en Yougoslavie.
Alain Destexhe répond que nous n'appelons pas une intervention militaire mais que nous interpellons des politiciens qui se doivent de prendre leurs responsabilités.
Pierre Harzé rappelle que le 25 juillet est la date anniversaire du début du conflit en Yougoslavie.
Conclusion : le Conseil d'administration passe au vote sur proposition d'Alain Destexhe. Pour : 3 voix – Contre : 2 voix – Abstention : 3 voix. Le C.A. charge l'exécutif de la mise en œuvre de cette décision.

Compte-rendu de la réunion du Conseil international, 26 juin 1992 (en français) **D53**

Extrait :
Yougoslavie : Le Conseil est informé que la voiture dans laquelle se trouvait Reginald, Alain, Eric et Gérard a été victime d'une attaque délibérée et d'une lettre de Reginald qui demande que « cette situation soit dénoncée ». Discussion sur les positions de Rony qui ont suscité une réaction de la part du Conseil d'administration de la Suisse. Pour Rony les gouvernements utilisent beaucoup l'aide humanitaire, qui sert d'alibi à l'inaction et au cynisme profond avec lequel les pays européens considèrent ce qui se passe en Yougoslavie. La position pour Rony était un problème de conscience individuelle. de fond et de principe. Au niveau international on risquait d'aboutir à une décision à la fois rassurante et frustrante et à un consensus forcément médiocre. Il y a des limites au fonctionnement collectif. Par moment il faut que les initiatives individuelles des membres du Cl puissent prendre le pas sur l'institutionnel. Dans l'ensemble les réactions ont été positives. On ne critique quasiment jamais l'humanitaire. Il est important que ce soit de l'humanitaire lui-même qu'émane la critique de sa propre action.
Jacques [de Milliano, DG MSF Hollande] : La prise de position sans consensus doit rester exceptionnelle.
Josep [Vargas, Président MSF Espagne] pense qu'il faut prendre une position claire et dénoncer l'inactivité et l'hypocrisie des gouvernements.
Doris [Schopper, Président MSF Suisse] : Si on commence à appeler à la guerre, quelles sont les limites que l'on fixe ? C'est un sujet de débat. Josep pense qu'il faut faire une différence entre une réaction personnelle et un mandat au nom de MSF.

Compte-rendu de la réunion du Conseil d'administration de MSF Belgique, 17 août 1992 (en français) **D54**

Extrait :
3) Position d'Alain Destexhe par rapport à son article sur l'ex-Yougoslavie Alain Destexhe expose les raisons qui ont motivé la publication de son article aux membres du Conseil d'administration.

« Témoignage, oui ! Politisation du discours de MSF, non ! » **Memo** de Jean-Pierre Luxens, Directeur général de MSF Belgique au Conseil d'administration de MSF Belgique, 17 août 1992 (en français) **D55**

Extrait :
Ne pouvant être présent au débat que, personnellement, j'avais demandé que l'on ouvre à propos des « témoignages nouveaux », je te demande de bien vouloir examiner mon point de vue à propos de ce sujet. MSF et le témoignage, un vieux débat et pourtant… Autant la situation en Yougoslavie

nous aura frustré (et nous frustre encore) dans l'action et ce, pour diverses raisons indépendantes de MSF, autant, nous avons été comblés par la richesse et la diversité des prises de position de certains MSF à propos de ce conflit. Comblés l'ont surtout été les rédacteurs de ces textes, car en tant que membre coopté de MSF B et lecteur de la presse belge et étrangère (dont Contact), j'ai le sentiment d'assister à une dérive lente mais progressive du « témoignage humanitaire » vers des prises de positions qui s'assimileront à des analyses politiques et ce, au nom des Médecins Sans Frontières. Refusant d'assister passivement à ces dérapages, mes propos visent à ce que soient respectées les valeurs essentielles auxquelles adhèrent des centaines de membres cooptés et des milliers de donateurs. Le témoignage politique [...] est à rayer de nos habitudes (même s'il y a un appel des médias dans ce sens), et ce pour diverses raisons :

A) Risque que j'estime majeur, est la sécurité des acteurs du terrain, des équipes MSF (souvent les dernières informées, quand elles le sont !). Toutes prise de position, pour peu qu'elle soit percutante, engendre une caricature de l'environnement du conflit, avec son corollaire, les bons et les méchants ! Sans prétendre que notre Charte est le livre de chevet de toutes les parties de tous les conflits, j'ai malgré tout l'impression qu'il y a une perception de neutralité de MSF à travers deux valeurs et symboles : l'homme humanitaire et le docteur, qui jusqu'aux derniers conflits étaient respectés. Tout propos tentant d'analyser un conflit, et s'exprimant clairement va, aux yeux de nos « interlocuteurs », engendrer une atteinte à notre « neutralité » et donc, donner l'impression d'avoir été floué.

B) Les Assemblées Générales sont certes conservatrices, mais le cadre fixé reste celui d'une volonté d'un ensemble de membres d'une association. Il a été clairement inscrit dans les volontés de la dernière AG de MSF B, que sans vouloir être réductice, elle souhaitait que notre évolution dans la société belge (dont font partie les témoignages et autres tribunes) devait s'incrire dans un cadre proche de nos valeurs d'une part, de veiller à l'impact que nous pouvons avoir d'autre part. Le message est clair, qu'il soit entendu une fois pour toutes. C'est le respect d'une AG. C'est le prix et la valeur d'une démocratie. Au sein de MSF B, nous avons accepté la force et la faiblesse de la multitude des tendances et des opinions. Cette richesse (?) de la démocratie, au tout au moins de l'associatif, rend difficile d'émettre des points de vue tranchés et politiques sans heurter une majorité. Alors tenons en compte et tentons d'élargir le débat en interne avant de vouloir se profiler absolument vers l'extérieur. C) L'impression d'être perçu comme faisant partie d'une sphère « intellectuelle » peut donner l'impression de faire évoluer MSF aux yeux de la société belge. Certes, mais : Analysés par certains, nos propos doivent être perçus comme « prétentieux » : « voilà ti pas » que les docteurs font preuve de savoir faire en matière non seulement de diplomatie, mais aussi de stratégie militaire. Nous devrons être extrêmement réceptifs et compréhensifs lorsque les fonctionnaires de la CEE ou de l'OTAN nous donneront des directives en matière de vaccination, de choix de médicament,... Notre crédibilité réside et dans la crédibilité de l'action et dans la maîtrise que nous avons de notre domaine. Toute extension de notre témoignage vers d'autres sphères d'analyse engendre un affaiblissement de notre discours par simple mécanisme de dilution. La volonté d'inscrire MSF dans l'histoire ne pourra, si elle doit se faire, exister qu'à deux conditions :

1) être en complicité avec ceux qui alimentent et crédibilisent le discours, les acteurs du terrain.

2) être en harmonie de phase avec, d'une part la crédibilité de l'efficacité de l'action et, d'autre part, la maîtrise parfaite du domaine peut-être restreint qui est le nôtre. Tel est le prix de la reconnaissance du CICR et d'Amnesty International. Certes, nous ne souhaitons être ni l'un, ni l'autre mais malgré tout ! Le domaine qui nous préoccupe est suffisamment large et il est loin d'avoir été totalement exploré. Pourquoi vouloir avoir des points de vue à propos de l'intervention diplomatique et militaire à Sarajevo, alors que nous avons été incapables d'exprimer des avis à propos de la politique du PEV.

D) Et puis, entre nous, n'y-a-t-il pas cette aspiration par les phénomènes de mode, certes adapté à la société parisienne, mais oh combien peu fertile en terrain belge. Ce « nouveau courant de pensée MSF » correspond-il réellement à un besoin de MSF ? MSF est inscrit dans la durée. Les individus et les positions qu'ils occupent sont inscrits dans le court terme. Les phénomènes de mode, aussi. Le danger de « vouloir rester à la mode » serait de pousser MSF à s'exprimer sur tout et n'importe quoi. A quand une tribune MSF dans la Libre Belgique sur la mort du petit Gregory ?

Extrait de la Mélancolie Démocratique de Pascal Bruckner : Petits travers d'époque : « .... variante : l'intellectuelle mouche du coche. Se jeter sur la moindre péripétie pour placer son point de vue, dire son mot sur tout, du top 50 au bulletin météo. Courrir derrière l'actualité, être moins la conscience morale de son temps que sa conscience verbeuse. »

Le dilemme entre MSF - membre d'une organisation humanitaire et l'individu citoyen d'une démocratie ne peut justifier les déclarations en décrochage avec le discours MSF. Lorsque nous nous exprimons, c'est parce que nous sommes MSF (c'est à ce titre que nous sommes écoutés), donc, nous nous devons de respecter les règles du jeu. Le besoin de résoudre ses problèmes de conscience de citoyen ne peut justifier des prises de positions politiques. Vouloir absolument jouer un rôle moral va nous amener progressivement à devoir avoir un comportement plus « institutionnalisé » pour faire partie de la « table des grands » que l'on écoute. Je pense qu'il faut, au contraire, renforcer un discours plus subversif qui dérange, moins « intellectuel » mais plus frais et « naïf », qui est celui du vécu (> de 48 heures si possible et éviter que le VRAI soit remplacé par la BELLE PLUME !). Le témoignage de situation particulière (d'être là où les autres ne vont pas !) sera plus écouté que de témoigner en même temps que Bernard Henry Levy et autres « stars ». J'ai toujours retenu qu'au sein de MSF notre force était d'exprimer le cri des victimes. Pourquoi ne plus y croire ?

Ce que je disais c'était : « Ce sont les collines de Sarajevo qu'il faut bombarder, il faut déclarer la guerre aux nationalistes serbes ». On n'avait ni le temps, ni la volonté d'organiser une campagne de presse. Et je ne pense pas que j'aurai emporté la décision d'organiser une conférence de presse. Je

pense que si on avait commencé à discuter entre nous et éventuellement avec les autres sections, le résultat aurait été qu'on n'aurait rien dit. Ce n'est pas forcément le mal absolu de ne rien dire, mais à l'époque, il y avait une espèce de besoin de s'exprimer. Il y avait pas mal de gens qui se demandaient comment, pourquoi ? Cette guerre choquait énormément. Donc j'ai appliqué ce qui, je dois le reconnaitre, était ma méthode : je n'appelais pas grand-monde avant. Souvent je rédigeais moi-même les communiqués de presse afin d'éviter des discussions interminables ou alors je le faisais dans un coin avec le directeur de la communication. A Paris, certains ont trouvé que j'allais un petit peu loin mais l'idée était vraiment passée que de toute façon quand je voulais dire quelque chose je le disais. Pour les autres sections, plutôt que d'avoir à trahir une parole, je préférais les choquer un petit peu. On a eu des difficultés avec les Hollandais et avec les Belges. C'était je crois la première prise de position d'une organisation humanitaire en ce sens. Cela a été repris par des journaux hollandais : « le président de MSF appelle à déclarer la guerre aux Serbes » ou quelque chose comme ça. Cela a entraîné chez les Hollandais, une réaction assez vive parce que Jacques de Milliano a été réveillé à six heures du matin chez lui en étant sommé de s'expliquer là-dessus ! Jacques, avec qui j'avais des relations fortes mais un peu tourmentées, était évidemment furieux quand il se retrouvait dans une situation un peu ridicule, devant répondre d'une position prise à Paris, qui était tombée dans la presse hollandaise et dont il n'était même pas informé. A sa place j'aurai été aussi furieux que lui.

Dr. Rony Brauman, Président de MSF France de 1982 à 1994 puis directeur d'études à la Fondation MSF France (en français) interviewé en 2000 et 2015

Je ne condamne pas Rony parce que dans cette phase-là, il était presque impossible de faire autrement. Il y avait un débat dans le mouvement sur le thème : est-ce qu'on a la crédibilité pour prendre la parole publiquement si on n'est pas présent sur le terrain ? Pour beaucoup à MSF Hollande et aussi à MSF Belgique, la réponse était : non. Au CA de MSF Hollande, ça allait. Il y a eu beaucoup de discussions mais qui n'ont jamais abouti sur une position selon laquelle MSF France ne pouvait pas témoigner ou même se distançant de l'action de MSF France. Mais Il est vrai que MSF France a utilisé la présence des autres sections pour pouvoir parler. Ainsi c'est grâce à la présence de MSF Hollande à Sarajevo que la section française a pu prendre la parole. Les tensions internes au mouvement nous ont un peu bloqués pour communiquer de façon plus systématique. Il n'y avait pas une ligne internationale assez claire, sinon on aurait dit : « on fait des opérations et on communique ».

Jacques de Milliano, Directeur général de MSF Hollande de 1984 à 1997 (en français) interviewé en 2000 et 2015

Quand Rony était pour l'intervention militaire, j'étais entièrement d'accord, à 100 % ! Mais dans les sièges, certains hurlaient « attention, il va gêner le travail des équipes de terrain ! ». D'un autre côté, de la part de Rony, ça ne servait à rien de dire ça. Rien du tout. Il se faisait plaisir avec ça. C'est mon avis, même si je partageais son point de vue.

Dr. Eric Dachy, Coordinateur général de MSF à Belgrade d'octobre 1991 à août 1993 (en français) interviewé en 2000 et 2015

Rony a provoqué une grosse crise internationale en déclarant qu'il n'y avait pas de solution humanitaire, qu'il n'y avait qu'une solution militaire et qu'il fallait intervenir de façon militaire. Il avait même conseillé aux réfugiés de venir chez nous, en déclarant : « Yougoslaves, tant que vous restez en Yougoslavie, l'Europe ne s'intéressera jamais vraiment à vous. Vous devez venir chez nous pour obliger l'Europe à réagir… comme ça, on commencera à vous prendre au sérieux. » Il avait fait ça sans prévenir personne, ce en quoi il avait parfaitement raison.S'il avait prévenu les autres responsables, ils n'auraient jamais été d'accord. Moi j'étais parfaitement d'accord avec lui. Je n'ai jamais eu aucun état d'âme par rapport à ce genre de démarche. Mais je me souviens que c'était le tollé dans toutes les sections. Sur le fond ils étaient peut-être d'accord mais ils disaient que ce n'était pas le mandat de MSF, que MSF ne doit jamais appeler à une intervention militaire, que c'est le rôle d'autres organisations mais pas le nôtre.

Dr. Alain Destexhe, Secrétaire général de MSF International jusqu'en mai 1995 (en français) interviewé en 2000

Fin mai, alors que l'ONU a quitté Sarajevo, le Secrétaire général de MSF International a proposé une visite « politique » de responsables de MSF dans la ville assiégée pour marquer le refus de l'organisation de voir cette population abandonnée. En juin, le président de MSF Belgique, accompagné de trois autres volontaires de MSF y fait une visite éclair au cours de laquelle leur voiture est attaquée par des *snipers*. A son retour, dans son récit à la presse, il déclare que cette attaque avait pour objectif de faire fuir MSF et de couper toute aide humanitaire à Sarajevo.

« Yougoslavie/Sarajevo/Urgent » **Message** d'Alain Destexhe, Secrétaire général de MSF International aux directeurs des opérations de MSF Belgique, France et Hollande, 18 mai 1992 (en français) **D56**

Suite à l'évacuation de la majeure partie des forces de l'ONU et après une conversation avec Pim de Graaf [MSF H] et le responsable de la Yougoslavie au CICR, je vous fais part de ceci : Le départ du contingent onusien semble avoir relancé les combats à Sarajevo. Vous savez que la décision de retrait décidée par le Secrétaire général est critiquée par le Conseil

de sécurité. Toutefois la résolution 752 adoptée vendredi ne semble pas de nature à ralentir les combats, et notamment l'ardeur des Serbes. En gros, la résolution affirme que « la Communauté internationale ne doit pas baisser les bras et se tenir prêt à intervenir dès que la situation s'améliore ». Aucune mesure n'est prise à l'encontre de la Serbie. Au moment de Vukovar, il ne fallait pas intervenir car la Yougoslavie était un Etat souverain. Aujourd'hui que la Bosnie est reconnue comme un Etat indépendant une intervention ou des mesures de sanctions fermes comme l'agresseur (ou un des agresseurs) n'est pas non plus à l'ordre du jour. La guerre du Golfe semble bien loin. Ce départ de l'ONU risque évidemment d'avoir des conséquences catastrophiques pour deux raisons: il n'y a plus d'instance supérieure pour reprendre le flambeau (pour rappel, il a fallu 7 mois après l'échec de la Communauté européenne pour que l'ONU intervienne) et ce départ de l'ONU risque de servir de précédent pour tous les guerriers en herbe ; si l'ONU ne fait rien quand on agresse un Etat, la voie est libre pour toutes les revendications. D'autre part, le CICR maintient sur place une équipe de 10 personnes. D'après le CICR, une de leurs équipes aurait réussi à passer de Belgrade à Sarajevo aujourd'hui même. Je comprends très bien les raisons pour lesquelles les équipes MSF se sont retirées. il n'est pas possible d'assurer un programme de distribution dans ces conditions. Toutefois, il me semble qu'il faut maintenir une présence à Sarajevo pour manifester notre refus de cette situation où l'ONU et le monde abandonnent la population civile de Sarajevo. Il est clair que nos possibilités d'action réelle sont plus que limitées. Je propose néanmoins d'envoyer pendant quelques jours (la situation risque d'évoluer rapidement) une mission « politique », composée de volontaires des sièges, qui essayera de se rendre à Sarajevo.

« Réginald Moreels sur sa mission-éclair à Sarajevo » Eddy Surmont, ***Le Soir*** (Belgique), 30 juin 1992 (en français) **D57**

Extrait :

Vous êtes président de Médecins Sans Frontières et vous rentrez d'une mission éclair à Sarajevo. Est-ce vrai que des tireurs d'élite serbes ont délibérément attendu le passage du véhicule de MSF qui quittait les murs de la capitale bosniaque pour lui tirer dessus ?

- C'était une attaque bien réfléchie de la part des Serbes. Nous venions de dépasser l'aéroport de Sarajevo avec une colonne de véhicules dirigée par le général Mc Kenzie, commandant des Casques bleus. D'un côté de la route, il y avait des tireurs d'élite, de l'autre un nid de mitrailleurs.

Le feu a éclaté simultanément des deux côtés. Vous et vos compagnons en êtes sortis indemnes…

- Pas tout à fait. Le général Mc Kenzie m'avait prêté sa veste pare-balles. Je l'avais accrochée à la fenêtre, du côté droit de notre jeep pourvue d'une conduite à droite et datant d'une mission de MSF en Irak. Fait qu'ignoraient nos attaquants, qui ont d'abord visé l'homme présumé être le chauffeur à l'avant gauche. Notre collègue français François Guyaux a été effleuré par une balle. La cible suivante fut notre chauffeur Gérard Vandriessche. Une balle l'a touché à la main. Sous l'effet du choc, il est tombé sur son volant. Je pensais qu'il était mort. Comme par miracle, notre coordinateur à Belgrade Éric Dachy et moi-même n'avons pas été touchés.

Pourquoi les Serbes se sont-ils attaqués à MSF ?

- En abattant [Frédéric Maurice] il y a quelque temps, ils ont pu chasser la Croix-Rouge. En essayant de nous tuer, ils ont voulu atteindre deux buts: chasser Médecins Sans Frontières à leur tour et arrêter tout apport d'aide humanitaire à Sarajevo.

Peut-on encore ravitailler Sarajevo ?

- Le général Mc Kenzie m'avait promis que le matériel médical destiné aux équipes de MSF à Sarajevo y serait acheminé dans un véhicule blindé des Casques bleus une fois par semaine. La même filière devrait permettre l'approvisionnement en vivres mises à la disposition par le Haut-Commissariat des Nations unies aux réfugiés. Il n'est pas question d'organiser des convois vers la capitale de la Bosnie.

Dans quelles conditions les équipes de MSF doivent-elles travailler à l'intérieur de Sarajevo, ville assiégée ? Et y a-t-il assez de personnel et de matériel médical ?

- Nos équipes à Sarajevo sont composées de jeunes idéalistes serbes, bosniaques et musulmans. Ils travaillent ensemble en parfaite harmonie. Sarajevo dispose d'un hôpital magnifique avec du personnel hautement qualifié. Mais le siège de trois mois et l'apport journalier d'un grand nombre de blessés graves suite aux bombardements intensifs mènent tout droit à l'épuisement complet du matériel médical et des médicaments.

Avez-vous constaté une forme de famine dans la population civile de Sarajevo ? Et qu'en est-il du danger d'épidémies ?

- On ne peut parler de famine. Disons plutôt d'une nutrition trop unilatérale. Ces gens vivent sur leurs réserves naturelles et se nourrissent principalement de pain et d'oignons. Il est évident que cela ne peut durer beaucoup plus longtemps. Et à ma grande surprise, il n'y a pas d'épidémie dans la ville.

Quelle est, selon vous, la solution pour mettre un terme à tout cela ? (NDLR: l'interview a été faite avant l'intervention du président français.)

- J'espère qu'une diplomatie au plus haut niveau et sans concessions pourra mettre fin à cette haine ethnique incontrôlable et qui se durcit de jour en jour.

Je vois encore Reginald Moreels, président de MSF Belgique, revenant de Sarajevo et refusant d'appeler à une intervention militaire. Il témoignait dans tous les médias parce qu'il en revenait, mais il se contentait de dire : « ce n'est pas normal ce qui s'y passe, c'est scandaleux, ce n'est pas possible. Il faut aider les gens. » Un message « chèvre-choutiste », un peu mièvre, qui ne me paraissait pas clair et qui aujourd'hui ne me parait toujours pas clair.

Dr. Alain Destexhe, Secrétaire général de MSF International jusqu'en mai 1995 (en français) interviewé en 2000

Le 28 juin, le président de la République française François Mitterrand fait une visite surprise à Sarajevo en état de siège. L'opération a été organisée par le Secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire, Bernard Kouchner[3], qui l'accompagne. Lors d'une conférence de presse le Président revendique le caractère uniquement « humanitaire » de cette visite.

« La visite de M. Mitterrand à Sarajevo » ***Le Monde*** (France), 30 juin 1992 (en français) **D58**

Extrait :
C'était une question de jour : une date anniversaire - soixante-dix-huit ans, jour pour jour, après la mort de l'archiduc d'Autriche François-Ferdinand - et un moment crucial de l'état de siège de la ville bosniaque. Privée d'eau et d'électricité, Sarajevo s'apprêtait, dimanche 28 juin, à partager ses dernières réserves de pain. Prisonnière de ses montagnes et de ses maquis, la ville, soumise à la famine et aux risques d'épidémie, avait fini par ne plus rien attendre du ciel, la seule voie d'accès à un corridor humanitaire, le dernier espoir que les forces serbes étaient parvenus jour après jour à amenuiser, en pilonnant l'aéroport de Sarajevo à coups de mortier et de lance-roquettes. C'était une question de jour. Vingt-quatre heures après le sommet européen de Lisbonne, vingt-quatre heures avant la réunion à New-York du Conseil de sécurité qui, lundi 29 juin, devait décider de l'usage de moyens militaires pour débloquer l'aéroport de Sarajevo, quarante-huit heures avant l'expiration de l'ultimatum de l'ONU au régime de Belgrade, François Mitterrand a, dit-il, simplement voulu « ouvrir une porte », « voir, écouter, témoigner » dans la plus grande tradition humanitaire, par un de ces coups de culot spectaculaires dont son ministre Bernard Kouchner, également de l'équipée, l'avait, à plusieurs reprises, habitué.[...] « On voit vraiment une population prisonnière, soumise à des coups meurtriers. On éprouve un immense sentiment de solidarité quand on voit cela », déclarait François Mitterrand au cours d'une conférence de presse. « Je crois en la force symbolique des actes », devait-il préciser en ajoutant qu'il espérait « saisir la conscience universelle pour venir au secours d'une population en danger. [...] Ce qui se passe n'est pas acceptable. C'est la limite à ne pas atteindre. » « J'espère que par un accord amiable il sera possible de faire transiter les secours humanitaires par l'aéroport, et je fais appel aux parties en cause pour que ce soit possible, a poursuivi le président. [...] Il ne s'agit pas de faire la guerre à qui que ce soit. La France n'est l'ennemie d'aucune des Républiques de la région où nous sommes. » Alors qu'un sixième convoi de Médecins du monde et de Pharmaciens sans frontières, composé de cinq camions chargés d'une douzaine de tonnes de vivres et de médicaments, arrivait dimanche à Sarajevo, le président Mitterand annonçait le décollage depuis Paris de deux avions cargos militaires Transall à destination de la capitale bosniaque.[...] Protégé par un gilet pare-balles, le chef de l'Etat a été conduit jusqu'à un hélicoptère Dauphin du GLAM, le seul engin encore intact, qui s'est envolé pour Split alors que l'avion présidentiel Falcon 900 était attaqué par une voiture aveugle serbe qui lui emboutissait l'aile.

En juillet, alors que les forces bosno-serbes ont conquis 70 % du territoire de la Bosnie, MSF Hollande et MSF Belgique annoncent publiquement l'envoi de secours par avion à la capitale bosniaque, toujours sous les bombes.

Fin juillet, dans la presse néerlandaise, Jacques de Milliano, le directeur général de MSF Hollande critique à son tour l'utilisation de l'aide humanitaire comme alibi à l'inertie politique et préconise l'utilisation de la force pour obtenir un cessez-le-feu des parties au conflit en Yougoslavie.

« Médecins Sans Frontières affrète trois avions pour Sarajevo » **Communiqué de presse** MSF B/F/H, 2 juillet 1992 (en français) **D59**

Médecins Sans Frontières envoie trois avions à Sarajevo. Le premier part aujourd'hui d'Amsterdam avec 1,5 tonne de médicaments et de matériel chirurgical et fera escale à Zagreb pour la nuit. Le second qui partira demain à 9 heures atterrira directement à Sarajevo avec 2,7 tonnes. Enfin le troisième avion partira lundi avec 2,7 tonnes. Le transfert de l'aéroport à l'hôpital de Sarajevo se fera sous la protection des forces des Nations unies. 35 tonnes de matériel medico-chirurgical, entreposées à l'aéroport d'Amsterdam, sont prêtes à être envoyées à Sarajevo dès que nous aurons trouvé d'autres avions. Une équipe de Médecins Sans Frontières présente à l'hôpital civil de Sarajevo a évalué les besoins médicaux et déterminé le matériel contenu dans ces avions. Cet envoi permettra de prendre en charge les blessés, très nombreux dans les hôpitaux. Médecins Sans Frontières est présent à Sarajevo depuis janvier de cette année, mais avait dû évacuer son personnel expatrié en mai.

« Médecins Sans Frontières envoie de nouveaux secours à Sarajevo » **Communiqué de presse** MSF, 17 juillet 1992 (en français) **D60**

Le gouvernement belge a alloué des fonds à Médecins Sans Frontières afin d'acheminer une aide d'urgence à la population assiégée de Sarajevo. Trois C 130 assureront le transport entre Bruxelles et la capitale bosniaque. Les besoins ont été définis par l'équipe MSF sur place, auprès des responsables de l'hôpital central, du Ministère de la Santé de Bosnie - Herzégovine et du HCR. Il s'agit exclusivement de médicaments et de matériel chirurgical. La distribution se fera directement à l'hôpital central de Sarajevo par l'équipe MSF, en étroite collaboration avec les forces d'UNPROFOR et les représentants du HCR, afin que toutes les donations parviennent aux bénéficiaires avec un maximum de sécurité. Un premier avion partira samedi de

3. Co-fondateur de MSF, Bernard Kouchner a quitté l'organisation en 1979.

Bruxelles (Melsbroek, 8h am) à destination de Sarajevo, avec à son bord 15 tonnes de matériel. Ce C 130 assurera ensuite un pont aérien entre Zagreb et Sarajevo et ceci jusqu'au 30 juillet. Le départ du deuxième avion est prévu pour le 25 juillet. Une équipe de MSF est présente à Sarajevo depuis janvier 1992. Deux autres équipes d'appui sont basées respectivement à Zagreb et à Belgrade. L'organisation a déjà envoyé plusieurs avions en ex-Yougoslavie.

'« Il faut imposer la paix par la force » De Milliano craint que des milliers de Yougoslaves meurent »' Hanneke de Wit, **Parool** (Pays-Bas), 31 juillet 1992 (en néerlandais)

Extrait :
« Il faut utiliser la force pour faire pression sur les parties au conflit en Yougoslavie afin d'obtenir un cessez-le-feu. Cette guerre doit prendre fin avant l'hiver, sinon des milliers de personnes mourront de froid ».

Jacques de Milliano, le directeur de MSF Hollande, est revenu hier de Genève où il a assisté à la conférence des Nations unies sur les réfugiés yougoslaves. Il est surpris que l'indignation des nations participantes se soit traduite par une augmentation de l'aide plutôt que par une décision politique.
Pendant la conférence, les nations participantes ont promis 230 millions de couronnes au Haut-Commissariat aux Réfugiés. « Cela peut sembler suffisant » remarque de Milliano « Mais la fourniture d'aide n'est qu'un alibi pour fuir les responsabilités politiques. » « L'assistance ne doit pas dispenser d'envoyer un message clair aux parties au conflit, leur signifiant qu'une action militaire sera entreprise si elles ne mettent pas fin à la guerre. »

Pour illustrer « ce qu'il faudrait faire » De Milliano donne l'exemple de la Somalie où, dit-il une force de maintien de la paix dotée d'un armement léger aurait dû être déployée il y a dix-huit mois.
« Le conflit n'aurait pas contaminé tout le pays comme il l'a fait, et les milliers de personnes qui sont mortes depuis auraient survécu ». « C'est absurde » continue-t-il « que les travailleurs humanitaires en arrive à recruter des hommes armés - qui eux-mêmes sont impliqués dans le conflit- pour pouvoir faire leur travail ! De toute évidence il s'agit de la responsabilité des Nations Unies ; sinon de quoi sont-t-elles responsables ? ».

En Somalie, les travailleurs humanitaires risquent d'être abattus, en Bosnie ils sont les cibles directes des *snipers*. « Ils tirent de façon intentionnelle sur les ambulances de la Croix-Rouge et les véhicules de notre organisation » rapporte De Milliano qui était à Sarajevo la semaine dernière.
« A l'examen des blessures infligées par les *snipers*, les médecins de Sarajevo peuvent dire dans quelle partie de la ville les patients ont été attaqués. Certains *snipers* ciblent toujours la moelle épinière, d'autre la tête – c'est un fait. »

De Milliano décrit « l'étrange expérience qui consiste à vivre dans une ville où, alors que vous courrez déjà le risque d'être accidentellement atteint par des grenades, vous êtes aussi directement ciblé par des *snipers*. » « Les gens vivent dans des abris anti-aériens, mais ils ne peuvent pas y passer tout leur temps. Les enfants ont besoin de prendre l'air de temps en temps – et c'est comme cela que certains sont abattus par des *sniper*. »

« Les forces de l'ONU à Sarajevo et dans d'autres villes ont donné à la guerre un "visage humain", si j'ose dire. Maintenant on peut y distribuer de la nourriture et des médicaments. Mais cela ne doit pas suffire à apaiser notre conscience » affirme De Milliano. « Samedi, l'hôpital où j'ai dormi a été atteint trois fois par des tirs de grenades. Les destructions continuent et sauf si l'ONU et les Européens imposent des exigences et des délais très clairs, les villes seront détruites les unes après les autres.

De Milliano pense qu'il est essentiel que l'aide apportée aux réfugiés de l'ex-Yougoslavie soit prodiguée de façon temporaire. « Ce dont on a besoin ce n'est pas d'un soutien permanent mais d'une aide d'urgence jusqu'à ce que, sous la pression de la communauté internationale, il soit mis fin à la guerre. » Pendant cette courte période, explique De Milliano les pays doivent ouvrir leurs frontières. La pression des réfugiés convaincra encore plus aisément les gouvernements de la nécessité d'exercer une pression sur les parties concernées pour qu'elles déposent les armes.

A l'exception de l'Allemagne, les nations participant à la conférence de l'ONU ont choisi la solution alternative de maintenir les réfugiés le plus loin possible, dans des zones de sécurité dans leurs pays. De Milliano n'est pas d'accord. « Une fois qu'on les a installés dans les camps, on oublie les gens. Regardez les Palestiniens, qui vivent dans des camps depuis 45 ans. « De Milliano n'est pas non plus d'accord avec l'idée que la situation est trop compliquée pour qu'une force de l'ONU ramène la paix en ex-Yougoslavie. « Quand on ne veut pas faire quelque chose, on trouve toujours une excuse. Ce que la communauté internationale devrait dire, c'est : ce nettoyage ethnique, ces massacres, la destruction de toutes ces villes, c'est inacceptable ! ».

DÉNONCER L'ÉPURATION ETHNIQUE ET LES CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ

La campagne d'épuration ethnique menée par les milices bosno-serbes dans les villes et villages de Bosnie orientale peuplés de Musulmans s'accentue. Le 12 juillet, alors que

les chefs de gouvernement des puissances occidentales ont demandé un nième cessez le feu, l'enclave de Gorazde, où MSF a vainement tenté d'entrer, est attaquée et assiégée.

« Les Serbes lancent l'assaut contre la dernière place forte en Bosnie orientale » John F. Burns, ***The New York Times*** (Etats-Unis), 12 juillet 1992 (en anglais) **D61**

Extrait :
Quatre jours après que les dirigeants des sept plus grandes démocraties industrialisées ont demandé la fin des offensives militaires serbes en Bosnie-Herzégovine, les nationalistes serbes ont lancé aujourd'hui un assaut d'envergure contre la dernière ville contrôlée par les musulmans en Bosnie orientale…
Avec la capture de Gorazde, où 50 000 personnes sont assiégées, les forces serbes sont libres de concentrer leurs attaques ici, à Sarajevo, la capitale. Les forces bosniaques y sont quotidiennement affaiblies par la diminution de leur stock de munitions dans leur tentatives de résister aux bombardements du siège serbe. […]
A l'exception de Sarajevo, aucune ville bosniaque n'a eu à affronter une situation aussi sombre que Gorazde, où 50 000 personnes – la plupart musulmans, 23 000 d'entre eux déjà réfugiés d'attaques serbes précédentes en Bosnie orientale – sont encerclées et sans ravitaillement depuis plus de trois mois.
Les radioamateurs, qui sont le seul lien avec le monde extérieur, disent que les habitants de Gorazde mangent de l'herbe, que 12 enfants meurent chaque jour de malnutrition et d'autres maladies, et que les opérations chirurgicales se font désormais sans anesthésie.
Le Major Sefer Halilovic, le commandant militaire du gouvernement a rapporté que les forces serbes avaient déplacé en 48h une colonne de blindés lourds vers Gorazde et attaqué la ville à l'aube ce matin sur trois fronts.
Un radioamateur, cité dans une émission de Sarajevo, qualifie la situation, après six heures de bombardements, « d'infernale », avec une partie de la ville en flamme et de lourdes pertes chez les défenseurs de la ville.
Des officiels de haut rang disent qu'ils doutent que les défenseurs puissent tenir plus d'un jour ou deux avant que Gorazde, comme toutes les villes musulmanes de Bosnie orientale, tombe entre les mains des Serbes. […]
Le Major Halilovic, commandant de l'armée, a affirmé que parmi les unités serbes ayant convergé vers Gorazde se trouvaient des renforts blindés d'un corps de l'armée yougoslave basé à Uzice, dans le sud-ouest de la Serbie.
Uzice a été un relais pour les groupes paramilitaires serbes qui sont responsables de nombreuses attaques dans la vallée de la Drina. Selon le Major Halilovic, les rapports de renseignements de la zone de Gorazde indiquent que ces forces paramilitaires, comprenant un groupe craint par beaucoup, les « aigles blancs », étaient impliquées. Selon des témoins ce groupe paramilitaire torturerait et tuerait des milliers de Musulmans afin de nettoyer la région et en réserver l'exclusivité aux serbes.
Au crépuscule ce soir, on dit que Gorazde fera face à 40 chars serbes, 40 canons anti aériens, des lance-roquettes multiples ainsi que des milliers de combattants. Il est maintenant vraisemblable qu'elle tombera comme les autres villes musulmanes de Bosnie orientale situées dans une bande de 125 km le long de la frontière avec la Serbie.
Les capitales de comtés comme Zvornik, Bratunac, Vlasenica, Srebrenica, Visegrad, Rogatica, Cajnice et Foca sont maintenant des villes fantômes, leur population musulmane est soit morte, soit dans un des camps de détention où 100 000 musulmans sont prisonniers, soit dans la vague des réfugiés. Beaucoup de ces réfugiés atteignent Sarajevo et rapportent le récit de nouvelles horreurs.
Le mois dernier, deux camions de Médecins Sans Frontières ont essayé de rejoindre Gorazde. Ils ont été forcés à faire demi-tour par les Serbes.

Depuis des mois, des informations circulent sur l'existence de camps de concentration où les prisonniers bosniaques sont affamés et torturés. Le 2 août, elles sont confirmées dans plusieurs médias étasuniens par le journaliste Roy Gutman.

« Des prisonniers libérés parlent des camps de concentration serbes » Roy Gutman, ***Newsday, New York Times service, Los Angeles Times service,*** **Associated Press** (Etats-Unis), 2 août 1992 (en anglais) **D62**

Extrait :
Selon deux prisonniers récemment relâchés, les nouveaux maîtres serbes du Nord de la Bosnie ont établi deux camps de concentration dans lesquels plus de 1 000 civils ont été exécutés ou sont morts de faim et des milliers d'autres sont retenus jusqu'à la mort.
Le témoignage de ces deux survivants semble être le premier témoignage direct de ce qui pourrait être un massacre systématique à large échelle selon les craintes des organisations de défense des droits de l'homme.
Bosniens musulmans et croates disent que les nationalistes serbes, qui se battent contre le gouvernement bosnien indépendant, dirigeraient 45 camps de concentrations qui détiendraient au moins 70 000 personnes. Les Serbes disent que 40 000 des leurs sont actuellement emprisonnés dans des prisons musulmanes ou croates.
Une visite d'Associated Press au camp de Manjaca, près de Banja Luka, plus tôt dans le mois, a trouvé les 2 300 prisonniers dans un état raisonnable. Mais ni la Croix-Rouge, ni les journalistes n'ont eu l'autorisation de visiter la plupart des camps.
Dans un camp de concentration, un ancien complexe minier à côté d'Omarska, dans le nord-ouest de la Bosnie, plus de 1 000 civils musulmans et croates sont retenus dans des cages en métal, sans assainissement, sans nourriture convenable, sans exercice et sans pouvoir avoir accès au monde

extérieur, selon un ancien prisonnier qui a demandé à se faire appeler « Meho ».
Il dit que les prisonniers du camp, comprennent l'intégralité de l'élite politique et culturelle de la ville de Prijedor.
Des gardes serbes armés exécutent des prisonniers par groupe de 10 ou 15 plusieurs fois par semaine. « Ils les emmènent au lac voisin. On entend une rafale de coups de feu. Et ils ne reviennent pas. »
« Je pense que si ces endroits ne sont pas des camps de la mort, nous devrions pouvoir y aller » a déclaré Pierre André Conod, chef de la délégation du Comité international de la Croix-Rouge à Zagreb qui surveille les conditions dans le nord de la Bosnie. « Ils auraient raison de nous les montrer si les conditions sont acceptables. » La Croix-Rouge a eu accès à deux reprises à ce que les Serbes de Bosnie appellent un camp de prisonniers de guerre à Manjaca.
Les Serbes qui réclament le contrôle de la région, décrivent la politique d'expulsion des Musulmans et des catholiques croates comme une « purification ethnique », les témoignages des deux survivants suggèrent qu'il s'agit d'un euphémisme pour une campagne, au mieux, de déportation brutale et d'atrocités.
Ce qui est en jeu n'est pas moins que l'expulsion de tous les non-serbes des régions de Bosnie qui sont contiguës à la Serbie et au zones contrôlées par les Serbes en Croatie.
Le témoignage de cette pratique est répandu et poignant. A certains endroits, des réfugiés disent que des affiches intimaient aux non-serbes de partir. A d'autres endroits, cela arrivait sans sommation – des raids, des incendies et des exécutions.
Les forces serbes ont aussi assiégé des villes comme Sarajevo, Tuzla, Bihac ou Mostar, en les bombardant au mortier et avec de l'artillerie. Avec ces méthodes, ils ont été capables de faire fuir 90 000 personnes sur les 120 000 que comptait Mostar.
Selon des témoignages, dans des communautés plus petites, la terreur était moins technologique mais tout aussi brutale, avec des hommes abattus et des maisons ou des granges brûlées.
Selon des officiels locaux et des observateurs des Nations unies, l'objectif des Serbes est maintenant clair : ils veulent relocaliser les 300 000 Bosniaques Musulmans qui composent 80 % de la population du nord-ouest de la Bosnie - une zone connue sous le nom de Bosanska Krajina - et les remplacer par des serbes.
« Ils sont très directs sur ce sujet » a déclaré le major Helge Ringdal, le chef norvégien des observateurs de l'ONU de la région. « Ils nous l'ont simplement présenté comme leur objectif. Ils disent qu'ils veulent nettoyer la Bosanska Krajina de ses Musulmans, les déplacer dans une zone autour de Sarajevo puis amener les Serbes de cette zone à leur place. »
La semaine dernière, le Haut-commissariat aux réfugiés de l'ONU a publié un rapport citant un garde d'Omarska affirmant à un observateur de l'ONU que les autorités prevoyaient de tuer les prisonniers en les exposant aux éléments naturels.
« On ne gaspille pas nos balles pour eux. Ils n'ont pas de toit. Il y a du soleil et de la pluie, des nuits froides, des bastonnades deux fois par jour. On ne leur donne ni eau, ni nourriture. Ils vont mourir de faim comme des animaux » rapportait la commission dans un rapport d'urgence publié la semaine dernière à Genève conjointement à une conférence spéciale sur les réfugiés bosniaques.

Le 13 août, le Conseil de sécurité des Nations unies adopte la résolution n° 770 D63 autorisant l'usage de la force si nécessaire pour sécuriser l'approvisionnement en vivres et médicaments en Bosnie et demande l'accès aux camps de détention pour les organisations humanitaires.

« Le conflict dans les Balkans; le Conseil de Sécurité des Nations unies vote pour un soutien militaire à la Bosnie » Paul Lewis, ***The New York Times*** (Etats-Unis), 14 août 1992 (en anglais) **D64**

Extrait :
Le Conseil de Sécurité des Nations unies a voté massivement aujourd'hui l'autorisation d'utiliser la force militaire si necessaire afin d'assurer l'approvisionnement en vivres et en médicaments des civils à Sarajevo et dans d'autres régions de Bosnie- Herzégovine.
Selon la résolution, soutenue par 12 des 15 membres du Conseil, la Chine, l'Inde et le Zimbabwe s'abstenant, les Etats doivent désormais prendre « toutes les mesures nécéssaires » pour assurer l'approvisionnement – une formule similaire à celle utilisée pour autoriser la guerre du Golfe et qui est comprise comme autorisant l'action militaire. La résolution ne dit pas quel pays peuvent recourir à une telle action militaire, bien qu'elle soit claire sur le fait que toute force doit viser à accélérer les secours « en coordination avec les Nations unies » et non pas à mettre fin à la guerre civile en cours en ex-Yougoslavie.
Jusqu'ici, les Etats-Unis et leurs alliés européens n'ont annoncé aucun plan prévoyant l'usage de l'autorisation du Conseil de Sécurité d'envoyer des forces militaires en Bosnie-Herzégovine, bien que des responsables confiment l'élaboration en cours de plans de contingence.
Et tous ces pays se sont clairement déclaré réticents à engager des troupes au sol dans ce que de nombreux experts décrivent comme une opération dangereuse.
Ces dangers apparaissent de plus en plus aujourd'hui alors que des *snipers* tirant sur un convoi tranportant le Premier ministre de Yougoslavie Milan Panic ont tué un producteur de ABC news. Selon la nouvelle résolution, les pays peuvent engager une action militaire '« nationalement ou à travers des agences régionales ou des accords » - un langage qui autorise la formation d'une coalition dirigée par les Américains similaire à celle de la guerre du Golf - ou permettre une action commune des puissances de l'OTAN ou des membres de l'Union européenne.
Elle exige aussi que le Comité International de la Croix-Rouge et d'autres organisations de secours obtiennent imémdiatement un accès sans entrave et continu à tous les camps de prisonniers et centres de détention en Bosnie-Herzégovine et que les prisonniers y reçoivent « de la nourriture adéquate, des abris et des soins médicaux ».

Fin août, une équipe internationale de MSF incluant, entre autres, deux membres du Conseil d'administration de la section française se rend en Bosnie, afin d'évaluer la situation dans ces camps et ce que l'organisation pourrait éventuellement y entreprendre. Au final, MSF France décide de ne pas travailler dans ces camps, désormais ouverts et où le « potentiel médical [est] de niveau comparable [à celui des pays occidentaux] en dépit des destructions. »

En interne, le débat autour du dilemme de l'alibi humanitaire continue. MSF questionne aussi ses propres opérations et le risque, aux yeux de certains, qu'elles puissent involontairement faire le jeu de la politique d'épuration ethnique menée par le régime bosno-serbe.

Dans le débat public, Rony Brauman, le président de MSF France continue à développer le thème de « l'alibi humanitaire ».

Il revient en particulier sur la visite « humanitaire » en juin à Sarajevo du Président de la République française, pour la fustiger : « On a vu entrer à Sarajevo un chef d'Etat, on en a vu ressortir un président de Croix-Rouge. »

Compte-rendu de la réunion du Conseil d'administration de MSF France, 28 août 1992 (en français) **D65**

Extrait :
Guy et Esmeralda ne se sont pas rendus dans les camps où se déroulent les mauvais traitements évoqués dans la presse, estimant que leur visite n'ajouterait rien aux informations déjà connues, certains de ces camps étant maintenant ouverts aux journalistes et aux organisations internationales. Esmeralda pense qu'en travaillant dans ces camps, MSF prendrait le risque d'être confronté à des manipulations. La dimension éthique d'une caution à l'épuration ethnique qu'entraînerait une telle action est soulevée, de même que les problèmes de sécurité majeurs qu'entraînerait une intervention en Bosnie. A une question de la salle portant sur une mission d'évaluation entreprise par l'OMS, Esmeralda précise que les populations ne présentent pas de pathologies spécifiques nécessitant une intervention sanitaire, mais par contre commencent à saturer des nombreuses missions exploratoires dont ils font l'objet et qui ne peuvent apporter aucune information que l'on ne sache déjà. Frédéric Laffont fait part de son incompréhension quant au silence public de MSF durant ces derniers mois sur la situation yougoslave et sur la problématique de l'action humanitaire en général. Rony Brauman exprime son sentiment qu'avec la crise yougoslave, l'humanitaire se trouve confronté à ses propres limites. Dans ce cas singulier, l'acte de silence lui parait opportun pour faire place à une réflexion de fond imposée par les événements, et éviter de tomber dans le piège de l'utilisation de l'action humanitaire à des fins partisanes.

« Ex-Yougoslavie : le gâchis » Guy Hermet, membre du Conseil d'administration et Esmeralda Luciolli, responsable de programme de MSF France, **Messages** n°53 (journal interne de MSF France, distribué aussi à une centaine de journalistes), septembre 1992 (en français) **D66**

Extrait :
Nous avons refait une mission exploratoire en Yougoslavie, afin d'apprécier l'évolution de la situation générale, les problèmes de prise en charge des réfugiés et de recueillir des informations sur les camps de prisonniers. Cette mission, réalisée en commun avec un membre du Conseil d'administration de MSF Hollande et les équipes de terrain, nous a menés en Croatie et en Serbie. Nous y avons rencontré un grand nombre de responsables (HCR, CICR, UNPROFOR, responsables sanitaires), des réfugiés et des journalistes et visité des camps de réfugiés. Sur le plan de l'accueil des réfugiés, on a affaire, qu'il s'agisse de la Croatie ou de la Serbie à des pays possédant un niveau sanitaire proche du nôtre. Plus de 95 % des réfugiés sont pris en charge individuellement dans des familles. Les rares regroupements sont bien organisés et disposent de services de base tout à fait satisfaisants. Le seul problème est le manque de moyens financiers, notamment pour assurer l'hébergement pendant l'hiver. Ce type d'aide ne semble guère du ressort des ONG. Les récits des réfugiés et les autres témoignages sur les camps confirment l'existence de lieux de détention qui, s'il ne s'agit pas de camps d'extermination comme on l'a dit, sont néanmoins inacceptables. Les exécutions sommaires, les mauvais traitements, la détention arbitraire de civils sont pratiques courantes à toutes les étapes de la « purification ethnique ». Humanitairement parlant, le dilemme est de secourir un pays doté d'un potentiel médical de niveau comparable au nôtre en dépit des destructions. Et il est davantage de servir de paravent à la lâcheté politique des gouvernements européens de participer aux nouveaux circuits touristiques de l'horreur dans les camps, d'encourir de grands risques physiques pour assurer uniquement la distribution incontrôlable de médicaments ou alors de savoir s'il faut protéger des blessés en danger de mort en se transformant en service sanitaire des bourreaux. Mais, en même temps, les risques subis ailleurs sont plus redoutables encore et le cocktail humanitaro-politique non moins inquiétant. En plus, « l'ex-Yougo. » fascine ici les « donateurs », alors que MSF France s'est retiré depuis cinq mois, tandis que les équipes hollandaises et belges se trouvent encore sur le terrain. Ignorer l'émotion, même sélective, pose un problème. Mais réintervenir en ex-Yougoslavie suppose qu'on soit prêt à y être présent en continu et non plus seulement aux moments les plus « médiatiques » et pour des interventions qui ne sont pas celles que nous pratiquons habituellement.

« L'humanitaire, vous dis-je, ou la valise, le cercueil et l'ambulance » Rony Brauman, président de MSF France, ***Télérama*** (France), 9 septembre 1992 (en français)

Né en 1989 dans les décombres du mur de Berlin, le Nouvel Ordre Mondial aura vécu ce que vivent les roses, l'espace d'un

printemps. Après une rapide et impressionnante floraison dans les montagnes du Kurdistan, il a succombé aux coups de boutoir de l'artillerie serbe à Vukovar, Ossijek et Sarajevo, devant une communauté internationale médusée, mais pas autrement troublée par le contraste entre ses vertueuses déclarations d'hier et son cynisme d'aujourd'hui. Pour le Koweit envahi et ses puits de pétroles, le glaive de la justice s'abat sur l'agresseur. La Bosnie dépecée et ses pittoresques mosquées, ont droit, eux, à la « tempête des biscuits et des perfusions ». Pour l'un, la justice et son bras armé, pour l'autre la pitié et l'assistance humanitaire. Bien, dira-t-on, les systèmes changent, le monde bouge, mais la guerre et le mensonge demeurent. Rien de bien nouveau dans tout cela sauf pour les naïfs qui imaginaient qu'avec la fin de la guerre froide c'est la guerre tout court qui allait être reléguée au musée d'une Histoire accomplie. Et puis, ajoutera-t-on, l'aide humanitaire est fille de la violence, elle fleurit sur ses décombres, alors ravalons nos indignations de circonstance et poursuivons notre bonhomme de chemin. Et c'est d'ailleurs ce que fait Médecins Sans Frontières, qui poursuit son action sur le terrain. Pourtant si, il y a du nouveau sous le soleil de la vieille Europe, et qui concerne autant les « militants » de l'humanitaire que les citoyens que nous sommes, ou que nous devrions tous être. Il s'agit du rôle que joue l'humanitaire d'Etat dans le traitement des conflits. Lorsque le Président François Mitterrand est entré dans Sarajevo bombardée, nous avons été nombreux à saluer le panache et le courage, tant physique que politique, dont faisait preuve le chef de l'Etat. Enfin, entendait-on en particulier dans les rangs des organisations humanitaires, après des mois d'atermoiement et de juridisme frileux, on allait en terminer avec la stratégie de l'édredon. L'Etat de Bosnie-Herzégovine, déjà reconnu par les douze, entrait de facto dans la vie politique internationale grâce à cette visite qu'un président élu rendait à un autre président élu. Une nation agressée allait enfin recevoir le soutien d'une autre nation, que sa tradition - sinon son histoire place plus volontiers aux côtés des assiégés que des assaillants. Las, ceux qui espéraient que ce voyage avait pour but de desserrer l'étau meurtrier dans lequel se trouvait écrasée la population de Sarajevo durent rapidement déchanter. Ce qui était à l'ordre du jour, c'était la relance de la machinerie humanitaire, la réouverture de l'aéroport de la capitale pour l'acheminement de vivres et de médicaments. Leur utilité ne faisait naturellement aucun doute, dans le contexte de ce siège meurtrier, mais le crime organisé, planifié par le gouvernement de Belgrade et exécuté par l'armée dite yougoslave, l'entreprise de terreur et de destruction systématique menée par les milices serbes, semblaient être des questions déplacées, étrangères au propos de cette visite. On a vu entrer à Sarajevo un chef d'Etat, on en a vu ressortir un président de Croix-Rouge. Pendant les travaux de construction des corridors, le carnage pouvait continuer. Et l'on a alors assisté à l'ouverture du troisième acte de ce conflit ou, plus exactement, de sa représentation sur la scène française. Récapitulons. Premier acte : la presse et l'opinion ne voient qu'affrontements fratricides, tueries indifférenciées, barbaries d'un autre âge. On se refuse à nommer un agresseur, on réaffirme l'existence d'alliances historiques, on brandit, pour décourager toute velléité interventionniste, le spectre de la première guerre mondiale. C'est la phase infra-politique. Deuxième acte : l'opinion bascule, prend conscience de l'existence d'un agresseur et d'un agressé. L'élément déclenchant est le bombardement du marché de Sarajevo et les images insoutenables de ces civils, femmes et enfants, délibérément massacrés. On « apprend » alors qu'une entreprise de purification ethnique est à l'œuvre. C'est le retour du politique. Relevons cependant que parmi nos dirigeants, seul Bernard Kouchner a le courage de se prononcer clairement sur le fond. Troisième acte, enfin : l'humanitaire devient l'enjeu central, l'objet de toutes les attentions. La violence rebascule dans l'indifférenciation, et la situation se résume à un face-à-face entre les convois humanitaires et les miliciens de tout poil qu'unit un même acharnement à s'auto-détruire. Sous les bombardements et les balles des *snipers*, les habitants de Sarajevo mourront ou partiront jusqu'au dernier, mais il ne sera pas dit qu'il a manqué un flacon de perfusion. A peine avait-elle pointé son nez, donc, que la politique repasse à la trappe au profit d'une entreprise qui, en cette année olympique, se pare, à juste titre d'ailleurs, des vertus de la performance et du courage - l'acheminement de secours. Et, comme pour mieux asseoir cette position, on découvre que les Bosniaques sont loin d'être de doux angelots, qu'ils pratiquent la prise d'otages, ne reculent pas devant la torture et qu'en tout état de cause, même s'ils n'ont pas ouvert de camp de concentration, ils pourraient bien le faire demain… On s'aperçoit enfin que les assiégés sombrent dans une stratégie du pire, cherchant à déclencher une intervention étrangère en tirant sur des convois qui viennent les ravitailler. Comment, dans ces conditions, ne pas se précipiter sur la case départ, celle de la furie ethnique, des massacres tribaux à rejeter dos à dos ? C'est bien ce mouvement que l'on voit se dessiner, au moment du dépeçage de la république morte-née de Bosnie. L'idéal du Bien ne pouvant être découpé, le partage ne peut se faire qu'entre victimes - de tous bords - et bourreaux - de tous partis. Et si l'équilibre n'est pas atteint de façon suffisamment éloquente, on n'hésite pas à convoquer l'Histoire comme témoin à charge. A ce compte, il aurait fallu rappeler aux Kurdes pris sous le feu de Saddam Hussein leur rôle dans le génocide des Arméniens avant de voter, à la suite de la guerre du Golfe, la résolution 688 et déclencher la gigantesque et salvatrice machinerie de « Provide Comfort ». De même qu'avant de partir subitement patrouiller le ciel irakien, il aurait été nécessaire de demander aux Chiites, écrasés depuis un an et demi sous la répression de Bagdad, leurs intentions en matière de Droits de l'Homme. Trop longtemps aveuglés par le slogan des « justes luttes », nous perdons jusqu'au sentiment de la justice, que remplace peu à peu celui plus ambigu de la compassion. Les idéologies messianiques ont disparu, et nous ne pleurerons pas sur leur sort. Mais avec elles, c'est la politique elle-même qui s'éteint au profit d'une vision tantôt métaphysique - le rejet des forces du Mal -, tantôt technocratique - le règne des « experts » - ruinant par avance toute possibilité de débat public et d'initiative collective. De ces deux registres, c'est le premier qui a servi de support à la guerre du Golfe, tandis que l'usage immodéré du second explique le rejet - qu'on espère temporaire - de l'Europe de Maastricht. Reste que l'émergence au cœur de l'Europe d'un Etat fondé sur l'hégémonie raciale, et le renoncement revendiqué à lui opposer un quelconque butoir nous placent brutalement devant une consternante image de nous-mêmes:

celle de la lâcheté maquillée en un charitable activisme et drapée dans le manteau du réalisme politique. Triste constat pour qui se faisait une autre idée de la politique et de l'humanitaire.

« L'humanitaire, nom moderne de la lâcheté »
Rony Brauman, président de MSF France, ***Libération*** Rebonds (France), 9 septembre 1992 (en français)

Pour tous ceux qu'indignait l'impuissance de l'Europe devant le carnage de Bosnie, le voyage de François Mitterrand à Sarajevo a apporté une bouffé d'oxygène. Nous avons cru que la volonté politique allait chasser la tentation du statu quo, nous avons imaginé qu'au processus de conquête territoriale fondé sur une stratégie d'hégémonie raciale, la France puis peut être l'Europe, allaient enfin opposer un butoir. Mais il fallut rapidement déchanter : la population de Sarajevo acclamait avec un immense espoir, un chef d'Etat. Elle a vu repartir un responsable d'association humanitaire. Elle attendait que l'étau dans lequel elle agonise soit brisé, elle a reçu la promesse que des pansements seraient acheminés. Chose promise, chose due, l'aide arrive, au gré des bombardements, et elle est utile. Mais la politique humanitaire a ses limites, que nous voyons se dessiner simultanément dans la cuvette de Sarajevo et sur les hauteurs du Mont-Liban. Rappelons-nous. Lorsqu'en 1989 la Syrie entame avec le pilonnage des quartiers chrétiens de Beyrouth la phase terminale de sa conquête du Liban, la France décide de rappeler au monde les liens privilégiés qu'elle entretient avec son filleul historique : elle dépêche alors quelques canonnières hâtivement transformées en ambulances maritimes et nous ramène une centaine de malades – 50 % chrétiens, 50 % musulmans. Trois ans après, avec les encouragements de la France et de la CEE, à l'ombre des chars syriens, des « élections » viennent officialiser l'absorption du Liban par son voisin, sans que ce processus d'annexion de fait, aujourd'hui mis en échec par les libanais, ait semblé troubler les grands prêtres du Nouvel Ordre Mondial. La morale de l'urgence a été un temps du tout politique, lorsqu'un blessé n'avait d'intérêt qu'en fonction de sa signification idéologique. Transformée par les états en une politique de l'ambulance, elle devient le paravent derrière lequel on cache pudiquement l'impuissance ou le renoncement. Si pour Bismarck, les Balkans ne valent pas « les os d'un grenadier poméranien », pour François, George, John et les autres, la tranquillité intérieure vaut bien ceux de quelques secouristes qui s'activent avec courage pour remplir leur mission. Mais rien de plus. Pendant ce temps, derrière, sur nos tas de médicaments et convois humanitaires, est en train de se constituer le premier Etat racial en Europe depuis la chute du IIIe Reich, maintenant que se trouve quasiment achevé un « nettoyage ethnique » programmé, annoncé puis réalisé sans opposition réelle d'une Communauté européenne qui s'est pourtant construite, comme l'a rappelé inlassablement Alain Finkielkraut, sur la répudiation de telles pratiques. Du Liban et de la Bosnie, les apprentis-führer et caudillos en herbe peuvent d'ores et déjà tirer une première leçon : la chasse est ouverte et, pourvu que le gibier n'ait pas quelques nappes pétrolières ou d'autres denrées stratégiques cachées par-devers lui, tous les coups sont permis… à condition de laisser passer les convois humanitaires, ce nouvel euphorisant administrable par perfusion télévisée. Et s'il leur prenait fantaisie de faire refleurir les camps et les ghettos en Europe, qu'ils nous laissent seulement garnir sur place une armoire à pharmacie et le garde-manger, ils n'auront alors pas de soucis majeurs. Hannah Arendt a montré comment, à vouloir adoucir à tout prix l'épreuve, à rechercher toujours la modération et le compromis, la prudence politique, même si elle s'appelle réalisme, se ramène en fin de compte à la lâcheté. On comprendra la tristesse, pour tous ceux qui se font encore une autre idée de l'humanitaire et de la politique, de ce constat : l'humanitaire devient peu à peu le nom moderne de la lâcheté ou du renoncement.

Ce terme d'alibi c'est Rony qui l'a inventé, mais il a été décliné de plusieurs façons. Il voulait dire plusieurs choses complètement différentes. À MSF France, il voulait dire « les États font de l'humanitaire comme alibi pour masquer le fait qu'ils ne font rien d'autre ». Et, quand on parlait de MSF Belgique, on disait « ils renoncent aux principes humanitaires en utilisant l'alibi de l'obligation d'être présents, de faire quelque chose». L'alibi humanitaire était avancé pour cacher le fait qu'ils étaient dépendants de l'État et qu'ils allaient juste faire ce que les Serbes les laisseraient faire. Et il y avait une troisième signification. A MSF France, on disait disaient que pour pouvoir tenir publiquement un discours humanitaire, il faudrait avoir un programme sur le terrain, lequel serait un alibi pour notre prise de parole : « On va développer, nous, humanitaires, des actions pour justifier notre prise de parole. Ce seront des opérations alibis. » Dans la maison, les gens étaient mal à l'aise. Ils s'inquiètaient : « c'est quoi une opération alibi ? ». Les Belges étaient mal à l'aise aussi, mais en plus ils ne prenaient pas la parole.

Françoise Bouchet-Saulnier, responsable juridique MSF
(en français) interviewée en 2015

J'ai beaucoup contribué à répandre cette notion et je m'en suis mordu les doigts ensuite, quand j'ai évolué sur l'analyse et quand je me suis dit : « c'est une nouvelle naïveté humanitaire que de penser que l'humanitaire n'est rien d'autre qu'une dissimulation d'une lâcheté ou d'une absence de responsabilité politique. C'est plus politique que ça, c'est donc plus tordu que ça, c'est fait pour cacher autre chose. » Au début je parlais de l'humanitaire comme d'un renoncement, une façon de maquiller une indécision, une absence de responsabilité. Plus tard, je me suis peu à peu ancré dans la conviction que l'humanitaire n'était pas un renoncement mais une façon déguisée de poursuivre une politique qui ne pouvait pas dire son nom. L'humanitaire servait à inverser l'image de cette politique de soutien aux Serbes qui devait apparaître comme un soutien aux Bosniaques. L'humanitaire, notamment le militaro-humanitaire avec des véhicules blindés, des hommes en armes qui ne se servent pas de leurs armes et qui ne se servent des blindés que

pour se protéger eux-mêmes, permettait de faire croire qu'on venait au secours des Bosniaques - qu'on avait mis dans cette situation du fait de la reconnaissance de leur Etat - alors qu'en réalité on laissait le champ libre aux Serbes. C'est là que j'ai trouvé cette jolie formule d'Ovide : « gouverner c'est faire croire ». Donc peu à peu je me suis dit : « cette idée de l'alibi humanitaire, c'est encore un truc naïf. Les politiques savent parfaitement ce qu'ils font, leur non-position est une position. » Pour moi, la prise de position de MSF dans tout ce conflit jusqu'à Srebrenica est entièrement axée sur cette fonction de mensonge qu'a rempli l'humanitaire à ce moment-là. J'avais dans la tête l'idée permanente que c'est à travers l'interrogation de l'humanitaire et de ses fonctions qu'on peut accéder à une réflexion sur la responsabilité, à un pointage de nos responsabilités et de celles des autres.

Dr Rony Brauman, Président de MSF France de 1982 à 1994 puis directeur d'étude à la Fondation MSF (en français) interviewé en 2000 et en 2015

Le mouvement MSF a mis du temps à adopter la notion d'alibi humanitaire. Mais au bout d'un certain temps, ce discours a fini par s'imposer partout. C'est devenu un discours récurrent, bien repris par les médias et utilisé dans toutes les circonstances. Donc ça n'a plus posé de problème. J'ai d'ailleurs respiré le jour où ça a été accepté, car il faut bien voir qu'à l'époque, la communication de chaque section était ciblée sur les médias de son propre pays. En France, par exemple, ils surestimaient l'impact global du témoignage en considérant que parce qu'il était repris par France Inter ou dans le journal d'Antenne 2, le monde entier en était informé. Au bureau international, j'ai engagé une attachée de presse, Anne-Marie Huby, une fille formidable, qui ne s'occupait que des médias anglo-saxons. Donc quand on avait un message à peu près cohérent, on s'engouffrait là-dedans, on y allait. Mais il fallait obtenir au préalable un minimum de messages cohérents au sein du mooouvement MSF.

Dr. Alain Destexhe, Secrétaire général de MSF International jusqu'en mai 1995 (en français) interviewé en 2000

En septembre, les autorités serbes acceptent de libérer les prisonniers bosniaques des camps, à condition qu'ils soient pris en charge par les Etats occidentaux. Mais ces derniers tardent à mettre en œuvre cet accueil. La France, notamment, exige que les réfugiés présentent un certificat d'hébergement de la part de résidents français pour les laisser entrer sur le territoire. Avec d'autres associations françaises, MSF France demande que cette mesure ne soit pas appliquée. Il est proposé de demander à chaque membre du personnel salarié de MSF en Europe de fournir un des certificats exigés.

« Urgent ! Urgent ! » **Message** d'Alain Destexhe, Secrétaire général de MSF international à tous les directeurs généraux et directeurs de la communication de MSF, 30 septembre 1992 (en anglais) **D67**

A la suite de mon fax de ce matin, Françoise Saulnier propose maintenant que MSF déclare que nous sommes prêts à accueillir 5 000 réfugiés dans nos pays.
Ce serait une pression importante sur nos gouvernements pour les obliger à accueillir les habitants de l'ex-Yougoslavie.
Discutez rapidement de ce sujet dans votre section.
Merci de participer à la téléconférence sur ce sujet.

« Urgent ! Urgent ! » Message de Michel Fizbin, directeur de la communication de MSF France aux DG, Dirops et Dircoms des autres sections, 26 octobre 1992 (en français) **D68**

Suite au fax d'Alain Destexhe concernant la non-libération de 5 000 détenus en Yougoslavie, faute de terre d'accueil pour les recevoir, une téléconférence aura lieu à 16 heures aujourd'hui entre toutes les sections. La France [section française de MSF] de son côté, est en train de discuter de la proposition de Françoise Saulnier : le personnel salarié de toutes les sections européennes de MSF établit 5 000 certificats d'hébergement, afin de permettre à ces détenus d'obtenir les visas permettant d'être accueillis dans les pays d'Europe où MSF est implanté. Ce faisant, MSF dénonce la lâcheté et l'irresponsabilité des gouvernements européens, incapables d'assumer les conséquences de leur refus de s'opposer à la politique de purification ethnique, et propose une solution humanitaire concrète, dont elle a tous les moyens logistiques de garantir la bonne fin. Si cette proposition pouvait être discutée et affinée par chacun, avant la téléconférence, nous pourrions y prendre une décision.

Compte-rendu de la réunion du Conseil d'administration de MSF France, 30 octobre 1992 (en français) **D69**

Extrait :
François Jean [Fondation MSF France] évoque la situation inacceptable et absurde de plusieurs milliers de civils internés dans des camps : leur libération, négociée par le CICR, ne peut intervenir faute de pays d'accueil, alors que pendant l'été les pays occidentaux avaient manifesté unanimement leur indignation quant à l'existence de tels camps. MSF a lancé deux communiqués de presse, l'un en son nom propre, l'autre en association avec d'autres ONG, pour dénoncer la position des pays européens et demander aux gouvernements de prendre leurs responsabilités. Le gouvernement français a accepté d'accueillir 300 personnes. La question s'est posée d'une implication active de MSF passant par exemple par une large mobilisation de l'opinion et l'organisation de l'accueil des réfugiés. Un débat s'engage, portant sur les modalités

d'une telle action, sur ses implications et sur les responsabilités liées à l'avenir de ces personnes et à leur intégration. La question est également posée de la participation à l'épuration ethnique induite par une telle action. Au cours de la semaine suivant la réunion du C.A., une exploration va être menée afin qu'une décision soit prise rapidement.

Les autorités yougoslaves, qui étaient quand même sous la pression politique des États occidentaux, scandalisés par ces camps au cœur de l'Europe, ont joué avec eux en disant : « on ne les veut plus, si vous, les État européens, ça vous choque, prenez-les ! ». Selon leur logique, il s'agissait de camps de transit où les conditions étaient mauvaises à cause de la surpopulation, parce que les gens ne pouvaient pas partir. Puisque ces gens étaient des Musulmans, il fallait qu'ils retournent en Turquie. Il y avait là un nouveau rapport de force généré par les Serbes pour fragiliser la Communauté européenne. Je me suis dit : « Il faut obliger les pays européens à répondre à ce chantage en accueillant des ex-prisonniers. » On avait bien conscience que c'était un chantage odieux, mais l'Europe doit se situer du côté des valeurs humaines et MSF aussi. Évidemment, je me disais que dès l'instant où on aurait accès à un nombre même limité de ces gens, ils allaient pouvoir nous raconter ce qu'ils avaient enduré, car on savait très peu de choses. C'était un dilemme abominable, mais le plus abominable aurait été de ne pas céder à ce chantage. Face à des autorités qui disent « on a des gens prisonniers, on les torture, on les affame parce qu'on ne veut pas qu'ils restent, mais on est d'accord pour les libérer s'ils vont chez vous », qu'est-ce qu'on fait ? Il fallait qu'on enclenche pour être capables d'y voir plus clair en ayant récupéré quelques récits et en ayant compris. On ne pouvait pas passer notre temps à critiquer l'alibi humanitaire des États européens sans les mettre au pied du mur. On leur disait : « Au lieu de faire de l'humanitaire sur place, vous pouvez sauver la vie à ces détenus qui sont en train de mourir en les prenant chez vous et vous dites non ? ». Il s'agissait vraiment de faire à nouveau exister une tension entre la politique des États et l'obligation de considération de l'être humain. J'ai donc proposé le coup des certificats d'hébergements. Il a fallu d'abord faire accepter cette proposition au Conseil d'administtration en expliquant que ce qui se passait était scandaleux, que ça nous concernait. On a débattu de ce que cela voulait dire politiquement, de ce que ces détenus représentaient. Le CA s'est montré plutôt enthousiaste. Au final tout le monde était d'accord.

Françoise Bouchet-Saulnier, responsable juridique MSF (en français) interviewée en 2015

Le 21 novembre, Rony Brauman, le président de MSF France participe à une manifestation dénonçant la « guerre d'agression du régime serbe contre la Croatie et la Bosnie-Herzégovine » et appelant le gouvernement français à utiliser tous les moyens « y compris le recours à la force » pour faire cesser la guerre.

« Ex-Yougoslavie - Un appel à manifester à Paris « Nous ne pourrons pas dire que nous ne savions pas » ***Le Monde*** (France), 19 novembre 1992 (en français) **D70**

Extrait :
Une manifestation sera organisée, samedi 21 novembre à Paris (à 14 heures, place du Panthéon), à l'appel de plusieurs organisations, dont la CFDT, et de personnalités parmi lesquelles le cardinal Decourtray, le président de Médecins Sans Frontières, M. Rony Brauman, des députés et des intellectuels
(1). La manifestation devrait être silencieuse et ne porter que deux banderoles : « Nous ne pourrons pas dire que nous ne savions pas » et « 1991 : Vukovar. 1992 : Sarajevo. 1993 : ? ». Dans le texte appelant à la manifestation, les organisateurs dénoncent « la guerre d'agression du régime serbe contre la Croatie et la Bosnie-Herzégovine » et expriment leur solidarité avec les victimes de la guerre, « de la faim et du froid, et d'abord d'une politique de purification ethnique que l'on croyait révolue en Europe ». Récusant toute politique qui « entérine le fait accompli », ils appellent aussi le gouvernement français et la Communauté européenne « à utiliser tous les moyens, sans exclure le recours à la force si nécessaire, pour faire cesser la guerre, maintenir l'intégrité des Etats internationalement reconnus, faire respecter les droits de l'homme et limiter ainsi les risques d'extension du conflit ».

Au final, le gouvernement français accepte d'accueillir 5 000 demandeurs d'asile bosniaques.

Fin novembre, MSF France envoie une équipe de médecins et de psychologues pour prendre en charge la santé des ex-prisonniers bosniaques et de leurs familles, accueillis dans des centres à Saint-Etienne. Les entretiens avec ces personnes sur leur vécu ainsi qu'une étude épidémiologique montrent qu'elles ont survécu à un processus planifié d'élimination des Musulmans de Bosnie.

MSF décide alors de rassembler ces récits dans un rapport et de le rendre public en dénonçant les « crimes contre l'humanité » commis envers ces personnes.

« Ex-Détenus » **Message** de la directrice des opérations et du chargé de mission ex-Yougoslavie de MSF France à MSF Belgique et MSF Hollande, 3 décembre 1992 (en français) **D71**

Extrait :
Durant le mois d'août 1992, la presse occidentale a révélé l'existence en Bosnie de camps de détention dont la description rappelait un sinistre passé : celui des camps nazis. Le concept de purification ethnique est apparu au grand public associé à des atteintes aux droits de l'homme que l'on croyait à jamais révolues en Europe. Le CICR a pu accéder rapidement

à une partie des camps situés en majorité dans les zones sous contrôle Serbe et également dans les zones sous contrôle Bosniaque et Croate. Le total des détenus a été estimé à 7 à 10 000 individus. Tout en acheminant vivres et couvertures, le CICR a entamé des négociations avec les différentes parties pour libérer ces détenus. Le HCR a pu installer un camp de transit de 1 600 places à Karlovac en Croatie, vers lequel les musulmans bosniaques sont acheminés dans la limite des places disponibles. D'autre part, le HCR a lancé plusieurs appels à la Communauté internationale pour l'accueil de ces ex-détenus vers des pays tiers. Les réponses ont été lentes à venir et le quota proposé par la plupart de ces pays peu élevé, ce qui a considérablement ralenti le processus d'évacuation. En date du 26 novembre, 5 309 places ont été trouvée dans des pays d'accueil et 1 291 places restaient à trouver. Les procédures d'accueil sont très lentes, puisque à la même date seulement 831 ex-détenus accompagnés de leurs familles ont pu être transférés à l'étranger depuis la Croatie. Depuis quelques jours, les négociations entre le CICR et les autorités serbes sont bloquées et les transferts de la Bosnie vers la Croatie sont au point mort. Le camp de Karlovac se vide peu à peu et les détenus qui avaient pendant un temps attiré l'attention du monde entier restent prisonniers de l'indifférence générale. Ce total d'environ 6 600 personnes en majorité des civils devenus indésirables dans leur pays exprime uniquement la situation du recensement effectué par le CICR depuis le début de son intervention. Le chiffre de cette population risque d'augmenter rapidement pour plusieurs raisons : le CICR n'a pas encore eu accès à tous les camps et n'a donc pu dénombrer tous les prisonniers. D'autre part, certain camps administrés par les Serbes et dont les détenus avaient été évacués par le CICR seraient à nouveau en cours de remplissage. D'autres facteurs risquent aussi de faire varier ce chiffre à la baisse : les conditions de détention restent précaires malgré l'intervention du CICR et l'arrivée de l'hiver risque fort d'accroitre la mortalité dans les camps. De plus, les négociations sont actuellement très difficiles et les différentes parties veulent se réserver un certain nombre de prisonniers comme monnaie d'échange avec leurs adversaires. Le gouvernement français a décidé d'accueillir 300 hommes et leurs familles sur son territoire, un maigre contingent quand on connait les capacités d'accueil du pays et ses prétentions à défendre les droits de l'homme. MSF France a décidé d'entreprendre une action sous forme de pression médiatique pour faire face à l'indifférence des politiques devant cette situation d'urgence. Cette pression doit avoir pour but de favoriser l'évacuation et l'accueil en France d'un plus grand nombre de ces détenus menacés de mort. Autour du thème des « Populations en danger », nous avons pu ces derniers jours évoquer le sort des musulmans de Bosnie lors d'entretiens avec différentes personnalités politiques ainsi que dans la presse nationale. Le 16 novembre, un premier contingent de 266 personnes, dont 76 ex-détenus, a été accueilli par les autorités françaises dans un foyer de Saint Etienne. Nous avons envoyé sur place une équipe de trois médecins dont un psychiatre accompagnés d'interprètes bosniaques. Le but de cette mission était d'évaluer les séquelles psychologiques subies par ces hommes pendant leur détention. D'autre part, au cours d'entretiens guidés par un questionnaire épidémiologique nous avons recueilli les témoignages de 60 familles sur leur vécu pendant la guerre, la séparation et la détention. L'accueil qu'elles nous ont réservé et leur participation ont dépassé nos prévisions. Notre démarche correspondait au dernier espoir qu'elles portaient encore en elles, celui de pouvoir témoigner des atrocités qu'elles avaient vues ou subies. Au fur et à mesure que les langues se déliaient, le malaise s'est installé dans notre équipe. Ces familles étaient bel et bien des survivants d'un processus méthodique et planifié d'élimination des musulmans de Bosnie. Le terme, banalisé par les médias, d'épuration ethnique ne saurait rendre compte de toutes les atteintes aux droits de l'homme pratiquées en Bosnie telles qu'elles nous ont été décrites : de la destruction systématique des villages et édifices culturels, des exécutions de groupes entiers de civils, viols organisés, torture, déportation, terreur psychologique. Nous avions voulu savoir, on ne nous a rien caché. Le poids de ces récits est lourd, il engage notre conscience et notre devoir de témoigner sur cette situation intolérable et en en restituant toute la gravité. Un rapport de tous ces témoignages est actuellement en cours d'élaboration, il va être diffusé la semaine prochaine auprès de différentes personnalités politiques française et européennes puis rendu public dans une conférence de presse. Nous espérons que le retentissement serra suffisamment grand pour influer sur le cours des évènements en Bosnie. Souhaitons que ce ne soit pas un simple rapport de plus sur les atteintes aux droits de l'homme et que notre indignation saura être partagée. Nous voudrions maintenant connaitre votre position sur notre démarche. Nous ne pouvons bien sûr en mesurer toutes les conséquences, et à ce titre nous avons également évoqué les répercussions possibles pour la sécurité des équipes MSF sur le terrain, ainsi que sur l'évolution des négociations avec le CICR et les autorités serbes concernant la libération des détenus. Nous souhaitons avoir votre réponse sur la diffusion de ce rapport le plus rapidement possible. Merci d'avance

On n'a pas eu besoin des certificats d'hébergement puisque la France a décidé d'accepter cinq cents migrants. On a proposé aux autorités françaises d'effectuer leur prise en charge médico-psychologique immédiate : ces gens allaient arriver, sortant de camps de concentration. On ne savait pas dans quel état ils seraient, ça pouvait être des bombes épidémio, psychologiques etc. Avec les psychiatres, on a peu joué la terreur… On a organisé des équipes psy, médecins et traducteurs qui sont entrées dans ces centres sans problème majeur, et ont fait l'évaluation de toutes les réfugiés. On leur a dit que s'ils avaient été torturés, ils rentraient dans les critères de compétences universelles, et pouvaient déposer plainte en France. Ils ne savaient rien de leur statut de réfugié. C'était donc important de leur donner une information claire sur leurs droits en France. C'était la première fois qu'on faisait du débriefing psy de gens qui sortaient de détention et qui racontaient les faits. On avait donc le briefing de tous ces ex-détenus. Et là, on s'est rendu compte que les femmes et les hommes étaient séparés dans les camps, quand les villages avaient été attaqués. Chacun avait vécu une aventure différente, et tous ces morceaux d'histoires séparés pouvaient être mis ensemble. On pouvait tout recomposer à partir de ces fragments d'histoires. On pouvait

raconter toute l'histoire de cette région à partir des histoires des rescapés des camps d'Omarska, de Keraterm et Trnopolje. On a donc pris tous ces éléments et au lieu de tout laisser épars, on a pu tout reconstruire pour refaire une histoire collective de ces histoires individuelles. On n'était pas dans un pathos humanitaire ou dans du bla-bla politique ; on avait vraiment réussi à décrire la mécanique industrielle de purification ethnique. C'était très simple et très clair : ils envoyaient les milices, elles semaient le chaos, elles massacraient, puis l'armée arrivait sous prétexte de pacification et disait : « vous ne pouvez pas rester là, et donc mettez-vous en colonnes par deux, vous là, vous là et hop, il faut nettoyer ». Et ce schéma industriel, cette répartition des tâches et ces méthodes pour terroriser et convaincre les gens de partir, sans savoir où on allait les mettre rappelait la logique de la terreur pendant la seconde guerre mondiale : avant d'exterminer, on déportait… Mais les détenus bosniaques, on les déporte où et on en fait quoi ? Rony a dit « il faut y aller » et on a fait une conférence de presse pour rendre public ce rapport. Cela a eu énormément d'impact.

Françoise Bouchet-Saulnier, responsable juridique MSF (en français) interviewée en 2015

Sur les sites d'accueil, avec le psychologue, on fait un travail d'écoute auprès des familles qui sont là, qui nous racontent leur histoire. On n'est pas intrusifs, on leur laisse des pages blanches et ils les complètent. On a des dialogues plus ouverts avec certains d'entre eux. Il y a un volet psy et puis le recueil de récits qu'on va petit à petit mettre en forme et qui va donner plusieurs rapports. On arrive à retisser des évènements de façon assez chronologique. Le deuxième aspect, c'est qu'on renvoie à l'autorité publique, l'Etat, les régions, des commentaires sur leur accueil, sur ce qui doit être fait. Donc les rapports sont à deux niveaux, il y a un aspect témoignage et un aspect conseil pour la prise en charge en France.

Pierre Salignon, adjoint au responsable de programme de MSF France, en charge des programmes en ex-Yougoslavie de 1992 à 1996 (en français) interviewé en 2015

Le 8 décembre, après avoir été présenté aux autorités françaises et européennes, le rapport est rendu public lors d'une conférence de presse au cours de laquelle MSF dénonce un « crime contre l'humanité » et demande l'accès du CICR dans tous les camps, la fermeture de ces derniers et la libération des détenus ainsi que l'asile dans les pays européens.

« La purification ethnique en Bosnie-Herzégovine : Un crime contre l'humanité **Conférence de presse** et présentation d'un rapport de Médecins Sans Frontières le mardi 8 décembre à 11 heures » MSF France, 6 décembre 1992 (en français) **D72**

Le Dr Marie-Rosaire Bériot, responsable de l'enquête, Françoise Saulnier, juriste du secrétariat international de MSF, François callas, coordinateur de la mission MSF auprès des détenus bosniaques présenteront un rapport établi sur la base d'entretiens avec 60 ex- détenus et leurs familles, accueillis à St-Etienne. Leurs témoignages permettent de reconstituer dans le détail le processus quasi industriel de purification ethnique mis en œuvre dans la région de Kozarac à partir du 24 mai 1992, ainsi que les conditions de détention dans les camps serbes. Les survivants témoignent des exécutions massives et des sévices subis par les populations civiles tout au long de cette période.

« Le processus de purification ethnique dans la region de Kozarac (Bosnie-Herzegovine) Enquête auprès de 60 ex-détenus bosniaques et de leurs familles accueillis en France (Saint-Etienne) » **Rapport** MSF France, 7 décembre 1992 (en français) **D73**

Extrait :

La purification ethnique en Bosnie : Les dirigeants serbes coupables de crime contre l'Humanité Une enquête effectuée par Médecins Sans Frontières auprès de Musulmans bosniaques rescapés des camps de détention serbes et accueillis par la France révèle que les exactions commises par les Serbes de Bosnie ne relèvent pas seulement de violations massives des droits de l'Homme ou de crimes de guerre mais d'un crime contre l'Humanité. Le crime contre l'Humanité se définit par l'assassinat, l'extermination, la réduction en esclavage, la déportation et tout autre acte inhumain commis contre les populations civiles. Cette enquête ne se limite pas à compléter et confirmer les informations accablantes contenues dans les rapports d'Amnesty International, des Nations unies et du Conseil de l'Europe. Pour la première fois, elle démonte, dans une région circonscrite, toutes les phases d'un mécanisme planifié. Elle permet de reconstituer précisément et dans sa continuité le processus de purification ethnique appliqué, du 24 mai au 1er octobre, dans la ville de Kozarac et les villages environnants (où vivaient environ 25 000 personnes) ainsi que dans les 4 camps de détention situés dans la région. Pour la première fois surtout, cette enquête a force de preuve en ce qu'elle ne s'est pas contenté de recueillir des témoignages mais a systématiquement recoupé et reconstitué le processus criminel. Les éléments les plus marquants de ce processus sont les suivants :

- assassinat systématique des élites locales,
- déportation et détention dans des conditions inhumaines des autres catégories de la population,
- exécutions sommaires et massacres indiscriminés dans les camps de détention,
- sévices et déportations dans des conditions monstrueuses

des femmes, des enfants et des personnes âgées. Deux mois ont passé depuis que le principe de la libération de ces détenus a été acquis. Aujourd'hui, seul un petit contingent est effectivement sorti des camps en raison de l'insuffisance et de la lenteur de l'accueil des pays occidentaux. Par ailleurs, il existe toujours un grand nombre de camps non identifiés et non visités par le CICR. Ce processus de purification ethnique est un véritable défi à la conscience humaine. Tout doit être fait pour y mettre un terme. Même si elles sont dérisoires par rapport à l'horreur du défi, trois mesures minimales s'imposent :
- les détenus libérés et libérables doivent pouvoir trouver asile dans les pays européens,
- le CICR doit pouvoir avoir accès à tous les camps inaccessibles ou non encore répertoriés, - tous les camps doivent être fermés et les détenus qui s'y trouvent libérés.

« Le président de MSF souligne "l'ambiguïté" de l'action humanitaire en Bosnie et dénonce le "crime contre l'humanité" serbe » **Agence France Presse**, 8 décembre 1992 (en français)

« L'humanitaire, c'est la forme contemporaine de l'esprit de Munich », a lancé mardi le président de Médecins Sans Frontières (MSF), le Dr Rony Brauman, l'un des principaux artisans de l'action caritative, tout en dénonçant le « crime contre l'humanité » commis selon lui par les Serbes en Bosnie. Le président de MSF, qui a stigmatisé « l'ambiguïté » de l'action humanitaire dans l'ex-Yougoslavie, présentait, lors d'une conférence de presse à Paris, un rapport de son organisation tendant à démontrer qu'en Bosnie, « les exactions commises par les Serbes ne relèvent pas seulement de violations massives des droits de l'homme ou de crimes de guerre, mais d'un crime contre l'humanité ». « Nous tendons la main à des gens dont le sort est déjà scellé. C'est dans un processus d'anéantissement d'un groupe humain que se situe notre action », a ajouté Rony Brauman, décrivant l'impuissance et les limites de l'aide humanitaire, condamnant « la lâcheté de l'Europe » et son « monstrueux renoncement ». Le rapport de MSF est le résultat d'une enquête réalisée par trois de ses médecins, dont un psychiatre, auprès de 60 ex-détenus bosniaques accueillis en France à Saint-Etienne, témoins directs du processus de purification ethnique appliqué du 24 mai au 1er octobre dans la région de Kozarac, conquise par les Serbes et située au nord-ouest de Sarajevo. Les témoignages, dont quelques-uns ont été montrés à la presse dans un court film, sont accablants pour les autorités serbes : assassinats systématiques des élites locales (professeurs, avocats, dirigeants politiques), déportation et détention dans des conditions inhumaines des autres catégories de la population, torture, viols, exécutions sommaires et massacres indiscriminés dans les camps de détention, déportations dans des wagons à bestiaux des femmes, enfants et personnes âgées. Pour MSF, ce cortège d'horreurs entre dans la définition de crime contre l'humanité qui fut celle du tribunal de Nuremberg jugeant les nazis : « l'assassinat, l'extermination, la réduction en esclavage, la déportation et tout autre acte inhumain commis contre toutes populations civiles ». Estimant que « ce processus de purification ethnique est un véritable défi à la conscience humaine et que tout doit être fait pour y mettre un terme », MSF souligne que trois mesures minimales s'imposent, « même si elles sont dérisoires par rapport à l'horreur du défi » : les détenus libérés et libérables doivent trouver asile dans les pays européens; le CICR doit pouvoir accéder à tous les camps inaccessibles ou non encore répertoriés, tous les camps doivent être fermés et les détenus qui s'y trouvent libérés.

Pour la sortie du rapport dirigé par Françoise, on a fait une conférence de presse tous les deux qui était entièrement axée non pas sur la « purification ethnique » mais sur la qualification de crime contre l'humanité. La « purification ethnique » d'une certaine manière, c'était un acquis. On n'avait plus rien à apprendre puisque c'était les Serbes eux-mêmes qui la revendiquait comme un projet stratégique, fondamental. Le seul problème avec la « purification ethnique » c'était la reprise de la formule sans guillemets. C'était un problème philosophique qui était assez lourd. C'est une des critiques que j'ai faites sur le rapport qui reprend la « purification ethnique » comme quelque chose de réel, comme si quelque chose comme la pureté ethnique existait. Quand on dit « purification ethnique », il faut mettre des guillemets sinon on valide le fait que la pureté ethnique existe. Et à ce moment-là, il faut décider si on préfère la pureté ou l'impureté… C'est une problématique ridicule, il ne faut surtout pas rentrer là-dedans. On n'est pas contre la « purification ethnique », on est contre le concept de « purification ethnique », contre l'idée même. Donc on a dénoncé le fait que des crimes contre l'humanité étaient commis, c'est-à-dire qu'il y avait des gens qui étaient attaqués, déportés, tués, violés pour ce qu'ils étaient. On portait cette idée que face à un crime contre l'humanité qui apparaît en Europe, l'humanitaire a un sens. Mais si la réponse de l'Europe c'est de l'humanitaire, alors c'est tout l'humanitaire qui est dévoyé, qui est vidé de son contenu.

Dr Rony Brauman, Président de MSF France de 1982 à 1994 puis directeur d'études à la Fondation MSF (en français) interviewé en 2000 et en 2015

Le même jour, le quotidien néerlandais Trouw annonce que les organisations d'aide néerlandaises, dont MSF, lancent un appel aux dons pour les déplacés de Bosnie. L'appel précise que sans une intervention militaire créant des zones sûres pour les déplacés, l'aide ne pourra pas être fournie à ceux qui en ont besoin. De son côté, Jacques de Milliano, le directeur général de MSF Hollande, préconise plutôt une intervention d'envergure, afin d'éviter de perdre du temps dans la négociation de zones sûres.

« Les organisations d'aide : il faut une intervention en Bosnie : sinon l'aide n'atteindra pas ceux qui en ont besoin » ***Trouw*** (Pays-Bas), 8 décembre 1992 (en néerlandais)

Extrait :
A la veille de leur appel national pour la Bosnie et la Somalie, les organisations d'aide néerlandaises ont de nouveau appelé à une intervention militaire en ex-Yougoslavie. […]

Les travailleurs humanitaires ne seront capables de fournir de l'aide dans les régions affectées que si la communauté internationale est prête à utiliser la force militaire pour créer des zones sûres pour les réfugiés de Bosnie-Herzégovine. Tel est le cœur de l'appel lancé hier. […]

L'appel national à l'aide pour 800 000 personnes déplacées en Bosnie a été lancé par la Croix-Rouge néerlandaise, Médecins Sans Frontières (MSF), Memisa, Mensen in Nood, Stichting Oecumenische Hulp, Unicef, Stichting Vluchteling et Terres des Hommes. […]

Toutes les organisations participantes ne s'accordent toutefois pas sur le degré de force qui pourrait permettre d'améliorer l'assistance. La plupart d'entre elles s'alignent sur la position de la Croix-Rouge : la protection militaire de zones sûres en Bosnie centrale et orientale a du sens, à condition que des accords soient passés à l'avance avec les parties au conflit.

Par contraste, MSF préfère des opérations armées de plus grand envergure. Son directeur J. de Milliano croit qu'une intervention militaire à grande échelle est le seul moyen efficace de s'assurer que l'aide atteint les endroits où elle est nécessaire. Il a le sentiment que continuer à négocier sur la protection de zones sûres prendrait trop de temps.
« L'hiver arrive vite et se sera écoulé avant qu'on trouve un accord. On sera encore là dans six mois. » MSF croit que « mettre un couteau sous la gorge des Serbes » est le seul moyen d'apporter de l'aide à la population musulmane de Bosnie.

« La position de MSF n'est pas si différente de celle du club des organisations d'aide, s'empresse de faire remarquer Cense [responsable de la Croix-Rouge néerlandaise] « Médecins Sans Frontières n'a tout simplement pas une aussi longue expérience que la Croix-Rouge dans le règlement de ces problèmes à long-terme. »

Dans la foulée de la conférence de presse de décembre, MSF France lance une campagne de sensibilisation de l'opinion publique française. Des clips vidéos sont réalisés qui reprennent les récits des ex-détenus accompagnés du message qualifiant leur sort de « crime contre l'humanité ». Malheureusement ces clips sont diffusés juste après les fêtes de fin d'année et un nombre de fois insuffisant pour marquer les esprits. Surtout, ils le sont au même moment où Médecins du Monde France lance une campagne d'affichage qui compare le leader serbe Milosevic à Hitler. Les deux campagnes sont amalgamées et sur le terrain les relations de MSF avec les autorités serbes se dégradent. V4 V5 V6

Dans le mouvement MSF, des reproches sont adressés à la section française pour cette prise de position, en particulier pour le manque de communication au préalable avec les autres sections concernées. Certains font même remarquer que la mise en danger des équipes de terrain concerne moins la section française qui n'a pas d'opérations en ex-Yougoslavie.

Dans le même esprit, on s'interroge sur la facilité à mener ces enquêtes sur le territoire français plutôt que sur le terrain concerné. Plus généralement, on s'interroge sur la légitimité de MSF à effectuer ce type de témoignage, relevant plutôt du domaine d'activité des organisations de défense des droits de l'homme. MSF France argue que la publication de ce rapport fait partie d'une activité opérationnelle concernant l'ex-Yougoslavie, basée sur le territoire français.

Lettre envoyée aux chaines de télévision françaises par le directeur de la communication de MSF France, 31 décembre 1992 (en français) D74 V7

Madame, Monsieur,
Suite à la publication d'un rapport d'enquête effectuée auprès des ex-détenus bosniaques accueillis en France, Médecins Sans Frontières a décidé de lancer une campagne de sensibilisation de l'opinion publique sur le crime contre l'humanité actuellement commis en Bosnie. Cette campagne est déclinée par une série de 7 spots télévisés et radiophoniques et un bromure, reprenant des témoignages d'ex-détenus des camps de concentration avec un même message : « Aujourd'hui, en Bosnie-Herzégovine, des Serbes commettent un crime contre l'humanité. Maintenant, nous ne pourrons pas dire que nous ne savions pas. » Dans ce cadre, convaincus que vous comprenez l'urgence et l'importance de cette campagne, nous nous permettons de vous solliciter afin d'obtenir des diffusions sur votre réseau de radios.
En vous remerciant par avance de votre précieuse collaboration, je vous prie de croire, Madame, Monsieur, en l'expression de nos sentiments respectueux.
Michel Fiszbin Directeur de la Communication

« **Forum** : mandat humanitaire et témoignage d'accusation » **Contact** n°19 (journal interne de MSF Belgique), avril 1993 (en français) D75

Ce texte est extrait du compte-rendu du 8 février 1993, auquel quelques potes français (de MSF France) ont été invités à échanger quelques réflexions au sujet du témoignage, avec comme cas pratique la récente affaire yougoslave

dont vous trouverez un historique contextuel dans le même texte. Qu'en pensez-vous ?
Rony Brauman, Président de MSF-France, nous donne son avis sur le témoignage d'accusation suite à la campagne dénonçant la purification ethnique en ex-Yougoslavie. L'objectif de cette intervention est de donner l'occasion à MSF-France d'expliquer son cheminement dans la préparation de ce rapport. Rony souligne avant toute chose que la position de MSF-France par rapport aux autres sections est toujours à interpréter à travers la spécificité de la politique française, à travers Kouchner, à travers leur « coup de gueule ». Selon Rony, il y a trois sens au témoignage :
1/ Témoignage de sensibilisation, témoignage purement humanitaire comme en Somalie.
2/ Témoignage de fond sur certains problèmes plus complexes conune la position des casques bleus en Somalie. Ce genre de travail ne pose généralement pas de problèmes aux équipes.
3/ Témoignage d'accusation comme en ex-Yougoslavie ou au Soudan. Témoignage dénonçant les crimes contre l'humanité commis par certains. Par définition, ce témoignage est unilatéral. Il procède d'un choix, reflet d'une analyse de gravité.
Cas particulier de l'ex-Yougoslavie
Premièrement, Rony fait remarquer que cette campagne n'est pas un appel à une intervention militaire.
Deuxièmement, il faut replacer ce témoignage dans son contexte : En octobre, de nombreux articles dénoncent l'alibi humanitaire de l'ex-Yougoslavie. Un peu plus tard, le CICR publie ses déclarations sur les réfugiés de Banja Luka afin de lancer une campagne de soutien au droit d'asile. Lors de l'arrivée du premier contingent de réfugiés, une mission médicale est envoyée, afin de dialoguer avec les réfugiés et d'établir un diagnostic social. Les témoignages qui en ressortent sont hallucinants. A tel point que MSF-France ne peut les garder secrets. Il est temps de dénoncer les crimes contre l'humanité (à ne pas confondre avec les crimes de guerre). MSF-France lance alors un programme d'information publique par la rédaction d'un rapport. MSF présente ce rapport à Bruxelles et Amsterdam; peut-être y a-t-il eu à ce moment un malentendu entre sections … Mais il fallait faire vite. De plus, la présentation du rapport correspondait à l'envoi des Marines en Somalie, donc, à aucun moment ils n'ont cru que ce rapport serait une bombe médiatique. Et pourtant ce fut le cas. Comme MSF-France n'a pas vu de signal rouge venant des autres sections, ils ont pensé avoir l'accord général. Ce n'est qu'en janvier qu'ils ont appris que cela n'allait pas du tout. Ce rapport est également à replacer dans le contexte français d'accueil des réfugiés en France et dans un contexte de déficit opérationnel de MSF-France sur l'ex-Yougoslavie.
La longue discussion qui a suivi a été orientée par les questions des administrateurs et du public. Ces questions portaient essentiellement sur le pourquoi de l'unilatéralité de cette action, sur le rôle de MSF dans le témoignage, sur le manque de communication entre sections, sur la pertinence de telles actions.
Apparemment, on se lance de plus en plus dans des témoignages et des campagnes défendant les droits de l'homme. Mais est-ce bien dans notre mandat ? Si c'est une de nos voies pour le futur, il faut se doter d'outils. Ne croit-on pas que si des réfugiés serbes étaient arrivés chez nous, on aurait pu recueillir les mêmes témoignages ? N'est-il pas plus facile de s'exprimer et de recueillir ce genre d'interview en France qu'en Bosnie ? N'est-ce pas un peu trop médiatique ? Ne touche-t-on pas aux limites de nos actions ? Il est difficile de revenir en arrière. Cependant, tout le monde est d'accord pour dire que ce genre de situation risque de se reproduire et qu'il serait utile dès lors de se donner des règles claires.

Je n'avais rien contre la déclaration de principe. Mais cela nous a causé des ennuis pas possibles, parce que c'est tombé de manière concomitante avec la campagne de MDM qui comparait Milosevic à Hitler. Là, les Serbes n'ont pas aimé du tout. Or pour eux, MDM et MSF, c'était la même chose. Donc, il a fallu qu'on se débrouille avec ça pendant quelques mois. On s'est fait connaitre en disant systématiquement: « Nous, c'est MSF, c'est pas MÉDECINS DU MONDE. Nous, on distribue du matériel ». J'avais même fait en sorte que les chauffeurs des voitures qui allaient en Bosnie, et même en Serbie, puissent présenter des photocopies des reçus de distribution aux hôpitaux et puissent dire : « les gars, on n'est pas là pour espionner, on fait de la distribution de matériel ». C'était très apprécié. Aux checkpoints, les gars nous disaient: « justement, mon cousin travaille dans cet hôpital, je vais l'appeler et on va voir si ce que vous racontez est vrai ». Et comme on ne bluffait pas on avait toujours un retour positif. Cette campagne a eu relativement peu d'impact pour MSF, non seulement parce qu'elle a été éclipsée par celle de MDM mais aussi parce que les spots n'ont été diffusés qu'une ou deux fois sur une ou deux chaînes françaises.

Dr. Eric Dachy, Coordinateur général de MSF à Belgrade d'octobre 1991 à août 1993 (en français) interviewé en 2000 et 2015

On a eu des discussions et des négociations assez fortes. Les Belges se disaient : « Ca y est, les Français ont encore inventé un truc pour faire parler d'eux et nous embêter ». On leur a répondu : « On ne l'a pas inventé. C'est du sérieux, c'est sur la base des récits des réfugiés ». Et puis, on a revendiqué le fait que ce n'était pas un témoignage « droit de l'homme », que c'était un témoignage lié à une vraie opération : l'accueil, le débriefing, le screening médical, le soutien psy, l'information sur leurs droits, enfin une vraie prise en charge humanitaire. Ca, ils ne l'ont pas trop contesté. Et on s'est dit « finalement, on peut faire des opérations sur un pays, mais à l'extérieur de ce pays ». Donc, ça nous autorise à parler dans ce pays. Les Belges, qui étaient à Belgrade avaient peur pour la sécurité de leurs équipes. Les Serbes n'allaient pas être contents. Bien sûr, mais « pas contents » comment ? Si c'est en retardant de quelques heures le passage d'un camion de lait en poudre, ce n'est pas très grave, il ne va pas être périmé ! Idem si cela retardait de trois jours l'arrivée d'un convoi. Il fallait peser, mesurer la gravité des choses.

Françoise Bouchet-Saulnier, responsable juridique MSF (en français) interviewée en 2015

Tout ça, ça s'inscrit un peu par inertie, mais d'une manière très nette, dans la thématique antitotalitaire dans laquelle moi j'étais totalement investi tout au long des années 1980. Dans les années 90, il n'y a plus de guerre froide, mais on ne change pas comme ça de schéma de pensée d'un jour à l'autre. Toutefois, de là à comparer Milosevic à Hitler, il y avait un pas symbolique qu'à MSF on ne voulait pas franchir. Donc on nageait dans une contradiction que MDM a fait émerger et a condensé dans une forme caricaturale en comparant Milosevic à Hitler, avec la photo de ce type affamé censé sortir d'un camp. En réalité, c'était un tuberculeux, pas un affamé. Bref toute cette campagne de contre-propagande elle a un peu sonné comme une sorte de rappel à l'ordre. Car il était quand même indéniable que le chemin ouvert par MSF conduisait à ça, exactement comme celui de MDM. On était tous dans une vague de surenchère. La couche politique, ou politico-idéologique était la même. On était encore sur des bases communes d'une sorte d'antitotalitarisme en partie « de bistrot ». En plus, en France à l'époque, il y avait des comités contre « l'épuration ethnique », une mobilisation sociale et politique vraiment importante dont le thème était : « l'épuration ethnique c'est l'antichambre du génocide, donc de Milosevic à Hitler il n'y a qu'un pas. » J'ai évidemment était interrogé là-dessus. Je ne voulais pas tirer dans les pattes de MDM, mais je voulais vraiment prendre mes distances. Il suffisait de dire « Non ce n'est pas nous, afficher Hitler dans Paris ça n'est pas notre truc ».

Dr Rony Brauman, Président de MSF France de 1982 à 1994 puis directeur d'étude à la Fondation MSF (en français) interviewé en 2000 et 2015

De son côté, MSF Belgique continue à communiquer sur le développement de ses programmes d'assistance aux réfugiés et déplacés, financés par la Communauté européenne.

« Importantes actions de MSF » ***Le Soir*/BELGA** (Belgique), 15 janvier 1993 (en français) **D76**

Extrait :
Médecins Sans Frontières a entamé auprès des réfugiés de l'ex-Yougoslavie son plus vaste programme d'assistance logistique et médicale depuis l'exode des Kurdes irakiens en 1991, en organisant une série d'opérations pour un montant total de 346 millions de FB [8,6 millions d'euros]. L'acheminement de l'aide d'urgence aux personnes déplacées et aux réfugiés de Bosnie constitue le volet majeur de cette opération. Son coût de 5,9 millions d'écus [5,9 millions d'euros] est financé par la Communauté européenne. MSF prévoit d'approvisionner en médicaments et autres produits de première nécessité les villes bosniaques encerclées (Tuzla, Srebrenica, Gorazde) dès que les conditions de sécurité le permettront. Le financement de cette opération, assuré par la Suède, est évalué à quelque 17,5 millions de FB [421 420 euros]. Plus de 1 000 tonnes de matériel (vivres, couvertures, sacs de couchage, produits d'hygiène, matériel médical) ont déjà été envoyées en Bosnie par camion ou bateau, en passant par Split et Metkovic (Croatie) et Belgrade. Plusieurs dizaines de camions doivent encore partir dans les prochaines semaines. À la demande du Haut-commissariat des Nations unies aux réfugiés, MSF va construire un camp de maisons préfabriquées pour accueillir des réfugiés fuyant les zones de conflit. Situé à Livno (sud-ouest de la Bosnie), il pourra abriter 2 500 personnes. La Communauté européenne financera intégralement la construction des 125 maisons pour 1,6 million d'écus (quelque 64 millions de FB). Par ailleurs, l'organisation humanitaire va lancer prochainement au Kosovo une opération (32 millions de FB [794 000 euros]) dont le but est de restructurer les systèmes de santé officiels et alternatifs et de rendre les hôpitaux accessibles aux Albanais de souche (90 %) par l'installation d'une antenne permanente de cinq membres.

Le 22 février 1993, par sa résolution n° 808 D77 le Conseil de sécurité des Nations unies crée le Tribunal international chargé d'enquêter et de juger les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité commis sur le territoire de l'ex-Yougoslavie.

« L'ONU décide la création d'un tribunal pénal international pour juger les responsables de crimes de guerre dans l'ex-yougoslavie - La résolution 808 du Conseil de sécurité » ***Le Monde*** (France), 24 février 1993 (en français) **D78**

Extrait :
« Le Conseil de sécurité, rappelant le paragraphe 10 de sa résolution 764 du 13 juillet 1992, dans lequel il a réaffirmé que toutes les parties sont tenues de se conformer aux obligations découlant du droit humanitaire international, et en particulier des conventions de Genève du 12 août 1949, et que les personnes qui commettent ou ordonnent de commettre de graves violations de ces conventions sont individuellement responsables à l'égard de telles violations. »
« Rappelant également sa résolution 771 du 13 août 1992, dans laquelle il exigeait notamment que toutes les parties et les autres intéressés dans l'ex-Yougoslavie, ainsi que toutes les forces militaires en Bosnie-Herzégovine, mettent immédiatement fin à toutes violations du droit humanitaire international. »
« Rappelant aussi sa résolution 780 du 6 octobre 1992, dans laquelle il priait le secrétaire général [de l'ONU] de constituer d'urgence une commission impartiale d'experts chargée d'examiner et d'analyser l'information fournie en vertu des résolutions 771 et 780 (1992) ainsi que toute autre information que la commission d'experts pourra obtenir, en vue de fournir au Secrétaire général ses conclusions sur les violations graves des conventions de Genève et les autres violations du droit humanitaire international dont on aurait la preuve qu'elles ont été commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie. »

« Se déclarant une nouvelle fois gravement alarmé par les informations qui continuent de faire état de violations généralisées du droit humanitaire international sur le territoire de l'ex-Yougoslavie, notamment celles qui font état de tueries massives et de la poursuite de la pratique du « nettoyage ethnique ».
« Constatant que cette situation constitue une menace à la paix et à la sécurité internationales. »
1. Décide la création d'un tribunal international pour juger les personnes présumées responsables de violations graves du droit humanitaire international commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991.
2. Prie le Secrétaire général de soumettre le plus tôt possible à l'examen du Conseil de sécurité, et si possible au plus tard soixante jours après l'adoption de la présente résolution, un rapport analysant cette question sous tous ses aspects, comportant des propositions concrètes et, le cas échéant, des options, pour la mise en œuvre efficace et rapide de la décision.

SREBRENICA : ENTRER DANS L'ENCLAVE[4]

Dans les villes de Bosnie orientale où se sont réfugiés les Musulmans victimes de la stratégie d'« épuration ethnique » des Bosno-Serbes, la précarité des conditions de vies s'aggrave au fur et à mesure que le blocus se renforce. L'équipe de MSF tente régulièrement d'apporter des secours, qui entrent au compte-goutte.

Le 7 décembre, après une longue négociation, une équipe de MSF Belgique peut enfin faire entrer un convoi de médicaments et de matériel médical dans l'enclave de Srebrenica où elle ne peut toutefois rester que quelques heures.

« Action de MSF à Srebrenica » **Contact** n°20 (journal interne de MSF Belgique), juin 1993 (en français) **D79**

Extrait :
Après 7 mois d'isolement, un premier convoi parvient à Srebrenica. L'équipe de Belgrade et Jean-Pierre Luxen y entrent une première fois, pour quelques heures le 7/12/92, avec une dotation en médicaments et matériel médical.

Cette ville est assiégée. C'est une ligne de front active. Il ne s'agit pas d'arriver avec la Jeep et de tendre un papier. Pour faire passer un convoi, au compte-gouttes, ça se négocie longtemps à l'avance. Le CICR ne rentrait pas, les forces de l'ONU ne rentraient pas, personne ne pouvait rentrer. Moi, je dis « il faut qu'on essaye avec notre méthode ». J'écris à Radovan Karadzic [le leader des Bosno-Serbes], en lui donnant du « Monsieur le Président », ce qui lui fait très plaisir car les UN ne peuvent pas le faire et il a décidé de ne plus lire les courriers des UN puisqu'ils ne sont pas adressés à « Monsieur le Président ». Je lui dis : « en tant que médecin[5], je suis absolument convaincu que vous êtes sensible à la détresse de votre peuple ». J'en fais des tonnes et il est content. Il me reçoit et dit « c'est difficile » mais il dit « oui ». Mais les militaires, eux, veulent les plaques des véhicules, le nom des volontaires, la liste complète du matériel quinze jours à l'avance. Je dis « Ce n'est pas possible. Si c'est oui, nous on vous donne les noms 48 heures à l'avance puis on se présente avec un convoi, vous le fouillez et on passe». Je vais sur place, les casques bleus ukrainiens me demandent : « on peut rentrer avec vous ? ». J'accepte. Les Serbes sont absolument cool avec les Ukrainiens puisqu'ils sont tous « frères slaves. » Du coup, l'ambiance est assez détendue. Mais ils refusent de laisser rentrer MSF : « non, pas d'humanitaires ». Je leur dis « écoutez les gars, on a l'autorisation de Karadzic ». Finalement, Karadzic débarque en hélicoptère. Il me reconnaît et me dit, royal, « Bien sûr, vous pouvez rentrer, pas de problème ». Il fait son petit laïus de trois minutes, « Cher confrère, c'est toujours un plaisir de vous voir, même si ce serait certainement plus agréable dans d'autres circonstances ». Et moi : « Je ne vous le fais pas dire cher confrère » ! En revanche, il harcèle les UN à mort, avant de les laisser entrer. Nous, on entre avec une jeep remplie de matériel chirurgical. Là, on découvre ce que c'est qu'une ville assiégée : la foule paniquée, les gens sales et affamés.

Dr. Eric Dachy, Coordinateur général de MSF à Belgrade d'octobre 1991 à août 1993 (en français) interviewé en 2000 et 2015

Du 18 au 21 février 1993, le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR), constatant son impuissance à faire passer l'aide humanitaire en Bosnie suspend toute activité dans cette région.

De son côté, MSF Belgique réussit à livrer du matériel de première nécessité aux populations déplacées de Zenica, mais ne parvient pas à approvisionner Tuzla et Srebrenica. Elle en informe les médias.

4. Pour une étude détaillée sur les prises de parole publiques de MSF concernant l'enclave de Srebrenica, voir Etudes de cas sur les prises de parole publiques de MSF- Laurence Binet--MSF International - http://speakingout.msf.org/fr/srebrenica

5. Radovan Karadzic est médecin-psychiatre

« La suspension de l'aide internationale à la Bosnie Une décision prise par le haut-commissaire pour les réfugiés » ***Le Monde*** (France), 19 février 1993 (en français) **D80**

Extrait :
Au siège du HCR, on en est venu à baisser les bras. Et le Haut-Commissaire, Mme Sadako Ogata, a annoncé, mercredi 17 juillet, qu'elle avait pris, à contre-cœur, une série de mesures revenant à priver la Bosnie-Herzégovine de l'essentiel de l'aide humanitaire internationale. Ces mesures sont les suivantes : rappel à leurs bases des convois humanitaires du HCR bloqués dans l'est de la Bosnie et suspension immédiate de tous les secours dans les régions sous contrôle serbe ; interruption de toutes les activités du HCR à Sarajevo et retrait de la majorité de son personnel, avec maintien d'une présence minimale dans cette ville assiégée de 380 000 habitants ; interruption des convois humanitaires et du pont aérien vers Sarajevo ; maintien à un niveau réduit des opérations du HCR dans les régions de Bosnie où il peut encore opérer. […] « Alors que tous nos efforts ont été concentrés pour soulager les victimes, les parties ont confondu aide humanitaire et intérêts politiques », a déclaré Mme Ogata, ajoutant : « Nos efforts humanitaires sont devenus la risée des responsables politiques et je regrette profondément que leur conduite m'ait forcée à prendre une telle décision »

« Médecins Sans Frontières poursuit ses programmes de distribution en Bosnie » **Communiqué de presse** MSF Belgique, 19 février 1993 (en français) **D81**

Médecins Sans Frontières poursuivra la distribution d'une aide d'urgence en Bosnie depuis ses bases logistiques situées en ex-Yougoslavie. En cela, MSF ne suit pas l'appel lancé ce mercredi par le Haut-Commissariat pour les réfugiés des Nations unies d'arrêter toute opération humanitaire en Bosnie. Sans pour autant se distancier du bien-fondé de cet appel, qui fait référence au non-respect total des droits de l'homme par les différentes parties en conflit, Médecins Sans Frontières estime qu'une aide massive en faveur de la population civile bosniaque s'avère plus que jamais nécessaire. Ce sont surtout les habitants des villes encerclées en Bosnie du nord et en Bosnie centrale qui souffrent du blocus qui leur est imposé par les forces serbes, croates et musulmanes. Les villes de Tuzla et Srebrenica notamment, se voient privées d'un approvisionnement régulier en nourriture, médicaments élémentaires et carburant depuis plusieurs mois déjà. Ces deux dernières semaines, la section belge de MSF est parvenue à acheminer 400 tonnes de matériel de première nécessité (nourriture, couvertures…) vers des entrepôts de Zenica (Bosnie-centrale). De Zenica, le matériel est distribué auprès des populations réfugiées et déplacées bosniaques. Aujourd'hui encore un convoi de 80 tonnes d'aide d'urgence atteindra la population de Tuzla, ville bosniaque encerclée par les Serbes.

Fin février 1993, alors que les forces bosno-serbes lancent une nouvelle offensive, une équipe exploratoire de MSF Belgique, tente de nouveau d'obtenir des autorités serbes de Bosnie l'autorisation de se rendre à Srebrenica. A plusieurs reprises, elle est bloquée par les forces bosno-serbes qui lui confisquent son matériel médical.

De son côté, le général Morillon, commandant de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) chargée de protéger les convois d'aide humanitaire du HCR, se dirige vers cette enclave, et se retrouve lui aussi bloqué à plusieurs reprises par les forces bosno-serbes.

Après une dizaine de jours d'attente et de négociations, l'équipe de MSF décide finalement de se joindre au convoi de la FORPRONU. Le 11 mars, celui-ci est autorisé par les forces bosno-serbes à entrer dans Srebrenica. MSF Belgique l'annonce dans un communiqué de presse.

« Ex-Yougoslavie - Les convois passent enfin » **Communiqué de presse** MSF Belgique, 11 mars 1993 (en français) **D82**

Selon les dernières informations recueillies sur place, des convois humanitaires du HCR et de la FORPRONU, accompagnés par des équipes de MSF B, ont finalement obtenu l'autorisation de se diriger vers la poche musulmane de Srebrenica et la ville de Konjevic-Polje, situées au nord-est de la Bosnie. Une équipe de MSF se trouve depuis 13h00 UTC à Srebrenica pour y administrer les premiers secours aux habitants assiégés et à la population réfugiée dans la ville. Aux postes de contrôle serbes, l'équipe a néanmoins dû laisser une grande partie du matériel médical et des médicaments prévus pour cette opération de secours. Ce midi par ailleurs, deux MSF B ont atteint la ville de Konjevic-Polje où ils essayent à leur tour de mettre sur pied une opération de secours.

« Un début d'aide humanitaire pour l'enclave de Srebrenica » ***Le Soir*** (Belgique), 12 mars 1993 (en français) **D83**

Extrait :
Une équipe de Médecins Sans Frontières a pu parvenir, hier, dans l'enclave musulmane de Srebrenica mais a dû abandonner « la majeure partie » des médicaments et du matériel médical qu'elle transportait à des postes de contrôle serbes, selon un communiqué diffusé par l'Organisation à Bruxelles. L'arrivée de l'équipe de MSF indique qu'un convoi de l'ONU qui se rend dans cette même enclave pourrait traverser les lignes serbes. Ce serait le premier à y parvenir depuis le 10 décembre, bien que la ville assiégée ait reçu de l'aide grâce aux parachutages américains. Le convoi transportant 80 tonnes d'aide, parti de Belgrade, a franchi la frontière dans l'après-midi. C'est le général Morillon lui-même, commandant de la FORPRONU en Bosnie, qui a obtenu des autorités serbes à Zvornik le passage de deux convois légers, le premier qu'il

dirige lui-même pour l'enclave musulmane de Srebrenica, le second pour évacuer des blessés de l'enclave voisine, elle aussi assiégée, de Konjevic Polje.

On était en pleine offensive des forces serbes et proserbes dans la région. Depuis une dizaine de jours, on essayait d'entrer dans Srebrenica. On était bloqués dans une petite ville, de l'autre côté des ponts qui donnent sur la Drina. Tous les matins, on essayait d'aller négocier avec les Serbes et voir comment on pouvait entrer. Et puis Morillon est arrivé, il a dit : « bon, moi je rentrerai dans Srebrenica coûte que coûte ». On était dans un hôtel dont l'ambiance était très particulière. Le soir y venaient dîner les forces de l'ONU, le HCR, les agences humanitaires mais aussi les milices serbes. Tous ces gens se côtoyaient dans cet hôtel. Et donc, chaque soir, on essayait de sympathiser pour négocier l'entrée dans Srebrenica le lendemain. Au bout d'une dizaine de jours, on est parvenus à rentrer, en prenant des risques considérables. En effet, les Serbes nous ont envoyés sur des petits chemins de montagne enneigés en prétendant que les ponts de la route normale avaient été minés. On a fini par arriver dans le no man's land entre les forces proserbes et les forces bosniaques, vers 5 heures du soir. Il faisait déjà sombre. Dans le convoi, il y avait un petit char dans lequel se trouvait Morillon, une voiture MSF, une voiture HCR, une voiture de militaires des Nations unies dans laquelle se trouvaient des Américains avec du matériel satellite et un camion belge de la FORPRONU qui transportait du sucre et des médicaments. Plusieurs véhicules ont été bloqués par la neige. J'étais à pied pour pousser le véhicule MSF et je me suis fait dépasser par le camion belge. Ils avançaient sans s'arrêter pour ne pas rester bloqués et je devais monter sur leur marchepied. Mais comme j'étais trop lourd à cause de mon gilet pare-balle, j'ai laissé passer le camion. 10 mètres plus loin, ce camion a explosé sur une mine antichar. Et le marchepied sur lequel je devais me trouver s'est totalement volatilisé : c'était cette roue-là qui avait roulé sur la mine antichar ! Eric Dachy qui était dans un véhicule qui était déjà passé est arrivé avec la valise d'urgence en pensant qu'il allait me retrouver en morceaux ! Les militaires belges n'ont pas été touchés parce que c'était les seuls camions de la FORPRONU tapissés de feuilles de kevlar. Nous avons continué à pied et rejoint le char de Morillon qui lui avait filé tranquillement, sans nous attendre. Ils nous ont embarqués. Puis en pleine nuit, nous avons rencontré des partisans bosniaques… Tout ce chemin était assez impressionnant.

Dr Georges Dallemagne, directeur des opérations de MSF Belgique (en français) interviewé en juillet 2000

Quand Georges Dallemagne s'est joint au convoi avec Morillon, on a tous trouvé cela génial. Puis quand le général est parti, les MSF sont restés et cela a débouché sur une mission. Cela n'a pas seulement été un coup, mais un vrai démarrage. Donc on était à fond derrière eux. D'une certaine manière on était jaloux, car c'est quelque chose qu'on aurait aimé faire nous-même. C'était bien joué, on était fier de nos copains belges.

Dr Rony Brauman, président de MSF France de 1982 à 1994 puis directeur d'études à la Fondation MSF (en français) interviewé en avril 2015

En arrivant dans l'enclave dans la nuit du 11 au 12 mars, l'équipe de MSF découvre que des dizaines de ses habitants y meurent chaque jour, faute de nourriture et de soins. Les nombreux blessés causés par les bombardements affluent à l'hôpital.

Je garderai toujours un souvenir terrible de cette ville. Il y avait essentiellement des femmes et des enfants qui arrivaient dans la nuit, fuyant les bombardements des villages avoisinants. Ils arrivaient en pyjama, en chandail, pieds-nus parfois. Ils avaient eu juste le temps de se sauver de leur maison. On entendait des cris, des pleurs. Des blessés étaient amenés dans des brouettes. Il faisait un froid épouvantable et pour tout combustible, ils brûlaient au coin des rues des boites de Coca. Il y avait des petits feux comme ça dans la nuit, et des milliers et des milliers de personnes dans cette ville. On est allés à l'hôpital. La situation y était complètement dantesque, un cauchemar total avec des gens ensanglantés partout. Le personnel de l'hôpital était dépassé par les évènements. Il y avait deux petites filles avec les jambes brisées, par terre, geignant, et je suis allé chercher Morillon en lui disant : « venez voir la guerre ». Je me souviendrai toujours que Morillon est arrivé jusqu'à l'hôpital, il a fait un petit speech et puis il s'est tourné. Il a été incapable d'aller voir ces enfants baignant dans leur sang, finalement incapable de « voir la guerre. » La plupart de ces gens sont morts parce qu'il n'y avait pas de quoi les soigner. Eric et moi nous sommes médecins mais pas chirurgiens. On a quand même essayé d'opérer, de traiter, de faire des transfusions en donnant notre sang etc. On a peut-être sauvé une ou deux personnes…. C'était une mission exploratoire, on ne savait pas qu'on pourrait passer ni ce qu'on allait trouver.

Dr Georges Dallemagne, directeur des opérations de MSF Belgique (en français) interviewé en juillet 2000

Le 12 mars, les habitants de Srebrenica refusent de laisser l'équipe de MSF quitter l'enclave. Ils perçoivent sa présence comme une garantie potentielle contre une exacerbation de la violence. Avec le même espoir, ils retiennent également le général Morillon et son équipe.

Le 13 mars, du balcon du bâtiment de la poste, celui-ci s'adresse à eux : « Ne soyez pas inquiets. Je reste avec vous ». Il demande la fin de l'offensive serbe, l'application des cessez le feu, l'établissement de corridors humanitaires vers Srebrenica et le déploiement d'observateurs des Nations-Unies. V8

« Texte d'un général des Nations unies depuis la ville assiégée de Srebrenica » **Reuters** (Royaume-Uni) Sarajevo, 13 mars 1993 (en anglais)

Extrait :
Le général Morillon s'exprime depuis Srebrenica.
Quand j'ai été nommé commandant des forces en Bosnie-Herzégovine, j'ai décidé de m'installer à Sarajevo parce que c'était l'endroit où la population était le plus en danger. Je m'y suis installé pour des raisons symboliques et pour réduire ce danger. La semaine dernière, il est devenu clair que les Serbes de Bosnie n'arrêteraient pas leur offensive en Bosnie orientale, non pas tant qu'ils aient besoin de se saisir de ces territoires mais parce qu'ils avaient été scandalisés par la découverte de fosses communes à Kamenica. J'ai essayé de leur faire comprendre que justice serait rendue pour tous les crimes de guerre une fois que les combats auront cessé et la paix rétablie. Mais ils n'ont pas voulu écouter et ont décidé de se faire justice eux-mêmes.
Pleinement conscient qu'une tragédie allait s'abattre sur Srebrenica, je suis délibérément venu ici, et j'ai décidé de rester ici, à Srebrenica, pour calmer les angoisses de la population et la sauver, ou essayer de la sauver. Je demande premièrement la fin immédiate de l'offensive serbe comme elle me l'avait été promise à Pale. Deuxièmement, la mise en œuvre immédiate et complète de tous les cessez-le-feu qui ont été convenus. Troisièmement, le déploiement immédiat et permanent des observateurs militaires nécessaires. Quatrièmement, l'ouverture d'un corridor terrestre entre Srebrenica, Bratunac, Konjevic Polje et Zvornik. Les ingénieurs de la FORPRONU répareront le pont entre Srebrenica et Bratunac. Cinquièmement, l'ouverture d'un corridor aérien pour Srebrenica afin d'évacuer les centaines de blessés graves. Sixièmement, la libération des convois pour Srebrenica, qui sont en ce moment bloqués à Zvornik.
A la population de Srebrenica, je dis : (longue pause puis la même voix dans un serbo-croate hésitant) n'ayez pas peur, je resterai avec vous.

Nous avions dit aux Bosno-Serbes que nous revenions le lendemain. Mais quand, le lendemain, nous avons voulu repartir, la population a dit : « non, vous restez là. » En tant que médecins, on circulait assez facilement dans cette enclave, on était bien accueillis. Les gens partageaient avec nous le peu qu'ils avaient encore à manger. Les militaires qui nous avaient accompagnés restaient entre eux. Ils ont eu très peur d'être pris en otage. Vers 2 ou 3 heures du matin, Morillon nous a réveillés et nous a dit : « Je pars. Mon chef de camp va s'occuper de la suite des opérations. » Il a traîné toute la nuit dans l'enclave et puis évidemment il n'a jamais pu en sortir et il est revenu. Le lendemain en se réveillant vers midi après sa petite fugue, il avait changé d'avis et de stratégie, et il a annoncé : « Je resterai à Srebrenica, je vais en faire mon quartier général et je protégerai cette enclave. » C'est à ce moment-là que s'est installée cette protection officielle de l'ONU et donc cette immense responsabilité de la communauté internationale par rapport à l'avenir, au destin de l'enclave. Nous, nous sommes restés encore une journée à aider à l'hôpital, puis nous sommes repartis. De toute façon, nous n'étions pas les bonnes personnes. Il fallait une équipe chirurgicale, avec des moyens, une grosse équipe MSF pour reprendre en main l'hôpital.

Dr Georges Dallemagne, directeur des opérations de MSF Belgique (en français) interviewé en juillet 2000

L'équipe exploratoire de MSF quitte Srebrenica le 14 mars. Dès son retour à Bruxelles, elle témoigne auprès des médias de la situation dramatique qui règne dans l'enclave et de l'enjeu que représente la démarche du général Morillon. Le 16 mars, une conférence de presse est organisée. V9

« Un témoignage terrifiant sur le calvaire bosniaque » Edouard Van Velthem, ***Le Soir*** (Belgique), 16 mars 1993 (en français) D84

Extrait :
La voix est basse, fatiguée. De retour, via Belgrade, d'un voyage de quatre jours dans l'enclave assiégée de Srebrenica, à l'est de la Bosnie-Herzégovine, le Dr Georges Dallemagne, directeur des opérations de Médecins Sans Frontière - Belgique, demeure sous le choc de la réalité endurée. Et son témoignage est édifiant : c'est une ville à moitié détruite et délibérément affamée que la délégation mixte de l'ONU et de MSF a atteinte dès vendredi dernier. Avec, dans le convoi, en plus du véhicule de l'Organisation, le véhicule du commandant de la FORPRONU en Bosnie, le général Philippe Morillon - toujours sur place -, une voiture du Haut-Commissariat aux réfugiés, un camion de matériel médical et un blindé léger.
Il y a encore quelque 30 000 personnes sur place, dont la moitié de réfugiés venus de Konjevic Polje. Beaucoup d'entre elles n'avaient plus mangé depuis cinq ou six jours, d'autres se nourrissent de baies ou de glands ramassés dans la forêt. La plupart n'ont plus de toit, alors elles restent dehors dans le vent glacial. Des enfants meurent ainsi de froid toutes les nuits. Mais l'afflux des errants ne tarit pas pour autant : il en arrive chaque jour, par les montagnes environnantes, après sept ou huit heures de marche dans la neige. Ils n'ont plus que les vêtements qu'ils portent comme bagage. Quand ils ne sont pas nu-pieds… […] L'hôpital ? Avec une capacité maximale de 96 lits, il accueille 150 blessés, dont trois quarts d'hommes. Et 80 % des blessures sont le fait des bombardements, des éclats d'obus notamment. Sans parler des victimes

qui s'entassent dans les maisons individuelles environnantes. Les cinq médecins qui travaillent là sont épuisés, sans moyens. Les opérations se font à la lampe de poche, les stérilisations sans électricité. Les hôpitaux que j'ai visités en Afrique sont souvent en meilleur état.
Dans ce contexte de survie précaire, les parachutages américains ne sont bien sûr qu'un palliatif insuffisant : Contrairement à ce qui a été affirmé au début, les largages sont désormais très précis. Les colis tombent à deux ou trois kilomètres de la ville au maximum. Mais seuls les plus costauds parviennent à les récupérer. [...] Il y a des émeutes, les gens se battent entre eux pour une ration. [...]
Partie avec toutes les autorisations nécessaires pour forcer les différents barrages, l'expédition qu'accompagnait le Dr Dallemagne a de surcroît dû composer avec les circonstances contraires : les contrôles multiples et tatillons des milices serbes, un pont en ruines sur la voie principale, l'obligation d'emprunter des routes de montagne étroites et verglacées, l'accueil en demi-teinte enfin de la population musulmane. [...]
Et, au moment du départ, redoutant d'être exterminée dès que nous aurions le dos tourné, elle nous a empêchés de partir. Il y a eu un moment de forte tension et, disons le mot, nous étions retenus contre notre gré. Mais le général Morillon a inversé la tendance : il a fait une déclaration, hissé solennellement les couleurs de l'ONU et promis de rester sur place jusqu'à ce que tous les blessés, et pas seulement les femmes et les enfants - car les hommes, de 16 à 60 ans, sont considérés comme criminels de guerre potentiels par les Serbes - puissent être évacués. [...]
Les gens étaient rassurés. Et nous-mêmes avons pu repartir sans incident le lendemain. Chapeau au général Morillon : il a accompli la seule démarche humainement possible. Aujourd'hui, l'urgence, pour les « pompiers » de MSF, c'est de mettre en place, à Srebrenica, une équipe chirurgicale avec tout le matériel nécessaire. [...]
Mais les autorisations tardent à venir, les promesses sont reniées et la situation reste bloquée. [...]
Même si un fragile espoir est intervenu hier soir en faveur des blessés et des réfugiés de Srebrenica : les chefs d'état-major serbe et bosniaque, le général Mladic et le commandant Halilevic, ont cédé aux insistances de Philippe Morillon, autorisant, ce mardi, le passage du convoi de secours des Nations unies en s'engageant à respecter un cessez-le-feu temporaire. [...]
Ce qui est insupportable, c'est que pendant des semaines les chefs militaires locaux nous mènent en bateau. Le feu vert que nous recevons à Belgrade passe aussitôt au rouge à Pale, fief des Serbes de Bosnie.

A notre retour à Bruxelles, nous avons organisé une conférence de presse qui a eu un retentissement énorme parce qu'y avait très peu de personnes qui étaient revenues de Srebrenica et très peu qui avaient témoigné. Mon témoignage était assez brutal, parce que j'ai raconté tout ce que j'avais vu. J'avais été très choqué et je pense que mon témoignage a contribué à alerter l'opinion sur ce qui se passait dans Srebrenica. Et peut-être à arrêter momentanément l'offensive qui était en cours et stabiliser à ce moment-là les lignes de front. Jusqu'à quel point... je n'en sais rien.

Dr Georges Dallemagne, directeur des opérations de MSF Belgique (en français) interviewé en juillet 2000

La démarche du général Morillon est saluée par les médias et les opinions publiques occidentales. Le président de MSF France, Rony Brauman, est un des rares à en pointer publiquement les limites et les effets pervers.

« Images délai » ***Le Monde*** (France), 19 mars 1993 (en français) **D85**

Extrait :
On retrouva le général au début de « La marche du siècle » (video). Cavada : « Ne quittez pas, général, je vous passe Bernard Kouchner, et aussi M. Mendiluce, envoyé spécial dans l'ex-Yougoslavie du Haut-Commissariat pour les réfugiés » « Nous sommes prêts à vous rejoindre », lui lançaKouchner, admiratif. En échange, le général, là-bas, au milieu de la neige, de la boue et de la mort, se fendit de quelques gentillesses à destination de Bernard Kouchner.
Faut-il regretter que le général soit avec nous en duplex quasi permanent, au bout de ce poste de radio amateur qui le relie au monde ? Qu'il ait ainsi mis le doigt dans la moulinette qui transforme tout, le tragique et le sublime, en vague divertissement indifférencié ? Ainsi le feuilleton du convoi à destinationde Srebrenica. Passera, passera pas ? Réponse demain, peut être.
Président de Médecins Sans Frontières, Rony Brauman, chez Cavada, manifesta d'honorables réticences face à l'humanitaire-spectacle. « C'est la mort des enfants, qui est indécente », lui répliqua Bernard Kouchner, avec, pour lui, la force brutale de l'évidence. Si l'on n'entendait pas le général Morillon chaque soir, ne l'aurait-on déjà oublié ? N'aurait-il pas été enseveli sous le flot quotidien, le terrorisme en Algérie, la dernière gaffe de Rocard ? La mère dans la neige, avec son bébé, n'aurait-elle pas été chassée par cette autre mère, femme de marin, défilant dans les rues d'une ville française ?
Deux jours de suite d'attention, c'est tant demander !

« Un général au balcon » Rony Brauman, ***Le Monde*** (France), 3 avril 1993 (en français) **D86**

Extrait :
Le général Morillon, qui commande une force dite de « protection », n'a jamais utilisé le moindre détour pour reprocher leur violence à ceux qui se défendent, tandis qu'il a toujours fait preuve d'une grande compréhension pour les attaquants. Lors d'un séjour à Sarajevo, je l'ai entendu reprocher durement à l'armée bosniaque de susciter la colère des Serbes en répliquant aux tirs d'artillerie par d'autres tirs.

En somme, voilà des gens qui ont le culot de prétendre résister alors que nous veillons à tout, puisque nous sommes prêts, si leurs ennemis nous y autorisent, à leur apporter à manger jusqu'au bord des fosses communes, jusqu'à l'intérieur des camps de détention. Quant au « Docteur Karadzic », l'un des criminels de guerre les plus en vue de cette région, le voilà crédité, à la seule condition de laisser passer un convoi humanitaire, d'une volonté de paix reconnue par tous et d'une représentativité à portée de main. Si les mots avaient un sens, la « Force de protection des Nations unies » devrait être rebaptisée « Force d'observation de la purification ethnique ».
Daladier ne cachait pas sa honte de Munich, ni Blum sa rage de ne pouvoir intervenir en Espagne. Nous, nous exhibons le courage physique, indéniable, d'un militaire dont c'est tout de même le métier, pour recouvrir d'un manteau de vertu notre constante impuissance et la lâcheté de notre comportement. Un seul geste de bravoure, pourvu qu'il passe à l'écran, et tous nos pitoyables renoncements sont effacés.
Mes réticences face à l'humanitaire-spectacle viennent de là, et de ma conviction que « l'indécence de la mort d'un enfant » ne justifie aucune autre indécence. Quand va-t-on s'apercevoir qu'une fois de plus l'essentiel du carnage était passé lorsque les troupes alliées ont débarqué de la façon que l'on sait à Mogadiscio ? Quand va-t-on se rappeler que, même lorsqu'ils meurent de faim, les Somaliens ne sont pas des animaux à qui l'on peut jeter, sans états d'âme, une pitance salvatrice sous les feux des sunlights ?
Ce que je redoute profondément devant le développement de l'humanitaire-spectacle en Bosnie et en Somalie, c'est que l'humanitaire mécanisé, médiatisé, aseptisé nous rende insidieusement inhumains.

C'était une réponse à Daniel Schneidermann, qui dans sa rubrique « médias » du Monde s'était lancé dans un dithyrambe sur Morillon. Moi, je trouvais que Morillon était un faiseur et que l'enthousiasme de Schneidermann à son égard était complètement déplacé. Donc je lui ai écrit cette lettre qu'il a publiée, de façon assez élégante. Je ne voulais pas le faire sur le mode « je proteste et j'ai un droit de réponse » parce que je n'avais aucun titre à le faire. Mais MSF était sur place, quand même bien placé pour en parler… Et puis le coté général héroïque… Dallemagne et les autres étaient dix fois plus gonflés que lui, qui ne risquait rien, car les Bosno-Serbes n'allaient pas descendre un général français. Nos collègues belges et hollandais, ça les a fait plutôt rire que je tape sur Morillon. Il n'était pas tenu en grande estime. J'étais le seul à le dire mais il n'y a pas eu de réactions.

Dr Rony Brauman, président de MSF France de 1982 à 1994 puis directeur d'étude à la Fondation MSF (en français) interviewé en 2015

Le 20 mars, un chirurgien de MSF Belgique est entré à Srebrenica. Une semaine plus tard, il est rejoint par un anesthésiste, un médecin et un sanitarien. Ils se mettent au travail auprès d'une population terrorisée et dans un état de dénuement total, malgré l'arrivée de deux convois d'approvisionnement les 28 et 30 mars, qui ont ensuite évacué plus de 5 000 femmes et enfants.

Le chirurgien de MSF, qui est resté dix jours dans l'enclave bombardée, témoigne dans le quotidien français *Le Monde*.

« Bosnie-Herzégovine : le témoignage d'un membre de Médecins Sans Frontières, le calvaire des habitants de Srebrenica » ***Le Monde*** (France), 1er avril 1993 (en français) **D87**

Extrait :
Thierry Pontus est sous le choc. Il cherche ses mots ; il a du mal à exprimer ce qu'il vient de vivre. Membre de Médecins Sans Frontières (MSF), ce chirurgien belge qui a rallié, mardi 30 mars, Belgrade est le premier médecin étranger à avoir passé dix jours dans l'enclave musulmane de Srebrenica. Dix jours pendant lesquels il a tenté de porter secours aux habitants de cette ville de Bosnie orientale coupée du monde depuis 11 mois de guerre. Entré à Srebrenica dans la Jeep du général Philippe Morillon, alors que ses deux assistants - un anesthésiste et une infirmière - se voyaient refuser le passage par les assiégeants serbes, Thierry Pontus a dû affronter, tout seul, un véritable drame humanitaire.
A l'hôpital de Srebrenica, où il a passé la plus grande partie de son séjour, cinq médecins généralistes, sans expérience chirurgicale, luttent jour et nuit depuis des mois pour sauver les blessés et les malades qu'ils opèrent à la lampe de poche dans une salle d'opération « qui n'en est pas une ». Si le docteur Pontus s'est employé, au début, à leur apprendre les rudiments de la chirurgie, « même pour les amputations, alors qu'ils en ont déjà effectué près de 400 », il explique que le plus grave problème est celui des infections dues à l'absence de moyens de stérilisation et à l'impossibilité de se laver, puisque l'eau de Srebrenica est sale.
La ville, qui comptait 9 000 habitants avant la guerre, a vu arriver des dizaines de milliers de réfugiés des poches musulmanes voisines tombées aux mains des Serbes.
Dans l'école de Srebrenica, « grande comme un lycée de chez nous », les réfugiés s'entassent à 80 ou 100 par classe, dans des conditions sanitaires catastrophiques. L'une des images les plus tragiques que le médecin garde en mémoire est celle d'un bébé au ventre déchiqueté par un obus et qui est mort dans les bras de l'un des deux casques bleus canadiens, blessés au moment où, mercredi 24 mars, ils assuraient l'évacuation héliportée d'habitants, une opération qui a dû être annulée, les Serbes ayant pris l'aire d'atterrissage pour cible.
Autre image : celle de personnes désespérées prenant d'assaut un convoi d'évacuation. MSF, qui envoie ces jours-ci un nouveau chirurgien, un anesthésiste et un logisticien, entend poursuivre son action à Srebrenica, même si les responsables de l'organisation ne se font guère d'illusions.
Les observateurs de l'ONU installés dans l'enclave ont en effet reconnu devant le docteur Pontus « qu'avec le soutien des unités de l'armée régulière [yougoslave] déployées du côté

bosniaque, les Serbes peuvent faire sauter le verrou quand ils veulent ». Si la situation venait à se dégrader, « il est à craindre que MSF et la FORPRONU soient gardés comme garantie par les Musulmans », souligne le médecin. Pour conclure que, dans tous les cas, « les humanitaires sont très mal à l'aise, car si les femmes et les enfants sont évacués, il ne restera plus que des hommes, et, à ce moment-là, on ne pourra plus rien faire pour sauver la ville ».

Quand on est revenu à Belgrade, j'ai dit : « on pousse, on tient. » Il a fallu l'énergie invraisemblable de Morillon et de notre équipe pour réussir à rentrer de nouveau dans Srebrenica. J'ai rattrapé Morillon sur une route et j'ai dû lui faire une queue de poisson pour qu'il s'arrête. Je lui parlais comme si c'était le général de Gaulle !:
« Mon général, excusez-moi, J'étais avec vous là-bas. J'ai ici un chirurgien et un logisticien. Ca compte là-bas, vous le savez bien, ils en ont besoin,»,
« Ah oui, je vous reconnais »,
« Il faut que vous les preniez avec vous »,
« Bon, qu'ils montent derrière et espérons que les Serbes… ».
Et l'équipe est passée. Là, cela tenait sur un fil. À chaque instant, tout pouvait arriver et du boulot médical, il y en avait. Il fallait prioriser.

Dr. Eric Dachy, Coordinateur général de MSF à Belgrade d'octobre 1991 à août 1993 (en français) interviewé en 2000 et 2015

Le 6 avril, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) annonce vouloir évacuer de 10 à 15 000 civils de Srebrenica. Cette initiative est perçue par nombre d'observateurs comme risquant d'encourager le nettoyage ethnique pratiqué par les forces serbes de Bosnie.

Les Etats-Unis brandissent la menace de la levée de l'embargo sur la livraison d'armes aux Bosniaques musulmans.

« Assiégée par les Serbes en Bosnie orientale, l'enclave musulmane de Srebrenica va être partiellement évacuée. Sauvetage ou épuration ? » ***Le Monde*** (France), 7 avril 1993 (en français) **D88**

Extrait :
Certes, un représentant du HCR à Sarajevo, John Mc Millan, a fermement nié que cette organisation spécialisée de l'ONU participe au « nettoyage ethnique ».
Certes, chaque départ de camions blancs de Srebrenica a donné lieu à de sanglantes bousculades ayant fait plusieurs morts et donnant une idée de la terreur dans laquelle vivent ces gens promis à un sort épouvantable s'ils restent exposés à un assaut serbe.
Certes, le président bosniaque, Alija Izetbegovic, a fini par donner son « feu vert » à cette évacuation massive.
Reste l'opposition de nombreux Musulmans à une pratique qui, au nom de l'humanisme le plus élémentaire, risque d'offrir, sur un plateau d'argent, une victoire de plus aux forces serbes et de vider une nouvelle région de sa population originelle.
Car ce n'est certainement pas un hasard si les Serbes s'opposent, jusqu'à présent, à l'envoi de casques bleus supplémentaires à Srebrenica ; c'est, en fait, un signe de plus que Belgrade et ses alliés locaux ont toujours la ferme intention de réduire cette enclave qui représente un élément de rupture, une sorte « d'anomalie », dans les territoires qu'ils ont conquis. Or, une fois évacuées les personnes clairement identifiées comme n'étant pas des combattants - blessés, malades, femmes, enfants et vieillards - il ne restera plus, sur place, que des hommes valides, en âge de porter les armes, qui seront donc vite assimilés à des combattants. Et la guerre, à laquelle la communauté internationale ne veut pas se mêler, pourra reprendre ses droits.
Etant donné le déséquilibre des forces, on peut aisément prévoir le sort de Srebrenica. Et même si John Mc Millan avait raison, si l'ONU ne se prêtait pas à des pratiques condamnables, cette évacuation est un nouveau constat d'échec à mettre au débit des Nations unies.
L'Organisation agit, en l'occurrence, comme si elle avait renoncé à défendre Srebrenica, comme si elle avait définitivement décidé de ne pas entraver l'avance des Serbes. Dans ce cas, elle avait effectivement le devoir de sauver le plus de vies humaines possible.

Le 7 avril, MSF demande publiquement un renforcement des équipes de secours internationales dans Srebrenica assiégée, pour répondre aux besoins de la population, mais aussi pour éviter des exactions de grande ampleur en cas de prise de la ville.

« Médecins Sans Frontières demande un renforcement de la présence internationale dans Srebrenica assiégée » **Communiqué de presse** MSF, 7 avril 1993 (en français) **D89**

Médecins Sans Frontières lance un appel pour un renforcement de la présence internationale afin de venir en aide à la population de Srebrenica. Le personnel des organisations internationales est aujourd'hui en nombre insuffisant et ne dispose pas des moyens nécessaires pour répondre aux besoins de la population. Seuls un représentant du Haut-Commissariat aux réfugiés, cinq observateurs des Nations unies, sept membres de la FORPRONU ainsi que deux Médecins Sans Frontières sont présents dans l'enclave assiégée sur le point de tomber. Une action véritablement efficace n'est possible qu'avec un renforcement des équipes de secours. Cette présence accrue pourrait avoir un effet dissuasif et éviter des exactions de grande ampleur si la ville tombait. Même si les

projets d'évacuations aboutissent, 30 000 civils sans défense resteront à la merci des agresseurs. Le droit humanitaire international, tel qu'il est défini par les Conventions de Genève, prévoit la protection des civils dans les zones de guerre, mais engage également les Etats signataires à en respecter et à en faire respecter l'application quelles que soient les circonstances. Médecins Sans Frontières constitue des équipes médicales supplémentaires pour toute nouvelle intervention d'urgence à Srebrenica.

Le 12 avril, les bombardements sur Srebrenica s'intensifient. Une centaine de blessés graves arrive à l'hôpital. Ils sont pris en charge par le personnel local soutenu par l'équipe de MSF.

Le 15 avril, en raison de la violence des bombardements, une partie de l'équipe quitte l'enclave avec un convoi du HCR qui repart à vide. Les autorités bosniaques ont refusé tout départ de réfugiés tant que leurs combattants gravement blessés dans les combats qui les opposent aux forces bosno-serbes ne seraient pas évacués.

Les volontaires de MSF témoignent de nouveau dans les médias de la situation désespérée de la population de l'enclave.

« Le témoignage de Médecins Sans Frontières dans la ville assiégée - Les réfugiés de Srebrenica sont terrorisés » **Agence France Presse**, Le Soir (Belgique), 16 avril 1993 (en français)

Extrait :
Les réfugiés de Srebrenica sont terrorisés, explique sobrement Hans Ullens, responsable dans cette ville de l'équipe de l'organisation humanitaire Médecins Sans Frontières - Hollande. Contacté jeudi soir par radio de Tuzla, sa voix grésille dans le haut-parleur du radioamateur, qui s'efforce d'améliorer la qualité du son de cette liaison avec l'enclave musulmane de Bosnie orientale assiégée depuis des semaines par les forces serbes bosniaques.
M. Ullens a fait partir jeudi ses trois collègues médecins, deux chirurgiens et un anesthésiste. Pour le moment, la situation est difficile. C'est trop dangereux, précise-t-il en français. Lui, spécialiste du traitement de l'eau potable, a décidé de rester sur place.
Ses collègues ont profité du convoi du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), dont les forces serbes bosniaques ont autorisé cinq camions à passer. Ce convoi est reparti à vide, les autorités locales ayant refusé tout départ de réfugiés tant que 500 grands blessés n'auront pas été évacués par hélicoptère. Cinq vieilles personnes seulement ont pu monter dans un camion avec les trois médecins. Elles sont arrivées dans la soirée de jeudi à Tuzla, d'où les médecins de MSF ont gagné Belgrade.
Depuis les bombardements de lundi, explique Hans Ullens, nous sommes la plupart du temps dans notre bâtiment. Nous ne pouvons pas sortir, sauf en voiture blindée et pour une courte période.
Avant ces bombardements, qui selon l'ONU ont fait 57 morts et une centaine de blessés, tous les réfugiés dormaient dans les rues. Depuis, tous essaient de s'abriter comme ils le peuvent, le plus souvent dans les sous-sols des maisons. La population est terrorisée, souligne-t-il. [...]
Les bombardements sont moins intenses que lundi dernier mais se poursuivent toujours. Les forces serbes bosniaques sont à deux kilomètres environ de la ville et rien a priori ne peut les empêcher de la prendre, reprend le responsable MSF Hans Ullens, dont parfois la voix s'estompe à la radio. Arrivé depuis trois semaines à Srebrenica, il a constaté la dégradation de la situation des réfugiés. Si la nourriture fournie par le HCR est à peu près suffisante, quoique peu variée, les stocks diminuent. Avant les bombardements de lundi, il y avait assez de médicaments, au point que l'équipe avait demandé vendredi que l'on cesse d'en envoyer. Depuis les stocks ont été largement entamés.

Les sections belge et française de MSF s'efforcent de mobiliser massivement l'opinion publique sur la situation en Bosnie, afin qu'elle fasse pression sur les responsables politiques.

« Situation dramatique en Bosnie centrale – Appel urgent aux chirurgiens pour le renforcement de nos équipes » **Invitation Conférence de presse** MSF Belgique, 20 avril 1993 (en français) **D90**

A travers le témoignage du Dr Georges Dallemagne (directeur des opérations de MSF-Belgique), de retour de Zenica et Maglaj en Bosnie centrale, Médecins Sans Frontières veut exprimer son inquiétude face à l'ampleur que prend la crise humanitaire en Bosnie. Une conférence de presse sera organisée mardi 20 avril à 15h au siège de Médecins Sans Frontières, 24 rue Deschampheleer à 1080 Bruxelles. Médecins Sans Frontières lance un appel urgent aux chirurgiens pour venir renforcer ses équipes déjà en place à l'Est de la Bosnie (Srebrenica, Tuzla, Zepa, Gorazde) et en Bosnie centrale (Zenica).

Message du directeur général de MSF Belgique aux présidents des autres sections de MSF, 20 avril 1993 (en français) **D91**

Le contexte en ex-Yougoslavie est depuis le début des événements une suite de massacres, d'exactions, de tortures, de gestes inhumains. Les crimes commis nous assomment par leur violence physique mais aussi par leur poids terrible en haine et sentiments hostiles. Les dernières heures vécues à Srebrenica ne font que confirmer la tragédie de ces popula-

tions. Présent depuis le début de ce conflit, témoin privilégié de la progression lente et délibérée de la politique d'épuration menée par les Serbes, témoin aussi des atrocités perpétrées par les Croates, MSF occupe la place tristement stratégique d'acteur humanitaire limité à des actions héroïques mais d'impact très limité. A plusieurs reprises nos voix se sont élevées pour témoigner de l'horreur rencontrée, aussi pour lui donner la force juridique du « crime contre l'humanité » mais, comme d'autres, elles ont été peu entendues, realpolitik oblige… Aujourd'hui, Médecins Sans Frontières est au chevet de Srebrenica agonisante. L'action sur le terrain doit continuer. Mais elle ne peut pas se concevoir sans une action de grande envergure au niveau européen. Pour nous-mêmes en tant qu'individu, pour MSF face à ses obligations morales et éthiques, nous avons la responsabilité et le devoir d'essayer, par tous les moyens dont nous disposons, de faire cesser cette guerre. En tant que citoyens réunis autour d'un même idéal, tout nous pousse à bouleverser l'évolution probable de ce conflit. D'abord l'irresponsabilité de nos gouvernements respectifs qui semblent depuis le début avoir accepté le sacrifice de ces populations sœurs, ensuite l'inertie et le manque de courage de nos populations prétendument attachées aux valeurs démocratiques et des droits de l'homme.

Il y a deux défis à relever, d'abord arrêter la guerre pour les personnes encore vivantes, ensuite réapprendre à nos concitoyens que le sort de l'humanité est aussi un peu entre leurs mains. Nous pouvons espérer intervenir dans ces deux aspects en organisant une manifestation de grande envergure, dans laquelle MSF serait prêt à investir toute son énergie. Evidemment cette activité n'aura de succès et retombées positives que si elle est un succès en termes de présence et participation, donc toute la force mobilisatrice du mouvement sera sollicitée.

Actions proposées

1. organiser une marche pour la paix dans toutes les capitales des sièges (Bxl, Paris, Amsterdam, Barcelona, Gve, Lxbg).

2. se donner les moyens de faire descendre les gens dans la rue * toucher nos fidèles donateurs par lettre personnalisée, appel téléphonique personnalisé, cibler sur la moitié du fichier comme population présente * messages par voie radio, TV, journaux, etc …

3. édition spéciale de nos journaux grands publics A Bxl, nous sommes prêts à tenter le coup et y mettre toute l'énergie … pour le 8/05/93. Nous espérons 200.000 personnes dans les rues… un rêve dites-vous… à voir !

« Opération Bosnie » **Draft** MSF France Département de la communication, 6 mai 1993 (en français) **D92**

Extrait :

MSF engage de gros moyens et sort de sa « réserve » en usant de son autorité morale et de sa crédibilité opérationnelle pour interpeller divers publics européens sur la situation en Bosnie.

1) Quelle opération

Quittant l'idée d'une manifestation de rue qui nous semble difficilement réalisable tant pratiquement que politiquement, nous penchons davantage pour une opération :

- avec une montée en puissance sur une semaine (la durée est aléatoire)
- autour de l'idée du sablier: chaque grain de sable est l'un des 2 millions de Bosniaques à sauver de toute urgence : mobilisation sur cette urgence.
- mobilisant tout le « mouvement MSF » européen: les adhérents sur qui on s'appuie pour relayer l'opération localement et convaincre autour d'eux, nos antennes régionales ; les donateurs à qui l'on demande de nous renvoyer une lettre pour nos Instances politiques.
- en utilisant divers outils de communication spectaculaires et symboliques pour renforcer l'effet de mobilisation : conférences de presse annonçant l'opération + passages presse répétés, communiqués quotidiens pour faire le point sur les actions engagées et le nombre de Bosniaques encore à sauver ; diffusion sur la voie publique d'un document de 4 pages exprimant un discours simple, basé sur les atrocités déjà relevées, l'impuissance de l'humanitaire et les actions possibles encore aujourd'hui (voir plus loin).

2) Quels sont les objectifs ?

- Informer le public en lui « révélant » des choses inacceptables : c'est l'objectif a minima, si l'opération a un retentissement moindre
- Mobiliser le mouvement MSF en comptant sur un effet boule de neige dans l'opinion publique en demandant, par son intermédiaire, des comptes aux politiques. C'est l'effet maximal. Si la mobilisation est bonne, on peut alors compter sur une pression sur les politiques.

3) Quel discours ?

- Les atrocités de la purification ethnique ne sont pas finies aujourd'hui ; il reste 2 millions de Bosniaques dans une situation inacceptable et qui ont besoin, de toute urgence, de secours. - Ce secours peut-il être humanitaire ? Nous, organisation humanitaire, présente sur le terrain, nous répondons non. L'humanitaire est un sédatif que l'on prend pour un remède. Car la (es) solution(s) aux problèmes humains qui se posent aujourd'hui doit être donnée par les instances politiques.

En tant que citoyen européen, vous devez demander des comptes aux politiques.

Comment ?

En écrivant à votre député pour demander que vos représentants se prononcent sur de véritables actions à. entreprendre. Toutes les actions doivent être conformes aux valeurs qui régissent nos démocraties depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. On demande alors au public mobilisé de réclamer, dans les 15 jours, une réunion spéciale à l'Assemblée nationale (ou ce qui correspond ailleurs) pour que les politiques expliquent leur plan de sauvetage des Bosniaques. L'alternative politique n'est pas uniquement l'intervention militaire alliée, mais le blocus, le brouillage de la TV de Belgrade en Bosnie, le soutien au gouvernement élu de Bosnie etc. Il réclame en plus que soient rendus publics les rapports des observateurs de la CEE.

Le 25 avril, profitant de la médiatisation de la visite éclair d'une délégation des Nations unies dans l'enclave, MSF rappelle à la presse que Srebrenica est en train de devenir une « bombe sanitaire ».

« Une délégation de l'ONU se rend à Srebrenica, 161 blessés sont évacués » **Agence France Presse**, 25 avril 1993 (en anglais)

Extrait :
La mission de l'ONU a passé la journée du dimanche à inspecter et à parler aux habitants de Srebrenica, une ville à majorité musulmane qui accueille 30 000 réfugiés supplémentaires depuis l'offensive lancée par les combattants bosno-serbes l'an dernier. Mais un an de combats et la surpopulation ont leur coût : des médecins étrangers rapportent que la santé de la population se détériore rapidement. L'eau est sale, rare et à peine potable. Chaque personne est rationnée à trois litres d'eau par jour au lieu des 20 litres requis quotidiennement pour éviter une épidémie selon ces médecins. Le docteur Jacques de Miliano de la branche néerlandaise de Médecins Sans Frontières a déclaré que « Srebrenica est devenue une bombe sanitaire ». Il a ajouté que le manque d'eau est un facteur expliquant la propagation des diarrhées, spécialement chez les enfants et que la maladie peut devenir fatale en 48 heures si elle n'est pas prise en charge. Cependant, à sa connaissance, personne n'en est encore mort, pour le moment.

Entre temps, le 16 avril 1993, la résolution 819 D93 du Conseil de sécurité de l'ONU a exigé que Srebrenica soit traitée comme une zone de sécurité et demandé l'accroissement immédiat de la présence de la FORPRONU dans l'enclave. Un accord de cessez-le-feu et de démilitarisation de Srebrenica a été signé qui prévoit que toutes les unités militaires, à l'exception de la FORPRONU quittent la ville à la fin de cette opération. Pour de nombreux analystes cela revient de facto à une reddition organisée des forces bosniaques. V10

Le 17 avril, la résolution 820 D94 renforce l'embargo contre la Serbie.

Le 6 mai, la nouvelle République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) décrète un embargo économique contre les Serbes de Bosnie afin de les obliger à accepter le plan de paix.

Le même jour, la résolution 824 D95 du Conseil de sécurité des Nations unies ajoute les enclaves de Sarajevo, Tuzla, Zepa, Gorazde et Bihac à la liste des « zones de sécurité » sous la protection de la FORPRONU.

Le 8 mai, un accord de cessez-le-feu prévoit le déploiement des forces de l'ONU à la place des combattants. A Srebrenica, la zone démilitarisée est élargie.

« Le Conseil de sécurité décrète zones de sécurité cinq nouvelles villes bosniaques » ***Le Monde*** (France), 8 mai 1993 (en français) **D96**

Extrait :
Cette résolution autorise le renforcement de la FORPRONU en Bosnie par cinquante observateurs militaires, à savoir cinq observateurs pour chaque zone de sécurité. « Cette présence sera purement symbolique, explique un diplomate. Le but est en fait d'accroître le coût politique de l'agression, le message étant que les attaques contre les zones protégées reviennent à des attaques contre l'ONU. » Les membres occidentaux du Conseil qui s'étaient opposés à l'adoption de ce texte estiment que décréter des « zones de sécurité » sans pouvoir réellement protéger les populations qui y vivent est « assez cynique comme démarche ». Et de citer l'exemple de Srebrenica, décrétée zone protégée depuis trois semaines, qui fait notamment face à d'énormes difficultés d'approvisionnement en eau. Reste la menace de la résolution 824 de prendre « toute mesure supplémentaire », au cas où les parties ne s'y conformeraient pas.

Le 4 juin, la résolution 836 D97 du conseil de sécurité de l'ONU permet à la FORPRONU de riposter en cas d'agression contre les six enclaves musulmanes, déclarées « zones protégées » et aux Etats Membres d'utiliser la force aérienne pour soutenir la FORPRONU.

Dans les mois qui suivent, les négociations évoluent au gré des avancées militaires sur le terrain et des retards récurrents dans l'application des décisions de l'ONU : déploiement des casques bleus dans les « zones de sécurité », frappes aériennes de l'OTAN, renforcement de l'embargo etc.

« Les missions de l'ONU en ex-Yougoslavie : les dérobades » ***Le Monde*** (France), 25 septembre 1993 (en français) **D98**

Extrait :
L'ONU a servi de lieu où l'on a substitué l'action humanitaire à une action politique défaillante. Cette intervention humanitaire a eu pour règle de ne s'exercer qu'avec l'accord de tous les belligérants. La résolution du Conseil de sécurité autorisant le recours à la force pour garantir l'arrivée des secours aux populations est restée pratiquement lettre morte, et l'on a vu à maintes reprises des miliciens entraver l'acheminement de convois pourtant escortés par des blindés de l'ONU.
Cette action humanitaire n'était de surcroît pas neutre politiquement. L'épisode le plus parlant fut à cet égard celui de Srebrenica, en avril 1993, où l'on vit le général Morillon, commandant des « casques bleus » en Bosnie, sauver la petite enclave musulmane assiégée par les Serbes, moyennant sa reddition et le désarmement des combattants musulmans par les soins de la FORPRONU elle-même.

Les membres permanents du Conseil de sécurité se sont d'autre part déconsidérés, notamment aux yeux des pays non-alignés et musulmans, en adoptant une série de résolutions censées démontrer leur fermeté, mais qui ne furent jamais appliquées, ou beaucoup trop tard. En mai 1992, la résolution 757 décrétait contre la Serbie un embargo dont chacun savait bien qu'il ne serait qu'une passoire, et qui le fut jusqu'à la fin avril 1993. A cette date, le Conseil transformait enfin le pseudo-embargo en un blocus beaucoup plus étanche, dont on mesura très vite l'effet sur le régime de Belgrade : on avait perdu un an.
En octobre 1992, le Conseil décrétait l'interdiction de survol de la Bosnie par l'aviation serbe, mais sans mesure de rétorsion. Elle fut des centaines de fois violée impunément, jusqu'à ce qu'en mars 1993, sous la pression des Américains, le Conseil chargeât l'OTAN de la faire respecter.
Ce premier épisode conflictuel entre Américains et Européens avait fait apparaître une autre ambiguïté de la présence des casques bleus en Bosnie : otages, cible désignée des représailles, ils faisaient obstacle à toute intervention militaire aérienne. Ne souhaitant pas s'engager dans une épreuve de force dans l'ex-Yougoslavie, Européens et Américains (quoi qu'ils en disent) y trouvaient leur compte. La communauté internationale y perdait toute crédibilité.
Au chapitre des résolutions sans suite, il faut citer encore celles sur les « zones de sécurité » censées protéger Sarajevo et cinq enclaves musulmanes, qui n'entrèrent jamais en vigueur, faute de renforts en casques bleus, et celle sur le Tribunal international censé juger des criminels de guerre que personne n'arrêtera et avec lesquels la FORPRONU continue de négocier sur le terrain.
Enfin, l'autre intervention de l'ONU dans l'ex-Yougoslavie - l'élaboration de plans de paix – laisse pour le moins perplexe. Le plan de Cyrus Vance pour la Croatie, adopté en février 1992 et que 14 000 casques bleus sont supposés faire respecter n'est toujours pas appliqué : les milices serbes de Krajina restent armées jusqu'aux dents et moins disposées que jamais à renoncer à leur combat sécessionniste.
En Bosnie, l'ONU a soutenu d'abord un plan dit Vance-Owen qui n'avait pas, loin de là, que des qualités et qui notamment a joué son rôle dans le déclenchement de la deuxième guerre bosniaque : celle qui oppose Croates et Musulmans. Puis, elle y a renoncé devant son rejet par les Serbes de Bosnie. Enfin, elle soutient à présent un projet de règlement Owen-Stoltenberg qui, s'il est accepté, consacrera l'éclatement de la Bosnie.
S'inclinant devant la force, les Nations unies, manquant à l'un des préceptes fondamentaux de leur Charte, accepteront ainsi la désintégration d'un Etat qu'elles avaient reconnu comme membre en mai 1993.

Le 15 mai 1993, dans son rapport moral à l'assemblée générale, le président de MSF France rappelle le malaise de l'organisation face à l'utilisation de l'humanitaire comme alibi à l'inertie politique en Bosnie. Il souligne toutefois qu'à Srebrenica MSF remplit son rôle. Un débat s'ensuit sur la nécessité pour la section française de développer des programmes en ex-Yougoslavie. Dans le communiqué de presse publié à la suite de l'assemblée générale, MSF France réitère ses inquiétudes face à l'utilisation de l'humanitaire en Bosnie pour pallier l'inertie politique. V11

Rapport moral du président de MSF France à la XXIIe Assemblée générale de la section française de MSF, 15 mai 1993 (en français) D99

Extrait :
Tout au long de l'année, nous avons tergiversé sur notre engagement en Bosnie. Ces tergiversations s'expliquent à la fois par la présence importante et efficace des sections hollandaise et belge de MSF, à la fois en Croatie et en Serbie, mais également, il ne faut pas se le cacher, par le malaise que nous éprouvions devant l'utilisation de l'humanitaire en Bosnie. [...]
Je veux simplement mentionner qu'en ce moment même, une équipe belge de 5 MSF est à pied d'œuvre à Srebrenica et que d'autres missions sont éventuellement en cours. Si MSF est à Srebrenica, quel que soit le jugement que l'on porte sur l'utilisation de l'humanitaire en Bosnie, il est indiscutable que MSF remplit son rôle, que c'est là notre mission et qu'il faut l'accomplir.

« L'Assemblée Générale de Médecins Sans Frontières s'inquiète des difficultés grandissantes d'intervention auprès de certaines populations en détresse et s'indigne de l'usage de l'humanitaire en Bosnie-Herzégovine » **Communiqué de presse** de MSF France, 18 mai 1993 (en français) D100

Extrait :
Les débats de l'Assemblée générale sur les relations entre humanitaire et politique ont mis en évidence l'indignation de tous sur l'usage de l'humanitaire en Bosnie-Herzégovine. Refusant de déclarer hors-la-loi la purification ethnique et son cortège d'atrocités lorsqu'il était encore temps, les Etats européens se sont en effet contentés de l'accompagner de convois humanitaires. Tout en réaffirmant le caractère indispensable de l'aide en raison de la dégradation de la situation sur le terrain, l'Assemblée générale de Médecins Sans Frontières a rigoureusement condamné l'habillage humanitaire du renoncement politique en Bosnie.

En juin, un accord est passé entre les sections belge et française qui gèrent désormais en commun les programmes menés dans l'enclave de Srebrenica.

MSF France ouvre également un programme dans le camp de réfugiés bosniaques de Karlovac en Croatie. L'équipe continue à y recueillir des récits sur les exactions dont ont été victimes les déplacés qui sont passés par des camps de détention.

Compte-rendu de la réunion du Conseil d'administration de MSF France du 25 juin 1993 (en français) **D101**

Extrait :
Au cours de la dernière Assemblée générale, des discussions sont intervenues sur la question de la nécessité d'intervenir ou non en ex-Yougoslavie.
Marc Gastellu s'est donc rendu dans cette région pour constater les actions des sections belges et hollandaises, appréhender les difficultés rencontrées et en dégager des éléments de réflexion. […]
Dans les enclaves de Gorazde et de Srebrenica, où la ville connaît d'énormes problèmes d'hygiène, une distribution d'eau potable a été mise en place, en même temps qu'un programme chirurgical développé. Outre l'appui médical, ces actions présentent un grand intérêt en termes de présence et de solidarité.
Pour pallier les difficultés de recrutement de personnel rencontrées dans ces missions, MSF France va collaborer avec les Belges. […]
Marc Gastellu a ressenti la difficulté des équipes à se démarquer de la FORPRONU, seuls interlocuteurs. Ce manque de recul les prive selon lui d'une analyse sur les positions locales.
Le port permanent du gilet pare-balles lui est également apparu comme une escalade dans les moyens de protection auxquels MSF doit se soumettre. […]
La présence de MSF à Karlovac permet d'avoir un regard sur l'évolution de la situation.
MSF France est ici souvent mal perçue, la confusion avec MDM et sa campagne d'affichage est courante. A cela s'ajoute une complexité opérationnelle énorme et un danger réel découlant des témoignages rendus publics.
Tous ces arguments poussent Marc Gastellu à penser que MSF France ne doit pas se rendre dans cette région. Son intervention sur le terrain doit se borner à fournir un appui aux autres sections dans les enclaves de Gorazde et de Srebrenica. Une dénonciation de quelque partie en présence que ce soit pouvant mettre en danger les équipes sur le terrain, toute prise de position publique se doit d'être un message commun aux trois sections.

« Ex-Détenus bosniaques : bilan et perspectives de mission » par Pierre Salignon et Yves Gozlan, juriste et psychologue, chargés de mission MSF France, **Messages** n°61 (journal interne de MSF France, distribué aussi à une centaine de journalistes), juin 1993 (en français) **D102**

Extrait :
Notre travail s'articule autour de trois axes :
Le soutien psychologique des victimes
[…]
Le recueil de témoignages
Il s'agit de collecter des renseignements afin de déterminer la nature réelle des exactions commises en Bosnie-Herzégovine, puis d'articuler les témoignages individuels et l'histoire collective. Les informations recueillies au cours de nos enquêtes réalisées en France auprès de plusieurs centaines de réfugiés (échantillon représentatif), nous permettent aujourd'hui de mieux comprendre les événements qui se sont produits, entre mars 1992 et février 1993, dans toutes les zones « purifiées » de la Bosnie-Herzégovine (Kozarac, Banja-Luca, Doboj. Kljuc. Zvornik…). […]
La promotion de démarches similaires dans des pays voisins en : […]
- poursuivant, en Croatie, dans le camp de transit de Karlovac, le travail engagé en France.
Ouverture de mission prévue le 1er juin 1993. […]
Une mission MSF débute dans le camp de transit de Karlovac en Croatie, qui regroupe 2 400 réfugiés croates et bosniaques, ex-détenus des camps. Une équipe composée d'un psychologue, un psychiatre et un éducateur spécialisé va mener des actions de soutien médico-psychologique.

« Quelle présence en Ex-Yougoslavie ? » Marc-Gastellu Etchegorry, directeur adjoint des opérations, MSF France, **Messages** n°62 (journal interne de MSF France, distribué aussi à une centaine de journalistes), juillet-août 1993 (en français) **D103**

Extrait :
On a dit tellement de choses sur le conflit yougoslave que tout est maintenant banalisé, confus, mis à part le sentiment général d'horreur et de lâcheté, qui s'y retrouve encore ? Traumatisé par l'« accident »de Vukovar et partagé entre les opérations et le témoignage. MSF France s'est débattu dans ce conflit sans trouver de position claire ni unanime. Les différences entre les sections n'ont pas facilité la tâche.
Aussi les questions sur le témoignage ou sur les actions à mener ne manquent pas.
Quelles actions peuvent être menées sans cautionner le nettoyage ethnique serbe, sans mettre en danger les équipes travaillant sur le terrain ? Comment être efficace et efficace en quoi, on peut se le demander ? Comment faire vraiment du MSF et à l'heure européenne, c'est quoi « faire du vrai MSF » ? Et le témoignage ? Mettra-t-il en danger les équipes travaillant sur le terrain ? Quelle est sa véritable utilité ?
Tout ou presque a déjà été dit. Tout le monde sait que l'humanitaire ne sauvera pas les Bosniaques. C'est clair : la Communauté internationale accepte avec une cruelle lâcheté d'abandonner ses principes fondamentaux et de sacrifier un peuple entier à l'espoir d'une paix incertaine qui tranquillisera les bonnes consciences occidentales. Si le poids de nos paroles paraît bien insignifiant face à cet état de fait, la possibilité de témoigner, en rapport avec nos actions, reste une préoccupation. Les interrogations ne doivent pas nous faire oublier la nature de notre travail et nos responsabilités : apporter une assistance humanitaire aux populations en situation précaire.
Le nettoyage ethnique serbe a rendu omniprésente la violence, obligeant même les plus modérés à afficher une nationalité qui, naguère ne représentait qu'une particularité folklorique. Le grand dépeçage de la Bosnie touche à son terme. Serbes et Croates se partagent le territoire en promettant quelques miettes à une population musulmane pourtant

majoritaire. Les enclaves (Sarajevo. Tuzla. Zepa. Srebrenica. Gorazde. Bihac) sont assiégées par les forces serbes. Ce sont des régions ou des villes prisons soumises au feu aveugle des obus, à la folie des *snipers*, des villes que l'on essaie de briser par la peur continuelle, le manque d'eau et d'approvisionnement. La situation sanitaire y est variable selon la violence qui y règne et leur accessibilité.
Pourtant, tous ces endroits souffrent du même isolement, du même abandon. Les besoins médicaux peuvent, la plupart du temps, être résolus par les médecins yougoslaves mais ils manquent souvent de matériel. MSF Belgique et MSF Hollande essaient d'approvisionner ces enclaves en médicaments et matériel de base. Leurs actions adaptées au contexte médical et à l'insécurité permettent à MSF d'être présent auprès des populations civiles victimes des combats. MSF Hollande est ainsi présent à Sarajevo, Bihac et à Tuzla. MSF Belgique travaille en mission commune avec MSF France sur l'enclave de Srebrenica. Ce type d'action doit se poursuivre et se développer, parallèlement au programme d'assistance des réfugiés bosniaques en Croatie de MSF France. Toujours, il nous faut mettre en balance le prix à payer - et il est lourd: compromissions. Insécurité, gilets pare-balles, casques … - et le poids de notre présence. Il nous faut être prêts à adapter, à remettre en question ces opérations.
Pour l'instant, du moins, notre présence dans les enclaves correspond à une véritable action MSF.

A cette époque, on critiquait beaucoup l'intervention de la section belge en Serbie, parce que MSF apportait des médicaments, alors que la Serbie était un des plus gros exportateurs de médicaments dans le monde. MSF participait à un programme européen dont on voyait bien les contours politiques, mais on y participait sans trop se poser de questions. A la mi 93, pour Paris on s'est reposé la question : quel type de positionnement devons-nous avoir ? Les Belges étaient clairement intéressés pour qu'on y aille, sans doute pour une question de moyens, mais aussi pour nous mettre dans le coup. Ils nous ont ouvert la porte. En Serbie, on n'avait pas grand-chose à faire, j'en étais convaincu. En Croatie, il y aurait sans doute eu des choses à faire, mais ce n'était pas là où un positionnement humanitaire avait lieu d'être. En Bosnie, les Hollandais couvraient le terrain et ce n'était pas la peine de dupliquer. Ma conclusion a donc été que le positionnement qu'il nous fallait avoir c'était sur les enclaves. Donc Srebrenica, Gorazde et Zepa. Tout le monde était d'accord là-dessus C'était typiquement le genre de terrain sur lequel il fallait être car c'était une situation où on trouvait enfin la possibilité de faire ce que l'on savait faire : des activités médicales et du témoignage.

Dr. Marc Gastellu-Etchegorry, directeur adjoint des opérations de MSF France (en français) interviewé en 2015

Après la publication des témoignages des détenus fin 1992, les mois passent et je dis qu'il faut aller voir à Karlovac. Il y a des gens qui y vont une première fois et qui disent qu'on n'a rien à y faire. Et puis, après l'assemblée générale de juin 1993, Rony me dit : « tu as envie d'y aller, tu y vas ». Et je me retrouve pendant un temps à Karlovac en Croatie dans un site d'ex-détenus réfugiés, sur une sorte de ligne de front qui va se réactiver à certains moments. On est dans une phase où on se réapproprie un peu le contexte. Même si il se passe des choses et que les Belges et les Hollandais sont positionnés, il y a encore le discours de Rony qui dit qu'on ne va pas aller distribuer des couvertures qui vont servir de linceul. Mais on va quand même se réimpliquer progressivement au niveau opérationnel dans une relation Belgo-française. On va les aider pour les ressources humaines à travailler dans les enclaves de l'Est de la Bosnie. Tout cela ne se fait pas exactement de façon linéaire, mais par petites boites. On rentre petit à petit dans une boite et après on va se l'approprier. On va même devenir un acteur important, même se mettre en tension avec Bruxelles. Mais ils nous ont laissé beaucoup de place. Ensuite on a joué notre partition et les gens qui étaient sur place ont acquis la légitimité que leur donnait la réalité du terrain.

Pierre Salignon, Adjoint au responsable de programme de MSF France, en charge des programmes en ex-Yougoslavie de 1992 à 1996 (en français) interviewé en 2015

A la mi–juillet 1993, MSF arrive enfin à ouvrir un programme dans l'enclave de Gorazde. Il est géré conjointement par les sections belge et française. Comme pour les autres enclaves de la région, l'état de siège rend son approvisionnement aléatoire et les conditions de vie des populations se détériorent. A plusieurs reprises, MSF, parfois associée à d'autres organisations, dénonce publiquement cette situation et demande plus d'accès aux enclaves.

« Douze agences humanitaires demandent aux Nations unies de mettre fin au blocus de Tuzla » **Communiqué de presse** de MSF, 28 juillet 1993 (en français) **D104**

Extrait :
Les agences ayant signé l'appel sont les suivantes : *Architectes et Ingénieurs du Monde (France), CARE International, Komitee Cap Aramur (Allemagne), Handicap International (France), International Rescue Committee (USA), Médecins Sans Frontières, Norwegian Refugee Council, OXFAM (Grande Bretagne), Scottish European Aid (Grande Bretagne), SwedeAid/Sida (Suède), Solidarité (France), Swiss Disaster Relief.*
APPEL INTERNATIONAL COMMUN AU CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES POUR LA SUPPRESSION DU BLOCUS DE TUZLA
1. Contexte La région bosniaque de Tuzla est assiégée. Bien que les conflits soient nombreux, la région est le dernier lieu de Bosnie où des personnes de toute origine ethnique continuent de vivre ensemble en paix. Cependant, sans une action

immédiate du Conseil de Sécurité des Nations unies, il est clair que cet îlot de tolérance ne survivra pas. Le blocus du trafic commercial à travers la Bosnie centrale est total, et l'intervention des agences humanitaires internationales est gravement menacée par les manipulations politiques et militaires. La situation à Tuzla atteint un stade désespéré.
2. Problème Le problème fondamental est la difficulté d'accès en raison de la guerre. Les effets sont les suivants :
a) Pénurie alimentaire
Malgré les efforts soutenus du UNHCR, seulement 60 % de l'objectif alimentaire du mois de juin est parvenu à la région de Tuzla, cet objectif ne représentant par ailleurs qu'un tiers de la population. L'absence de nourriture a provoqué deux émeutes ces : deux dernières semaines et l'entrepôt du UNHCR a été pillé.
b) Pénurie d'essence
La pénurie de diesel a provoqué une grave crise d'énergie. A moins qu'une quantité suffisante de diesel ne parvienne rapidement à Tuzla, la probabilité que tout le réseau électrique cesse de fonctionner est très forte. L'approvisionnement en eau dépend de l'électricité. Sans eau, cette cité industrielle connaîtra sans doute une vague d'épidémies. La pénurie de diesel touche également la production de blé, augmentant ainsi les besoins futurs d'aide alimentaire.
c) Soins médicaux
Le système de santé manque cruellement de matériel de base, y compris de gaze et d'antibiotiques. L'un des derniers convois acheminant ces articles a été pillé en Bosnie centrale. Le centre médical a été contraint de tout arrêter excepté la chirurgie d'urgence.
d) Abris
Il y a un besoin massif de logements provisoires et permanents pour les 220 000 personnes déplacées dans la région. Les efforts pour résoudre ces problèmes sont sérieusement entravés par le manque de matériaux de construction et de carburant.
3. Mesures à prendre
En tant qu'organisations humanitaires professionnelles, nous sommes confrontées à des problèmes qui dépassent nos capacités. En même temps, nous sommes convaincues que si la région de Tuzla bénéficiait d'une ouverture vers l'extérieur, elle pourrait se suffire à elle- même.

Nous lançons donc un appel commun et concerté au Conseil de Sécurité des Nations unies afin qu'il prenne les mesures nécessaires pour :
a) Obliger les parties en conflit à garantir à la région de Tuzla le libre accès vers l'extérieur et de répondre à cette exigence par une voie sûre du type « blue route ».
b) Au minimum, appliquer les résolutions 824 et 836 du Conseil de Sécurité des Nations unies qui déclarent Tuzla zone de sécurité. Ceci comprendrait la liberté d'intervention pour les organisations humanitaires internationales. En la matière, une possibilité serait d'ouvrir l'aéroport de Tuzla.
c) Fournir les fonds nécessaires au UNHCR afin qu'il subvienne aux besoins humanitaires croissants. Il est clair pour toutes les organisations humanitaires professionnelles travaillant à Tuzla qu'une telle catastrophe humaine ne peut être résolue par les efforts humanitaires les plus déterminés. Le blocus doit cesser, et la région de Tuzla doit avoir accès au monde extérieur. Aider une région qui sert de modèle de tolérance vaut largement les efforts des Nations unies. La mise en œuvre d'une telle action nécessitera des décisions politiques urgentes et courageuses.

Communiqué de presse de MSF Hollande, 28 juillet 1993 (en néerlandais) **D105**

En vue du débat sur la Bosnie auquel trois comités parlementaires s'intéresseront demain, MSF adresse aujourd'hui une lettre aux membres de ces comités. Dans cette lettre, l'organisation d'aide exprime sa grave préoccupation devant la situation humanitaire en Bosnie. MSF se réfère à des rapports de ses équipes de secours, qui travaillent dans tout le pays. L'organisation fait savoir que l'instauration des soi-disant « zones de sécurité » par les résolutions de l'ONU est jusqu'ici restée lettre morte. Dans ce contexte, MSF expose les conséquences du siège de la ville de Tuzla en Bosnie orientale. La ville subit d'alarmantes pénuries de médicaments de nourriture et de carburant. Il n'y a pas assez d'abris pour les quelques 200 000 réfugiés.
Si le libre passage de l'aide humanitaire ne s'améliore pas rapidement, la situation deviendra la même qu'à Sarajevo, Srebrenica et Gorazde. MSF estime que dans cette situation l'aide humanitaire se transforme progressivement en une forme d'accompagnement palliatif. « Le rôle de la FORPRONU se limite à celui de spectateur (...). Avec ces fausses promesses, la communauté internationale abandonne la population bosniaque à son sort ».
MSF demande à la commission d'entamer un débat sur la protection des convois humanitaires ainsi que sur celle de la population des « zones de sûreté » et plaide pour un engagement de la Communauté européenne.
MSF souligne également la nécessité de poursuivre le soutien financier à l'aide humanitaire en Bosnie.
MSF, ainsi que onze autres organisations qui opèrent dans Tuzla, adresse aujourd'hui une demande au Conseil de sécurité de l'ONU pour obtenir de toute urgence le libre passage de l'aide humanitaire vers la « zone de sûreté ».

Dans les enclaves bosniaques, l'équipe de MSF se concentre sur l'approvisionnement en eau et l'assainissement et sur la réhabilitation des bâtiments, en prévision de l'hiver. Mais les Bosno-Serbes qui maintiennent le siège, ne laissent passer qu'une aide insuffisante et de façon erratique. Les longs délais de validation du comité des sanctions de l'ONU aggravent la situation. L'équipe s'interroge sur la réalité de la protection censée être garantie par la présence des casques bleus.

« Blocus des programmes MSF dans les enclaves » **Lettre** du coordinateur général de MSF pour l'ex-Yougoslavie à l'envoyé spécial du HCR, 6 septembre 1993 (en anglais) **D106**

Extrait :
La tension et l'anxiété de la population vont grandissantes. Sa survie est entièrement dépendante des livraisons de l'aide internationale et cette aide est dépendante du bon vouloir des autorités bosno-serbes à Pale et du Comité des sanctions à New York.
Après deux semaines de négociations avec les autorités de Pale, MSF se trouve face à un refus complet de laisser entrer autre chose que du matériel médical dans les enclaves.
A cause des refus répétés et des retards causés par les autorités de Pale, le programme de MSF à Srebrenica, mais également celui à Gorazde, est bloqué.
Les matériaux nécessaires pour la première phase de notre projet de réhabilitation pour 2 000 réfugiés à Srebrenica ont déjà été achetés et sont pour l'instant stockés à Belgrade. Les autorités de Pale (le Ministère de la Santé et la Commission pour l'aide humanitaire) réclament un programme MSF équivalent du côté bosno-serbe, dans ce qu'ils appellent les « enclaves serbes ».
MSF poursuit un programme équilibré basé sur les besoins. Nous distribuons des médicaments de base et du matériel chirurgical aux hôpitaux serbes de Bosnie orientale et nous menons des missions exploratoires à Tmovo, Sokolac, Petrovac comme nous l'ont demandé les autorités de Pale.
Cependant, nous n'envisageons pas de large programme d'abri dans les zones bosno-serbes En tant que seul partenaire du HCR actif dans les enclaves, je demande urgemment votre assistance dans nos négociations avec Pale. [...]
Parce que les promesses d'abris ont été faites, parce que les convois n'apportent pas une ration de nourriture adéquate aux réfugiés, parce que les enfants ne reçoivent pas de chaussures et d'habits en quantité suffisante avant l'hiver, parce que de nouveaux envois de matériel médical ne sont pas encore arrivés, la population de Srebrenica doute que la communauté internationale remplisse son mandat.
La sécurité de nos représentants, MSF comme HCR ou CICR, pourrait être menacée si des progrès ne sont pas faits rapidement.

« **Rapport** sur la détérioration de la situation de la population de Srebrenica » Hans Ullens, Coordinateur de terrain MSF à Srebrenica pour MSF Paris, 16 septembre 1993 (en anglais) **D107**

Extrait :
5. Conclusion.
La population de Srebrenica est complètement isolée du monde extérieur et forcée à l'autosuffisance. Cependant, il est impossible de fournir la structure pour cette autosuffisance à court terme et même à long terme tant que les Serbes de Bosnie règneront sur la région. Il n'y a pas de ressources locales et pas de source d'énergie, il n'y a pas d'institutions, ni même de personnel et de ressources pour ouvrir ces institutions.
Par exemple, l'hôpital qui est la première institution à avoir été organisée (c'était un dispensaire auparavant) est complétement dépendant de MSF en matière de médicaments et de personnel qualifié. Il n'y a pas de personnel local pour remplacer le chirurgien, l'anesthésiste ou le stomatologue. Personne n'est en mesure et personne n'a le pouvoir de faire venir des médicaments de l'extérieur dans l'enclave. L'hôpital est seulement un exemple des nombreuses institutions sociales ou juridiques qui ont besoin d'être créées. Elles rencontrent toutes le même problème. Il n'y a pas de personnel qualifié pour officier dans ces institutions et ils ne viendront pas de Tuzla ou de Sarajevo.
L'idée d'une enclave autosuffisante encerclée par une population hostile est une illusion totale.
Les Nations unies ont déclaré Srebrenica « zone de sécurité », mais l'ont en réalité vendue aux Serbes de Bosnie qui la transforment peu à peu en un camp d'extermination. Ils décident de ce qui rentre et deviennent les gestionnaires du programme d'aide. L'ONU et les organisations humanitaires ne sont qu'une main d'œuvre bon marché pour eux. Ils dirigent une ferme de 45 000 personnes avec un gestionnaire serbe qui ne se préoccupe que de se débarrasser de ses animaux.
Quand la FORPRONU est arrivée en mars, les gens pensaient que c'était la fin du cauchemar et il y avait un optimisme général. Cet optimisme s'est transformé en amertume. Tout le monde réalise que la tragédie n'est pas loin.
La seule solution est la création immédiate d'un corridor pour le matériel à destination de Srebrenica, contrôlé par l'ONU et sans contrôle ou interférence des autorités serbes de Pale, ainsi qu'un programme d'aide massif. [...]
Le cauchemar de ce début d'année revient avec une petite différence : il est orchestré par les Serbes de Bosnie mais il est mis en œuvre par l'ONU et les organisations humanitaires. Mourir d'un tir de mortier est finalement plus humain que de mourir de froid et de misère.
Si le libre passage de l'aide n'est pas possible, nous préférons le retrait de toute protection et d'assistance plutôt que d'assister à cette dernière.

« MSF appelle au secours pour la Bosnie » Edouard van Elthem, ***Le Soir*** (Belgique), 25 septembre 1993 (en français) **D108**

Extrait :
Jusqu'ici, les zones de sécurité soit-disant décrétées par l'ONU ne sont pratiquement pas protégées. [...]

A l'autre bout du fil, Geneviève Bekoyan reprend son souffle. Chef de mission à Médecins Sans Frontières, elle coordonne, depuis Belgrade, trois programmes d'action différents : pour les Serbes de Serbie et les Albanais du Kosovo, pour les Serbes de l'est de la Bosnie, depuis Trebinje au sud jusqu'à Brcko au nord, enfin pour les Musulmans des enclaves assiégées. [...]

La lenteur et la complexité des négociations, les conditions mises par les autorités militaires serbes - qui exigent une contrepartie identique pour leur propre communauté à chaque passage d'un convoi pour la population musulmane -,

la bureaucratie, surtout du Comité des sanctions, sont autant d'entraves à l'action des organisations humanitaires. Du côté des check points, des fameux points de contrôle serbes, la situation semble s'améliorer depuis la discussion que nous avons eue, mercredi dernier, avec les dirigeants de Pale sur les conditions d'accès aux régions assiégées.

En revanche, tout le monde est bloqué sous le double poids de l'inertie et des contrôles tatillons du Comité des sanctions des Nations unies. Pas seulement nous, organisation non gouvernementale, qui attendons parfois jusqu'à deux mois avant de recevoir le feu vert à l'importation de médicaments. Mais même les agences de l'ONU, telles que le Haut-Commissariat aux réfugiés. S'il passe commande de matériel aujourd'hui, son délai d'attente peut atteindre trois semaines.

MSF était la seule source de soins à Srebrenica, il n'y en avait pas d'autre. En 1993, on avait réussi à faire entrer une quantité importante de médicaments et on survivait grâce à cela. Ensuite ce stock s'est épuisé. En huit mois, on a réussi à faire entrer une seule commande de médicaments, en mars 1994, juste un mois avant que je parte. On vivait sur des reliquats, sur ce que les casques bleus canadiens nous donnaient. Le CICR avait aussi réussi à nous faire passer des médicaments même si officiellement ils ne livraient que des secours non médicaux… Par les voies officielles, on ne faisait rentrer que des quantités minimes, dérisoires. Mais au point où on en était, de toute façon, tout était bon à prendre ! Il fallait négocier en permanence avec les militaires bosno-serbes. Quasiment tous les deux ou trois jours, j'allais parler au capitaine qui était à l'entrée de l'enclave. Il nous disait : mais qu'est-ce que vous faites ici ? A quoi ça sert ? De toute façon, on va le récupérer cet endroit ! Il ajoutait : « mais ça pue les Musulmans ! » On négociait un passage. Mais le lendemain quand on arrivait au check point, on nous tirait dessus. Le fameux capitaine disait : « je n'y peux rien, je ne contrôle pas les snipers là-haut… » C'était en permanence une épreuve de force. Mais on sentait que les types étaient résolus, qu'ils iraient jusqu'au bout, qu'ils ne lâcheraient pas. Ils étaient comme des bulldogs qui serreraient un morceau de viande. On a beau les blesser, leur faire n'importe quoi, ils ne desserreront pas les dents.

Graziella Godain, coordinatrice de terrain de MSF Belgique/France à Srebrenica d'octobre 1993 à avril 1994 (en français) interviewée en août 2000

Il y a eu toute la bataille pour réinstaller l'eau dans Srebrenica, un truc de fou ! La station d'approvisionnement en eau avait été détruite. Hans Ullens, René Caraviellhe et d'autres ont retrouvé l'ancienne station. Ils se sont dit que c'était mieux que rien et ils l'ont restaurée. C'était beaucoup de boulot, mais cela permettait de couvrir les 4/5 des besoins en eau de la ville.

Dr. Eric Dachy, Coordinateur général de MSF à Belgrade d'octobre 1991 à août 1993 (en français) interviewé en 2000 et 2015

En décembre 1993, le coordinateur de MSF à Srebrenica déplore auprès du HCR les obstacles posés par les autorités bosniaques qui gèrent l'enclave à toute activité humanitaire qui n'est pas sous leur contrôle.

Message de Hans Ullens, Coordinateur MSF à Srebrenica au représentant du HCR à Belgrade, 17 décembre 1993 (en anglais) **D109**

Extrait :
Auparavant, la coopération entre les autorités locales et les organisations humanitaires était plus ou moins bonne.
Aujourd'hui, cette coopération s'est muée en un sabotage continuel de toute activité de secours qui n'est pas complètement sous leur contrôle. Les autorités locales ne semblent pas accepter que des organisations humanitaires recrutent leur propre personnel et veulent les forcer à passer systématiquement par leurs canaux. Elles désirent que toute l'aide qui arrive à Srebrenica ne soit distribuée que par des gens qu'elles ont-elles-mêmes désigné, bien que leurs propres distributions n'aient pas toujours bien fonctionné.
Chaque personne impliquée dans les distributions organisées par les organisations humanitaires est victime d'une campagne de désinformation continue orchestrée par les autorités locales.
Nous avons l'impression que l'aide humanitaire est devenue de plus en plus le sujet d'une lutte politique interne et que ses objectifs premiers sont d'une importance secondaire. Médecins Sans Frontières est une organisation humanitaire qui offre assistance à toutes les personnes en détresse. Mais nous sommes une organisation apolitique et nous ne pouvons donc accepter aucune manipulation politique de nos actions.

Le phénomène d'enclave cristallisait la mise en péril de la population, prise en otage par les Serbes de Bosnie mais aussi par ses propres extrémistes, les miliciens bosniaques. Ils symbolisaient une certaine résistance inacceptable pour les Serbes de Bosnie. Il y avait des radicaux d'un côté comme de l'autre. Il n'y avait pas que des gentils Bosniaques à l'intérieur. Pendant huit mois je les ai côtoyés et ils ne rigolaient pas… Ils organisaient des opérations commando. Ils se shootaient tous à la morphine avant de partir dans la montagne en pleine nuit et aller tuer des Bosno-Serbes. Il fallait vraiment être un peu shooté pour faire ça. On pouvait appeler cela de l'autodéfense, mais jusqu'à un certain point. Les Bosno-Serbes en profitaient pour dire : « vous avez dit que c'était une zone démilitarisée et ils nous tirent dessus ». Et ils en faisaient un alibi pour tirer sur les civils. On avait droit systématiquement à ce genre de représailles. J'en discutais avec le commandant bosniaque, je lui disais : « à chaque fois que vous faites ce genre d'opération, le lendemain, on se prend des tirs de tous les côtés, on a un enfant qui se fait tirer dessus ».

Graziella Godain, coordinatrice de terrain de MSF Belgique/France à Srebrenica d'octobre 1993 à avril 1994 (en français) interviewée en août 2000

Fin 1993, sous la pression serbe, la FORPRONU renonce temporairement à déployer le contingent néerlandais (Dutchbat) prévu pour remplacer le bataillon canadien dans les enclaves de Srebrenica et Zepa.

La rotation n'a finalement lieu qu'en mars 1994. Les casques bleus néerlandais installent leur base près de l'usine de Podgorica à Potocari, dans l'enclave mais hors de la ville de Srebrenica. Ils y déploient des moyens qui laissent penser à l'équipe de MSF qu'un renforcement de la sécurité est en cours.

« La FORPRONU renonce à déployer des casques bleus dans deux enclaves musulmanes » ***Le Monde*** (France), 25 décembre 1993 (en français) **D110**

Extrait :
La FORPRONU a momentanément renoncé, sous la pression des forces serbes en Bosnie, à protéger les « zones de sécurité » à population musulmane de Zepa et de Srebrenica, dans l'est du pays.
Cette mission devait incomber à un bataillon de la brigade aéroportée néerlandaise, dont le commandant a confirmé, au cours d'un entretien radiodiffusé, mercredi 22 décembre, que le départ était reporté sine die. La décision émane du quartier général de la FORPRONU, et fait suite au refus récent des militaires serbes de laisser une patrouille de reconnaissance de la brigade pénétrer dans les deux zones à protéger.
Les 1 100 militaires néerlandais qui devaient s'y déployer à compter du 18 janvier prochain appartiennent à une unité de combat qui aurait été lourdement équipée et dont l'engagement déplairait au commandant en chef des forces serbes en Bosnie, Ratko Madlic.
Bien que le chef de la diplomatie des Pays-Bas, Pieter Kooijmans, ait jugé « inacceptable » de voir les Serbes déterminer l'emplacement des forces de l'ONU, le secrétaire d'Etat à la Défense a d'ores et déjà annoncé que le détachement néerlandais recevrait une nouvelle affectation, probablement la protection des transports humanitaires dans le centre de la Bosnie.

Les casques bleus canadiens faisaient énormément d'efforts. Ils soignaient les populations. Le médecin canadien faisait des consultations mobiles avec nous le weekend dans les dispensaires qui étaient disséminés autour de la ville. Par Visoko, leur base, ils se faisaient approvisionner en médicaments, et ils nous faisaient ensuite des donations car on n'arrivait à rien faire rentrer. Beaucoup de choses passaient par les Canadiens, ils nous ont énormément aidés. En mars 1994, il y a eu un regain de sentiment de sécurité parce que les Hollandais sont arrivés avec beaucoup plus de moyens que les Canadiens. Ils ont déplacé la base des casques bleus dans l'usine de Podgorica. Ils n'étaient pas beaucoup plus nombreux mais ils ont tout rééquipé. C'était impressionnant. Pour le matériel médical, les Canadiens n'avaient qu'une salle minuscule, équipée très sommairement. Les Hollandais sont arrivés avec un échographe et un équipement dernier cri. Ils ont installé deux blocs opératoires alors que les Canadiens n'en avaient pas. On a eu l'impression qu'il existait une volonté de renforcer, de donner les moyens et de rester un certain temps.

Graziella Godain, coordinatrice de terrain de MSF Belgique/France à Srebrenica d'octobre 1993 à avril 1994 (en français) interviewée en août 2000

Au sein de MSF, les avis divergent sur la position à tenir, face au marchandage mené par les autorités bosno-serbes qui exigent, pour laisser les équipes et le matériel MSF entrer dans les enclaves, que l'organisation apporte des secours de même envergure en Bosnie serbe.

Sur le terrain les équipes de MSF s'emploient à assister les populations les plus vulnérables de Serbie et de Bosnie serbe. Elles relayent parfois des demandes des autorités aussi extravagantes que dangereuses, telles que la mise à disposition de chirurgiens expatriés qui travailleraient isolés dans plusieurs hôpitaux de la région.

Compte-rendu de la réunion du Conseil d'administration de MSF France du 21 janvier 1994 (en français) **D111**

Extrait :
2) Yougoslavie [...]
MSF continue à travailler en Croatie auprès des ex-détenus, en Macédoine dans les camps de réfugiés, un programme commun à Belgrade sous coordination belge est mené dans les enclaves de Gorazde, Srebrenica et Zepa et une priorité est mise sur cette mission « enclaves » où le travail est nécessaire mais se confronte à de multiples obstacles : le bon vouloir des milices serbes et des autorités de Pale, le difficile accès aux victimes, la confiscation du matériel. MSF doit se démarquer des UN pour avoir accès aux enclaves. Pour Rony B. se pose le problème d'une orientation politique et d'un équilibre à trouver, compte tenu de l'importance des budgets et de ce que l'on doit payer (« le péage ») pour arriver là où c'est nécessaire les équipes sont confrontées à des problèmes de sécurité et les gens se fatiguent dans un contexte difficile. Sans MSF, l'hôpital de Srebrenica ne fonctionnerait pas. La réhabilitation et la sanitation sont aussi essentiellement le fait des équipes MSF. A Gorazde, la présence de MSF est également essentielle.
Il faudrait :
- développer une assistance humanitaire en Bosnie serbe (une évaluation est en cours) en sachant que cela représente un réel danger être attentif à « l'envol » des budgets tenir compte, comme le souligne Karim, du fait que MSF France s'est impliqué très tardivement en Yougoslavie et qu'il a fallu définir des schémas de coordination avec le programme Bruxelles/Belgrade sur lequel MSF s'est greffé et qui tournait depuis un an.

Lettre de Françoise Saulnier, Directrice juridique de MSF à l'équipe de coordination de MSF en ex- Yougoslavie, 15 janvier 1994 (en français) **D112**

Extrait :
Vous nous avez soumis notamment les demandes du ministre de la Santé, M. Kalinic, pour trois postes de chirurgien généraliste dans les hôpitaux d'Orvar, Brcko et Nevesinje.

Je vous rappelle que la politique d'action humanitaire de MSF dans l'ex-Yougoslavie obéit à des règles précises. La politique générale de sécurité de MSF dans les pays en conflit s'oppose au travail d'individu isolé. MSF déploie des équipes. Cela donne une plus grande efficacité à l'action, chaque individu connait très bien sa mission. Cela permet à MSF d'assurer la sécurité des individus. La présence sur le territoire de l'ex-Yougoslavie de médecins et auxiliaires médicaux très compétents et en nombre suffisant a conduit MSF à une politique surtout tournée vers l'approvisionnement depuis le début du conflit. Concernant la question que vous me soumettez, veuillez noter les points suivants :
1/ Le droit humanitaire lie la liberté de passage des secours humanitaires dans les conflits, à la qualité d'organisation humanitaire impartiale (art.18 du deuxième protocole additionnel aux Conventions de Genève) MSF fournit sa caution d'organisme humanitaire impartial pour la distribution de secours aux populations civiles sur l'ensemble des territoires de l'ex-Yougoslavie.
2/ Le droit humanitaire distingue toujours dans les activités de secours entre, ce qui doit être entrepris par les autorités nationales d'une part, et d'autre part ce qui ne peut être mis en œuvre que par l'intermédiaire d'une organisation humanitaire impartiale (art. 7, 9, 10, 11, 14 et 18 du même protocole) MSF a donc également offert son impartialité, pour bénéficier d'un droit d'entrée et de sortie dans les enclaves, conformément au droit humanitaire. La décision d'installer des équipes chirurgicales dans ces sites est due à deux facteurs spécifiques :
- l'absence sur place, de toute capacité chirurgicale, malgré un nombre important d'opérations nécessaires tous les jours
- l'impossibilité où sont les autorités sanitaires et civiles concernées, de pourvoir à ces besoins, en raison du blocus militaire de ces zones.
3/ MSF s'attache à assurer à la communauté internationale que la distribution des secours se fait sans aucune discrimination autre que l'urgence des besoins. MSF a donc toujours le devoir d'évaluer les besoins, de façon aussi précise que possible, en adaptant au maximum ses contraintes opérationnelles.

« L'humanitaire en sursis » Pierre Salignon, adjoint au responsable de programme de MSF France, **Messages** n°67 (journal interne de MSF France, distribué aussi à une centaine de journalistes), février 1994 (en français) **D113**

Extrait :
Enclaves : *Les programmes dans les villes assiégées de Gorazde et de Srebrenica dépendent chaque jour davantage du bon vouloir des autorités serbes …*
Seule organisation médicale internationale présente dans les enclaves de Bosnie orientale, Médecins Sans Frontières travaille depuis près de dix mois à Srebrenica et Goradze. Les procédures administratives auxquelles sont soumises toutes les organisations humanitaires pour obtenir les autorisations d'accès sont longues, compliquées et soumises aux humeurs des autorités serbes.
Les civils sont les premières victimes des blocages de l'aide Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés (HCR) qui refuse de travailler sans l'appui de la Force de Protection des Nations unies (FORPRONU) est, le plus souvent, obligé d'annuler ses convois faute d'autorisation. Et, lorsqu'un convoi obtient finalement l'aval des Serbes pour se rendre dans les enclaves, toutes les embûches rencontrées en chemin limitent, ou interdisent complètement, l'acheminement de l'aide.
Les civils assiégés sont les premières victimes de ces blocages.
Le problème est particulièrement aigu à Gorazde. Malgré son statut déclaré de « zone de sécurité », l'enclave n'est pas démilitarisée - à la différence de Srebrenica où stationne depuis plusieurs mois un contingent de la FORPRONU - et reste un enjeu stratégique pour les forces serbes et musulmanes.
Les bombardements serbes et les combats sur la ligne de front sont réguliers et pourraient compliquer considérablement l'accès à la zone dans l'avenir.
La situation humanitaire continue à se détériorer malgré les parachutages organisés par les Nations unies : un tiers seulement des besoins (farine, médicaments…) a pu être couvert en décembre 1993. MSF a même été amené à adresser des listes de médicaments et de matériel médical aux autorités des Nations unies chargées des parachutages afin que les besoins urgents, au moins, soient couverts.
Les Nations unies (HCR et FORPRONU) ne constituant plus ni une protection ni une garantie de passage, MSF tente de s'en démarquer et de s'organiser seul pour l'accès et l'approvisionnement en médicaments de l'enclave. Les dangers d'une telle initiative sont réels pour les équipes mais la présence de MSF à Gorazde est essentielle et les risques méritent d'être pris.
La situation est peu différente à Srebrenica, mais quelques convois du HCR arrivent encore. Et la ville devient, elle aussi, de plus en plus dépendante des parachutages des Nations unies.
Contrairement à Gorazde, MSF entre et sort de l'enclave sans protection de la FORPRONU depuis plusieurs mois. Sans MSF, l'hôpital de Srebrenica ne fonctionnerait pas Le programme se poursuit tant bien que mal, en dépit d'une sécurité et des conditions de vie précaires.
A Gorazde et à Srebrenica, MSF est la seule organisation médicale internationale présente. La poursuite des programmes d'assistance est donc capitale. Sans MSF, par exemple, l'hôpital de Srebrenica ne fonctionnerait pas. Pour une population qui se sent, à bien des égards, abandonnée de la communauté internationale, la dimension de notre présence est aussi psychologique.
Enfin, MSF a lancé des programmes d'approvisionnement en médicaments des hôpitaux en Bosnie serbe et en Yougoslavie - Serbie, Montenegro. Décidées après évaluation et l'identifi-

cation de réels besoins, ces activités côté serbe ont pour principal objectif l'assouplissement de la politique des autorités serbes à notre égard et une facilitation de l'accès aux enclaves. En ex-Yougoslavie, l'humanitaire représente clairement un enjeu pour les différentes parties en conflit… C'est pourquoi les programmes de MSF, et particulièrement ceux entamés en Bosnie serbe, doivent être réévalués régulièrement et le positionnement politique de l'association, impliqué par ses activités, sans cesse réfléchi.
Il serait dangereux d'accepter que MSF devienne un prestataire de services, prêt à tout et à n'importe quel prix. Reste que la reprise annoncée - et attendue - des combats entre Serbes et Musulmans risquent de rendre complètement impossible toute action humanitaire.
A suivre…

La seule chose qu'on savait, c'est que pour pouvoir passer des médicaments dans les enclaves, on devait faire une distribution en Republika Srpska. Mais il y avait façon et façon de le faire. Il y avait une discussion de fond sur ce projet que tout le monde qualifiait de projet alibi. Quand je suis arrivée, j'ai dit : « On ne doit pas faire de projet alibi. Je vais faire une visite ». Parfois on peut faire des projets simplement parce que notre présence auprès des populations est très importante. Mais là ce n'était pas le cas. Après un an de projet on trouvait des bouteilles de shampoings et des paquets de compresse étiquetés MSF dans les boutiques des hôpitaux bosno-serbes. J'étais choquée. Dans les hôpitaux de la Républika Srpska près de la frontière, les Bosno-Serbes ne permettaient pas qu'on soigne la population civile parce que c'était des zones militaires. Ces hôpitaux, réservés aux militaires, étaient très bien approvisionnés et pas seulement par MSF, mais par d'autres organisations aussi, financées par l'Union européenne. Et pour moi, il était impardonnable que MSF n'ait pas décidé d'arrêter plus tôt, sachant que le ministère de la Défense avait les fonds pour approvisionner ces hôpitaux.
On a alors fait des évaluations dans les petites structures de santé que personne n'avait jamais pris le temps de visiter. Cela sautait aux yeux que ces structures étaient complètement oubliées parce que la population qui les fréquentait, des vieillards, des femmes n'était absolument pas la priorité des autorités. On a donc refait le programme de ce projet et ciblé ces structures de santé.
Notre impact n'était pas terrible, mais quand même ça nous permettait d'aller voir ce qui se passait dans les villages éloignés de la ligne de front. Les consultations nous ont permis de constater que le traitement de la population civile, surtout les vieillards et les patients des structures de soins de santé mentale, était vraiment honteux. La vie des habitants de la Republika Srpska, était extrêmement difficile, même si la situation n'était pas aussi grave que celle des enclaves. L'information était manipulée, la priorité était donnée aux militaires. Pour MSF c'était important de connaître tout cela même si ça ne l'était pas autant du point de vue des témoignages.

Dr. Graciela Diap, coordinatrice médicale de MSF Belgique/France pour l'ex-Yougoslavie d'octobre 1993 à avril 1995 (en français) interviewée en 2000

Il était évident que les Bosno-Serbes tiraient un certain avantage politique de notre présence à Srebrenica.
On avait un désaccord, sur l'analyse de la situation avec les Belges qui pensaient qu'ils devaient en quelque sorte racheter leur présence à Srebrenica par des distributions côté serbe. Nous on pensait que notre présence à Srebrenica arrangeait aussi les Bosno-Serbes parce qu'il y avait aussi un deal qui était pas clair avec les Bosniaques et qu'il y avait aussi une préoccupation d'image publique. C'est pour ça que la FORPRONU était présente ainsi que le HCR et le CICR mais plus formellement parce qu'ils ne faisaient qu'une visite par semaine, tandis que nous nous avions une présence consistante et permanente. Mais ce formalisme la n'était pas indifférent, tout le monde y était attaché, il avait une signification politique.
Au printemps 1994, j'ai accompagné une délégation de MSF Belgique, venue négocier un accès continu aux enclaves avec pour compensation une distribution de biens d'hygiène et de produits sanitaires dans les villages bosno-serbes. La difficulté c'était qu'un certain nombre de ces villages serbes étaient des villages bosniaques serbisés.
On arrive à Pale, où le gouvernement de la Republika Srepska était installé dans un hôtel, puisque c'est une station de sports d'hiver. Au lieu d'être introduits dans un bureau, on est conduits dans la salle à manger de l'hôtel où l'on a la surprise de trouver une vingtaine de personnes attablées autour d'une table disposée en grand carré et les caméras de la télé de la Republika Srepska plantées là. On comprend qu'on est pris dans une affaire de propagande mais ce n'est pas bien grave. Je me retrouve assis avec juste à ma gauche Mme Karadzic qui se présente à moi comme « Mme Karadzic, Freudan Psychoanalyst ». C'est la petite cerise sur le gâteau dont je me régale encore aujourd'hui ! La discussion commence avant le dîner, avec des allusions précises et un peu lourdes mais très diplomatiques, en direction « des gens qui ont pris des positions hostiles aux droits des Bosno-Serbes. » Aucun d'entre nous n'a réagi. Tout le monde a joué sa carte assez discrètement, assez élégamment. Viennent ensuite les informations concernant le projet d'extermination des enfants serbes de Bosnie, donc le génocide organisé par l'UNICEF… On n'en avait jamais entendu parler ! Plusieurs personnes, des médecins de santé publique au ministère, qui avaient de solides formations - dont l'ancien chef du département d'épidémiologie du ministère de la Santé yougoslave, chef de service de chirurgie ont repris sur un ton pas très convaincu cette accusation folle selon laquelle les vaccins contre la rougeole envoyés par l'UNICEF étaient empoisonnés. C'étaient donc autant de doses mortelles qu'on les invitait à injecter à leurs enfants. Par précaution, ils s'étaient souciés de faire un test de vérification sur un des échantillons, dans un laboratoire anglais, ce qui donnait une crédibilité à la chose. Quand ils ont vu ce résultat selon lequel le flacon contenait un poison, ils n'en ont pas cru leurs yeux et ils sont allés faire vérifier ça en Allemagne. A l'époque l'Allemagne était pour les Serbes, l'auxiliaire de Satan, l'allié de l'ennemi, avec le Vatican et l'Université Al-Hazar. Le complot germano-christiano-islamique, c'était ça leur grande histoire ! En Allemagne, ils ont eu une triste confirmation de la réalité de cet empoisonnement et donc in extremis ils ont arrêté cette campagne de vaccination, faute de quoi les 300 000 enfants qu'ils allaient vacciner auraient été assassinés. Parce que c'était dirigé contre les enfants, c'était l'avenir des Serbes de Bosnie qui était compromis, donc c'était un génocide. De

toutes façons ça s'inscrivait dans une conspiration mondiale pour la disparition du peuple serbe, c'était donc parfaitement cohérent avec le reste. On était assez décontenancés. En plus, il y avait un décalage entre l'énormité de l'accusation et le calme apparent, le côté un peu automatisé de leur discours. Quand tes enfants sont menacés de cette façon-là, tu as normalement tendance à dramatiser un peu les choses, à avoir un peu plus d'émotion dans tes paroles ! Je leur ai dit qu'on n'était pas au courant du tout de cette histoire-là, mais qu'ils faisaient bien de nous en parler parce qu'une affaire d'une telle importance ne pouvait pas rester comme ça. Je leur garantissais que tous les moyens de MSF seraient mis à leur disposition à condition que l'information soit vérifiée. Donc ils n'avaient qu'à nous donner les flacons pour qu'on les analyse de notre côté et on mènerait campagne contre tous les responsables et on sonnerait l'alerte. Cela a, semble-t-il, complétement satisfait tout le monde, et presque instantanément on est passés du génocide à la commande de papier toilette, de coton et de serviettes hygiéniques, une liste de courses familiale, complètement décalée par rapport à la guerre, aux déplacements de populations, aux accusations de génocide. Il n'y avait d'ailleurs pratiquement pas de médicaments sur cette liste des besoins qu'ils nous soumettaient. Cette histoire n'a pas eu de suite, puisque nous n'avons jamais reçu les échantillons à analyser. Elle reste comme un grand moment de kitsch victimaire !

Dr Rony Brauman, président de MSF France de 1982 à 1994, puis directeur d'études à la Fondation MSF (en français) interviewé en 2015

Début 1994, MSF France s'associe avec Action Internationale contre la Faim, Handicap International, Médecins du Monde et Pharmaciens Sans Frontières pour envoyer une carte de vœux aux Parlementaires français et européens souhaitant que leur « détermination s'affirme contre la stratégie du fait accompli ». Le 12 février, MSF Belgique se joint à Amnesty et Causes Communes pour manifester publiquement sur la Grand Place de Bruxelles, son indignation face aux violences en Bosnie.

Communiqué de presse d'Action Internationale contre la Faim, Handicap International, Médecins du Monde, Médecins Sans Frontières, Pharmaciens sans Frontières, 6 janvier 1994 (en français) **D114**

A l'occasion des vœux de nouvelle année, les principales organisations humanitaires françaises agissant quotidiennement dans les pays de l'ex-Yougoslavie, ont décidé une démarche exceptionnelle, publique et commune. Chaque responsable politique et décisionnaire de l'Europe et des douze pays membres, parlements aussi bien que gouvernements, est destinataire de la carte ci-jointe, ainsi que les principaux responsables des Nations unies.
Nos associations veulent ainsi exprimer leur amertume et leur colère, non seulement face à l'inexorable aggravation de la tragédie des populations de l'ex-Yougoslavie, mais aussi face au dévoiement des fondements mêmes de l'action humanitaire à des fins politiques. Nous voulons contribuer à la réflexion impérieuse des citoyens de cette Europe en construction, mais surtout demander aux autorités politiques de prendre enfin leurs responsabilités afin de restaurer, dans leur recherche d'une solution aux conflits dans l'ex-Yougoslavie, les principes de pluralisme et de tolérance sur lesquels l'idée même de l'Union européenne est fondée.
Il n'est pas trop tard.

« Appel Bosnie » **Messages** n°66 (journal interne de MSF France, distribué aussi à une centaine de journalistes), janvier 1994 (en français) **D115**

« Une nouvelle année de guerre commence pour les habitants de Bosnie et ses 4 millions de réfugiés et de personnes déplacées dans les pays de l'ex-Yougoslavie. Leurs regards évoquent les heures les plus sombres et pas si lointaines de l'histoire européenne. En souvenir d'elles, ces femmes et ces hommes sont en droit, encore aujourd'hui, d'attendre plus de lucidité et de détermination de la part de l'Europe démocratique.
Nos organismes continuent à distribuer des secours humanitaires largement financés par l'Europe et les Nations unies. Ces secours sont indispensables mais ils restent, hélas, dérisoires.
Au seuil de cette nouvelle année, nous voulions dire publiquement que nous continuerons notre travail aux côtés des plus démunis. Mais avec amertume et colère. Car de couloirs « humanitaires » en corridors diplomatiques, et maintenant culturels, l'Europe n'a pas su préserver l'essentiel : la tolérance, première condition d'une paix durable. La purification ethnique est une utopie condamnée par l'histoire ; l'Europe d'aujourd'hui s'est construite sur son refus. Les organisations humanitaires ne veulent pas contribuer à l'étouffement des consciences, à l'acquiescement des citoyens européens aux projets de partition ethnique et religieuse. Nous formons le vœu que votre détermination s'affirme contre la stratégie du fait accompli. Que par la volonté politique vous sachiez enfin arrêter ce qui est inacceptable à tout citoyen d'Europe. »

Contact n°27 (Journal interne de MSF Belgique), mars 1994 (en français, en flamand) **D116**

Le samedi 12 février, plusieurs milliers de personnes ont rejoint Causes Communes, Amnesty International, Médecins Sans Frontières et le Comité ASSEZ dans un rassemblement sur la Grand' Place de Bruxelles.
Leur présence signifiait une détermination et une volonté: le refus de la guerre en Ex-Yougoslavie et leur résolution de citoyens à contribuer à des solutions menant à une paix durable. […]
Vous trouverez ci-après le texte intégral lu par Causes Communes le 12 février :
« *Samedi passé à 12 heures 32 précises, un obus écrasait 68*

vies et en brisait quelques dizaines d'autres sur une place de marché à Sarajevo **V12** *. Aujourd'hui, nous nous rassemblons sur la Grand' Place de Bruxelles, dans un souci de mémoire et de respect pour les victimes bien sûr, mais en souhaitant aussi que notre présence traduise une détermination et une volonté. Celles de citoyens conscients du fait qu'il s'agit aujourd'hui d'être plus résolus que les résolutions des Nations unies ne l'ont été jusqu'ici.*

Cette détermination ne dépend que de nous, car de notre indifférence nous sommes les maîtres. Et ce que nous avons à dire est simple : nous nous engageons aujourd'hui à ce que les 68 morts du marché soient les dernières victimes de notre dédain, de notre désintérêt, de notre insouciance. Pourquoi nous engageons-nous ? Parce que pour Médecins Sans Frontières, l'humanitaire ne peut tenir lieu de politique, que les médecins du front en Bosnie sont malades eux-mêmes de ces grands blessés et de ces presque morts qui échouent sur leur table d'opération ; Parce que pour Amnesty International, ces droits bafoués, quotidiennement recensés et rigoureusement documentés, continueront pourtant de l'être dès lors que les armes ne se tairont pas ; et nous, Causes Communes, association de solidarité intercommunale et inter-citoyenne, nous vous disons que nous avons bien peur que de cette guerre il ne naisse pas de la citoyenneté mais de la sujétion et de la servitude. Nous nous y engageons ensemble. C'est une première. Il n'est pas courant, chez nous, que l'on dépasse les clivages associatifs. Nous avons été rejoints et nous avons accueillis d'autres associations également comme le comité étudiant « Assez » qui a prêté son nom à notre rassemblement. Cela, c'est qui nous sommes.

Maintenant, comment nous engageons-nous ? Comment allons-nous nous donner les moyens de notre détermination ? En répétant d'abord quelques choses simples : notre refus de l'épuration ethnique, du nationalisme et des intolérances. En disant également qu'il ne peut y avoir pour nous d'Europe sans Sarajevo. Nous devons répéter encore que Sarajevo, c'est bel et bien l'Europe : c'est-à-dire ce creuset de cultures et ce laboratoire des peuples dans lequel nous abritons des valeurs comme les droits de l'homme précisément, l'exigence démocratique ou la création de la solidarité comme pratique sociale.

Ce qui va changer à partir de ce samedi, c'est que nous nous engageons à maintenir la pression sur nos représentants politiques. Dans une situation de crise comme nous en vivons une pour l'instant, l'indécision et les hésitations sont les pires de nos adversaires. Nous l'avons dit depuis deux ans.

Aujourd'hui, des décisions semblent avoir été prises. Nous disons donc à nos représentants politiques qu'ils peuvent compter sur notre détermination pour obtenir effectivement la paix. Une paix où les droits de l'homme, les droits humanitaires et démocratiques prennent tout leur sens.

Au moment où des résolutions commencent à voir le jour, nous devons dire aussi que nous n'avons pas de solutions toutes faites à proposer. Nous n'avons pas dit non plus - nous ne disons pas - que nous serons d'accord d'office avec les solutions que l'on nous propose et que l'on nous proposera. Il nous faut rappeler ici que Sarajevo n'est pas toute la Bosnie et qu'un possible cessez- le- feu ne sonne pas le glas d'une guerre. Et que la paix des armes acquises – par hypothèse - il faudra encore s'accorder sur une solution politique.

Ce n'est pas fini. La guerre n'est pas finie. Et, si la guerre se terminait … sommes-nous sûrs de savoir comment commencer la paix ? Qu'un cessez-le-feu intervienne ou non dans les jours qui viennent, ne nous faut-il pas toutes affaires cessantes soutenir les voix qui en Bosnie et ailleurs continuent de plaider pour la tolérance, la diversité et l'éthique ? C'est cela notre travail de citoyens.

Aujourd'hui, sur cette Grand' Place, des personnalités, des autorités morales, de simples citoyens portent des pancartes où seront inscrits les noms des victimes innocentes que la guerre a faites cette semaine à Sarajevo. Il y a 80 panneaux.

Cette Grand' Place abritera la mémoire de ces morts. S'il le faut, nous reviendrons tous les samedis. En se passant le relais entre associations, comités et citoyens. Un panneau mémorial portera en compte les noms des victimes en souhaitant qu'il restera le plus vide possible.

Nous vous invitons à y apporter et y allumer une bougie. Nous avons au moins deux raisons de le faire : pour la mémoire, pour l'espoir. Nous qui sommes des associations qui avons le souci de l'homme, pensons qu'il est des actes qui sont de l'ordre du devoir. C'est ce devoir là que nous vous remercions de partager avec nous. »

Le 12 janvier 1994, l'OTAN rappelle sa détermination à lancer des frappes aériennes afin d'empêcher l'étranglement des zones bosniaques menacées par les forces serbes. Au Conseil international de MSF, les sections s'accordent pour ne pas accepter l'utilisation de la force pour protéger les convois humanitaires

« L'OTAN renouvelle sa menace de frappes aériennes en Bosnie » ***Le Monde*** (France), 12 janvier 1995 (en français) **D117**

Extrait :

L'Alliance atlantique a confirmé, mardi 11 janvier, sa détermination, « sous l'autorité du Conseil de sécurité des Nations unies », à lancer des « frappes aériennes afin d'empêcher l'étranglement de Sarajevo, des zones de sécurité, et d'autres zones menacées en Bosnie-Herzégovine ».

Dans le communiqué final publié à l'issue d'un sommet de deux jours, l'OTAN demande « instamment aux autorités de la FORPRONU d'établir d'urgence des plans pour permettre le déblocage de la relève du contingent de la FORPRONU à Srebrenica et d'examiner comment il serait possible d'ouvrir l'aéroport de Tuzla pour l'acheminement de l'aide humanitaire ».

Dans leur déclaration, les Seize réaffirment que « le conflit en Bosnie doit être réglé à la table des négociations et non pas sur le champ de bataille. Seules les parties peuvent instaurer la paix dans l'ex-Yougoslavie. Elles seules peuvent décider de déposer les armes et de mettre fin à la violence qui, depuis de nombreux mois, sert uniquement à démontrer qu'aucun camp ne peut l'emporter dans sa recherche de la victoire militaire. »

Compte-rendu de la réunion du Conseil international des 13 et 14 janvier 1994 (en français) **D118**

Extrait :
Suite aux récentes menaces d'utilisation de la force pour assurer le passage de convois humanitaires, la ligne de communication générale de MSF est la suivante :
MSF est opposé à l'utilisation de la force militaire pour accomplir des objectifs humanitaires. L'utilisation sélective de la force à des endroits spécifiques (Srebrenica, Tuzla, corridor pour Mostar ou Sarajevo, ...) risque de compliquer encore davantage ou de mettre totalement en péril le dispositif humanitaire sur l'ensemble du territoire de la Bosnie.
En revanche, MSF ne prend pas de position sur l'utilisation des forces armées pour atteindre des objectifs politiques ou militaires.

Le 1er avril 1994, le mandat de la FORPRONU en ex-Yougoslavie est prolongé de six mois. Ses effectifs sont augmentés de 3 500 hommes, au lieu des 10 000 hommes demandés par l'ONU, mais refusés par les Etats-Unis pour des raisons financières.

« Les Nations unies autorisent l'envoi de 3 500 casques bleus supplémentaires » ***Le Monde*** (France), 2 avril 1994 (en français) **D119**

Extrait :
Le mandat de la Force de protection des Nations unies dans l'ex-Yougoslavie (FORPRONU) a été prorogé, jeudi 31 mars, de six mois par le Conseil de sécurité de l'ONU. Mais le renforcement de la mission a été limité, du fait des Etats-Unis, à 3 500 hommes au lieu des 10 000 demandés par le Secrétaire général.
La France et la Grande-Bretagne ont toutefois obtenu que le Conseil affirme qu'il ne s'agissait là que d'une « première étape » et que la question des renforts serait réexaminée au plus tard dans un mois afin de « doter la FORPRONU des moyens nécessaires à la mise en œuvre de son mandat ». [...]
Les Etats-Unis, pour des « raisons financières », avaient refusé mercredi de donner leur accord au total des effectifs réclamés par les militaires de la FORPRONU sur le terrain et par M. Boutros-Ghali.

GORAZDE SOUS LES BOMBES

En janvier 1994, l'équipe MSF s'est retirée pendant plusieurs semaines de Gorazde à la suite de bombardements. Fin mars 1994, l'enclave subit une violente offensive de la part des forces serbes et se retrouve assiégée. Une équipe de deux volontaires expatriés de MSF y reste bloquée et devient rapidement la principale source de renseignement des médias sur la situation. L'organisation diffuse quasiment un communiqué de presse chaque jour. Elle rapporte le nombre de blessés et de morts et appelle à l'arrêt des bombardements. Elle demande la protection des civils promise par les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU qui on fait de cette enclave une zone de sécurité. Elle réclame aussi, en vain, l'accès à l'enclave pour une nouvelle équipe chirurgicale expatriée.

Contact n°31 (Journal interne de MSF Belgique), janvier 1995 (en français, en anglais). **D120**

Gorazde est bombardée en janvier... l'équipe en sort assez choquée et décide de ne retourner dans l'enclave que si des garanties de support sont claires. Les MSF réussissent à retourner sur place à la mi-février avec du matériel, les consignes de sécurité sont draconiennes et les contacts radio communication renforcés.

« Gorazde : des victimes parmi les civils » **Communiqué de presse** de MSF, 30 mars 1994 (en français) **D121**

La ville de Gorazde est depuis deux jours le théâtre d'une violente offensive et est soumise à d'intenses bombardements. Hier, six enfants ont été blessés et ce matin, deux personnes ont été tuées dans la ville (un enfant et un adulte). La salle d'urgence de l'hôpital est débordée, rapporte l'équipe de Médecins Sans Frontières. Par ailleurs, selon les dires des habitants, la violence de l'attaque est comparable à celle qu'avait connu la ville en mai/juin 93. Le calme apparent autour de la ville de Sarajevo ne doit pas nous faire oublier la menace permanente qui pèse toujours sur les enclaves telles que Gorazde.

« Situation dramatique à Gorazde : Médecins Sans Frontières demande une véritable protection des 60 000 habitants de l'enclave » **Communiqué de presse** de Médecins Sans Frontières, 5 avril 1994 (en français, en anglais, en néerlandais) **D122**

Depuis une semaine, l'enclave de Gorazde, où 60 000 personnes sont assiégées depuis un an et demi, est soumise à

une violente offensive, en violation des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies qui font de l'enclave une zone protégée. Seuls quatre observateurs militaires des Nations unies (UNMO) sont actuellement présents dans l'enclave. Les troupes serbes ont percé la ligne de front au nord et à l'est de l'enclave et sont, depuis hier, lundi 4 avril, à seulement 3,5 kilomètres de la ville de Gorazde. Selon les informations recueillies sur place par notre équipe, les villages situés sur la rive gauche de la Drina sont en feu et la population fuit pour trouver refuge dans Gorazde. Depuis une semaine, il y aurait eu 49 tués et 220 blessés parmi la population civile. Lundi 4 avril, l'hôpital, où travaille l'équipe de Médecins Sans Frontières, a reçu, en urgence, 19 blessés, dont un est décédé. Mais de nombreux autres blessés ne peuvent rejoindre l'hôpital à cause des combats ou de la quasi absence de moyens de transports. Les équipes médicales continuent à travailler, dans des conditions difficiles, pour assurer les soins aux blessés. Médecins Sans Frontières a décidé de renforcer son personnel dans l'enclave, en envoyant une nouvelle équipe chirurgicale. Alors que la situation se détériore, Médecins Sans Frontières est très inquiet pour l'avenir des 60 000 habitants de l'enclave - dont 30 000 dans la ville. MSF demande aux Nations unies que la protection de l'enclave soit effectivement assurée, comme le prévoient les résolutions du Conseil de sécurité. Elle demande également que le droit d'accès aux victimes soit respecté et rappelle que la sécurité et la neutralité des hôpitaux ainsi que des équipes médicales humanitaires sont garanties par les conventions internationales. Sept expatriés membres d'organisations humanitaires internationales (CICR, HCR et MSF) sont présents à Gorazde. Médecins Sans Frontières, en respect avec les principes de neutralité et d'impartialité qui guident son action, travaille depuis deux ans en ex-Yougoslavie et continuera à apporter son assistance à toutes les victimes de la guerre, que ce soit en Serbie, en Croatie ou en Bosnie.

« 64 morts et 301 blessés à Gorazde depuis le début de la dernière offensive Serbe » **Agence France Presse**, 6 avril 1994 (en français)

64 personnes ont été tuées et 301 blessées dans l'enclave musulmane de Gorazde, en Bosnie orientale, depuis le début de la dernière offensive serbe, selon un communiqué de « Médecins Sans Frontières » diffusé mercredi à Paris. Dans la ville même de Gorazde, où travaille actuellement un anesthésiste et un logisticien de MSF, 7 nouveau blessés sont arrivés mercredi à l'hôpital, portant à 197 le nombre de blessés depuis le début de l'offensive, il y a dix jours, contre l'enclave musulmane peuplée d'environ 60 000 personnes. « De nombreux autres blessés ne peuvent rejoindre l'hôpital à cause des combats ou la quasi absence de moyens de transports », selon l'association humanitaire Le général Michael Rose, commandant en chef des Casques bleus en Bosnie-Herzégovine, n'a pu se rendre mercredi dans l'enclave, comme il l'avait envisagé, les Serbes bosniaques avant invoqué des « raisons de sécurité ». Huit officiers de liaison et observateurs militaires de la FORPRONU qui l'accompagnaient ont pu, en revanche, poursuivre leur route. Le problème de l'enclave a été évoqué à Pale, fief de la République serbe bosniaque auto-proclamée, entre Radovan Karadzic, à la tête de cette entité politique, M. Yasushi Akashi, représentant spécial de l'ONU en ex-Yougoslavie, et le général français Bertrand de Lapresle, commandant les Casques bleus dans l'ex-Yougoslavie. Selon le général Rose, les trois hommes ont examiné « sérieusement » la possibilité de pacifier Gorazde selon le modèle appliqué à Sarajevo, à savoir, retrait de l'artillerie lourde à 20 km et surveillance des lignes de front par les Casques bleus. Au printemps 1993, l'enclave de Gorazde a été déclarée « zone de sécurité » par le conseil de sécurité de l'ONU qui a décidé le principe d'y déployer, dans les quinze prochains jours, quelque 800 casques bleus d'origine ukrainienne.

Compte-rendu de la réunion du Conseil d'administration de MSF Belgique du 6 avril 1994 (en français) **D123**

Bien que la situation à Gorazde soit préoccupante, il semble qu'il y ait une volonté de la part des NU [Nations unies] de ne pas mettre l'accent sur cette enclave, et de ne pas communiquer d'informations. Nos communiqués MSF se sont perdus dans la masse des informations qui ont été transmises aux médias. Il faut cependant souligner la présence d'Olivier van Bunnen, administrateur à Gorazde, dans de nombreux médias; ces derniers attendent effectivement de notre part, des témoignages directs, vrais et émotionnels de même que des informations concrètes et nouvelles (résultats d'enquêtes nutritionnelles, etc.) et non des discours institutionnels. Il est important pour nous de pouvoir combiner les différents discours, mais également de pouvoir faire des propositions concrètes.

« Médecins Sans Frontières dénonce l'absence de protection des populations civiles de l'enclave de Gorazde » **Communiqué de presse** de Médecins Sans Frontières, 7 avril 1994 (en français) **D124**

Extrait :
Médecins Sans Frontières s'inquiète de l'évolution de la situation dans l'enclave de Gorazde en Bosnie orientale. Aprés 11 jours de combats violents, les civils sont les premières victimes de l'offensive actuelle des forces serbes: 403 ont été blessés et 92 sont morts à ce jour. A l'hôpital de Gorazde, les équipes de secours sont débordées et le manque de médicaments et de matériel médical devient alarmant. La violence des combats a contraint plusieurs milliers d'habitants de l'enclave à fuir leurs villages en flammes. La nouvelle avancée des assaillants sur le mont Gradina fait craindre que la population de la ville (30 000 personnes environ) soit directement prise pour cible par les forces serbes. Médecins Sans Frontières demande une nouvelle fois que la protection des 65 000 habitants de l'enclave pourtant déclarée « zone de sécurité » par le Conseil de Sécurité des Nations unies soit effectivement

assurée. Médecins Sans Frontières demande également que le droit d'accès aux victimes civiles du conflit soit respecté. Une équipe chirurgicale attend les autorisations nécessaires afin de se rendre dans l'enclave assiégée avec des médicaments et du matériel médical. Dans les circonstances actuelles sa présence à l'hôpital est vitale pour renforcer les équipes de secours déjà présentes.

« Médecins Sans Frontières a décidé de renforcer son équipe médicale en Croatie » **Communiqué de presse** de Médecins Sans Frontières, 7 avril 1994 (en français) **D125**

MSF s'apprête à renforcer son équipe médicale en Croatie pour porter assistance aux victimes musulmanes et croates des opérations de nettoyage ethnique dans l'Ouest de la Bosnie. Dès que l'autorisation des autorités serbes sera donnée au Comité International de la Croix Rouge (CICR), 6 000 à 9 000 non Serbes seront évacués vers des centres de transit en Croatie et viendront grossir le chiffre des réfugiés qui y sont déjà accueillis (280 000 au total). Ce nouvel épisode de la politique de purification ethnique amène MSF à rappeler que les exactions à l'encontre des populations civiles musulmanes et croates dans l'Ouest de la Bosnie n'ont jamais cessé depuis le début de la guerre en ex-Yougoslavie. En décembre 1992, suite à une enquête réalisée en France auprès de 300 ex-détenus libérés des camps de détention de Bosnie-Herzégovine, MSF avait déjà mis en évidence un ensemble d'exactions graves commises contre la population musulmane et croate dans cette région. A partir du mois de mars 1993, une de nos équipes portait assistance à cette population à son arrivée en Croatie dans le camp de transit de Karlovac (50 km de Zagreb), puis dans le camp de réfugiés de Gasinzci. Depuis janvier 1994, l'équipe MSF est témoin chaque semaine de l'arrivée dans ce camp de 60 à 80 personnes expulsées de Banja-Luka ou Prijedor. Il s'agit essentiellement de femmes, d'enfants et de personnes âgées, dont la majorité a été directement victime de violences et d'exactions graves (blessures par balles, viols…) ou témoin de l'exécution sommaire d'un ou plusieurs membres de leurs familles. Certaines portent les traces des exactions qu'elles ont subies ou souffrent de troubles psychiatriques importants. Elles sont placées sous la protection du HCR dans l'attente d'une réinstallation vers l'étranger. MSF, en respect des principes de neutralité et d'impartialité qui guident son action, travaille depuis deux ans en ex-Yougoslavie et continuera à apporter son assistance à toutes les victimes civiles de la guerre que ce soit en Croatie, en Bosnie ou en Serbie.

Le 9 avril, Eric Stobbaerts, le coordinateur de MSF à Belgrade déclare à la presse que contrairement aux affirmations de l'ONU, il existe un réel risque que Gorazde tombe. L'équipe chirurgicale de remplacement n'a toujours pas reçu l'autorisation d'entrer dans l'enclave. V13

« MSF est extrêmement inquiet de la détérioration de la situation humanitaire à Gorazde » **Déclaration** de Médecins Sans Frontières Belgrade, 9 avril 1994 (en anglais) **D126**

MSF est extrêmement inquiète de la détérioration de la situation humanitaire dans l'enclave de Gorazde majoritairement peuplée de Musulmans ou 60 000 personnes subissent un siège depuis 18 mois.
Le nombre de victimes augmente chaque jour : 403 blessés et 92 civils morts depuis le début des combats.
L'hôpital de Gorazde, où deux volontaires internationaux de MSF travaillent jour et nuit est submergé par les blessés qui arrivent chaque jour. Les stocks médicaux s'épuisent, en particulier les médicaments de base comme les antidouleurs.
La destruction des villages a conduit un nouveau groupe extrêmement vulnérable de déplacés à l'intérieur de l'enclave.
Il existe un réel danger que la ville soit prise, contrairement à ce qu'estime l'ONU.
MSF est extrêmement inquiète par l'inaction de l'ONU après 11 jours de combats intenses. MSF demande expressément à l'ONU d'assurer une protection efficace à la population de Gorazde, de réduire le fossé entre ses déclarations et de trouver une solution mettant fin aux combats.
MSF demande à pouvoir accéder aux victimes. Une équipe chirurgicale de renfort est prête à partir épauler l'équipe de MSF qui travaille en ce moment à Gorazde. Leur soutien à l'hôpital est d'une importance vitale. Un stock de matériel médical n'attend aussi qu'une autorisation pour pouvoir entrer dans la poche.
MSF travaille en Bosnie, Croatie et Serbie depuis deux ans. Il y a actuellement du personnel expatrié dans toute l'ex-Yougoslavie.

« Gorazde pourrait « tomber dans les prochaines heures », selon MSF » **Agence France Presse** Belgrade, 10 avril 1994 (en français)

La ville de Gorazde (est de la Bosnie) pourrait « tomber dans les prochaines heures » alors que les bombardements se sont encore intensifiés contre le centre-ville, a indiqué un responsable de Médecins Sans Frontières (MSF) à Belgrade, Eric Stobbaerts. « Notre équipe sur place a l'impression que la ville pourrait tomber d'ici quelques heures », a déclaré M. Stobbaerts à l'AFP. « Nous prenons cette menace très au sérieux et nous nous inquiétons pour la sécurité de nos expatriés », a-t-il ajouté. Les bombardements qui avaient repris dimanche matin vers 09h00 avaient diminué d'intensité pour de nouveau s'amplifier vers 14h00, selon MSF. Il s'agit des « bombardements les plus violents » depuis le début de l'offensive serbe, le 29 mars dernier, contre cette enclave musulmane, déclarée « zone de sécurité » de l'ONU. « En ce moment, c'est vraiment l'horreur », a dit M. Stobbaerts qui a précisé que l'équipe de MSF, qui a passé la matinée dans l'abri de la Croix-Rouge Internationale (CICR), tentait de se réfugier à l'hôpital. Des réfugiés affluent au centre-ville, où la panique a gagné la population. Quelque 1 500 personnes fuyant

devant l'avancée serbe au sud de la ville sont arrivées dans la nuit après la destruction d'un important pont reliant les deux rives de la Drina. L'agence des Serbes bosniaques qui avait annoncé la chute des villages de Zupcici et Dlindici, au sud de l'enclave, a indiqué que les forces serbes venaient de s'emparer dans la matinée du mont Uhotic, l'un des derniers bastions musulmans au sud de Gorazde, dans la région d'Oglecevo. Les forces serbes, selon SRNA [Novinska Angencija Republike Spske, agence de presse de la république des Serbes de Bosnie], ont pris le contrôle d'une partie de la rive droite de la Drina entre Vitkovic et Djindici.

L'équipe du HCR était en visite de supervision et s'est retrouvée coincée. Ils sont restés cachés dans la cave de leur bureau. Quant aux deux membres du CICR, ils appliquaient la politique du CICR au sens strict du terme : on prend les bombes sur la tête mais on ne parle pas. Nous, on avait opté pour une stratégie tout à fait différente. On a essayé vraiment de médiatiser ce qui se passait à Gorazde. Car à l'époque, les combats en Yougoslavie à partir du moment où ne s'accumulaient pas trop de morts ou de blessés, ça n'intéressait pas trop les médias. On a donc opté avec les sièges pour une stratégie de communication ouverte depuis les sièges et depuis Belgrade. Nuit et jour, on communiquait. Ca a effectivement finit par alarmer l'ensemble de la presse internationale. Il y a eu une couverture extraordinaire là-dessus et vraiment une indignation. Ca a posé une grosse pression sur les Nations unies, sur leur mandat, parce qu'on faisait état du nombre de morts, de blessés, des sites civils qui avaient été touchés, l'hôpital en particulier et de tous les problèmes qu'il y avait en terme de médicaments, de matériels, qui évidemment diminuaient à vitesse grand V, de l'équipe coincée, du non-accès.

Eric Stobbaerts, Coordinateur général de MSF Belgique/France en ex-Yougoslavie de décembre 1993 à avril 1995 (en français) interviewé en 2000

Le 10 avril, Rony Brauman le président de MSF France déclare qu' « un véritable carnage est en préparation » et accuse la FORPRONU de « mener une politique de désinformation systématique. »

« Des combats ont lieu dans la ville de Gorazde, selon le président de MSF-France » **Agence France Presse**, 10 avril 1994 (en français)

Des combats entre forces serbes et bosniaques ont éclaté dans la ville même de Gorazde (est de la Bosnie) provoquant un mouvement de panique au sein de la population, a déclaré dimanche en fin d'après-midi le président de Médecins Sans Frontières (MSF-France), Rony Brauman. « Toutes les informations sont convergentes », a précisé M. Brauman, évoquant « une catastrophe sur le point d'arriver d'une heure à l'autre ». « Des milliers de gens tentent de fuir » l'avancée serbe, a indiqué le responsable de MSF. Quelque 30 000 personnes sont réfugiées dans la ville. L'hôpital de Gorazde « subit un pilonnage intensif », a ajouté Rony Brauman. Un anesthésiste et un logisticien de MSF opèrent sans discontinuer à l'hôpital, mais « ils sont complètement débordés », a-t-il ajouté. « Un véritable carnage est en préparation », affirme Rony Brauman, soulignant que « des dizaines de villages (autour de Gorazde) ont été détruits, incendiés, pillés ». Le président de MSF accuse à ce propos la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) de « mener une politique de désinformation systématique » sur la situation à Gorazde. « Il est essentiel de rappeler à la FORPRONU sa mission (de protection), ou alors il faut qu'elle s'en aille ».

Le 11 avril, alors que Gorazde est quasiment aux mains des forces bosno-serbes, l'OTAN opère des frappes aériennes. Les volontaires de MSF présents dans l'enclave témoignent de ces frappes et de la continuité des bombardements des forces bosno-serbes. V14

« Les bombardements serbes contre Gorazde ont continué après le raid de l'OTAN, selon MSF » **Agence France Presse** Belgrade, 11 avril 1994 (en français)

Les bombardements serbes contre l'enclave musulmane de Gorazde (est de la Bosnie), ont continué après le nouveau raid aérien des avions de l'OTAN contre des positions serbes, a déclaré à l'AFP un porte-parole de l'organisation humanitaire Médecins Sans Frontières (MSF) à Belgrade se référant à une conversation par radios avec le personnel de MSF à Gorazde. « A partir de 14h00, il y a eu des bombardements qui ont été entendus très, très fort et qui ont duré une demi-heure. On les entendait très clairement à partir de la ville. Parallèlement les bombardements sur Gorazde continuaient », a déclaré Eric Stobbaerts. « Les avions sont maintenant repartis mais les bombardements continuent sur Gorazde de façon un peu moins intense qu' hier », a-t-il ajouté. Un premier raid avait été mené dimanche après-midi par deux F-16 américains de l'OTAN contre des positions serbes bosniaques à Gorazde.

« Après le raid aérien de l'OTAN sur les forces serbes qui encerclent Gorazde, amertume teintée de satisfaction à Sarajevo » ***Le Monde*** (France), 12 avril 1994 (en français) D127

Extrait :
Dimanche matin, les forces serbes étaient aux portes est de la ville, et les quartiers situés sur la rive droite de la Drina étaient sur le point de tomber. Au cours d'une liaison radio dimanche en milieu d'après-midi, un médecin belge de

Médecins Sans Frontières (MSF), Olivier Van Bull, confirmait les informations alarmantes avancées par les autorités bosniaques. Selon son témoignage, la rive droite de la Drina, où se trouve notamment l'hôpital, pouvait passer sous contrôle serbe « dans les heures qui viennent ». « La population est prise de panique, des milliers de gens fuient sur la rive ouest. La situation est critique et nous n'avons pas les moyens d'évacuer l'hôpital, qui abrite 250 blessés », ajoutait-il, en précisant que la ville était depuis le matin « sous bombardements constants ». [...] Informé par ses observateurs sur place de la dégradation de la situation, le général Rose a finalement demandé, dimanche à 16h30, à son commandant en chef, le général de Lapresle, « un appui aérien rapproché » alors que « la vie des civils, des observateurs militaires de l'ONU et du personnel des organisations humanitaires sur place est en danger ». Ce dernier en a référé au diplomate japonais, Yasushi Akashi, représentant du Secrétaire général, qui a décidé de faire appel à l'OTAN. Il n'aura fallu que 25 minutes à l'Alliance atlantique pour approuver la requête de l'ONU et déclencher la procédure des frappes aériennes. A 18h22, deux F-16 américains bombardaient, pour la première fois, des positions au sol en Bosnie. Auparavant, le commandant des forces serbes, le général Ratko Mladic, avait été expressément averti, à deux reprises, du danger que ses troupes encouraient si elles ne mettaient pas un terme à l'offensive. Son chef d'état-major, le général Manojlo Milovanovic, s'était contenté de répondre « qu'aucun obus d'artillerie serbe ne tombe [dimanche] sur Gorazde ».

Compte-rendu de la réunion des opérations de MSF France, 12 avril 1994 (en Français) **D128**

Extrait :
Gorazde [...] - Communications MSF durant le week-end axées sur, d'une part, l'inaction des NU à Gorazde et ses conséquences possibles sur les autres enclaves, la protection des populations civiles de Gorazde et le passage des convois humanitaires et équipes médico -chirurgicales pour travailler à l'hôpital de Gorazde.

« Tirs intermittents à Gorazde, selon MSF et le HCR » **Agence France Presse** Belgrade, 12 avril 1994 (en français)

Des tirs intermittents ont été enregistrés mardi matin à Gorazde, au lendemain du deuxième raid aérien de l'OTAN contre les positions serbes assiégeant cette enclave musulmane de Bosnie orientale, a-t-on appris d'organisations humanitaires ayant des équipes sur place. « La situation est plutôt calme ce matin. Néanmoins 7 obus sont tombés sur la ville tôt ce matin et des tirs à l'arme légère de faible intensité sont régulièrement entendus », a déclaré pour sa part Mme Lyndall Sachs, porte-parole du Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) à Belgrade, faisant état d'une conversation ayant eu lieu à 8h00 avec le personnel du HCR à Gorazde. « La situation était calme ce matin avec toutefois des tirs isolés entendus dans la ville même », a déclaré M. Eric Stobbaerts, porte-parole de l'organisation humanitaire Médecins Sans Frontières (MSF) à Belgrade se référant à un entretien par radio, mardi matin à 3h30 avec son équipe sur place. « Au cours de la nuit de lundi à mardi, 34 nouveaux blessés, dont quatre ont succombé à leurs blessures, ont été transportés à l'hôpital de Gorazde », a-t-il ajouté.

On avait une liaison radio avec l'équipe de Gorazde, et on les a poussés à tenir régulièrement des points de presse à partir de l'enclave pour maintenir la pression sur les assiégeants serbes. On avait fait le pari que tant que les volontaires MSF parlaient, ils empêchaient que l'assaut final soit lancé.
Cela a été un exemple de résistance par les médias, d'utilisation du levier médiatique à une menace qui était très pressante.

Dr. Rony Brauman, Président de MSF France de 1982 à 1994, puis directeur d'études à la Fondation MSF France (en français) interviewé en 2000 et 2015

Pour dissuader l'OTAN de frapper à nouveau, les forces bosno-serbes prennent des casques bleus en otage. Jusqu'à la fin de la guerre, elles appliqueront à plusieurs reprises cette stratégie de pression sur la FORPRONU.

« En réaction aux raids aériens de l'OTAN Les Serbes de Bosnie recourent à l'intimidation contre les casques bleus » ***Le Monde*** (France), 14 avril 1994 (en français) **D129**

Extrait :
Après les frappes aériennes de dimanche et lundi contre leurs positions à Gorazde, les Serbes de Bosnie avaient annoncé la rupture de toutes leurs relations avec la FORPRONU et donné l'ordre de fermer le passage aux personnels de l'ONU à tous les points de contrôle serbes. Résultat : plusieurs milliers de casques bleus déployés dans Sarajevo se sont donc retrouvés dès lundi pratiquement cloîtrés dans la ville assiégée, avec comme seule échappatoire possible un accès dérobé conduisant à l'aéroport de la capitale sans passer par les lignes serbes : une route que les *snipers* se sont empressés mardi de remettre dans leur ligne de mire.
Mais pour les soldats de la paix déployés en territoire serbe, la situation était plus grave : ils devenaient otages, bloqués en territoire hostile, isolés de leur poste de commandement et privés le plus souvent de leur liberté de mouvement. [...]
Selon le chef des observateurs militaires de l'ONU (UNMO), le major Roy Thomas, quarante de ces observateurs ont été assignés à résidence forcée dans des zones sous contrôle serbe en Bosnie, et un autre a tout simplement disparu avec son interprète, après avoir quitté l'enclave musulmane de Zepa (Bosnie orientale, au nord-est de Gorazde) et être entré en territoire

serbe. Les forces serbes ayant suspendu les relations avec la FORPRONU, toutes les démarches entreprises pour localiser cet observateur hollandais ont été vaines. Les quarante observateurs militaires consignés depuis lundi ont, quant à eux, été menacés d'être arrêtés s'ils quittaient leur domicile que surveillent, depuis, des soldats serbes et des patrouilles de police. […]
D'autre part, un certain nombre de casques bleus sont restés bloqués mardi dans les hangars où sont rangées les armes lourdes serbes retirées des hauteurs de Sarajevo, après la création, en février dernier, d'une zone d'exclusion de 20 kilomètres autour de la capitale bosniaque. Pour les dissuader de sortir, les miliciens serbes avaient posé, lundi, des chapelets de mines devant l'entrée des bâtiments. Des barrages de mines ont également permis aux forces serbes de bloquer plusieurs compagnies de casques bleus déployées sur les collines qui surplombent Sarajevo. Ces hommes ont pour mission de surveiller le cessez-le-feu, respecté dans l'ensemble depuis sa signature, en février, mais fragilisé depuis ces derniers jours, en raison de la tension croissante. De même, des éléments du bataillon nordique de la FORPRONU sont retenus avec leur convoi, depuis dimanche après-midi, aux postes de contrôle serbes de Kobiljaca, entre Kiseljak et Sarajevo. Bloqués par des mines, ces casques bleus suédois sont contraints de dormir dans leurs camions et de se satisfaire des bouteilles d'eau que leurs « geôliers » leur apportent. […]
Le personnel humanitaire pour sa part s'est vu interdire mardi de quitter le territoire serbe sans autorisation. C'est ce qu'a confirmé, dans la journée, le porte-parole du HCR à Sarajevo, Chris Janowski, en précisant que l'acheminement de l'aide humanitaire vers Banja-Luka, Tuzla, Gorazde, Zepa et Srebrenica, avait été suspendu en raison de la fermeture des points de contrôle serbes. Il a ajouté qu'à défaut d'une reprise du ravitaillement des populations dans le besoin dans les dix jours, la situation deviendrait « critique ».

Le 16 avril, l'hôpital de Gorazde, situé sur la rive sud de la Drina est touché par les bombardements à deux reprises. L'anesthésiste local est blessé. L'équipe de MSF est contrainte d'évacuer et va s'installer, avec celles du CICR et du HCR dans un dispensaire de campagne, sur la rive nord de la Drina.

Le 18 et le 19 avril, l'hôpital est encore bombardé et MSF rapporte qu'il est en partie détruit. L'organisation demande un cessez-le-feu immédiat pour évacuer les blessés vers le dispensaire de campagne.

Le président de MSF France demande alors la démission de Yashusi Akashi le représentant de l'ONU en ex-Yougoslavie, l'accusant de mensonge et de capitulation. Il condamne également le départ des représentants militaires de l'ONU, dont les officiers des forces spéciales britanniques (SAS) chargés de guider au sol les frappes de l'OTAN. Il demande l'évacuation sur Sarajevo des 200 blessés de l'hôpital de Gorazde. V15 V16 V17

Communiqué de presse de Médecins Sans Frontières, 16 avril 1994 (en français) **D130**

Les bombardements sur la ville de Gorazde ne se sont pas interrompus cet après-midi. L'hôpital a été touché à deux reprises et l'anesthésiste bosniaque, qui se trouvait dans la cour de l'hôpital, a été blessé ainsi qu'un homme et une femme. Le seul anesthésiste restant dans la ville est désormais celui de Médecins Sans Frontières. Il continue d'opérer, avec l'équipe chirurgicale locale.

« Tirs d'obus sur l'hôpital de Gorazde transformé en bunker, selon MSF Belgique » **Agence France Presse** Bruxelles, 18 avril 1994 (en français)

Extrait :
L'hôpital de Gorazde a été touché lundi par plusieurs tirs d'obus et transformé en bunker, les médecins et le personnel ayant pris les armes pour le défendre, a annoncé à Bruxelles le directeur de l'organisation humanitaire Médecins Sans Frontières (MSF) Belgique, George Dallemagne.
« Cinq obus sont tombés lundi dans la cour de l'hôpital et un autre a touché le toit », ont indiqué les deux membres de l'équipe de HSF présents à Gorazde lors d'un contact radiotéléphonique avec Bruxelles. La situation à l'hôpital, situé sur la rive sud de la Drina, est « dramatique », selon MSF. Près de 1 000 blessés y ont été transportés, la plupart au cours des trois derniers jours, a indiqué MSF. 300 morts ont également été recensés dans cet hôpital depuis le début de l'offensive serbe. « Il reste un chirurgien bosniaque et il y a des blessés partout », a précisé l'équipe de MSF, qui a été contrainte de quitter les lieux, et a installé un dispensaire sur la rive nord.
MSF a dénoncé lundi la « désinformation » dont se sont rendus coupables les responsables des Nations unies concernant la situation dans l'enclave de Gorazde (est de la Bosnie) et a demandé la démission du représentant spécial de l'ONU dans l'ex-Yougoslavie, M. Yasushi Akashi.
« Les casques bleus des Nations unies ont laissé tomber Gorazde, en quittant clandestinement la ville en hélicoptère dans la nuit de dimanche à lundi », a accusé George Dallemagne. MSF « demande un cessez-le-feu immédiat afin de permettre l'évacuation des blessés graves », a-t-il ajouté. « Il est peut-être trop tard pour Gorazde, mais il y a encore d'autre enclaves non protégées en Bosnie centrale qui sont menacées », a expliqué M. Dallemagne. « Nous, nous devons d'alerter sur ce qui se passe aujourd'hui dans cette ville », a-t-il ajouté. L'enclave de Gorazde est l'une six « zones de sécurité » placées sous la protection des Nations unies depuis mai 1993. 65 000 personnes, dont près de la moitié sont des réfugiés, pour la plupart musulmans, y vivent.

« L'hôpital de Gorazde en partie détruit par les bombardements » **Communiqué de presse** de Médecins Sans Frontières, 19 avril 1994 (en français) **D131**

Les bombardements intensifs se poursuivent sur la ville de Gorazde. Ce matin, l'hôpital a été touché à plusieurs reprises et le toit a été détruit. Les patients avaient heureusement pu être installés hier dans les sous-sols du bâtiment.
En raison de la violence des combats, il est aujourd'hui impossible d'organiser leur évacuation vers le nouveau dispensaire de fortune installé par Médecins Sans Frontières et le CICR sur la rive gauche de la Drina. Dans ce dispensaire, l'anesthésiste de Médecins Sans Frontières, assisté d'un médecin et d'une infirmière bosniaques, soignent de nombreux blessés. Mais le manque de personnel et de matériel chirurgical rendent impossible toute intervention lourde.

« Urgent - Gorazde conférence de presse de Médecins Sans Frontières » **Invitation et dossier de presse**, 18 avril 1994 (en français) **D132**

Extrait :
Alors que la ville de Gorazde est sur le point de tomber aux mains des forces serbes et que les dernières informations de ce matin, en provenance de notre équipe présente dans l'enclave, font état d'une situation tragique et désespérée. [...]
Médecins Sans Frontières : la dernière main tendue à Gorazde
Dans Gorazde la martyre, qui agonise sous les coups de l'artillerie serbe, l'équipe de Médecins Sans Frontières travaille aux côtés des chirurgiens de l'hôpital qui opèrent les victimes à tour de bras.
Médecins Sans Frontières est la seule organisation médicale internationale encore présente dans cette enclave musulmane de Bosnie orientale qui fait face à l'offensive serbe. Cette présence est capitale. Elle doit être maintenue coûte que coûte.
A l'hôpital de Gorazde les chirurgiens bosniaques assistés de l'équipe de Médecins Sans Frontières pratiquent jusqu'à quarante opérations par jour. Depuis le début de l'offensive fin mars, ils ont déjà soigné plus de 700 blessés dont 80 enfants et 164 femmes et vieillards. Une fois de plus, les civils innocents sont les victimes du nettoyage ethnique pratiqué en Bosnie orientale. Après deux ans de résistance, Gorazde est à nouveau sous le feu de leurs bombardements. Pourtant le 6 mai 1993 cette enclave stratégique proche de la frontière serbe avait été déclarée « zone de sécurité » par les forces des Nations unies mais elle n'avait pas été désarmée. Depuis six mois une équipe de Médecins Sans Frontière est présente dans la ville pour soutenir la population assiégée qui n'est ravitaillée que par les parachutages des Nations unies. Outre son travail à l'hôpital, elle a participé à l'aménagement de centres pour accueillir les réfugiés. Fuyant les opérations de nettoyage ethnique menées dans la région, ceux-ci sont venus chercher un abri dans l'enclave et se retrouvent aujourd'hui coincés dans ce piège sous les bombes. Déjà les Serbes ont détruit une trentaine de villages, dont les survivants errent dans les rues de Gorazde à la merci des *snipers*. Pour apporter leurs blessés à l'hôpital, ils doivent passer à travers les tirs d'artillerie et éviter les balles des *snipers*, car le bâtiment est situé très près de la ligne de front. En dix jours, l'établissement débordé par les arrivées de blessés a dû passer de 80 à 250 lits. Les stocks de vivres et de médicaments que Médecins Sans Frontières avait pu constituer pendant les quelques semaines de trêves qui ont suivi l'ultimatum de l'ONU sur Sarajevo sont quasiment épuisés. Débordés, les médecins qui opèrent jour et nuit, ont besoin de renfort. Une équipe chirurgicale « toute fraiche » de Médecins sans Frontière, attend à Sarajevo de rallier Gorazde dès que possible. C'est le dernier espoir de la population de Gorazde, qui se sent abandonnée de tous.

« La peur règne à Gorazde où les bombardements continuent, selon MSF » **Agence France Presse**, 18 avril 1994 (en français)

La peur règne à Gorazde, ville de Bosnie-Herzégovine déclarée « zone de sécurité » par l'ONU, du fait des bombardements serbes bosniaques qui se poursuivent, a affirmé lundi soir l'organisation humanitaire Médecins Sans Frontières (MSF) qui a pu entrer en contact avec ses représentants sur place à 18h00 (heure de Paris). « La peur et la terreur règnent dans la ville. Les rues sont vides. Les gens se réfugient dans les bâtiments encore debout », a déclaré à l'AFP le porte-parole de MSF, Pierre Salignon, qui a fait état de bombardements intensifs, surtout du côté droit de la Drina où se trouve l''hôpital, et de tirs isolés. Deux médecins de MSF travaillent à l'hôpital de Gorazde clans des conditions extrêmement difficiles, et tentaient d'installer un dispensaire avec des représentants du Comité International de la Croix Rouge (CICR) et du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). « Notre équipe a réussi à ouvrir le dispensaire du côté gauche de la Drina c'est-à-dire dans le centre-ville, où se trouve l'immeuble du CICR, afin d'éviter que les gens ne soient la cible de tireurs embusqués en se rendant à l'hôpital, et trois personnes dont deux civils s'étaient déjà présentées en fin d'après-midi », a-t-il dit.

« MSF demande la « démission immédiate » de M. Akashi » **Agence France Presse**, 18 avril 1994 (en français, in English)

L'organisation humanitaire Médecins Sans Frontières (MSF) réclame « la démission immédiate » du représentant spécial de l'ONU dans l'ex-Yougoslavie, M. Yasushi Akashi, a déclaré lundi le président de MSF-France, Rony Brauman au cours d'une conférence de presse à Paris. M. Brauman a qualifié les dirigeants de l'ONU, dont M. Akashi, de « faussaires », accusant ces personnalités de « mensonges systématiques » et de « capitulation honteuse », face à l'offensive des forces serbes sur l'enclave de Gorazde. « Pendant que Gorazde était noyée sous un déluge de feu, on nous expliquait qu'un accord de cessez-le-feu était conclu sur le terrain, qu'on allait vers un règlement pacifique et que tout allait bien. C'est du révisionnisme en temps réel », a affirmé M. Brauman. « Ce qui est en jeu, c'est le sort des autres zones dites de sécurité. Pourquoi

pas Tuzla, Srebrenica… », a-t-il ajouté. Le président de MSF a demandé par ailleurs « l'évacuation sur Sarajevo de quelque 200 blessés » qui ne peuvent être soignés à l'hôpital de Gorazde. M. Brauman a également condamné « l'évacuation à la sauvette » de Gorazde des représentants militaires de l'ONU, dont sept officiers de liaison chargés de guider au sol les avions de l'OTAN dans leurs opérations de soutien aérien rapproché. « Nous avons donné aux habitants des gages que nous ne quitterions pas les lieux de manière aussi lâche », a déclaré M. Brauman.

« Colère » Images, rubrique télévision ***Le Monde*** (France), 20 avril 1994 (en français) **D133**

Extrait :
Puis il y eut la fureur épique du président de Médecins Sans Frontières, Rony Brauman, qui prit sur lui de décerner le Molière du second rôle international le plus hypocrite à l'énigmatique M. Akashi, l'émissaire japonais du secrétaire général de l'ONU en Bosnie, le traitant de « faussaire », de « menteur », le sommant de démissionner en l'accusant de « révisionnisme en temps réel » pour avoir, selon lui, occulté la vérité sur la situation à Gorazde. C'était le baroud d'honneur d'un combattant de la paix qui pensait à ses copains de l'hôpital local en train de soigner sous les bombes.

« Terreur et chaos à Gorazde » Ian traynor à Vienne et Chris Stephen à Sarajevo, ***The Guardian*** (Royaume Uni), 19 avril 1994 (en anglais) **D134**

Extrait :
Selon MSF et le personnel hospitalier, 302 personnes ont été tuées et 1 075 blessées dans l'offensive serbe lancée le mois dernier. Plus de 30 villages alentours ont été pris et beaucoup d'entre eux incendiés.
Le bilan des victimes d'hier n'est pas clair, mais 37 personnes ont été tuées dimanche et 73 blessées.
Au total, 41 enfants et 105 femmes et personnes âgées sont morts.
Plus tôt hier, le Général Rose a ordonné l'évacuation de 8 hommes du SAS, envoyés 10 jours plus tôt pour identifier des cibles pour les frappes de l'OTAN.
Selon Kris Janowski, porte-parole du HCR, l'équipe du SAS a discrètement battu en retraite, quittant ses collègues du HCR sans dire un mot. Ils ont ensuite pris la route des montagnes où un hélicoptère les attendait pour les ramener à Sarajevo.
La population a réagi avec colère à la disparition des SAS, certains témoignages hier rapportaient que les personnels humanitaires internationaux ne seraient pas retenus en otages mais « surveillés plus attentivement » par la population qui a été « surprise » par l'évacuation des SAS.
En plus des morts, des mutilations et de la terreur infligés par les bombardements, des responsables humanitaires alertent sur une urgence sanitaire, médicale et alimentaire imminente.
L'usine de traitement des eaux a été touchée et n'est plus fonctionnelle. Jusqu' il y a quelques jours, la population allait chercher l'eau dans la Drina, mais c'est maintenant impossible à cause des *snipers* serbes. La situation alimentaire est aussi critique. […]
Gorazde est à la merci des Serbes, mais il est peu probable qu'ils capturent la rive nord immédiatement, alors que 60 000 personnes y sont piégées. Au regard des précédents, ils sont plus susceptibles de mettre un couvercle sur la crise humanitaire jusqu'à son explosion puis d'autoriser une évacuation des civils qui bon gré, mal gré les aide dans leur objectif de purification ethnique.

Il y avait Olivier l'administrateur et Pablo, un médecin pédiatre-anesthésiste argentin brillant mais complètement fou qui brûlait toutes les règles de sécurité, à mon grand désespoir. Mais je ne pouvais pas m'empêcher de l'admirer car il avait décidé de rester à l'hôpital même si ça bombardait. Après la crise, ils nous ont montrés les films qu'ils avaient tournés. On y voit Pablo en train d'intuber des patients dans la cave, en pleine urgence. Il a travaillé là comme un fou. D'un côté de la Drina, la rivière qui coupe Gorazde en deux, il y avait l'hôpital et de l'autre côté, Olivier et l'équipe du CICR dans le petit dispensaire de fortune qui est devenu une morgue à la fin. C'est Olivier qui était en contact avec nous. Ils ramassaient les morts qui s'accumulaient au rez-de-chaussée. Ils ont fait des trucs dingues. En plein bombardement, ils ont essayé de traverser le pont pour aller chercher du matériel et essayer de prodiguer un minimum de soins parce que les civils qui étaient du côté rive droite n'osaient pas traverser le pont pour aller vers l'hôpital.

Eric Stobbaerts, Coordinateur général de MSF Belgique/France en ex-Yougoslavie de décembre 1993 à avril 1995 (en français) interviewé en 2000

Le 20 avril, MSF informe les médias que l'hôpital a été de nouveau touché et ne fonctionne plus. Quatre soignants ont été blessés. Les équipes de MSF et du CICR de Gorazde se mettent en « grève du silence » pour protester contre la situation qui les rend impuissantes à aider les victimes.

« L'hôpital de Gorazde ne fonctionne plus - Le personnel medical est blessé ou choqué, 37 morts à l'hôpital en 24 heures » **Communiqué de presse** MSF International, 20 avril 1994 (en anglais) **D135**

Les rapports de l'équipe de deux volontaires internationaux de Médecins Sans Frontières sur l'offensive d'aujourd'hui sont particulièrement horribles, après que les frappes de deux roquettes sur des cibles civiles ont tué au moins quatorze personnes cet après-midi.
Une première roquette a atteint la salle d'hospitalisation

principale de l'hôpital à 13h45 (heure locale) qui a gravement blessé deux membres du personnel. Sept autres civils ont également été blessés. Un autre obus a complètement déruit le matériel de stérilisation.
« C'est la fin de la chirurgie à Gorazde » constate l'anesthésiste de MSF
Dix civils ont été tués dans une attaque séparée dans un immeuble des environs en milieu d'après-midi. Plus tard un autre obus a atterit sur un autre immeuble proche, qui sert de dispensaire de campagne, tuant quatre patients et en blessant un autre. La cave de l'hôpital, où la plupart des patients ont été transféré hier pour échapper aux bombardements est désormais débordé par les patients. Depuis 24 heures, 107 patients ont été admis dans l'hôpital, dont 38 sont décédés. MSF est extrêmement inquiet pour la sécurité de son personnel alors que ce dernier rapporte que des bombardements indiscriminés peuvent à tout moment toucher le dispensaire de campagne installé au nord de la rivière. Le risque est encore plus grand, maintenant que la cave est pleine de blessés et que le personnel MSF doit traiter les patients au rez-de-chaussée.
Note aux rédactions : Plus tôt dans la semaine, Médecins Sans Frontières a appelé à la demission de M. Yasushi Akashi, à la suite de l'échec des Nations à protéger la zone de sécurité de Gorazde.

« Les représentants du CICR et de MSF à Gorazde protestent par une grève du Silence » **Agence France Presse** Genève, 20 avril 1994 (en français)

Extrait :
Les deux délégués suisses du CICR et les deux médecins de MSF, qui sont avec du personnel local, ont annoncé, dans un communiqué commun transmis à Sarajevo, « leur intention de rester silencieux pendant 24 heures pour protester contre les événements tragiques et contre leur incapacité à apporter une aide », selon le porte-parole du CICR à Genève, Paul-Henri Morard. Le CICR indique « comprendre l'initiative » de ses délégués qui sont « dégoûtés de ne pouvoir aller chercher les blessés ni assister les victimes de toutes les parties ». Une initiative de la sorte est rarissime de la part de représentants du CICR, une organisation neutre basée en Suisse qui s'occupe en particulier de l'aide aux victimes de guerre, quel que soit leur camp. Avec les quatre représentants du Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), les représentants du CICR et de MSF dans l'enclave musulmane sont la seule source d'information du monde extérieur sur l'offensive des Serbes bosniaques.

Le 21 avril, MSF et le HCR lancent un appel à une trêve humanitaire. Une délégation de MSF rend visite à François Mitterrand, le président de la République française, pour lui demander d'intervenir en ce sens. V18

« MSF demande à M. Mitterrand d'intervenir pour une trêve humanitaire à Gorazde » **Agence France Presse**, 21 avril 1994 (en français)

Extrait :
« Je voulais d'abord lui faire part de l'exceptionnelle gravité de la situation à Gorazde, a-t-il déclaré, en sortant du bureau du chef de l'Etat. On a l'impression que chaque jour on atteint l'horreur et le jour suivant on est démenti car on voit un nombre supérieur de morts et de blessés, les hôpitaux à nouveau bombardés, les blessés achevés » [...] « Je voulais lui faire toucher du doigt cette tragédie, ce véritable carnage, pour l'inciter à relayer l'appel que nous avons lancé à une trêve humanitaire », a-t-il poursuivi. « Il s'agit d'un arrêt momentané des combats, même pas d'un cessez-le-feu, qui permette simplement l'entrée de convois de secours avec des équipes et la sortie des blessés et des équipes médicales qui sont sur place » [...] « L'urgence absolue aujourd'hui, au-delà des cessez-le-feu, des difficultés politiques et des éventuelles négociations ultérieures, c'est de sauver les vies, c'est de sauver ceux qui survivent encore, d'évacuer les blessés d'une part, de sortir les équipes humanitaires, absolument épuisées et incapables de travailler parce qu'elles n'ont plus rien », a encore souligné M. Brauman. « Il n'y a plus d'eau, plus de nourriture, plus de médicaments. Il n'y a plus qu'un déluge, une grêle d'obus, de balles, de violence », a-t-il expliqué, [...] « Ils travaillent dans une situation de désarroi, de panique environnante absolument effrayante. Eux-mêmes sont épuisés, à la fois nerveusement et physiquement. On ne va pas pouvoir tenir longtemps à ce rythme-là », a-t-il dit. Le chef de l'Etat, a rapporté son porte-parole, a indiqué qu'il approuvait et soutenait pleinement l'initiative de MSF pour une trêve humanitaire à Gorazde.

« Appel conjoint du HCR et de MSF en faveur d'une « trêve humanitaire » à Gorazde » **Agence France Presse**, 22 avril 1994 (en français, en anglais)

Le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et l'organisation humanitaire Médecins Sans Frontières (MSF) ont lancé « un appel urgent » pour une « trêve humanitaire » à Gorazde afin d'acheminer les secours et les équipes humanitaires et d'évacuer les blessés, a annoncé vendredi MSF. Le président de MSF, Rony Brauman, avait demandé jeudi au président François Mitterrand son intervention en faveur d'une trêve humanitaire à Gorazde. Le chef de l'Etat avait indiqué, selon son porte-parole, qu'il approuvait et soutenait pleinement cette initiative. Dans un communiqué, l'organisation humanitaire précise que « la situation s'est tragiquement dégradée dans la ville de Gorazde au cours des derniers jours » et que « la plupart des blessés meurent faute de soins, l'hôpital est partiellement détruit, l'eau et l'électricité ont été coupées et les stocks de nourriture ont été bombardés ». « Parmi les 1 324 blessés recensés depuis le 29 mars par le HCR, la majorité sont des civils, femmes, enfants et personnes âgées », rapporte MSF.

Le même jour, le ministère de la Santé de la république autoproclamée serbe de Bosnie déclare publiquement que les représentants de MSF à Gorazde trahissent leur mission humanitaire en donnant une connotation politique à leurs rapports sur la situation.

MSF répond par courrier que ses prises de parole sur la situation à Gorazde ne portent que sur des informations strictement humanitaires, comme l'y autorisent les Conventions de Genève. Les responsables de programme encouragent les volontaires restés dans l'enclave à continuer à s'exprimer.

MSF annonce publiquement que les bombardements ont repris et que les réserves en médicaments et matériel médical du dispensaire s'amenuisent et le HCR que la salle d'urgence de l'hôpital a été touchée. Les deux organisations donnent des bilans chiffrés des blessés et des morts.

« Le ministre de la santé accuse une ONG de faire des compte-rendus politiques de Gorazde » **BBC Monitoring Service** : Europe centrale et Balkan, 22 avril 1994 Source : Agence de presse Tanjug, Belgrade, 20 avril 1994 (en anglais)

Extrait :
Mercredi [20 avril], M. Dragan Kalinic, Ministre de la Santé de l'état serbe de Bosnie a prévenu les représentants de l'organisation Médecins Sans Frontières qu'ils abusaient de leur mission humanitaire en donnant des connotations politiques à leurs rapports.
Dans une lettre adressée à Eric Stobbaerts, chef de la mission MSF à Belgrade, Kalinic dit avoir été stupéfié par les déclarations des représentants de l'organisation à Gorazde, une enclave du sud-est de la Bosnie, et par son siège à Paris, qui contenaient des connotations politiques négatives pour la direction de l'Etat serbe de cette ancienne république yougoslave.
Selon l'agence de presse de Serbes de Bosnie, SRNA, Kalinic a demandé à MSF de contenir ses activités à l'intérieur du cadre de son mandat, rappelant que les autorités serbes ont beaucoup apprécié la coopération avec cette organisation par le passé.
Les déclarations faites par les membres de MSF ont pendant un temps exprimé des positions antiserbes, particulièrement celles de ses représentants dans l'enclave de Gorazde, où les combats se sont intensifiés à partir de la fin du mois de mars, au moment où – comme confirmé par les représentants de l'ONU – les Musulmans ont commencé à attaquer les territoires serbes voisins.
Néanmoins, les représentants de MSF à Gorazde continue d'indiquer dans leurs rapports que les Serbes attaquent la zone de sûreté, même si elle est utilisée pour des actions militaires contre les Serbes…

Point Synthétique Françoise Bouchet-Saulnier, responsable juridique MSF, 20 avril 1994 (en français) **D136**

Il faut répondre à 3 questions de façon solidaire : Sécurité, communication, opérations.
Notre sécurité Il faut répondre à la lettre de Kalinic. Il faudrait être clair. Ce sont eux, les Serbes, qui attaquent, qui bombardent les hôpitaux et les locaux humanitaires aujourd'hui (Bat CICR, HCR). Ce sont eux aussi qui sont responsables de la sécurité physique de nos expatriés demain. Il faut revendiquer la protection du droit humanitaire pour les équipes humanitaires et leur faire remarquer qu'à l'heure actuelle eux-mêmes ne respectent pas l'immunité humanitaire des bâtiments (hôpitaux, locaux CICR, HCR). Leur action actuelle crée dès aujourd'hui la plus grave menace qui puisse peser sur nous. On doit leur signaler officiellement la présence de notre équipe (relation directe MSF/Karadzic, éventuellement la localisation) et leur dire qu'ils sont responsables de notre sécurité. Il faut démentir le fait que notre communication ait porté sur d'autres sujets que des informations strictement humanitaires (nombre de morts et blessés civils, état d'approvisionnement de la population civile, situation des réfugiés arrivant en ville et autres besoins humanitaires non couverts). Je peux fournir les références juridiques des conventions de Genève qui nous autorisent à parler sur ce registre. La lettre devrait être adressée par Rony à Kalinic avec copie à Karadzic et Mladic. Attention au syndrome Vukovar (répétition) La rumeur actuelle est que Mladic est « incontrôlé », c'est-à-dire qu'il ne répond plus à Karadzic. Pas de naïveté, c'est une formule facile et éculée en Yougo pour protéger les politiques du poids de certains actes militaires difficile à porter. Le commandant de la JNA à Vukovar a été sanctionné ensuite par Belgrade. A Vukovar la propagande et la contre-propagande ont accusé les Croates de ne pas vouloir laisser évacuer les blessés et de les utiliser comme boucliers humains pour protéger la ville. A Gorazde ce sont les humanitaires qui risquent d'être présentés par la propagande serbe comme boucliers humains des Bosniaques (dans la phase finale) dans une logique de suicide collectif. Notre personnel serait donc vraiment otage (les Serbes se déclarant dégagés de toute responsabilité quant à notre sécurité et notre évacuation). Rien n'empêcherait de présenter notre équipe comme victime de cette folie suicidaire des Bosniaques si ça devait mal tourner pour eux. Nous devons anticiper autant que possible les arguments et nous y préparer… A Vukovar il ne devait pas y avoir de témoins et il n'y en a pas eu… C'est le vrai danger pour nous aujourd'hui, si nous n'obtenons pas de réponse sur l'avenir de la population civiles et des blessés. En effet aujourd'hui il n'y a aucun plan sur ce qu'il va arriver à cette population. L'évacuation semble inenvisageable ou improbable contrairement à ce qui est dit pour la population de Srebrenica C'est donc dans une logique de sécurité que je relis les leçons de l'expérience Vukovar.
Notre communication On a décidé un message le premier jour et depuis on en est réduit à faire vivre l'information sans but précis. C'est surement un moyen de faire parler de Gorazde et de protéger notre équipe. Mais il faut surement reprendre l'initiative de la communication de façon plus stratégique par rapport à cette protection de l'équipe. On ne peut définir

notre message qu'en le mettant directement au service de la sécurité et des opérations.
Nos opérations Aujourd'hui il faut évacuer l'équipe qui est sur place. La question du remplacement est secondaire. De toute façon l'équipe est prête donc… Même si on pouvait rentrer dans Gorazde il ne faudrait pas le faire en l'état actuel. Donc l'urgence est d'évacuer. Cette évacuation n'est envisageable du point de vue opérationnel et éthique que si elle inclue les blessés. Ce pourrait être un test pour trouver une ligne politique cohérente. L'évacuation de la population civile est bien sûr une urgence, mais c'est une position beaucoup trop ambitieuse et pas assez liée à notre opérationnalité pour qu'on puisse s'y attacher à notre niveau. On se casserait le nez sans en tirer aucun enseignement valable sur notre manque de manœuvre. Cela dépend plus de démarches du CICR et du HCR.

Message des responsables de programme de MSF Belgique et MSF France aux deux volontaires MSF dans l'enclave de Gorazde, 21 avril 1994 (en français) **D137**

Chers Olivier et Pablo,

Avant tout, sachez que l'on pense beaucoup à vous ici et que notre inquiétude croît d'heure en heure. Facile à dire, mais faites gaffe à vous. Pour que, peut-être, quelque chose d'un peu moins négatif se profile pour ceux qu'il reste à sauver à Gorazde, nous pensons qu'il faut maintenir la pression, via les médias, sur ce qui se passe. Rien de bon n'arrive jamais dans le néant. Or MSF est désormais la seule source d'information fiable dans Gorazde, en clair vous êtes le seul lien entre votre enfer et le monde extérieur. Nous voudrions continuer à donner de l'info factuelle comme vous nous la transmettez, en faisant bien sûr extrêmement attention aux écarts jugés politiques qu'il peut y avoir dans les discours. Au-delà des initiatives plus diplomatiques que nous entreprenons tant en Europe qu'aux USA et à Belgrade, nous pouvons ébranler un peu plus encore l'opinion publique ici, en organisant un dialogue entre vous et quelques journalistes sur lesquels nous pouvons compter car ils connaissent très bien le terrain et leur professionnalisme les rend plus que sensibles aux risques encourus. Le contenu de cette intervention doit bien sûr se limiter à des infos d'ordre médical et humanitaire (nombre d'admissions dispensaires, situation hôpital, manque d'eau, décès, blessés, absence d'électricité etc.). Même s'ils vous posent des questions d'un autre ordre, gardez bien en tête, comme vous l'avez toujours fait, que MSF est une organisation humanitaire médicale. Le drame de Gorazde, à travers ces quelques infos en provenance directe de Gorazde, peut devenir insupportable, même de loin, très loin. Nous attendons votre réponse à cette proposition ; nous comprendrions bien sûr que vous refusiez : c'est vous qui êtes dans cet enfer. Plein de bises, en espérant qu'elles vous réchauffent un peu le cœur

« Deux autres roquettes frappent l'hôpital de Gorazde tuant 20 personnes – 1 467 blessés et 436 morts depuis le début de l'offensive » **Communiqué de presse** de Médecins Sans Frontières, 21 avril 1994 (en anglais) **D138**

Médecins Sans Frontières rapporte que les conditions à l'intérieur de Gorazde se détériorent rapidement. A 06h00 ce matin l'offensive avait déjà repris. A 14h30 aujourd'hui, deux autres roquettes touchaient l'annexe de l'hôpital qui sert de bloc de fortune, tuant vingt patients et visiteurs.
Depuis le début de l'offensive, 1 467 personnes ont été blessées, dont 31 enfants et 87 femmes et personnes agées. 436 sont mortes dont 79 enfants et 175 femmes ou personnes âgées.
Des douzaines de blessés sont soignés tous les jours dans un dispensaire sur la rive gauche de la Drina, où MSF et le CICR travaillent. Mais les réserves en médicaments et matériel médical du dispensaire s'amenuisent au point que médecin bosniaque est obligé d'envoyer les enfants du quartier faire du porte à porte pour trouver des médicaments
A la lumière de cette tragédie, MSF renouvelle son appel à une trêve humanitaire immédiate afin de permettre à l'aide médicale d'entrer à Gorazde et aux blessés d'en sortir.

« Violents bombardements et combats à Gorazde jeudi matin, selon MSF » **Agence France Presse**, 21 avril 1994 (en français)

De violents bombardements et des combats ont repris jeudi matin vers 6h00 (heure de Paris) à Gorazde, a annoncé l'organisation humanitaire Médecins Sans Frontières (MSF) après un contact avec ses représentants sur place. « Selon notre anesthésiste, notre dispensaire installé sur la rive gauche de la Drina (centre-ville) en collaboration avec le CICR n'a pas plus de deux jours de matériel médical disponible », a indiqué à l'AFP un porte-parole de MSF, précisant que ce matériel permettait de soigner une cinquantaine de blessés. « Mardi et mercredi, 24 blessés par balles ou touchés par les bombardements ont déjà été soignés au dispensaire dont 7 femmes et 5 enfants et quatre d'entre eux sont morts », a-t-il dit. En tout 16 opérations ont été effectuées dans le dispensaire. Selon le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR), le bilan provisoire des bombardements effectués mercredi sur l'enclave musulmane de Gorazde s'établissait à 16h00 à 44 tués dont 15 enfants et 137 blessés dont 26 enfants. Les représentants du HCR ont constaté l'utilisation par les assaillants de roquettes. L'un de ces projectiles a atteint la salle des urgences de l'hôpital situé sur la rive droite de la Drina tuant 14 personnes et en blessant au moins 12 autres. En outre 11 médecins ont été blessés dont 4 sérieusement.

On s'est rendu compte que les communications venant du siège ou de la capitale n'étaient plus suffisantes. On a demandé à l'équipe si elle était d'accord pour communiquer depuis l'enclave. On les avait prévenu: « Vous risquez la bombe sur l'hôpital et votre sécurité ensuite pour sortir. Il faudra vous évacuer par hélicoptère sur Sarajevo, il sera impossible de revenir par Belgrade. » Ils ont accepté et ils y sont allés à fond. Les Serbes entre temps avançaient, mais la pression sur la communauté internationale aussi montait. Cela devenait à chaque fois plus honteux que rien ne se fasse. Comme on prenait le risque de faire parler l'équipe, on avait sollicité les gros médias : CNN et BBC. CNN s'est très mal comporté. Ils ont tout de suite posé des questions sur la situation militaire alors qu'on leur avait demandé de ne pas le faire. On avait un peu briefé Olivier, mais il était tellement à bout qu'à la fin il a lâché : « oui les Serbes avancent etc. » J'étais tellement outré que j'ai appelé Atlanta[6] en les menaçant d'un procès. J'ai téléphoné aussi à leur correspondante à Sarajevo et je lui ai dit : « Tant que je serai coordinateur, CNN n'aura plus aucune information de notre part. » Ils ont retiré l'interview au bout d'une heure. Les journalistes de la BBC ont été impeccables, très professionnels. Cela a vraiment aidé à faire monter la sauce et à faire connaitre la crise dans l'opinion publique.

Eric Stobbaerts, Coordinateur général de MSF Belgique/France en ex-Yougoslavie de décembre 1993 à avril 1995 (en français) interviewé en 2000

Le 25 avril, alors que les bombardements cessent enfin, une nouvelle équipe expatriée chirurgicale peut enfin entrer dans l'enclave et relayer les deux volontaires qui y étaient bloqués depuis le début de l'offensive. A leur retour à Paris, ces derniers donnent une conférence de presse et témoignent abondamment dans les médias.

« Voix de Gorazde sous les dernières bombes » ***Libération*** (France), 25 avril 1994 (en français) **D139**

Extrait :

Hier une nouvelle équipe de Médecins Sans Frontières est arrivée à l'hôpital de Gorazde. Malgré l'ultimatum, les tirs se sont poursuivis pendant le week-end. *Libération* publie les derniers messages transmis depuis la ville assiégée.

Gorazde, samedi 23 avril, 12 heures. Hier soir, les tirs ont continué au-delà de minuit. Comme ils avaient travaillé très tard, ils ne se sont remis à l'ouvrage qu'à neuf heures ce matin. Les bombardements se poursuivent en dépit de l'ultimatum. Depuis l'aube, ils vont en augmentant. Ils ont maintenant la même intensité qu'hier. A 11 heures 45, un obus est tombé près de la délégation du CICR. Les *snipers* travaillent aussi sans relâche. Ce matin une petite fille de neuf ans a été tuée d'une balle dans la tête. Il est « plus facile » de comprendre comment un soldat peut tuer des enfants durant un bombardement, car il ne les voit pas. Mais comment peut-on intentionnellement tirer sur une petite fille ? [...]

Nous avons dû accroitre la capacité de notre dispensaire. Nous disposons maintenant de trois tables d'opération. Nous pouvons donc traiter trois blessés simultanément. 15 lits (tous occupés) plus des patients assis sur des chaises. La logistique devient de plus en plus difficile : nourriture pour tous, évacuation des sanitaires, toilettes... Mais nous nous arrangeons. [...]

Gorazde, samedi 23 avril, 13 heures 30. Je viens de recevoir cette information de l'hôpital. Le directeur fait état de deux obus tirés sur l'hôpital aujourd'hui. Bilan : 3 patients tués. Une sage-femme sérieusement blessé.

Gorazde, samedi 23 avril, 17 heures. Aujourd'hui les tirs ont débuté autour de 9h du fait seulement des *snipers*, avec des armes antiaériennes (AAA) et des fusils automatiques de petit calibre. Les bombardements ont pris le relais un peu plus tard (10 heures), et ont augmenté en intensité jusqu'à une heure. Le matin nous avons enregistré deux incidents : une balle de AAA est entrée dans une des chambres, au premier étage, occupée par un des traducteurs de MSF. Personne n'a été touché. Un obus est tombé près de la délégation à 11 heures 45. Toujours le matin, deux obus ont frappé l'hôpital : deux personnes tuées et une sage-femme sérieusement blessée. Cet après-midi, nous pouvions toujours entendre des tirs sporadiques venant de la ville. Les bruits de déflagration ont décru en fin de journée. Le calme n'est revenu qu'après 5 heures. Cette journée a été beaucoup plus tranquille, mais on ne peut pas pour autant parler de cessez-le-feu. Le moral de la population est bien plus haut aujourd'hui et tout le monde espère que la paix est pour demain. [...]

Gorazde, dimanche 24 avril, 11 heures. La journée est très calme comparée aux jours précédents. Mais des tirs de *sniper* se poursuivaient ce matin dans la ville. Sur la rive gauche de la Drina nous avons accueilli un blessé touché par un *sniper*. On fait état d'un second blessé, mais qui n'est toujours pas arrivé au dispensaire. Des bombardements se font toujours entendre, mais de beaucoup plus loin. Ils proviennent sans doute de l'extérieur de la ville. Le groupe médical norvégien prépare une évacuation médicale de 150 blessés cet après-midi par hélicoptère. Nous voudrions transférer tous les patients de notre dispensaire à l'hôpital mais nous devons attendre que l'évacuation médicale s'achève afin d'y dégager la place nécessaire. Impossible d'obtenir un véhicule blindé pour aller où que ce soit (hôpital, stade où se trouvent les norvégiens...). Tous les hommes de l'ONU sont très occupés. Nous devons patienter que la tension retombe.

MSF/CICR hôpital : Samedi 23 avril : 14 blessés dont 7 enfants, 4 femmes et personnes âgées. 2 d'entre eux sont morts dont un enfant.

Dimanche 24 avril, 11 heures : 1 blessé Bilan provisoire : 94 blessés dont 17 enfants, 31 femmes et personnes âgées. 12 d'entre eux sont morts dont 4 enfants et 2 femmes et personnes âgées. Nous sommes tous arrivés sain et sauf à Gorazde, avec tous ces gens merveilleux. Nous découvrons petit à petit ce dont nous avons besoin. Nous organiserons la fourniture de vivre (un camion de Sara[jevo] nous a accompagnés). Nous allons avoir la possibilité d'effectuer des anesthésies à l'hôpital. Nous n'avons pas encore vu l'hôpital mais

6. Le siège de CNN se trouve à Atlanta (États-Unis)

nous nous y rendrons cet après-midi. Tout le monde a accompli un travail formidable. Nous allons voir ce qu'ils attendent de nous et permettre à Olivier et Pablo de prendre du repos. A bientôt. Nouvelle équipe à Gorazde (un médecin généraliste, un anesthésiste)

Invitation conférence de presse - l'équipe MSF de retour de Gorazde, 26 avril 1994 (en français) **D140**

Après avoir travaillé pendant 3 mois dans l'enclave de Gorazde, Olivier Van Bunnen (logisticien) et Pablo Nuozzi (médecin/anesthésiste) témoigneront de l'extrême détresse des habitants de cette enclave musulmane.

On a dû évacuer Olivier et Pablo par hélicoptère, à cause de leur témoignage. A Sarajevo, ils ont été acclamés par les Bosniaques. C'était les héros de Gorazde, les seuls internationaux qui parlaient depuis Gorazde. Je pense que MSF a joué un rôle de protection en contribuant vraiment à alarmer la communauté internationale et à faire en sorte qu'elle prenne ses responsabilités. Ca a pris trois semaines, mais on y est arrivé parce qu'on était en totale proximité avec les gens.

Eric Stobbaerts, Coordinateur général de MSF Belgique/France en ex-Yougoslavie de décembre 1993 à avril 1995 (en français) interviewé en 2000

Fin avril, une controverse se développe au sujet du bilan chiffré des morts et blessés établi par le HCR et relayé entre par MSF et le CICR, entre autres. Il apparait que les chiffres, essentiellement fournis par les forces armées bosniaques étaient surestimés. Les équipes humanitaires, terrées dans les caves et ne pouvant circuler librement les ont repris, faute de pouvoir en donner de plus précis.

« Le bilan controversé des victimes de Gorazde » Marc Semo, ***Libération*** (France), 27 avril 1994 (en français) **D141**

Extrait :
Les associations humanitaires estiment que les chiffres avancés par le Haut-commissariat aux réfugiés (715 morts, 1 970 blessés) sont bien supérieurs à la réalité. Le nombre des victimes des bombardements serbes sur l'enclave de Gorazde aurait été surestimé, notamment dans les derniers jours de l'offensive sur la ville assiégée. Le Haut-Commissariat aux réfugiés a estimé à 715 morts et quelque 1 970 blessés (dont 600 graves) le bilan des victimes de ces trois dernières semaines. Peter Kessler, le porte-parole du HCR confirme ce bilan, repris dans *Libération* mais parmi les personnels des organismes humanitaires, beaucoup expriment ouvertement leurs doutes. Nul ne conteste l'ampleur et l'acharnement des pilonnages de l'artillerie serbe sur la ville et son hôpital, mais le chiffre devra probablement « être divisé par deux » restant tout de même aux alentours de deux à trois cents morts et un millier de blessés. La violence des bombardements était telle dans les derniers jours que les humanitaires de Gorazde ne sortaient presque jamais de leurs abris, sinon, comme le représentant de MSF Olivier Van Bullen, pour se rendre pour le point radio à l'hôpital, situé sur la rive droite de la Drina, là où les forces serbes concentraient la plus grande partie de leurs tirs. « Les témoignages sur ce qui se passait à l'hôpital étaient vrais mais apparemment partiels » affirme un représentant d'une organisation humanitaire qui ne cache pas sa gêne : « Pour le reste, je crains qu'ils racontaient surtout ce qu'on leur racontait. » En d'autres termes, les principales sources des ONG étaient bosniaques. Dans la dernière semaine du siège les représentants du HCR et les observateurs des Nations unies ont apparemment repris à leur compte, sans pour autant le dire, les bilans quotidiens dressés par les autorités locales. Des chiffres par définition sujets à caution puisque les autorités bosniaques tentaient de dramatiser au maximum la situation pour précipiter une intervention de la communauté internationale. « Nous sommes dans une situation de guerre et, dans la guerre, tous les camps utilisent la propagande » reconnait Peter Kessler, le porte-parole du HCR.

« La guerre en Bosnie-Herzégovine - Le retrait serbe de Gorazde - Les organisations humanitaires s'interrogent sur le nombre réel des blessés - Sans vouloir minimiser l'ampleur des bombardements, les responsables du HCR trouvent les bilans exagérés » ***Le Monde*** (France), 28 avril 1994 (en français) **D142**

Extrait :
Loin de vouloir minimiser l'horreur des bombardements serbes, médecins et responsables du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) ne pouvaient, mardi, s'empêcher de mettre en doute le bilan (715 morts et près de 2 000 blessés), auquel l'agence humanitaire de l'ONU ainsi que les organisations non gouvernementales (ONG) sur place, comme Médecins Sans Frontières, avaient souscrit. « Ces chiffres sont à revoir à la baisse » indiquait, mardi à Sarajevo le HCR après s'être rendu compte que le nombre des blessés à évacuer d'urgence était plus de deux fois inférieur aux 600 d'abord avancés. En effet, au terme de trois jours de rotations, le HCR, qui achevait de rapatrier 299 personnes sur les hôpitaux de Sarajevo, décidait d'interrompre l'évacuation médicale… faute de malades. « Nous n'arrivons pas à trouver de blessés. Nous avons cherché dans toute la ville (Gorazde), nous n'avons plus que des amputés opérés il y a six mois », expliquait-on dans les milieux du HCR. Ces derniers jours, les médecins du HCR s'étaient étonnés du nombre impressionnant d'éclopés et de personnes mutilées qui étaient évacués et dont les cicatrices trahissaient des blessures datant de plusieurs mois, voire même de plus d'un an. Seule une trentaine, dont vingt arrivés dimanche portaient des blessures fraîches. « Nous attendions beaucoup de blessés graves et

récents. Il n'y en a pas eu, hormis une vingtaine, le premier jour et quelques autres cas les deux jours suivants. » A la recherche d'une explication, le Dr. Geneviève Begkoyian du HCR, se demande si « les blessés sérieux sont tous morts, ce qui serait grave », ou si, au contraire, « il n'y en a jamais eu ». Ses confrères bosniaques chargés de répartir les malades entre les différents hôpitaux de Sarajevo partagent son étonnement. L'un d'entre eux a concédé : « Si la ville a été bombardée pendant vingt jours il doit y avoir davantage de blessés, je ne comprends pas ». Surpris lui aussi, le directeur de l'hôpital de Kosevo ajoutait : « Nous avons vidé l'hôpital et préparé 500 lits pour accueillir les blessés de Gorazde. Le ministère de la santé nous avait avertis qu'il y avait 1 200 blessés et nous avions pris des mesures en conséquence ». Le HCR reconnaît désormais avoir mis sur pied un dispositif d'évacuation « fondé de toute évidence sur des informations erronées ». Gêné dans leur travail par l'intensification des bombardements contre le centre de la ville, les personnels humanitaires, à l'instar des observateurs de l'ONU déployés sur place, s'étaient terrés, au cours de la dernière semaine de l'offensive serbe, dans les sous-sols des bâtiments qu'ils occupaient à Gorazde. A partir de cette date, ils ne disposaient plus d'informations « directes » et ils ont repris à leur compte celles données par les autorités locales, sans aucun moyen de les vérifier. C'est du moins ce qu'a reconnu en substance, mardi, Peter Kessler, le porte-parole du HCR à Sarajevo. « Il ne faut pas oublier que beaucoup de blessés sont morts faute de soins », a-t-il ajouté en précisant que près de 40 % des blessés succombaient à leurs blessures. « Toutes les personnes atteintes de blessures au crâne, à l'abdomen ou au thorax n'avait aucune chance de survivre », confirmait un médecin de la FORPRONU venu assister au débarquement des blessés de Gorazde. Mais les mystères de Gorazde sont nombreux et l'un d'entre eux porte sur le nombre de femmes et d'enfants blessés lors des bombardements. « On aurait dû recevoir beaucoup plus de femmes et d'enfants », explique-t-on au HCR. 90 % des personnes évacuées étaient des hommes, de toute évidence des combattants, âgés pour la plupart de vingt à trente ans. Les humanitaires ne sont pas dupes : ils savent que les autorités de Gorazde ont donné, dans les opérations d'évacuation, la priorité aux hommes dans l'espoir de les voir revenir sur le front après avoir été soignés. Ce « favoritisme » a d'ailleurs permis à plusieurs dirigeants locaux de sortir de la ville assiégée. L'un d'entre eux a notamment bénéficié, lundi 25 avril, de l'évacuation médicale faisant valoir qu'il souffrait d'une sinusite chronique. Un vieillard et deux femmes grièvement blessés par des éclats d'obus pendant les derniers jours des hostilités, selon le diagnostic d'un médecin occidental sur place, auront dû attendre, en dépit de l'urgence des soins, le mardi pour être évacués. Le HCR a-t-il été manipulé, les chiffres ont-ils été surestimés ? « Il faudra du temps pour savoir ce qui s'est vraiment passé et faire un décompte précis des morts », a conclu Peter Kesler. A la FORPRONU, des officiers constataient mardi que l'exagération des bilans était, le plus souvent « la seule arme des Bosniaques ».

Plusieurs mois après, j'ai été convié en tant qu'ex-président de MSF à une réunion organisée par le Secrétaire général de la Défense nationale française, à laquelle participaient des journalistes et des militaires, pour discuter de la manière dont on avait traité l'affaire de Gorazde. En fait, il se révélait que le bilan qu'on avait tous donné, le HCR, l'AFP, Reuters, MSF, était de la pure propagande. Ce sont les militaires bosniaques de Gorazde qui avaient considérablement gonflé le bilan des morts et des blessés par les bombardements des positions serbes sur Gorazde pour hâter les frappes. C'était de la propagande de bonne guerre. Mais nos volontaires, comme ceux du CICR étaient dans une position enterrée donc bien abritée mais totalement aveugles. Ils ne recevaient pas tellement de blessés mais l'idée était que ça cognait tellement que les déplacements étaient impossibles. On s'est donc laissé intoxiquer par la propagande bosniaque jusqu'à aller voir Mitterrand pour demander qu'il plaide pour une trêve humanitaire. La leçon à tirer c'est qu'il y a des moments où il faut partir à l'aveuglette c'est sûr, mais pas de façon complétement distraite. Reprendre à notre compte les chiffres de mortalité qui était donnés c'était un peu léger.

Dr. Rony Brauman, Président de MSF France de 1982 à 1994 puis directeur d'études à la Fondation MSF France (en français) interviewé en 2000 et 2015

On ne peut pas se protéger contre ça. On sera toujours l'enjeu de propagande dans les guerres. Si c'était à refaire, je crois qu'on devrait le refaire. C'est un défaut qu'on attrape vite, d'arriver à estimer le nombre de gens qui sont morts ou blessés, de recouper l'information deux ou trois fois et de se forger un chiffre qu'on annonce. Mais on ne va jamais compter les morts un à un, alors que ça bombarde et qu'il y a des menaces. À nous d'être assez intelligents et assez éveillés pour que ce que l'on annonce soit le plus proche possible de la réalité qu'on imagine. Oui, sûrement, on a parfois été manipulé par les Bosniaques, mais c'est une manipulation qui me gênait bien moins que celle qu'on a eue parfois du côté de Pale.

Dr. Renaud Tockert, responsable des programmes en ex-Yougoslavie pour MSF Belgique en 1993 et 1995 (en français) interviewé en 2000 et en 2015

Au final, MSF considère que ses prises de parole publique ont réussi à susciter une réaction de la communauté internationale qui a permis d'éviter la chute de Gorazde. L'enclave, dont l'espace vital a encore été réduit reste assiégée. V19

« Je vous écris du fond de l'enfer… » Les témoignages de Médecins Sans Frontières sur le calvaire de Gorazde » ***Le Nouvel Observateur*** (France), 28 avril au 4 mai 1994 (en français) **D143**

Extrait :
Ils s'appellent Pablo et Olivier. Pablo est anesthésiste, Olivier logisticien et coordinateur. Pablo et Olivier constituaient l'équipe de Médecins Sans Frontières à Gorazde. avec les délégués du CICR (Comité international de la Croix-Rouge), du HCR (Haut -Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés) et les observateurs militaires des Nations unies (UNMO), ils ont été les seuls témoins étrangers de la tragédie de Gorazde. Chaque jour, pendant toute la durée de l'offensive serbe sur la ville, ils ont transmis au siège de Médecins Sans Frontières, par radio ou par le « capsat », un système de liaison télex par satellite, des rapports sur l'évolution de la situation. Dans ces témoignages qui ont permis de rompre le silence sur ce massacre à huis clos et de confondre ceux qui cherchaient à minimiser l'horreur, René Backmann a choisi les extraits que nous publions ici.

Rapport moral mai 1993 - avril 1994 du Président à l'Assemblée générale de MSF France, mai 1994 (en français) **D144**

Extrait :
Chaque fois, nous avons pu faire des conférences de presse au sein même du Palais des Nations, donc de l'immeuble des Nations unies à New York, et nous avons obtenu une bonne couverture médiatique aussi bien auprès de la presse accréditée aux Nations unies que de la presse anglo-saxonne en général. La dernière en date de ces conférences de presse date d'ailleurs de vendredi dernier, il y a huit jours, lorsque nous sommes allés tirer la sonnette d'alarme sur ce qui se passait à Gorazde. Gorazde, précisément, où l'on voit pratiquement une démonstration in vivo de ce qu'est la version onusienne d'une zone de sécurité. La présence d'équipes humanitaires a été à l'évidence essentielle. Pas tant pour le travail lui-même, d'ailleurs, même s'il a été pendant les quinze à vingt premiers jours du siège particulièrement intense. L'équipe médico - chirurgicale bosniaque assurait un travail tout à fait considérable et nous étions là en appoint. Mais cet appoint était important pour deux choses : d'une part il permettait d'atténuer un peu - certainement pas d'éliminer - le sentiment d'abandon total ressenti à juste titre par la population de Gorazde, d'autre part notre présence a servi à faire passer un grand nombre d'informations, donc à sensibiliser, à mobiliser. Là, à côté du HCR qui a joué un rôle extrêmement important pour le passage d'informations - MSF même s'il y a eu surévaluation du nombre des blessés et des victimes-, cette sensibilisation, ce flux continu d'informations ont été d'une importance décisive pour la réaction internationale vis-à-vis de Gorazde. Elle a été tardive, cette réaction, elle a été ce que vous savez. Cette poche de Gorazde, qui était un espace encore vivable, est devenu un véritable confetti de 3 km sur 3, où se retrouvent 60 000 personnes. A nouveau on entend dire par notre « ami », Monsieur Akashi, envoyé spécial des Nations unies, que la catastrophe avait pu être prévenue, que tout ceci était un succès. Ce « succès » laisse présager ce qui va advenir des autres enclaves dites - extraordinaire antiphrase - zones de sécurité.

Le 1er mars 1994, les autorités bosniaques et bosno-croates ont décidé de constituer une fédération croato-musulmane qui se met en place dans les mois suivants.

Le 26 avril 1994, le « Groupe de contact » sur la Bosnie incluant les Etats-Unis, la Russie, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni a été créé afin d'obtenir un cessez-le-feu et relancer les voies diplomatiques pour aboutir à une paix durable.

Le 5 juillet 1994, ce groupe de contact propose un nouveau partage de la Bosnie attribuant 51 % du territoire à la Fédération croato-musulmane et 49 % aux Bosno-Serbes qui refusent.

A la mi-septembre 1994, les forces bosno-serbes encerclent de nouveau Srebrenica et ne laissent passer qu'un quart des convois humanitaires. La résolution 943 D145 des Nations unies complique cette situation en laissant dans la liste des marchandises sous embargo les matériels logistiques et sanitaires pourtant vitaux pour la préparation des enclaves à l'hiver. MSF s'en inquiète auprès du Conseil de sécurité de l'ONU et prépare un message pour la presse.

Message d'Eric Stobbaerts, coordinateur de MSF en ex-Yougoslavie au bureau MSF de Belgrade, 29 septembre 1994 (en français) **D146**

Extrait :
a) préparer à Bruxelles un texte avec le contenu suivant :
1) MSF dénonce le non accès à la Bosnie serbe et les enclaves musulmanes depuis plus de 15 jours (date du dernier convoi). MSF demande aux autorités compétentes un droit d'accès et de libre circulation pour ces convois humanitaires pour les populations civiles de Bosnie, tel que défini dans les conventions de Genève.
b) Sur le terrain la situation sanitaire et médicale reste toujours aussi urgente dans les enclaves musulmanes de Gorazde et Srebrenica. Ces populations sont toujours emprisonnées depuis plus de deux ans. MSF S'inquiète de ce nouveau blocus qui renforce l'extrême précarité de la situation de ces populations civiles. MSF souligne le manque de médicaments essentiels dans ces endroits […] de même l'acheminement de la nourriture, des produits d'hygiène et du matériel pour se préparer à l'hiver mettent en danger la survie de ces populations abandonnées à leur propre sort. […]
c) Attendre dans la matinée si évolution à Pale vers un meeting dans la journée, contacter le CICR et le HCR pour avoir leur évaluation de la situation.
Ensuite :

- si rien de concret à midi, envoyer le communiqué de presse
- si le meeting a lieu et selon un contenu pas/peu satisfaisant envoyer un communiqué de presse dans le même style mais complété des nouvelles infos (style « encore dans une semaine » ou avec des conditions absurdes)

Message d'Eric Stobbaerts, coordinateur de MSF en ex-Yougoslavie à Pierre Salignon, adjoint au responsable de programme à MSF France, 8 octobre1994 (en français) **D147**

Extrait :

1. Depuis plus d'un mois pas de convois MSF dans les enclaves de Bosnie orientale. Depuis 15 jours, refus systématique par les autorités militaires d'acheminer des convois MSF, sans même mentionner l'interdiction d'acheminement de matériel logistique pour la préparation de l'hiver. Pas de mouvement de nos volontaires pendant deux semaines, bien que ceci semble s'améliorer depuis quelques jours. Autorisations de circuler ce week-end du 10/10/94 ainsi qu'en début de semaine prochaine. Mais toujours aucune autorisation pour les médicaments, qui font maintenant défaut. Plus d'oxygène à Srebrenica. […] L'hiver est là, précoce. La neige est tombée ce week-end à Gorazde et à Srebrenica. Toujours des familles sans abris puisqu'il n'y a plus de matériel logistique qui rentre dans ces poches.
2. […] résolution du Conseil de sécurité, numérotée 943 […] concerne la question de l'embargo imposé sur la Bosnie serbe par le gouvernement de Serbie, dans le cadre de l'acceptation du dernier plan de paix sur la Bosnie. […] Elle approuve les mesures du gouvernement de Belgrade sur leur voisin, qui consiste en l'interdiction de tout transit commercial ou militaire, à l'exception des biens essentiels pour tous besoins humanitaires : vêtements, nourriture et médicaments. Ces définitions ne peuvent être satisfaisantes si l'on considère les programmes de réhabilitation et de sanitation, de préparation à l'hiver mis en place dans les enclaves musulmanes (et en Rep. serbe). C'est ici qu'il y a problème. En effet, en approuvant les mesures déjà mises en place par Belgrade, elle cautionne donc les limites du gouvernement de Belgrade sur l'action humanitaire internationale. La résolution va même dans le sens des restrictions imposées depuis deux mois par les autorités de Pale sur les convois logistiques des agences humanitaires (MSF, CICR et HCR) destinées aux enclaves musulmanes de Bosnie orientale. Une demande de révision de la résolution s'impose.
3. Cette interdiction ne concerne que les convois MSF. En effet à Sarajevo la semaine dernière un accord est passé entre les autorités serbes et Musulmanes de Bosnie à propos d'un échange de prisonniers de guerre. (Présence CICR et informellement HCR Sarajevo). L'échange a eu lieu le 6/10. Cet accord prévoit l'échange de prisonniers serbes […] (contre) un acheminement d'aide humanitaire dans les enclaves (nourriture essentiellement) par des convois du HCR ! 27 camions sont entrés depuis lors. Aucun de MSF […] La stratégie d'action que je propose pour cette semaine :
- Audience avec le vice-président de la République serbe pour obtenir une autorisation pour nos convois.
- Si refus ou impossibilité ou promesse dans quelques jours, alors une réaction MSF face aux medias (par un com. de presse) dans le style du draft envoyé il y a une semaine.
De plus en parallèle, une intervention auprès du Conseil de sécurité pour la révision de la résolution.

Une fois qu'on avait réussi à faire entrer un camion ou une équipe, progressivement la position recommençait à se durcir. Ca pouvait prendre un, deux ou trois mois, et c'était de nouveau l'escalade. Notre défense de l'accès aux enclaves se faisait en plusieurs étapes qui se terminaient par de la communication. On l'a fait à plusieurs reprises soit à partir de Belgrade, soit à partir de Bruxelles ou de Paris. On faisait d'abord appel aux casques bleus, au gouvernement, au Secrétaire général des Nations unies et puis on arrivait à une position dans la presse. On a publié très régulièrement des communiqués de presse et parfois même lancés uniquement à partir de Belgrade, simplement pour se rappeler à la mémoire des autorités

Dr. Renaud Tockert, responsable des programmes en ex-Yougoslavie pour MSF Belgique en 1993 et 1995 (en français) interviewé en 2000

Il y avait des prises de parole, surtout à partir de Belgrade, mais pas de communiqué de presse. On répondait plutôt aux questions des journalistes. On était extrêmement prudents. On était vraiment dans la théorie des petits pas : avoir accès, négocier de mettre pied du coté de Belgrade. Et puis on allait à Srebrenica en passant par Belgrade et la frontière à la limite de la Macédoine et de la zone serbe, donc tout était négociations. Il fallait être dans les enclaves, donc on essayait de s'y maintenir. On était pris au piège mais on ne cédait pas. On essayait d'être imaginatifs, de faire passer des médicaments, de garder des liens avec le CICR, avec le HCR. Mais on restait très frustrés de la dégradation, très inquiets. Et puis il y avait des bombardements, des blessés, enfin la vie d'un territoire enfermé.

Pierre Salignon, adjoint au responsable de programme de MSF France, en charge des programmes en ex-Yougoslavie (en français) interviewé en 2015

PORTER SECOURS DANS DES PRISONS À CIEL OUVERT

Dans les mois qui suivent, MSF continue à dénoncer le manque d'accès dans les enclaves et la poursuite de la politique d'épuration ethnique et s'interroge sur le rôle

de « service social des forces d'occupation » que risquent de jouer les organisations humanitaires.

« Hiver bosniaque » Pierre Salignon, responsable de programme MSF France, ***Libération*** (France), 20 octobre 1994 (en français) **D148**

Extrait :
L'étau se resserre chaque jour un peu plus autour de Gorazde, Srebrenica et Zepa, les trois enclaves musulmanes de Bosnie orientale assiégées depuis plus de deux ans par les forces serbes de Bosnie.
Pour la troisième année consécutive, 100 000 habitants, en majorité des femmes, des enfants et des vieillards, se préparent à un nouvel hiver de siège dans des conditions inhumaines. Dans ces « *Véritables prisons à ciel ouvert* », pourtant reconnues « *Zones de sécurité* » par les Nations unies, la loi de l'agresseur triomphe toujours et les forces de l'ONU en assurent hélas le respect.
Le déploiement des casques bleus a certes permis, dans un premier temps, de geler militairement la situation et d'éviter que des massacres ne soient commis. Mais il a aussi fait le « jeu » des Serbes en réduisant les Bosniaques à de simples victimes en sursis, placées sous perfusion de l'aide extérieure. Leur survie dépend donc exclusivement du bon vouloir des milices serbes, qui au mieux interdisent ou conditionnent l'acheminement de l'aide internationale, au pire confisquent le contenu des convois humanitaires.
Mais ce n'est pas tout. Le mois dernier, suite au renforcement des sanctions internationales contre les autorités de Pale et à la mise en place d'un embargo « *économique et politique* » par leurs « *frères* » de Serbie pour les contraindre à accepter le nouveau plan de paix proposé par le groupe de « Contact », Radovan Karadzic, le leader des serbes de Bosnie, a décidé d'appliquer une stratégie totale d'étranglement des enclaves, qui, dit-il, « *ne recevront aucune sorte d'aide aussi longtemps que les Serbes ne pourront utiliser leurs voies naturelles de transport et de communication* ».
Pour ne rien simplifier, la résolution 943 des Nations unies adoptée le 22 septembre 1994 par le Conseil de sécurité limite l'aide à destination de la Bosnie serbe (et donc de Srebrenica, Gorazde et Zepa) à l'acheminement de « *nourriture, vêtements et médicaments* » et interdît par conséquent à toutes les organisations humanitaires présentes (MSF, CICR et HCR) de transporter « *le matériel logistique et de sanitation* » tellement nécessaire pour la préparation de l'hiver dans les enclaves assiégées. Les violations de cessez-le-feu par les parties en conflit sont chaque jour plus nombreuses. Les habitants ne veulent plus qu'une chose : *« quitter cet enfer, à n'importe quel prix* ».
L'avenir des 100 000 prisonniers de Gorazde, Srebrenica et Zepa est aujourd'hui plus que jamais suspendu à « *la volonté de la communauté internationale de les voir survivre* ». Les agences humanitaires internationales encore présentes dans les enclaves se retrouvent aujourd'hui totalement impuissantes devant la tragédie qui se déroule sous leurs yeux. L'aide aux victimes est chaque jour davantage conditionnée à toutes sortes de marchandages politico-diplomatiques qui les dépassent. Elles en sont donc réduites à s'assurer le service social des forces d'occupation… à moins que les circonstances ne les obligent à partir.

« Purification ethnique » Pierre Salignon, chargé de mission Ex-Yougoslavie MSF France **Messages** n°73, (journal interne de MSF France, distribué aussi à une centaine de journalistes), octobre 1994 (en français) **D149**

Extrait :
Depuis la mi-juillet 1994, les opérations de nettoyage ethnique menées par les milices serbes de Radovan Karadzic se développent désormais dans les localités « où les autorités serbes semblaient pourtant disposées à accepter les Musulmans et les Croates qui étaient restés », selon le HCR. C'est le cas dans la région de Bijeljina où, en l'espace de quelques semaines, plus de 7 000 civils ont été contraints de fuir et de traverser la ligne de front pour trouver refuge dans le territoire aux mains du gouvernement de Sarajevo. Sur 80 000 non-Serbes en 1991, il en reste aujourd'hui à peine quelques centaines, selon le HCR.

En décembre, la situation continue à se détériorer à Srebrenica, où l'équipe MSF est quasiment bloquée depuis plus de deux mois, toujours sans approvisionnement.

Le 12 décembre, le coordinateur général de MSF en ex-Yougoslavie, qui a déjà confié ses préoccupations à ce sujet à l'AFP quelques semaines plus tôt, demande au siège d'envisager une opération de communication.

Le 16 décembre, dans un communiqué de presse envoyé aux correspondants à Belgrade de médias occidentaux, il rapporte l'arrivée d'une nouvelle vague de Musulmans chassés de leurs villages. En représailles, les forces bosno-serbes ne laisseront entrer aucun convoi de MSF transportant des médicaments dans les enclaves pendant quatre mois, jusqu'en mars 1995.

« Selon un médecin d'une organisation d'aide, les enclaves musulmanes sont des prisons » **Agence France Presse**, 24 novembre 1994 (en anglais)

Extrait :
Jeudi, Eric Stobbaerts qui est le coordinateur de MSF en ex-Yougoslavie, a expliqué à des journalistes qu'en plus des difficultés économiques, la population subit une importante pression psychologique pour rester dans ce qu'il appelle « des prisons à ciel ouvert ». « La pression vient de l'armée serbe à l'extérieur et l'intérieur pour décourager les gens de quitter les enclaves bosniaques ». « Si les enclaves étaient ouvertes, les gens quitteraient la région » explique-il, ajoutant « qu'il

y a un risque que les gens abandonnent et s'en aillent bien qu'ils aient le droit de vivre dans cette région ». « De plus, pour quitter la région tout le monde doit payer 2 000 Deutsch Marks à l'armée serbe ». Eric Stobbaerts rapporte qu'avec l'approche de l'hiver, la situation des habitants de l'enclave est devenue critique. Avant la guerre, Srebrenica comptait 6 000 habitants. Maintenant il y a 23 000 personnes qui tentent de survivre dans l'enclave - 80 % d'entre eux sont des réfugiés venus d'autres villages pris par les Serbes, raconte-il. Dans les villes, la population dépend entièrement des distributions de nourriture et de l'aide médicale de MSF. Mais les Serbes n'autorisent qu'un minimum de ravitaillement. Selon Eric Stobbaerts, les forces serbes ne laissent passer quelques camions de vivres, en partie remplis, que lorsque la situation devient vraiment désespérée.

Message d'Eric Stobbaert, coordinateur général de MSF en ex-Yougoslavie au directeur des opérations de MSF Belgique, 12 décembre 1994 (en français) **D150**

Extrait :
Il faut faire de la comm[unication]. Un cri d'alarme pour les populations civiles des enclaves en Bosnie orientale. La situation devient chaque fois plus dramatique. Comme tu le sais nous sommes depuis près de deux mois totalement bloqués, sans possibilités de convois ni même de déplacement d'expats. Ce délai dépasse tous ceux que j'ai connus depuis mon arrivée ici. Aujourd'hui encore les autorisations pour la semaine ont été refusées sans explications Samedi, une Jeep MSF a été confisquée à la sortie de Srebrenica. Nous essayons toujours de la récupérer. Les équipes sont prises en otage puisqu'elles ne peuvent plus sortir ni rentrer, sans fuel pour poursuivre nos programmes et bientôt plus de nourriture. Il faudra bientôt penser à survivre où et peut-être abandonner ces populations en danger. Pour MSF plus de convoi logistique depuis le mois d'août. Quelle solution pour ceux qui n'ont toujours pas d'abri pour l'hiver ? La pression est donc énorme. Il faut ajouter l'insécurité générale : shelling [bombardements] sporadiques et actes de francs-tireurs qui augmentent chaque jour, les confiscations… L'objectif de Pale est évident : pousser MSF à partir. Le CICR se trouve dans la même situation. Seul le HCR parvient encore à faire rentrer quelques ridicules tonnes de nourriture pour éviter qu'une famine ne sévisse. L'UNPROFOR [FORPRONU] a déclaré ce matin ne plus vouloir escorter les convois humanitaires des UN en Bosnie orientale car trop de risques. Quel jeu sournois est-il en train de se jouer ? A quel niveau ? Nous ressentons un abandon évident de ces personnes et peu de recours possible au niveau de la communauté internationale. Peux-tu voir avec la comm[unication] à Bruxelles et à Paris ce qu'on peut faire ?
(NB : merci de coordonner avec le terrain pour la sécurité des équipes).

« 16 décembre 1994 : la purification ethnique continue » **Communiqué de presse** du coordinateur de MSF en ex-Yougoslavie envoyé aux correspondants de l'**Agence France Presse**, ***Reuters***, BBC et ***Le Figaro*** à Belgrade, 16 décembre 1994 (en français) **D151**

Extrait :
De nouveau, ce vendredi 16 décembre, cents personnes (exactement 39 femmes, 40 hommes et 17 enfants qui viennent s'ajouter aux 17 arrivés depuis le début de la semaine) ont échoué tels des rescapés d'un naufrage inattendu, dans la région de Tuzla. Perdus et abandonnés par ceux qui furent un jour leurs voisins et leurs frères. On attend une nouvelle vague cette semaine.
Ils viennent tous de la région de Bijeljina et certains des hommes d'un camp de détention. Après menaces et évictions parmi les leurs, ils sont finalement obligés et forcés de partir. Le système est organisé, méthodique : ils paient et sont aussi démunis de toute possession. Depuis la ligne de front où ils sont emportés et déposés, il y a cette longue marche qui peut durer jusque 12 heures jusqu'au premier village musulman. De ce côté, les agences internationales les attendent et les mettent à l'abri. Beaucoup retrouvent des parents ou des proches qui les accueillent dans de bien maigres conditions. Terrorisés par leur nouveau sort et un destin inconnu, ils sont apathiques, choqués. Ils ont besoin de réconfort

« MSF est extrêmement préoccupée par la situation humanitaire dans les enclaves de Bosnie orientale qui se dégrade progressivement à l'arrivée de l'hiver » **Communiqué de presse** de MSF Belgrade, 19 décembre 1994 (en anglais) **D152**

Au mois de novembre, la quantité de nourriture qui a pu entrer dans les enclaves d'élevait à 905 kgcal par personne et par jour à Srebrenica et 875 kgcal à Gorazde (l'apport calorique journalier nécessaire par personne s'élève normalement à 2 500). Les quelques champs qui étaient encore fertiles sont aujourd'hui stériles, en particulier en cette saison. Il n'y a pas d'autre source d'approvisionnement venant de l'extérieur. La situation risque de devenir rapidement dramatique.
MSF est extrêmement préoccupé et demande que l'accès soit donné aux convois humanitaires afin de permettre aux populations des enclaves de Bosnie orientale de vivre dans des conditions acceptables. MSF demande également de laisser entrer du matériel de réhabilitation et d'aménagement aux conditions hivernales. Plusieurs centaines de familles sont en effet toujours sans abris et à la merci de maladies, voire de mourir de froid.

Bjelina, c'était un des fiefs des Serbes de Republika Srpska. Ils obligeaient les Bosniaques encore présents dans cette zone à accueillir chez eux des déplacés bosno-serbes. Ces derniers prenaient littéralement le contrôle de la maison, les empêchant de brûler les meubles pour se chauffer ou de

récolter les légumes du jardin. La cohabitation était tellement difficile qu'à la fin les Musulmans voulaient partir. Et là, on leur disait : « si vous voulez partir, vous devez payer » Je pense qu'à l'époque c'était 200 deutschmark. « Il y a un charter qui va vous faciliter le transport jusqu'à la frontière. » La frontière de l'autre côté c'était Tuzla. Et une fois qu'ils avaient payé, on leur disait : « vous ne pouvez pas partir avec toutes vos affaires, mais vous pouvez prendre des choses de valeur et traverser la frontière ». Au moment de traverser, plutôt que la frontière, la ligne de front, il y avait un check point, où on les dépouillait de tous leurs biens. Il y avait même des gens qui arrivaient sans chaussures. Eric Stobbaert, le coordinateur général, était justement à Tuzla. Il a vu arriver cette vague de déportés, et on a sorti un communiqué de presse dont on n'a pas mesuré les conséquences : pendant les 4 mois suivant, on n'a pas réussi à obtenir une seule autorisation pour faire entrer des médicaments dans les enclaves.

Dr. Graciela Diap, coordinatrice médicale de MSF pour l'ex-Yougoslavie d'octobre 1993 à avril 1995 (en français) interviewée en 2000

En janvier et février 1995, les autorités bosno-serbes renforcent encore leurs exigences quant aux contreparties que doit apporter MSF sur leur territoire en échange de la possibilité de faire entrer des secours dans les enclaves. MSF refuse toujours de délivrer de l'aide sans évaluer les besoins au préalable. Tous les responsables internationaux susceptibles de faire pression sur les autorités bosno-serbes sont informés de ces difficultés.

Message du coordinateur général de MSF pour l'ex-Yougoslavie à MSF Bruxelles et Paris, 24 février 1995 (en anglais) **D153**

Extrait :
Pour résumer : Il est maintenant clair pour moi que le problème n'est pas MSF. Toute négociation sur un document, sur l'aspect politique de notre déclaration, sur le plan de distribution de la mi-mars ne sert qu'à gagner du temps. C'est le seul outil que peuvent, officiellement, utiliser les autorités civiles. Le problème est militaire. La menace réelle d'une offensive bosniaque avant la fin du cessez-le-feu en est la raison. Militairement parlant, il est plus intéressant de couper l'approvisionnement en matériel médical plutôt qu'en nourriture pour affaiblir une armée. Les médicaments seront donc refusés pour toutes les organisations. C'est pour cela par exemple que le HCR refuse les médicaments de MSF non-étiquetés, que le convoi du Dutchbat avec PSF et MSF H de Tuzla a été refusé, que l'autorisation du CICR a été refusée…
Donc cessons d'êtres paranoïaques et préparons-nous pour une urgence. Nous avons discuté de la possibilité de largages aériens pour forcer le passage de quelques convois (parce que les autorités serbes de Bosnie détestent les largages aériens). C'est la dernière solution. […] Les mouvements d'expatriés vont aussi être un sujet difficile (puisque ce sont des personnels médicaux) mais qui devrait pouvoir être résolu. Je vais faire tout ce que je peux pour résoudre ça pour demain. On verra les résultats.

On apportait la liste des médicaments qu'on voulait distribuer aux responsables bosno-serbes et ils nous disaient : « OK, on va faire 70 % pour la partie serbe, 30 % pour la partie bosniaque. » On répondait qu'on ne parlait pas de pourcentage mais de besoins. On leur racontait quelle situation on avait trouvé en Republika Srpska et quel approvisionnement on prévoyait. Puis on racontait quelle était la situation de l'autre côté et on leur donnait la liste des médicaments qu'on estimait devoir livrer. Et là commençait la procédure de « clearance », de la bureaucratie totale ! Il fallait une « clearance » pour le camion, une pour le chauffeur, une pour la personne qui accompagnait, une pour les médicaments qu'on transportait et une pour la date. La plupart du temps, tout était prêt et les « clearances » étaient négatives. Une fois, le responsable était en train de signer la fameuse « clearance » lorsque par la fenêtre, derrière lui, j'ai vu apparaitre un champignon de fumée. C'étaient les premières frappes de l'OTAN. Le type s'est tourné, il a pris le papier et il l'a chiffonné. J'en avais les larmes aux yeux. Un beau matin, on recevait l'autorisation et on partait. Ensuite on pouvait se retrouver à attendre à un check point, parfois jusqu'au lendemain. Parfois aussi il y avait des mines anti-char sur le passage et les militaires nous provoquaient : « on ne peut pas les bouger mais vous pouvez descendre les retirer vous-même ». La situation était tellement critique dans les enclaves que lorsqu'on y venait seul, on laissait les médicaments de la malle d'urgence.

Dr. Graciela Diap, coordinatrice médicale de MSF pour l'ex-Yougoslavie d'octobre 1993 à avril 1995 (en français) interviewée en 2000

Tandis que les offensives éclatent un peu partout en Bosnie, au sein de MSF on s'interroge à nouveau sur le rôle de l'organisation dans les enclaves. Depuis plusieurs mois, le coordinateur général en ex-Yougoslavie constate que la plupart des responsables militaires, diplomates et journalistes étrangers présent, se sont résignés à l'idée que les enclaves sont une entrave au processus de paix. Dans le numéro d'avril du journal interne de MSF Belgique, *Contact*, il se demande si MSF ne joue pas le rôle de médecin-geôlier dans ces enclaves et ne devrait pas prendre la parole au nom de ceux qui veulent en sortir.

Compte-rendu de la réunion du Conseil d'administration de MSF France, 24 février 1995 (en français) **D154**

Extrait :
La situation dans les enclaves est de plus en plus difficile. Les équipes n'ont plus de matériel médical (depuis 2 mois) ni de matériel logistique (depuis 5 mois). On renforce tous les moyens de pression pour faire entrer le matériel et on se dit que si on n'y arrive pas, on retirera peut-être les équipes car cela deviendra extrêmement dangereux pour elles lorsqu'elles n'auront plus rien. C'est une éventualité douloureuse. Les nouvelles équipes sont arrivées et se trouvent dans une situation à laquelle elles étaient mal préparées. Elles ont quand même trouvé de quoi accomplir un travail médical et le moral est un peu meilleur. D'une façon générale, la situation se dégrade et nous avons mis la barre très haut dans notre intransigeance à ne pas payer aux Serbes de contrepartie en échange de ce qui entre dans les enclaves. D'autres acteurs humanitaires sont moins exigeants A titre d'exemple, on estime à 30 % le pourcentage de ce que l'OMS achemine allant aux Serbes. Il existait un soi-disant programme d'évacuation des blessés qui n'a jamais fonctionné, sauf en échange de prisonniers ou de convois qui arrivent en zone serbe. Nous nous sommes retirés de ce système et nous sommes fait agonir d'injures par le HCR et le CICR (et par les ONG en général). Nous sommes très isolés, car partout on marchande…
Les enclaves sont maintenant un enjeu stratégique et non plus militaire.
Nous n'avons pas de bonne solution pour l'instant.

Infomatin, Bulletin d'information interne de MSF Belgique, 22 mars 1995 (en français) **D155**

Extrait :
On ressent partout le contexte de guerre; les Bosniaques sont réarmés par les US. La situation dans les enclaves est désespérée; les gens sont véritablement en prison, n'ont plus aucun espoir et la mort n'a plus aucune valeur pour eux. Ils se disent eux-mêmes condamnés à mourir. Même si la nourriture et les médicaments sont encore suffisants (mais limites), il s'agit réellement d'une stratégie des serbes de laisser passer les approvisionnements au comptegoutte, pour mieux asphyxier les populations. MSF devrait revoir sa stratégie et faire davantage pour redonner un sens à la vie de ces gens enfermés et désespérés. A Pale (QG des Serbes bosniaques), 8 MSF ont parlementé pendant 5 jours avec les autorités. Un accord est intervenu pour le transport de l'aide vers les enclaves avec l'obligation pour les ONG de déclarer mois par mois le matériel à y faire entrer. Un premier convoi a pu pénétrer à Srebrenica et Gorazde, ce qui a permis de changer les équipes et de faire entrer quelques tonnes de vivres et de médicaments. En conclusion, il faut absolument reparler des enclaves et être plus agressifs dans notre communication (une réunion sera programmée rapidement sur la Bosnie).

« Du rôle de MSF dans les enclaves de Bosnie orientale » Eric Stobbaerts, Coordinateur général de MSF en ex-Yougoslavie, février 1995, Sarajevo, Pale publié dans **Contact** n°33 (journal interne de MSF Belgique), avril 1995 (en français) **D156**

Le ton et l'auteur risquent de surprendre certains d'entre vous. C'est le résultat d'une frustration énorme à attendre l'aboutissement d'interminables négociations en Bosnie orientale pour recommencer nos activités à un rythme plus soutenu. Cela n'est certainement pas un cri de capitulation; notre quotidien a pour devise : « A luta continua ! »
Arrivé au terme d'une mission de plus de quinze mois qui m'a passionné et pris aux tripes, à laquelle je me suis donné corps et âme, soudain cette réflexion inattendue, venue du plus profond : mais quel rôle sommes-nous amenés à jouer par notre intervention en Bosnie Orientale ? […] Quel avenir ?
A terme, tout le monde le sait, ces poches n'ont pas de futur. Tous ont capitulé, même cette hypocrite communauté internationale qui répugnait, au début du conflit, à la division communautaire. Aujourd'hui, c'est elle-même qui propose ce partage et de façon très méticuleuse. La population assiégée n'y croit pas non plus. On peut estimer grossièrement à 70 % ceux qui souhaitaient partir. Mais il ne faut pas le cacher : si ces populations sont assiégées par l'armée serbe, elles le sont désormais aussi par les autorités dans ces poches. Le siège est donc double. Doit-on encore garder sous silence que cet été, par exemple, une grand-mère et sa petite fille ont été tuées par les autorités de la poche de Gorazde alors qu'elles essayaient de traverser la ligne de front serbe ? L'enjeu politique et diplomatique que représentent ces enclaves tant pour Pale que pour Sarajevo est évident. Quel rôle joue-t-on ?
D'une part, nous faisons le jeu des intérêts de Pale puisque nous assurons la stabilité (pas l'amélioration) de l'état de santé de ces populations-monnaies d'échange. Cela évite au bourreau un scandale humanitaire qui attirerait trop l'attention. D'autre part, nous participons au dessein politique (encore peu clair) de Sarajevo, en nous conformant à leurs méthodes expéditives et en négligeant l'essentiel : avant tout, cette population veut sa liberté. A quoi joue-t-on alors ? MSF doit-il se conformer à un rôle de géôlier/médecin de prison, au service de deux parties en conflit ? Ne doit-on pas prendre la parole au nom de ceux qui veulent partir, ceux qui veulent retrouver leur liberté, ceux qui se trouvent emprisonnés contre leur gré, et pour un idéal auquel ils ne croient plus ? Où en est la Bosnie, cet idéal de la multi-différence qui diminue, tel une peau de chagrin, à coup de purification ethnique de part et d'autre, cet idéal qui se limite désormais aux contours du centre de Sarajevo, et encore, dans quel état ! ! !
N'est-ce point le moment de réfléchir autrement, de penser de façon objective, en revoyant les principes qui nous ont fait venir et en saisissant à ce jour la souffrance de ces populations ? Ne doit-on pas penser que le sort de 100 000 personnes réfugiées sur un sol en paix et unifié est plus profitable (humainement), sol où ils pourront jouir de leur liberté et de leurs droits d'êtres humains ?
Quel est le sort de 100 000 personnes vouées à vivre dans un état mi-humain mi-animal, vidées de leur substance, c'est-àdire de leur intégrité ? Ne doit-on pas se révolter devant

cette réflexion d'une jeune réfugiée (19 ans) de Srebrenica : « Attendre encore un ou dix ans, qu'importe ? » Peut-être est-il prématuré d'approfondir cette réflexion ou de se l'approprier, mais à la veille d'une nouvelle offensive que nous « attendons » tous ce printemps … elle est justifiée ? Quel prix faut-il payer pour défendre un idéal ? Et l'Histoire nous en sera-t-elle reconnaissante ?
En tous les cas, on se doit d'y réfléchir, ne serait-ce que pour réitérer les bases de notre engagement dans ces ghettos de la fin du millénaire …

Dès 1994, les gens ont compris que vu son encerclement, sa disposition géographique, trop rapprochée, trop ancrée dans la Republica Srpska, près de la frontière yougoslave, Srebrenica allait être un enjeu, une monnaie d'échange et tomberait aux mains des Serbes à l'occasion d'un deal politique pour des accords de paix. Les gens avaient compris qu'ils ne pourraient pas rester, qu'ils partiraient. Quand j'ai quitté l'enclave [en avril 1994], j'étais persuadée que ça ne tiendrait pas, qu'on ne leur garderait pas Srebrenica et la région pour eux. En revanche, comme les gens eux-mêmes, nous avons eu la naïveté de croire qu'ils garantiraient la sécurité de la population et sa protection.

Graziella Godain, coordinatrice de terrain de MSF Belgique/France à Srebrenica d'octobre 1993 à avril 1994 (en français) interviewée en août 2000

J'étais en contact régulier avec les Nations unies, les journalistes, les responsables de la FORPRONU, les diplomates etc. Au fur et à mesure des mois qui passaient - et c'est devenu très clair à l'hiver 94 et début 95 - pour tous ces gens-là, Srebrenica et les autres enclaves étaient devenues un obstacle au processus de paix. Ils ne l'ont évidemment jamais dit ni par écrit, ni dans une réunion officielle, mais tout le monde avait capitulé sur la possibilité d'avoir une Bosnie multiethnique. Dans ce sens, les Serbes avaient gagné. En janvier 1995, les convois n'entraient pas. On en était arrivé à se dire qu'il fallait faire du largage par voie aérienne. MSF avait toujours critiqué cela, mais on était dans une telle situation - on n'avait même plus d'aspirine dans la pharmacie - qu'on a décidé d'aller demander aux Nations unies de faire du parachutage de médicaments sur Srebrenica. Je suis allé voir le général Smith, le responsable de l'UNPROFOR [FORPRONU], qui m'a répondu en substance que la communauté internationale n'était pas prête à risquer une troisième guerre mondiale pour faire parvenir de l'aspirine à Srebrenica.
En 1993 à Srebrenica, la population était composée de ruraux déplacés. Ils avaient une force, une volonté d'être sur place. Au-delà de la souffrance, de la situation inhumaine qu'ils vivaient, ils comprenaient la raison d'exister de cette enclave, qu'être là c'était une façon de lutter pour arriver à une reconnaissance d'une Bosnie multiethnique. Mais au fur et à mesure de mois et de mois horribles d'une vie atroce, la situation a évolué. Lors de ma dernière visite à Srebrenica avant de partir (en avril 1995) - ça se formalisait un peu parce que je partais, les gens me disaient : « merci beaucoup MSF pour tout ce que vous faites, mais nous ce que l'on veut c'est sortir, on veut rejoindre les nôtres. » Entre temps, un Etat s'était mis en place en Bosnie-Herzégovine, sur la base d'un accord entre les Croates et les Musulmans. Il y avait une sorte de stabilisation en Bosnie centrale et les gens de Srebrenica avaient changé de discours. Entre ce que disaient les diplomates et ce que disaient les gens de Srebrenica, j'ai fait une sorte de synthèse empirique et je me suis dit que finalement à MSF, on était en train de devenir les médecins de prisons serbes. Je crois qu'on ne s'en est pas rendu compte à temps. Pour moi, le rôle de MSF c'est d'être à l'écoute des populations et on ne l'a pas été suffisamment dans le cas de Srebrenica. Au cours de mon débriefing au siège, j'ai suggéré qu'on propose un déplacement de cette population, qu'on demande à ce que les gens de Srebrenica puissent rejoindre les leurs, puisque c'est cela qu'ils demandaient. J'ai eu droit à une levée de boucliers. On m'a dit : « ce n'est pas le mandat de MSF, en plus ce serait faire le jeu des Serbes ». […]

Eric Stobbaerts, coordinateur général de MSF en ex-Yougoslavie de décembre 1993 à avril 1995 (en français) interviewé en juillet 2000

C'est bien que MSF soit arrivée dans l'enclave avec Morillon, soit restée, ait développé toute cette activité médicale, se soit battu pour faire venir des médecins, et pour habiter là, être proche des gens. Je pense que l'élément le plus important c'était vraiment notre présence. Mais cette présence a peut-être eu un revers en donnant le sentiment que tout allait bien. La population de Srebrenica ne voulait pas rester, elle voulait aller à Tuzla. MSF le savait mais n'a pas relayé cette volonté. Pourquoi ? Parce qu'on s'attendait à ce que cette population soit respectée. Peut-être aussi parce que l'arrogance de MSF l'a amenée à se satisfaire d'être dans l'enclave, « là où il fallait être », sans vraiment analyser la souffrance des gens. Et ça, on doit le reconnaître.

Dr. Graciela Diap, coordinatrice médicale de MSF pour l'ex-Yougoslavie d'octobre 1993 à avril 1995 (en français) interviewée en 2000

A de très nombreuses reprises au sein du Conseil d'administration de MSF France, dont j'étais membre, la question des enclaves a été posée. Le vice-président de l'époque a soulevé la question : « est-ce que MSF n'est pas la cigarette du condamné ? » C'est exactement comme ça qu'il l'a formulée. On a réfléchi à la possibilité de demander l'évacuation des gens. Mais c'est une idée qui a été écartée parce qu'elle nous semblait tout à fait irréaliste, irréalisable. Il n'y avait pas d'accord politique là-dessus et la mettre en terme de communication publique c'était nous empêcher à court terme d'entrer dans les enclaves et nous amener à perdre le contact.

Dr. Renaud Tockert, responsable des programmes en ex-Yougoslavie pour MSF Belgique en 1993 et 1995 (en français) interviewé en 2000 et en 2015

Je ne me souviens pas de discussion autour des évacuations. Ce n'était pas entendable par les responsables politiques nationaux concernés. Je voyais souvent la représentante du HCR. On discutait de la réalité de ces populations bloquées dans les enclaves, complétement dépendantes, vivant dans une sorte de petit Varsovie de la pire époque et se demandant quelle serait la prochaine étape. Mais tout le monde était tenu par le deal politique et le rapport de force, qui évoluait avec les évènements militaires : les déploiements de troupes qui gelaient certaines positions, les frappes aériennes etc. Et dans le deal politique personne n'en parlait même si tout le monde savait qu'il y avait une verrue et qu'il allait falloir trouver une solution.

Pierre Salignon, adjoint au responsable de programme de MSF France, en charge des programmes en ex-Yougoslavie (en français) interviewé en 2015

Avec la connaissance de la fin de l'histoire, donc la sagesse rétrospective qui est toujours facile, je pense qu'il fallait que MSF soit à Srebrenica. Ne pas y être n'avait pas de sens, mais il fallait y être pour encourager les gens à en partir. Le raisonnement qui dit « Les encourager à sortir mais pour aller où ? » c'est un raisonnement qui privilégie l'ordre par rapport au chaos. Sans vouloir faire d'analogie que je condamne, c'est exactement la problématique de Budapest en 1944. Au procès d'Eichmann des gens ont reproché au conseil juif de Budapest de ne pas avoir averti qu'Eichmann était là pour envoyer tout le monde à Auschwitz, ce qui aurait incité les gens à fuir. Le type du conseil juif au procès répond : « Fuir, oui mais pour aller où ? Il n'y avait nulle part où aller ». Et les gens qui l'accusent lui répondent : « oui mais vous qui saviez, vous avez pu sauver vos familles ». C'est ce qui a conduit Hannah Arendt à dire que ce n'est pas 90 % mais seulement 50 % des juifs qui auraient été tués si on avait préféré le chaos, le désordre, à cet ordre mortel.

Dr Rony Brauman, président de MSF France de 1982 à 1994 puis directeur d'études à la Fondation MSF (en français) interviewé en 2000 et en 2015

A la même époque, les relations se tendent de nouveau entre l'équipe de MSF à Srebrenica et l'Opstina, l'autorité civile bosniaque musulmane qui gère la ville, au sujet du personnel local employé par MSF. Cette dernière exige la démission du logisticien, employé essentiel pour les activités de l'organisation et qui résiste aux tentatives de corruption. Il est sommé de rejoindre l'armée bosniaque, sous peine d'être emprisonné. Progressivement le contentieux s'étend aux cas d'autres membres du personnel de MSF.

Message du coordinateur MSF à Srebrenica au coordinateur général de MSF pour l'ex-Yougoslavie, 9 mars 1995 (en anglais) **D157**

Extrait :
Ils veulent :

1. le retrait de notre logisticien, il a reçu une lettre lui demandant d'être présent le 9 mars à 8h à l'école sinon prison. C'est lui qui porte le plus de responsabilités dans la mission MSF.
2. la rotation de tout le personnel MSF. Nous devons leur fournir la liste de notre staff, avec le nombre et les qualifications du personnel futur. Date limite dans deux ou trois jours, dans 15 jours tout le personnel devra avoir été remplacé.
3. ce n'est pas une attaque contre MSF, cela concerne le personnel local de toutes les organisations. POURQUOI ? (notre conclusion) - Ils veulent montrer leur force - Ils veulent avoir leurs personnes aux positions clés des organisations, donc tout contrôler. - Prélever des impôts sur les salaires

On avait de gros problèmes avec l'Opstina, la municipalité, qui était très vindicative et très revendicatrice. Il y avait à la fois de la déprime dans la majorité de la population et une espèce d'énervement au sein des militaires bosniaques. L'Opstina commençait à imposer le recrutement forcé des hommes et on commençait à avoir du mal à garder le personnel masculin. Il a fallu qu'on résiste lorsqu'ils voulaient nous enrôler des employés pour faire leurs opérations commando sur les postes serbes. D'une part, la plupart d'entre eux ne voulaient pas participer à ces actions. D'autre part, on avait besoin d'eux pour travailler. La prise en charge médicale de 45 000 personnes c'était énorme et nous n'étions que quatre à six expatriés.

Graziella Godain, coordinatrice de terrain de MSF Belgique/France à Srebrenica d'octobre 1993 à avril 1994 (en français) interviewée en août 2000

A partir du 15 avril, les autorités bosno-serbes s'opposent à nouveau à toute rotation des équipes expatriées de MSF travaillant dans les enclaves de Gorazde et Srebrenica.

Elles tentent de conditionner la rotation des expatriés au fait que l'organisation les mette en contact avec les responsables politiques français. MSF refuse.

Début juin, depuis Belgrade, MSF rapporte à la presse la dégradation de la situation dans l'enclave qui est de nouveau bombardée par les forces bosno-serbes.

« La situation humanitaire s'aggrave dans les enclaves » **Agence France Presse** Belgrade, 5 juin 1995 (en français)

Extrait :
Le dernier convoi de nourriture est parvenu à Srebrenica le 25 avril et les stocks baissent à Gorazde également, selon M. Stéphan Oberreit, coordinateur général de MSF à Belgrade. L'approvisionnement en médicaments est cependant régulier le dernier convoi étant arrivé le 18 mai à Srebrenica et le 23 à Gorazde.
MSF rencontre de nombreux problèmes dans la conduite de ses programmes du fait qu'il lui est « impossible à l'heure actuelle d'effectuer les rotations normales des équipes », a dit M. Oberreit. Les autorités serbes de Bosnie « ne délivrent pas les autorisations nécessaires pour effectuer les changements de personnels prévus ». a-t-il précisé. A Gorazde, l'anesthésiste de l'équipe MSF a pu « assister les médecins locaux dans les opérations de 30 blessés graves et il a dénombré une dizaine de décès à l'hôpital ». Sur le plan de la sécurité « la situation se détériore » également. « Plusieurs obus sont tombés près de l'antenne MSF, à Gorazde et plusieurs autres dans le campement même de l'hôpital local », a ajouté M. Oberreit. Les activités militaires dans la région de Gorazde restent importantes. Un véhicule MSF clairement identifié a été poursuivi par un tir de mitrailleuse alors qu'il quittait le pont principal de Gorazde avec l'anesthésiste et un blessé à son bord selon la même source. L'ONU à Sarajevo a annoncé que l'enclave de Srebrenica qui avait connu une relative accalmie, avait été bombardée dans la nuit de dimanche à lundi. 303 détonations y ont été enregistrées par les observateurs de l'ONU.)

Message de MSF Pale pour MSF Srebrenica, 20 juin 1995 (en anglais) **D158**

Extrait :
Leur proposition était que MSFB/F demande au gouvernement français de contacter [...] à Pale pour [...] forcer à accepter la rotation. Cela lui donnerait l'opportunité d'avoir un contact avec des représentants de la diplomatie française. Ils espèrent ainsi ouvrir un nouveau canal de négociations.
Imaginez notre surprise d'entendre ce discours, même si nous comprenons qu'il y a une crise entre les autorités civiles et militaires de la République serbe de Bosnie. Soyons clairs, ils essayent de nous entrainer dans des affaires politiques en contradiction avec nos principes. C'est, comme vous pouvez vous en douter, évidemment délicat. Nous devons avoir de nouveaux rendez-vous avec eux demain.
Après discussion avec les sièges nous pensons que ce chantage est inacceptable. Il y a deux façons de résoudre tout ça. Premièrement, l'inacceptable, qui est de faire de nos équipes dans les enclaves, c'est à dire vous, un enjeu de marchandage entre négociateurs serbes et négociateurs français « occidentaux », sur lequel nous n'aurions aucun contrôle, sachant que les Serbes joueraient ce jeu très professionnellement - comme ils l'ont fait avec les casques bleus - et cela ajouterait même une contrainte sur nos activités futures dans les enclaves, puisqu'ils pourraient utiliser cet argument à chaque fois qu'ils le voudraient... et dans toute circonstance qui leur plairait.
Deuxièmement, le difficile, qui est de refuser ce marchandage de voleur et dire que nous nous en tiendrons à notre position : demander l'accès, une rotation des équipes normale et la continuation de toutes nos activités humanitaires, sachant que cela pourrait avoir rapidement un effet boomerang à différents niveaux : autorisation d'entrée et de sortie pour les enclaves et les équipes de Pale, des contraintes de sécurité, peut-être même être pris en otage, l'expulsion des enclaves et de la République serbe, tout est possible. Si il devait s'en suivre une réaction inacceptable des Serbes à cette proposition, alors nous pourrions avoir à prendre d'autres mesures, qui n'ont pas à être discutées ici et maintenant, mais que nous préparons déjà.
Nous voulons défendre la seconde option demain et nous vous tiendrons informés de tout nouveau développement qui suivrait dans la journée. Cela implique que nous vous demandions de rester ferme, comme nous le faisons ici et qu'il n'y ait pas de discordance dans le message officiel. Nous savons que c'est une condition qui est dure pour vous, nous savons que vous êtes fatigués, que vous en avez assez de ces conneries, mais est-ce que vous pouvez tenir encore une semaine ou plus ?
Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour vous soutenir autant que possible.

Quand MSF est entrée dans les enclaves en 1993, il devait y avoir 5 postes à Srebrenica et 3 à Gorazde. En mai 1995, on n'avait plus droit qu'à 3 postes à Srebrenica et 2 à Gorazde. Et il fallait attendre que des volontaires aient une autorisation de rentrer pour faire sortir les autres. Au bout d'un certain temps, ceux qui étaient dans l'enclave, sous les bombes, craquaient. On les avait en pleurs à la radio. Je leur chantais des chansons pour leur remonter le moral et les faire rire... J'ai passé trois semaines à essayer d'obtenir les autorisations de faire des rotations de personnel et de faire rentrer du matériel. Ces négociations étaient un rien surréalistes. On rencontrait les Serbes, entourés de gros malabars, dans des chalets. L'interlocuteur des humanitaires, c'était Nikola Kolievic, le vice président de la Republika Srpska, un professeur de littérature anglaise. Il a commencé par demander qu'on le mette en contact avec le président français Jacques Chirac, qu'on lui fasse passer son numéro de téléphone. J'ai refusé en expliquant que MSF était une organisation non-gouvernementale. Au bout d'un moment, je me suis dit qu'il fallait lâcher quelque chose. Donc je lui ai dit que sur Srebrenica, on ne pouvait pas descendre en dessous de deux volontaires. Et là il a répondu : « Très bien, ça c'est un argument qui va m'aider ». Une fois la rotation effectuée, je l'ai appelé pour le lui annoncer et le remercier et là il m'a dit qu'il était bien content et qu'il venait fêter ça chez nous ! Il est arrivé, déjà complètement ivre, avec des bouteilles. J'ai demandé que son garde du corps armé reste dehors. On a donc passé la soirée avec Kolievic qui nous chantait des chansons françaises et nous racontait sa vie. C'était complétement surréaliste.

Stephan Oberreit, coordinateur général de MSF en ex-Yougoslavie de mai à novembre 1995, directeur de la communication de MSF France de 2000 à 2006 (en français) interwiewé en 2015

Lorsqu'on est à Pale, Stephan et moi, en juin 1995, on voit énormément de choses. On voit des voitures de l'ONU, on entend que tel responsable de l'ONU est venu à la Maison-Blanche, le petit chalet du parlement des Serbes bosniaques. On ne sait pas bien de quoi ils discutent puisqu'on n'y est pas. Mais Kolievic nous dit « on est en train de négocier. La guerre est bientôt finie, on va à peu près avoir ce qu'on veut… Oui, il y a un deal sur Srebrenica ». Il ne nous dit pas : « on a signé ceci contre cela » mais il nous donne des numéros de téléphone, de fax en nous disant « voilà, donnez ça à M. Chirac ». C'est complétement brouillon et très manipulateur, pour voir jusqu'où on est prêt à aller ou pas.

Pierre Salignon, adjoint au responsable de programme de MSF France, en charge des programmes en ex-Yougoslavie (en français) interviewé en 2015

Le 24 mai, les forces bosno-serbes bombardent de nouveau Sarajevo. A l'ONU, les désaccords et l'indécision règnent quant à la pertinence de riposter par des frappes aériennes. Les Etats-Unis, qui n'ont pas de troupes au sol, insistent pour frapper. Les Etats membres qui ont engagé des contingents dans la FORPRONU craignent pour la vie de leurs soldats.

Le 25 mai, des frappes aériennes sont finalement mises en œuvre. Les forces bosno-serbes répondent en bombardant les zones de sécurité de Tuzla, Srebrenica, Gorazde et Bihac et en prenant en otage plusieurs centaines de casques bleus, qui sont positionnés en boucliers humains pour dissuader d'autres frappes.

« Où et qui sont les otages ? » ***Le Monde*** (France), 18 mai 1995 (en français) **D159**

Extrait :
Pour faire cesser les raids aériens de l'OTAN, qui a frappé, jeudi 25 et vendredi 26 mai, à proximité de leur fief de Pale, les Serbes de Bosnie ont transformé des soldats de l'ONU en boucliers humains. 145 casques bleus, dont 103 Français, et 22 observateurs militaires de l'ONU se trouvaient encore samedi matin entre les mains des milices serbes de Bosnie, selon l'ONU. Soit un total de 167 personnes. Ils étaient retenus en des points de rassemblement d'armement dans douze sites différents situés autour de Sarajevo, mais certains ont été emmenés vers « une destination inconnue ».

Les derniers casques bleus otages des forces bosno-serbes sont libérés le 18 juin. Dans son édition datée du 23 juin, le quotidien étasunien *The New York Times* rapporte que, selon des responsables occidentaux, la France aurait secrètement négocié leur libération contre la garantie donnée aux Bosno-Serbes de ne pas mettre en œuvre de forces aériennes de l'OTAN et contre la libération de quatre de leurs prisonniers. Les autorités françaises démentent.

« Pale a libéré les hommes de l'ONU » **Agence France Presse**, 19 juin 1995 (en français)

Extrait :
L'affaire des casques bleus et des observateurs de l'ONU pris en otage par les Serbes de Bosnie est terminée. Un dernier groupe de 26 militaires est arrivé hier en début de soirée en Serbie. Le groupe - 15 observateurs de différentes nationalités, dont un Belge (le commandant Guy Schandeler), et 11 Casques bleus canadiens - a été remis à Pale à Jovica Stanisic, envoyé spécial du président serbe Milosevic. […] Un premier groupe de 120 prisonniers avait été libéré le 2 juin, et 111 autres cinq jours plus tard. A Sarajevo, la FORPRONU a annoncé, elle, que la plupart des casques bleus qui étaient encerclés depuis le 25 mai dans plusieurs postes situés en territoire sous contrôle serbe avaient évacué ces positions.

« La France a mené des négociations secrètes avec les Serbes » ***The New York Times*** (Etats-Unis), 23 juin 1995 (en anglais) **D160**

Extrait :
Selon des responsables occidentaux, la France avait négocié la libération des soldats de l'ONU retenus en otages par les Serbes de Bosnie, même si l'ONU et les gouvernements occidentaux avaient insisté pour que leur libération soit inconditionnelle. En échange de la libération des soldats des Nations unies, qui comprenaient de nombreux soldats français, les Serbes de Bosnie auraient apparemment reçu l'assurance que les avions de l'OTAN ne frapperaient plus les positions serbes. Un autre terme de l'accord semble avoir permis la reprise des livraisons de nourriture aux enclaves musulmanes assiégées. Ces responsables ont également indiqué que le général Bernard Janvier, le commandant français des forces des Nations unies en ex-Yougoslavie, aurait rencontré à deux reprises le général Ratko Mladic, commandant des Serbes de Bosnie, pendant la prise d'otages. Ces rencontres auraient eu lieu le 4 juin à Zvornik à la frontière entre la Bosnie et la Serbie et le 17 juin au quartier général des Serbes de Bosnie à Pale, près de Sarajevo. De plus, ont ajouté ces responsables, le général Bertrand de Lapresle, le précèdent commandant des forces des Nations unies a été envoyé en Bosnie où il s'est entretenu avec les dirigeants Serbes de Bosnie au sujet de la libération des otages. Les soldats avaient été capturés par les forces bosno-serbes après un raid aérien de l'OTAN sur un de leur dépôt de munitions.
Tout au long de cette période, la France faisait partie des gouvernements qui insistaient publiquement pour qu'aucune tractation secrète ne soit conduite avec les Serbes. « Les Français ont eu un rôle moteur dans la libération des otages » nous a confié un responsable. « L'accord qui a permis de les libérer a été conclu lors des réunions avec le général Janvier

et le général de Lapresle ». Le lieutenant-général Rupert Smith, le commandant britannique des forces des Nations unies en Bosnie s'était forte fortement opposé à l'idée de discussions secrètes avec les Serbes de Bosnie. Il avait été invité à la réunion du 4 juin à Zvornik mais avait refusé d'y aller. Les tensions s'étaient alors accrues entre le quartier général du général Smith à Sarajevo et celui du général Janvier à Zagreb.
Les termes de l'accord conclu par les généraux français sont maintenant clairs. La réunion du 4 juin à Zvornik, qui s'était tenue une semaine après la prise d'otage, avait été suivie d'une déclaration des Nations unies annonçant qu'elle se conformerait strictement à ses principes de maintien de la paix - un signal fort qu'il n'y aurait plus de frappes aériennes de l'OTAN. C'était la première demande du général Mladic et de Radovan Karadzic, le dirigeant des Serbes de Bosnie. Les responsables expliquent que le rôle de la France dans la négociation de cette garantie a été mis en lumière cette semaine lorsque le président Russe Boris Eltsine a annoncé avoir été assuré par le président Jacques Chirac de la fin des frappes aériennes en Bosnie. Ils ont ajouté que la réunion du 17 juin à Pale entre le général Janvier et le général Mladic avait fixé les derniers détails. Elle a permis la libération des derniers otages le lendemain, en échange de quatre Serbes capturés par les soldats français lors d'un combat autour d'une position des Nations unies à Sarajevo le 27 mai. Deux soldats français avaient été tués au cours de l'opération. En échange de cette attitude compréhensive, le général Janvier aurait reçu la promesse du général Mladic qu'il laisserait les convois de nourriture des Nations unies accéder aux enclaves.

« Les Français démentent chercher à « marchander » avec les Serbes .» ***The New York Times*** (Etats-Unis), 24 juin 1995 **D161**

Extrait :
La France a affirmé aujourd'hui avoir rencontré toutes les parties belligérantes en Bosnie pour obtenir la libération des soldats des Nations unies pris en otage par les Serbes, mais n'avoir ni négocié, ni marchandé pour leur libération. Cette déclaration a été faite en réaction à l'article du *New York Times* de vendredi qui disait que des responsables français avaient négocié avec les Serbes de Bosnie pour libérer plus de 320 casques bleus capturés en mai. [...] Yves Doutriaux, un porte-parole du ministère des Affaires étrangères a déclaré aujourd'hui à Paris que le général Bernard Janvier, commandant pour l'ex-Yougoslavie, et le général de Lapresle, son prédécesseur « ont transmis par divers moyens le message de fermeté de la France : la libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages ». « Il n'y a eu ni négociation, ni marchandage » a conclu M. Doutriaux.

Début juin, à l'initiative de la France, une Force de réaction rapide d'un millier d'hommes, indépendante de la FORPRONU, a été créée qui aura pour mission de défendre les casques bleus et de s'assurer qu'ils puissent accomplir leur mission.

« S'engager en Bosnie » ***Le Monde*** (France), 6 juin 1995 (en français) **D162**

Extrait :
Face à la paralysie de la FORPRONU, les Occidentaux, en fait essentiellement les Européens n'avaient guère le choix. Ou ils acceptaient le défaitisme d'un Boutros Boutros-Ghali, le Secrétaire général de l'ONU, prêt à apaiser les Serbes en cantonnant la FORPRONU dans un tout petit rôle humanitaire et en oubliant sa mission de protection des populations civiles bosniaques, ou ils sortaient du cadre de l'ONU et constituaient une force armée autonome à la manière de ce qu'ont fait les Etats-Unis en Haïti afin d'amener les Serbes à la raison, sans être liés par l'impossible mécanique onusienne. Réunis samedi 3 juin à Paris, à l'initiative de la France, les ministres de la Défense des pays participant à la FORPRONU ont choisi une solution intermédiaire. Ils mettent bien sur pied une force, respectable, de plusieurs milliers d'hommes, sous le nom de force de réaction rapide (FRR). Sa mission sera de défendre les casques bleus, d'empêcher qu'ils ne puissent être humiliés ou pris en otage comme ces derniers jours, de s'assurer, enfin, qu'ils peuvent accomplir leur mission. Ces hommes n'opéreront pas sous la bannière des Nations unies mais sous leurs uniformes nationaux. Les liens ne sont, cependant, pas coupés avec l'ONU : formellement, la FRR est à la disposition du général français Bernard Janvier, le patron des casques bleus dans l'ex-Yougoslavie, et du britannique Rupert Smith, le commandant de la FORPRONU en Bosnie.

ABANDON ET CHUTE DE SREBRENICA[7]

Le 24 juin, une équipe médicale de deux personnes, composée de l'infirmière et responsable de terrain Christine Schmitz, et du médecin Daniel O Brien, est finalement autorisée à entrer dans Srebrenica pour remplacer ses collègues qui quittent l'enclave. Une autre équipe entrera à Gorazde le 2 juillet.

7. Pour une étude détaillée sur les prises de parole publiques de MSF concernant l'enclave de Srebrenica, voir Etudes de cas sur les prises de parole publiques de MSF- Laurence Binet--MSF International - http://speakingout.msf.org/fr/srebrenica

A chaque barrage l'équipe se faisait bloquer. J'ai repéré Kolievic dans une réunion du HCR et à chaque blocage je l'appelais et il me disait qu'il s'en occupait. L'une des dernières fois où je l'ai appelé, il m'a dit qu'il allait prendre son M16 personnel pour aller tirer sur les militaires qui bloquaient ! Je lui ai dit qu'il n'était peut-être pas nécessaire d'aller jusque-là, qu'il suffisait de leur dire de laisser passer l'équipe.

Stephan Oberreit, coordinateur général de MSF en ex-Yougoslavie de mai à novembre 1995, directeur de la communication de MSF France de 2000 à 2006 (en français) interwiewé en 2015

On était inquiet. Karadzic avait déclaré « de toutes façons les Musulmans nous attaquent, ils brulent les villages autour de l'enclave ». Tout était donc là pour que les Bosno-Serbes attaquent. Mais on se disait que la FORPRONU était là pour les protéger. On était dépendant de la capacité à faire entrer et sortir des volontaires. Au final, on en a sorti 4, fait entrer 2 et il n'y avait même pas de chirurgien. Mais j'assume ce choix. On l'a fait en se disant : « On sait que ça va arriver. On veut être dedans car notre présence limitera les conséquences des violences, parce qu'ils n'oseront pas ». Est-ce qu'on l'a vraiment formulé comme ça ? C'est comme ça que je le reconstruis aujourd'hui.

Pierre Salignon, adjoint au responsable de programme de MSF France, en charge des programmes en ex-Yougoslavie (en français) interviewé en 2015

Début juillet, les mouvements des forces armées dans et autour de l'enclave laissent penser à l'équipe MSF que les combats vont reprendre.

« **Sitrep** Srebrenica 1/7 au 7/7 1995 » MSF Srebrenica, 9 juillet 1995 (en anglais) **D163**

Extrait :
Au cours de la première moitié de la semaine, il est devenu évident que les deux parties se préparaient au scénario actuel. Les forces bosniaques musulmanes étaient à leurs postes, les forces bosno-serbes ont déployé leurs soldats autour de l'enclave, on a observé des mouvements de tanks et d'artillerie lourde. Le 2, une femme a été tuée près du poste d'observation Québec (au nord-est)

Le 6 juillet 1995, les forces bosno-serbes attaquent les positions de l'armée bosniaque au sud-est et au nord de Srebrenica. L'enclave est sous les bombardements permanents. L'équipe de MSF se met à l'abri. 13 blessés arrivent à l'hôpital.

« **Sitrep** Srebrenica-Potocari - du 6 au 22 juillet 1995 » Journal de bord de l'équipe de MSF à Srebrenica, 24 juillet 1995 (en anglais) **D164**

Extrait :
Jeudi 6 juillet
00h30 : 6 roquettes sont tombées sur la base de la FORPRONU, deux d'entre elles ont explosé.
04h30-07h30 : intenses bombardements au sud de l'enclave à Slapovici. Le bruit nous réveille, nous débranchons la radio HF et nous nous réfugions dans le bunker. A partir de ce moment, nous sommes en alerte orange foncé/ rouge, ça ne changera pas jusqu'au 12 juillet. Les UNMO [observateurs militaires de l'ONU] ont dénombré 150 tirs d'obus, d'artillerie et de mortier.
08h30-09h00 : 10 obus tombent sur la ville. […] Le bilan du jour est de 13 blessés et de 4 tués. Mais le nombre de morts est certainement beaucoup plus important : tous n'arrivent pas à l'hôpital. Un centre d'hébergement qui se trouvait sur la route de Potocari a été bombardé, les habitants ont fui.

Le 8 juillet 1995, les forces bosno-serbes continuent à bombarder l'enclave et à s'emparer des postes d'observations de la FORPRONU tuant un casque bleu et en faisant vingt autres prisonniers.

Dans la nuit du 8 au 9 juillet, elles entrent dans la ville de Srebrenica.

Le 9 juillet 1995, les casques bleus basés dans les postes d'observation de l'ONU sont pris au piège entre les forces bosno-serbes et les forces bosniaques. Ceux qui sont basés en centre-ville se replient sur la base de la FORPRONU à Potocari sans en avertir l'équipe MSF.

La presse annonce que le commandant de la FORPRONU a demandé un appui aérien à l'OTAN.

« **Sitrep** Srebrenica-Potocari - du 6 au 22 juillet 1995 » Journal de bord de l'équipe de MSF à Srebrenica, 24 juillet 1995 (en anglais) **D164**

Extrait :
Samedi 8 juillet : Peu d'obus pendant la nuit […] Le chirurgien local est sur le point de craquer, nous avons donc un besoin urgent d'un nouveau chirurgien [expatrié]. Matin calme, mais depuis l'heure du déjeuner on entend de forts bombardements, parfois plus d'un obus par minute. L'armée des Serbes de Bosnie a pris le poste d'observation Foxtrott et l'a fait exploser. Un casque bleu néerlandais a été tué. Les véhicules blindés légers de l'ONU vont et viennent le long de la route. 2 soldats bosniaques, légèrement blessés, sont arrivés de la ligne de front […] Le CICR a attendu […] à Yellow Bridge et a dû s'en retourner. Les autorités locales ont donné des interviews à Radio Tuzla et à Sarajevo et ont déclaré qu'elles étaient satisfaites de MSF à Srebrenica.

« La FORPRONU demande un appui aérien après l'offensive serbe dans l'est de la Bosnie » ***Le Monde*** (France), 11 juillet 1995 (en français) **D165**

Extrait :
Le général Janvier, commandant des forces de l'ONU dans l'ex-Yougoslavie a demandé, dimanche 9 juillet, un appui aérien de l'OTAN devant l'offensive menée par les Serbes de Bosnie contre l'enclave musulmane de Srebrenica, dans l'est de la République. Cet appui pourrait aboutir à des frappes aériennes si les forces serbes reprenaient leur progression, qu'elles semblaient avoir interrompue lundi matin. La FORPRONU a par ailleurs bon espoir d'obtenir la libération de la trentaine de casques bleus néerlandais capturés, samedi et dimanche, dans l'enclave par les Serbes de Bosnie et dont certains ont été conduits dans la ville voisine de Bratunac, près de la frontière avec la Serbie. Ils ont été faits prisonniers alors qu'ils occupaient des postes d'observation à la limite de la zone. [...]On indique à Paris que la Force de réaction rapide (FRR), si elle avait été opérationnelle, serait intervenue à Srebrenica pour arrêter l'offensive contre cette région qui est l'une des six « zones de sécurité » décrétées par les Nations unies au même titre que Sarajevo, Zepa, Gorazde, Tuzla et Bihac. Mais la FRR ne peut encore être utilisée en raison des retards dans l'acheminement de son matériel. Le dispositif devrait être partiellement opérationnel vers la mi-juillet et complet environ un mois plus tard.

Le 10 juillet, les forces bosno-serbes lancent un ultimatum aux casques bleus, leur intimant d'évacuer l'enclave de sa population dès le lendemain matin. Les Nations unies et les responsables néerlandais brandissent la menace d'une attaque aérienne de l'OTAN. Plusieurs obus tombent près de l'hôpital où les blessés affluent. Les chirurgiens sont débordés.

Dans un communiqué de presse, MSF demande que les structures et le personnel médical soient épargnés par les combats.

« Voorhoeve : le soutien aérien de l'OTAN en Bosnie est inévitable » ***NRC Handelsblatt*** (Pays-Bas), 11 juillet 1995 (en néerlandais) **D166**

Extrait :
Selon le ministre de la Défense Voorhoeve, le soutien aérien de l'OTAN aux militaires néerlandais à Srebrenica est inévitable. Hier après-midi [10 juillet] il a considéré le déploiement d'avions de l'OTAN comme « risqué pour les troupes néerlandaises et les 30 otages », mais il pense que des attaques aériennes pourraient arrêter l'avancée des chars des forces serbes de Bosnie. Des positions d'artillerie pourraient aussi être la cible d'attaques des avions de l'OTAN. « L'attaque de lundi soir [10 juillet] justifie les craintes sur ce que préparent les Serbes pour ces prochains jours » a déclaré M. Voorhoeve. Le colonel Dedden, du comité de crise (au sein du ministère de la Défense) à la Haye hier a indiqué que la situation à Srebrenica était redevenue « sous contrôle » Les Serbes de Bosnie ont atteint leur objectif, le contrôle d'une route stratégique vers deux sites miniers. Selon lui, au cas où les Serbes de Bosnie voudraient conquérir l'enclave, le soutien aérien de l'OTAN serait demandé et les troupes gouvernementales bosniaques ne permettraient pas une telle opération (par les Serbes).
Il a ajouté qu'il y a eu des contacts entre le commandant des troupes néerlandaises de Srebrenica et les 30 otages ce lundi et qu'ils vont bien.

« Les Serbes de Bosnie réclament le retrait des casques bleus de Srebrenica » ***Le Monde*** (France),12 juillet 1995 (en français) **D167**

Extrait :
Le commandant serbe local a lancé un ultimatum au commandant des 450 casques bleus néerlandais déployés à Srebrenica, l'exhortant à procéder à l'évacuation de la poche à partir de mardi [11 juillet] à l'aube. Les forces serbes exigent non seulement le départ des 44 000 habitants mais aussi celui des casques bleus sous les quarante-huit heures et en abandonnant leurs armes. [...] Le Secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, a indiqué, lors d'une visite lundi [10 juillet] à Athènes, que « les Nations unies auront si nécessaire recours à des frappes aériennes de l'OTAN pour protéger les enclaves musulmanes si les Serbes les attaquent ». [...] Dans la soirée, le ministre hollandais de la Défense, Joris Voorhoeve, a affirmé que les raids de l'OTAN étaient « inévitables » après l'attaque serbe contre les casques bleus néerlandais et que cette intervention de l'OTAN faisait « l'objet de discussions »

« L'hôpital de Srebrenica complètement saturé » **Communiqué de presse** de MSF B/F, 10 juillet 1995 (en français) **D168**

Les bombardements intensifs qui avaient commencé vendredi dernier se sont poursuivis ce matin, touchant à nouveau le centre-ville de l'enclave de Srebrenica. L'équipe de Médecins Sans Frontières (un médecin et une infirmière) a quitté le bunker MSF très tôt ce matin pour se rendre à l'hôpital, où une cinquantaine de blessés a été enregistrée lors des quatre derniers jours. Parmi eux, dix sont décédés de la suite de leurs blessures. L'équipe médicale locale, assistée de l'équipe MSF, travaille sans désemparer afin de soigner les nombreux blessés, dont la plupart sont touchés par des éclats d'obus. L'hôpital, d'une capacité d'une centaine de lits, est complétement saturé alors que l'afflux de patients se poursuit et que les bombardements se rapprochent. En dépit de son statut de zone de sécurité, l'enclave de Srebrenica où vivent près de 40 000 personnes, est à nouveau la cible d'une offensive meurtrière. Les bombardements sont effectués de manière indiscriminée, touchant régulièrement des bâtiments civils.

Après trois ans de siège, la population civile de l'enclave de Srebrenica, victime de privations répétées, se trouve à nouveau dans une situation dramatique. Médecins Sans Frontières demande avec insistance le respect des populations civiles et des structures de santé.

Pour des raisons de sécurité et de disponibilité, l'équipe de MSF Srebrenica n'est pas mise en contact direct avec la presse. Elle débriefe l'équipe de Belgrade qui se charge des relations avec les journalistes. Le quotidien français *Libération* reprendra des extraits des messages radio envoyés par l'équipe à la coordination à Belgrade.

« Bosnie : l'ONU menace les Serbes de frappes aériennes. L'offensive se poursuit dans la poche de Srebrenica » ***Libération*** (France), 11 juillet 1995 (en français) **D169**

Extrait :
Selon un responsable de Médecins Sans Frontières (MSF) à Belgrade, dont une équipe se trouve à Srebrenica, 30 blessés ont été admis hier à l'hôpital, soit autant qu'au cours des trois jours précédents. Une dizaine de personnes, accueillies au cours des quatre derniers jours à l'hôpital, sont décédées des suites de leurs blessures. MSF s'est refusé à faire un bilan des victimes, seuls les blessés étant transportés à l'hôpital.

« Le monde ici s'est effondré» De Srebrenica, des membres de Médecins Sans Frontières témoignent. » ***Libération*** (France), 14 juillet 1995 (en français) **D170**

Extrait :
Voici de nouveaux extraits des messages radio envoyés par l'équipe de MSF à Srebrenica à sa centrale de Belgrade, rendant compte de la situation dans la ville que les Serbes ont quasiment vidée de sa population.

A partir du moment où l'attaque est lancée, la presse s'y intéresse. On décide que Christine ne prendra pas les journalistes en direct. Il faut qu'elle puisse continuer à être opérationnelle et soit protégée. Elle fait déjà plein de choses, alors si elle doit en plus répondre à des interviews, on ne s'en sortira pas. Elle me débriefe et c'est moi qui les prends à partir du bureau de Belgrade. L'autre option aurait été de faire entrer les journalistes dans notre salle radio pour l'interviewer. Mais ce n'était pas une bonne idée, car cela l'aurait mise un peu plus en danger et lui aurait pris de son temps. Mais je me suis toujours posé la question : « si elle avait pu décrire elle-même en direct la situation de l'intérieur, est ce que ça aurait changé quelque chose ? ». Ça aurait surement été plus impactant et plus efficace.

Stephan Oberreit, coordinateur général de MSF en ex-Yougoslavie de mai à novembre 1995, directeur de la communication de MSF France de 2000 à 2006 (en français) interwiewé en 2015

Le 11 juillet 1995, en début d'après-midi, les avions de l'OTAN opèrent deux frappes aériennes qui atteignent des chars bosno-serbes. L'autorisation pour une troisième frappe est demandée.

La population fuit vers le Nord de l'enclave et l'équipe de MSF décide de la suivre en évacuant les patients. Ces derniers sont réinstallés dans un hôpital de campagne sur la base de la FORPRONU, installée dans l'usine désaffectée de Podgorica, à Potocari. L'équipe de MSF travaille en bonne collaboration avec le contingent de casques bleus néerlandais.

Environ 20 000 personnes s'établissent sur un campement de fortune autour de cette base dans des conditions d'hygiène et de sécurité extrêmement précaires. La FORPRONU accepte d'en accueillir 5 000 à l'intérieur, dans de meilleures conditions.

A Belgrade, l'équipe de coordination de MSF réfléchit à deux options : demander l'établissement d'un corridor humanitaire pour évacuer les patients ou au contraire demander l'accès de renforts en personnel et matériel médical à l'enclave.

« **Sitrep** Srebrenica-Potocari - du 6 au 22 juillet 1995 » Journal de bord de l'équipe de MSF à Srebrenica, 24 juillet 1995 (en anglais) **D164**

Extrait :
Mardi 11 juillet : Nous voyons encore des gens qui fuient par petits groupes vers Potocari. L'équipe de liaison de la FORPRONU et les trois soldats britanniques qui guident au sol les frappes aériennes sortent de l'immeuble de la poste et les gens se mettent à courir craignant des attaques aériennes. [...] Les médecins bosniaques insistent pour évacuer [les 80 patients] ce matin par camions jusqu'à Potocari. Ils ont peur que se reproduise la situation de Vukovar, où les forces serbes ont pénétré dans l'hôpital et tué tout le monde. Nous préférons garder les malades dans l'hôpital car il s'agit en théorie d'une zone neutre, mais nous comprenons la détermination des médecins bosniaques. Ils organiseront le transfert avec deux camions.
La ville est très tendue et agitée, il y a beaucoup de soldats en armes dans l'hôpital. Notre appel incessant pour que l'hôpital reste neutre en interdisant les armes et les uniformes n'a aucun effet. Tout est tranquille jusqu'en milieu de journée,

puis les bombardements sur le centre-ville reprennent. Il n'y a pas de blessés, donc nous pouvons rester dans le bunker. Nous entendons des avions qui passent au-dessus de nous sans savoir où les bombes vont tomber. On nous a dit que les patients sont partis pour rejoindre la compagnie Bravo (le bataillon néerlandais, 500 mètres plus loin), mais un obus est tombé sur cette base. Les patients ont fait demi-tour. [...] Vers 15h00, nous entendons des avions et voyons des bombes tomber. Peu après, nous courons à l'hôpital. Un flot de gens fuit vers Potocari [la base de la FORPRONU]. Après une courte discussion avec l'équipe de capitale à Belgrade, nous décidons de suivre la population. [...]. Daniel part dans une voiture, avec le personnel bosniaque et les bagages, pendant que nous tentons de caser les patients dans les deux voitures restantes. Il reste encore 20 personnes dans l'hôpital. Nous roulons jusqu'à Potocari où nous déposons les patients. Je reviens ensuite avec un pick-up. Entre temps, d'autres blessés sont arrivés, j'ai dû laisser 6 personnes âgées parce que le véhicule de l'ONU quittait l'hôpital. [...] Quel chaos ! Les gens courent, pris de panique, emmenant des enfants qui hurlent. Les casques bleus marchent avec la population en fuite. Les bombardements continuent depuis les montagnes. Il fait très chaud. La route poussiéreuse est envahie de monde. En face de nous, un camion est embourbé, les casques bleus le poussent. Puis le camion s'arrête et les gens sont autorisés à y monter. Les gens s'entretueraient presque pour avoir une place, pour être transportés sur les 4 km restant.
Enfin, nous arrivons à la base de la FORPRONU, les casques bleus ont déjà mis en place un hôpital de fortune dans un couloir sombre. 55 patients sont arrivés ici, avec des blessures de guerre pour la plupart. Nous n'avons pas de médicaments avec nous. Daniel établit une liste des médicaments essentiels à demander au bataillon néerlandais. Pendant ce temps, nous demandons à MSF Belgrade des médicaments supplémentaires, en sachant que de toutes manières, ils n'arriveront pas. Après avoir pris contact avec MSF Belgrade par la radio de la voiture, je fais un tour dans le camp à l'extérieur avec le personnel bosniaque. 20 000 personnes cherchent refuge autour de quelques bâtiments détruits, pour échapper aux bombardements continuels, tremblant à chaque déflagration. Le commandant-adjoint Franken tente d'arranger avec l'armée bosno-serbe un aller-retour en ville pour aller chercher les personnes âgées restées dans l'hôpital et notre stock de médicaments. Mais Mladic nous dit que tout est vide. Mladic réquisitionnent les bus des Nations unies pour l'évacuation des déplacés, propose de la nourriture et des médicaments.
La FORPRONU accepte que plus de 5 000 femmes et enfants trouvent refuge à l'intérieur de sa base, dans l'usine. Là, l'approvisionnement en eau et en nourriture est un peu meilleur, la FORPRONU peut fournir 7 000 litres d'eau par jour et une ration pour un jour. De plus, les gens qui viennent se réfugier sont à l'abri, protégés des bombes, du soleil et hors de vue des Bosno-serbes. Nous distribuons aux malades des couvertures, des serviettes, du savon et des seaux, ainsi que des bâches plastiques pour le dispensaire, prélevés sur le stock MSF basé dans un entrepôt à Potocari. La FORPRONU essaie encore de proclamer Potocari zone sûre. MSF Belgrade demande l'ouverture d'un corridor humanitaire vers la Bosnie centrale et des autorisations pour qu'une équipe d'expatriés vienne nous aider avec du matériel logistique et médical à Potocari. Les bombardements continuent jusqu'à 22h00 environ

« Les casques bleus se sont repliés, des milliers de civils ont fui vers le nord. L'enclave assiégée de Srebrenica tombe aux mains des troupes serbes » Hélène Despic-Popovic, ***Libération*** (France), 12 juillet 1995 (en français) **D171**

Extrait :
« Au moment de la frappe, un exode massif de la population avait déjà commencé », raconte par téléphone Stéphan Oberreit, un responsable de Médecins Sans Frontières (MSF) à Belgrade, selon le récit qui a été fait par un médecin et une infirmière de MSF sur place. « A 15h30, date de notre dernier contact radio, l'équipe venait d'évacuer l'hôpital avec les derniers quinze blessés. Les autres étaient déjà partis plus tôt avec des médecins locaux. Il avait fallu organiser plusieurs navettes parce que l'équipe n'a que deux voitures. En nous annonçant qu'ils venaient de faire la dernière navette, notre équipe a dit que les Serbes venaient d'entrer dans la ville. Depuis le début de la matinée, la ville se vidait, en proie à la panique. Une foule de gens effrayés et épuisés s'était mise en marche vers Potocari, où se trouve la base de l'ONU, en quête de protection. »

Un nouveau communiqué de presse de MSF décrit la situation dans l'enclave, condamne l'incapacité de l'ONU à protéger les civils de Srebrenica et demande un cessez-le feu. L'organisation dénonce aussi le non-respect de la zone de sécurité par les troupes bosno-serbes.

MSF Hollande positionne des secours à Tuzla et Zenica, les villes proches de Srebrenica où risquent d'arriver les 15 000 personnes qui ont fuit l'enclave à pied, à travers la forêt et la montagne.

« Médecins Sans Frontières demande un cessez-le- feu immédiat pour la protection des populations de Srebrenica » **Communiqué de presse** MSF B/F, 11 juillet 1995 (en français) **D172**

Alors que les forces serbes entrent dans la ville de Srebrenica, la population, les malades de l'hôpital et l'ensemble du personnel se sont réfugiés massivement vers le nord de la poche, aux environs des campements de la FORPRONU. Des dizaines de milliers de personnes demandent maintenant à quitter l'enclave, de peur d'y être massacrés. Pris de panique, des petits groupes se déplacent également vers l'extérieur de la ville et dans les bois alentours. Le centre de la ville s'est vidé de sa population. A 13 heures, des camions ont quitté l'hôpital avec 65 patients accompagnés du personnel médical, en

direction du nord de l'enclave. L'évacuation de l'hôpital s'est poursuivie dans l'après-midi avec le transfert des 10 derniers blessés. L'équipe MSF a dû réaliser plusieurs allers-retours pour pouvoir évacuer des patients vers les campements de la FORPRONU. Aujourd'hui la zone de sécurité de Srebrenica n'existe plus et près de 40 000 personnes y sont prises au piège. Médecins Sans Frontières dénonce le non-respect de la zone de sécurité par les troupes serbes de Bosnie et déplore l'incapacité des Nations unies à protéger les populations civiles. MSF demande instamment qu'un cessez-le-feu soit installé et que la protection de la population de Srebrenica soit garantie.

Le 11 juillet au soir, une troisième frappe aérienne est annulée à la demande du ministre de la défense néerlandais qui craint de mettre en danger la vie des casques bleus pris en otages. Aux Pays-Bas, l'opinion publique s'inquiète pour la sécurité de ses soldats.

« Les Pays-Bas se sont opposés à une troisième frappe aérienne de l'OTAN » ***Le Monde*** (France), 13 juillet 1995 (en français) **D173**

Extrait :
Les Pays-Bas fournissent 2 400 hommes aux forces de l'ONU dans l'ex-Yougoslavie. Une trentaine d'entre eux sont retenus en otage par les Serbes, tandis que 410 autres tentaient mercredi de négocier leur sortie et celle de quelques milliers de civils de l'enclave de Srebrenica. C'est La Haye qui, avec l'appui de la France notamment, a demandé la réunion d'urgence du Conseil de sécurité. Mardi soir [11 juillet], le ministre de la défense, Joris Voorhoeve, a qualifié la chute de l'enclave protégée de « catastrophe de grande ampleur », tandis que son collègue des Affaires étrangères, Hans Van Mierlo, estimait que l'histoire des casques bleus dans l'ex-Yougoslavie atteignait « un tournant important », lourd de conséquences politiques. Joris Voorhoeve a également indiqué qu'il avait demandé la suspension d'une troisième frappe aérienne de l'OTAN, « suite aux menaces d'ordre terroriste » des Serbes de Bosnie contre leurs otages. Les deux ministres ont toutefois refusé d'évoquer un retrait total des forces de l'ONU, dont il n'est, selon leur entourage, pas question pour l'instant. « Malgré tout, les casques bleus ont sauvé des vies, continuent à le faire, et cela suffit à justifier leur mission. » Cette unité gouvernementale pourrait cependant, à terme, se heurter à l'opinion publique, malgré toute la sympathie qu'elle manifeste pour le camp bosniaque. Le Centre de crise de l'armée est submergé d'appels de Néerlandais inquiets pour la sécurité des hommes sur le terrain. Selon de récents sondages, la population s'interroge de plus en plus sur la nécessité d'une présence néerlandaise en Bosnie. Mardi soir, Joris Voorhoeve rappelait les exactions commises dans le passé récent contre des Musulmans de Bosnie et ajoutait à propos de Srebrenica : « 40 000 Musulmans sont exposés à la purification ethnique. Je crains que se reproduisent des événements tels que ceux que nous avons observés auparavant dans des situations semblables. »

Voorhoeve, le ministre de la Défense est un type bien. Mais il ne pouvait pas faire grand -chose. Je me souviens de lui à la conférence de presse, le lendemain de la chute. Il a déclaré, littéralement : « Aujourd'hui, il s'est passé quelque chose d'épouvantable ». Au moins, il n'était pas dans le registre « nos ptits gars ont bien agi. » Il s'intéressait à la population. Je le vois encore faisant sa déclaration. On voyait que cela l'atteignait vraiment.

Wouter Kok, Coordinateur de MSF Hollande en Bosnie de décembre 1991 à septembre 1992 puis desk à MSF Hollande 1993-1995 (en anglais) interviewé en 2015

Le 12 juillet au matin, les forces bosno-serbes menacent, en cas de nouvelle frappe de l'OTAN, de bombarder les populations qui fuient l'enclave et exigent la remise de toutes les armes des forces bosniaques.

« Les Serbes menacent de bombarder les réfugiés qui fuient la "zone de sécurité" de Srebrenica » ***Le Monde*** (France), 13 juillet 1995 (en français) **D174**

Extrait :
Les Serbes ont menacé, mercredi matin, de bombarder ces colonnes de réfugiés si l'OTAN procède à de nouveaux raids une menace que les responsables des casques bleus disent « prendre au sérieux ». Les organisations humanitaires font état d'un manque d'eau, de nourriture et de matériel médical. L'hôpital de Srebrenica a été évacué. Le Conseil de sécurité devait adopter, mercredi 12 juillet à New York, une résolution demandant au secrétaire général, Boutros Boutros-Ghali, d'utiliser « tous les moyens disponibles » pour « restaurer le statut de zone de sécurité » de Srebrenica. Les dirigeants occidentaux ne se sont toutefois guère exprimés sur une opération militaire, à l'exception de Jacques Chirac qui, dès mardi soir, a fait savoir qu'il était prêt à une intervention et a sommé le Conseil de sécurité d'assumer ses responsabilités. La France ne peut intervenir seule, a expliqué le président de la République française, en marge du sommet franco-allemand de Strasbourg.

Dans la journée du 12 juillet, la base de Potocari est prise sans aucune résistance de la part du contingent de la FORPRONU.

Des milliers de femmes, d'enfants et de vieillards sont entassés dans des bus et débarqués près de la ligne de front, où ils sont forcés à marcher près de huit kilomètres

pour rejoindre le village de Kladanj. D'autres sont transportés à Tuzla.

Les hommes sont mis à l'écart dans un bâtiment gardé par des militaires et des chiens.

Devant les caméras de la télévision serbe, le commandant des forces bosno-serbes, le général Mladic assure que les civils sont bien traités, tandis que Radovan Karadzic, le leader politique, affirme que la zone de sécurité ne sera pas reconstituée.

L'équipe MSF s'oppose, en vain, à l'évacuation d'un groupe de patients vers le village voisin de Bratunac. V20 V21 V22

« **Sitrep** Srebrenica-Potocari - du 6 au 22 juillet 1995 » **Journal de bord** de l'équipe de MSF à Srebrenica, 24 juillet 1995 (en anglais) **D164**

Mercredi 12 juillet : L'armée bosno-serbe a annoncé un cessez-le-feu jusqu'à 10h00. Ils réclament toutes les armes des soldats bosniaques en échange de la sécurité des déplacés. Les Nations unies n'ont aucun contact avec l'armée bosniaque. Profitant de l'accalmie et avec l'aide de casques bleus nous avons installé trois tentes pour le tri des blessés ou la réhydratation. Les déplacés sont très affaiblis après cette nuit dehors. Je ne peux plus les aider quand les bombardements reprennent à 9h45 : 3 ou 4 obus tombent en 15 minutes. Des tanks bosno-serbes tentent de franchir le Yellow Bridge et d'entrer dans l'enclave. La FORPRONU essaye de s'y opposer avec un barrage de soldats. La situation dans l'hôpital de campagne où travaille Daniel reste précaire en matière de médicaments : les fluides, les antibiotiques, les analgésiques et les pansements sont rares. Un peu plus tard, le bataillon néerlandais nous offre tout son stock médical. Depuis lors, nous ne manquons plus de médicaments de première nécessité. Mais l'équipe médicale bosniaque est démotivée : leurs familles sont à l'extérieur. Puis nous sommes informés que les forces bosno-serbes et Mladic commenceront par l'évacuation des blessés vers le stade de foot de Bratunac, puis les civils. J'ai essayé de parler à Mladic pour protester contre les évacuations, mais il m'a juste dit de faire mon boulot et il est parti. Le convoi MSF de 30 tonnes de médicaments, avec un médecin et deux logisticiens est en route depuis Belgrade afin de nous rejoindre [...] Le siège a parlé à l'adjoint de Boutros Boutros-Ghali [Secrétaire général des Nations unies] qui leur a dit que l'ONU obtiendrait la garantie que toute la population, y compris les hommes serait emmenée à Tuzla. C'est facile à dire mais puisqu'il n'existe pas de recensement, comment contrôler cela. A environ 15h00, les Serbes commencent à évacuer les déplacés en bus et en camions avec une incroyable rapidité. La plupart des hommes ont été séparés et emmenés dans une maison gardée par des soldats et des chiens. A proximité, on entend des tirs d'armes à feu. Quelques heures plus tard, à 18h00, la FORPRONU prépare le premier convoi médical. Les gens sautent dans les camions. Les familles se retrouvent séparées. Mladic accepte que je me rende à l'extérieur, pour récupérer les blessés et les malades dans le camp. Deux camions-citernes ont été mis en place pour que les déplacés, qui s'apprêtent à passer leur deuxième nuit dehors, puissent avoir de l'eau potable.

« Les Serbes commencent à déplacer des Musulmans en dehors des territoires capturés » Chris Hedges, ***The New York Times*** (Etats-Unis), 13 juillet 1995 (en anglais) **D175**

Extrait :
L'air était empli de pleurs angoissés quand les Serbes ont commencer à faire embarquer les 3 000 premières femmes, enfants et personnes âgées dans des bus à Potocari, la base des Nations unies, à l'extérieur de Srebrenica, tombée mardi [11 juillet] et envahie aujourd'hui [12 juillet]. Les réfugiés ont été déposés aux abords de Kladanj, à 40 km de là, et ils ont été forcés de marcher sur les 10 derniers kilomètres, à travers les lignes de front, jusqu'à la ville tenue par le gouvernement. « C'était une scène horrible » a déclaré Stephan Oberreit de Médecins Sans Frontières qui était en contact par radio de Belgrade avec ses collègues de Srebrenica. « Il y avait des cris, des pleurs, c'était la panique. Ils ne savaient pas où ils étaient emmenés. » Associated Press a rapporté que les premiers 1 500 réfugiés sont arrivés tard ce soir dans des bus du gouvernement bosniaque à la base des Nations unies de Tuzla, où ils étaient attendus pour la fin de leur voyage. Une réfugiée a dit avoir vu des Serbes de Bosnie tuer une femme et son enfant, mais il n'y a pas encore de confirmation de ce témoignage. Aujourd'hui [11 juillet], 1 500 hommes des forces bosno-serbes, appuyés par des chars, sont entrés dans Potocari à la mi-journée. Ils ont envahi la base des Nations unies sans rencontrer de résistance après avoir menacé de bombarder les réfugiés et de tuer des casques bleus néerlandais qu'ils tenaient en otage si l'aviation de l'OTAN intervenait. Les casques bleus néerlandais ont fait entrer des douzaines de blessés sur leur base de Potocari mardi soir [11 juillet], mais la plupart des 40 000 réfugiés « ont passé la nuit sans rien, sur le champ qui entoure la base » a déclaré Ron Redmond le porte-parole du Haut-Commissariat aux Réfugiés des Nations unies à Genève. La télévision serbe de Bosnie a montré aujourd'hui [12 juillet] des dizaines de milliers de réfugiés s'agglutinant autour du camp ainsi que des femmes et des enfants escortés vers des bus. La télévision ne montrait aucune scène de panique mais de nombreux réfugiés avaient l'air fatigués, hagards et terrifiés. Le général Ratko Mladic, commandant des Serbes de Bosnie, était là, entouré de gardes du corps, pour superviser l'embarquement des réfugiés dans les camions et dans les bus. « Vous n'avez rien à craindre » leur a-t-il dit « laissez passer les femmes et les enfants en premier ». Il a ajouté : « pour ce premier tour nous évacuerons les femmes, les enfants, les personnes âgées et tous ceux qui veulent quitter la zone des combats ». Il a déclaré à la télévision : « Srebrenica est désormais libre » mais il a ajouté « il reste encore des petits groupes qui essayent de résister ». Le dirigeant des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, était encore plus confiant. Même s'il a assuré que les civils capturés et les casques bleus étaient

« hors de danger et en sécurité » il a annoncé qu'il n'y avait aucune chance que la zone de sécurité soit reconstituée, ce que le Conseil de sécurité réclamait aujourd'hui. Depuis Pale, le quartier général des Serbes de Bosnie proche de Sarajevo, il a déclaré : « Srebrenica est notre pays ».

On a tout de suite suspecté qu'ils allaient s'en prendre aux hommes en âge de combattre. Il y a eu une première alerte de Christine qui se demandait s'il n'y avait pas des exécutions en cours autour de Potocari. Et puis Potocari s'est vidé très rapidement, les Serbes déportant les gens. Les équipes de Bosnie centrale ont commencé à voir arriver les bus. Je leur demandais s'il y avait des hommes dans ces bus et on me disait qu'il y en avait. Or il n'y en avait pas beaucoup, puisqu'ils avaient été tués à Potocari ou qu'ils avaient fui à travers champs. Ca n'a pas très bien marché. Je pense rétrospectivement qu'on aurait pu alerter beaucoup plus.

Stephan Oberreit, coordinateur général de MSF en ex-Yougoslavie de mai à novembre 1995, directeur de la communication de MSF France de 2000 à 2006 (en français) interwiewé en 2015

Le commandant du contingent néerlandais des casques bleus négocie un cessez-le-feu avec le général Mladic, le commandant des forces bosno-serbes.

« Bosnie : l'ONU sous le choc après la chute de Srebrenica » ***Le Soir*** (Belgique), 12 juillet 1995 (en français) **D176**

Extrait :
Les quelques centaines de casques bleus néerlandais, inférieurs dans un rapport de un à vingt selon des officiers de la FORPRONU à Sarajevo, n'ont pu tenir bien longtemps et ont dû battre en retraite vers leur quartier général de Potocari, entraînant dans leur sillage plusieurs milliers de réfugiés terrorisés. Le commandant du contingent, le lieutenant-colonel Tom Karremans, a négocié ce matin [12 juillet] un cessez-le-feu temporaire avec les vainqueurs qui, par la voix de leur leader politique, Radovan Karadzic, ont déjà exclu de se retirer de l'enclave. Privée de défense, Srebrenica se vide rapidement de ses 40 000 habitants, laissant entrevoir un nouvel exode aux conséquences humanitaires tragiques : Il n'y a plus personne dans la ville, toute la population est sur la route pour fuir l'avance serbe, a précisé Stephan Oberreit, représentant à Belgrade de l'association Médecins Sans Frontières.

Lors d'une conférence de presse à Bruxelles, MSF Belgique témoigne de la prise de Potocari par les forces bosno-serbes et de la situation dramatique qui y prévaut.

« La poche de Potocari est tombée - la population de Srebrenica aux mains des forces serbes bosniaques - Conférence de presse à MSF B » **Communiqué de presse** MSF Belgique, 12 juillet 1995 (en français) **D177**

Les forces serbes de Bosnie viennent de prendre totalement le contrôle de l'enclave musulmane de Srebrenica. Ils se sont infiltrés dans le campement des casques bleus de la FORPRONU faisant prisonnière la population de Srebrenica qui s'y était réfugiée. Les Serbes comptent évacuer la population à travers Bratunac en commençant par les femmes et les enfants. MSF est profondément choqué par la chute de Srebrenica et tente pour l'instant de protéger et de soigner ceux qui peuvent l'être. Lors de cette conférence de presse, MSF témoignera de la situation sur place.

« MSF demande que l'aide humanitaire puisse parvenir immédiatement à la population de Srebrenica » **Communiqué de presse** MSF Belgique, 12 juillet 1995 (en français) **D178**

Extrait :
Une partie de la population, restée hors du campement, s'est abritée dans des bâtiments en partie détruits, les autres déplacés se sont regroupés sur le bord de la route. A l'intérieur même du campement, plus de 7 000 personnes - essentiellement des femmes et des enfants - disposent de moins d'un litre par jour et par personne. Les besoins en nourriture et en eau sont les plus urgents. L'équipe de Médecins Sans Frontières a aménagé des abris pour les déplacés, et distribué des couvertures, et des récipients. Des tentes ont été installées dans le campement afin d'abriter les femmes et les enfants, les protéger de la chaleur et prévenir les problèmes de déshydratation de cette population vulnérable. Une partie des blessés est déjà prise en charge, il faut encore identifier parmi la population ceux qui n'ont pas pu être secourus. Les stocks de médicaments sont extrêmement limités et les médicaments essentiels commencent à manquer. Des équipes de Médecins Sans Frontières présentes à Belgrade se tiennent prêtes à intervenir avec tout le matériel nécessaire. Seules les autorisations manquent. Une décision doit être prise dans la journée pour l'acheminement d'une aide matérielle d'urgence aux dizaines de milliers de personnes déplacées. La présence d'agences internationales (HCR, CICR…) est absolument nécessaire pour assurer la protection de la population.

Dans sa résolution 1004 D179, le Conseil de sécurité de l'ONU exige que les forces bosno-serbes mettent un terme à leur offensive et que toutes les parties donnent aux organismes d'aide le libre accès à la zone de sécurité. Il demande au Secrétaire général d'user de toutes ses ressources pour rétablir la zone de sécurité de Srebrenica. Toutefois les commentaires des responsables politiques des divers Etats impliqués et des observateurs aux

Nations-Unies laissent penser que le sort de l'enclave n'est déjà plus considéré comme un enjeu. Certains évoquent même un retrait de la FORPRONU.

« L'ONU « exige » le retrait des Serbes sans aucune intention de l'imposer » ***Le Monde*** (France), 14 juillet 1995 (en français) **D180**

Extrait :

Le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté, mercredi 12 juillet, une résolution demandant au Secrétaire général « d'user de toutes les ressources à sa disposition pour rétablir, en conformité avec le mandat de la FORPRONU, le statut de zone de sécurité de Srebrenica » et exigeant des Serbes qu' « ils se retirent sur-le-champ » de la ville. Mais peu importe, à vrai dire, les termes de cette résolution, adoptée à l'unanimité : il ne se passera rien à Srebrenica. Le Conseil de sécurité a renoué mercredi avec une pratique qui lui est chère face à la guerre en Bosnie : celle des résolutions non destinées à être appliquées. [...] Dans les interventions formelles, lors de la réunion du Conseil de sécurité, aucun pays, à part la France, n'a fait allusion à une utilisation de la force, nous rapporte notre correspondante à New York, Afsané Bassir Pour. L'ambassadeur français, Jean-Bernard Mérimée, tout en affirmant que la France ne peut « en aucun cas admettre la mise en cause du statut des enclaves », a tout de même ajouté que Paris, « bien entendu, n'impose pas de recourir à tel moyen plutôt qu'à tel autre ». « Nous disons tout simplement, a-t-il précisé, que nous sommes prêts, si les autorités civiles et militaires de l'ONU l'estiment possible, à mettre nos forces à la disposition de telles opérations qu'elles considéreraient comme utiles et réalisables. » Dans les milieux de l'ONU, on n'exclut pas la chute d'autres enclaves. « Si les Serbes veulent prendre Zepa, on n'y peut rien », explique un diplomate. Allant plus loin, il ajoute : « L'abandon des enclaves orientales, à proximité de la Serbie, aux Bosno-Serbes pourrait, à long terme, être la solution pour une stabilité dans ce pays. L'alternative est une guerre de l'ONU contre les Serbes. Qui va l'entreprendre ? » Même si aucun officiel ne l'admet ouvertement, les Nations unies ont donc renoncé de fait à la notion de « zone de sécurité » pour Srebrenica et peut-être pour d'autres enclaves. Le ministre des Affaires étrangères, Muhamed Sacirbey, a récusé mercredi la proposition faite par les Britanniques de tenter d'obtenir le retrait serbe en échange de la démilitarisation de Srebrenica. « Il faut arrêter de parler en termes fantaisistes », disait M. Sacirbey, en se demandant qui, dans une telle hypothèse, garantirait la sécurité de l'enclave. Le président de la République, Jacques Chirac, a de nouveau fait allusion mercredi, au Sénat, à un départ de la FORPRONU si elle se révèle incapable de remplir sa mission : « Si la communauté internationale ne réagit pas, alors il faut se demander ce que la FORPRONU fait sur place et, le cas échéant, en tirer les conséquences. Si les enclaves ne sont pas respectées, si celle de Srebrenica n'est pas réhabilitée, c'est toute la mission de la FORPRONU qui est en cause. » Cette idée d'un retrait ne figure pas, en revanche, dans le communiqué publié mercredi par Matignon à l'issue d'un conseil ministériel restreint sur la Bosnie. Le secrétaire au Foreign Office, Malcolm Rifkind, a jugé pour sa part qu'il faudrait « plusieurs jours » avant de savoir si les événements de Srebrenica doivent avoir « des conséquences fondamentales sur la présence de l'ONU en Bosnie ». [...] A Washington, le porte-parole de la Maison Blanche a répété que, pour Bill Clinton, il était « souhaitable et important » que l'ONU reste en Bosnie.

Aux Pays Bas, Jacques de Milliano, le directeur général de MSF Hollande tente en vain de convaincre les parlementaires, obnubilés par le sort du contingent néerlandais, de s'intéresser à la protection de la population civile de Srebrenica.

Le mercredi 12 juillet, j'ai reçu un coup de téléphone de Bernard Pécoul et d'Eric Goemaere [directeurs généraux de MSF France et MSF Belgique] qui m'ont dit que les volontaires de MSF sur place avaient vu les gens être mis dans des bus et qu'ils avaient un mauvais pressentiment. Je me suis demandé ce qu'on pouvait faire. Je savais qu'à 12 h il y avait une mini-réunion parlementaire sur la chute de Srebrenica à La Haye. J'ai téléphoné à La Haye pour parler à des parlementaires et leur demander qu'on mette la protection des civils sur l'agenda. Il était 11 h, les gens étaient déjà partis vers la salle. J'ai pris un taxi et trois quarts d'heure plus tard, j'étais à La Haye. Quand je suis arrivé, le briefing du ministre était déjà fini. Il n'avait même pas duré une demi-heure. J'ai demandé aux parlementaires de quoi ils avaient parlé. Ils m'ont répondu : « on a parlé de la situation des troupes hollandaises ». J'ai demandé : « avez-vous parlé de la protection de la population civile ? » Ils m'ont dit : « on n'a pas voulu mentionner ce problème-là parce qu'il y avait la famille des militaires dans la salle. Ca pouvait donner l'impression qu'on ne se souciait pas des militaires hollandais là-bas. » A ce moment-là aux Pays-Bas, c'était impossible d'en parler. C'était le blocus, la paralysie totale.

Dr Jacques de Milliano, directeur général de MSF Hollande de 1984 à 1996 (en français) interviewé en 2000

Les 13 et 14 juillet, le camp puis la base de la FORPRONU sont progressivement vidés de la plupart des réfugiés restant, qui sont entassés de force dans des autobus par les militaires bosno-serbes. Les patients qui peuvent marcher et le personnel infirmier sont également évacués.

Les hommes continuent à être mis à l'écart. L'équipe MSF entend des coups de feu vers le bâtiment où ils sont enfermés et la rumeur coure qu'on trouve des cadavres dans les alentours. Un homme remet son enfant à l'infirmière de MSF avant d'être emmené par les militaires. V23

L'équipe MSF apprend que certains patients du convoi du

12 juillet vers Bratunac ont été mis à l'écart quand les militaires bosno-serbes se sont aperçus qu'ils n'étaient pas blessés. Pour le prochain convoi d'évacuation, elle prévoit de garder avec elle le personnel médical masculin.

Les responsables onusiens condamnent ce qu'ils qualifient « d'actes odieux » et d'épuration ethnique.

Message satellite de MSF Srebrenica à MSF Belgrade, 13 juillet 1995 à 11h41 GMT [TUC] (en anglais) **D181**

Extrait :
Le convoi médical des Nations unies transportant nos patients se dirige vers Tuzla escorté par un détachement spécial de forces serbes avec des instructions personnelles de Mladic en ce qui concerne la sécurité. [...] J'ai vécu une expérience horrible - un soldat bosno-serbe est venu vers moi avec un homme et son bébé. L'homme ne savait pas à qui confier son enfant. J'ai donc du séparer le bébé de son père, en larmes, tandis que le soldat emmenait le père. Les Bosno-Serbes sont d'accord pour que j'aille voir ce qui se passe, accompagnée d'un observateur de l'ONU, mais ils ne garantiront pas ma sécurité. De toute façon, je pense qu'il vaut mieux que je n'y aille pas - trop risqué, pas confirmé, pas clair où se trouvent les cadavres. Qu'en pensez-vous ?

« **Sitrep** Srebrenica-Potocari - du 6 au 22 juillet 1995 » **Journal de bord** de l'équipe de MSF à Srebrenica, 24 juillet 1995 (en anglais) **D164**

Extrait :
Jeudi 13 juillet : A 7 heures, l'évacuation des personnes déplacées se poursuit... Les casques bleus tentent de contrôler une foule désespérée. Tous ceux qui auraient pu mettre un terme à cet exode devraient à leur tour ressentir, un jour, la panique et le désespoir de ceux qui doivent partir en laissant derrière eux le peu de choses qui leur restait. Ils devraient avoir vu la violence qui s'affiche sur les visages des soldats de l'armée bosno-serbe, dirigeant la foule vers les bus, telle un troupeau d'animaux. Les enfants hurlent dans les bras de leurs mères, chacun fuit pour survivre, mais fuit vers un avenir incertain. L'armée des Serbes de Bosnie refuse que notre convoi d'expatriés et de médicaments en provenance de Belgrade passe, arguant que les soldats bosniaques sont encore dans le coin et pourraient tirer sur le convoi. Dans la matinée, je me suis essentiellement déplacée hors du campement des Nations unies, j'ai amené des personnes âgées, exténuées ou en pleine crise d'hystérie jusqu'à notre hôpital où Daniel et les infirmières bosniaques les prennent en charge. Dans l'après-midi, le nombre de patients a augmenté fortement et des soldats des Nations unies nous ont aidés à les transporter en camion. Les médecins des Nations unies effectuent une sorte de triage médical dans le camp à l'extérieur. Des abris sont en train d'être fabriqués avec nos bâches en plastique, la FORPRONU a apporté un camion d'approvisionnement en eau, qui sera plus tard pillé par les soldats bosno-serbes. [...] Les mères ont des problèmes à allaiter leurs enfants à cause du stress. Un vieil homme est mort pendant la soirée, il y a eu 7 accouchements (dont un mort-né) en 24 heures, la plupart se sont déroulés dans des conditions effroyables, au milieu de la foule, sans aucune intimité, sans hygiène, sur une civière sale, dans la boue d'un corridor humide et sombre. Au total, 27 nouveaux patients ont été admis aujourd'hui. Aujoud'hui, les conditions pour les déplacés dans le campement des Nations unies se sont aggravées en terme d'hygiène - pas assez de latrines, les toilettes existantes sont saturées. [...].Vers 4 heures, le camp est vidé et une demi-heure après, l'armée commence à évacuer les déplacés, cela durera jusqu'à 7 heures. Les casques bleus les assistent jusqu'au portail et là les civils sont emmenés dans des bus et des camions qui attendent. Le personnel de l'hôpital et tous les patients capables de marcher partent avec le convoi. Les rumeurs disent qu'une partie des hommes a été séparée des groupes. Après avoir vidé le camp, l'armée bosno-serbe est venue inspecter le campement des Nations unies. Ils y ont passé dix minutes, visiblement dégoûtés par l'odeur et les conditions de vie, ont posé quelques questions aux patients et à notre traductrice, ont pris une liste des patients et sont partis. J'ai saisi l'occasion pour demander une escorte militaire afin de retourner dans la ville de Srebrenica. Nous avons pu nous rendre avec un observateur de l'ONU et l'escorte à l'hôpital où nous avons retrouvé trois patients âgés, assis à l'endroit même où nous les avions laissés trois jours auparavant. Ils sont en bonne santé. En passant à notre ancien centre social, j'ai vu une personne assise devant le centre, nous nous sommes arrêtés et nous avons découvert trois nouvelles personnes âgées. Les militaires bosno-serbes étaient assez nerveux et s'attendaient à trouver des soldats bosniaques dans le centre ou à l'hôpital. On a dû se dépêcher, mais [nous] devions porter seuls les patients jusqu'au camion. Quelle drôle d'impression de retourner dans une ville que je commençais à aimer et qui est maintenant vidée ! Il y a de nombreux soldats bosno-serbes qui commencent à piller... Le convoi du HCR avec de la nourriture est arrivé dans l'après-midi à Bratunac et a reçu l'autorisation d'entrer. Comme c'est cynique : juste au moment où tout le monde est parti.

« Les Serbes poursuivent l'épuration ethnique de l'enclave » ***Le Monde*** (France), 13 juillet 1995 (en français) **D182**

Extrait :
Le commandant des casques bleus néerlandais déployés dans la « zone de sécurité », le colonel Karremans, a « décidé de rester jusqu'au départ du dernier réfugié, faisant ainsi le choix du capitaine dont le bateau est en train de couler », a indiqué le ministère de la Défense à La Haye. Selon des sources concordantes, les casques bleus néerlandais encore présents sur place ont subi des pressions de la part des forces serbes pour qu'ils quittent leur base de Potocari. De plus, 55 soldats néerlandais étaient toujours retenus, vendredi matin, par les Serbes. [...] Chargés dans des bus et des camions, en dehors

de tout contrôle des casques bleus, ces 14 000 femmes, enfants et vieillards expulsés ont été conduits jusqu'aux lignes de front, qu'ils ont dû franchir à pied, sur plusieurs kilomètres, seuls et sans aide. Parmi eux, 33 blessés graves qui n'ont pu traverser le no man's land à pied ont été repris par les forces serbes, a indiqué le porte-parole de la FORPRONU, Alexander Ivanko. L'incertitude plane sur le sort qui leur est réservé. Seuls quelques hommes en âge de se battre ont été relâchés, jeudi, par les miliciens serbes. Les autres ont été emmenés vers Bratunac, une ville sous contrôle serbe, au nord de Srebrenica, où ils seraient parqués sur un terrain de football. « L'attaque et le nettoyage ethnique d'une « zone de sécurité » de l'ONU sont des actes odieux qui justifient l'écœurement de la communauté internationale », a déclaré l'envoyé spécial de l'ONU en ex-Yougoslavie, Yasushi Akashi. Le Haut-Commissaire de l'ONU pour les réfugiés, Sadaka Ogata, a condamné, dans « les termes les plus vigoureux », ce qu'elle a qualifié « d'exemple frappant de purification ethnique ». [...] Selon un communiqué des autorités de Pale, les forces serbes ont continué, jeudi, à « neutraliser » les soldats bosniaques de Srebrenica « qui ont refusé de déposer les armes ». Le dirigeant des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, a menacé, jeudi, d'infliger le même traitement aux cinq autres « zones de sécurité » de l'ONU. Selon l'ONU, les forces serbes ont bombardé, jeudi matin, la poche de Zepa.

L'inquiétude sur le sort réservé aux hommes de l'enclave est exposée ouvertement dans la presse, par MSF et par l'ONU, en particulier celui de 700 d'entre eux, enfermés dans le stade de Bratunac.

MSF demande de nouveau l'accès pour ses renforts en personnel et matériel médical, son convoi étant toujours bloqué à la frontière.

L'organisation lance aussi un appel à l'approvisionnement en eau et nourriture pour les 20 000 rescapés qui sont arrivés à Tuzla où ses équipes leur portent secours. Elle signale que certaines femmes portent des marques de sévices et demande que le CICR soit autorisé à contrôler les transferts de réfugiés.

« MSF demande l'accès des agences humanitaires à Potocari » **Communiqué de presse** MSF B et MSF F, 13 juillet 1995 (en français) **D183**

Des milliers de civils, effrayés et choqués, sont toujours massés dans des conditions dramatiques à Potocari, au nord de Srebrenica, alors que les transferts forcés de populations se poursuivent en direction de la Bosnie centrale. Plusieurs milliers de personnes, déplacées par bus, sont arrivées dans la zone de Kladanj, à l'ouest de Srebrenica. Des centaines d'entre elles sont parties vers la ville de Tuzla. Deux équipes de Médecins Sans Frontières prennent en charge les arrivants dans des camps de déplacés à Kladanj et à Tuzla où de la nourriture a été distribuée. 3 Médecins Sans Frontières sont partis de Bruxelles et de Paris pour renforcer les équipes déjà présentes sur place. Les transferts de populations s'effectueront sur plusieurs jours. Or, la situation sanitaire pour les personnes qui restent autour de Potocari est déplorable et on craint l'apparition d'épidémies. La nourriture, le matériel et les médicaments s'épuisent. La situation empirant d'heure en heure, les agences humanitaires demandent instamment de pouvoir avoir accès en urgence aux milliers de personnes qui restent autour du campement. Actuellement, un convoi de Médecins Sans Frontières accompagné de deux médecins et de deux logisticiens et chargé de matériel médical et logistique, est bloqué, avec le convoi du HCR, au poste frontière de Zvornik, à quelques kilomètres de Srebrenica.

« Srebrenica est victime à son tour de la purification ethnique » ***Le Monde*** (France), 14 juillet 1995 (en français) **D184**

Extrait :
Plusieurs témoignages indiquent que les Serbes ont procédé à un véritable « tri » de la population avant de l'expulser. Médecins Sans Frontières, par exemple, explique que les hommes ont été emmenés séparément vers des bureaux où ils ont été priés de décliner leur identité. Une partie d'entre eux ont déjà été transportés dans des camions vers des destinations inconnues. « Visiblement, ces chargements dans les bus étaient terrifiants. Les gens hurlaient ou paniquaient », rapportent les représentants de MSF sur place. L'ONU signale que le général Mladic a ordonné une « sélection » de tous les hommes de plus de seize ans, qui devaient être ensuite regroupés sur le stade de football de la petite ville de Bratunac, à la frontière avec la Serbie. [...] Selon Alexander Ivanko, porte-parole des Nations unies, les Serbes envisageaient apparemment des interrogatoires pour déterminer si ces civils s'étaient rendus coupables de « crimes de guerre ». Dans l'esprit des Serbes, qui considèrent les Musulmans comme des « terroristes », toute personne ayant porté une arme est assimilée à un « criminel de guerre ». Zena Hasanovic, une jeune habitante de Srebrenica expulsée mercredi vers Tuzla, a affirmé avoir vu des soldats serbes tuer une femme et un garçon de dix ans. [...] L'exode des réfugiés s'est poursuivi mercredi. Plus de quinze cents personnes sont arrivées dans la soirée à Tuzla, où elles ont été prises en charge par le personnel des Nations unies. [...] Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) estime que « la quasi-totalité de la population de Srebrenica [qui comptait environ 44 000 habitants avant l'offensive] a probablement fui la ville ». [...] Selon Médecins Sans Frontières, qui a une équipe sur place, les besoins en eau et en nourriture sont des plus urgents. « C'est une population extrêmement vulnérable, beaucoup de gens n'avaient pratiquement rien à manger depuis des semaines et vivaient dans des conditions d'hygiène dramatiques », expliquait un représentant de MSF. L'organisation humanitaire et le HCR tentaient, mercredi, d'obtenir des autorités serbes l'autorisation d'acheminer vivres et médicaments dans l'enclave. Deux convois étaient bloqués par les forces du général Mladic.

« MSF : des femmes réfugiées à Potocari avec des « marques évidentes de sévices » **Agence France Presse**, 14 juillet 1995 (en français)

Extrait :
Médecins Sans Frontières (MSF) nourrit « les plus grandes inquiétudes » sur le sort réservé aux populations déplacées en Bosnie, « des femmes musulmanes arrivant à Potocari avec des marques évidentes de sévices », indique vendredi l'organisation humanitaire interrogée par l'AFP. 300 réfugiés, dont 650 sont blessés, venant de l'ex zone de sécurité de l'ONU à Srebrenica, dont l'armée serbe de Bosnie a pris le contrôle, se trouvent encore à Potocari, à 2 km au nord de Srebrenica, avec deux membres d'une équipe de MSF .Une infirmière de MSF et un observateur de l'ONU ont pu se rendre jeudi à l'hôpital de Srebrenica d'où ils ont réussi à ramener trois vieillards à Potocari, où se trouve la base du bataillon néerlandais de la FORPRONU. Selon MSF, 700 réfugiés, en majorité des hommes et seulement quelques femmes, se trouvent à Bratunac, localité sous contrôle serbe, à l'est de Srebrenica, et leur sort est incertain. Ainsi, MSF n'a pas de nouvelle d'un premier convoi de 33 blessés qui devait partir du stade de Bratunac, où ni MSF, ni les six observateurs du Haut-Commissariat aux réfugiés de l'ONU (HCR), chargés de superviser sur le terrain la distribution de l'aide, ne sont autorisés à entrer par les militaires serbes de Bosnie. Les responsables de MSF et du HCR négocient depuis jeudi soir pour obtenir l'autorisation de pénétrer dans ce stade. L'organisation humanitaire souligne que la majorité de la population réfugiée à Potocari vient du sud de l'enclave de Srebrenica. On ne sait rien sur les populations des villages voisins, qui se sont enfuies on ne sait où, souligne MSF.

« 20 000 refugiés de Srebrenica dans des abris de fortune à l'aéroport de Tuzla » **Communiqué de presse** de MSF, 13 juillet 1995 (en anglais) **D185**

20 000 refugiés, tout juste arrivés de l'enclave de Srebrenica enclave sont regroupés sur les pistes de l'aéroport de Tuzla. Les Nations unies, MSF et d'autres organisations leur fournissent des soins médicaux, de la nourriture et de l'eau. MSF envoie vers Tuzla et Kladanj, via Split, un cargo chargé de 12 tonnes de secours, dont des tentes, des couvertures et des bâches de plastique avec à son bord deux volontaires supplémentaires. MSF a déjà cinq volontaires à Kladanj et trois à Tuzla.

Message des responsables de programme de MSF B et MSF F à l'équipe de MSF à Srebrenica, 13 juillet 1995 (en anglais) **D186**

Extrait :
Nous voulons juste vous dire que nous sommes fiers de vous deux. Nous pensons à vous sans arrêt et chaque mot que vous écrivez reste gravé pour longtemps dans nos esprits. Comme vous nous le demandez, nous informons le monde entier de cette tragédie. C'est notre façon d'être avec vous et avec la population. Ce que vous faites à Srebrenica est fantastique. Parfois on a du mal à croire qu'il n'y a que vous deux, Christine et Daniel sur place. On aimerait vraiment être avec vous. L'objectif de toute cette pression que nous mettons en disant qu'il faut absolument que de l'aide internationale arrive d'urgence à Potocari, c'est pour y envoyer une nouvelle équipe MSF pour au moins vous soutenir physiquement. Merci pour tout ce que vous êtes capables de faire. On vous aime et on sait que vous serez bientôt avec nous. Prenez soin de vous.
Plein de bises
Pierre, Pierre Pascal, et tout votre fan club.

Point info Bosnie, MSF International aux départements de la communication des sections MSF, 13 juillet 1995 à 12h00 (en anglais) **D187**

Extrait :
Notre équipe à Belgrade ne peut plus faire face aux demandes de vos journalistes nationaux. Nous suggérons qu'à partir de maintenant vous laissiez Anouk ou Michel de MSF Belgique et Anne Guibert à MSF France organiser les interviews pour vous. Stephan et Barbara continueront à répondre aux interviews. Il faut juste qu'on organise un système plus efficace. Il ya aura certainement un communiqué de presse soulignant le fait qu'il y a des besoins d'aide en Bosnie centrale et à Srebrenica même.

L'équipe de MSF à Potocari, s'emploie à organiser correctement l'évacuation des derniers patients ainsi que sa propre sortie de l'enclave. L'opération est compliquée par l'implication de divers acteurs et la volonté des militaires bosno-serbes de vérifier la présence de combattants bosniaques parmi les patients.

« **Sitrep** Srebrenica-Potocari - du 6 au 22 juillet 1995 » **Journal de bord** de l'équipe de MSF à Srebrenica, 24 juillet 1995 (en anglais) **D164**

Extrait :
Vendredi 14 juillet : Les patients sont actuellement transportés au bunker du bataillon néerlandais qui a plus d'espace, de lumière et de meilleures conditions d'hygiène. [...] Le CICR nous a informés dans l'après-midi qu'ils envisageaient d'évacuer les patients vers Kladanj, mais n'ont toujours pas les autorisations. Notre évacuation et celle du personnel local est un problème traité séparément. Le HCR cherche à évacuer tous les patients par hélicoptère jusqu'à Sarajevo. A Tuzla, le HCR joue aussi le jeu et essaie de son côté d'évacuer les patients en convoi. Un convoi de la FORPRONU est arrivé dans l'après-midi avec de nouveaux médicaments, de la nourriture et 35 000 litres de carburant (les forces bosno-serbes en confisquent 30 000 litres !) [...]

La question du jour : pourquoi l'évacuation des patients est elle bloquée ? On pense, comme Franken, que c'est parce qu'il y a, parmi les patients qui sont à Bratunac des soldats de l'armée bosniaque. Bien sûr, les Serbes pourraient simplement les emmener, mais puisque le monde entier connaît le nombre des patients, ils cherchent certainement à éviter les communiqués alarmistes. Difficile à croire néanmoins.
Samedi 15 juillet : Tôt ce matin, l'ancienne équipe médicale de la FORPRONU a pu quitter l'enclave. Jan Pronk, le ministre néerlandais des Affaires humanitaires est à Tuzla et essaie d'organiser l'évacuation (qui n'essaie pas ?). La situation médicale est sous contrôle. Les infirmières locales et MSF s'occupent de prendre en charge les patients, et les casques bleus sont plus que coopératifs pour nous aider. [...] On a appris qu'à Bratunac, 4 patients devaient subir des interventions chirurgicales, sous peine de faire augmenter les taux de mortalité. L'ambulance organisée par les Nations unies, avec une de leurs infirmières et sous escorte des forces serbes de Bosnie a fini par repartir, mais sans malades. Apparemment ce sont tous de jeunes hommes. [...] Selon Franken, quelques hommes arrivent bien à Kladanj, mais, bien sûr, personne ne dispose de chiffres fiables. La rumeur d'aujourd'hui concerne un groupe de 700 à 1 000 hommes, capturés sur le chemin de Tuzla, qui seraient rassemblés dans le stade de foot de Bratunac. [...]
C'est aussi la journée des listes. Avec le HCR, nous préparons une liste de tous les malades et de leur diagnostic. Une autre liste du personnel local et des membres de leurs familles est donnée aux Nations unies et aux forces bosno-serbes afin d'obtenir des autorisations pour qu'ils évacuent avec nous.
Dimanche 16 juillet : Le service médical du bataillon norvégien de la FORPRONU qui semble spécialisé dans les évacuations médicales a pris la responsabilité d'évacuer les patients et doit quitter [Tuzla] à 1h30. Et maintenant, deux informations différentes, à vous de deviner laquelle est vraie : Le convoi de MSF a passé Zvornik et est en chemin vers Bratunac. (Info venant des autorités de Bratunac) Le convoi a essuyé des tirs dans les environs de Zvornik et a dû faire demi-tour (information venant des Nations unies à Tuzla). [...] Une autre rencontre est organisée avec les forces bosno-serbes au sujet de l'évacuation des malades. Comble du cynisme, nous nous retrouvons à devoir discuter de culture et d'art, alors que dehors, une horde de Serbes est en train de piller Srebrenica... [...] Le CICR tente aussi d'organiser une évacuation et demandera l'autorisation pour les patients. Aujourd'hui à Bratunac, une petite délégation a rendu visite aux prisonniers de guerre. MSF Belgrade s'occupe de nos autorisations, pour nous permettre de partir avec le convoi de demain.

Le 16 juillet, plusieurs milliers de personnes ayant fui Srebrenica à pied à travers la forêt et qui étaient portées disparues arrivent à Tuzla où une équipe de MSF est à l'œuvre auprès des réfugiés.

Les responsables de programme de MSF se posent des questions sur la sécurité du personnel MSF présent dans l'enclave, et particulièrement celle du personnel local, si le contingent néerlandais se retire rapidement. L'équipe de MSF Hollande s'en ouvre au ministre néerlandais présent à Tuzla.

A Potocari, les derniers patients restés sous la responsabilité de l'équipe MSF et du bataillon néerlandais sont finalement évacués par le CICR dans la soirée du 17 juillet. MSF l'annonce dans un communiqué de presse.

Des journalistes tentent de joindre en direct l'équipe de MSF sur le poste téléphonique du bataillon de la FORPRONU.

Message de MSF Belgrade aux responsables de programme de MSF Belgique et France, 16 juillet 1995 (en français) **D188**

Extrait :
Nouvelles de dernière minute : un afflux important (on parle de 4 000) personnes (pas mal de blessés légers) est en train de se produire via Kalesia. Ce serait le BiH qui aurait ouvert un corridor permettant à une partie des « disparus » d'intégrer la zone de Tuzla. A confirmer demain matin, pour le moment pas d'accès possible vers la région, équipe med locale assure soins et transports.

« Opération de secours de Médecins Sans Frontières » **Communiqué de presse** MSF Belgique, 15 juillet 1995 (en français) **D189**

Une équipe de Médecins Sans Frontières composée de 13 expatriés travaille actuellement dans les camps de déplacés dans et autour de l'aéroport de Tuzla afin de venir en aide aux 20 000 réfugiés en provenance de Srebrenica. Tous les efforts sont concentrés sur l'approvisionnement en eau potable et en nourriture ainsi que sur l'établissement de plusieurs postes de santé. De plus, MSF a mis sur pied une structure d'accueil pour les réfugiés arrivant encore à Kladanj. MSF a déjà dépêché sur place 24 tonnes de matériel de secours composé principalement de tentes, de couvertures, de containers d'eau et de lait en poudre.

Message du responsable de programme de MSF France à l'équipe de coordination de MSF à Belgrade, 16 juillet 1995 (en français) **D190**

Extrait :
Tout notre personnel (6 hommes + 1 traductrice) est théoriquement protégé par des conventions protégeant le personnel de secours en situation de conflit. Il faut qu'ils portent des signes d'identification soit MSF soit la bonne vieille croix rouge. Nous devons considérer que les chauffeurs comme les log[isticiens] ont un rôle dans la surveillance ou la prise en

charge des patients. Ils sont brancardiers, ambulanciers, agents hospitaliers, aides-soignants ou tout ce qu'on veut. A ce titre nous devons proposer qu'ils accompagnent les blessés et les familles (enfants et femmes du staff notamment). La négociation des conditions même de l'évacuation nous échappe mais nous pouvons transmettre ce qui concerne leur rôle d'accompagnant. [...]
Je crois que nos craintes sont passées à Franken ce qui est l'essentiel. Ce n'est pas bon pour le moral de trop réfléchir sur ce qui va se passer car personne ne peut deviner l'avenir. Peut-on faire quelque chose depuis Paris, Bruxelles et Amsterdam ? Nous avons répété nos inquiétudes sur la population de Potocari et Bratunac. Devons-nous préciser dans notre message la présence de staff local et demander leur immunité ? Nous ne sommes pas sûrs que les journalistes reprennent cet aspect. Et cela peut aussi les faire un peu trop voir ? [...]
Le gouvernement hollandais veut absolument que le Dutchbat se retire rapidement. Grosse pression de la population hollandaise. La crainte est qu'il accepte une évacuation avec des garanties minimales de protection à condition qu'elle soit rapidement effectuée. Deuxième crainte. Resteront- ils après le départ des blessés et alors que le CICR ne sera pas dans la place ? L'équipe hollandaise de Tuzla est entrée en contact avec leur ministre présent sur place. Ils ont insisté sur le sort de l'ensemble des refugies restant à Potocari et Bratunac et donc sur l'importance de la présence du Dutchbat en matière de protection. Le ministre a bien compris le message mais quel poids aura-t-il face aux autres facteurs politiques nationaux et internationaux ?

Message du responsable de programme de MSF France à l'équipe de coordination de MSF à Belgrade, 16 juillet 1995 (en français) **D191**

Extrait :
1. personnel MSF de Srebrenica. Nous ne pouvons pas faire plus que ce qui a déjà été fait pour protéger le personnel MSF de Srebrenica. Si l'évacuation des blessés a lieu et que l'armée serbe refuse l'accompagnement par une partie ou la totalité du personnel MSF bosniaque, Daniel et Christine devront tout de même partir. Rester encore ne ferait que reculer l'échéance sans apporter plus de garantie de succès. la protection de tous les hommes prisonniers qui resteraient à Potocari et Bratunac est du ressort du mandat du CICR et non celui de MSF. Si Daniel et Christine souhaitent rester après le départ des blesses la capitale ou les sièges peuvent refuser cette proposition.
2. la communication
- nous devons effectivement demander l'avis de Christine lorsque nous donnons à la presse des informations concernant ses propres réactions personnelles. Nous avons commis une erreur pour l'article de *Libération*.
- les infos données à la presse depuis Paris sont filtrées en fonction des risques potentiels pour l'équipe sur le terrain.
- je ne pense pas que la communication au sujet de Srebrenica aujourd'hui modifie en quoi que ce soit la sécurité de l'équipe de Gorazde ou influe sur nos demandes auprès des autorités de Pale. Les Serbes sont déterminés, de toutes les manières.
- la communication après la sortie de Christine et Daniel : pour Paris il n'est pas envisageable de demander à Christine et Daniel de participer à la communication sans que cela soit pour eux un souhait spontané.

Communiqué de presse de MSF, 17 juillet 1995 (en français) **D192**

L'évacuation médicale de 59 blessés et patients de Bratunac et des 43 de Potocari, demandée depuis jeudi dernier, est actuellement en cours. Le CICR est arrivé à Potocari en fin de matinée. MSF insiste pour que l'évacuation concerne tous les blessés et les patients ainsi que le personnel de secours local et sa famille. L'équipe de MSF, toujours présente à Potocari devrait accompagner les blessés. MSF demande que le CICR puisse accéder aux prisonniers restés à Potocari et Bratunac afin qu'ils soient traités conformément aux Conventions de Genève.

L'organisation de l'évacuation de l'équipe MSF elle-même, et de la quinzaine de personnes sous sa responsabilité requière quatre jours supplémentaires en raison de multiples blocages administratifs, politiques et sécuritaires concernant en particulier le sort des Bosno-Musulmans évacués. MSF publie un communiqué de presse pour essayer de débloquer la situation.

Le 21 juillet, l'équipe MSF composée des deux expatriés et de huit membres du personnel local, leur famille ainsi que deux personnes âgées est enfin évacuée de l'enclave avec le dernier convoi de casques bleus.

« MSF demande aux autorités de Pale et Belgrade de délivrer les autorisations nécessaires à l'évacuation de son équipe et de 15 civils de Potocari »
Communiqué de presse MSF B et MSF F, 19 juillet 1995 (en français) **D193**

8 jours après la chute de Srebrenica, l'équipe de Médecins Sans Frontières est toujours bloquée à Potocari. Auprès du médecin et de l'infirmière de l'association se trouvent 15 civils dont trois enfants, deux personnes âgées et les membres du personnel bosniaque de Médecins Sans Frontières. L'ensemble des autorisations permettant leur évacuation n'a encore pu être obtenue. Médecins Sans Frontières demande que tout soit mis en œuvre pour leur évacuation rapide et dans de bonnes conditions de sécurité.

« Un 4e avion pour Tuzla » **Communiqué de presse** MSF, 19 juillet 1995 (en français) **D194**

Extrait :
A Potocari, l'équipe de Médecins Sans Frontières espère pouvoir évacuer cette après-midi, en emmenant avec eux les 13 membres du staff local et deux derniers blessés, une femme et un homme âgés respectivement de 80 et 81 ans. A Kladanj, 2 MSF restent prêts à prendre en charge d'autres réfugiés en provenance de Srebrenica.

« **Sitrep** Srebrenica-Potocari - du 6 au 22 juillet 1995 » **Journal de bord** de l'équipe de MSF à Srebrenica, 24 juillet 1995 (en anglais) **D164**

Extrait :
Mardi 18 juillet : Bien qu'étant autorisés à nous rendre à Tuzla, nous hésitons beaucoup car notre sécurité ne peut pas être garantie : nous ne connaissons pas la route du tout, nous ne pouvons pas être escortés par la FORPRONU, ni par les Bosno-Serbes au delà de Lubovija et nous craignons d'avoir des ennuis à cause de notre personnel masculin. [...] Dans la matinée, Franken est informé que tous nos passagers locaux seront arrêtés s'ils essaient d'entrer en Serbie et/ou en Croatie. Finalement, la FORPRONU à Sarajevo [...] envoie une lettre à Renaud [Tockert, responsable de programme de MSF Belgique] annonçant que la FORPRONU va prendre la responsabilité de transporter les 13 civils musulmans de la Serbie jusqu'en territoire bosniaque. Il reste qu'on n'a encore abouti à rien aujourd'hui et qu'une dernière surprise nous attend : les militaires bosno-serbes ont trouvé deux personnes âgées dans le sud de Srebrenica et nous les amènent. [...] Nous devrons les prendre en charge puisque la FORPRONU n'est pas capable de les prendre sous sa responsabilité et que le personnel local du HCR n'est plus en situation de travailler.
Mercredi 19 juillet : Lors d'une réunion qui a lieu à 10 heures avec le HCR et les Nations unies, nous sommes informés du résultat de la rencontre entre Rupert Smith et Mladic : toute personne se trouvant dans l'enceinte du campement des Nations unies est autorisée à partir avec un convoi hollandais le vendredi 21 juillet, à midi.
Vendredi 21 juillet : A 11 heures, nous sommes prêts pour le départ. Les 8 membres du personnel local, avec 5 personnes de leurs familles, plus les deux personnes âgées s'installent dans les voitures. Les radios fonctionnent et les réservoirs sont pleins. Deux minutes avant midi, le convoi s'ébranle en direction de Potocari. Nos trois voitures sont en tête du convoi qui rassemble 163 véhicules. [...] Mladic, flanqué d'une délégation de la presse serbe et le général Karremans, commandant de la FORPRONU à Srebrenica nous attendent côté bosniaque du pont de fer. Guy, le coordinateur technique de MSF Belgrade peut finalement se joindre au convoi qui se dirige lentement jusqu'à la frontière croate. A partir de là, la FORPRONU ne peut plus nous escorter, mais à sa place la police croate et des représentants des Nations unies en Croatie. Les deux heures et demie passées à la frontière sont très déplaisantes : le responsable du service d'immigration interroge notre personnel local sur des évènements qui se sont produits à Srebrenica. Il m'engueule et accuse la FORPRONU de ne pas avoir protégé les civils.

« L'équipe de Médecins Sans Frontières a pu évacuer Potocari » **Communiqué de presse** MSF, 21 juillet 1995 (en français) **D195**

Le médecin et l'infirmière de Médecins Sans Frontières ont quitté ce matin Potocari avec 15 civils dont les membres du personnel bosniaque de l'association, trois enfants et deux personnes âgées. Après avoir transités en République fédérale de Yougoslavie, ils sont arrivés en Croatie. Depuis avril 1993, Médecins Sans Frontières était la seule organisation humanitaire qui maintenait une présence étrangère dans l'enclave, fournissant une assistance médicale, chirurgicale et logistique à près de 40 000 personnes. Pendant toute la durée de l'offensive, le médecin et l'infirmière ont pris en charge avec le personnel bosniaque, plusieurs dizaines de personnes blessées lors des bombardements et ont porté assistance aux civils qui s'étaient réfugiés sur Potocari. Une équipe (une infirmière et un anesthésiste) de Médecins Sans Frontières travaille toujours à Gorazde. A Tuzla, Zenica et Kladanj, une vingtaine de volontaires participent à la prise en charge des populations déplacées de Srebrenica.

Les Bosno-Serbes nous disent que notre équipe peut sortir, mais nos volontaires sont avec 17 personnes, des membres du personnel avec leurs familles, des connaissances, qui restent groupés autour d'eux. J'explique à Christine qu'elle et Daniel peuvent sortir. Elle me dit qu'elle ne sortira qu'avec tous les autres. De nouveau, on se lance dans des négociations d'enfer jusqu'à ce que les Bosno-Serbes acceptent. Dans le cadre de l'évacuation du bataillon néerlandais, 17 personnes s'entassent dans trois voitures MSF. C'était assez épique. Quand ils sont arrivés en Croatie, l'équipe de MSF Hollande a passé un dur moment avec les Croates pour les faire entrer. Puis ils ont filé sur l'autoroute jusqu'à Zagreb. Je suis tout de suite allé voir le gars du HCR à Zagreb pour lui dire que j'aurai du travail pour lui quand ils arriveraient. Ils ont dû arriver à l'hôtel vers minuit. Ces trois voitures, c'était le radeau de la méduse ! Un des évacués m'a dit qu'il demandait le statut de réfugié. Donc j'ai de nouveau appelé le gars du HCR pour lui dire qu'il faudrait qu'il vienne à une réunion le lendemain. Des voitures sont venues chercher ceux qui étaient prêts à retourner en Bosnie centrale. D'autres ont demandé une protection et certains l'ont eu.

Stephan Oberreit, coordinateur général de MSF en ex-Yougoslavie de mai à novembre 1995, directeur de la communication de MSF France de 2000 à 2006 (en français) interviewé en 2015

Les équipes de MSF Hollande augmentent leur assistance aux milliers de déplacés de Srebrenica installés sur l'aéroport de Tuzla et dans les alentours.

« Un 4e avion pour Tuzla » **Communiqué de presse** MSF, 19 juillet 1995 (en français) **D194**

Ce matin, à 6h00, un quatrième avion-cargo affrété par Médecins Sans Frontières, a décollé d'Amsterdam en direction de Split. Il était chargé de 11 tonnes de matériel (kits médicaux, matériel de sanitation et d'approvisionnement en eau). Dans la région de Tuzla, les équipes MSF, composées de 22 expatriés et de membres du personnel local, se chargent de la distribution de nourriture et de l'approvisionnement en eau. MSF assure aussi, en coordination avec les autorités locales et d'autres ONG, les soins médicaux auprès des 20 000 réfugiés de la région, répartis entre le camp de l'aéroport de Tuzla et différents centres collectifs et écoles de la région. Ces derniers sont situés dans les municipalités de Zivinice, Srebrenik, Banovici, Gracanica et Lukavac.

Le 18 juillet 1995, à son retour de Tuzla, Jacques de Milliano, le directeur général de MSF Hollande, donne une conférence de presse à La Haye où il dénonce l'absence de protection apportée à la population de Srebrenica. Ses propos passent mal auprès d'une opinion publique qui soutient à fond le contingent néerlandais. C'est le cas de la majorité des donateurs de MSF. Seul Jan Pronk, le ministre chargé de la Coopération pour le développement partage l'opinion exprimée par MSF.

« Le soutien néerlandais était trop limité » ***NRC Handelsblad*** (Pays-Bas), 19 juillet 1996 (en néerlandais) **D196**

Extrait :

La question de savoir si les casques bleus néerlandais ont, ou non, fait tout ce qui était en leur pouvoir pour protéger les 25 000 réfugiés est à l'évidence une question difficile pour J. de Milliano. Revenant juste d'une visite à Tuzla et en Bosnie orientale, il choisit ses mots avec beaucoup de soin. « Après tout ce que j'ai vu et entendu là-bas, je ne vois aucune raison de mener une enquête sur la conduite des casques bleus néerlandais. Ne serait-ce que pour contrer les rumeurs selon lesquelles ils n'en ont pas fait assez, ce serait une bonne chose si le Gouvernement pouvait apporter un récit cohérent de ce qui s'est réellement passé dans la relation entre les Serbes, les réfugiés et les casques bleus néerlandais ». Une « enquête » n'est pas le bon mot pour Jacques de Milliano. « C'est trop connoté, comme si quelqu'un était accusé de quelque chose ». En accord avec son équipe il appellerait cela une « reconstruction des faits ». Avec ces « faits » M. de Milliano se réfère aux multiples témoignages des réfugiés sur des viols de femmes et des exécutions de Musulmans bosniaques par des Serbes de Bosnie dans le voisinage immédiat des soldats néerlandais dans l'enclave musulmane de Srebrenica. Où, comme de Milliano l'a formulé au cours d'une conférence de presse à l'aéroport : « Des actes de cruauté épouvantables ont été commis : des enfants ont été arrachés à leur mère, des femmes violées, de jeunes hommes abattus devant leurs mères. Ce sont des témoignages authentiques, trop précis et trop détaillés pour n'être que des histoires. Ce n'est pas une psychose de masse. Il y a suffisamment de victimes pouvant détailler leur histoire de manière convaincante ». Ces atrocités auraient, selon de multiples sources, eu lieu aux vues des casques bleus néerlandais. « Oui, mais alors qu'est-ce que cela signifie ? Que les casques bleus ont vu des choses de leurs propres yeux ? Qu'ils étaient là à ce moment ? Ou alors quelque chose d'autre. Les marges d'interprétation de ce genre d'observations et de déclarations doivent faire l'objet d'une enquête avant qu'on juge du comportement des casques bleus ». « C'est un fait que de nombreux réfugiés arrivés à Tuzla racontent que ces atrocités se sont déroulées à Potocari, où ils (les réfugiés) s'attendaient à être protégés par les casques bleus néerlandais. C'est aussi un fait que la protection, par les casques bleus, des bus qui transportaient les Musulmans de la zone, et hors desquels nombre de personnes ont été de nouveau emmenées par les Serbes, était extrêmement limitée ». « Vous pouvez voir la situation de deux points de vue diffé différents : celui du ministre de la défense (néerlandais) Voorhoeve qui déclare que « les Serbes avaient le contrôle total, le personnel de l'ONU était impuissant. ». Et celui des réfugiés : « Les Néerlandais ne nous ont pas suffisamment protégé » Lequel de ces points de vue est le vôtre ? « Le mien est principalement que l'ONU en tant qu'instrument de protection humanitaire a échoué. Doivent faire l'objet d'une enquête, non seulement les atrocités commises par les Serbes, mais également les décisions prises au sein des Nations unies et qui ont conduit les militaires néerlandais dans cette situation délicate. Qui a décidé, si tard, trop tard, de n'autoriser que deux frappes aériennes de l'OTAN à Srebrenica ? Ces questions méritent des réponses. » Vous utilisez, comme M. le ministre Pronk, assez librement les mots de génocide et d'atrocités commis par les Serbes, alors qu'on demande aux militaires qui en reviennent de ne pas utiliser cette terminologie afin de ne pas mettre en danger les soldats qui sont encore sur place. Pourquoi faites-vous cela ? « Pour moi le génocide est la destruction d'un peuple, et c'est exactement ce qui se passe en ce moment en Bosnie. Nous utilisons ces mots pour montrer que l'aide humanitaire a complètement échoué en l'absence de protection militaire contre des violations brutales et systématiques des droits de l'Homme, que ce soit au Rwanda et en Bosnie. »

« De Milliano « Le Dutchbat n'a pas suffisamment tenu sa promesse » ***Trouw*** (Pays-Bas), 21 juillet 1995 (en néerlandais) **D197**

Extrait :

Le personnel néerlandais des Nations unies à Srebrenica n'a pas suffisamment tenu sa promesse d'accompagner les Musulmans de l'enclave. C'est ce dont le directeur de MSF Jacques de Milliano rend les dirigeants du Dutchbat responsables. Il a déclaré hier : « si vous ne pouvez pas tenir votre promesse, vous devez être clairs à ce sujet » ajoutant : « Je ne doute pas des bonnes intentions, mais elles ont donné aux réfugiés le faux sentiment d'être protégés ». M. de Milliano se

dit frustré par certains évènements. Après la chute de l'enclave, le ministre de la défense avait déclaré que les Néerlandais ne partiraient qu'au moment où tous les blessés et les réfugiés auraient été mis en sécurité. « Le Commandant Karremans du Dutchbat donnait l'impression que ses hommes accompagneraient les civils jusqu'à ce qu'ils soient en sécurité, pendant le transport vers Tuzla » ajoute Jacques de Milliano. « Ça a été dit de façon forte, mais j'ai l'impression que ce n'était que des mots. Karremans et les Serbes de Bosnie se sont accordés sur le fait que les hommes du Dutchbat voyageraient avec les bus dans lesquels les Musulmans étaient transportés ». M. de Milliano explique cependant avoir entendu que cette présence néerlandaise était très limitée.

Le jeudi, il n'y avait rien dans les médias. Le vendredi, mes vacances commençaient, j'allais dans le sud avec ma femme et mes enfants et je me disais : ce n'est pas possible. Dans la nuit, je me réveille, je téléphone pour avoir un billet d'avion. Le samedi matin, je prends l'évion pour Split où je prends un hélicoptère de l'ONU pour me rendre à Tuzla. Là, j'ai parlé avec les femmes qui arrivaient. Leurs histoires se recoupaient complètement. Je suis revenu aux Pays-Bas, j'ai fait une conférence de presse pour dire que c'était la catastrophe et j'ai eu droit encore aux mêmes remarques : « tu accuses les soldats néerlandais, tu dis qu'ils n'ont pas été courageux ». Je répondais : « non, c'est que la population n'a pas eu la protection qu'elle aurait dû avoir, le ministre de la défense fait semblant que tout est OK mais il y a un grave problème. » En fait on essayait de me faire dire que j'étais contre le Dutchbat alors que ce n'était pas vrai. Je devais donner une longue interview sur un autre sujet. J'ai dit au journaliste : « maintenant on va parler de Tuzla parce qu'avec les autres journalistes, ce n'était pas possible ». J'ai fait une page sur mes sentiments là-dessus. Ca a fait l'effet d'une bombe au sein de MSF et auprès des donateurs. J'étais le seul en Hollande à tenir ces propos. Ils pensaient tous que je déraillais. Cela a été une semaine difficile pour moi parce que je tenais mon discours seul contre tous les autres. A MSF, il y en avait qui comprenaient, en particulier les desks, mais il y en avait qui étaient très angoissés, car 90 % des donateurs étaient pour le Dutchbat.

Dr Jacques de Milliano, directeur général de MSF Hollande de 1984 à 1996 (en français) interviewé en 2000 et 2015

A MSF Hollande, on a diffusé un communiqué de presse sur « nos ptits gars », comme les journaux qui les soutenaient avaient surnommés les casques bleus néerlandais. On a porté une parole contradictoire et tout le monde nous est tombé dessus. Les Néerlandais pensaient vraiment que « nos ptits gars » faisaient du bon travail, qu'ils étaient plein de bonnes intentions, qu'ils allaient là-bas pour prendre soin des gens. En réalité, la société néerlandaise n'était pas prête à accepter l'idée que le bataillon néerlandais aurait dû en faire plus. Et affirmer le contraire, c'était manquer de respect à la nation. A Srebrenica, à certains moments, les casques bleus néerlandais en avaient assez de la guerre, assez des Musulmans. C'était choquant. Les Néerlandais n'étaient pas habitués à cette société qu'ils considéraient comme sous-développée. Ils regardaient vraiment de haut ces gens qui n'étaient pas des citadins, dont les femmes portaient des foulards. Ce n'est pas pour cette raison, bien sûr, que tout a mal tourné à Srebrenica, mais cet apriori ne les a pas incités non plus à avoir une approche humanitaire de cette population. Ces gens étaient en danger et quelles que soient leurs croyances, leurs références culturelles, on devait les aider sur le plan médical comme sur le plan non-médical.

Wilna Van Aartzen, coordinatrice de MSF Hollande en ex-Yougoslavie en 1991-1993 puis responsable du desk urgence, puis directrice des Opérations (en anglais) interviewée en 2015

Pour les Néerlandais, la question c'était : « nos pauvres gars y étaient et ces méchants Serbes leur ont mené la vie dure ». C'était plus l'histoire des soldats néerlandais que celle de la population de Srebrenica. Une fois sortis, ils sont arrivés à Zagreb et le prince héritier et le Premier ministre ont débarqué. Ils ont bu des bières ensemble et ils ont trinqué et fait la fête, alors qu'au même moment une population se faisait massacrer. Seul Jan Pronk le ministre de la coopération pour le développement a dit : « il n'y a aucune raison de célébrer, au moment où nous parlons, des gens se font massacrer, nous ne savons pas où se trouve la population masculine et nous devons craindre le pire. » Jacques de Milliano est allé à Tuzla, et a aussi plaidé : « nous devons y aller, envoyer une représentation internationale pour les escorter et garantir leur sécurité. » Seul le tandem Pronk/Milliano, a vraiment tenté de renverser une opinion publique qui continuait à dire : « Comme c'est merveilleux, nos héros sont sains et saufs ! » alors que personne ne parlait de la population de l'enclave.

Wouter Kok, coordinateur de MSF Hollande en Bosnie en 1992 puis coordinateur de la cellule d'urgence de MSF Hollande (en anglais) interviewé en 2015

Le 21 juillet, réunis à Londres, les ministres des Affaires étrangères et de la Défense et les chefs d'état-major de seize pays impliqués dans le maintien de la paix en Bosnie (dont les Etats-Unis et la Russie), ainsi que des représentants des Nations unies, de l'OTAN et de l'Union européenne lancent un avertissement aux responsables bosno-serbes. Ils les menacent d'une réponse « substantielle et décisive » à toute attaque sur l'enclave assiégée de Gorazde. Les observateurs s'interrogent toutefois sur les modalités d'application de ces menaces.

« La conférence sur la Bosnie adresse une mise en garde limitée aux Serbes » Patrice de Beer, ***Le Monde*** (France) Londres, 23 juillet 1995 (en français) **D198**

Extrait :
Les Français voulaient envoyer des troupes sur le terrain, les Britanniques tergiversaient, et la Maison Blanche soucieuse d'éviter les pertes et menacée par le Congrès d'une levée de l'embargo sur la fourniture d'armes aux Bosniaques ne proposait d'autre alternative que des bombardements aériens. Au bout d'une journée de discussions acharnées à Lancaster House sous une chaleur accablante, les participants sont parvenus à un compromis qui, s'il semble n'avoir heurté personne à l'exception des Russes, opposés à toute « escalade », donne déjà lieu à des interprétations différentes. […] Si l'on se fie aux textes, l'avertissement occidental à Radovan Karadzic, le chef des milices serbes, ne semble pas plus musclé que celui qui lui avait été adressé le 28 février 1992, lors d'une conférence précédente, également à Londres. Il est loin d'être aussi déterminé que l'exigeait la France. Le texte britannique est rédigé dans des termes généraux qui nécessitent pour le moins l'exégèse. Mais, dit-on, il sera présenté avec la plus grande fermeté aux hommes de Pale (le fief des Bosno-Serbes) […] Selon Paris, le compromis entre les trois principaux protagonistes Etats-Unis, Grande-Bretagne et France est donc de tenter l'approche américaine (menace de raids aériens) et, si elle échoue, de retourner à la proposition française (intervention sur le terrain). Mais le texte est bien vague. Restent les modalités d'application, sur lesquelles il faudra se mettre d'accord […] Qui décidera des frappes ? L'OTAN, sur la demande du commandant local de la FORPRONU ? Ou bien la décision relèvera-t-elle toujours de la lourde machine onusienne (la « double clé ») freinée par son chef, le Japonais Yasushi Akashi ? Et où les frappes auront-elles lieu ?

Le même jour, le ministre de la défense néerlandais Joris Voorhoeve déclare « craindre que de graves crimes de guerre aient été commis lors de la prise de Srebrenica. »

Le 23 juillet, il rapporte que des casques bleus du contingent néerlandais ont vu des militaires bosno-serbes abattre une dizaine d'hommes. Certains casques bleus témoignent de scènes de violence extrême.

A Tuzla, un rescapé raconte à deux journalistes comment il a survécu à un massacre.

« Graves crimes de guerre » à Srebrenica ? » ***Le Monde*** (France), 23 juillet 1995 (en français) **D199**

Extrait :
Le ministre néerlandais de la défense, Joris Voorhoeve, a dit craindre, vendredi 21 juillet, que « de graves crimes de guerre aient été commis » lors de la prise de l'enclave musulmane de Srebrenica, le 11 juillet par les Serbes, et que « des centaines, voire des milliers de personnes aient été tuées ». « Une enquête doit être ouverte pour le compte du tribunal international chargé de juger les auteurs de crimes dans l'ex-Yougoslavie », a indiqué M. Voorhoeve, cité par l'AFP. Les propos du ministre corroborent les témoignages de réfugiés, qui disent avoir vu de nombreux cadavres après que les Serbes eurent capturé des milliers d'hommes de Srebrenica.

« Une mer de cadavres à Srebrenica » ***Le Monde*** (France), 25 juillet 1995 (en français) **D200**

Extrait :
Dix jours après la chute de Srebrenica, le 11 juillet, le témoignage d'un Bosniaque rescapé de l'enclave musulmane accrédite la thèse de massacres perpétrés par les Serbes lors de la chute de cette enclave musulmane de Bosnie orientale. Encore sous le choc, M. O., vingt-quatre ans, qui a en réchappé avec deux autres Bosniaques de Srebrenica, a décrit à deux journalistes français de l'AFP et de *Libération*, comment il a survécu au massacre. « Je dois la vie sauve à mon cousin », assure M. O. « Touché par la première rafale, mon cousin, que je tenais par la main, m'a entraîné dans sa chute avant qu'une seule balle m'atteigne », dit-il. Pendant la durée des exécutions, il est resté couché sans bouger, dans le sang des victimes. Lorsqu'il s'est relevé vers minuit, il a commencé à hurler à la vue « d'une mer de cadavres ». Avant de partir, M. O. a remarqué une fosse près du lieu d'exécution. […] Par ailleurs, des casques bleus néerlandais ont vu des Serbes de Bosnie abattre une dizaine d'hommes dans l'enclave musulmane de Srebrenica, a déclaré, dimanche 23 juillet à Zagreb, le ministre néerlandais de la Défense, Joris Voorhoeve. « Mais ce qu'ils ont vu ne rend pas compte de la disparition de milliers de gens », a affirmé le ministre. De son côté, le général Hans Couzy, commandant en chef de l'armée néerlandaise, a fait état d'exécutions sommaires à Srebrenica tandis que d'autres soldats néerlandais disent avoir assisté à des scènes de matraquage et de mutilation.

Le 24 juillet, Tadeuz Mazowiecki, le rapporteur de la commission des droits de l'homme des Nations unies annonce être sans nouvelles de 7 000 personnes. Il assure que des actes barbares ont été commis à Srebrenica.

« Tadeusz Mazowiecki : on peut parler de barbarie à Srebrenica » Alain Debove, ***Le Monde*** (France), 26 juillet 1995 (en français) **D201**

Extrait :
Il s'est rendu à Tuzla, où 29 000 réfugiés sont arrivés depuis la chute de la « zone de sécurité ». « J'en ai rencontré personnellement plusieurs dizaines », nous a-t-il déclaré, lundi soir 24 juillet, au téléphone depuis Bruxelles, « des gens qui

avaient mis entre six et douze jours pour gagner Tuzla, par autocar ou par la forêt, dans des conditions épouvantables, en traversant les lignes de front. J'ai particulièrement écouté ceux qui avaient été victimes d'exactions ». Selon l'ancien premier ministre polonais, « on est sans la moindre nouvelle de 7 000 habitants de l'enclave. Nous sommes sûrs qu'un certain nombre d'entre eux ont été exécutés, sommairement, par les Serbes. Pour les autres, nous pouvons craindre le pire. Le problème est que notre délégation n'a pas été autorisée à se rendre sur place pour enquêter. Le Comité international de la Croix-Rouge non plus, et la tragédie n'est sans doute pas terminée. » Il est formel : « On peut parler ici en termes de barbarie. Les témoins que nous avons entendus sont évidemment crédibles. Un réfugié nous a raconté qu'il avait vu un milicien serbe se promener dans un village de l'enclave avec dans ses bras une tête et les membres d'une femme. Il y a des quantités d'autres témoignages horribles, et tous vont être transmis au Tribunal international de La Haye sur les crimes de guerre. »

Le 23 juillet, au cours d'une conférence de presse à Zagreb, le colonel Karremans commandant du contingent néerlandais de la FORPRONU à Srebrenica, se laisse aller à des compliments sur le général Mladic, commandant des forces bosno-serbes. Le ministre-président et le prince héritier néerlandais célèbrent le contingent néerlandais qu'ils félicitent d'« avoir tout fait pour protéger la population ». Les journalistes néerlandais se retournent alors vers Jacques de Milliano, le directeur général de MSF Hollande, attendant qu'il accable le contingent néerlandais.

« Quand les casques bleus néerlandais trinquaient avec les Serbes à Srebrenica… » ***Le Monde*** (France), 2 septembre 1995 (en français) **D202**

Extrait :
Lors d'une conférence de presse à Zagreb, ce même 23 juillet, le lieutenant-colonel Karremans a affirmé, malgré les informations dont il disposait, qu'en Bosnie il n'y a « ni good guys ni bad guys ». L'un des plus hauts gradés en provenance de Srebrenica s'est aussi laissé aller à des compliments sur le comportement du général Mladic, avec qui il avait trinqué devant des caméras serbes quelques jours plus tôt. Le même n'a pas hésité à colporter l'histoire, considérée par tous les observateurs comme de la propagande serbe, de 192 villages serbes autour de l'enclave rasés par les Bosniaques musulmans. Selon le lieutenant-colonel Everts, le bataillon était animé par un sentiment antimusulman : « Plus personne ne supportait les gens pour lesquels nous étions là, les Bosniaques musulmans de l'enclave. »

Le samedi, je reviens à Zagreb où se trouvait le Premier ministre qui était venu avec le prince pour fêter le Dutchbat. Je vois ça à la télé en direct. Je vois Karremans qui commence à dire des bêtises : « les Serbes étaient très corrects etc. » Là je me dis : il va être démasqué, il n'a rien compris. Et tout d'un coup, par vagues, les journalistes viennent me voir. Je leur ai répondu : c'est trop tard, je n'ai plus rien à dire. J'étais dégoûté. Ils étaient soudain tous contre Karremans. Mais moi, mon but n'était pas d'être pour ou contre. C'était la protection de la population et maintenant elle avait été massacrée ! C'était vraiment dur !

Dr Jacques de Milliano, directeur général de MSF Hollande de 1984 à 1996 (en français) interviewé en 2000 et 2015

Le 25 juillet, le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie lance des actes d'accusation contre les responsables bosno-serbes Radovan Karadzic et Ratko Mladic.

« Radovan Karadzic et Ratko Mladic poursuivi pour génocide » ***Le Monde*** (France), 27 juillet 1995 (en français) **D203**

Extrait :
Le document de 18 pages du Tribunal énumère les charges retenues contre MM. Karadzic et Mladic : génocide et crimes contre l'humanité, crimes de guerre et graves infractions aux Conventions de Genève, organisation de la politique d'assassinats de civils au moyen de francs-tireurs (les *snipers* de Sarajevo), prise d'otages et constitution de boucliers humains. « Radovan Karadzic et Ratko Mladic ont, depuis avril 1992, par leur actes et omissions sur le territoire de la République de Bosnie-Herzégovine, commis un génocide », écrit le procureur.

Le 26 juillet, avec Amnesty International et deux autres organisations belges, MSF donne une conférence de presse à Bruxelles au cours de laquelle est lancé un appel pour sauver Gorazde, la dernière enclave assiégée par les forces bosno-serbes. Un camp de réfugiés symbolique est installé place de la monnaie.

« Souvenez-vous de Srebrenica - Sauvez Gorazde et Sarajevo L'indignation ne suffit plus » **Communiqué de presse** Amnesty International, MSF, Causes Communes, Balkanactie, 20 juillet 1995 (en français) **D204** **V24**

Hier Srebrenica, aujourd'hui Zepa, demain Gorazde.
L'indignation ne suffit plus. Elle devient un aveu de notre impuissance. C'est pourquoi nos différentes organisations

appellent avec insistance pour que tout soit mis en œuvre pour sauvegarder Gorazde, futur enjeu, ainsi que Sarajevo. *Perdre Gorazde, ce sera perdre l'Europe.* Pour ne pas oublier les milliers de réfugiés de Srebrenica et de toute la Bosnie, un camp de réfugiés symbolique sera mis en place sur la Place de la Monnaie à Bruxelles du mercredi 26 juillet au dimanche 30 juillet. Nous souhaitons qu'il devienne un lieu d'accueil pour tous ceux qui ont la conviction qu'il faut sauver Gorazde. Des témoignages, conférences, débats et d'autres actions concrètes seront organisés durant ces cinq jours. Conférence de presse, mercredi 26 juillet à 11h, Place de la Monnaie, 1 000 Bruxelles.

« Quatre jours de solidarité en plein cœur de Bruxelles » Agnès Gorissen, Jean Wouters, ***Le Soir*** (Belgique), 27 juillet 1995 (en français) **D205**

Extrait :
Un camp de réfugiés. En plein centre de Bruxelles, place de la Monnaie. Pendant quatre jours, jusqu'à samedi, cinq tentes resteront sur place, pour partager des témoignages, des inquiétudes et refuser l'indignité d'une Europe sans réponse face au conflit en Bosnie, comme l'a déclaré le Dr Dallemagne, de Médecins Sans Frontières Belgique. Sous le slogan *Remember Srebrenica, save Gorazde and Sarajevo,* MSF a mis sur pied, avec Amnesty International, Causes communes et Balkanactie der Gemeenten, cette action de solidarité et de mobilisation. [...] On en prend d'autant plus conscience lorsqu'on entend Christine Schmitz, infirmière MSF de retour de Srebrenica, raconter, la voix étranglée par les sanglots, le calvaire qu'a été pour les civils la chute de la ville, avec son lot de viols de fillettes, de bébés enlevés à leurs mères, de morts sous les bombes.

Le 28 août 1995, un bombardement des forces bosno-serbes sur Sarajevo provoque la première offensive d'envergure d'artillerie et d'aviation de l'OTAN et de la Force de réaction rapide.

« Les Occidentaux ripostent massivement au carnage de Sarajevo » **Agence France Presse**, 30 août 1995 (en français)

Extrait :
Coordonnés dès le début avec l'artillerie de la Force de réaction rapide (FRR), les raids des avions de combat de l'OTAN se sont poursuivis toute la journée sur les positions serbes. Le Secrétaire général de l'Alliance atlantique Willy Claes a reconnu que ces pilonnages constituaient « plus qu'une riposte » au carnage perpétré lundi par les Serbes de Bosnie à Sarajevo, dont le bilan s'élève à 37 morts et 87 blessés. « Si les Serbes bosniaques ne démontrent pas cette fois-ci qu'ils sont prêts à respecter les règles du jeu et donc accepter les décisions du Conseil de sécurité des Nations unies, nous sommes prêts à continuer et même à renforcer les actions militaires », a-t-il menacé.[...] Le chef des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, a demandé que les bombardements « cessent immédiatement », sinon « l'escalade de la guerre sera inévitable et le processus de paix sera certainement détruit par ces bombes ». Auparavant, il avait déclaré : « Nous sommes prêts à tout pour nous défendre » mais aussi à « participer aux négociations » de paix. Le négociateur américain Richard Holbrooke s'est d'ailleurs rendu à Belgrade, en dépit de l'opération occidentale, pour y poursuivre sa mission de paix. Alors qu'il était reçu par le président serbe Slobodan Milosevic, le gouvernement yougoslave a condamné les opérations contre les Serbes de Bosnie. Quant au président bosniaque Alija Izetbegovic, il a affirmé que « la situation a changé fondamentalement » et que « la voie vers la paix est ouverte » grâce à ces bombardements. La coopération de l'OTAN et de la FRR constitue une première et a joué de la complémentarité avions-artillerie.

Un réalisateur appointé par MSF recueille à Tuzla les témoignages des survivants d'un groupe de 12 000 personnes, essentiellement des hommes et quelques femmes et enfants, qui avaient pris la fuite dans la forêt à l'arrivée des forces bosno-serbes dans l'enclave. Son documentaire « Srebrenica in memoriam » sera diffusé dans les mois qui suivent sur la chaine de télévision publique française France 2 et sur la chaîne franco-allemande ARTE. **V25** **V26**

DERNIERS REMANIEMENTS TERRITORIAUX AVANT LE STATUS QUO DES ACCORDS DE PAIX

Depuis plusieurs mois, les pourparlers menés par le Groupe de Contact, chargé en avril 1994 par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France d'élaborer un plan de paix pour la Bosnie-Herzégovine, progressent.

Les différentes parties au conflit accélèrent leurs opérations de conquête de territoire afin de se trouver dans la position la plus favorable possible au moment où les accords de paix gèleront la situation territoriale.

En août, l'armée croate entreprend avec succès la « reconquête » de la Krajina. En septembre, les armées croate et bosniaque lancent une offensive en Bosnie centrale et orientale.

De leur côté, bien que ralenties dans leur élan par la démonstration de force de l'OTAN, les forces serbes accélèrent le processus d'épuration ethnique en Bosnie orientale et continuent d'assiéger Gorazde.

Contre-offensive croato-bosniaque

150 000 à 200 000 Serbes encadrés par l'armée bosno-serbe fuient l'offensive croate cherchant à trouver refuge dans les territoires de Bosnie-Herzégovine contrôlés par l'armée bosno-serbe, en particulier à Banja Luka.

MSF leur portent secours et en informe très régulièrement les médias : un à deux communiqués de presse sont publiés chaque jour qui mentionnent également l'aide apportée aux populations bosniaques encore assiégées dans les enclaves de Bihac et Gorazde.

L'organisation dénonce aussi les blocages à l'approvisionnement par la route posés par les deux parties au conflit.

« Médecins Sans Frontières prêt à accueillir le flot de réfugiés de Krajina » **Communiqué de presse** MSF Belgique, 4 août 1995 (en français) **D206**

Médecins Sans Frontières est prêt à accueillir le flot de réfugiés en provenance de la Krajina. L'organisation s'attend à ce que la moitié des 200 000 habitants de la région fuient l'offensive croate. Une équipe mobile partira de Zagreb afin d'évaluer les besoins en Krajina. A l'heure actuelle, des équipes de Médecins Sans Frontières sont entre autres à pied d'œuvre à Banja luka, Bihac, Sarajevo, Zenica, Tuzla, Mostar et Split. 4 300 réfugiés sont arrivés aujourd'hui à Banja Luka. Ils ont été recueillis dans un centre sportif, dans des écoles et dans d'autres bâtiments. Le nombre total de personnes ayant fui après la prise par les forces croates des villes de Glarnoc et Grahovo est estimé entre 13 000 et 20 000. Les réfugiés serbes sont pour la plupart des paysans qui ont emporté avec eux, sur des tracteurs et dans des voitures, le plus de biens possibles, amenant même parfois du bétail. Médecins Sans Frontières a déjà évalué les besoins dans bon nombre de centres d'accueil et se charge (en collaboration avec le CICR) de la distribution de médicaments et de matériel médical ainsi que de l'installation de structures sanitaires. Les convois humanitaires étant bloqués continuellement aux check-points, l'approvisionnement en biens de première nécessité se trouve fortement entravé. A Bihac, les réfugiés, estimés au nombre de 10 000, ont essentiellement besoin de nourriture, d'eau et d'installations sanitaires. Médecins Sans Frontières a distribué ses stocks d'urgence déjà sur place afin de pourvoir aux premiers besoins. D'autres organisations humanitaires disposent également de stocks limités. L'approvisionnement futur d'aide humanitaire devra obligatoirement passer par la seule voie d'accès possible, aux mains des rebelles bosniaques de Fikret Abdic. Afin d'être préparé à de nouveaux flux de réfugiés, l'équipe de Médecins Sans Frontières à Zagreb a été approvisionné en matériel d'urgence supplémentaire.

« 80 000 réfugiés sans accès aux soins en route vers Banja Luka - une catastrophe humanitaire se dessine » **Communiqué de presse** MSF Hollande, 6 août 1995 (en néerlandais) **D207**

À l'heure actuelle, 80 000 réfugiés de la Krajina, encadrés par les Serbes, sont en fuite et bénéficient de peu de secours. Médecins Sans Frontières appelle les belligérants à permettre à des convois humanitaires de se rendre à Banja Luka. Le HCR, l'agence des réfugiés des Nations unies prévoit que dans les prochains jours au total 150 000 réfugiés arriveront à Banja Luka. Outre Médecins Sans Frontières le CICR et le HCR interviennent également dans cette zone. Selon l'équipe de MSF à Banja Luka, qui se compose de quatre employés, les autorités locales et les organisations ne peuvent prendre en charge que les réfugiés qui sont déjà présents. Un nouvel afflux de réfugiés conduira à une pénurie de nourriture, d'eau potable, d'abris et de médicaments. Les parties belligérantes ont jusqu'ici été très réticentes à autoriser les convois d'aide à Banja Luka. Ces dernières semaines, de Zagreb comme de Belgrade, le personnel de terrain et les secours ont été difficiles à obtenir. Médecins Sans Frontières espère que les négociations entre l'ONU et les parties belligérantes pour un transport aérien vers Banja Luka seront couronnée de succès. Ce pont aérien est essentiel à la prévention d'une catastrophe humanitaire. Le contraste entre la situation à Banja Luka et Tuzla où plus de trente organisations sont impliquées dans l'accueil des réfugiés des enclaves de la Bosnie orientale est frappant. Demain MSF tentera d'envoyer des convois de Belgrade et de Zagreb vers Banja Luka. Aux Pays Bas, un cargo est prêt à s'envoler pour Banja Luka dès que les négociations auront abouti. Les équipes de MSF interviennent à Banja Luka, Bihac, Sarajevo, Zenica, Tuzla et Split.

« Drame Humanitaire après la prise de la Krajina - MSF dépêche 55 tonnes d'aide d'urgence vers Banja Luka » **Communiqué de presse** MSF Belgique, 7 août 1995 (en français) **D208**

Extrait :
Banja Luka Pour l'instant, environ 40 000 réfugiés en provenance de la Krajina se trouvent à Banja Luka. Une équipe de Médecins Sans Frontières est à pied d'œuvre dans la ville depuis vendredi afin d'apporter les premiers soins aux réfugiés épuisés par un voyage éreintant. Deux autres équipes sont en route actuellement pour suivre les populations qui se dirigent vers l'Est. De plus, une équipe mobile partira mercredi de Bruxelles. Deux camions remplis de 30 tonnes de matériel médical, de sanitation et de médicaments sont partis tôt ce matin de Belgrade pour approvisionner nos équipes à Banja Luka. Un deuxième convoi partira de

Bruxelles mercredi par voie aérienne avec à son bord 25 tonnes de matériel (kits médicaux, malles d'urgences, matériel de sanitation, couvertures, 10 tonnes de biscuits hyperprotéinés, tentes (...).
Knin Une équipe en provenance de la base logistique de MSF à Split est en route pour Knin en ce moment afin d'y évaluer la situation de la population.
Frontière Bosno-Serbe Depuis hier, toutes les heures, 600 à 1 000 réfugiés en provenance de la Krajina passent la frontière entre la Bosnie et la Serbie après avoir transité par Banja Luka, créant une importante concentration de population aux différents postes frontières. Les équipes MSF suivent les populations se dirigeant vers la frontière et sont prêtes à intervenir.

« Entre 600 et 1 000 Serbes passent la frontière toutes les heures – MSF envoie 55 tonnes de matériel d'urgence à Banja Luka » **Communiqué de presse** de MSF International, 7 août 1995 (en anglais) **D209**

A Banja Luka, environ 40 000 réfugiés sont arrivés des Krajinas. Une équipe de Médecins Sans Frontières porte assistance aux réfugiés depuis vendredi. Deux équipes supplémentaires de MSF se dirigent vers l'Est pour rejoindre les réfugiés en fuite. Plus tôt ce matin, deux camions chargés de 30 tonnes de matériel médical, d'équipement d'assainissement et de médicaments a quitté Belgrade pour ravitailler les équipes à Banja Luka.
Depuis hier, entre 600 et 1 000 réfugiés traversent chaque heure la frontière entre la Bosnie et la Serbie. La plupart des réfugiés passent par les centres de transit à Banja Luka. MSF se tient aux côtés de ces réfugiés, prête à intervenir.
Mercredi, une équipe mobile supplémentaire sera envoyée de Bruxelles avec 25 tonnes de kits médicaux, de kits d'urgence, d'équipement d'assainissement, de couvertures de tentes et 10 tonnes de biscuits hyper-protéinés.
Une équipe exploratoire de MSF a été envoyée depuis notre base logistique de Split afin d'évaluer la situation à Knin.

Ex-Yougoslavie **Communiqué de presse** de MSF France, 7 août 1995 (en français) **D210**

Des dizaines de milliers de personnes fuient la Krajina en direction de Banja Luka, en Bosnie serbe. Une partie d'entre elles rejoint ensuite la Serbie par le corridor de Brcko. Sur les derniers kilomètres avant la Serbie, nos équipes ont pu voir des milliers de civils en fuite. Les volontaires de Médecins Sans Frontières, déjà présents à Banja Luka, participent à la prise en charge des réfugiés. Une nouvelle équipe de renfort (un médecin, une infirmière et un logisticien) accompagne un convoi de trente tonnes de matériel médical et logistique parti de Belgrade ce matin pour venir en aide aux déplacés. D'autre part, une équipe se rendra demain à Knin pour évaluer les besoins médicaux. Une seconde équipe part de Zagreb pour le nord de la Krajina afin de mesurer l'ampleur des mouvements de population et de mettre en œuvre un dispositif de secours. D'autres Médecins Sans Frontières continuent leur action à Bihac et à Gorazde. Le coordinateur de MSF pour l'ex-Yougoslavie a pu se rendre dans l'enclave cette semaine, où la situation reste dramatique pour la population civile. A Sarajevo et en Bosnie centrale (Tuzla, Kladanj, Zenica) les actions de secours se poursuivent. Au total plus de 40 volontaires de Médecins Sans Frontières sont présents en ex-Yougoslavie.

« L'exode s'amplifie » **Communiqué de presse** de MSF, 8 août 1995 (en français) **D211**

L'exode de réfugiés de Krajina s'amplifie, créant un énorme mouvement de populations en direction de la Serbie. De Banja Luka à Bjeljena, les routes sont totalement encombrées. Hier, deux camions sont partis de Belgrade pour Banja Luka, avec à leur bord une équipe MSF composée du coordinateur médical, d'un logisticien et d'une infirmière. L'équipe MSF a pu repérer une dizaine de localités dans lesquelles des postes de santé ont été installés. Une seconde équipe est partie de Belgrade, avec un camion chargé de 5 tonnes de matériel médical et d'hygiène pour ravitailler ces postes. A la frontière entre la Serbie et la Bosnie, que les réfugiés franchissent soit à hauteur de Raca, soit par Zvornik, des équipes sont présentes pour approvisionner les réfugiés en biens de première nécessité. A Banja Luka même, 60 000 réfugiés sont actuellement regroupés dans différents centres collectifs approvisionnés par l'équipe MSF. MSF tente aussi d'obtenir des autorités serbes de Bosnie les autorisations nécessaires pour pouvoir évaluer la situation entre Banja Luka et la Krajina. Un charter partira ce jeudi, emmenant 25 tonnes de matériel de sanitation, des abris ainsi qu'une équipe MSF supplémentaire composée de 3 personnes.

« Les secours de MSF arrivent à Banja Luka – Les prochaines livraisons d'aide humanitaire restent incertaines » **Communiqué de presse** de MSF International, 9 août 1995 (en anglais, en français) **D212**

Un convoi de trente tonnes de médicaments, acheminé par une équipe de Médecins Sans Frontières est arrivé hier soir dans la ville de Banja-Luka. Sur la route reliant Bijeljina (à la sortie du corridor de Brcko, en territoire serbe de Bosnie) à Banja-Luka, les volontaires de MSF ont compté entre 15 000 et 20 000 personnes. Le rythme de passage à la frontière entre les territoires serbes de Bosnie et la Serbie a oscillé ces derniers jours entre 500 et 7 000 personnes par heure. Les réfugiés veulent gagner à tout prix la Serbie, alors qu'une majorité d'entre eux est dans un total dénuement et n'a pas de famille dans la république. Selon notre équipe, qui a procédé à des distributions de médicaments dans les postes de santé installés le long de la route, les réfugiés sont épuisés par leur exode. Les enfants et les vieillards souffrent de déshydratation. La panique pousse les civils à gagner au plus

vite la Serbie ; même les personnes nécessitant des soins ne prennent pas le temps de gagner les structures de santé. A Banja-Luka, 30 000 à 40 000 personnes sont réfugiées dans la ville, installées dans des centres collectifs et dans des maisons privatives autrefois occupées par les communautés musulmanes et croates. Afin de répondre aux besoins urgents liés à cet afflux de réfugiés, Médecins Sans Frontières a mis en place un vaste plan d'intervention :
- Banja-Luka : sept personnes se trouvent en ce moment à Banja-Luka où elles apportent un soutien aux centres collectifs. Elles ont par ailleurs tenté de se rendre à Prijedor mais n'ont pas obtenu les autorisations nécessaires ;
- Route Bijeljina-Banja-Luka : distribution de médicaments et de matériel d'hygiène dans les postes de santé et prise en charge des urgences médicales ;
- Krajina : dès que les autorités permettront son passage, une équipe se rendra à Knin ;
Médecins Sans Frontières poursuit d'autre part ses programmes :
- dans l'enclave de Gorazde où la population est toujours assiégée par les forces serbes ;
- en Bosnie centrale (Mostar, Zenica, Tuzla et Maglaj) où les opérations ont été renforcées depuis le déplacement forcé des civils de Srebrenica et de Zepa.

Un demi-million de Serbes ont été violemment chassés par les Croates, avec un coût élevé en vies humaines. Knin, la capitale de la Krajina était en partie incendiée. J'ai fait un voyage dans la Krajina, juste après. Les maisons étaient encore en train de brûler. Par ce dimanche matin magnifique, tous ces villages désolés à moitié brûlés ou détruits, c'était apocalyptique.
A la table des négociations, les Serbes ne pouvaient pas défendre la Krajina. Je pense qu'il y avait 250 000 personnes qui y vivaient. Les Croates avaient cherché une occasion pour s'en emparer et comme les Serbes étaient affaiblis, ils pouvaient se lâcher. Ils ont pris leur revanche pour tout ce qui avait été commis auparavant par les Serbes. Pour la première fois dans cette guerre, ils avaient une occasion de le faire.

Wouter Kok, Coordinateur de MSF Hollande en Bosnie de décembre 1991 à septembre 1992 puis desk à MSF Hollande 1993-1995 (en anglais) interviewé en 2015

Le 11 août, MSF annonce qu'un avion-cargo chargé de matériel logistique et médical d'urgence a réussi à atterrir à Banja Luka, malgré les entraves posées par les parties au conflit et par les Nations unies, qui ont interdit le survol de la zone. Dans le communiqué diffusé par la section française, le sort des communautés non–serbes vivant dans la région et celui de la population de Gorazde est de nouveau rappelé. V27

« Premier vol humanitaire sur Banja Luka - Médecins Sans Frontières approvisionne Banja Luka par les airs » **Communiqué de presse** de MSF Zagreb, 11 août 1995 (en français, en anglais) D213

Médecins Sans Frontières a reçu les autorisations nécessaires pour approvisionner Banja Luka par avion. Aujourd'hui, à 16h25, un avion-cargo a quitté Amsterdam à destination de Banja Luka avec 30 tonnes de matériel et une équipe de 3 personnes à son bord. MSF espère ainsi établir un pont aérien afin de faciliter l'aide humanitaire dans le nord de la Bosnie. Jusqu'à hier, Banja Luka restait très difficile d'accès alors que les stocks des différentes organisations humanitaires s'épuisaient rapidement, rendant alarmante la situation des 150 000 serbes de Krajina ayant fui vers la région de Banja Luka. Aujourd'hui, l'avion-cargo approvisionnera l'équipe MSF en matériel d'urgence : du matériel sanitaire et d'hygiène, comme des pompes à eau, des jerrycans et du savon. Bien que le stock médical soit suffisant pour l'instant, des médicaments seront livrés dans les jours à venir. Grâce au nouveau stock, l'équipe pourra également construire des latrines dans les centres collectifs et aux postes de santé le long de la route. Des jerrycans d'eau seront aussi distribués depuis ces postes de santé. L'équipe MSF de Banja Luka est constituée de 18 personnes : 10 expatriés et 8 membres du staff local. MSF distribue du matériel d'hygiène et des médicaments aux centres collectifs de Banja Luka qui accueillent 50 000 réfugiés. MSF approvisionne aussi les centres collectifs de Prijedor (au nord-ouest de Banja Luka) et les postes de santé situés le long des routes. MSF a aussi mis sur pied un centre médical à Bijeljina, la ville principale à la frontière Bosno-Serbe. Sur les 150 000 réfugiés qui traversent le nord de la Bosnie (Srpsk Republica), 45 000 ont déjà traversé la frontière vers la Serbie. La majorité des réfugiés passent par Banja Luka. « De Bijeljena à Banja Luka, j'ai compté environ 2.000 véhicules » déclare Barbara Kerstiëns, membre de l'équipe MSF. « Un long serpent sans fin sur 220 kilomètres, composé de voitures, de camions et de tracteurs fuyant vers la Serbie ». Barbara Kerstiëns est un médecin belge, travaillant pour MSF, arrivée mardi en compagnie d'un convoi MSF en provenance de Belgrade. « Les réfugiés sont très tendus, effrayés et perdus. Surtout ceux qui ont été bombardés sur la route menant à Banja Luka, près de Petrovac. De manière générale, les réfugiés ont l'air en bonne santé. Mais ils vivent des moments très pénibles. Ceux qui arrivent à Banja Luka ont déjà voyagé durant plusieurs jours. La plupart d'entre eux sont des personnes âgées et sont épuisées. » « Les réfugiés restent environ deux jours à Banja Luka, dans les centres collectifs, le temps de manger et de dormir un peu, de reprendre des forces. Ils ne savent pas quel chemin suivre. Tout ce qu'ils veulent, c'est se rendre en Serbie pour être en sécurité. Ceux qui restent plus longtemps dans les centres collectifs sont ceux qui n'ont pas de moyens de transport. Ils ont perdu toutes leurs forces et ne savent que faire. Mais tous continuent leur chemin dès qu'ils le peuvent. Ils sont désespérés. » En ex- Yougoslavie, Médecins Sans Frontières développe entre autre des programmes d'assistance médicale à Banja Luka, Sarajevo, Bihac, Tuzla, Zenica …

« Ex-Yougoslavie : Un avion de Médecins Sans Frontières en route pour Banja Luka » **Communiqué de presse** de MSF France, 11 août 1995 (en français) **D214**

Extrait :
Par ailleurs, l'équipe MSF de Banja Luka demeure très préoccupée quant au sort des communautés non-serbes vivant encore dans la région, victimes d'expulsions et d'intimidations. MSF rappelle enfin que la situation est toujours dramatique pour la population musulmane de Gorazde, assiégée depuis plus de trois ans par les forces serbes. Trois volontaires de MSF sont présents dans l'enclave.

« Un pont aérien pour les réfugiés serbes dans le cadre d'une relance du processus de paix » **Reuters** (Royaume Uni), 12 août 1995 (en anglais)

Extrait :
« C'est une situation qui se dégrade et empire jour après jour. Notre priorité est d'apporter de la nourriture, de l'eau, des abris et du matériel médical » a déclaré Jacques de Milliano, directeur de MSF, à Reuters par téléphone.
« Nous avons des plans pour un petit pont aérien et nous pensons que dans la semaine à venir nous ferons atterrir 3 ou 4 appareils de plus. »
MSF, le Comité international de la Croix-Rouge et d'autres organisations d'aide ont décidé d'essayer de ravitailler Banja Luka par voie aérienne parce que les routes de Bosnie sont encombrées de véhicules remplis de réfugiés.

C'était une zone interdite au survol aérien contrôlée par l'OTAN depuis une base en Italie. Pour que cet avion atterrisse à Banja Luka, il nous fallait l'autorisation de l'OTAN. J'ai donc eu le général de l'OTAN en charge des vols au téléphone et voilà comment s'est passé la conversation :
« Bonjour Général, c'est Michiel Hofman de MSF, vous avez sûrement entendu parler de la situation d'urgence à Banja Luka… »
Avant que je ne finisse ma phrase il s'écrie :
- « Oui ! Vous êtes de Médecins Sans Frontières, je vous connais, vous faites un super travail, c'est formidable. »
- « Oui c'est super, nous avons un avion-cargo rempli de matériel médical, de sanitation, d'assainissement de l'eau et d'abris, j'ai besoin de votre autorisation pour atterrir à Banja Luka »
Et là, il me dit :
- « Ah non, si vous volez vers Banja Luka je vais devoir vous abattre »
- « Nous sommes MSF, nous sommes neutres, blabla… »
- « Oui je sais, je vous connais, vous êtes géniaux ! Vous devez aider… »
- « Oui, c'est pour ca que je discute avec vous de cet avion plein de matériel pour Banja Luka »
- « Ah vous voulez voler vers Banja Luka ? Alors je vais devoir vous abattre ! »
Là, je me dis : soyons créatifs :
- « Pouvez-vous me donner un code d'autorisation pour faire atterrir un avion chargé de matériel d'urgence à Banja Luka ? »
- « Ah vous voulez un code d'autorisation ? Je peux vous en donner un. Si vous avez un code d'autorisation je n'aurais pas à vous abattre. »
Quand on parle à un militaire, il faut être très précis.

Michiel Hofman, coordinateur de MSF en Croatie d'août 1995 à juillet 1996 (en anglais) interviewé en 2015

L'aéroport de Banja Luka était déclaré inaccessible par les Nations unies. No fly zone. On savait que si on essayait de négocier avec les Nations unies, on n'aurait jamais l'autorisation. Le CICR ne l'avait pas eu. On n'avait pas non plus d'autorisation des Croates. On est quand même partis avec cet avion, qu'on a dû assurer nous-même parce qu'aucun assureur ne voulait le faire. Il fallait passer par la Serbie puis prendre un corridor. On a commencé les négociations dans l'avion. On était en contact avec un AWACS de l'OTAN qui survolait le coin et nous disait qu'on ne pouvait pas atterrir. On a dit que s'ils ne laissaient pas atterrir l'avion, on dirait qu'ils bloquaient l'humanitaire pour les Serbes. Là pour eux c'était sensible. Belgrade, dont il nous fallait l'autorisation, nous disait qu'il fallait atterrir à Belgrade. Nous on insistait pour aller à Banja Luka. Au bout d'un moment on a eu leur feu vert pour Banja Luka. La seule autorisation qu'on n'avait toujours pas, c'était celle des Croates. Finalement, le commandant de l'AWACS a dit à notre pilote « fly as high as possible ». Lorsqu'on a atterri, le CICR nous a dit « on pensait que c'était notre avion qui arrivait ! Il est bloqué depuis deux jours à Belgrade. Comment avez-vous fait ?»

Dr. Jacques de Milliano, Directeur général de MSF Hollande de 1985 à 1997 (en français) interviewé en 2000 et en 2015

Les responsables de MSF sont de nouveau confrontés au dilemme de devoir choisir entre porter secours aux réfugiés, au risque de participer au processus d'épuration ethnique, ou d'éviter ce risque au prix de l'abandon de ces populations.

Le directeur général de MSF Hollande, Jacques de Milliano, considèrant que le processus touche à sa fin, est d'avis de sauver ceux qui peuvent encore l'être et dénonce la situation dans les médias. Il finit par obtenir de la part des autorités bosno-serbes, qui sentent le vent de l'Histoire tourner, la mise à l'abri d'une nouvelle vague de réfugiés qu'elles s'apprêtaient à chasser.

« Au sujet des minorités de Banja Luka » **Message** de Jacques de Milliano, Directeur général de MSF Hollande à Wouter Kok, responsable de programme à MSF Hollande, 14 août 1995 (en anglais) **D215**

Après des discussions avec le CICR, le HCR, l'évêque de Banja Luka, un entretien de plusieurs heures avec Koljevic (le vice-président de la Republika Srpska) et avec d'autres sources, je voudrais soulever la question de la situation de plus en plus dramatique des minorités, du changement dans la politique du CICR et du HCR et du besoin d'une position claire de MSF.

1. Depuis la chute de la Slavonie occidentale et spécialement après l'afflux de réfugiés de la Krajina, les minorités de la partie serbe de la Bosnie sont dans une situation d'insécurité plus grave qu'auparavant.

Des centaines de familles ont été jetées hors de leurs maisons et cherchent refuge dans leur famille. Puis ces familles ont aussi été jetées hors de chez elles et ainsi de suite jusqu'à ce que les gens se retrouvent à la rue ou se cachent dans les bois. Une situation intenable. Les gens ne se sentent pas du tout en sécurité et remercient Dieu « d'avoir encore leur tête sur leurs épaules ». Des actes de cruauté ont déjà été rapportés. Une explosion généralisée de violence contre les minorités peut se produire à tout moment – la souffrance humaine sera énorme.

Background : Il y a du nettoyage ethnique dans cette région depuis plus de deux ans. 75 % de la population a été nettoyée. En ce moment, le chiffre circule de 30 000 Croates et de 25 000 Musulmans vivant dans cette région – pour la plupart dans la ville de Banja Luka (12 000 Croates).

Un exemple : En ce moment même, une femme croate aveugle cherche de l'aide à notre bureau. Hier soir, une famille serbe a frappé à sa porte et lui a demandé de partir. Elle a eu le temps de faire trois sacs et ils lui ont dit qu'elle « pouvait traverser le pont en bois à pied pour aller en Croatie »

2. Le HCR et le CICR disent que depuis quelques jours ils sont surchargés de gens chassés de leurs maisons qui cherchent assistance et protection. Au cours des 18 derniers mois, ils ont pu gérer la protection sur des bases individuelles. Maintenant ils sont surchargés avec des centaines de nouveaux cas et ils ont déclaré qu'ils ne pouvaientt désormais plus garantir un niveau de protection décent vu le nombre de demandeurs et l'ambiance de vengeance et violence.

Donc ils cherchent à changer leur politique de protection en – Première étape – mettant en place des centres collectifs qui peuvent être protégés (pour cela il leur faut une assurance des autorités) et par – Deuxième étape – facilitant le transport vers la Croatie sous certaines conditions : libre choix, garanties de sécurité et voyage avec les membres (masculins) de la famille (beaucoup d'hommes sont mobilisés pour le travail forcé).

3. Les autorités civiles ont bien fait comprendre qu'elles ne pourraient protéger les minorités. « Trop de soldats incontrôlables de la Krajina à Banja Luka, une force de police trop faible à cause de la mobilisation générale ». Hier ils m'ont dit qu'ils allaient faire des listes de ceux qui désiraient partir et demander aux organisations humanitaires d'aider et de faciliter les départs. La Croatie a, apparemment, accepté la minorité croate (voir le CICR). La purification ethnique marche à plein régime et est servie à la sauce humanitaire.

4. L'évêque de Banja Luka – assigné à domicile – est désespéré. Il accuse les autorités serbes d'un jeu cynique dans lequel elles créent une nouvelle tragédie à la faveur de l'actuelle crise des réfugiés. Il ne veut pas accepter le départ de sa population vers la Croatie. Il accuse l'aide internationale de culpabilité et d'impuissance cynique. Il demande à la communauté internationale, aux politiciens, aux organisations humanitaires de protéger les minorités ici, et de résister à la politique diabolique de destruction. « Il a le droit de vivre à Banja Luka et il se battra jusqu'à la fin ». Apparemment, dans les circonstances actuelles ses ouailles optent de plus en plus pour le départ.

Conclusion :

Les organisations humanitaires sont confrontées à un sérieux dilemme.

Ou elles refusent de participer à l'évacuation des civils pour résister à la purification ethnique par principe. Alors il y aura une tragédie humaine et de nombreuses victimes.

Ou elles facilitent le transit des minorités hors de la région pour limiter les souffrances et elles deviennent involontairement un rouage de la purification ethnique.

Mon opinion est qu'il s'agit de l'étape finale de la purification ethnique dans la région et qu'il est irréaliste à ce stade de vouloir retourner les évènements. Nous devons donc sauver ceux qui peuvent encore l'être.

Et nous devons élever notre voix et exprimer notre indignation. Une histoire triste et sa triste conclusion.

« Médecins Sans Frontières extrêmement préoccupé par les conditions réservées aux minorités non-Serbes dans la région de Banja Luka. » **Communiqué de presse** de MSF France, 15 août 1995 (en français) **D216**

Environ 30 000 Croates et 20 000 Musulmans ont été chassés de leur habitation et évacués à Dvor en Croatie. Médecins Sans Frontières réaffirme son opposition au nettoyage ethnique et réclame d'urgence que ces populations minoritaires puissent bénéficier d'une protection. Ces derniers jours à Banja Luka et dans ses environs, des centaines de Croates et de Musulmans ont été expulsés et nombre d'entre eux sont encore victimes de violences. MSF demande aux autorités locales de prendre les mesures nécessaires pour que les violations des Droits de l'Homme en cours cessent immédiatement. Médecins Sans Frontières ne participera pas au déplacement et au transfert des populations minoritaires de Banja Luka. MSF n'apportera son aide médicale et humanitaire qu'à la demande des Organisations mandatées pour les transferts et la protection des populations -le Haut-Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés et le Comité International de la Croix Rouge. Depuis deux ans Médecins Sans Frontières apporte son assistance aux populations de la région de Banja Luka, y compris les minorités croates et musulmanes. Aujourd'hui MSF appelle l'attention de tous sur le sort de ces minorités et demande leur protection.

« Selon une organisation humanitaire, les expulsions ethniques en Bosnie sont inhumaines » **Reuters** (Royaume Uni) 16 août 1995 (en anglais)

Extrait :
Les conditions des minorités qui se rassemblent à Banja Luka pour rejoindre la Croatie en bus sont chaotiques et se dégradent, a déclaré Jacques de Milliano, président de la branche hollandaise de Médecins Sans Frontières.
« Le transport du bétail se fait dans de meilleures conditions » a déclaré M. de Milliano par téléphone de la ville de Banja Luka.
« Nous demandons instamment aux autorités locales que si elles devaient céder à la « purification ethnique » - ce que nous désapprouvons fortement - qu'au moins elles le fassent avec un peu de dignité. »
Les Serbes de Bosnie ont commencé à rassembler des milliers de non-Serbes, principalement des Croates, dans un programme d'expulsion systématique dont les organisations humanitaires disent qu'il établira dans la région la « pureté ethnique » que les Serbes recherchent.
Des centaines de personnes ont déjà été forcées à quitter leurs maisons, ont été envoyées en car jusqu'au fleuve Sava, qui marque la frontière entre la Bosnie et la Croatie, puis mises dans des barques et envoyées en exil.
Selon M. de Milliano les Croates dépossédés ont été obligés de se rassembler dans un champ derrière une caserne de Banja Luka, la plus grosse ville tenue par les Serbes en Bosnie. Il ajoute que des centaines de personnes qui n'avaient pas pu monter à bord des bus à la fin de la journée ont dû passer la nuit en plein air. Le jeudi soir, un orage a transformé le champ en une mer de boue insalubre.
« Ces gens ont quitté leurs villages, abandonné leurs maison et ne peuvent plus revenir. Les autorités ne font rien pour leur offrir le minimum » rapporte-t-il.
M. de Milliano demande aux officiels serbes de déplacer le centre de rassemblement pour les expulsions de masse - il estime qu'il continuera à fonctionner pendant encore deux semaines pour expulser les derniers Croates - dans un bâtiment où les organisations humanitaires pourront s'occuper des partants.
Les Croates et les Musulmans ont enduré des passages à tabac, des meurtres et des menaces de la part des Serbes de la Krajina qui cherchent à se loger mais aussi à se venger après avoir été expulsés de leur enclave rebelle par les forces croates. Beaucoup sont désespérés de partir. Selon M de Milliano, la situation des près de 40 000 Musulmans de la région est pire que celle des Croates. Les autorités croates ont conclu un accord pour rapatrier les leurs, mais aucun arrangement de la sorte n'existe pour les Musulmans.
« Apparemment ils y a quelques cars transportant des Musulmans qui se rendent en Bosnie centrale (tenue par le gouvernement bosniaque), mais ce n'est pas aussi organisé qu'avec les Croates » ajoute-t- il.

J'arrive à Banja Luka et je vois une équipe MSF terrifiée : « Il faut faire attention à ce qu'on dit… les Serbes etc. »

Kolievic, le vice-président de Republika Srbska, organise une réunion et dit : « Je vais évacuer les Croates et les Musulmans. Je ne vais plus assurer leur sécurité… » C'était de la purification ethnique, mais lui il disait « évacuer ». Toutes les organisations étaient là à l'écouter. Et là, j'ai piqué une colère contre lui. Je lui ai dit : « Monsieur Kolievic, ce que vous appelez assistance, pour moi c'est de la purification ethnique, c'est comme ça qu'on le nomme… » Il y a eu un silence complet dans la salle. J'en avais marre que les organisations ne réagissent pas. J'ai rédigé un « position paper » MSF juste en termes de stratégie et je l'ai envoyé à toutes les sections en disant : « je veux communiquer ça et ça. » On s'est mis d'accord en une demi-heure. Après, j'ai appelé la BBC à Belgrade et je leur ai dit que ce qui se passait, c'était de la purification ethnique. Le lendemain, Kolievic était là pour me voir. On a parlé. C'était la fin de l'histoire, le début des négociations de Dayton et il avait peur du tribunal. J'avais encore une interview à faire et je ne lâchais pas, je continuais à condamner. Kolievic est revenu me voir plus tard à l'aéroport et m'a demandé : « vous allez continuer à parler ? » J'ai répondu : « oui, en Europe, je vais continuer à parler parce qu'hier, il y a encore des réfugiés qui sont arrivés, ils sont dans un stade, sous la pluie etc. » Il me dit : OK, venez avec moi, on va organiser un abri pour ces gens-là. On réquisitionne une école et on le fait. » La leçon de cet épisode c'est que quand on prend une position claire dans une situation comme celle-là, on crée un peu de respect pour l'humanitaire. Je suis rentré en Europe et j'ai raconté partout l'histoire de Kolievic. Deux mois après, j'ai appris qu'il s'était suicidé. Il avait très peur.

Dr. Jacques de Milliano, Directeur général de MSF Hollande de 1985 à 1997 (en français) interviewé en 2000 et en 2015

En septembre, dans le journal interne de MSF France, qui est aussi distribué à une centaine de journalistes, l'adjoint au responsable de programme chargé de l'ex-Yougoslavie conteste l'analogie faite par l'ONU entre l'impact sur les populations civiles de l'opération de reconquête croate et celui des opérations de purification ethnique menées par les régimes serbe et bosno-serbe.

Il s'inquiète également pour Gorazde, dont le sort semble être lié aux accords de paix en cours de négociation à Dayton (Ohio), sous l'égide des Etats-Unis.

« Croates et Bosniaques contre attaquent » Pierre Salignon, responsable de programme MSF France, **Messages** n°81, (journal interne de MSF France, distribué aussi à une centaine de journalistes), septembre 1995 (en français) **D217**

En deux mois, les données du conflit ex-yougoslave ont changé. Si, aujourd'hui, les forces croates et bosniaques ripostent et l'OTAN intervient enfin, la purification ethnique s'est poursuivie avec la chute de Srebrenica et de Zepa.

L'envoyé spécial des Nations unies en ex Yougoslavie, M. Akashi, dénonce alors « *les opérations de nettoyage ethnique* » dans la Krajina. Il renvoie dos à dos tous les « belligérants » du conflit en ex-Yougoslavie, les Croates et les Bosniaques, selon lui, se rendant coupables aujourd'hui des mêmes crimes commis hier par les Serbes. Les journalistes et les observateurs internationaux présents en Croatie soulignent qu'il ne fait aucun doute que l'objectif croate vise à ce que la population serbe ne revienne jamais sur les territoires « reconquis ». Mais ils notent cependant que les méthodes utilisées pour y parvenir n'ont rien à voir avec les opérations mises en œuvre depuis 1991 par les soldats de R. Karadzic pour purifier ethniquement les territoires qu'ils contrôlent. Si des témoins ont fait état d'exécutions sommaires de civils et de bombardements de colonnes de réfugiés lors de l'offensive croate, la fuite des habitants a été organisée par les Serbes eux-mêmes (comment accepter de revivre avec ceux que l'on avait chassé hier ?), et a eu lieu le plus souvent bien avant l'arrivée des soldats croates. Pour ceux qui n'avaient pu partir à temps, des corridors ont été ensuite ouverts vers la Bosnie et la Serbie après que tous les hommes aient été désarmés, et aucune exécution massive n'a été signalée. Ces derniers déplacements de population- serbe cette fois-ci apparaissent donc comme la conséquence de la guerre de purification ethnique qui a débuté en Croatie en 1991, pour s'étendre ensuite à la Bosnie-Herzégovine. Guerre face à laquelle la Communauté internationale est restée trop longtemps passive, acceptant la politique du fait accompli. Souvenez-vous de Vukovar tombée aux mains des Serbes le 18 novembre 1991 après quatre-vingt-six jours d'un siège atroce. « La perle du Danube » bombardée, rasée. Sous les yeux du monde, en direct. Par centaines de milliers (300 000) alors les habitants croates fuyaient La Slavonie et la Krajina occupées. Dix mille autres étaient morts sous les bombes des soldats de Milosevic. Souvenez-vous ensuite des opérations de nettoyage ethnique menées en Bosnie-Herzégovine par les milices de R. Karadzic soutenues par la Serbie. Au courant de l'été 1992, dans la région de Kozarac, mais aussi à Foca, Visegrad, Srebrenica, Zvornik, Bjelinja, Jajce, Sanski-most… Des centaines de villes et de villages bosniaques ont été systématiquement incendiés, détruits. Des dizaines de milliers de civils enfermés, maltraités, massacrés dans des camps de concentration à Omarska, Manjaca, Trnopolje, Keraterm (quarante-sept lieux de détention ont été recensés). Au total, des dizaines de milliers de morts, près de trois millions de personnes déplacées ou assiégées, des milliers de disparus… Dans son dernier rapport rendu public en juillet dernier, le rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme des Nations unies, M. Tadeusz Mazowiecki soulignait que « la purification ethnique menée par les Serbes dans leur territoire est presque terminée ». Depuis, il a démissionné de son poste pour dénoncer la responsabilité de la Communauté internationale devant l'ampleur des atrocités commises en Bosnie-Herzégovine. Car, tous ces crimes ont été commis sous les yeux de quelques 40 000 soldats des Nations unies chargés de maintenir la paix et de faire appliquer plus de soixante-dix résolutions successivement votées par le Conseil de Sécurité de l'ONU. Souvenez-vous de Srebrenica, la première des enclaves bosniaques « protégée » par l'ONU en 1993. Faute de moyens et de réelle volonté des Etats occidentaux, elle a été la première à disparaître au début du mois de juillet 1995, suivie quelques semaines plus tard par celle de Zepa. Au total, 40 000 civils ont été déportés ou ont dû fuir à travers la forêt, seuls et démunis, pourchassés. On est sans nouvelles de 8 000 autres… prisonniers ou abattus sommairement dans leur fuite. L'ONU a laissé sous nos yeux les crimes s'accomplir. A Sarajevo, après un nouveau massacre de civils innocents, le 28 août dernier, (37 morts et 80 blessés), l'OTAN a déclenché en représailles une opération militaire contre les artilleurs serbes et réussi à désenclaver la capitale assiégée. Mais demain, acceptera-t-elle d'assurer la protection de l'enclave de Gorazde dont tous les casques bleus se sont retirés à la fin du mois d'août ? Ou préfèrera-t-elle la sacrifier comme le propose les Etats-Unis sur l'autel de la « pureté ethnique » ? Le pire est à craindre, alors que le « partage ethnique » de la Bosnie-Herzégovine se négocie à Genève et New-York. Il est selon les diplomates « le prix à payer sur le chemin qui mène à la paix ». On se permettra d'en douter.

Ne pas abandonner Gorazde

Fin août, le contingent de casques bleus ukrainiens déployé dans Gorazde s'est retiré de l'enclave. Le contingent britannique est aussi sur le départ.

MSF, dont une équipe est toujours présente dans l'enclave, s'inquiète publiquement de ce nouvel abandon d'une zone censée être sécurisée par les forces internationales de maintien de la paix.

L'élaboration du communiqué de presse, diffusé au nom du mouvement par l'équipe de communication délocalisée à Zagreb, fait l'objet d'une controverse interne. Selon les responsables de programme et les équipes de terrain, l'information n'a pas été partagée à temps et les personnes citées n'ont pas été consultées.

Au final, alors que le communiqué de MSF International condamne fermement le retrait des casques bleus de Gorazde, celui de MSF France insiste plutôt sur la demande de garanties pour la protection de la population de l'enclave.

Message de Vincent Cassard, chargé de communication MSF à Zagreb aux coordinateurs de MSF en ex-Yougoslavie et aux responsables de programme, 21 août 1995 (en français) **D218**

Extrait :
Bonjour les chefs, Au risque de me répéter (pour Alex, désolé). J'aimerais vous faire un point sur le retrait des UN de Gorazde car je suis convaincu que nous devons faire plus qu'attendre et évaluer. Il me parait très important de marquer le coup et de communiquer. En termes de communication, et sans faire de la politique, MSF peut : exprimer la vive inquiétude des habitants pour leur sécurité, se poser publiquement

la question de l'efficacité d'une telle mesure pour la vie des 60 000 habitants de la poche, et réaffirmer que notre présence n'est pas lié à celle des troupes de la FORPRONU. Je souhaite également lier cette communication au sentiment de la population mais on devrait pouvoir avoir cette info rapidement puisqu'on est sur place : j'imagine que les gens se sentent abandonnés et que ce départ est le coup de grâce. Cette démarche me parait indispensable car : Il n'y a aucun journaliste dans la poche et nous avons une responsabilité vis-à-vis de la population qui ne peut rien dire. Cela pourrait pousser les gens à se poser des questions face à ce qui me semble être une vaste supercherie et belle saloperie. Et enfin nous aurions le soutien de MSF-H qui est prêt à communiquer sur ce point avec nous.

L'argument des frappes aériennes ne tient pas la route. Il a été dit et répété par les journalistes [...] que le retrait des casques bleus empêcherai une prise d'otages et rendrait plus facile l'usage par l'OTAN des frappes aériennes. Les frappes aériennes sont à présent sous l'autorité de l'OTAN et conditionnées par la procédure organisée le 1er août 1995. Je n'ai malheureusement pas de textes de la conf. de Londres ici. Mais en résumé, la position officielle des UN est que l'OTAN n'utilisera cette frappe qu'en cas d'attaque massive de la poche. Cette notion peut amener à n'importe quelle interprétation. En pratique, cela veut dire que les serbes peuvent bombarder quelques écoles et marchés sans aucun problème. Cela veut également dire qu'ils peuvent grignoter la poche sans problème puisque c'est ce qui s'est passé à Srebrenica : 2 jours après le début de l'offensive, et alors qu'une partie du territoire de l'enclave était pris, les spécialistes de la FORPRONU de Zagreb étaient tous d'accords pour dire qu'il s'agissait d'une attaque d'intimidation et donc pas d'une attaque massive. En dernier lieu, l'efficacité des frappes aériennes est très controversée sans un appui d'une action au sol.

Ce départ est extrêmement précipité Il y a quelques jours, les officiers britanniques à Sarajevo me soutenaient qu'il n'y aurait pas de départ proche du Britbat. La nouvelle a été annoncée vendredi au press briefing de Sarajevo. Le même jour, on parlait à Zagreb d'un délai de quelques semaines pour le Britbat puisque leur mandat se termine fin septembre ? Ce matin (lundi 21) on parle d'un retrait en une semaine du Britbat au point sécu Unprofor. J'ai donc vraiment l'impression qu'ils essayent de faire vite et discrètement. Est-ce que cela ne va pas inciter les serbes de Bosnie à prendre la poche ? Il est impossible de ne pas mettre ce départ en parallèle avec le plan de paix américain qui prévoirait un échange de Gorazde avec la partie serbe de Sarajevo. Gorazde est une zone de sécurité protégée par la FORPRONU. La conférence de Londres de juillet dernier a renforcé l'idée de cette protection par les Nations unies. Il est clair que ce départ n'est pas une amélioration de la protection de la zone. Cette décision est donc en totale contradiction avec le mandat des casques bleus et de l'engagement récent de la « communauté internationale » à la conf. de Londres. Pour ça on a l'habitude, le problème c'est que cela risque d'encourager le BSA à reprendre la poche, ce qui est le pire des scénarios pour les 70 000 habitants de Gorazde. La poche est solidement armée et les combats seront violents (ça, je veux bien, MSF ne peut pas y faire grand-chose) Le BSA ayant perdu du terrain sur d'autres fronts peut très facilement interpréter ce retrait comme un signe leur ouvrant la voie. Lorsque l'on sait ce qui s'est passé à Srebrenica – et là MSF est bien placé – on ne peut que contester une décision qui risque de mettre ces populations dans la même situation. Voilà, c'était juste une suggestion, et comme vous l'avez deviné cette histoire me hérisse un peu le poil. Je suis pourtant resté très soft avec les journalistes, en leur suggérant juste de creuser la situation qui nous préoccupe beaucoup. J'espère vous avoir convaincu et attend de vos nouvelles.

Vincent

Message de Vincent Cassard, chargé de communication MSF à Zagreb aux responsables de la communication de MSF, 22 août 1995 à 10h08 (en français) **D219**

Hello la com, ici la com.

Zagreb, contenu du message :

1. Après les déclarations de Londres qui tiraient une ligne Infranchissable devant Gorazde. MSF s'indigne de l'abandon par les forces des NU de la dernière enclave de Bosnie Orientale. Ce retrait est en contradiction flagrante avec les promesses fermes de protection faites par les gouvernements réunis à Londres. [...]

2. MSF, la seule agence hum[anitaire] ayant maintenu une présence ininterrompue depuis 1993 s'inquiète des conséquences de ce retrait précipité pour la population de l'enclave assiégée. MSF craint que cette décision ne facilite une nouvelle attaque de l'enclave qui aurait des conséquences dramatiques sur la sécurité de la population civile.

3. Le départ des casques bleus met fin au principe de protection par la communauté internationale de 60 000 civils dépendant entièrement de l'aide humanitaire. Ce retrait supprime également toute possibilité d'observation et d'assistance en cas d'évacuation précipitée de la population civile. (insérer citation MSF ; « après avoir été témoin direct de la violence faite aux populations lors de la chute de Srebrenica nous sommes très inquiets que le même sort soit réservé à la population de Gorazde. Il est impératif que les promesses faites à propos de Gorazde soient tenues ... »)

4. détails pratiques et témoignages vie dans l'enclave Timing: On a pour l'instant raté le coche 2 fois ;

- Vendredi lors de l'annonce du retrait,
- Dimanche lorsque les UN ont déclaré que la mort de 3 enfants dans la poche était une attaque contre une cible militaire légitime (press conf 21.08)

> - Réagir dès le premier retrait du contingent brit. Les Ukrainiens tentent de partir depuis 5 jours mais ils sont désarmés donc quantité négligeable. Le départ des brit[tanniques]. sera beaucoup plus couvert par la presse internat[ionale] et donc on a plus de chance de faire passer le message. - comme vous l'avez proposé, le message doit être basé sur une expérience du terrain.

En conséquence la communication doit également émaner du terrain et non pas seulement des sieges - vu l'importance du message, il faudrait organiser des brief ou conf de presse dans tous les endroits où se trouvent les journalistes, Zagreb,

Sarajevo, Beo[grad] et les sièges. Je crois bcp [que beaucoup] de journalistes seraient réceptifs vu le cynisme de cette décision et de l'approbation générale qui l'a entourée. J'attends avec impatience votre proposition.

« Le retrait des casques bleus ukrainiens a commencé » **Agence France Presse** Sarajevo, 24 août 1995 (en français)

Extrait :
Les quelques 72 soldats ukrainiens ont quitté Gorazde, « zone de sécurité » de l'ONU mercredi soir, à destination de Belgrade. Seuls deux officiers sont restés dans l'enclave musulmane pour régler des problèmes administratifs. L'ONU avait justifié leur retrait en faisant valoir que la situation était devenue « militairement invivable ». Les Ukrainiens s'étaient fait voler l'essentiel de leur matériel et n'était plus régulièrement approvisionnés. Dans les jours qui viennent, leur départ doit être suivi de celui des 170 hommes du contingent britannique, a précisé un responsable de l'ONU. Les Serbes de Bosnie ont autorisé les premiers convois de matériel britannique à quitter l'enclave. Des discussions sont encore en cours avec le gouvernement bosniaque. Début septembre, la FORPRONU devrait avoir achevé son retrait de l'est de la Bosnie, ne laissant qu'une vingtaine d'observateurs à Gorazde. Ces derniers seront officiellement chargés d'informer les Nations unies en cas de menace et d'attaques serbes contre l'enclave. Toute la défense de Gorazde repose désormais sur la menace, adressée fin juillet par les pays occidentaux aux forces serbes, de recourir à des frappes aériennes massives de l'OTAN en cas d'attaque contre l'enclave. Une « garantie » à laquelle la population de Gorazde ne croit plus depuis longtemps. « Les gens sont très inquiets et démoralisés parce qu'ils ont l'impression d'être abandonnés une nouvelle fois », a affirmé jeudi Pierre-Pascal Vandini, responsable des programmes de l'organisation humanitaire Médecins Sans Frontières (MSF) pour l'ex-Yougoslavie. « Ils cumulent le stress depuis trois ans. A n'importe quel moment, ils pensent qu'ils vont mourir », a-t-il déclaré. Les menaces occidentales n'ont pas empêché les serbes de harceler la ville. « Depuis quelques jours, il y a essentiellement des tirs de *snipers* (tireurs embusqués). Avant il y avait aussi des bombardements », selon M. Vandini. L'équipe de MSF pratique entre 10 et 20 interventions chirurgicales graves par semaine dont 10 à 20 % sur des femmes et des enfants. Depuis quelques jours, l'accès à Gorazde est un peu plus facile. MSF a pu faire entrer un convoi de médicaments et la situation alimentaire s'est un peu améliorée. « C'est mieux, mais ca reste très grave », a estimé le responsable de MSF. [...] Selon les Nations unies, le retrait des casques bleus de Gorazde permettra à la FORPRONU de mieux défendre l'enclave en limitant les risques de représailles sur les casques bleus en cas de frappes aériennes. Mais pour les bosniaques, il annonce surtout l'abandon de l'enclave par la communauté internationale. Les menaces de frappes aériennes contre les forces serbes semblent surtout destinées à geler la situation avant d'éventuelles négociations.

« Gorazde sans protection- Médecins Sans Frontières craint de nouvelles attaques contre les civils» **Communiqué de presse** de MSF International, Zagreb et Bruxelles, 24 août 1995 (en anglais) **D220**

Alors que les forces de maintien de la paix des Nations unies commencent leur retrait final de Gorazde, l'organisation de secours médicale internationale Médecins Sans Frontières (MSF) condamne le retrait de toutes les forces au sol de protection de la population de l'enclave assiégée de Bosnie orientale.
L'échec à maintenir une présence internationale de maintien de la paix à Gorazde est en flagrante contradiction avec les divers engagements internationaux pour la protection de l'enclave, pris par les gouvernements à la conférence de Londres en juillet.
Selon Stephan Oberreit, le coordinateur de MSF à Belgrade, « *la decision de se retirer de ce soi-disant havre de paix contraste avec les fortes promesses de protection faites il y a un mois. En l'absence d'un plan alternatif crédible, les 60 000 résidents de Gorazde seront plus vulnérables que jamais.* »
En cas de nouvelles attaques contre l'enclave, la population ne pourra bénéficier d'aucune protection internationale.
L'absence d'une force dissuasive au sol enlève aussi toute possibilité d'évacuation dans des conditions de sécurité.
Depuis 1993, MSF est la seule organization d'aide à maintenir une presence ininterrompue dans les enclaves de Bosnie orientale (Srebrenica and Gorazde). En juillet, l'équipe médicale de MSF a assité à la chute de Srebrenica au cours de laquelle environ 40 000 personnes ont été soumises à la plus grande violence puis forcées à fuir. Même si dans les derniers jours l'activité militaire a été réduite, la situation reste désespérée pour la population de Gorazde.
L'équipe de MSF (1 infirmier, 1 anesthésiste, 1 ingénieur) rapporte que dans la seule semaine dernière 21 opérations chirurgicales graves ont été réalisées, dont 14 impliquant des blessures de guerre. En ex-Yougoslavie, MSF travaille de façon indépendante des Nations unies et maintiendra sa presence à Gorazde aussi longtemps que la sécurité le permettra.

« Retrait des casques bleus: quel avenir pour les habitants de Gorazde ? » **Communiqué de presse** de MSF France, 24 août 1995 (en français) **D221**

Alors que les forces dites de protection des Nations unies ont entamé la phase finale de leur retrait de Gorazde, Médecins Sans Frontières demande que des garanties soient clairement exprimées - et suivies d'effets - par la Communauté des États afin d'assurer la protection des 57 000 habitants de l'enclave, déclarée zone de sécurité par les Nations unies en 1993. Après avoir été témoin direct du drame vécu par les habitants de Srebrenica et porté assistance à la population de Zepa, Médecins Sans Frontières - seule organisation non gouvernementale à avoir maintenu une présence ininterrompue à Srebrenica et à Gorazde depuis 1993 - craint que le départ précipité des soldats de la FORPRONU ne signifie un nouveau

désengagement de la Communauté internationale. Les États membres du Groupe de contact ont la responsabilité du sort des civils assiégés qu'ils se sont fermement engagés à protéger lors de la réunion de Londres, le 20 juillet dernier. La situation à l'intérieur de l'enclave de Gorazde est toujours aussi dramatique. La semaine dernière, plus calme que les précédentes, le service des urgences pris en charge par Médecins Sans Frontières a reçu 5 blessés graves, tandis que trois enfants de trois, cinq et sept ans ont trouvé la mort alors qu'ils jouaient dans le centre-ville. 21 opérations, dont 14 sur des blessés de guerre, ont été menées par les équipes médicales. La semaine précédente, 10 blessés avaient été admis à l'hôpital ; sept avaient été touchés lors de bombardements alors qu'ils profitaient d'un après-midi ensoleillé sur les berges de la Drina. Depuis le début de l'année, l'enclave subit les attaques incessantes des forces serbes. Les trois volontaires de Médecins Sans Frontières qui travaillent auprès des civils rapportent que la population de Gorazde a, depuis de nombreux mois, le sentiment d'être abandonnée malgré les promesses de la Communauté internationale, comme l'ont été les habitants de Srebrenica et de Zepa.

Fax-message d'Anne-Marie Huby, responsable de la communication de MSF International Communication redistribute à tous les chargés de communication de MSF, 24 août 1995 à 17h37 (en anglais)

Extrait :
Cher tous, après la mini-panique de ce matin au sujet du communiqué de presse sur Gorazde (la déclaration a été approuvée et diffusée avec un embargo jusqu'à 6 heures du matin à Zagreb, puis rejetée par Stephan à Belgrade …) MSF France a diffusé une version légèrement différente pour le public français et a organisé des interviews avec Stephan pour les médias français. De toute façon, l'affaire était déjà enclenchée tôt ce matin, au moins dans les agences de presse. Pour l'instant les résultats ne sont pas spectaculaires, car Goma[8] semble beaucoup occuper les journalistes de politique étrangère et les journalistes basés sur place, bien que très sympathiques cherchent encore une occasion (des interviews avec les soldats britanniques par exemple) pour parler plus longuement de Gorazde. Nous continuons à pousser.

Message de MSF Gorazde à MSF Belgrade, 25 août 1995 (en français) **D223**

Cher Stephan,
Je sais que tu n'y es absolument pour rien dans cette histoire de déclaration à la presse… abandon de Gorazde par les uns… mais vraiment je voudrais que tu me donnes quelques éclaircissements sur ce qui a été exactement déclaré, est ce que cela a été mal interprété par la presse… les déclarations ont elle étés faites avant de te consulter… par qui… la nouvelle est en tous cas bien tombée ici… Je suis hyper fâchée… les brits ont demandé à nous rencontrer, je peux peut être en profiter pour leur demander de nous nettoyer les mines, de nous donner leurs médocs et un computer tant que l'on y est. Vraiment Stephan pour moi il y a erreur quelque part et je voudrais savoir à qui adresser ma colère. Est-ce normal de lancer ce genre de news sans en avoir parlé aux gens du terrain. On a peut-être pas le droit à la parole, on a juste le droit de se ramasser des bombes sur la gueule et d'envoyer des rapports. Bonjour le dialogue et la démocratie. Si c'est la façon de travailler chez MSF, j'ai bien peur de m'être trompée d'organisation. Je sais que tu n'es pas responsable et d'ailleurs merci d'avoir ouvert la discussion hier même si apparemment ça n'a servi à rien. J'attends ta réponse avant d'envoyer un capsat aux sièges. Merci et gros bisous (mais vraiment rien qu'à toi) Sofia

Message de Luc Nicolas, responsable de programme MSF Belgique à Anne-Marie Huby, Responsable de la communication de MSF International et Pierre-Pascal Vandini, responsable de programme MSF France, 25 août 1995 à 14h04 (en français) **D224**

Extrait :
Salut Anne-Marie,
Suite à la diffusion Mercredi soir à Zagreb du communiqué sur Gorazde une mise au point me semble nécessaire:
1) Il est totalement inacceptable, quel que soit le « flou » éventuel laissé par les divers intervenants que ce communiqué ait été diffusé sans attendre la réaction du terrain. Nous avions été formels sur ce point.
2) Sans remettre en question le rôle de ZAGREB comme plaque tournante de l'information sur le contexte, il me semble totalement inapproprié qu'un communiqué sur Gorazde y soit traité sur le fond et ce pour les raisons suivantes:
- Le contexte Gorazde est extrêmement touchy : L'équipe est continuellement sur les charbons ardents et chaque mot a son importance.
- Les idées exprimées par les uns et les autres au niveau des sièges et du terrain divergent quelquefois de manière substantielle.
- Un communiqué non compris ou non accepté par le terrain est indéfendable car Stéphan ne pourra le défendre auprès des journalistes.
- L'association « Zagreb-BX [Bruxelles] – Gorazde » dans le contexte Belgrade est du plus mauvais effet.[…]
3) Le contexte restant changeant, je propose le fonctionnement suivant :
- Les sièges auront une discussion de fond dans les prochains jours sur la vision qu'ils ont sur Gorazde: Approche purement humanitaire ou positionnement plus politique.
- Tout nouveau communiqué passera d'abord par une discussion Sièges-Terrain (Paris/Bx [Bruxelles] -Stéphane/Alex). Un draft « martyre » sera réalisé par la com à BX [Bruxelles]. Il sera ensuite diffusé sur les COMS Paris/Zagreb/Belgrade pour discussion plus ouverte sur la forme et rédaction finale.

8. Crise des réfugiés rwandais à Goma au Zaïre. Voir Etude de cas sur les prises de parole publiques de MSF « Les camps de réfugiés rwandais au Zaïre et en Tanzanie1994-1995 » Laurence Binet - MSF International http://www.speakingout.msf.org/fr/camps-de-refugies-rwandais-au-zaire-et-en-tanzanie

Message de Pierre-Pascal Vandini, responsable de programme MSF France à Luc Nicolas, responsable de programme MSF Belgique, 25 août 1995 (en français) **D225**

Extrait :

1) réunion OP Paris + OP Bruxelles la semaine prochaine. Le problème du communiqué sera abordé mais cela nous permettra aussi de faire le point sur le programme B/F (zones d'activités, finances)

2) suspendre les critiques et les recommandations jusqu'à éclaircissement. A l'issue de la réunion un rappel des procédures de communication et éventuellement des recommandations supplémentaires seront rédigées et diffusées.

3) Rester attentifs à communiquer sur la situation à Gorazde. […]

Discours :

- inquiétude au retrait des casques bleus - retrait rapide, précipité - pas de garanties alternatives pour la protection de Gorazde clairement exprimées : nous attendons la position de l'ONU, de la CE, des pays du groupe de contact, des autorités bosniaques et bosno-serbes - les craintes existent car nous avons vu Srebrenica, car les deux belligérants seront laissés face à face, car l'épuration est un trait commun aux politiques menées par les différents groupes en ex-Yougo, car le calvaire de Gorazde dure depuis trois ans.
- les risques d'affrontements violents, blocus+/- total, chute et fin sans témoin, nouvelles violations massives des droits de l'homme et des conventions, nettoyage ethnique.
- la situation de la population: depuis quelques jours calme au niveau des bombardements. Reste le snipping, les mines. 10 à 20 opérations importantes par semaine (chiffre MSF) dont 10 à 15 % femmes. Pics d'intervention à d'autres moments (mai). Arrivée récente des convois MSF= médicaments + log, autres = bouffe). Population harassée par le siège, premières réactions au départ des casques bleus = une nouvelle fois abandonnée. Ils ont aussi vécu la chute de Srebrenica et le trouble est encore présent.
- problèmes spécifiques : le déminage de la route conditionnant l'accès, l'évacuation des blessés, la gestion des approvisionnements. J'insiste pour que la communication se poursuive sereinement car les craintes sur Gorazde demeurent et la presse bouge doucement : les UNMO ne seront peut-être que 4 et non 20. Comment identifier alors clairement les objectifs pour guider les frappes de l'OTAN. Le changement de position de l'ONU se poursuit : diminution des UNCRO, abandon de certains postes d'observation près de Tuzla et Sarajevo. Avec la reprise de l'offensive croate les fronts se multiplient et il existe un risque d'éclatement généralisé l'offensive diplomatique avec les Américains à la pointe, les Français qui se repositionnent et les autres : s'il y en a qui gagnent, tant mieux, mais s'ils se tirent dans les pattes ? Et le baroud d'honneur de Karadzic, vu ses problèmes de reconnaissance internationale, la contestation de Mladic, le jeu de Belgrade. Poursuivons la collecte d'infos sur la situation de la population de Gorazde et diffusons une lettre régulière à la presse avec un contenu factuel auquel nous ajouterons le cas échéant d'autres éléments.

« De la position ambigüe de MSF vis-à-vis de l'avenir de Gorazde en particulier et de la guerre en ex-Yougoslavie en général » **Memo** de Stephan Oberreit, Coordinateur MSF en ex-Yougoslavie, 26 août 1995 (en français) **D226**

Extrait :

La saga d'un communiqué de presse […] Avant de pouvoir sortir ce communiqué le 25 août, il aura fallu des journées entières (et très certainement épuisantes) de tractations sans fins entre les multiples interlocuteurs des sièges de Bruxelles et de Paris, ainsi que de l'équipe de coordination et de relations avec la presse basée a Zagreb. En bout de course, MSF aura tout de même réussi le tour de force de sortir 3 différentes versions de communiqué sur le même sujet, et ce bien sûr dans un ordre totalement dispersé. Attendez, il y a mieux. L'équipe de Gorazde apprendra par les Bosniaques et le Britbat que MSF avait fait une déclaration qui condamnait le retrait Unprofor, sympa non ? Cette action de com ratée aura causé beaucoup d'énervement, de grincement de dents et d'abus. Abus surtout en ayant réussi à oublier de consulter (sans parler de chercher à avoir un accord sur le fond du message) le terrain et la capitale lors de l'élaboration de ce communiqué. Abus, toujours d'avoir, de Zagreb, communiqué un texte à la presse alors que la capitale, enfin informée que quelque chose était en cours et après avoir réclamé les différents textes, avait mis son véto sur toute diffusion anarchique de textes jugés aberrants. Abus enfin, en ayant inventé et publié une citation sans l'avoir fait valider par la personne dont elle était sensée venir. Bref, encore un beau cas de « j'te torche ma déontologie et l'éthique suivra »; au siège et parmi les « professionnels », on sait mieux que le terrain. Tout ce temps perdu, toutes ces unités de téléphone consommées et toute cette frustration ont abouti à peu de choses en terme d'impact sur les medias, et c'est dommage. Mais tout ce binz était aussi quasiment inévitable, et ça, c'est inquiétant.

Pourquoi c'est si dur ? ! ? La prise de tête que nous venons de vivre a eu au moins deux avantages, un sur la forme et un sur le fond. D'une part, cette expérience nous démontre une fois de plus la faiblesse de nos méthodes de travail en ce qui concerne la communication externe. Mais je pense que nous en sommes tous plus que conscients, et que les efforts nécessaires seront faits, il n'en tient qu'à nous tous, ensemble. D'autre part, certaines incohérences de notre discours ont été mises à jour par la force des choses. Je ne pense pas que nous soyons suffisamment clairs en ce qui concerne la problématique dite des enclaves. Cette incapacité à avoir une position réellement construite et homogène ne semble pas dater d'aujourd'hui. Les causes en sont multifactorielles et facilement compréhensibles compte tenu du contexte. Les concepts et les principes se superposent et s'embrouillent, les expériences et prises de position de chacun s'entrechoquent, les espoirs magnifiquement idéalistes et les perceptions froidement réalistes s'affrontent. […] Que d'injustice, de brutalité, de lâcheté, d'horreur et de cynisme ! Trop d'inacceptables et une vertigineuse absence de solutions qui soient concrètes, réalisables (surtout avant l'hiver dans 6 semaines) et moralement acceptables. Par contre, pléthore de scenarii pour le moins horrifiants qui peuvent se réaliser dans un avenir plus ou moins

lointain. Alors, que fait et que fera MSF par rapport à cette situation dont nous sommes témoins et au sein de laquelle nous menons un rôle humanitaire ? [...] Alors, bien sûr, nous pouvons témoigner au quotidien, faire de la communication dite « humanitaire », en nous limitant à parler des souffrances et des conditions de vie des populations et du travail fait par l'équipe MSF. Mais peut- on s'en tenir à ça ? Ce serait difficile d'ignorer les aspects et considérations d'ordre politique. Mais, il ne suffit pas de décider de s'exprimer à un niveau politique, il faut aussi savoir ce que l'on veut dire au sujet des enclaves et surtout ce qui nous semble souhaitable. Mais alors, souhaitable par rapport à quoi ? Par exemple, le sort et les conditions de (sur)vie des populations primeront-ils sur certains principes moraux comme notre complète condamnation de la pratique du nettoyage ethnique ? L'avenir de Gorazde et encore tout plein de questions En schématisant, il y a. trois issues possibles actuellement pour Gorazde. Je vais me permettre de les passer en revue rapidement en allant de la moins réaliste à la plus probable. La première serait que Gorazde soit désenclavée par un moyen ou un autre, militaire ou négocié. La vie de la population pourrait enfin reprendre un semblant d'aspect normal, il n'y aurait pas de nettoyage ethnique avec ses monstrueuses scènes de déportation et ses probables multiples horreurs passées sous silence et oubliées de l'Histoire et de la justice des hommes. Cette solution ne semble même pas envisagée, au niveau des négociations actuelles. La position serbe reste, et restera probablement, inflexible à ce sujet. Pour l'atteindre par des moyens militaires, il faudrait que l'équilibre des forces entre les parties soit autre) et on en arrive au débat sur l'embargo sur les livraisons d'armes. Que dit MSF ? Que peut dire une association médicale à ce sujet ? L'autre solution pour un désenclavement serait d'impliquer d'importantes troupes des alliés dans le « merdier ». Et donc il faudrait pour MSF en appeler en toute connaissance de cause, à une intervention armée (ça ne vous rappelle rien ?) et à de douloureux sacrifices en vie humaines auxquels, de toute façon la communauté internationale n'est de toute évidence pas prête à faire face. Oui, mais elle a fait des belles promesses la communauté internationale, elle s'est engagée. Alors ? Peut-être qu'elle aurait dû fermer sa gueule plutôt que de prétendre jouer les gros bras. Mais à nouveau, que dire à ce sujet ? Difficile dilemme pout une association humanitaire.

Message d'Anne-Marie Huby, Responsable de la communication de MSF International à Pierre-Pascal Vandini, responsable de programme MSF France, 28 août 1995 (en français) **D227**

Salut Pierre-Pascal,
Comme convenu, voici un résumé de la façon dont s'est déroulée « l'affaire » du communiqué de presse sur Gorazde à partir de Zagreb. J'espère que ça te sera utile lors de ta réunion demain.
1. LE FLOU : Dans sa mise au point envoyée vendredi dernier, Luc Nicolas s'indignait que j'aie pu sortir le communiqué de presse à Zagreb malgré tout le « flou » qui persistait quant au contenu. Vincent Cassart et moi étions au contraire convaincus que toutes les personnes concernées avaient eu amplement le temps de réfléchir à ce fameux contenu, étant donné que notre premier draft de message avait été envoyé à tous le lundi 21. Quand il est apparu qu'il existait des différences d'opinion entre Paris et Bruxelles (portant principalement sur la notion d'épuration ethnique pour Bruxelles, et la demande de garanties de sécurité pour Paris), nous avons introduit les changements nécessaires pour arriver à une version dite « de compromis ». Tu m'as donné ton aval à deux reprises sur la version anglaise du communiqué. Quand le premier message de protestation de Stéphane m'est arrivé tard dans la soirée (APRES l'envoi du communiqué sous embargo) et que je t'ai appelé chez toi, tu ne t'en es pas trop inquiété. Il ne semblait s'agir que d'une question « de nuance » et Stephan pourrait s'exprimer plus finement lors d'interviews. Le contenu même du message ne semblait pas remis en cause.
2. LE TIMING : la comm, aussi bien à Paris qu'à Zagreb, était sous pression pour communiquer - vu le temps perdu depuis l'annonce même du retrait, presque une semaine auparavant. J'ai cherché à trouver une autre accroche (le début du retrait effectif des Britanniques), ce qui aurait permis d'attendre la fin de la semaine, et surtout le retour de Stéphan à Belgrade, de façon à lui permettre de faire le service après-vente du communiqué. Ces suggestions ont été mal reçues, bref il fallait faire vite.
3. LA CONSULTATION DU TERRAIN : nous savions tous que Stephan était à Pale, et non à Belgrade, durant les préparations de ce communiqué. Pourtant, nous étions tous convaincus, vu les délais plus que confortables, que le terrain avait eu l'occasion de se prononcer sur le contenu. Je comprends la colère de l'équipe, et je suis vraiment désolée d'avoir contribué à un vrai problème sur le terrain, mais je n'ai à aucun moment voulu les prendre de vitesse.
4. LA SORTIE DU COMMUNIQUE A ZAGREB : J'ai faxé à la presse basée à Zagreb le communique le soir même, avec un embargo pour le 24, pour des raisons « logistiques » - pas mal de journalistes partent en balade tôt le matin, il faut leur envoyer ce genre de truc la veille au soir pour s'assurer qu'ils l'utilisent à la première heure. Il n'était évidemment pas dans mon intention, comme s'en inquiétait Luc Nicolas, de ne sortir ce communiqué qu'à Zagreb, ou de faire en sorte que Zagreb sorte « premier » dans la course aux communiqués, ce qui ne ferait qu'en réduire l'impact. Il a été distribué ici avec la certitude que Belgrade, les sièges et tous les autres bureaux du réseau MSF feraient de même à la même heure.
5. COMMUNIQUER SUR GORAZDE ? Malgré la colère du terrain et toutes leurs remarques sur le fond, je pense que ce communiqué a eu l'avantage de rappeler publiquement nos préoccupations (le contraste avec les déclarations plus que musclées de la conférence de Londres, et l'absence de garanties de sécurité pour la population). De ce point de vue, ça a été efficace, et aucun journaliste ne semble avoir perçu de différence fondamentale au sein de MSF. Ca serait plus que dommage que cet épisode bordélique ne réduise au silence les membres de l'équipe qui vont sortir de l'enclave bientôt. Et entretemps, les sièges sont tellement emmerdés qu'on semble n'avoir plus rien à dire sur Gorazde. En conclusion, si ça vous arrange de reporter la responsabilité du couac sur Zagreb, faites-le donc mais surtout arrangez-vous pour que l'équipe, et MSF en général, retrouve l'envie de témoigner, et vite de préférence, ce qui après tout est le plus important.

Dans les mois qui suivent, MSF qui maintient une équipe à Gorazde continue à communiquer sur la situation dans l'enclave, dont le sort est lié aux échanges territoriaux qui seront négociés dans le cadre des prochains accords de paix. V28

« Sophie Baquet, sur le sort de la dernière enclave musulmane à l'est de la Bosnie » Edouard Van Velthem, ***Le Soir*** (Belgique), 9 septembre 1995 (en français) **D228**

Extrait :

Du début janvier jusqu'à la fin du mois dernier, vous avez séjourné à Gorazde, zone de sécurité de l'ONU, en tant qu'infirmière chargée de la coordination sur le terrain pour MSF. Quelle est, aujourd'hui, la situation humanitaire sur place ? [...]

En fait, la situation n'a guère changé depuis trois ans : tantôt les convois arrivent, tantôt non, puisqu'ils sont soumis aux autorisations des Serbes de Pale. Dès qu'il y a recrudescence de la tension, la situation est bloquée et les gens restent pratiquement sans nourriture et sans médicaments. Il nous est arrivé de passer des périodes entières sans la moindre aspirine. Et ce ravitaillement chaotique rend les conditions de travail encore plus difficiles. [...]

Les forces serbes qui assiègent la ville manifestent-elles souvent leur présence ?

La ville même est située sur la ligne de front, elle est donc la cible idéale des bombardements ou des tirs de *snipers*. De janvier à fin avril, le cessez-le-feu a été globalement respecté, mais le mois de juin fut un enfer : jusqu'à 300 ou 400 obus par jour. Plus que leur nombre, c'est d'ailleurs le climat de pression psychologique permanent qu'ils entretiennent qui éreinte les gens. Les tirs sont aveugles, les bombes tombent n'importe où, n'importe quand. Et il est très difficile pour les parents de garder leurs enfants confinés dans les caves ou les abris pendant plusieurs jours. [...]

Comment la population a-t-elle ressenti la chute des enclaves voisines, Srebrenica et Zepa ? Très mal. Cela a été un coup très dur pour les gens. Nous les tenions au courant puisque nous avions aussi une équipe à Srebrenica et ils étaient vraiment abattus par les informations que nous leur donnions. Maintenant, ils sont tous seuls, ils ont le sentiment d'avoir été complètement abandonnés par la communauté internationale. Peut-être cela évolue-t-il depuis les raids de l'OTAN mais, quand je suis partie, l'ambiance avait très fort changé, la population avait perdu toute confiance, elle était persuadée d'être oubliée par tout le monde.

Et le départ précipité des Casques bleus n'a rien arrangé...

Le retrait des Ukrainiens n'a provoqué aucune réaction. Ils n'étaient pas très appréciés et les gens étaient plutôt soulagés de les voir partir. Quant au départ des Britanniques, il n'y pas eu davantage de manifestations de panique, parce que chacun s'y attendait plus ou moins. C'était une goutte d'eau supplémentaire dans leur océan d'amertume. Les soldats anglais étaient bien estimés mais ils étaient de toute façon impuissants; ils auraient été incapables de faire quoi que ce soit, comme leurs collègues de Srebrenica.

L'armée bosniaque vous paraît-elle apte à défendre la ville par elle-même ?

Elle l'a déjà bien défendue depuis trois ans, au fil des attaques successives. Je suis humanitaire, pas militaire, mais c'est vrai que la situation est différente par rapport à Srebrenica : les gens sont armés, préparés et, surtout, déterminés à se battre. Ils sont bien décidés à se défendre, à préserver leurs terres et leurs maisons, à ne pas abandonner leurs biens. Ils ont par-dessus tout la hantise de voir se répéter le scénario tragique de Srebrenica.

Et le plan de paix américain, suggérant des échanges territoriaux - notamment Gorazde - n'est pas de nature à calmer les appréhensions...

On ne peut pas obliger ces gens à bouger. Ils sont chez eux. Et ce n'est pas parce qu'ils sont tous seuls qu'il faut les oublier. La solution d'un échange de territoires et de populations est inacceptable : l'immense majorité d'entre eux veut rester et ne demande rien d'autre. Personnellement, je serais plutôt favorable à un désenclavement de Gorazde, de la même façon que l'ONU et l'OTAN sont en train de l'imposer autour de Sarajevo. Il y a là des milliers de personnes qui vivent en prison depuis trois ans, qui sont fatigués de la guerre, du siège, de l'enfermement. C'est insupportable. Et la simple décence commanderait de les aider à se libérer...

« Jours de guerre à Gorazde » **Chronique** de la vie quotidienne à Gorazde, envoyé aux médias par MSF, 10 septembre 1995 (en français) **D229**

Extrait :

Alors que l'attention internationale est tournée vers Sarajevo et son désenclavement, l'avenir de Gorazde est toujours en suspens. Les habitants de l'enclave s'apprêtent à vivre un quatrième hiver de guerre et d'enfermement. Les frappes de l'OTAN sur les positions serbes ont redonné de l'espoir à la population de l'enclave. Elle voit dans le réveil - tardif - de la Communauté internationale la fin de son calvaire, la fin de trois ans de bombardements, de peur et de privations. Les salles d'opération sont, aménagées en sous-sol en raison des bombardements, ont été réinstallées en surface. Pourtant, Gorazde est toujours enclavé. Bien que la situation soit plus calme que les mois précédents, la population est toujours soumise à des bombardements sporadiques. L'accès à l'enclave des convois de nourriture et de médicaments est impossible depuis le début des frappes aériennes de l'OTAN. Les stocks d'huile, de sucre et de sel sont épuisés. L'hôpital dans lequel travaille l'équipe de Médecins Sans Frontières, a par ailleurs accueilli en une semaine 8 blessés. Quatre ont été touchés lors de bombardements et quatre par des tireurs embusqués. Le texte qui suit a été envoyé par Annick Anderens, anesthésiste. Aucun journaliste ni photographe n'a accès à l'enclave de Gorazde. Nous vous faisons parvenir ce témoignage afin que vous puissiez, si vous le désirez, le relayer auprès du public.

« Gorazde, toujours enclavée » **Communiqué de presse** de MSF France, 20 octobre 1995 (en français) **D230**

Aujourd'hui, un convoi de Médecins Sans Frontières tentera de rejoindre Gorazde avec 30 tonnes de médicaments et de matériel logistique par l'axe Sarajevo-Gorazde récemment ouvert. Pendant ces trois dernières années, Médecins Sans Frontières est parvenu à faire entrer de nombreux convois à partir de Belgrade, mais leur entrée dans l'enclave était soumise à l'arbitraire et au bon-vouloir des forces serbes qui assiègent la ville et délivrent au compte-goutte les autorisations d'accès. L'ouverture de la « route bleue » entre Sarajevo et Gorazde constitue donc un progrès dans l'accès de la poche aux organisations humanitaires. Cependant, elle ne signifie en rien le désenclavement de Gorazde - qui reste une prison à ciel ouvert - ni le recouvrement de la liberté pour ses 57 000 habitants. Ces derniers vivent toujours en État de siège - les forces serbes n'ont pas desserré leur étau -, ils restent complètement dépendants de l'aide humanitaire et ne sont pas libres de leurs mouvements. La situation à l'intérieur de la poche, si elle a connu une amélioration depuis la signature du cessez-le-feu, est toujours fragile : du 9 au 15 octobre, 6 blessés ont été pris en charge par les urgences de l'hôpital. Parmi eux, un a sauté sur une mine, 3 ont été touchés lors de bombardements et 2 par des tireurs embusqués. Une personne a par ailleurs été tuée par un tir de « *sniper* ». La semaine précédente, on avait dénombré 7 blessés (un par mine, 3 par bombardement et 3 par tir de « *sniper* ») et 3 morts (2 par bombardement et 1 par « *sniper* »). Médecins Sans Frontières est présent à Gorazde de manière permanente depuis 1993 ; trois volontaires (une anesthésiste, une infirmière et un logisticien) apportent une assistance chirurgicale et médicale dans l'hôpital de la ville, mènent des consultations dans les dispensaires et participent à des actions de sanitation et de réhabilitation des centres de réfugiés.

« MSF récolte 10 000 jouets pour Gorazde » ***Le Soir*** (Belgique), 13 décembre 1995 (en français) **D231**

A deux jours de la signature des accords de paix en ex-Yougoslavie, l'organisation Médecins Sans Frontières a lancé mardi son opération « Objectif 10 000 ». L'organisation humanitaire s'est fixé pour but de récolter en Belgique 10 000 jouets destinés aux enfants de la ville martyre de Gorazde, et de répondre ainsi de manière concrète aux espoirs suscités par les accords de Dayton. Il faut donner aux enfants les moyens d'extérioriser leurs craintes par le dessin, la peinture, les puzzles, et même la musique, explique le docteur Annick Antierens, une anesthésiste de retour de Gorazde après neuf mois de travail. La principale récolte de jouets aura lieu les 16 et 17 décembre de 10 h à 18 h, place de La Monnaie, à Bruxelles. D'autres points de dépôt sont prévus. (1). Sont les bienvenus : les animaux en peluche, du papier, des crayons de couleur, de la peinture à l'eau, des petits instruments de musique, ainsi que des partitions. MSF demande que les jouets fonctionnent sans piles ni électricité et qu'ils soient en excellent état.

Les réfugiés musulmans « dissidents » de Kupljensko

En août 1995, le Vème corps de l'armée bosniaque, profitant de l'avancée militaire croate, a brisé l'encerclement de l'enclave de Bihac assiégée depuis 1991 par les forces serbes et les 30 000 partisans du leader musulman dissident, Fikret Abdic, allié des Serbes depuis 1993.

Ces derniers, établis à Velika Kladusa, une enclave dans l'enclave de Bihac, ont pris la fuite et se retrouvent pris au piège dans la région de Vojnic, encerclés par les forces croato-bosniaques.

Ils sont bloqués sur une bande de 5 kilomètres au bord de la route entre Vojnic et Velika Kladusa dans le camp improvisé de Kuplenjsko où la précarité des conditions de vie s'aggrave à l'approche de l'hiver.

MSF dont les équipes s'efforcent de leur porter secours, malgré toutes les entraves posées par les autorités croates, dénonce à plusieurs reprises cette situation.

Message-fax d'Anne-Marie Huby, responsable de la communication de MSF International distribué à tous les responsables de la communication de MSF, 24 août 1995 à 17h37 (en anglais) **D222**

Extrait :
MSF Zagreb a fait un point presse sur Banja Luka aujourd'hui (que vous devriez avoir reçu via Vanessa) sur les autorités croates qui bloquent le passage aux réfugiés musulmans de Banja Luka.
Peu de temps après qu'une copie a été distribuée (et reprise par l'AFP entre autres) les Croates ont autorisé le passage de 700 musulmans et Croates. Cependant il semble que cela ne soit qu'un répit temporaire et nous devrions continuer à attirer l'attention des médias sur le manque d'enthousiasme des Croates à offrir l'asile aux réfugiés musulmans. Quelques journaux britanniques sont intéressés à se pencher un peu plus sur le problème [...]
L'histoire de Banja Luka est une bonne occasion pour prendre contact avec les médias locaux (ou du moins ceux qui sont les moins biaisés de la ville, presque un oxymore)

« Des réfugiés musulmans bloqués à Banja Luka, Médecins Sans Frontières appelle les autorités croates à laisser entrer les réfugiés musulmans en Croatie » **Communiqué de Presse** de MSF Hollande, Zagreb, 24 août 1995 (en anglais) **D232**

Médecins Sans Frontières demande aux autorités croates de réduire les restrictions sur l'admission de réfugiés musulmans de la région de Banja Luka.
Les autorités locales à Davor ont annoncé qu'à partir d'au-

jourd'hui, elles n'admettraient seulement que les réfugiés musulmans qui auraient avec eux les documents de voyage nécessaires et dont des membres de la famille les attendraient à la frontière. Hier, seulement 140 Musulmans ont été autorisés à franchir le fleuve Sava, avec 494 Croates.
Depuis la dernière vague d'expulsion des minorités ethniques de la région de Banja Luka, la semaine dernière, seulement 2 000 Musulmans ont trouvé refuge en Croatie et 350 en Bosnie centrale. Par contraste, 10 500 des 30 000 réfugiés de la région de Banja Luka ont été transportés en Croatie. Il reste environ 20 000 musulmans dans la région.
Beaucoup de Musulmans de la région de Banja Luka sont laissés à la rue, leurs maisons ayant été réquisitionnées pour faire de la place aux réfugiés serbes de la Krajina. Au moins 800 Musulmans, dont des malades, des handicapés et des personnes âgées se sont rassemblé dans et autour d'un centre de transit situé dans une ancienne cour d'école. D'autres réfugiés séjournent sur un terrain de football boueux. Quelques-uns ont trouvé refuge chez des amis ou de la famille dans la région. MSF et d'autres organisations humanitaires offrent une aide de base aux réfugiés.
Comme la dernière campagne de purification ethnique ne montre aucun signe d'essoufflement, l'équipe MSF sur le terrain craint que la situation des réfugiés maintenant bloqués à Banja Luka devienne intenable. Selon Michiel Hofman, représentant de MSF à Zagreb : cette fermeture sélective de la frontière rend les conditions de vie de la minorité musulmane, déjà épouvantables, encore pire. MSF s'oppose fortement au nettoyage ethnique. Quelque chose doit être entrepris pour permettre à ceux qui ont été chassés de chez eux de rejoindre un endroit sûr.
MSF mène un programme d'aide d'urgence à Banja Luka depuis plus de deux ans. Une aide médicale est fournie aux victimes croates et musulmanes.

« La présidente de MSF Belgique choquée par la situation inhumaine des 2 500 réfugiés de Vojnic » **Communiqué de presse** de MSF Belgique, 4 septembre 1995 (en français) **D233**

Le Dr Marleen Boelaert, présidente de Médecins Sans Frontières Belgique revient d'une visite à Vojnic, en Croatie. Les 22 500 personnes qui avaient fui le village de Velika Kladuja situé près de Bihac (Bosnie), vivent depuis près d'un mois le long de la route, sans la moindre perspective d'amélioration. Par manque d'abris, la majorité des réfugiés dorment dans des voitures ou des camions. D'autres se sont installés dans des maisons abandonnées ou se sont construit des huttes à l'aide de tiges de maïs, de branchages ou de planches. Les champs qui bordent la route sont marécageux et escarpés et, de plus, les autorités refusent aux réfugiés le droit de s'y installer. Les équipes de Médecins Sans Frontières dispensent des soins aux malades et aux blessés. Ceux-ci se trouvent dans des conditions déplorables. Au moins 127 blessés ont besoin de soins quotidiens intensifs. Par manque d'une structure d'accueil appropriée, 22 blessés ont été placés dans un camion et 57 sont couchés sur le sol, dans une maison en ruine. Les autres se trouvent dans des tentes ou des huttes. Le Dr Boelaert estime qu'une solution doit être trouvée au plus vite pour ces réfugiés, avant l'automne, saison particulièrement froide et pluvieuse dans ces régions. « Il est clair » déclare-t-elle « qu'en dépit de leur situation humanitaire des plus précaires, ces réfugiés refusent catégoriquement de retourner chez eux. » Si aucune solution humaine ne devait voir le jour, leur situation pourrait rapidement devenir dramatique.

« Les oubliés de Vojnic » Françoise Wallemacq, **Contact** n°37 (journal interne de MSF Belgique), septembre 1995 (en français) **D234**

Extrait :
Vojnic, un cul-de-basse-fosse, un bout de vallée boueuse, c'est là que croupissent depuis le 4 août entre 25 000 et 30 000 personnes. Parmi elles, 60 % d'hommes en âge de se battre. Ce sont les fidèles du leader dissident Fikret Abdic, mis en déroute lors de l'offensive conjuguée de l'armée croate et du Vème corps bosniaque. Ces combattants bosniaques sont abandonnés à leur défaite, à la fois par leur chef, qui essaie de se refaire une virginité en Croatie, et par le reste du monde. Ils ont choisi le mauvais camp, ils ont perdu, et aujourd'hui ils le paient ! Alliés objectifs des Serbes, ils ont assiégé la poche de Bihac pendant un an, affamant leurs propres compatriotes. L'offensive-éclair croate les a forcés à se replier et à quitter leur bastion de Velika Kladusa. A une quinzaine de kilomètres de Velika, ils ont été pris en tenailles lors de la jonction entre le Vème corps bosniaque, qui défendait Bihac, et l'armée croate. Les combattants perdus d'Abdic se sont alors arrêtés là, sur le bord de la route, avec femmes et enfants. Depuis le 4 août, ils campent sur les bas-côtés; à bord de leurs voitures, ou de chariots tirés par leurs tracteurs. Ce camp improvisé s'étend sur 4 kilomètres et demi. De part et d'autre de ce tronçon, un check point croate. Entre les deux, un incroyable campement: enchevêtrement d'abris de fortune, construits-de bric et de broc, parfois tissés de branchages et de tiges de maïs; recouverts de bâches de plastique, où cohabitent hommes et animaux. [...] La pluie incessante des dernières semaines a transformé l'endroit en un vaste bourbier où tout le monde patauge. Des dizaines d'hommes claudiquent; appuyés sur leurs béquilles. Certains portent des fixateurs externes, des broches fixées à même la chair, témoins de blessures par balles récentes. Beaucoup sont amputés. Au total, une centaine de blessés lourds sont répertoriés. Un ancien bar a été transformé en hôpital par la Croix-Rouge et Médecins Sans Frontières. 57 blessés y sont allongés à même le sol, dans une promiscuité étouffante. Les odeurs de la cuisine proche et des pansements souillés se mélangent, douceâtres et écœurantes. Une vingtaine d'autres blessés sont sous tente, 22 autres sont allongés dans un camion, serrés comme des sardines mais à l'abri de la pluie. Des médecins militaires croates passent tous les jours. Mais parmi ces 25 000 réfugiés, il y a bien sûr des médecins et des infirmières. Ils se sont répartis entre le bar-hôpital, le camion, et des tentes-centres de santé installés le long de la route par MSF. Le ClCR se charge de rendre potable l'eau pompée dans un ruisseau noirâtre, une eau ensuite redistribuée en diffé-

rents point du camp. Partout, des tas d'ordures croupissent, augmentant le risque d'épidémies. Déjà, les premiers cas de diarrhées sanglantes ont fait leur apparition, sans compter les cas de gale et d'infection de la peau. Le camp de Vojnic a déjà connu ses naissances et ses morts. Les nouveau- nés voient le jour sous tente, les morts sont enterrés sur place. Les chefs militaires sont considérés comme criminels de la guerre. Ce sont apparemment ces lieutenants d'Abdic qui manipulent leurs hommes, leur faisant croire qu'à Velika Kladusa, c'est la potence qui les attend … En réalité, les réfugiés de Vojnic sont otages de leurs propres leaders. Il faut dire que, dans sa fuite, l'armée d'Abdic a abandonné toutes les archives de l'administration du leader dissident. Les autorités de Sarajevo savent donc parfaitement qui était dans l'armée ou dans la police spéciale. Selon un diplomate, environ 400 familles sont susceptibles d'être inquiétées par la justice bosniaque, soit à peu près 1 500 personnes. Les autres réfugiés sont donc piégés, à peine tolérés sur ce bout de territoire récemment « libéré » par l'armée croate. Considérés comme des pestiférés par Zagreb, comme des traîtres par Sarajevo, ils restent dans ce no man's land précaire, en attendant qu'on leur trouve un lieu d'asile. Les grandes agences humanitaires sont réticentes à les secourir, craignant de mécontenter Zagreb et de mettre en péril leurs programmes en Croatie. L'UNHCR [Haut Commissariat aux Réfugiés des Nations unies] vient de leur donner le statut de réfugiés, mais attend la date fatidique du 15 septembre avant d'intervenir réellement. Le 15 septembre, date-butoir au-delà de laquelle le Congrès américain pourrait outrepasser le veto du président Bill Clinton sur la levée de l'embargo sur les armes à destination de l'année bosniaque, en cas d'échec du plan de paix américain. Mais l'hiver n'attend pas la diplomatie. Livrés à eux-mêmes, sans une réelle coordination de l'aide humanitaire internationale, les 25 000 réfugiés indésirables de Vojnic affrontent la boue, la pluie et les premiers froids dans l'indifférence générale.

« Situation bloquée pour les réfugiés bosniaques en Croatie - MSF demande aux autorités croates de leur accorder assistance et protection » **Communiqué de presse** de MSF Belgique, 6 octobre 1995 (en français) **D235**

Depuis le 7 août, environ 22 000 réfugiés se trouvent le long de la route qui mène du village de Velida Kladusa, situé dans l'enclave de Bihac, à la ville de Vojnic en Croatie. En attendant que le gouvernement croate ne leur attribue le statut de réfugiés, ils se sont établis le long de la route sur une distance de 5 kilomètres. Parmi les réfugiés se trouvent des partisans du dissident musulman Fikret Abdic qui a déposé les armes le 7 août suite à une contre-offensive de l'armée bosniaque. A cette époque, des familles entières ont quitté leur bastion de Velida Kladusa dans l'enclave de Bihac et les villages avoisinants pour demander l'asile à la Croatie. Les minorités croates refusent toujours de leur accorder le statut de réfugiés, bien que selon les conventions internationales ils y aient droit. De plus, par peur des représailles, les réfugiés refusent d'être rapatriés. Fin septembre, à peine 600 réfugiés étaient rentrés chez eux volontairement. A l'approche de l'hiver, les réfugiés les plus faibles sont particulièrement menacés Les enfants, les personnes âgées, les femmes enceintes ou seules ainsi que les blessés seront les premiers touchés par les mauvaises conditions de vie L'apparition d'épidémies est surtout à craindre vu la situation sanitaire précaire L'eau potable fait défaut, notamment parce que le ruisseau adjacent est pollué. Les premiers cas de dysenterie ont déjà été signalés. Les maisons et les abris sont surpeuplés. Les réfugiés sont dépendant des organisations humanitaires pour l'approvisionnement en nourriture. Bien que la fin du mois de septembre constituait une date butoir pour arriver à une solution, celle-ci se fait toujours attendre. Médecins Sans Frontières demande aux autorités croates de leur accorder le statut de réfugiés. D'autre part, nous demandons au Haut-Commissariat aux Réfugiés des Nations unies, en tant qu'instance de coordination, de mettre tout en œuvre pour qu'ils puissent passer l'hiver dans des conditions acceptables. Une équipe de 7 volontaires MSF est présente dans le camp de Kuplensko et s'occupe du suivi médical des réfugiés.

Ils étaient à la frontière, sur un no man's land où ils étaient confinés. Ils étaient bloqués, c'était l'hiver et il faisait froid. Ces gens n'avaient aucun statut. Ils ne pouvaient pas franchir la frontière, mais ils ne pouvaient pas faire demi-tour non plus. Et parce qu'il n'y avait pas d'alternative, ils se sont installés le long de la route.
On a fait des déclarations, on a même fait du lobbying auprès du bureau du président Tudjman [de Croatie] afin de trouver des solutions locales pour améliorer les conditions de vie.

Wouter Kok, Coordinateur de MSF Hollande en Bosnie de décembre 1991 à septembre 1992 puis desk à MSF Hollande 1993-1995 (en anglais) interviewé en 2015

En novembre 1995, MSF publie une lettre ouverte demandant aux autorités croates de cesser le rapatriement forcé des Bosniaques du camp de Kuplenjsko et de leur accorder l'asile. Les responsables de MSF Hollande pointent le manque de précision de cette lettre ouverte et du communiqué de presse qui l'accompagne.

Ils manifestent aussi leur désaccord quant à la diffusion publique du rapport interne « confidentiel » qu'ils ont produit sur le nettoyage ethnique et le rapatriement forcé en Bosnie des dernières « minorités ethniques » non-serbes par les forces bosno-serbes et les milices.

Cette controverse révèle une différence d'approche fondamentale entre les sections de MSF concernant le timing de production et de diffusion des rapports de plaidoyer, en particulier ceux témoignant de violences contre les populations. Alors que les sections belge et française privilégient la rapidité de dénonciation dans l'espace public afin

d'accélérer la mise en œuvre d'une action visant à mettre fin aux exactions, la section hollandaise préfère prendre plus de temps à vérifier les informations et privilégie ce qu'elle appelle le « plaidoyer silencieux » à la diffusion dans l'espace public.

Dans les années qui suivent, cette controverse surgira à plusieurs occasions, notamment lors de la crise des Grands Lacs d'Afrique Centrale en 1996-1997.[9]

« Médecins Sans Frontières exige l'arrêt des rapatriements forcés des réfugiés bosniaques de Vojnic » **Communiqué de presse** de MSF, 10 novembre 1995 (en français), en anglais, en néerlandais) **D236**

Dans une lettre ouverte au gouvernement croate, Médecins Sans Frontières a exprimé sa très forte inquiétude quant à la situation des réfugiés bosniaques installés dans le camp de Kupljensko, près de la ville croate de Vojnic. Depuis plusieurs semaines, déjà, la situation dans le camp s'est gravement détériorée. Ce mardi 7 novembre, 32 Bosniaques ont été arrêtés à la suite d'une bagarre dans le camp- Ils ont été emmenés par la police à Vojnic puis expulsés vers la ville de Velika-Kladusa (Bosnie) où ils ont été emprisonnés. Cette expulsion est en contradiction totale avec les Conventions de Genève de 1951 relatives aux droits des réfugiés.
Le même jour, un réfugié a été blessé par balle alors qu'il était occupé à couper du bois dans l'enceinte du camp. Gravement atteint, il a été référé à l'hôpital de Vojnic par MSF. Les autorités croates interdisent la livraison de bois dans le camp et d'autres matériaux pour la préparation de l'hiver. Ces incidents, l'interdiction faite par le gouvernement croate aux réfugiés de quitter et de regagner le camp librement et l'encerclement du site par les forces spéciales de la police risquent de provoquer une montée de la tension. Médecins Sans Frontières craint un affrontement entre les forces de police et les réfugiés. C'est pourquoi Médecins Sans Frontières a demandé au gouvernement croate de :

- cesser immédiatement les rapatriements forcés des réfugiés, en particulier dans la région de Velika-Kladusa où leur sécurité n'est pas assurée ;
- reconnaître le statut de réfugiés aux 25 000 Bosniaques de Kupljensko ;
- permettre aux réfugiés d'entrer et sortir librement du camp ;
- assurer une protection aux réfugiés dans et hors du camp ;
- favoriser toutes les mesures en vue de la préparation de l'hiver, comme la livraison de bois pour les réfugiés.

Les 25 000 Bosniaques installés dans le camp de Kupljensko, fidèles au leader musulman dissident Fikret Abdic, ont fui la région de Velika Kladusa pour la Croatie au mois d'août dernier. Ils sont installés dans une vallée marécageuse et vivent dans des conditions très précaires. En Bosnie, ils sont devenus indésirables pour avoir été les alliés des forces Serbes de Bosnie. Médecins Sans Frontières, présent à Kupljensko, apporte une assistance médicale et logistique aux réfugiés.

« Purification ethnique et rapatriement forcé en Bosnie-Herzégovine » **Rapport confidentiel** de MSF Hollande, Novembre 1995 (en anglais) **D237**

Extrait :
Introduction
La purification ethnique dans la région de Banja Luka semble être entrée dans sa dernière phase. Après des années de violence et d'intimidation contre la minorité non-serbe de la région, décrites par des réfugiés comme un cauchemar, l'armée des Serbes de Bosnie (BSA) et la police, assistés par des paramilitaires, sont en train de « nettoyer » les dernières minorités restantes.
Depuis le début de la dernière vague de purification ethnique le 14 août 1995, la situation de la minorité de Banja Luka empire chaque jour. Même si le processus de purification a été interrompu par la campagne de bombardement de l'OTAN et l'afflux de réfugiés serbes du nord-ouest de la Bosnie-Herzégovine qui en a résulté, il a rapidement repris avec l'aide de forces paramilitaires autonomes venues à l'aide de la BSA. Cette seconde phase a été encore plus violente et a provoqué des meurtres, des viols, des menaces de mort et la disparition de centaines d'hommes.
Cependant les personnes issues des minorités qui ont pu rejoindre la Croatie et la Bosnie centrale ont rapidement prévenu qu'elles n'étaient toujours pas en sécurité. Plusieurs milliers de réfugiés et de déplacés ont été réinstallés dans les « territoires nouvellement libérés » résultants de l'offensive conjointe des Bosniaques et des Croates. Parfois les réfugiés se retrouvent dans des villes à quelques kilomètres seulement de leurs anciens foyers qu'ils ont dû fuir plusieurs jours auparavant. Des témoignages indiquent que ces relocalisations s'apparentent à des rapatriements forcés. Avec ce rapport, MSF souhaite fournir un récit des évènements qui se sont déroulés au cours de la dernière vague de purification ethnique contre les minorités croates et musulmanes. Il est basé sur des rapports écrits et des témoignages de personnes issues des minorités que le personnel de MSF a collecté durant son travail d'assistance dans la partie nord de la Bosnie-Herzégovine. [...]
Conclusion :
Même si la dernière vague de purification ethnique contre les minorités de la région de Banja Luka est maintenant terminée, leur cauchemar est loin d'être terminé. Après avoir vu perpétré dans l'impunité de graves violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire, des milliers de réfugiés qui pensaient avoir rejoint un lieu sûr en Croatie ou en Bosnie centrale se retrouve à nouveau dans une situation d'insécurité après avoir été rapatriés de force par les autorités croates et bosniaques dans des zones à risque.
MSF s'oppose vigoureusement au nettoyage ethnique et au rapatriement forcé et demande instamment que :

1. Les autorités en charge s'assurent que soit mis un terme aux violations des droits de l'homme et au droit international humanitaire. Les droits des minorités doivent être

9. Voir Etudes de cas sur les prises de parole publiques de MSF « La traque des réfugiés rwandais au Zaïre/Congo 1996-1997 » Laurence Binet – MSF International - http://www.speakingout.msf.org/fr/traque-et-massacres-des-refugies-rwandais-au-zaire-congo

respectés par toutes les parties au conflit en ex-Yougoslavie selon les principes du droit humanitaire et des droits de l'homme.
2. Le sort des 2 000 à 3 000 hommes disparus de la région de Banja Luka fasse l'objet d'une enquête et que leur localisation soit révélée. Les éventuels camps de détention de la population civile doivent être fermés et la population libérée sans conditions.
3. Les auteurs de violation des droits de l'homme ou du droit international humanitaire soient amenés devant la justice.
4. Les autorités Bosno-serbes autorisent un accès immédiat et sans restrictions à toutes les organisations humanitaires pour qu'elles puissent apporter protection et assistance aux populations civiles qui en auraient besoin.
5. Les autorités croates et bosniaques arrêtent le rapatriement forcé des réfugiés de Bosnie-Herzégovine dans des zones dangereuses qui constituent une menace pour leurs vies. De plus, des mesures doivent être prises pour garantir la sécurité des réfugiés bosniaques qui sont déjà installés.
6. Les réfugiés qui ont été forcés à s'installer dans les « zones nouvellement libérées » en Bosnie-Herzégovine par les autorités croates et bosniaques se sentent libres de quitter ces zones s'ils le désirent.

« **Memo** sur des inquiétudes au regard des récentes activités de plaidoyer sur l'ex-Yougoslavie. » Theo Wijngaard, Département des affaires humanitaires de MSF Hollande, 17 novembre 1995 (en anglais) **D238**

11. Cependant, ce qui est devenu clair ce sont les approches différentes des sections. Là où MSF Hollande utilisait plusieurs canaux et des outils pour communiquer son message de plaidoyer, MSF Belgique et dans une moindre mesure MSF France semblait n'en connaitre qu'un seul : l'utilisation incontrôlée de communiqués de presse. Comme le disait Luc Nicolas (MSF Belgique) pendant la réunion, « nous voulons que nos équipes parlent avec leur cœur ». Mais pendant la réunion il est devenu clair que le plus important était sans doute il que MSF réagisse rapidement même si cela devait se faire aux dépens de la qualité du message.
Comme Alex Parisel l'a remarqué : « MSF est lent et les oppositions entre les sections rendent impossible de travailler correctement [sic !] sur ces problèmes. » La plupart du temps, MSF est la première sur le terrain à prendre en charge ces problèmes, mais elle est dépassée par le HCR et le CICR pour ce qui est de la communication. Pourquoi osent-ils communiquer et pourquoi communiquent-ils mieux que nous ? Il semble que les communiqués de presse, ne soient pas juste un de nos outils de plaidoyer, mais deviennent (et à mon avis sont déjà devenus) une fin en soi.
12. En dehors du fait que plus on publie de communiqués de presse, moindre est l'impact des messages, les expériences passées et présentes (voir la crise de Vojnic) ont montré que la plupart des communiqués de presse produits par le desk Bosnie de MSF Belgique sont mal documentés… quand ils le sont. On peut appeler cela une différence culturelle, mais le fait reste que cette approche n'ajoute rien au professionnalisme de MSF ni à son approche du plaidoyer.
13. Cette attitude (que je qualifie de) non professionnelle et même dangereuse de MSF Belgique trouve son illustration quand MSF Belgique indique que le rapport « sensible » sur la purification ethnique à Banja Luka, devrait être distribué à la presse, sans tenir compte de son contenu ou de la situation particulièrement fragile à Banja Luka au regard de la sécurité. Dominique Boutriau (Desk Bosnie MSF Belgique) :
« Nous aussi avons des équipes qui parfois s'opposent à la publication, mais au final jamais rien n'arrive… » Même quand nous insistons sur le danger de rendre public le rapport, MSF Belgique n'a pas l'air convaincu par nos arguments. [Le rapport ne contient aucun (nouvel) élément qui n'ait pas été révélé au public par les médias. Des cas similaires à ceux du rapport sont déjà fréquemment apparus dans les médias. De plus, en ce moment une lutte de pouvoir entre les autorités militaires et civiles a lieu en conséquence du retour du front des militaires et de la présence continue de paramilitaires. Les autorités civiles n'ont pas l'air en mesure de protéger les membres du personnel des organisations internationales comme l'ont montré le vol de voitures et les violences physiques contre des expats. Ces circonstances ainsi que le souhait de l'équipe et du desk Bosnie de MSF Hollande de continuer les opérations à Banja Luka plaident clairement contre la sortie publique du rapport.]
14. Je veux exprimer ma grave inquiétude à l'égard de l'attitude du desk Bosnie de MSF Belgique. J'ai maintenant de très sérieuses objections personnelles contre le fait de leur fournir une copie du rapport. Je ne veux pas que des gens soient tués à cause d'un rapport qui sera publié sans y réfléchir, ce qu'a pu faire le desk belge par le passé. Et même si ce sont les desks qui sont responsables, je me sens moralement responsable de m'assurer que la publication de ce rapport ne mette pas les équipes.

La « crise de Vojnic »

15. Pendant la réunion de desk, Olivier Antonin (coordinateur de projet à Vojnic) a appelé MSF Belgique pour rapporter trois incidents concernant le camp de Kupljensko qui ont nécessité une réponse urgente : le rapatriement forcé apparent de 32 réfugiés hommes, des renforts militaires et un réfugié qui s'est fait tirer dessus par la police. Immédiatement toutes les sections se sont mises d'accord pour faire un communiqué de presse sur ces incidents. Quand j'ai souligné l'importance de trouver d'autres preuves avant de faire le communiqué de presse, MSF Belgique m'a accusé d'avoir une approche bureaucratique. Finalement toutes les sections se sont mises d'accord pour que MSF Belgique prépare un communiqué de presse et une lettre d'information pour le Dr Lang, le conseiller spécial aux affaires humanitaires du président Tudjman. A ce moment, il était en charge du camp de réfugiés de Kupljensko. La lettre et le communiqué de presse serait envoyés aux autres sections pour avoir leurs remarques.
16. Le 9 novembre, j'ai reçu une lettre qui devait accompagner le communiqué de presse. Je n'ai jamais reçu le brouillon du communiqué de presse. En résumé, la lettre ridiculisait MSF en tant qu'organisation : en dehors de son caractère brouillon, tant au niveau de sa structure que de sa grammaire,

elle contenait des déclarations émotionnelles, biaisées et une référence à une « procédure de rapatriement forcé » qui va « contre tous les principes régissant les mouvements de réfugiés et contre les principes de la Convention de Washington [qui n'existe pas !] » Quand j'ai essayé de convaincre Luc Nicolas au téléphone que sans d'importantes corrections cette lettre ne serait pas envoyée au Dr Lang, MSF Hollande s'est fait accuser de retarder tout le processus. Et de plus, je serais responsable si des gens se faisaient tuer avant que MSF ne puisse alerter le monde.

17. La lettre, dans sa forme initiale, était particulièrement susceptible de porter atteinte aux négociations de MSF avec les autorités croates concernant le camp de réfugiés de Kupljensko. Cette relation a été établie par Curtis Doebbler à partir du 10-18 décembre. Il a visité le camp de Kupljensko, en tant que consultant de MSF Hollande, et s'est entretenu avec les autorités responsables à Zagreb et Vojnic. Depuis début octobre, un chargé de communication (James Derieg) assure le suivi des activités de Curtis. Au moment où était rédigé le brouillon de la lettre, James était en vacances et Michiel était toujours aux Pays-Bas.

18. Après une longue discussion téléphonique, la lettre a finalement été retardée jusqu'au matin suivant (10 novembre) 09h00. Dans ce délai, le département de la communication de MSF Hollande et le HAD devaient rédiger une lettre et un communiqué de presse alternatif. La lettre a été écrite après consultation avec James pour avoir plus d'information et une estimation de son possible impact.

19. Les conséquences de la lettre et du communiqué de presse ont été minimes et l'urgence semble avoir joué un grand rôle aux sièges… Même si la lettre a été donnée au Dr Lang en personne, le communiqué de presse n'a paru que dans un journal local et il n'y a que Het Parool qui ait appelé pour plus d'informations, mais qui n'a apparemment pas décidé de l'utiliser. Aucun changement positif dans les camps n'a été enregistré.

C'était un tronçon de route de 5 kilomètres. Il n'y avait pas d'eau. Il n'y avait pas de place pour construire des latrines, pour installer des abris. En hiver, la situation était désespérée. Normalement, dans des pays comme la Tchétchénie ou la Bosnie, la situation est complètement différente de celle de l'Afrique. En raison du climat, les gens sont installés dans des bâtiments ou des structures temporaires. Mais ici, c'était comme si on avait un morceau de Congo transporté en plein milieu de l'Europe. Ils avaient improvisé des abris avec des sacs en plastique qu'ils avaient trouvés par terre. En novembre, il fait moins douze. Ils ne pouvaient pas survivre dans ces abris de fortune, ils allaient mourir de froid.

Personne ne pouvait sortir du camp et il était difficile d'y entrer. Il y avait des batailles quotidiennes pour y faire rentrer du bois de chauffe, de la nourriture, des couvertures. C'était un cauchemar pour obtenir des autorités la permission de faire sortir des gens du camp pour les référencer vers l'hôpital. Chaque jour on se demandait si on allait pouvoir rejoindre la clinique, si on serait capable de référer les patients, si on pourrait faire rentrer de l'eau dans le camp.

Et puis, ils ont commencé à mettre des gens dans les cars pour les reconduire à Velika Kladusa où ils n'étaient pas les bienvenus, où on les maltraitait.

A cause de cette ambiance, on pesait tout ce qu'on disait pour ne pas se voir refuser l'accès au camp. Donc s'il s'agissait de faire un communiqué de presse pour dire que l'on nous refusait l'accès, on voulait être sûrs que c'était vraiment nécessaire. Parce que le prix que ces gens payeraient si l'armée croate décidait de fermer le camp pendant une semaine serait très élevé.

MSF Hollande voulait avoir la certitude que si on disait quoi que ce soit, on serait en mesure de le prouver, d'affirmer : « Ce que nous avançons est fondé sur une recherche approfondie, des entretiens avec des personnes qui déclarent qu'elles ne veulent pas retourner à Velika Kladusa. C'est pour ça que l'on dénonce. » Les Belges étaient plutôt du genre : « Le rapatriement forcé, c'est mal. Point final. Nous devons le dénoncer même si ça nous conduit à lutter pour obtenir un accès. »

Je revenais de Goma[10], où j'avais déjà pris part à ce débat au sein de MSF : « Commençons par dénoncer versus faisons un rapport de cent pages d'abord. » Je suis partisan de faire un peu plus d'enquête, mais passer trois mois à faire des recherches, une analyse énorme et un rapport de cent pages, je trouvais ça un peu trop lent. C'était une approche trop tactique pour gérer ce genre de réalité.

Michiel Hofman, Coordinateur MSF en Croatie d'août 1995 à juillet 1996 (en anglais) interviewé en 2015

Entre-temps, le 10 octobre, un accord de cessez-le-feu généralisé est entré en vigueur en Bosnie-Herzégovine. Mais les déplacements forcés de population se poursuivent et MSF, qui leur porte assistance, continue à en témoigner dans la presse.

« Luc Nicolas (MSF) : les réfugiés n'en peuvent plus » ***Le Peuple*** (Belgique) 12 octobre 1995 (en français)

Depuis vendredi passé, des milliers de réfugiés (des Musulmans bosniaques vivant en Bosnie serbe, en provenance de Prijedor, Sanski Most, Bosanski Nova et Banja Luka) ont traversé les lignes de front pour venir échouer à Zenica. Ces réfugiés ont été « reconduits à la frontière » par les autorités serbes. Ils sont dans un état pitoyable : épuisés par les marches forcées, en état de choc, blessés, […] La ville de Zenica est donc complétement submergée et les quatre équipes mobiles de MSF parcourent le territoire compris entre Tesanj, Travnik et Zenica afin d'approvisionner les seize centres dans lesquels les réfugiés sont recueillis. « *Les centres collectifs dans la région de Zenica comme tels sont relativement pleins, mais il y a moyen d'en trouver d'autres et il semble que les autorités bosniaques*

10. Voir Étude de cas sur les prises de parole publiques de MSF « Les camps de réfugiés rwandais au Zaïre et en Tanzanie1994-1995 » Laurence Binet - MSF International http://www.speakingout. msf.org/fr/camps-de-refugies-rwandais-au-zaire-et-en-tanzanie

veulent réinstaller de force les gens le plus rapidement possible dans les territoires nouvellement conquis, du côté de Bosanski Petrovac. Ce à quoi on essaye de s'opposer avec le CICR et le HCR. » Les membres de MSF tentent donc d'empêcher que les soldats bosniaques renvoient les réfugiés à peine arrivés dans des endroits où toutes les infrastructures de base ont été détruites : « *Nos équipes dorment sur place. Sur Donji Vakuv, on a une équipe mobile qui reste là-bas depuis 48 heures, qui donne les premiers soins médicaux et organise l'aide humanitaire sur place. Elle reste également pour pouvoir témoigner du fait que des gens sont renvoyés de force contre leur gré dans des régions où ils ne veulent plus aller [...]. Le fait que l'on ait laissé une équipe de nuit a permis d'empêcher une première évacuation forcée : les camions militaires sont arrivés, puis les gens ont commencé à paniquer. Comme c'était un début d'émeute, les militaires n'ont pas voulu en faire trop. Ici les autorités prétendent qu'elles vont mettre la pédale douce. Mais il semble que l'on freine tout ce qui est matériel humanitaire un peu plus lourd, c'est-à-dire les matelas, couvertures,... Cela veut quand même dire qu'ils veulent continuer.* » On imagine donc le désarroi de ces personnes déplacées, comme l'explique notre interlocuteur : « *Il faut savoir que pour beaucoup de ces gens qui arrivent seulement maintenant, c'est un voyage qui a duré plus de 15 jours, qui a été extrêmement éprouvant, tant physiquement que psychologiquement, car ils ne savaient pas si ils allaient pouvoir s'en sortir. De plus on a enlevé des hommes à différents niveaux.* » D'après certains témoignages, 160 hommes environ sur un total de 800 auraient été retenus sur la ligne de front : « *C'est le cinéma habituel, la plupart des hommes entre 12 et 45 ans, d'après les premiers témoignages, sont arrêtés juste avant la ligne de front et sont envoyés creuser des tranchées et servir de bouclier en cas d'offensive.* »

« Plus de 120 000 réfugiés à Banja Luka en 10 jours » **Agence France Presse** Banja Luka, 19 octobre 1995 (en français)

Plus de 120 000 réfugiés serbes sont arrivés au cours des 10 derniers jours dans la région de Banja Luka (nord de la Bosnie), a annoncé jeudi l'organisation humanitaire Médecins Sans Frontières (MSF). MSF cite des données du Haut-commissariat pour les réfugiés de l'ONU (HCR). Cela porte à 285 000 le nombre total de Serbes qui ont fui, depuis août dernier, les offensives des forces croates et bosniaques dans l'ouest et le nord-ouest de la Bosnie et se sont réfugiés à Banja Luka et dans les communes avoisinantes, a précisé Françoise Wallemacq, porte-parole de MSF. Environ 70 % de ces réfugiés ont trouvé abri dans des maisons privées, mais il en reste encore quelque 50 000 dans les centres d'accueil et un nombre indéterminé sur les routes, selon Mme Wallemacq. « Pour MSF, les principaux problèmes à l'heure actuelle sont le manque d'hygiène chez les réfugiés et l'approche de l'hiver, lorsqu'il faudra assurer du chauffage et des vêtements pour toutes ces personnes », a ajouté cette responsable. Il y a « urgence humanitaire » dans la région, a estimé de son côté Corinne Adam, porte-parole du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à Banja Luka. Depuis la mi-septembre, le CICR a livré à Banja Luka plus de 1 300 tonnes d'aide, essentiellement des produits alimentaires et hygiéniques ainsi que des couvertures. « Maintenant, nous avons surtout besoin de poêles, de couvertures, de matelas et de chaussures », a précisé le porte-parole du CICE.

Le 26 octobre, MSF donne une conférence de presse pour exposer les enjeux de l'action humanitaire en ex-Yougoslavie : la situation précaire des populations déplacées à l'approche de l'hiver et les déplacements forcés auxquels elles sont soumises dans le cadre des échanges territoriaux liés aux négociations de paix.

Message de Dominique Boutriau responsable de programme MSF Belgique à Pierre Salignon et Pierre-Pascal Vandini responsables de programme MSF France, 10 octobre 1995 (en français) **D239**

Extrait :

-cc comm : suite au passage de Gerda notre dir comm sur le terrain, nous proposons de faire une tri-conférence de presse sur les enjeux humanitaires en ex Yougo à la veille du plan de paix et à la veille de l'hiver; vous recevrez probablement ce jour déjà proposition de notre comm sur le sujet.

- cc comm en ex yougo via les medias locales : après discussion avec équipe terrain, il semble qu'il serait bien d'aussi faire un peu de comm en utilisant les medias locales; dans un premier temps il est proposé de faire passer certains messages cc nos activités via des journalistes serbes indépendants; le type de message devant allier nos activités autant sur Gorazde que sur la RS [Republika Srpska].

BUT DE TOUT CECI : faciliter nos actions en RS/GORAZDE en améliorant un peu notre image de marque; évidemment risque+++ de récupération par le politique local, et c'est pour cela que nous pensons passer initialement par des journalistes indépendants. Votre avis ?

« MSF et la Bosnie » **Update interne** de MSF International, 12 octobre 1995 à 15h30 (en anglais) **D240**

Extrait :

Il y a une volonté de s'exprimer en tant qu'organisation internationale

1. Beaucoup de personnes veulent vraiment communiquer ; les autres veulent s'assurer que nous avons un message clair si nous communiquons.
2. S'il y a un message clair, nous devons donc décider de la meilleure façon de communiquer : conférence de presse, déclaration, éditorial, etc.
3. Points clés
   - MSF est actif et est témoin en ex-Yougoslavie depuis 1991
   - Est-ce que les problèmes humanitaires trouveront leur solution avec le plan de paix.

- Les civils n'auront pas de voix dans les discussions
- La partition sera basée sur la purification ethnique

• Le statut de Gorazde
- Est-ce que le corridor d'accès sera ouvert ?
- Qu'est ce qui sera décidé à la table des négociations ?

• Le sort des personnes disparues de Srebrenica et Zepa
• Pourquoi et comment la communauté internationale a permis la chute de Srebrenica et Zepa
• Les conditions déplorables à Banja Luka (surpopulation, insalubre, approche de l'hiver)
• Les réfugiés non voulus (Krajina, Vojnic)
• Les réfugiés utilisés comme boucliers humains (Doboj, Brcko)
• Les réfugiés bosniaques arrivant à Maglaj/Travnik (santé et condition de déportation)

4. Ce que nous ne voulons pas :
   • Répéter ce que les autres ont déjà dit (HCR, CICR)
   • Utiliser des faits, des nombres, des statistiques inexacts
   • Demander des choses qui ont déjà été faites
   • Répéter ce qui est déjà dans la presse
   • Courir après les journalistes, juste pour apparaitre dans la presse
   • Se retrouver à spéculer
   • Se retrouver emmêlés dans les tractations du plan de paix
5. Ce que nous voulons :
   • La protection et la prise en charge médicale des populations de Bosnie
   • Faire de MSF une source crédible et une organisation efficace
   • Un message basé sur le terrain
6. Quel est le message ? Qu'est-ce qu'a MSF à dire qui soit différent ? De ce que nous avons pu condenser, le message le plus fort est lié à Srebrenica et Gorazde : nous étions à Srebrenica quand elle est tombée, et nous étions à Gorazde depuis le début. Une enquête doit être menée sur la chute de Srebrenica et sur le sort des personnes disparues. Tout ce qui est possible doit être fait pour s'assurer que Gorazde ne subisse pas le même sort. MSF continue à se montrer solidaire des populations en danger.

Pensez-vous que ce message puisse être une base solide de communication ?

« Remarques concernant le communiqué de la conférence de presse ex Yougoslavie » **Message** de Pierre Salignon, adjoint au responsable de programme MSF France aux responsables de programme de MSF Belgique et MSF Hollande, octobre 1995 (en français) **D241**

Ok sur la décision de faire un point sur les enjeux humanitaires en ex-Yougoslavie au moment ou un accord de cessez-le-feu entre en vigueur. Plusieurs situations sur lesquelles il faut garder un œil attentif, cependant à remettre en perspective historique car on ne peut pas comparer ce qui n'est pas comparable.

1- les enclaves musulmanes

A) Srebrenica et Zepa. Depuis leur chute dans le courant du mois de juillet dernier, on reste sans nouvelles de plusieurs milliers de personnes séparées de leurs proches ou portées disparues. Aucun organisme international indépendant n'a à ce jour pu établir ce qui s'était réellement passe dans ces deux enclaves. Il Existe seulement de fortes présomptions de massacres de civils de masse. La communauté internationale a le devoir de rétablir la vérité sur cette affaire. Devant son silence devant de tels crimes, elle en est devenue complice. Besoin que la justice soit rendue et les responsables jugés.

B) Gorazde. Dernière enclave musulmane de Bosnie de l'Est assiégée depuis plus de 3 ans. 57 000 habitants dont la survie dépend de la volonté de la Communauté internationale et des négociations engagées entre belligérants. S'il est fait état ces dernières semaines de l'ouverture prochaine de corridors vers l'enclave. Il reste que l'avenir des civils est incertain. La communauté internationale a le devoir de garantir la sécurité de la population civile. Pour que ce qui s'est produit à Srebrenica et Zepa n'arrive plus + d assurer le désenclavement de la poche à moins que les belligérants ne décident d'un échange de territoire, de population, une solution de force ne pas oublier de souligner que la chute de Srebrenica/Zepa est l'aboutissement d'une logique programmée de purification ethnique lancée en 1993 par les Serbes dans l'Est de la Bosnie et qui s'est achevée avec la déportation de plus de 50 000 personnes dont plusieurs milliers sont portées disparues.

C) Sarajevo. Voir MSF-H

D) Vojnic Souligner la situation humanitaire et humaine dramatique de cette population, sans oublier qu'ils sont des partisans du leader dissident Abdic qui a, avec les Serbes, assiégé la poche musulmane de Bihac de 1993 à 1995.

2- Banja Luka. Territoires sous contrôle des Serbes de Bosnie

A) La purification ethnique des non-serbes. Elle est brutale et marque le point final à la politique de purification ethnique entamée par les Serbes en 1992 dans la région de Kozarac. Souvenez-vous des camps de concentration…

B) Les réfugiés serbes de Krajina Leur situation humanitaire à l'entrée de l'hiver est inquiétante pour ceux qui sont restés dans la région de bl.[Banja Luka] Mais il faut souligner que les déplacements dont ces gens sont victimes sont le résultat de plus de 4 ans de guerre de purification ethnique lancée par les Serbes dès 1991 devant laquelle la communauté internationale est restée silencieuse. En acceptant la redéfinition par la force des zones de peuplement en Bosnie afin de les rendre ethniquement pures la communauté internationale a accepté la politique du fait accompli et par la même est aujourd'hui responsable du partage ethnique de la Bosnie qui se réalise sous nos yeux. Les populations civiles en sont les premières victimes. Ne pas oublier cependant, que les Krajina si elles étaient peuplées en 1991 de 50 % de serbes et de 50 % de non-serbes ont été purifiées par l'armée Yougoslave de toute la population non-serbe dès 1991. Aujourd'hui on est témoin d'une phase de repeuplement de la Bosnie sur une base ethnique, on ne peut que le déplorer au beau milieu de l'Europe, jetant les bases de futurs conflits dans les Balkans.

3- la Bosnie centrale et la Croatie

A) l'arrivée actuelle des réfugiés bosniaques chassés des territoires Serbes vers Maglaj, Ttravnik… Etat de santé à l'arrivée, conditions de déportation…

Conclusion : Attention de ne pas comparer ce qui ne peut

l'être, les actes individuels contre des civils commis de part et d'autres sont tous condamnables. Mais il faut garder à l'esprit que depuis 1991 nous sommes témoins des résultats de la politique programmée de purification ethnique mise en place par les Serbes (crime international qui a conduit à la création d'un tribunal international à la Haye… Aujourd'hui les actes commis par les Croates et les Bosniaques au cours de leurs opérations de « reconquêtes » conduisent à des déplacements de masse de la population serbe. Les actes de violence commis à cette occasion sont inacceptables.

Contact n°38 (journal interne de MSF Belgique), octobre 1995 (en anglais) **D242**

Extrait :
Une conférence de presse a été organisée à MSF Belgique le 26 octobre 1995. Alex Parisel, Renaud Tockert et Mario Goethals ont parlé des questions suivantes concernant l'ex-Yougoslavie : la chute de Srebrenica et ses conséquences trois mois après, la situation à Gorazde, ses habitants et l'importance de leurs besoins, le sort des réfugiés et des personnes déplacées, les refugiés oubliés de Vojnic.

Le 16 novembre 1995, le Tribunal Pénal pour l'ex-Yougoslavie met en accusation les responsables bosno-serbes Ratko Mladic et Radovan Karadzic, pour leur responsabilité individuelle directe dans les exactions perpétrées lors de chute de Srebrenica.

« Le tribunal international inculpe M. Karadzic et M. Mladic pour le génocide de Srebrenica » Alain Franco, ***Le Monde*** (France), 18 novembre 1995 (en français) **D243**

Extrait :
L'inculpation, jeudi 16 novembre, pour génocide et pour crimes contre l'humanité du chef politique bosno-serbe, Radovan Karadzic, et de son commandant militaire, Ratko Mladic, pour leur participation au « génocide qui a suivi la prise de Srebrenica » le 11 juillet dernier, concerne « l'un des actes les plus sanglants du conflit yougoslave ». Cette mise en accusation s'ajoute à celle du 25 juillet, lorsque le TPI avait déjà accusé les deux chefs serbes de Bosnie de génocide et de crimes contre l'humanité, pour leur politique d'assassinat de civils à Sarajevo et pour la « prise d'otages et la constitution de boucliers humains ». […] Le dossier, basé sur « des témoignages de réfugiés, de survivants d'exécutions sommaires, confirmés et corroborés par d'autres sources », notamment par les casques bleus néerlandais déployés à Srebrenica, décrit trois lieux où se sont déroulées les atrocités. Le premier concerne la colonne des fuyards en route pour Tuzla et bombardée par l'artillerie serbe. « Des centaines de Musulmans ont été tués, un plus grand nombre blessés. Beaucoup ont été rendus fous par les assauts répétés. Des témoignages décrivent comment des dizaines de personnes se sont suicidées pour échapper à toute capture. » Ceux qui ont été pris « ont été immédiatement exécutés, même les blessés. Des centaines ont été enterrés dans des fosses communes, certains encore vivants. » […] Des exécutions massives ont également eu lieu autour du 14 juillet dans les environs de Karakaj à la sortie de Zvornik. […]

Du 1er au 21 novembre 1995, des pourparlers de paix se déroulent sous l'égide des Etats-Unis à Dayton (Ohio) entre les présidents serbe (Slobodan Milosevic), croate (Franjo Tudjman) et bosniaque (Alija Izetbegović). Les accords dits de Dayton sont signés à Paris le 14 décembre.

Ils prévoient la création d'un Etat de Bosnie-Herzégovine abritant la République serbe de Bosnie et la Fédération croato-musulmane, à laquelle l'enclave de Gorazde est reliée par un corridor.

Une force de maintien de la paix sous le commandement de l'OTAN remplacera la FORPRONU. V29

« Les principaux points et les dispositions militaires » ***Le Monde*** (France), 23 novembre 1995 (en français) **D244**

Extrait :
Voici les principaux points de l'accord de paix sur la Bosnie conclu, mardi 21 novembre, à Dayton, à l'issue de trois semaines de négociations. Il comprend un document principal, 11 annexes et 102 cartes. Le territoire de la Bosnie sera partagé entre une fédération croato-musulmane (51 %) et les Serbes de Bosnie (49 %), réunis au sein de l'Etat de Bosnie-Herzégovine, confirmé dans ses frontières et régi par une Constitution fédérale. Sarajevo sera la capitale réunifiée de la Bosnie-Herzégovine, avec la levée de tous les obstacles mis en place aux portes de la ville. La Bosnie aura, entre autres, une banque centrale et une monnaie unique, une Cour constitutionnelle et une présidence. Le Parlement comprendra deux Chambres, qui seront élues en 1996. Aucun criminel de guerre ne sera autorisé à exercer une charge publique. Les personnes déplacées et les réfugiés pourront retourner chez eux et se déplacer librement. Un corridor reliera l'enclave musulmane de Gorazde, dans l'est de la Bosnie, au reste de la fédération croato-musulmane. Le corridor de Posavina, dans le Nord-Est, qui relie les territoires sous contrôle serbe dans l'est et l'ouest de la Bosnie, sera large de 5 km. Le statut futur de Brcko, principale ville du corridor, doit faire l'objet d'un arbitrage international. Principales dispositions du volet militaire : Une force de maintien de la paix (IFOR, Implementation Force), placée sous le commandement de l'OTAN et dirigée par un général américain, sera déployée en Bosnie-Herzégovine pour remplacer la Force de protection des Nations unies (FORPRONU). L'IFOR veillera au respect du cessez-le-feu et à

la séparation des forces. Elle sera en mesure de se défendre de façon vigoureuse en toutes circonstances. [...] L'IFOR disposera d'une liberté de mouvement totale à travers tout le territoire de Bosnie-Herzégovine. Toutes les forces non bosniaques (croates et serbes) se retireront de Bosnie-Herzégovine dans un délai de trente jours. Les parties devront avoir achevé dans les trente jours le retrait de leurs forces derrière les lignes acceptées lors du cessez-le-feu. Des zones démilitarisées, d'une largeur de 2 km environ, seront établies de part et d'autre de la ligne de cessez-le-feu. L'IFOR disposera d'une liberté de mouvement totale à travers tout le territoire de Bosnie-Herzégovine. Les parties devront retirer leurs armes lourdes et consigner leurs troupes dans des casernes dans un délai de quatre mois. Tous les prisonniers de guerre, civils et militaires, devront être libérés sans délai. Les parties n'importeront pas d'armes pendant 90 jours et n'importeront pas d'armes lourdes, dont des avions et des hélicoptères, pendant 180 jours. Un mécanisme de contrôle des armes imposera, dans un délai de six mois, un nombre limite de chars, d'avions de combat, d'hélicoptères et de véhicules de combat blindés pour la « Nouvelle Yougoslavie » (Serbie et Monténégro), la Croatie et la Bosnie-Herzégovine. Des limites imposées entreront en vigueur si les parties n'arrivent pas à un accord.

Richard Goldstone, le procureur du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie s'inquiète de la menace que la levée de l'embargo économique imposé à la Serbie, prévue par les accords de Dayton, peut faire peser sur l'arrestation et la remise des responsables serbes criminels au tribunal. Il menace de démissionner si un marché est passé qui échangerait la paix contre leur impunité.

Les mêmes craintes animent le Conseil d'administration de MSF France qui suggère de profiter de la signature des accords de paix à Paris pour soulever cette question publiquement.

Le 16 décembre, dans une tribune publiée dans le quotidien français *Le Monde*, Françoise Bouchet-Saulnier, la responsable juridique de MSF, demande que les gouvernements européens s'engagent à garantir que les accords de paix ne seront pas passés au détriment de la justice.

« Le procureur du tribunal pénal international de La Haye menace de démissionner » Alain Franco, ***Le Monde*** (France) La Haye, 17 novembre 1995 (en français) **D245**

Extrait :
M. Goldstone a aussi laissé planer la menace de sa démission dans l'éventualité, souvent évoquée autour des discussions entre belligérants à Dayton, d'un marché entre les Etats-Unis et le président serbe Slobodan Milosevic, permettant d'échanger la paix contre l'impunité des chefs serbes, Radovan Karadzic et Ratko Mladic, inculpés de génocide par le TPI : « Si un Etat du Conseil de sécurité ou de la communauté internationale prenait part à un tel marché, je pense sincèrement que tous les membres du tribunal se poseraient sérieusement la question : cela vaut-il la peine de continuer dans ces conditions ? »

Compte-rendu du Conseil d'administration de MSF France, 24 novembre 1995 (en français) **D246**

Extrait :
Le Tribunal international menacé par les accords de Dayton sur l'ex-Yougoslavie - Frédéric Laffont [...] Les accords de paix signés à Dayton font en effet peser une menace sur le sort du Tribunal, dans la mesure où les criminels d'ex-Yougoslavie risquent de ne pas être poursuivis. La livraison des criminels était en effet liée à la levée de l'embargo. Or l'accord de Dayton a levé l'embargo. Les criminels ne sont plus une monnaie d'échange.

Est-ce que MSF va demander que ce que le Conseil de sécurité a mis en place en créant le Tribunal international ne soit pas retiré ? Dayton marque que des États peuvent devenir criminels impunément. Est-ce qu'on reste spectateur ? Est-ce qu'on demande au Conseil de sécurité de ne pas rayer d'un trait de plume le Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie ? Pierre Salignon : la paix avalise le partage ethnique de la Bosnie. Mais la paix ne peut exister si justice n'est pas rendue. En tant que témoin, MSF doit demander des comptes et ne pas cesser de les demander. On ne doit pas laisser passer l'occasion de la signature de la paix à Paris. C'est aussi important que l'action qu'on peut mener sur le terrain. A une remarque d'Odile sur les projets proposés par les collectifs en cette matière, Pierre rappelle que nous nous sommes le plus souvent démarqués des collectifs et que leur action n'empêche pas une action séparée de MSF. On peut aussi rencontrer Goldstone, savoir comment on peut agir. Quand les États le voudront, le Tribunal sera supprimé, non seulement pour l'ex-Yougoslavie, mais aussi pour le Rwanda.

« Ne sacrifions pas le tribunal pour l'ex-Yougoslavie » Françoise Bouchet-Saulnier, responsable juridique de MSF, ***Le Monde*** (France), 16 décembre 1995 (en français) **D247**

Extrait :
L'accord de paix signé à Dayton pour l'ex-Yougoslavie ouvre une nouvelle période à hauts risques dans l'histoire de ce conflit si proche de nous. L'invention de l'expression nouvelle « purification ethnique » a rendu les atrocités commises sur le terrain intellectuellement supportables sans pour autant ouvrir notre intelligence. Cette guerre déclenchée au nom de la défense de la pureté de la race et de la conquête de l'espace vital fut raciste. « Là où est un Serbe, là est la Serbie » : ce slogan politique a jalonné toute la logique de la guerre à l'intérieur de l'ancienne fédération yougoslave. Cette logique

contagieuse a conduit par la suite chacune des parties en conflit à se définir par rapport à sa race. La guerre ne fut pas un accident politique, mais le résultat d'une volonté délibérée d'imposer une doctrine raciale de l'Etat. La Communauté européenne n'a pas pu faire face à ce danger, car elle n'a ni politique étrangère ni politique de défense communes. Les différents gouvernements européens se sont donc livrés dans ce secteur à la libre concurrence des petites idées et des gestes symboliques. Seule l'action humanitaire est intégrée dans le cadre européen. Bruxelles a dû gérer par le secours humanitaire une guerre qui niait précisément l'égale dignité des êtres humains. Incapable de faire la guerre à cette politique raciale de négation de l'être humain, la Communauté européenne a promis de faire justice de ces crimes commis contre l'humanité en ex-Yougoslavie. Le Tribunal international a été créé, d'abord sans moyens matériels puis dans l'incertitude d'exister encore demain, et de pouvoir tenir la parole donnée. Rappelez-vous : Vukovar, Gorazde, Srebrenica. Les civils pris au piège, les malades massacrés, les sélections, l'extermination. Puis le silence. La paix sera peut-être américaine. La justice peut encore être européenne Mais la justice n'arrête pas la guerre. Trois ans après le début de ce conflit, la menace persistante au cœur de l'Europe a conduit les Américains à exercer une fois de plus leur mission de protecteurs de notre continent. Un accord de paix a finalement été signé sous leur égide. Il ne prétend toutefois pas utiliser la force pour imposer la justice. En l'état, il entérine donc une nouvelle application de la doctrine déjà utilisée en 1918 dans les Balkans par le président américain Woodrow Wilson. A cette époque, la politique « une nation = un Etat » avait conduit à la première grande purification ethnique de cette région, avec le déplacement de plusieurs millions de personnes au travers des nouvelles frontières. Un tribunal international devait contrebalancer cette dérive raciale potentielle en punissant les auteurs du génocide arménien. Mais en 1923, l'accord de paix final accordait l'amnistie pour tous les crimes commis. Si la guerre a un prix, certaines paix aussi. Aujourd'hui, le Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie se retrouve dans le même dilemme. Les Etats n'ont pas fait la guerre pour obtenir une paix juste. Mettront-ils en danger un accord de paix pour que la justice passe ? Celle qui se dessine sur le terrain, et dont nos volontaires sont témoins, ne répond pas aux questions les plus simples : où vivront ceux qui ne se considèrent pas comme ethniquement purs ? Sur quelles bases et où seront réimplantés les deux millions de réfugiés et déplacés causés par la guerre ? Quel rôle joueront demain les criminels de guerre ? Cette paix américaine nous concerne en tant qu'êtres humains et en tant que citoyens européens. Qui fixe aujourd'hui le prix de notre vie, le prix de notre humanité ? La paix sera peut-être américaine ; la justice peut encore être européenne. Les gouvernements de l'Union européenne doivent prendre position pour garantir que le Tribunal international ne disparaîtra pas avec la signature de l'accord de paix, que la justice n'a pas été négociée contre la libération des pilotes français.[11]

11. Le 30 août 1995, deux pilotes français ont été fait prisonniers par les forces bosno-serbes après que leur avion a été abattu. Ils seront libérés le 12 décembre 1995.

Le 27 novembre 1995, le Secrétaire général des Nations unies présente au Conseil de sécurité un premier rapport sur la chute de Srebrenica D248 qui apporte des « preuves indéniables » d'une méthode constante d'exécutions sommaires et de la présence du général Mladic sur les lieux des exactions.

Le 21 décembre dans la résolution 1034 D249, le Conseil de sécurité des Nations unies exige une enquête plus approfondie sur les atrocités commises par les Serbes à Srebrenica.

« L'ONU veut la vérité sur Srebrenica » **Agence France Presse**, 22 décembre 1995 (en français)

Extrait :
Le Conseil de sécurité exige une enquête sur les atrocités commises au mois de juillet dernier par les Serbes bosniaques dans la ville. Outre un accès immédiat pour des enquêteurs internationaux dans cette enclave musulmane de l'est de la Bosnie, le Conseil de sécurité de l'ONU a aussi exigé, dans une résolution adoptée jeudi soir, que les Serbes bosniaques s'abstiennent de toute action visant à détruire, altérer, dissimuler ou détériorer tout élément de preuve à Srebrenica. [...] Dans un rapport au Conseil de sécurité, le secrétaire général de l'ONU Boutros Boutros-Ghali avait indiqué que selon la meilleure estimation possible, entre 3 500 et 5 500 personnes étaient toujours portées disparues depuis la chute de Srebrenica. Le Conseil de sécurité a noté que le Tribunal pénal international sur l'ex-Yougoslavie (TPI) avait mis en accusation les dirigeants des Serbes de Bosnie Radovan Karadzic et Ratko Mladic du fait qu'ils sont directement et personnellement responsables des atrocités commises en juillet contre la population musulmane bosniaque de Srebrenica. Le Conseil de sécurité a également pris note des « preuves solides » mentionnées dans le rapport de M. Boutros-Ghali selon lesquelles un nombre inconnu mais considérable d'hommes de la zone de Srebrenica ont été exécutés sommairement par les forces des Serbes de Bosnie et les forces paramilitaires.

En février 1996, MSF publie un rapport contenant des témoignages sur l'évacuation de Srebrenica et les membres de l'équipe locale portés disparus. Un appel à information sur leur sort est lancé.

« Personnel de l'hôpital de Srebrenica et personnel local : témoignage de l'évacuation de Srebrenica et du sort des collègues disparus » **Rapport MSF**, février 1996 (en anglais) D250

Extrait :
Le but de ce rapport est d'attirer l'attention sur le sort du personnel de l'hôpital et du personnel local de MSF, de rendre

hommage à leur travail au cours de ces dures années de guerre et de souffrance dans l'enclave. C'est aussi un appel aux organisations et aux institutions qui essayent de mettre en œuvre le volet civil de l'accord de paix pour qu'elles continuent leur recherche de preuves et qu'elles rendent justice aux milliers de personnes disparues ou tuées. MSF demande instamment que tout individu ou organisation détenant des informations sur les membres du personnel porté disparu nous les transmette. Il y avait 13 employés locaux de MSF à Srebrenica et l'hôpital comptait 128 employés. Ce rapport s'appuie sur le témoignage oculaire de 37 employés de l'hôpital et 6 employés locaux de MSF recueilli entre le 27 novembre et le 14 décembre 1995 : Des 128 personnes travaillant à l'hôpital, 21 sont portées disparues, 3 ont été tuées dans la période antérieure à la chute de la ville. Des 13 employés locaux, 1 est porté disparu. MSF continue d'essayer d'obtenir des informations sur la situation actuelle de 50 autres membres du personnel de l'hôpital.

Dans ce rapport sur la chute et sur les membres du personnel de l'hôpital et du personnel de MSF qui ont été tués ou sont portés disparus, on parle en particulier de ce chargé de la protection civile, qui faisait aussi partie de l'équipe MSF et qui sera retrouvé quelques années plus tard dans une fosse commune. Ce rapport-là il est central. C'est un élément de récit très important pour tout le monde, par-delà l'acte de publier un rapport. C'est une manière de dire « on n'a pas seulement été témoins d'un massacre, on est directement concernés parce qu'on nous a assassiné des patients, et que des collègues de l'hôpital et même du personnel MSF ont disparu ».

Pierre Salignon, adjoint au responsable de programme de MSF France, en charge des programmes en ex-Yougoslavie (en français) interviewé en 2015

En septembre 1996, dans le quotidien français *Libération*, Rony Brauman, ancien président de MSF France revient sur les conséquences du traitement humanitaire de la guerre en Bosnie et pose la question : « qui va répondre de l'abandon délibéré, programmé, de milliers de Bosniaques par des 'FORPRONU' qui les ont désarmés en leur promettant de les protéger ? »

« Mortelles Illusions – Bosnie : la guerre des intellectuels » Rony Brauman, président de MSF France de 1982 à 1994, ***Libération*** (France) 14 septembre 1996 (en français) **D251**

Extrait :
Selon un sondage CSA de novembre 1995, 68 % des Français font confiance aux organisations humanitaires, avant l'OTAN, à l'Union européenne et à leur propre gouvernement, pour prévenir les conflits sur le continent européen. Quoi que l'on pense du caractère manipulateur des enquêtes d'opinion un tel résultat en dit long sur la confusion politique et l'imposture morale qu'a représenté le traitement humanitaire de la guerre en Bosnie. Il révèle l'efficacité, qu'on espère réversible, de la forme la plus achevée de l'indifférence ou du renoncement: le cynisme humanitaire, ou la politique des bons sentiments, qui, précisément, nous dispense de sentiments en leur substituant de fugitives émotions rapidement enfouies sous un flot d'images apaisantes. Dès le voyage de Mitterrand à Sarajevo, le 28 juin 1992, le ton était donné, et avec panache. Un pont aérien permettrait de sauver la population de la capitale bosniaque, le blocus serbe ne resterait pas sans réponse. Mais le concert de louanges provoqué par ce coup d'éclat recouvrit opportunément la question que posait Zlatko Dizdarevic, rédacteur en chef du quotidien indépendant Oslobodjenje : à quoi bon, demandait-il, transporter à prix d'or ces sacs de farine et ces boîtes de thon, tandis que pourrissent les récoltes tout autour de la ville « à cause de quelques centaines de types barbus postés derrière des barricades ? » La réponse était simple. En bonne logique humanitaire, agresseurs et agressés étaient rejetés dos à dos, la balance était tenue égale entre les « parties au conflit ». Ce jour-là fut enterré le rêve d'une Bosnie pluraliste, métissée, que symbolisait Sarajevo. Le signal était donné du repli des Etats sur le terrain de la charité spectacle. Quelques mois seulement après le massacre de la population de Vukovar par les troupes de Belgrade et les milices serbes, la voie était ouverte qui allait permettre de transformer Milosevic, le fauteur de guerre, en tuteur des futurs accords de paix. Le tour de force résidait dans le fait que cet assentiment donné à la politique de Belgrade et aux milices serbes prenait l'apparence d'une ferme détermination à s'y opposer. C'est pourquoi il fallut de longs mois avant que ne se produise une étrange mutation au sein des organisations humanitaires. Tandis que les politiques installaient dans leur nouveau rôle de convoyeurs de biscuits et de couvertures, les humanitaires commencèrent à dénoncer la démission politique de l'Europe. Sans renoncer à leur mission première alléger les souffrances, sauver ceux qui pouvaient être sauvés, les associations humanitaires, comprenant qu'elles devenaient les auxiliaires de cette stratégie du mensonge, tentaient de faire entendre leur voix, de faire valoir leurs principes. Cela ne se fit pas sans dérapages ni démagogie, parfois: l'affairement humanitaire des Etats eut son équivalent dans un certain « affairisme » humanitaire privé car la Bosnie n'était pas seulement le lieu ou réapparaissait un fascisme conquérant, mais aussi un marché juteux. L'argent de la Communauté européenne y coulait à flot et, pour d'éphémères gloires médiatiques, on a vu là aussi l'action se dégrader en activisme et l'éthique humanitaire se transformer en esthétique de la performance. Pour la première fois cependant, les humanitaires ont rejoint des intellectuels dans une protestation commune et durable qui a fourni un cadre de réflexion aux premiers et une assise de terrain aux derniers. Sans doute cette jonction n'a-t-elle pas été étrangère au durcissement, réel mais bien tardif, des positions françaises et européennes face à cette guerre. Elle n'a pas évité, mais on ne pouvait lui en demander tant, que la partition ethnique de la Bosnie finisse par l'emporter. Elle n'empêchera pas non plus, bien évidemment, que la logique des ultras de tous bords ne s'impose comme à Mostar, à la

faveur d'élections qui ne sont qu'un simulacre de la démocratie. Reste une leçon, que les Casques bleus de Srebrenica et les milices d'éradicateurs du général Mladic ont apportée à Srebrenica, cette « zone de sécurité » qui fut transformée en charnier: celle de la mortelle illusion que représente l'envoi de Casques bleus en armes solennellement chargés par la communauté internationale de veiller à la sécurité des personnes. Combien, parmi ceux qui ont péri à Srebrenica, se seraient sauvé à temps, s'ils n'avaient pas accordé quelque foi aux promesses de la FORPRONU. Que l'impunité pour les criminels de guerre ne soit plus la règle absolue depuis la mise en place du Tribunal international de La Haye, Voilà qui est un progrès, même timide. Mais qui va répondre de l'abandon délibéré, programmé, de milliers de Bosniaques par des FORPRONU qui les ont désarmés en leur promettant de les protéger ? « Nous ne vous abandonnerons pas », disaient-ils.

1999-2003 LES ENQUÊTES PARLEMENTAIRES SUR LA TRAGÉDIE DE SREBRENICA[12]

Le 30 novembre 1998, la résolution 53/35 D252 de l'Assemblée générale des Nations unies demande que soit établi « un rapport complet comprenant une évaluation des évènements survenus en ex-Yougoslavie dans la zone de sécurité de Srebrenica ».

Le 15 novembre 1999, Kofi Annan le nouveau Secrétaire général des Nations unies, qui était le sous-secrétaire général chargé des opérations de maintien de la paix de l'ONU au moment des évènements de juillet 1995, rend public le rapport d'enquête de l'ONU sur la chute de Srebrenica D253. Ce rapport reconnait les « erreurs de jugement » de l'Organisation des Nations unies. Il demande aux Etats-membres impliqués de mener une enquête au niveau national sur leurs propres responsabilités.

« Le « mea maxima culpa » de Kofi Annan pour le massacre de Srebrenica » ***Le Monde*** (France), 17 novembre 1999 (en français) **D254**

Extrait :
Une position de principe « inadaptée », « d'impartialité » des responsables onusiens à New York, leur « incapacité » à reconnaître la guerre en Bosnie-Herzégovine comme une « cause morale », leur évaluation « erronée » des objectifs serbes, leur refus des frappes aériennes contre les forces serbes, leur « apaisement » des Serbes en Bosnie, mais aussi l'absence de volonté politique des grandes puissances à mettre fin aux exactions par la force, ont provoqué la « tragédie » de Srebrenica en juillet 1995, sa prise par les Serbes et le massacres de milliers de civils qui y avaient trouvé refuge. C'est en ces termes que le Secrétaire général des Nations unies explique, dans un rapport, les événements qui ont mené à la chute de Srebrenica, où 2 500 corps ont été retrouvés dans les fosses communes et où, selon la Croix-Rouge, plus de 7 000 personnes sont portées disparues. La tragédie de Srebrenica suscite l'horreur pour deux raisons, écrit Kofi Annan : l'ampleur des crimes et le fait que les civils croyaient leur sécurité garantie par la présence des casques bleus de l'ONU. Trop peu, trop tard, diront certains. Reste que ce mea maxima culpa collectif exprimé par M. Annan est sans précédent dans l'histoire des Nations unies : « Par nos graves erreurs de jugements et notre incapacité à comprendre l'ampleur du mal auquel nous étions confronté, nous avons échoué à faire notre part pour protéger les habitants de Srebrenica face aux campagnes planifiées de massacres par les forces serbes », écrit le diplomate ghanéen. Fondé sur des entretiens avec des responsables internationaux, des observateurs civils et militaires, des journalistes, ainsi que sur les archives confidentielles de l'ONU, ce rapport de 150 pages devrait être présenté au Conseil de sécurité en début de semaine. Les « erreurs » commises par le Secrétariat, donc par M. Annan, qui était chargé à l'époque des opérations de maintien de la paix, peut-on y lire, « ont leurs racines dans notre philosophie de l'impartialité et de la non-violence [de l'ONU] dans cette guerre, philosophie totalement inadaptée au conflit bosniaque ». M. Annan précise que cela ne devrait pas faire oublier d'autres erreurs, « plus fondamentales », comme la création, par le Conseil de sécurité, des « zones de sécurité » sans les moyens militaires pour les protéger, mais aussi par la décision de la communauté internationale de répondre à la guerre en Bosnie-Herzégovine « non par l'action militaire décisive » mais par « un embargo sur les armes, avec l'aide humanitaire et avec le déploiement des casques bleus ». Cette attitude, estime-t-il, « a privé les Bosniaques de leur droit de légitime défense ». [...] Dans un pays où les Serbes avaient décidé de créer des zones ethniquement pures et où la communauté internationale ne s'y opposait pas par la force, « l'action humanitaire ne pouvait jamais apporter la réponse ». Il admet ainsi que pour mettre un terme à la guerre en Bosnie, la communauté internationale aurait dû lever l'embargo sur les armes pour les Musulmans et user de frappes aériennes contre les Serbes. [...] « Nous avons eu tort de déclarer souvent et publiquement notre refus des frappes contre les Serbes et d'accepter les bombardements quotidiens des zones de sécurité par les forces serbes ». Quant aux 150 casques bleus néerlandais, qui n'auraient pas pu s'opposer à « 2 000 Serbes appuyés par des véhicules blindés », ils auraient dû rapporter plus rapidement les atrocités dont ils étaient témoins.

12. Pour une étude détaillée sur les prises de parole publiques de MSF concernant les événements de l'enclave de Srebrenica, voir Etudes de cas sur les prises de parole publiques de MSF - Laurence Binet--MSF International - http://speakingout.msf.org/fr/srebrenica

Appel de MSF pour une commission d'enquête du parlement français sur les événements de Srebrenica

Le 19 novembre, le Conseil d'administration de MSF France décide de s'engager pour demander l'ouverture d'une commission d'enquête parlementaire sur le rôle de la France lors de la chute de Srebrenica.

Compte-rendu de la réunion du Conseil d'administration de MSF France, 19 novembre 1999 (en français) **D255**

Extrait :
Françoise Saulnier se fait le relais devant le CA d'une demande émanant du Collectif de citoyens et de citoyennes pour la Bosnie. Ce collectif veut réclamer la création d'une commission d'enquête parlementaire (sur le modèle de celle sur le Rwanda) pour faire la lumière sur la gestion de l'enclave de Srebrenica par les instances politico-gouvernementales. Pour appuyer cette réclamation, le Collectif demande le soutien et la participation de MSF. Françoise Saulnier estime que, par principe et surtout pour l'avenir (et pas seulement pour le souvenir), MSF pourrait s'engager dans cette démarche. Par ailleurs, elle rappelle que MSF a déjà témoigné devant le TPI (Tribunal Pénal International) et la commission hollandaise. Les membres du CA lui posent alors des questions pour peser et s'assurer de l'entreprise.
Virginie Raisson : Est-ce que tu vois des raisons pour ne pas rallier cette initiative ?
Françoise Saulnier : Non, mais ce qui importe, c'est bien que nous prenions un engagement collectif pour éviter que cela soit uniquement porté par des individus marqués à vie par ce qu'ils ont vécu là-bas.
Christian Losson : Pourrais-tu nous préciser les ambitions de ce Collectif ?
Françoise Saulnier : Il s'agit d'abord de refuser la politique du fait accompli sans qu'aucun effort de transparence ne soit fait. La commission sur le Rwanda a quand même débouché sur l'idée qu'il fallait un contrôle parlementaire sur les décisions militaires et je pense qu'autour de Srebrenica on peut revenir sur ce point essentiel.
Marc Le Pape : Mais la France n'avait pas le commandement des Nations unies, est-ce que cela peut justifier la création d'une commission d'enquête ?
Karim [Laouabdia] : Un documentaire de la BBC a très bien démonté le mécanisme de la prise de Srebrenica et a bien mentionné la responsabilité du général Janvier (un Français). Quelles sont les chaines de commandement dans ce cadre ?
Françoise Saulnier : Ce qu'il ne faut pas oublier, c'est qu'un militaire français, même sous commandement onusien, garde toujours ses référents nationaux. Cette collusion est d'ailleurs renforcée par un double secret-défense, l'un au niveau de la France et l'autre au niveau de l'ONU.
Philippe Biberson : Enquêter sur Srebrenica, c'est mettre au jour les mécanismes qui de façon paradoxale prétendent assurer la protection des populations tout en diluant la responsabilité et en fractionnant les pouvoirs. Pour accompagner ce collectif, il me semble que la question centrale est de s'assurer de la validité de la formulation pour éviter d'être débouté.
Françoise Saulnier : On ne fait que poser une question… on rédige une lettre, on n'a pas à amener de preuves… ce sera le travail du Parlement. Il suffit de l'accord de 25 ou 40 parlementaires pour que la commission soit montée et on a déjà quelques appuis…
Karim : On a une légitimité pour poser la question car nous étions présents à Srebrenica du début à la fin.
Bruno Corbé : Tu peux même ajouter que l'on s'est fait piéger par le dispositif des enclaves. On nous a dit « Allez-y, on les protège » et puis ce fut le massacre.
Christian Losson : C'est un geste politique au sens large, qui s'inscrit dans le fil de la démarche sur le Rwanda et qui consiste à demander des explications.
Décision : Le CA décide de s'engager avec le Collectif des citoyens et citoyennes pour la Bosnie pour demander l'ouverture d'une commission parlementaire sur Srebrenica.

Le plus important a été la sortie du rapport du Secrétaire général des Nations unies sur Srebrenica. Il y avait tout un contexte. Donc avec Françoise [Bouchet-Saulnier, responsable juridique de MSF] on a proposé de lancer un appel. Ca s'est fait très vite et très naturellement. Je ne me souviens pas de discussions longues là-dessus.

Fabien Dubuet, adjoint à la responsable juridique de MSF de 1995 à 2005 (en français) interviewé en 2015

Le 10 décembre, dans son discours de réception du prix Nobel de la paix MSF, mentionne les évènements de Srebrenica et souligne la nécessité de réformer les opérations de maintien de la paix des Nations unies.

Discours de réception du prix Nobel de la Paix, délivré à Oslo le 10 décembre 1999, par Dr James Orbinski, Président de MSF International (en français, en anglais) **D256**

Extrait :
« Si on veut qu'à l'avenir les opérations de maintien de la paix puissent protéger les populations civiles. Il faudra aller au delà du mea culpa du Secrétaire général des Nations unies sur Srebrenica et le Rwanda. Une réforme des opérations de maintien de la paix de l'ONU devrait permettre de rendre chaque Etat membre du Conseil de sécurité publiquement responsable des décisions qu'il a ou n'a pas soutenu. »

Le 20 mars 2000, la responsable juridique de MSF soumet aux responsables de l'association une note de contexte interne concernant la demande par cette dernière d'une commission d'enquête parlementaire sur Srebrenica.

Cette démarche est présentée comme cohérente avec l'appel lancé par MSF en 1998 à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur le Rwanda et à l'audition de l'un de ses membres par la mission d'information parlementaire finalement mise en place.

Elle s'inscrit dans une volonté d'évaluer le niveau de protection réellement apporté aux populations par les opérations de maintien de la paix.

« Une commission d'enquête sur le rôle de la France dans la chute de l'enclave de Srebrenica » Françoise Bouchet-Saulnier et Fabien Dubuet, responsables juridiques MSF, **Note de contexte**, 20 mars 2000 (en français) **D257**

Extrait :
La demande d'une commission d'enquête sur le Rwanda et aujourd'hui sur Srebrenica résulte d'une politique cohérente de MSF destinée à évaluer le niveau de protection des populations que peuvent offrir ou non ces opérations de façon à positionner au mieux nos actions sur le terrain et nos prises de parole publiques. Il n'est pas inutile de rappeler qu'après la chute de Srebrenica, certaines voix dans MSF se sont élevées pour dénoncer le fait que notre présence dans l'enclave et le sentiment de sécurité consécutif de ses habitants avait ratifié le mensonge de la communauté internationale quant à la protection de cette zone de sécurité. La demande de MSF est importante car elle s'inscrit dans un contexte international et national particulier quant aux opérations extérieures (opérations de maintien ou d'imposition de la paix).
1) Une relative transparence autour des interventions militaires et militaro-humanitaires qui répond cependant à des objectifs politiques précis
a. Au niveau international
i. Les rapports des Nations unies sur le génocide au Rwanda et sur la chute de Srebrenica […]
ii. Le rapport de l'OUA sur le génocide rwandais (à paraitre en mars)
b. Au niveau national
i. En France le rapport sur la mission d'information sur le Rwanda et le rapport de la commission de la Défense de l'Assemblée nationale sur l'intervention de l'OTAN au Kosovo […]
ii. Aux Pays-Bas le rapport de débriefing des casques bleus déployés à Srebrenica publié en novembre 1999 et l'enquête confiée par le gouvernement hollandais à l'institut national de recherches sur la guerre (NIOD) […]
2) Une adaptation de l'outil militaire destinée à répondre au passage de la stratégie de confrontation propre à la période de guerre froide aux stratégies de gestion de crises spécifiques aux contextes de guerre froide […] Au total ce mouvement pourrait se traduire par un retour du militaro-humanitaire et/ou par une nouvelle vague d'instrumentalisation de l'action humanitaire […] Face à ce possible renforcement de la présence militaire en situation de conflit, une clarification des rôles et des responsabilités de chacun s'avère essentielle, pour éviter que la confusion des genres ne se fasse au détriment des populations et de l'action humanitaire indépendante. […]
Deux écueils sont à éviter […]
- Présenter la demande d'enquête sur le mode d'une croisade anti-militariste et anti Bernard Janvier. Nous devons au contraire positivement expliquer […] que la commission doit tirer les leçons pour éviter à l'avenir de déployer des militaires pieds et poings liés face à des politiques criminelles contre une population.
- Présenter la demande comme une étape vers un jugement des responsables politiques et militaires français pour complicité de crimes contre l'humanité. […]

On a tous extrêmement mal vécu la chute de Srebrenica. Il y a un certain nombre de responsabilités qui sont en cause, et le lâchage des populations par l'ONU, ce qui veut dire aussi par l'ensemble des nations, pour nous ça a été quelque chose de terrible. Je pense que même si on ne considérait pas l'ONU comme une solution miracle pour le monde, cela a été encore pire après ce lâchage. On a voulu mettre en évidence le décalage qui existait entre un certain discours selon lequel l'ONU va tout résoudre et la réalité. Sur Srebrenica, comme sur le Rwanda, ces commissions d'enquête ont été pour nous une manière de dire « Vous n'avez pas tenu vos engagements ».

Dr. Marc Gastellu-Etchegorry, directeur adjoint des opérations de MSF France (en français) interviewé en 2015

Dans le dispositif onusien, la France avait un rôle particulier [avec un siège permanent au Conseil de sécurité]. Mais son rôle avait été encore plus important dans la création de la zone de sécurité et dans la promesse de protection qui avait été faite. C'était toujours la France qui était à l'initiative au Conseil de sécurité sur ces questions-là. Sur le terrain, c'était le général Morillon. C'était aussi un général français qui commandait la FORPRONU et puis un autre général français qui dirigeait le DPKO [Département des opérations de maintien de la paix]. Donc on pensait que la France avait des responsabilités singulières. Et puis à cette époque il y a eu de profondes réorganisations des appareils militaires en Europe, au sein de l'OTAN, avec une orientation vers les opérations extérieures, les opérations de maintien de la paix. Il y avait donc un climat, un contexte particulier qui nous laissait penser que ce travail devait avoir lieu.

Fabien Dubuet, adjoint à la responsable juridique de MSF de 1995 à 2005 (en français) interviewé en 2015

On avait l'expérience de la mission d'information parlementaire française sur le Rwanda. Donc on avait un peu confiance en nous sur notre capacité à participer à un processus

comme ça, à l'alimenter, à le critiquer. Bon, confiance, le mot est peut-être un peu fort ! Mais ça ne nous paraissait pas insurmontable. On en avait déjà une première expérience, ce n'était pas complétement exotique ou en dehors de nos habitudes.

Dr. Jean-Hervé Bradol, président de MSF France de 2000 à 2007 (en français) interviewé en 2015

Le 12 avril 2000, MSF est auditionné par le Conseil de sécurité dans le cadre du premier rapport du Secrétaire général de l'ONU sur la protection des populations en situation de conflit. L'organisation questionne les processus de décision de l'ONU qui ont mené à Srebrenica et ailleurs à l'abandon sans protection de populations.

Briefing de MSF au Conseil de sécurité de l'ONU, Dr James Orbinski, Président de MSF International et Françoise Bouchet-Saulnier, responsable juridique de MSF, 12 avril 2000 (en anglais) **D258**

Extrait :
Le Conseil de sécurité avait clairement indiqué qu'il fallait 34 000 soldats pour pouvoir dissuader toute attaque sur les zones de sécurité. Au lieu de cela, le Conseil de sécurité a préféré l'option minimale de 7 600 hommes. Au final, en ont résulté la chute de Srebrenica et les massacres [...] Dans le cas de Srebrenica, le sort des civils a été scellé par la décision de ne déployer que seulement 7 000 soldats. Dans chacun de ces cas, le danger réside au niveau de la prise de décision, lorsque les Etats peuvent agir en même temps en fonction de leurs propres intérêts nationaux et de ceux de la communauté internationale, sans qu'il soit possible de faire la distinction entre les deux. La leçon que nous en tirons c'est que la bonne solution était disponible à temps au sein des structures de l'ONU. La question reste de savoir si le Conseil de sécurité a la capacité de s'engager en matière de résultats au-delà des bonnes intentions.

Le 13 juillet 2000, lors d'une conférence de presse ainsi que dans une tribune de son président publiée dans le quotidien français *Le Monde*, MSF France lance un appel public à la création d'une commission d'enquête du Parlement français sur les évènements de Srebrenica.

« Une commission d'enquête sur Srebrenica ! » Jean-Hervé Bradol, président de MSF France, ***Le Monde*** (France), 13 juillet 2000 (en français) / « Appel de Médecins Sans Frontières pour la création d'une commission d'enquête parlementaire sur la responsabilité de la France dans la chute de Srebrenica » **Communiqué de presse** de MSF France, 13 juillet 2000 (en français) **D259**

5 ans après, le massacre de Srebrenica reste une page noire dans l'histoire européenne. Aujourd'hui, MSF demande qu'une enquête parlementaire éclaircisse le rôle de la France dans ce drame. Le 11 juillet 1995, Srebrenica tombait aux mains des forces serbes de Bosnie. Le contingent hollandais de l'ONU présent sur le terrain n'a pas défendu la population regroupée dans cette zone dite « de sécurité ». La chute de Srebrenica a entraîné la déportation de 40 000 personnes et l'exécution d'environ 7 000 autres. Entrée en 1993, en même temps que le général Morillon, dans l'enclave de Srebrenica, Médecins Sans Frontières a, pendant deux ans, apporté un soutien médical et matériel à cette population assiégée, officiellement placée sous la protection des casques bleus de l'ONU. Cette population avait reçu la promesse qu'elle ne serait pas abandonnée et c'est, entre autres, avec cette « garantie » qu'elle est restée sur place au lieu de fuir la menace des forces bosno-serbes. La présence continue de MSF auprès de cette population a contribué à entretenir l'illusion d'une protection internationale dans cette zone. Mais l'équipe de MSF est restée un témoin impuissant du tri de la population et des malades et blessés, de la séparation des hommes et des femmes et du départ des groupes en convoi vers des destinations inconnues ainsi que de l'inertie du bataillon hollandais de la FORPRONU. Plusieurs dizaines de blessés et malades de MSF évacués de l'enclave par les bosno-serbes et « sous escorte hollandaise », ont été sortis des bus et exécutés par les forces serbes. Au moins trois infirmières bosniaques de MSF qui les accompagnaient ont également été sorties des bus, et sont depuis portées disparues. La France, qui commandait alors la FORPRONU, jouait un rôle décisionnel majeur. C'est pourquoi nous demandons la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner la part des responsabilités politiques et militaires de notre pays face à la paralysie des Nations unies et de l'OTAN dans la mise en œuvre des frappes aériennes demandées par le contingent hollandais. Les conclusions du rapport de l'ONU sur le massacre de Srebrenica demandent explicitement aux Etats membres impliqués de mener un travail d'enquête au niveau national. Aux Pays-Bas, le rapport de débriefing des casques bleus déployés à Srebrenica a été publié en novembre 1999 et une enquête a été confiée par le gouvernement néerlandais à l'Institut royal de recherches sur la guerre. En France, alors que la volonté de contrôle parlementaire sur les opérations militaires s'est déjà exercée pour le Rwanda et le Kosovo, elle est restée paralysée pour Srebrenica. Alors que les opérations de maintien de la paix connaissent un regain manifeste et que la France y joue un rôle de premier plan, elle est tenue à un effort de transparence quant à l'efficacité de dispositifs qui prétendent protéger les victimes. Nous souhaitons donc que le travail d'investigation parlementaire permette de tirer

les leçons de ces échecs sanglants pour éviter, à l'avenir, le déploiement trompeur de militaires destinés à rester pieds et poings liés face à des politiques criminelles.

« MSF déplore le blocage de toute enquête en France sur Srebrenica » **Agence France Presse**, 15 juillet 2000 (en français)

Extrait :
Les autorités françaises bloquent toute enquête sur leurs responsabilités dans la tragédie de Srebrenica, enclave protégée par l'ONU prise par les Serbes de Bosnie le 11 juillet 1995, ont déploré jeudi les dirigeants de Médecins Sans Frontières (MSF). L'organisation humanitaire demande à l'Assemblée nationale française la création d'une commission d'enquête parlementaire, mais les chances d'aboutir « sont nulles », a reconnu Françoise Saulnier, responsable du service juridique de MSF, au cours d'une conférence de presse avec le président de MSF, le docteur Jean-Hervé Bradol. « Il y a de fortes résistances politiques », a-t-elle expliqué. « Les parlementaires contactés nous ont répondu : c'est délicat », a-t-elle précisé. Un officier français, le général Bernard Janvier, commandait en 1995 l'ensemble de la Force de Protection des Nations unies (FORPRONU) en Bosnie avec le pouvoir de réclamer des frappes aériennes de l'OTAN, ce qu'il n'a pas fait. [...] « C'est peut-être dans la relation entre le général Janvier et le Président Chirac que s'est noué le blocage de toute action », a souligné Jean-Hervé Bradol. « Nous voulons demander des comptes », a-t-il ajouté pour justifier la démarche de son organisation, qui avait à l'époque une équipe à Srebrenica, déclarée « zone protégée » par l'ONU. [...] « La gravité des faits est connue, mais la suite de démissions n'a jamais été complétement mise à jour », a-t-il commenté. [...] « Qui a dit à Janvier de ne pas donner l'ordre. Quels arguments ont été avancés ? » demande le docteur Bradol. « Un travail d'enquête est mené aux Pays Bas. Les Nations unies ont publié un rapport. Rien n'a été fait en France », déplore pour sa part Françoise Saulnier. « Les Nations unies n'ont pas d'archives sur ce qui pourrait nuire à ses Etats membres. Les traces des télégrammes, des demandes de frappes aériennes sont dans les archives nationales. En France, il n'y a que le Parlement qui puisse faire cette enquête », a-t-elle expliqué. « Nous souhaitons que ce travail d'investigation parlementaire permette de tirer les leçons pour éviter à l'avenir le déploiement trompeur de militaires destinés à rester pieds et poings liés face à des politiques criminelles », insiste Jean-Hervé Bradol.

« Une enquête parlementaire sur les événements de Srebrenica parait envisageable selon M. Quilès » ***Le Monde*** (France), 13 juillet 2000 (en français) **D260**

Extrait :
Pour le président de MSF, Jean-Hervé Bradol, les commémorations, le « devoir de mémoire » ne suffisent pas, ni non plus les mea culpa comme celui qu'a fait au nom de l'ONU son actuel Secrétaire général, Kofi Annan, dans le rapport qu'il a consacré à cette tragédie fin 1999. Alors que « se multiplient les situations dans lesquelles les Etats et l'ONU prétendent comme à Srebrenica protéger des populations civiles », alors que la France entend jouer un rôle de premier plan dans les opérations de maintien de la paix, il importe que soient mis au jour les dysfonctionnements, les démissions ou les décisions qui ont conduit à la passivité de la communauté internationale en juillet 1995, estime l'organisation humanitaire. « Nous sommes atterrés par la légèreté avec laquelle les victimes de Srebrenica ont été passées par pertes et profits », a déclaré Françoise Bouchet-Saulnier, juriste de MSF, déplorant que l'Etat et l'armée n'aient pas procédé après ce drame à « l'évaluation de l'efficacité de leur action en matière de protection des civils dans les situations de conflit ». Le rapport de Kofi Annan a laissé beaucoup de questions sans réponse, et les dirigeants de MSF lui reprochent d'être rédigé en termes trop « diplomatiques ». Le Secrétaire général de l'ONU avait d'ailleurs invité les Etats à poursuivre pour eux-mêmes le travail de mise au jour. C'est un Français, le général Bernard Janvier, qui commandait en 1995 la force de l'ONU en Bosnie (FORPRONU), et la France est, de ce fait, depuis cette époque, la cible de « rumeurs » lui imputant le refus de mettre en œuvre l'aviation de l'OTAN contre les forces serbes pour stopper leur offensive à Srebrenica. Ces insinuations, que l'on rejette au sommet de l'Etat, n'ont cependant jamais fait l'objet d'un démenti public méthodique. L'idée d'une investigation parlementaire du type de celle qui fut menée par l'Assemblée nationale à propos du rôle qu'a joué la France en 1994 au Rwanda ne s'est jamais imposée, en dépit des démarches menées en ce sens par diverses organisations ces dernières années. « La réponse que nous donnent les parlementaires que nous avons contactés est que c'est délicat », a dit jeudi Françoise Bouchet-Saulnier. En novembre 1999, après le rapport de Kofi Annan, le député socialiste Pierre Brana, membre de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, avait tenté de mobiliser les parlementaires. Il avait rédigé une proposition de résolution demandant la création d'une commission d'enquête et cherché à la faire endosser par le groupe socialiste à l'Assemblée. Sa démarche a été bloquée à ce stade par les députés socialistes. Paul Quilès, qui dirige la commission Défense à l'Assemblée, et qui avait présidé la mission d'information sur le Rwanda, se dit cependant aujourd'hui « prêt à discuter », à la rentrée, de l'éventualité d'organiser un semblable travail d'investigation sur Srebrenica. « Mais la condition, dit-il, c'est qu'on ne se trompe pas sur ce que l'on cherche. » Il reproche à l'appel de MSF de refléter des préjugés accusateurs et il s'élève contre la tendance à incriminer la France du seul fait qu'elle met des troupes au service des opérations de maintien de la paix de l'ONU. M. Quilès, qui dirige par ailleurs un groupe de réflexion sur la réforme de l'ONU, n'en reconnaît pas moins qu'un examen précis de la façon dont la communauté internationale a réagi aux événements de Srebrenica serait utile : « Je n'y suis pas opposé, dit-il; mais si nous le faisons, ce sera sans a priori. »

On voulait savoir pourquoi, comment, dans une zone protégée sur le plan international, protection à laquelle

participait la France au sens large, on avait pu laisser ces gens-là se faire massacrer. Nos collègues et nos malades. Et puis il y avait une deuxième motivation parmi certains à MSF, qui n'était pas trop la mienne, tout simplement parce que je n'étais pas impliqué au moment de la chute de l'enclave. Mais ceux qui l'avaient été, des personnes comme Pierre, Françoise et d'autres, ils avaient envie, et ça se sent dans toute l'entreprise, de faire cracher aux politiques et aux militaires auditionnés, qu'il y avait un deal cynique pour abandonner les enclaves, qu'on n'avait pas cherché à secourir les gens. Donc, si je me souviens bien, il y avait un double agenda : un agenda assez basique où l'on demande des comptes parce qu'il y a eu des morts dans notre équipe, et un deuxième agenda sur la question de l'abandon. Cette dimension politique - « ils ont abandonné les gens pour faire un deal » - nous semblait légitime, car cette question des « zones humanitaires sûres » s'était posée aussi au Rwanda avec Kibeho.

Dr Jean-Hervé Bradol, président de MSF France de 2000 à 2007 (en français) interviewé en 2015

L'appel à la mission d'information parlementaire, n'est pas un acte politique ou militant. C'est une décision uniquement et intimement liée à notre réflexion sur notre responsabilité opérationnelle. C'est directement lié à ce que MSF a vécu en tant qu'acteur humanitaire en ex-Yougoslavie. Je considère qu'il est vraiment de notre responsabilité d'acteur humanitaire, de comprendre comment notre responsabilité est articulée à celle des autres acteurs impliqués dans cette situation. L'idée n'est pas de condamner mais de comprendre comment les responsabilités humanitaires et militaires se sont imbriquées pour produire ce massacre, et sur quelles logiques et quelles défaillances. Comment le système militaire onusien de protection des zones de sécurité a fonctionné et dysfonctionné. Qu'est-ce qu'on aurait dû ou pu comprendre du système militaire international et qu'est-ce qu'on aurait dû ou pu faire différemment en terme d'opérations et de communication. En 1993-94, on est au début des opérations dites militaro-humanitaires internationales et des mandats onusiens de protection des populations. Et pendant presque dix ans, on n'arrive pas à savoir ce qui s'est vraiment passé dans les différentes chaines de décision internationales : ONU, OTAN France, Pays Bas, Groupe de contact… Il faut attendre 2002, après presque dix ans d'efforts pour enfin parvenir à obtenir une enquête sur le système. Pendant tout ce temps-là, il est impossible de clarifier les responsabilités des militaires onusiens, ni celles des contingents nationaux, ni la nôtre en tant qu'humanitaire. On est dans une situation politique et juridique délirante ou on commence par nier le nombre de morts, puis ensuite chacun donne des explications techniques qui ne tiennent pas la route, qui accusent les autres et qui sont contradictoires en pariant sur le fait que personne ne mettra tous les éléments bouts à bouts. L'ONU parle à l'ONU, les Hollandais aux Hollandais, les Français aux Français, les Britanniques aux Britanniques et ça donne : « 7 000 morts ! Vous êtes sûr ? Ah bon ! Je ne savais pas que c'était à moi de… ils se sont trompé de formulaire, le fax était en panne, j'ai fait tout ce que j'ai pu mais ce sont les autres qui… » Bref, chacun accrédite la thèse du grand malentendu de l'Histoire à coup d'arguments techniques et de protestation de bonne foi politique mais on se retrouve avec 7 000 morts à la clé, « protégés » par une force des Nations unies, et personne ne sait pourquoi ça s'est passé !

Françoise Bouchet-Saulnier, responsable juridique de MSF (en français) interviewée en 2015

On a pris nos distances par rapport à d'autres organisations ou individus qui eux étaient plus dans un dynamique pénale, pour retrouver des coupables, pour que les responsables soient punis, sanctionnés. C'est la raison pour laquelle on ne s'est pas associé avec ces organisations.
A cette époque-là, en France, le contrôle parlementaire sur les opérations extérieures était quasiment égal à zéro. L'exercice sur le Rwanda avait été une révolution pour la Vème République, un gros morceau à avaler pour le Quai d'Orsay, pour l'Elysée et pour la Défense. Il y avait eu un rapport sur le Kosovo, mais pas du tout avec un angle d'investigation par les parlementaires. Et il n'y avait pas du tout de projet parlementaire sur Srebrenica. C'est parce que MSF a posé la demande et qu'on l'a formalisée publiquement qu'il s'est passé quelque chose.

Fabien Dubuet, adjoint à la responsable juridique de MSF de 1995 à 2005 (en français) interviewé en 2015

Appui critique de MSF à la mission d'information du parlement français

Le 15 novembre 2000, les commissions des Affaires étrangères et de la Défense de l'Assemblée nationale françaises décident finalement de mettre en œuvre une mission d'information sur les événements de juillet 1995 à Srebrenica.

« Une mission d'information sur les massacres de Srebrenica » ***Le Monde*** (France), 17 novembre 2000 (en français) **D261**

Extrait :
La création d'une mission d'information sur les événements de juillet 1995 à Srebrenica (Bosnie) a été décidée, mercredi 15 novembre, par les commissions des Affaires étrangères et de la Défense de l'Assemblée nationale. Cette mission composée de dix députés aura pour co-rapporteurs François Léotard (UDF), ministre de la Défense de mars 1993 à mai 1995, et François Lamy (PS), vice-président du groupe d'Amitié France-Bosnie. Ses dix membres, appartenant à toutes les tendances de l'Assemblée, seront désignés par les groupes politiques de l'Assemblée. […] Après le communiqué

de Médecins Sans Frontières, dans lequel l'organisation critiquait la désignation de M. Léotard, à ses yeux « juge et partie » (*Le Monde* des 12 et 13 novembre), le président de la commission de la Défense, Paul Quilès, a précisé que « ce sont les parlementaires qui désignent leur rapporteur, pas les ONG ».

Je savais qu'on n'obtiendrait pas de commission d'enquête car on n'avait pas réussi à l'obtenir pour le Rwanda en 1998. Mais notre demande était surtout une façon de faire comprendre qu'on voulait un vrai travail d'enquête dans lequel les parlementaires acceptent de se mettre en tension avec le gouvernement au lieu de donner un simple habillage de contrôle démocratique. Dans la démocratie française, il n'y a jamais eu de tradition de contrôle parlementaire des opérations extérieures. Le parlement contrôle l'emploi des armées en cas de guerre, mais pas en cas d'interventions internationales onusiennes. A l'époque, Paul Quilès pilotait en tant que parlementaire et ancien ministre un groupe de réflexion sur la réforme de l'ONU. Son intérêt pour le contrôle parlementaire des opérations extérieures entrait en synergie partielle avec celui de MSF, mais il était essentiel que MSF mette des distances claires et ne se laisse pas instrumentaliser par ces agendas politiques français. En 1998, MSF avait obtenu la création d'une mission d'information parlementaire sur le Rwanda, mais n'avait assuré aucun suivi critique des travaux. Ceux-ci s'étaient conclus par une conférence de presse dont le message se résumait à : « La France n'a pas à rougir de ce qui s'est passé au Rwanda ». Pour Srebrenica, on ne voulait pas réitérer cette expérience, ni qu'on apparaisse comme les idiots utiles qui, après avoir obtenu de longue lutte l'ouverture de cette enquête se laissent immédiatement déposséder par des personnes qui n'ont jusqu'ici manifesté aucun intérêt particulier à cet égard, et qui ont d'autres objectifs. Il s'agissait d'un enjeu de crédibilité et de professionnalisme humanitaire. Je me souviens des menaces de ce parlementaire qui m'avait dit que si on continuait comme cela, plus aucun Etat n'accepterait de participer aux opérations militaires internationales. Il cherchait également à nous diviser en affirmant que la parole et l'honneur d'un homme sont de garanties supérieures à celle de la procédure et du droit. C'était évidemment un discours démagogique et malin pour opposer les « politiques » et les « juristes » au sein de MSF. Heureusement l'équipe MSF est restée soudée. Lors d'une commission d'enquête, tout se passe à huis clos, les gens parlent sous serment. C'est une procédure quasi judiciaire, interne au parlement, et qui met le parlement face à l'Exécutif. Si ce choix avait été fait, les parlementaires auraient donc pu exiger la dé-classification et la transmission de documents que la mission d'information n'a finalement jamais obtenu. Mais ni le gouvernement ni le parlement ne voulaient vraiment jouer cette confrontation sur des opérations extérieures, impliquant l'armée, le gouvernement et la présidence en particulier pendant cette période où il y avait cohabitation politique entre les deux partis opposés. Donc ça n'aurait servi à rien. Mais j'ai « poussé » quand même, pour montrer qu'on ne faisait pas de politique mais qu'on voulait que certaines réponses soient données sur des faits qui sont au-delà de la politique : un massacre de grande ampleur au cœur de l'Europe. De toute façon le fait que ce soit finalement une mission d'information nous a permis à nous MSF d'assister aux travaux en temps réel et jouer un rôle de suivi important.

Françoise Bouchet-Saulnier, responsable juridique de MSF (en français) Interviewée en 2015

Commission d'enquête, mission d'information… Je trouve qu'il y a des surenchères qui sont vaines. Pour la mission Rwanda, quand certains dénonçaient la dégradation de la demande de la commission en mission d'information, avec donc des prérogatives juridiques beaucoup plus faibles, moins de pouvoirs, cela ne me semblait pas décisif parce que le niveau auquel on devait intervenir me semblait malgré tout atteint.

Dr Rony Brauman, président de MSF France de 1982 à 1994 puis directeur d'études à la Fondation MSF (en français) interviewé en 2000 et 2015

Le même jour, MSF France demande publiquement au Président de la République française et au gouvernement de faciliter le travail d'investigation des parlementaires sur la chute de Srebrenica en leur donnant accès aux documents et en auditionnant les protagonistes nécessaires pour éclaircir les responsabilités. Elle demande également la publication des résultats de ces travaux.

« Médecins Sans Frontières demande au président et au gouvernement de faciliter le travail d'investigation des parlementaires sur la chute de Srebrenica » **Communiqué de presse** de Médecins Sans Frontières, 15 novembre 2000 (en français) **D262**

Médecins Sans Frontières se félicite de la décision adoptée aujourd'hui par la commission des Affaires étrangères et de la Défense de créer une mission d'information parlementaire sur la tragédie de Srebrenica, élargie à dix députés. MSF contestait jusqu'à présent la décision de confier à François Léotard, ancien ministre de la défense pendant la crise en Bosnie, et à un autre député, la rédaction d'un simple rapport d'information. Dans ce nouveau contexte, la participation de François Léotard à une mission d'information élargie à dix députés n'est plus un problème pour MSF. MSF restera toutefois vigilant sur la composition finale de la mission. Le choix d'une mission d'information au détriment d'une commission d'enquête limite les capacités d'investigation des parlementaires et conditionne leur travail à la bonne volonté du pouvoir exécutif. C'est pourquoi MSF demande au Président et au gouvernement de faciliter au maximum le travail des parlementaires, en leur permettant notamment :
- d'avoir un accès systématique à tous les documents néces-

saires à leur travail, y compris ceux qui relèvent du secret de la Défense nationale et des Affaires étrangères.
- D'auditionner tous les acteurs et témoins nécessaires pour éclaircir la part des responsabilités politiques et militaires françaises
- De publier leurs travaux et leurs documents de travail.

L'équipe de MSF France, animée par l'adjoint à la responsable juridique, commence à organiser une activité suivie d'appui critique au travail de la mission d'information. L'objectif est de fournir aux parlementaires des éléments d'information leur permettant de poser des questions qui amèneront des réponses éclairantes sur les évènements.

Un site internet D263 dédié est ouvert sur lequel seront postés les transcriptions des auditions et toutes les informations et éléments d'analyse permettant de poser les questions dont les réponses peuvent éclairer les responsabilités.

Message de l'adjoint à la responsable juridique au président et au département de la communication de MSF France, 7 décembre 2000 (en français) **D264**

Extrait :
MSF et la mission :
Nous avons trois rendez-vous de travail la semaine prochaine, la couverture media va commencer sur Srebrenica avec le début des auditions. Les gros journaux écrits ont tous désigné une personne qui va suivre le travail de la mission. [...]Tous ces journalistes ont reçu un dossier complet MSF sur Srebrenica. [...]L'enjeu pour la semaine prochaine, c'est que nous obtenions un espace de parole afin
1) de repositionner immédiatement et publiquement MSF comme un acteur vigilant sur le travail parlementaire et
2) de formuler publiquement les questions précises auxquelles nous souhaitons avoir des réponses précises et à la lumière desquelles nous évaluerons le travail.
Car le danger de la mission, c'est que les députés utilisen Srebrenica pour pousser un certain nombre d'objectifs politiques (très nobles au demeurant) comme la réforme de l'ONU ou le contrôle parlementaire des opérations extérieures, mais qu'ils ne répondent pas ou de façon évasive aux questions en suspens sur Srebrenica. Il faudra donc qu'on se cale sur la relance media : quand la commence-t-on, qui le fait et pour dire quoi ?
Suivi des travaux de la mission : nous avons sous la main avec Françoise deux stagiaires, profil sciences po/droit qui ont déjà une expérience terrain + lobby et que nous connaissons personnellement. [...] Ils travailleront pour nous un ou deux jours par semaine. Nous leur demanderons
1) de suivre et de faire les verbatim des auditions qui pourraient être basculées sur notre site internet (à discuter ensemble) ;
2) de travailler sur des questions techniques qui pourraient se poser lors du travail parlementaire et sur lesquelles nous pourrions être amenés à réagir ;
3) de sélectionner les documents MSF qui pourraient être transmis à la mission. L'idée est que ces stagiaires nous permettent à tous de garder la tête froide et disponible pour assurer le contrôle « politique » du lobby et de la prise de parole publique de MSF, tout en ayant une bonne connaissance des dossiers techniques.
Audition de MSF : selon nos sources amies, ce qui importe, c'est que notre audition permette aux députés les plus actifs et transparents d'obliger la mission à aller au fond des choses ou à s'orienter vers des pistes. Concrètement nous devrons dans notre audition poser les questions auxquelles nous pensons que la mission doit répondre, citer des noms de personnes de façon subtile et indirecte qui pourraient être auditionnées...
Position du Secrétariat général de l'ONU : Catherine Harper à NY [Chargée des relations de MSF avec l'ONU à New York] a tenté de prendre RV [rendez-vous] avec le cabinet de Kofi [Annan, Secrétaire général des Nations unies] et avec celui de Guéhenno (nouveau Secrétaire général adjoint en charge des opérations de maintien de la paix [de l'ONU]). L'idée était d'exposer le sens de notre démarche et de demander au SG de l'ONU de faciliter le travail des parlementaires français. Refus poli de Guéhenno et réponse très diplomatique du cabinet de Kofi : nous n'avons rien à dire de plus que ce qui est dans le rapport de l'ONU sur Srebrenica; nous n'avons pas d'avis sur la procédure en cours en France ; les ONG sont effectivement plus légitime que le SG [Secrétaire général] de l'ONU à demander des comptes aux Etats membres.

J'allais à toutes les séances ainsi que les deux stagiaires et mon adjoint. On retranscrivait en temps réel les débats de l'intégralité de la séance. Tout était mis en ligne dès le lendemain matin sur le site internet spécial que nous avions créé. Chacun pouvait donc lire immédiatement les propos, questions et réponses de chaque personne auditionnée et se faire une idée de la qualité des témoins et de l'efficacité des questions des parlementaires impliqués. MSF tenait le procès-verbal des séances en quelque sorte. A partir de là, d'une semaine sur l'autre, on pouvait, nous aussi analyser ce qui avait été dit, si cela confirmait ou démentait les propos d'autres témoins et affiner le contenu des questions qui devaient ensuite être posées aux témoins suivants. En effet, cela ne sert à rien d'interroger une personne sur des généralités et une audition peut très vite se transformer en long monologue imprécis. Les parlementaires connaissent très bien la vie de leurs régions et de leurs circonscriptions mais pour une enclave de l'est de la Bosnie... Il fallait un effort collectif pour passer des discours généraux aux faits précis, à ce qui s'était réellement passé à Srebrenica. Je trouve que les journalistes et les parlementaires ont été très réceptifs à l'effort fait par MSF pour stimuler le travail de la mission d'information. Il fallait un miroir public qui permettait d'éviter que la mission serve simplement de plateforme à des témoins qui viendraient raconter pendant 1h30 leur histoire, sans qu'on puisse challenger quoi que ce soit. Sur la mission Rwanda, on avait fait confiance, on avait

laissé faire et le résultat était décevant. Donc pour la mission Srebrenica, MSF devait s'inscrire dans le suivi du processus et mobiliser les journalistes pendant tout le déroulement de cette mission d'information. Sinon elle ne servirait de nouveau à rien… sinon à blanchir le gouvernement français.

Françoise Bouchet-Saulnier, responsable juridique de MSF (en français) interviewée en 2015

Il y avait une sympathie à l'égard de MSF parce que les journalistes avaient compris notre démarche. Beaucoup de ceux qui couvraient cette mission d'information avaient été des reporters de guerre déployés en Bosnie. Ils avaient vu des horreurs, avaient les mêmes questionnements et les mêmes doutes sur les raisons de la chute des enclaves et le non-respect des promesses de protection. Ils avaient aussi la volonté d'y voir plus clair.

Fabien Dubuet, adjoint à la responsable juridique de MSF de 1995 à 2005 (en français) interviewé en 2015

Le 14 décembre 2000, alors que la mission d'information parlementaire sur Srebrenica commence ses travaux, MSF France publie une série de questions auxquelles il lui semble essentiel que celle-ci réponde.

« Médecins Sans Frontières attend de la mission d'information sur Srebrenica qu'elle réponde à plusieurs questions importantes » **Communiqué de presse** de Médecins Sans Frontières, 14 décembre 2000 (en français) **D265**

Le 11 juillet 1995, Srebrenica tombait aux mains des forces serbes de Bosnie. La chute de Srebrenica a entraîné la déportation de 40 000 personnes et l'exécution d'environ 7 000 autres. Plusieurs dizaines de blessés et de malades pris en charge par MSF ont été exécutés par les forces serbes. Vingt-deux membres du personnel local de Médecins Sans Frontières ont également été exécutés. Alors que les premières auditions de la mission d'information sur Srebrenica débutent aujourd'hui, Médecins Sans Frontières souhaite que le travail des parlementaires réponde à plusieurs questions importantes afin d'éclaircir les dysfonctionnements politiques et militaires qui ont conduit à cette tragédie :
- La France a-t-elle eu connaissance du fait que l'armée bosno-serbe s'apprêtait à quitter Srebrenica ? Le cas échéant pourquoi cette information n'a-t-elle pas été transmise aux Nations unies afin d'organiser la protection ou l'évacuation des habitants de Srebrenica ?
- Pourquoi le général Janvier n'a-t-il pas autorisé en juillet 1995 les frappes aériennes de l'OTAN sur Srebrenica alors :
• Qu'il n'y avait aucun obstacle légal à l'usage de la force ?
• Que le bataillon des casques bleus hollandais présent au sol à Srebrenica en avait fait la demande à de multiples reprises, en assumant les risques physiques que cela entraînerait pour eux-mêmes ?
• Que des frappes aériennes avaient été lancées à plusieurs reprises en 1994, pour défendre les zones de sécurité de Gorazde et Bihac malgré une chaîne de décision beaucoup plus complexe que lors de la tragédie de Srebrenica. Lors de l'attaque de Srebrenica, le général Janvier était en effet habilité depuis le 9 juillet 1995, à autoriser seul le recours à l'arme aérienne.
- La France a-t-elle cherché, dans le cadre ou en marge de la chaîne de commandement des UN à retarder et à minimiser les frappes aériennes de l'OTAN pendant l'attaque serbe contre Srebrenica ? Le cas échéant, cette initiative était-elle concertée avec les autres membres du « Groupe de contact » (Etats-Unis, Russie, Grande-Bretagne, Allemagne) ?
- La France a-t-elle négocié en juin 1995, dans le cadre ou en marge des Nations unies, la libération des casques bleus pris en otage contre l'arrêt définitif des frappes aériennes ? Le cas échéant, cette initiative était-elle concertée avec les autres membres du « Groupe de contact » ?
- A chaque étape et dans tous les cas de figure, quelles garanties ont été négociées pour assurer la protection ou l'évacuation en toute sécurité des habitants de l'enclave protégée de Srebrenica ? […]

« La France enquête sur son rôle à Srebrenica » Marlise Simons, ***The New York Times*** (Etats-Unis), 11 décembre 2000 (en anglais) **D266**

Extrait :
Cette semaine, après plus de deux ans de lobbying mené par l'organisation Médecins Sans Frontières, le Parlement français va commencer ses auditions pour savoir si la France a, indirectement ou non, empêché des frappes aériennes sur les troupes bosno-serbes alors qu'elles avançaient sur Srebrenica. « Nous sommes terrifiés par la façon dont les victimes de Srebrenica ont été écartées » a déclaré Françoise Saulnier, directrice juridique de l'organisation. « L'échec des forces de maintien de la paix doit être éclairci, le gouvernement et l'armée doivent rendre des comptes à nos institutions démocratiques ». Elle note qu'il aura fallu des années avant que l'enquête de cette semaine ne soit lancée, ajoutant que « pendant tout ce temps, on nous a dit que le sujet était sensible ». […] Médecins Sans Frontières, crée par des Français, mais qui est aujourd'hui une organisation internationale, a un intérêt certain dans cette enquête. L'organisation avait commencé à travailler à Srebrenica en 1993, peu après que la ville avait été déclarée zone de sécurité par les Nations unies à la suite d'une visite d'un autre Français, le général Philippe Morillon. Celui-ci avait répondu à la demande des résidents Musulmans qui voulaient être sauvés des forces serbes qui les assiégeaient. L'organisation médicale avait pris soin des malades et des blessés de guerre de Srebrenica pendant deux ans. Selon elle, après la chute de la ville, plusieurs douzaines de ses patients initialement évacués et escortés par des casques bleus néerlandais, avaient été sortis des bus qui les transportaient et tués. 22 personnes qui travaillaient

pour Médecins Sans Frontières ont sans doute été tués et seuls deux corps ont été retrouvés. L'organisation médicale, et d'autres soutenant cette enquête, ont déclaré qu'elles voulaient des réponses à un certain nombre de questions et d'affirmations, révélées dans les journaux et dans des documentaires, au sujet de rencontres qui auraient eu lieu à la fin du printemps et au début de l'été 1995 entre le général Janvier et Ratko Mladic, commandant des forces serbes de Bosnie aujourd'hui inculpé de crimes de guerre, ainsi qu'au sujet de recommandations du Président Chirac demandant au général Janvier de retenir les frappes aériennes. […] Les membres de l'organisation médicale ont insisté sur le fait qu'il ne s'agissait pas de mener une croisade contre l'armée française ou le général janvier. « Nous avons besoin de tirer les leçons de ce sanglant échec pour qu'à l'avenir l'armée ne soit pas envoyée pour protéger des gens avec les mains liées » a déclaré le Dr Jean-Hervé Bradol, président de l'organisation.

Il y avait eu une enquête aux Pays Bas sur le fonctionnement du bataillon Hollandais à Srebrenica pour lesquelles MSF avait été auditionné. Il y avait également eu une enquête des Nations unies. Les journalistes de différents pays avaient aussi publié les résultats de leurs propres investigations. J'étais aussi en lien avec les enquêteurs du TPIY car MSF avait transmis au Tribunal des listes de blessés, de patients et de personnels disparu. De temps en temps, ils nous contactaient pour nous dire qu'ils avaient identifié des cadavres correspondant à nos blessés ou à notre personnel. Quand on fait son travail correctement sur la durée, on recoupe les informations qui se confirment et celles qui se contredisent. Certaines personnes parmi les victimes mais aussi au sein des Nations unies ou d'autres nous ont transmis des informations ou des documents car ils avaient confiance en MSF. C'est comme cela qu'on a obtenu des copies de documents internes des Nations unies. Il s'agissait notamment de communications échangées entre le commandement de la FORPRONU en ex-Yougoslavie et les Nations unies à New York. Chaque fois, on acquiert une meilleure compréhension du contexte et on voit bien que c'est un travail « bête » mais qui nécessite de l'entêtement. Les procureurs prononcent souvent cet avertissement bien connu « à partir de maintenant tout ce que vous allez dire peut se retourner contre vous ». Et effectivement au fil de toutes les « enquêtes » et interviews, les principaux protagonistes internationaux se justifient en donnant des explications et des informations qui vont petit à petit être démenties par d'autres et parfois par eux-mêmes. Donc on connaissait les arguments utilisés par les Nations unies pour se défendre. Ensuite les Nations unies et les Français ont accusé les casques bleus hollandais, et ceux-ci à leur tour se sont défendus. C'est donc notre légitimité d'acteur de terrain qui nous a permis de continuer à poser des questions et à avoir accès à ces informations. C'est parce qu'on avait la copie de certaines communications de l'ONU qu'on a pu montrer que ces documents existaient. Quand on avait un fax qui était un fax « entrée » cela voulait dire qu'il y avait un fax « retour » quelque part et inversement. C'est cela qui nous a permis notamment de soumettre des documents et des questionnements à la mission d'information pour qu'elle demande la dé-classification de certains documents clairement identifiés. Mais elle ne les a pas obtenus.

Françoise Bouchet-Saulnier, responsable juridique de MSF (en français) interviewée en 2015

Le 29 mars 2001, Christine Schmitz et Daniel O'Brien, les deux volontaires de MSF présents à Srebrenica pendant la chute, sont auditionnés par la mission d'information parlementaire française. Il a été décidé qu'ils se concentreraient sur la narration de ce qu'ils ont vu sur le terrain, les éléments d'analyse devant être apportés lors de l'audition prochaine du responsable de programme.

Aucune attention n'est prêtée à leur témoignage sur la présence dans l'enclave, le jour de l'attaque aérienne de l'OTAN, d'une équipe militaire britannique de guidage au sol des avions. Ce témoignage contredit pourtant l'argument des responsables français selon lequel l'absence de guidage au sol a empêché la poursuite des frappes aériennes. V30

Audition de Christine Schmitz et Daniel O'Brien, volontaires de MSF devant la mission d'information parlementaire française sur les événements de Srebrenica, 29 mars 2001 (traduits en français) D267

Extrait :

F. Loncle : […] puisque vous indiquez à plusieurs reprises que cette attaque, ces massacres étaient prévisibles, pourquoi MSF n'a-t-il pas évacué ou tenté d'évacuer son personnel bosniaque ?

C. Schmitz : Tout d'abord ceci reste une question pour tout le monde présent ici. Est-ce que ces massacres étaient prévisibles ? Est-ce que d'autres personnes savaient ? Est-ce que vous saviez que cela était en train de se produire ? Nous ne savions pas même si, en regardant en arrière, il peut sembler que c'était prévisible. Quant à la question de savoir pourquoi nous n'avons pas évacué notre personnel local, nous voulions rester auprès de la population nonobstant ce qui était en train de se passer. Si nous avions évacué nos personnels locaux et internationaux avant la chute de l'enclave ou durant la chute, qui aurait été avec la population à ce moment ? Nous ne savions pas, et ça je tiens à vous l'assurer, nous ne savions pas que l'enclave tomberait. Et en fait, le 11 juillet, je pensais, comme je l'ai déjà dit, que nous serions en mesure de revenir. Qu'il ne s'agissait que d'un déplacement temporaire de la population. […]

C. Schmitz : […] nous avions une vague idée que les hommes étaient séparés, nous savions qu'il y avait des problèmes. Mais je ne serai jamais capable de dire, aujourd'hui, que nous étions conscients de ce qu'il se passait exactement. Pas du tout. Sinon, si nous avions su, nous aurions été beaucoup plus fermes en ce qui concerne les informations que nous

passions au monde extérieur à travers notre équipe à Belgrade. Il ne s'agissait que de notions floues. Il y avait cet exemple, il y avait l'exemple de la maison où les hommes étaient séquestrés. Vous devez aussi avoir conscience que tout est allé très vite. Nous n'étions que deux. Les choses allaient très vite. Un événement en chassait un autre. Ce n'est pas comme si vous étiez quelque part, regardant les événements de loin sans avoir besoin de faire quoi que ce soit. Non, nous étions vraiment impliqués. Donc je dois dire que nous ne savions pas l'ampleur de ce qui était en train de se produire, pas plus que nous le savions le 22 juillet quand nous sommes arrivés à Zagreb. Je crois que la mauvaise nouvelle n'est venue qu'après, peu à peu. [...]

D. O'Brien : [...] Je pense qu'il y avait certainement des inquiétudes à ce sujet parce que la population locale et le personnel local nous parlaient. Les gens savaient que les hommes étaient séparés et qu'ils étaient tués. Cela ne faisait aucun doute. Donc des préoccupations se faisaient jour expressément autours de nous mais dans ces moments - là vous devez décider pour vous même ce que vous en pensez et quant à moi, je ne pouvais imaginer, et je n'imagine toujours pas, que quand vous voyez des milliers de personnes, des individus qui savent, entourés de soldats des Nations unies, le monde sait ce qu'il se passe. Je ne pouvais pas croire que ces personnes qui vivaient ensemble avant seraient séparées et exécutées. Non je ne pouvais pas croire ça à ce moment-là et malgré les craintes que la population exprimait, je suppose que ma confiance en l'humanité était suffisante pour ne pas croire que cela se produirait. Mais malheureusement cela n'a pas été le cas. Et rétrospectivement, nous étions naïfs et les locaux savaient. [...]

F. Loncle : [...] on observe dans vos réponses toute la difficulté sur le caractère prévisible ou non de l'issue. Il est difficile d'être affirmatif même si vous avez tenté de l'être pendant votre récit sur ce point particulier. C'est un des problèmes qui nous occupe au long des auditions. Mais votre conclusion est une accusation rude sur ce que vous avez appelé au début « la responsabilité de la communauté internationale ». [...] Je souhaiterais pour ma part que vous puissiez nous préciser, vous l'avez fait un peu, mais d'avantage, les responsabilités, les personnes, pays, militaires, civils, responsables politique, les responsabilités que vous souhaitez énoncer avec plus de précision dans cette affaire tragique. L'expression communauté internationale n'est pas suffisante si vous me le permettez.

C. Schmitz : [...] la question que vous posez est aussi notre question et c'est finalement la raison pour laquelle nous sommes ici. Nous voudrions savoir par vous, par la communauté internationale, qui était vraiment responsable et pour quoi. Cela ne dépend pas des ONG de dire « C'était cette personne, c'était ce pays, c'était cette nationalité ». C'est notre question et aussi celle de la population de Srebrenica : qui était responsable ? Parce que jusqu'à aujourd'hui nous ne savons pas.

Le 26 avril 2001, MSF publie sur son site Srebrenica deux documents confidentiels censés prouver qu'il existait un accord entre le général Mladic et la FORPRONU sur une non-intervention ainsi que des désaccords au sein de la FORPRONU sur les frappes aériennes.

« Srebrenica : MSF publie des documents confidentiels mettant en cause le général Janvier » **Agence France Presse**, 26 avril 2001 (en français)

Extrait :

Selon l'organisation humanitaire, dont le siège est à Paris, le compte-rendu rédigé par le général Janvier de son premier entretien avec le général bosno-serbe Ratko Mladic le 4 juin 1995 et qui fait l'objet d'un fax confidentiel, daté du 15 juin 1995, entre l'émissaire spécial de l'ONU, Yasushi Akashi et Kofi Annan, alors responsable des opérations de maintien de la paix, « confirme les informations selon lesquelles le général Mladic avait préparé un accord qui établissait un lien entre la libération des otages et le non-emploi de la force aérienne contre les Serbes ». Les Bosno-serbes détenaient au 1er juin quelque 377 otages de l'ONU qu'ils libéraient par petits groupes. Les derniers, soit au moins 26 personnes, n'ont été libérés que le 18 juin, soit avant leur offensive sur Srebrenica, le 11 juillet. Le fax des Nations unies précise que le général Janvier n'a informé le Secrétariat général de cette rencontre que 11 jours après qu'elle eut lieu et seulement après « la demande expresse du secrétariat ». Dans un deuxième document confidentiel, MSF révèle que le compte rendu d'une réunion le 9 juin 1995 entre le général britannique Ruppert Smith, commandant de la Force de l'ONU en Bosnie (FORPRONU), le général Janvier et M. Akashi, confirme les mises en cause du général français par le chef d'état-major de la FORPRONU en Bosnie, le général Cees Nicolai, et le commandant des casques bleus néerlandais déployés à Srebrenica, le colonel Ton Karremans, lors de leur audition jeudi dernier par la mission d'information de l'Assemblée nationale française concernant la disparition de 7 000 personnes à Srebrenica. Les deux officiers néerlandais avaient affirmé que « si un appui aérien massif avait été mis en œuvre rapidement, dès le premier jour de l'offensive des Serbes de Bosnie, on aurait peut-être évité cette tragédie ». Le général Nicolai avait souligné l'opposition entre le général Janvier et le général Smith, sur le recours à l'arme aérienne. Deux frappes ont été effectuées dans l'après-midi du 11 juillet, mais trop tard. Les Bosno-Serbes ont ensuite procédé à la déportation massive de la population musulmane, et environ 7 000 personnes, en majorité des hommes, sont depuis portées disparues.

Le 17 mai 2001, lors de son audition, Pierre Salignon, responsable des programmes de MSF en ex-Yougoslavie au moment des évènements pose des questions précises et met en lumière les contradictions dans les éléments de réponse déjà existant. V31

Témoignage de MSF [Pierre Salignon] devant la mission d'information parlementaire française sur la tragédie de Srebrenica, 17 mai 2001 (en français) **D268**

Extrait :
Avant de finir et de répondre à vos questions, il me paraît important de vous redire mes convictions sur la tragédie de Srebrenica. Autant que la chute, les massacres de Srebrenica étaient prévisibles. La promesse de protection faite aux habitants de Srebrenica n'a pas été tenue et la volonté politique qui a manqué pour les défendre a contribué à les conduire au massacre. Ils ont été abandonnés. C'est pourquoi toute la lumière doit être faite sur la part des responsabilités françaises dans cette tragédie.

« Srebrenica, l'enquête trop timide des députés » Claire Tréan, ***Le Monde*** (France), 20 mai 2001 (en français) **D269**

Extrait :
Tout n'a-t-il pas déjà été dit dans diverses instances et notamment devant les députés français qui, depuis l'automne, auditionnent hebdomadairement témoins et responsables politiques et militaires de l'époque ? « Non », répond l'organisation Médecins Sans Frontières, qui fut à l'origine de la création de cette mission d'information parlementaire et qui a rappelé avec vigueur ce qu'elle en attend, à l'occasion de l'audition, jeudi 17 mai, de Pierre Salignon, responsable des opérations de MSF dans l'ex-Yougoslavie en 1995.[...] Ayant effectué plusieurs visites à Srebrenica avant juillet 1995 et cherché à obtenir du pouvoir bosno-serbe de Pale l'accès de nouvelles équipes de MSF aux enclaves, Pierre Salignon a affirmé jeudi, à l'inverse de la plupart des personnes précédemment auditionnées, que « les massacres étaient prévisibles ». En juin, « l'attaque de l'enclave ne faisait aucun doute dans la tête des volontaires présents sur le terrain, alors à plus forte raison pour des observateurs militaires occidentaux », a-t-il dit, en évoquant les préparatifs militaires des Serbes de Bosnie et les menaces proférées devant lui par leur vice-président, Nicola Koljevic. Mais, au-delà du témoignage, c'est à un recentrage des investigations menées par les parlementaires français que le représentant de MSF a manifestement voulu contribuer. Recentrage sur l'objet même de cette démarche : comment la communauté internationale a-t-elle pu manquer à ce point au devoir de protection des civils, qu'elle avait promis d'assumer ? Recentrage aussi sur quelques questions que les députés n'ont guère élucidées à ce jour. « Je n'ai pas, a dit Pierre Salignon aux députés, l'expertise pour juger s'il était possible de réaliser des frappes de l'OTAN pour défendre Srebrenica, mais ce qui saute aux yeux, c'est que les arguments produits devant vous pour justifier leur absence sont en contradiction avec les faits. Car, en Bosnie, quand on a voulu frapper, on a frappé. » Il a estimé que les témoignages recueillis jusqu'ici par la mission n'ont pas eu raison de la « rumeur » selon laquelle une promesse de s'opposer à toute intervention aérienne aurait pu être faite par les autorités françaises au général Mladic, en échange de la libération des casques bleus pris en otages au mois de mai. « J'espère, a-t-il insisté, que vos travaux permettront de savoir ce qui s'est réellement passé. » Autre question : Srebrenica étant militairement tombée, comment se fait-il que, après, « aucune action concrète ne semble avoir été envisagée pour protéger la population civile par la hiérarchie de l'ONU, qui était à l'époque dans les mains de deux généraux français, le général Janvier à Zagreb et le général Gobillard à Sarajevo » ? Pierre Salignon s'est demandé aussi « si le souci de faciliter les négociations de paix entre Serbes, Musulmans et Croates n'a pas contribué à une réelle décision d'abandon, par le Groupe de contact, des enclaves de Srebrenica et Zepa ». Il a donné sa propre réponse : « Les faits sont là pour montrer que la disparition de ces deux enclaves a effectivement facilité la signature de l'accord de paix de Dayton », deux mois plus tard. [...] Réponse certes très discutable, comme le sont aussi certaines des analyses auxquelles il s'est livré, ses accusations indiscriminées de « cynisme » à l'endroit des gouvernants occidentaux, ou sa critique de « la » politique de la France ignorant délibérément le fait qu'il y en eut deux, assez radicalement opposées, celle de Mitterrand puis celle de Juppé-Chirac. Peu justifiable aussi la désinvolture avec laquelle Pierre Salignon a évoqué les exactions antérieurement commises dans des villages serbes de la région par les forces militaires bosniaques de Srebrenica dirigées par Naser Oric. Si les affirmations de MSF sont contestables en bien des points, au moins pose-t-elle des questions, cherche-t-elle des documents et aiguillonne-t-elle des députés bien peu soucieux de précision. L'audition de jeudi fut une sorte de signal : si elle en reste là, la mission parlementaire française sur Srebrenica aura été un coup d'épée dans l'eau

La journaliste du Monde a estimé que le contenu de mon audition n'était pas assez équilibré vis-à-vis de la résistance bosniaque. Je l'ai relue récemment et je ne changerais pas mon point de vue. Le rapport de force n'était pas équilibré. Il faut arrêter de penser qu'il y avait une résistance à l'intérieur de l'enclave. Il n'y en avait pas. Les casques bleus sont arrivés, ils ont stabilisé une bande de territoire et c'est tout. Dans ces cas-là, on évacue, on organise, on ne stabilise pas. Mais à l'époque les belligérants ont été incapables de faire ça. C'était aussi un choix politique.

Pierre Salignon, adjoint au responsable de programme de MSF France, en charge des programmes en ex-Yougoslavie de 1992 à 1996 (en français) interviewé en 2015

Les plus frileux diront qu'on est resté tout à fait impartial. Moi, je pense que sur le contexte de la Bosnie et des enclaves, on a pris parti pour les populations bosniaques musulmanes. On les a défendues parce qu'on était dans un contexte qui dépassait celui d'une guerre traditionnelle. On était dans une guerre d'épuration ethnique.

Dr. Renaud Tockert, responsable des programmes en ex-Yougoslavie pour MSF Belgique en 1993 et 1995 (en français) interviewé en 2000 et 2015

Fin novembre 2001, avant que soit rendu public le rapport de la mission d'information parlementaire, MSF publie un document d'analyse reprenant les questions auxquelles la mission se doit d'apporter des réponses. Il contient également la liste des documents essentiels à ce travail.

L'objectif est d'éviter que, comme lors de la mission d'information sur le Rwanda, les journalistes se retrouvent avec un rapport en trois volumes et un satisfecit prérédigé. Ce document d'analyse est également distribué aux médias britanniques et néerlandais.

« Mission d'enquête parlementaire sur Srebrenica : argumentation, lacunes et contradiction des auditions » **Document de briefing** de Médecins Sans Frontières, novembre 2001 (en français) **D270**

Extrait :

Srebrenica : Les questions en suspens A la veille de la publication du rapport de la Mission d'information parlementaire et sans préjuger des conclusions de ce travail, Médecins Sans Frontières a décidé de récapituler dans un document de synthèse, les questions et informations qui permettront de guider la lecture et l'étude du travail accompli par la Mission. Ce document n'est pas une contre-enquête. Il rappelle les principales questions qui sont restées sans réponse depuis six ans sur les responsabilités politiques et militaires des principaux acteurs impliqués dans la tragédie de Srebrenica. Le rapport d'enquête réalisé par l'ONU sur cette tragédie en 1999 reconnaissait qu'il était incapable de préciser les responsabilités spécifiques des Etats membres qui restaient diluées dans la responsabilité générale de l'ONU. En conséquence, ce rapport demandait aux Etats de poursuivre leurs investigations au niveau national. L'objectif principal de la Mission d'information doit donc être avant tout d'expliquer pourquoi l'engagement de protection pris par l'ONU à l'initiative de la France, en faveur de la population de Srebrenica, n'a pas été respecté. Le rapport doit éviter le double écueil des arguments techniques ou de responsabilité générale, pour indiquer clairement si le fait de confier le sort et l'évacuation de la population de Srebrenica au général Mladic dont les méthodes de guerre étaient parfaitement connues de tous, constitue une faute des responsables politiques et militaires concernés. C'est avec le souci d'améliorer à l'avenir la protection des populations dans les opérations de maintien de la paix que MSF avait listé et transmis à la mission parlementaire des questions cernant les principales zones d'ombre de ce drame.

Les questions posées par Médecins Sans Frontières

1) La chute et les massacres de Srebrenica étaient-ils prévisibles ? La France a-t-elle eu connaissance du fait que l'armée bosno-serbe s'apprêtait à attaquer Srebrenica ?

2) La France a-t-elle passé en juin 1995, en marge des Nations unies, un marché non autorisé consistant en la libération des casques bleus pris en otage contre l'arrêt définitif des frappes aériennes ?

3) Pourquoi le général Janvier n'a-t-il pas autorisée en juillet 1995 les frappes aériennes pour défendre Srebrenica et protéger sa population

4) La France et le Groupe de contact ont-ils décidé d'abandonner la « zone de sécurité » de Srebrenica pour faciliter le règlement politique de la crise ?

5) Le cas échéant pourquoi ces pays n'ont-ils pas organisé l'évacuation des habitants de Srebrenica en toute sécurité, conformément à la promesse de protection contenue dans les résolutions 819, 824 et 836 du Conseil de sécurité.

Le présent document de synthèse développe pour chacune de ces cinq questions cruciales : - l'argumentation développée par les autorités politiques et militaires auditionnées

- les contradictions et lacunes de cette argumentation qui apparaissent au fil des auditions et des documents disponibles. Le rapport de la mission parlementaire devra permettre d'apporter des réponses précises et documentées à ces questions. MSF espère que la Mission est parvenue à obtenir certains documents-clés et qu'ils seront référencés en annexe du rapport.

« Les cinq questions clés de Médecins Sans Frontières » ***Le Monde*** (France), 29 novembre 2001 (en français) **D271**

Extrait :

Médecins Sans Frontières (MSF) a été, dans une large mesure, à l'origine de la mission d'information parlementaire: l'organisation avait milité dans ce sens, « *dans le souci d'améliorer à l'avenir la protection des populations dans les opérations de maintien de la paix* ». Elle a suivi assidûment les auditions, qu'elle a intégralement filmées, transmis à la mission ses suggestions pour l'enquête et témoigné elle-même à deux reprises. MSF était en effet la seule organisation non gouvernementale (ONG) occidentale présente depuis deux ans à Srebrenica quand survint l'offensive serbe. Vingt-deux membres de son personnel local sont morts dans l'enclave en juillet 1995 ou ont été portés disparus.

L'équipe de MSF est restée un témoin impuissant du tri de la population et des malades et blessés [par les forces serbes], de la séparation des hommes et des femmes et du départ des groupes en convoi vers des destinations inconnues ainsi que de l'inertie du bataillon hollandais de la FORPRONU. Plusieurs dizaines de blessés et malades de MSF « évacués » de l'enclave par les Bosno-Serbes et « sous escorte hollandaise » ont également été sortis des bus et exécutés par les forces serbes », rappelle aujourd'hui l'organisation.

Le but était qu'on permette aux journalistes, au moment de la remise du rapport, d'avoir déjà une question à poser pour faire une relance. Car on se souvenait qu'à la conférence de presse finale de la mission d'information sur le Rwanda, Paul Quilès [président de la mission d'information] avait posé le rapport sur la table et que les journalistes avaient juste rédigé un compte rendu de ce qu'il leur avait dit : « la France n'a pas à rougir de ce qu'elle a fait au Rwanda ». Evidemment personne n'avait eu le temps de lire ce rapport de 3 000 pages ! Sur Srebrenica, la mission d'information a moins « géré » médiatiquement le message clé de la sortie du rapport. On les a doublés.

Françoise Bouchet-Saulnier, responsable juridique de MSF (en français) interviewée en 2015

Le 29 novembre 2001, le rapport de la mission d'enquête du Parlement français D272 sur Srebrenica est publié. Il conclut que les responsabilités dans le drame sont celles de toute la communauté internationale et reproche en particulier au bataillon de casques bleus néerlandais de ne pas avoir opposé de résistance aux Serbes.

Il reconnait les « erreurs d'appréciation » du général Janvier mais déclare « sans fondements » les assertions selon lesquelles il aurait passé un accord avec le général Mladic.

Deux députés refusent de souscrire à ces dernières conclusions estimant qu'aucune preuve n'a été apportée dans un sens ou dans l'autre.

« Massacres de Srebrenica : les députés concluent à « un échec de la France » Claire Tréan, ***Le Monde*** (France), 29 novembre 2001 (en français) **D273**

Extrait :
Mise sur pied grâce à MSF, la mission d'information parlementaire sur Srebrenica a publié son rapport, jeudi 29 novembre [...] Les parlementaires concluent que la tragédie de Srebrenica « *est aussi un échec de la France* ». Ils incriminent « *l'absence de volonté politique affirmée d'intervenir à Srebrenica, de la France, du Royaume-Uni, des Etats-Unis, des autorités bosniaques de Sarajevo elles-mêmes* ». Ils atténuent quelque peu les critiques souvent adressées au général Bernard Janvier, à l'époque commandant des forces de l'ONU dans l'ex-Yougoslavie, pour s'être opposé à une intervention aérienne de l'OTAN quand il en était encore temps. Le rapport le décrit comme « *un maillon de la chaîne onusienne* » parmi d'autres. Il récuse l'accusation proférée par des journalistes et des ONG contre le général Janvier d'avoir promis au chef des forces serbes Ratko Mladic, en échange de la libération des casques bleus retenus en otages, qu'il n'y aurait plus de frappes aériennes en Bosnie : « *La majorité des membres de la mission a la conviction que le général Janvier n'a pas accédé aux demandes présentées par Mladic* », dit le rapport. Ce texte a été adopté à l'unanimité par la mission. Les parlementaires cependant ont dû s'y reprendre à deux fois pour les conclusions, dont la première version - qui tenait en un seul feuillet dans un rapport de mille pages - avait été contestée par certains des dix députés. La nouvelle version des conclusions n'a pas recueilli non plus le consensus ; deux députés, François Léotard et René André, font part de leurs réserves dans une lettre publiée en annexe du rapport. Ils contestent les formulations suivantes incriminant la France : « *La France n'est pas moins que d'autres responsables de la chute tragique de Srebrenica* », « *la France ne s'est pas donné tous les moyens de mener à bien sa mission sur le terrain* », etc. Ils récusent aussi, comme l'écrit François Léotard, « *la référence constante, dans la conclusion, à la responsabilité du général Janvier, qui ne semble pas conforme à une réalité beaucoup plus complexe* ». La députée des Verts Marie-Hélène Aubert et le socialiste Pierre Brana se désolidarisent en outre de leurs collègues sur la rumeur d'un marchandage conclu par la France avec les Serbes en vue de la libération des otages, estimant que le soupçon demeure. [...] La publication des deux auditions du général Janvier est l'élément le plus nouveau du rapport, car l'ancien commandant de la FORPRONU est l'un des officiers auxquels le ministère de la Défense a toujours interdit de s'exprimer publiquement et que les députés n'avaient pu interroger qu'à huis clos. Le général s'y défend avec vigueur des accusations dont il a fait l'objet. Il fait état de ses désaccords à la fois avec Yakushi Akashi, le représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU, partisan d'une conception minimaliste de la mission des casques bleus en Bosnie, et avec Ruppert Smith, le général anglais qui commandait la FORPRONU à Sarajevo, partisan au contraire d'engager le combat contre les forces serbes (le général Smith a refusé de venir témoigner). Le général Janvier affirme n'avoir reçu qu'une seule demande de soutien aérien à Srebrenica, le 9 juillet, et le rapport de la mission n'explique pas comment les demandes précédentes ont pu se perdre. L'ancien chef de la FORPRONU apparaît à la fois comme l'exécutant rigoureux du mandat limité assigné par l'ONU aux casques bleus mais aussi comme un soldat frustré, qui s'en prend avec véhémence au bataillon néerlandais de Srebrenica et finit par lancer comme un cri du cœur que, si des Français avaient été à leur place, ils se seraient battus « *et tout aurait changé* ». Un incident diplomatique avec La Haye en perspective…

« Des conclusions qui escamotent plusieurs moments cruciaux » ***Le Monde*** (France), 29 novembre 2001 (en français) **D274**

Extrait :
Il faut décidément passer sur beaucoup de choses pour souscrire aux conclusions que produisent aujourd'hui les députés. Epargnons à ces derniers, toute évocation précise de leur ignorance des faits, patente durant les auditions, de leur absentéisme, ou encore des pathétiques démarches de tel ou tel d'entre eux auprès de MSF pour s'enquérir des questions qu'il conviendrait de poser à la prochaine audition…

Dans les jours qui suivent, les responsables de MSF France soulignent publiquement que, s'il reconnait les responsabilités militaires, ce rapport oublie les responsabilités politiques et traite le général Janvier comme un bouc émissaire.

Ils soulignent l'absence de précision des réponses aux cinq questions-clés posées par MSF. V32

« MSF et le rapport sur Srebrenica : « les responsabilités politiques oubliées » **Agence France Presse**, 29 novembre 2001 (en français)

Extrait :
« Il y a un élément fort, c'est la reconnaissance de la responsabilité des militaires, à travers la personne du général français Bernard Janvier, commandant les forces de l'ONU en ex-Yougoslavie. Mais j'ai l'impression qu'il joue le rôle facile d'un bouc émissaire, qui cache des responsabilités beaucoup plus politiques », a déclaré à l'AFP Pierre Salignon, responsable de programmes à MSF, notamment en Bosnie entre 1993 et 1995. « On effleure un certain nombre de responsabilités en France, ce qui est très bien, mais je pense qu'on peut aller beaucoup plus loin. Ce sont quand même des ministres qui ont pris des décisions », a ajouté M. Salignon, auditionné dans le cadre de cette mission. « Si la démarche est courageuse et intéressante en termes de démocratie et de transparence, je suis déçu de l'absence de réponses claires aux cinq questions-clés que nous avions recensées, et notamment la volonté politique de protéger la population », a poursuivi le responsable de l'association, prix Nobel de la Paix en 1999. MSF, présente dans l'enclave musulmane de Srebrenica lors de l'offensive serbe qui fit plus 7 000 morts, avait beaucoup milité pour l'ouverture d'une mission d'information parlementaire sur ce massacre. L'organisation avait elle-même perdu des membres de son personnel dans l'offensive.

« La France s'interroge sur son rôle à Srebrenica » Isabelle Lasserre, ***Le Figaro*** (France), 30 novembre 2001 (en français) D275

Extrait :
La plupart des questions soulevées par Médecins Sans Frontières, à l'origine de la création de la mission parlementaire, restent encore aujourd'hui sans réponses précises et définitives. Pourquoi le général Janvier a-t-il refusé de déclencher des frappes aériennes ? La France et le Groupe de contact ont-ils abandonné Srebrenica pour faciliter un règlement politique de la crise ? Pourquoi les populations n'ont-elles pas été évacuées après la chute de l'enclave ? « On a l'impression qu'il y a deux poids deux mesures. On se demande si vous n'êtes pas en train de vous servir de Janvier pour vous disculper et éviter de trancher les responsabilités politiques », affirme Jean-Hervé Bradol le président de MSF.

« Militaires, boucs émissaires » Marc Semo, ***Libération*** (France), 30 novembre 2001 (en français) D276

Extrait :
Ce rapport - après celui de l'ONU et dans l'attente de l'enquête menée par une commission d'historiens hollandais - représente néanmoins une nouvelle étape dans la recherche de la vérité. « Les questions que nous posions sur les responsabilités de la France semblaient alors blasphématoires », souligne Françoise Bouchet-Saulnier responsable juridique de Médecins Sans Frontières, qui fut en première ligne dans le combat pour une telle enquête. Le résultat ne la satisfait qu'en partie, notamment « parce qu'il oublie les responsabilités politiques », mais, désormais, le débat est ouvert : « A la différence de ce qui s'était passé pour la mission d'information sur le génocide au Rwanda, on ne se contente pas de dire que la France n'a pas eu à rougir de son action ».

« Trois questions à Françoise Bouchet-Saulnier, responsable juridique de Médecins Sans Frontières » ***Le Point*** (France), 7 décembre 2001 (en français)

Extrait :
Le Point : le rapport met en cause les « erreurs d'appréciations » du général Janvier, qui commandait les casques bleus. Cela vous satisfait-il ?
Françoise Bouchet-Saulnier : La version officielle française imputant toute la responsabilité au contingent néerlandais est désormais battue en brèche. On sait qu'il y a bien eu des demandes hollandaises de frappes aériennes, auxquelles le général Janvier n'a pas donné suite. Le mensonge a reculé, mais on est encore loin de la vérité.
Le Point : Pourquoi ?
Françoise Bouchet-Saulnier : Parce que la mission s'est bien gardée de rechercher les responsabilités politiques. De nombreuses questions restent sans réponse : a-t-on échangé Srebrenica contre la libération de casques bleus alors gardés en otages ? Pourquoi n'a-t-on pas organisé l'évacuation des habitants de Srebrenica après la chute de l'enclave ? La mission n'a pu y répondre, par manque de coopération du gouvernement, qui n'a pas communiqué des documents essentiels.

On est satisfaits parce qu'il y a eu quand même une forme de reconnaissance officielle par un parlement d'erreurs commises, de populations sacrifiées. Mais on est aussi frustrés parce que malgré des questionnements incisifs pendant les auditions, des gens comme Léotard continuent à nier qu'il y a eu un deal. Les militaires reconnaissent qu'ils ne se sont pas portés au secours de la population de Srebrenica. Comment ils abandonnent Srebrenica, on finit par le comprendre, ça finit par être établi, mais il manque le pourquoi. La question qui est restée en suspens c'est : est-ce une insuffisance de leur part dans leurs opérations ou est-ce un calcul ? De ce point de vue, la mission d'information parlementaire a amené des éléments

en plus, dans un cadre officiel, pour montrer que les gens avaient bien été abandonnés. Les militaires qui se défendaient évoquaient le cadre de contraintes de leurs opérations dans lequel « ils ne pouvaient pas tout faire ». Mais pourquoi on les avait abandonnés, à part l'incompétence, le manque de moyens, d'avions disponibles, on n'en a rien su.

Dr. Jean-Hervé Bradol, président de MSF France de 2000 à 2007 (en français) interviewé en 2015

Au sein de MSF France, si personne ne s'est formellement opposé au travail de suivi de la mission d'information parlementaire, a posteriori, des questions sont soulevées sur la légitimité de l'organisation à s'engager dans un tel processus jusqu'où et de quelle manière.

Ne fallait-il pas se contenter d'obtenir la création de la mission ? Quelle légitimité a une association, qui n'est pas élue, à se mêler du travail des parlementaires ? Est-ce que MSF ne s'est pas posée seulement en procureur des pratiques de l'ONU et de ses Etats membres en omettant d'explorer les zones d'ombres des accords passés entre Bosno-Serbes et Bosniaques ?

J'étais vraiment au cœur de ce travail et je ne regrette pas du tout ce qu'on a fait. En France, je crois qu'on a participé à un mouvement, à une petite révolution démocratique ou institutionnelle, qui a permis au Parlement de s'affirmer en matière de contrôle des opérations extérieures et de contrôle sur la diplomatie et sur la Défense. Ça c'est considérable. Mais avec le temps ça me pose un problème. Est-ce que c'est le rôle d'une ONG de contribuer à ce type d'évolution institutionnelle ? On n'a pas de légitimité démocratique, on n'est pas élu. Or la légitimité, en démocratie, elle vient quand même de l'élection. Il doit donc y avoir des limites dans le rôle de contre-pouvoir que peut jouer une ONG. D'autres disent que le rôle naturel des ONG c'est celui de contre-pouvoir. Donc on peut dire tout… et l'inverse !

Fabien Dubuet, adjoint à la responsable juridique de MSF de 1995 à 2005 (en français) interviewé en 2015

J'étais un peu embarrassé, parce que ça allait sur des terrains politiques un peu loin de l'humanitaire. Il est difficile d'apprécier le bien-fondé de la façon dont les Etats veulent conclure des guerres, de leur besoin de passer parfois des accords secrets. Certains aspects militaire étaient complétement hors de notre domaine d'expertise : est ce que les avions auraient pu ou pas pu ? Est- ce qu'ils avaient les bons avions, les bonnes bombes ? On était à la limite de ce sur quoi on était compétents, légitimes. Moi j'étais un peu défensif. Par moments, je trouvais que Pierre et Françoise allaient un peu loin. Mais il y avait cet argument de la zone humanitaire sûre qui était de leur côté. C'était un vrai argument solide et un vrai argument d'avenir, parce que les propositions de corridor, de zone protégées ça se reproduisait tout le temps.

Dr. Jean-Hervé Bradol, président de MSF France de 2000 à 2007 (en français) interviewé en 2015

Il y avait un niveau de sophistication juridique et d'investigation du rôle de la France qui allait trop loin. On n'a pas à aller au bout de l'investigation juridique a priori mais simplement témoigner de ce qu'on estime avoir vu, du témoignage au sens visuel du terme. Ce rôle de mentor, de conscience morale est problématique. On met notre poids dans la balance pour obtenir une investigation qui, sans cela, n'aurait peut-être pas été conduite, c'est bien. Vu notre implication dans ces évènements, il y a une logique. Mais qu'on insiste sur les bonnes questions qui doivent être posées, sur la manière dont il faut faire ressortir certains points du rapport, l'accusation contre la France ou un autre gouvernement, ça me parait sortir d'un cadre légitime, à la fois en tant qu'organisation humanitaire et en tant qu'organisme impliqué dans l'affaire. Je me souviens en avoir discuté avec Pierre et Françoise parce que c'était eux qui étaient en flèche là-dessus. Et puis, nous ne sommes pas les examinateurs de l'ONU. Je pense que c'est une position malsaine. Dans l'ensemble, nos positions vis-à-vis de l'ONU s'adossent à une sorte de vision idéale qu'on en a, dans laquelle personnellement je ne me reconnais pas. Cette vision conduit à des critiques qui personnellement me paraissent infondées ou en tous cas injustes. Enfin, il s'agissait de travailler sur les zones cachées, les parties obscures des deals des uns et des autres. Or il y a des parties cachées qui ne sont pas forcément à charge des Français, par exemple le deal entre Izetbegovic et Karadzic pour le lâchage de Srebrenica. On ne peut pas mettre la FORPRONU en Bosnie totalement à l'écart des deals que les Bosniaques passaient entre eux. Le deal Janvier/Milosevic, il croise le deal Izetbegovic /Mladic ou Karadzic/Izetbegovic. Srebrenica a été lâchée par Izetbegovic comme par les autres, au nom d'une Realpolitik qui homogénéisait religieusement parce qu'on ne dira jamais assez que ce qui se passait dans l'Est de la Bosnie, c'était une guerre de religion. Si on commence à travailler sur les zones d'ombres on ne s'arrête pas en chemin.

Dr Rony Brauman, président de MSF France de 1982 à 1994 puis directeur d'études à la Fondation MSF (en français) interviewé en 2015

Certains ont dit : « Notre rôle c'était d'être à Srebrenica. Mais maintenant qu'on a obtenu la création de cette mission d'information, on lâche ! C'est aux autres de s'en occuper. Ce n'est pas à MSF de faire ça ». Il n'y a pas vraiment eu de débat au sein de MSF sur le moment mais cela m'a pesé par la suite. Cette façon de dire : « ce n'est pas notre responsabilité, on laisse » m'a choquée pour deux raisons. A partir du moment où on demande quelque chose, on doit l'accompagner, sinon pourquoi le demander ? Le rapport des Nations-Unies avait reconnu les limites de ses capacités d'investigation et il deman-

dait expressément à ce que les Etats contributeurs de troupes procèdent eux-mêmes à leur propre enquête dans leur propre pays, car les Nations-Unies n'ont pas ce pouvoir et ne peuvent pas avoir accès aux archives internes des pays. L'enquête française était essentielle car la diplomatie et l'armée française ont joué un rôle de premier plan en ex-Yougoslavie. Ce n'était pas pour des raisons morales ou politiques qu'on avait fait cette demande d'enquête, c'était pour comprendre et pour mettre en lumière les forces et les faiblesses de la réponse internationale face aux crimes de masse et à la protection des populations en danger. Il ne faut pas oublier qu'on était au début des interventions internationales destinées à rétablir la paix, faciliter l'action humanitaire et protéger les populations. La militarisation de l'aide humanitaire était en route au nom de la protection des populations. On savait que les Etats ont des agendas multiples et que la communauté internationale n'est qu'un assemblage disparate d'intérêts étatiques. Mais il fallait essayer de comprendre si la prise de l'enclave était le fruit d'un accident militaire ou d'un accord politique et dans ce cas pourquoi l'accord n'avait pas inclus des garanties sur l'évacuation et la sécurité de la population. En situation de conflit, il est normal de devoir négocier y compris pour obtenir un accord de paix, mais il est important que les organisations humanitaires sachent combien pèse la protection des populations dans l'ensemble de ces agendas. J'ai eu la réponse à cette question devant le parlement français quand le Haut représentant des Nations unies a reconnu qu'il n'avait pas donné l'ordre des frappes aériennes, car cela aurait mis en péril le processus de paix. Le travail que nous avons effectué sur la mission d'information parlementaire sur Srebrenica a ensuite nourri les positionnements opérationnels de MSF dans d'autres crises, car nous continuons à être confrontés à des opérations internationales avec des mandats de protection des populations. Ces mandats ont évolué comme le montre aujourd'hui les exemples de la République démocratique du Congo, du Soudan du Sud et de la Centrafrique. Ils ont permis d'éviter certains massacres de masse. Mais ils doivent continuer à nous interroger sur notre rôle et nos interactions avec le dispositif international comme nous avons été contraints de le faire trop tardivement à Srebrenica.

Françoise Bouchet-Saulnier, responsable juridique de MSF (en français) interviewée en 2015

On était tous tellement impliqués, un peu revanchards, qu'à certains moments je me suis quand même posé la question : « est ce que c'est une vraie logique intellectuelle ? Ou bien est-ce que ce ne sont pas un peu les « anciens de Bosnie » de MSF qui cherchent à régler des comptes ? » En tous cas, le président était pour, le directeur général était pour. Le directeur des opérations, ce n'était pas son truc particulièrement. Mais je n'ai pas souvenir d'avoir dû me battre. Il n'y avait pas une forte opposition, il y avait des discussions. Après il y avait forcément des raleries de couloirs sur le mode « à quoi ça sert ? », « ce n'est pas le rôle de MSF » etc. A la fin, il y a eu des tensions entre Jean-Hervé et Françoise à propos d'une interview qu'elle a donnée. Il n'était pas au courant, il l'a découverte une fois publiée. Il pinaillait sur une formule, il trouvait que Françoise poussait plus le curseur sur le Droit, alors que lui voulait le tirer dans l'autre sens. Moi, je n'avais aucun problème à parler de Droit international humanitaire. Mais certains médecins avaient une autre perspective. C'était le début de cette ambiance de remise en cause de la démarche non-stricto-sensu médicale. C'était une critique de méthode - ce n'est pas notre métier - ou une critique de légitimité - ça peut mettre en danger les opérations, brouiller notre image. Au final, moi je trouvais que ça avait du sens de faire ça. On montrait qu'on pouvait aussi travailler sur un dossier de fond plusieurs années plus tard. Notre présence aux auditions, les témoignages de Christine et Daniel donnaient du sens à tout cela.

Stephan Oberreit, coordinateur général de MSF en ex-Yougoslavie de mai à novembre 1995, directeur de la communication de MSF France de 2000 à 2006 (en français) interviewé en 2015

Réaction de MSF aux rapports sur les responsabilités Néerlandaises

En mars 2002, MSF Hollande constitue un groupe de travail chargé de préparer un document d'analyse du rapport sur Srebrenica que l'institut de documentation sur la guerre néerlandais (NIOD), chargé d'une enquête par le Parlement néerlandais en 1996 s'apprête à publier.

Le 9 avril 2002, veille de la publication officielle de ce rapport, MSF Hollande diffuse un communiqué de presse et un document intitulé « questions pour le futur » dans lesquels sont posées trois questions concernant la prévisibilité des événements de juillet 1995 à Srebrenica, auxquelles l'organisation considère que ce rapport doit répondre.

Une tribune est également publiée dans le quotidien néerlandais *Trouw*.

« Srebrenica, questions pour l'avenir » **Memo** de MSF Hollande, 4 avril 2002 (en néerlandais, en anglais) **D277**

Extrait :
Besoin d'un débat honnête et ouvert pour les survivants et la société néerlandaise. […]
MSF Hollande salue la sortie du rapport du NIOD et attend avec impatience un débat ouvert et honnête sur les leçons qui peuvent être tirées du massacre de Srebrenica et de l'échec international à empêcher de telles horreurs. Cependant, MSF Hollande est découragée par le constat qu'il a fallu plus de cinq ans pour produire ce rapport indépendant. Les leçons de Srebrenica auraient été utiles aux Pays-Bas et à la communauté internationale, impliquée dans différentes interventions militaires depuis Srebrenica. De plus, les survi-

vants de Srebrenica luttent encore pour reconstruire leurs vies et leur pays. Il est essentiel de rassembler toutes les informations sur les évènements précédant la chute de l'enclave pour que les habitants puissent en affronter les conséquences. Dans l'intérêt des survivants, MSF Hollande voudrait savoir si le NIOD a eu accès à des sources d'information pertinentes et si ces sources ont été utilisées dans l'enquête. Est-ce que toutes les personnes ayant joué un rôle dans cette tragédie ont été interrogées - en particulier les membres de la société bosniaque et les survivants de ce meurtre de masse.

[…] Pourquoi est-ce que MSF prend la parole maintenant ?
En mars 1993, Médecins Sans Frontières a commencé à travailler dans l'enclave de Srebrenica. En juillet 1995, deux expatriés, Christine Schmitz et Daniel O'Brien étaient présent, avec du personnel national, dans l'enclave au moment de la chute, des déportations et des exécutions. En tant que seule organisation internationale présente avec du personnel expatrié, MSF a été témoin de la panique, de la peur de mourir de la population pendant la chute de l'enclave et dans les jours qui l'ont suivi. MSF a été témoin de l'échec et de l'immobilisme de la communauté internationale qui a entrainé la mort de milliers de personnes. Le fait que notre présence nous ait rendu témoin de ces évènements nous donne la responsabilité de demander que lumière soit faite. Cette transparence est nécessaire pour garantir que plus jamais une population ne connaitra le même destin, que nos soldats ne se retrouveront plus face à des responsabilités intenables et enfin que plus jamais des civils ne seront bercés par l'illusion d'être en sécurité - une illusion qui a pu influencer leur décision de ne pas fuir au moment où ils l'auraient pu. C'est pour cela que le rapport du NIOD et le débat parlementaire ultérieur sont cruciaux. Et même si au final les forces serbes sont responsables de ce massacre, les survivants de Srebrenica méritent une explication ouverte et honnête sur l'échec des forces des Nations unies en Bosnie dans le respect de leurs promesses de protection.

Avant la publication du rapport du NIOD, MSF voudrait soulever quelques questions importantes au sujet desquelles des responsabilités doivent être assumées. MSF est aussi impliquée parce qu'elle travaillait étroitement avec le personnel de l'hôpital de Srebrenica. Des 128 employés, 22 ne sont jamais arrivés à Tuzla. MSF a réussi à évacuer 13 de ses collègues bosniaques. Meho Bosnjakovic a choisi de rester avec sa famille et il est l'une de ces milliers de personnes à avoir été assassinées. L'implication néerlandaise dans la tragédie de Srebrenica se divise en quatre étapes.
1. La première étape est celle des préparatifs, du processus de décision qui a conduit à envoyer un bataillon de la brigade aéromobile dans l'enclave de Srebrenica.
2. La deuxième étape est le séjour du Dutchbat à Srebrenica de février 1994 au début de juillet 1995.
3. La troisième étape est la capture de Srebrenica et les réactions ultérieures du Dutchbat et des Nations unies.
4. La dernière étape est la période succédant à la chute, au cours de laquelle des meurtres de masses ont été commis.
Une question centrale vaut pour toutes ces étapes : est-ce que la population s'est vue offrir une protection et si oui, comment a-t-elle été mise en œuvre ? […]

Les questions
Le NIOD doit apporter une réponse aux questions suivantes :
Question 1 Est-ce que le concept de « zone de sécurité » était crédible et tenable ?
Question 2 Est-ce que la chute de l'enclave était prévisible ?
Question 3 Etait-il prévisible qu'autant de personnes soient tuées après la chute de l'enclave ?

Courriel du chargé de communication de MSF Hollande aux départements communication de MSF, 5 avril 2002 (en anglais) **D278**

Veuillez trouver ci-joint le rapport que nous avons rédigé. Vous pouvez l'utiliser pour le web ou autre. Vous vous souvenez sans doute qu'en 1996 le gouvernement néerlandais a demandé à l'institut néerlandais de documentation de la guerre (le NIOD) de conduire une étude sur la chute de Srebrenica et l'implication des Pays-Bas. En réalité le sujet de recherche était plutôt large : le processus de décision, le contexte en Bosnie, la chute de l'enclave et les massacres. Le gouvernement en a chargé le NIOD après plusieurs tentatives de refermer ce chapitre sombre de l'histoire néerlandaise. Ces tentatives avaient échoué puisque de nouvelles informations ne cessaient d'être publiées qui questionnaient à chaque fois la version précédente des évènements. Il y a eu une grande méfiance de la part du public néerlandais à l'égard du gouvernement qui craignait que ce dernier ne cherche à dissimuler des détails et qu'il n'affronte pas ses responsabilités. La recherche confiée au NIOD s'est révélé être un moyen efficace pour éviter une confrontation politique autour de la question de Srebrenica. Des débats ont été bloqués au prétexte de la sortie prochaine du rapport du NIOD : nous attendons le rapport… Comme vous le savez, le parlement français a conduit une enquête sur la chute et le massacre de Srebrenica l'an dernier. MSF avait poussé pour cette enquête et l'avait influencée par son lobbying et ses questions spécifiques. […]
La commission française a critiqué l'attitude du Dutchbat, le bataillon néerlandais de l'ONU à Srebrenica, car ils n'avaient rien fait pour résister à l'attaque serbe. […] Les politiciens néerlandais ont réagi avec colère à ces déclarations. C'est là que MSF est intervenu. Nous avons publié une déclaration demandant une discussion ouverte, honnête et sérieuse en Hollande et questionné les réactions défensives vis à vis du rapport français. Mercredi prochain, le 10 avril, le rapport du NIOD sera présenté. 3 000 pages et 2 000 pages d'annexes. MSF H s'est préparé et a réfléchi à comment contribuer au débat, et plus spécifiquement, à comment pousser pour obtenir des éclaircissements concernant l'absence de protection à Srebrenica et dans les futures interventions internationales. Nous avons réalisé une brochure, ou un rapport si vous préférez, dans laquelle nous présentons quelques questions auxquelles nous espérons que le NIOD apportera une réponse et une clarification satisfaisantes, et qui devraient aussi être les questions dominantes dans le débat politique qui suivra la présentation du rapport. Mardi prochain, nous publierons un article dans le journal qui soulignera notre crainte que les Pays-Bas et la communauté internationale en général ne

tirent une conclusion cynique du drame de Srebrenica : « nous ne pouvons ni ne voulons prendre la responsabilité de la protection des civils dans les zones de guerre. » [...] Nous avons eu une discussion hier soir avec quelques journalistes, une organisation pacifiste, et quelqu'un de l'Institut de recherche pour les Affaires internationales au sujet du rapport du NIOD et des stratégies possibles afin de lancer un débat aux Pays-Bas. Nous nous donnerons des interviews et participerons à des débats publics.

« Les leçons de Srebrenica : Prendre au sérieux la protection des populations locales » **Communiqué de presse** de MSF Hollande, 9 avril 2002 (en anglais) **D279**

Médecins Sans Frontières a mis en garde les Pays-Bas et la communauté internationale contre le risque de tirer de mauvaises conclusions de l'échec du Dutchbat à Srebrenica. Le fait qu'ait pu être perpétré un massacre de masse contre les Bosniaques de sexe masculin malgré la présence de troupes des Nations unies doit amener à une analyse en profondeur des erreurs commises. Ces erreurs devront être évitées lors d'intervention futures. La question est de savoir comment offrir une protection concrète aux populations menacées par la guerre. Médecins Sans Frontières craint que le gouvernement néerlandais et la communauté internationale n'en aient déjà tiré une conclusion cynique, à savoir qu'il serait préférable de ne pas s'impliquer. Depuis Srebrenica, ils ont clairement évité de protéger des populations menacées par la guerre. Par exemple, la protection a clairement été écartée lors de la mission de paix en Ethiopie et en Erythrée. La priorité était donnée à la sécurité des troupes. Si des violences devaient apparaitre, les soldats néerlandais de la MNUEE seraient évacués. La publication prochaine du rapport du NIOD a ravivé le débat sur Srebrenica aux Pays-Bas et sur la scène internationale. Jusqu'à maintenant, ce débat était à peine possible en raison de son caractère politiquement sensible dans le pays et s'est caractérisé par des tendances à déplacer les responsabilités. Il est choquant que 7 ans après ce massacre de masse - qui a eu lieu en présence de forces de l'ONU- si peu soit connu sur ce qui s'est vraiment passé à Srebrenica. Le rapport du NIOD devra vraiment répondre à ce besoin de clarté. Aussi nous demandons au gouvernement néerlandais d'organiser un débat ouvert et à l'abri de toute influence ou sensibilité personnelle ou politique. Ce débat doit aboutir à une déclaration claire sur comment et sous quelles conditions le gouvernement néerlandais compte assurer la protection réelle des populations menacées dans les zones en crise.

« Tirer les bonnes conclusions de Srebrenica » **Tribune** de MSF Hollande, ***Trouw*** (Pays Bas), 9 avril 2002 (en néerlandais) **D280**

Avant même la publication du très attendu rapport du NIOD sur Srebrenica, les révélations sortent à un rythme infernal. Les attentes concernant ce rapport sont importantes et seront probablement suivies d'un débat politique intense. Toutefois, presqu'aucune attention n'a été portée à la question la plus importante : quelles leçons tirer de la chute de l'enclave au regard de la protection des civils face aux violences de guerre ? Depuis Srebrenica, les Pays-Bas ont adopté une position restrictive vis-à-vis des missions de maintien de la paix. C'est compréhensible au vu de ces expériences traumatisantes. Mais c'est sur leur plus importante mission depuis Srebrenica, celle de la MNUEE [Mission des Nations unies en Ethiopie et en Erythrée] en Ethiopie et en Erythrée que l'on peut constater quelles leçons ont vraiment retenues les Pays-Bas. Ils prennent maintenant part à des missions à bas risque où c'est la sécurité des soldats qui prime. La MNUEE n'a explicitement aucune responsabilité quant à la protection de la population locale. Un accord a été passé, stipulant qu'elle se retire dès que la violence éclate entre les parties belligérantes. Pourtant une des leçons de Srebrenica est que lorsque les Nations unies et les Pays-Bas ont des soldats stationnés dans une zone, ils doivent assumer une responsabilité morale vis-à-vis de la population. La population locale compte sur les troupes de l'ONU pour les protéger. Après tout, vers qui d'autre pourrait-elle se tourner ? De plus en plus souvent, dans des zones de guerre, des civils sont menacés et tués. Médecins Sans Frontières travaille dans nombre de ces régions. Notre équipe à Srebrenica a été le témoin de ce qui s'y est passé. Notre personnel s'est occupé des blessés et a vu la peur saisir la population quand les Serbes de Bosnie ont attaqué. Peu importe à quel point l'aide humanitaire est essentielle à la survie dans ces zones,en tant qu'organisation humanitaire nous ne pouvons protéger les populations civiles de la violence qu'à un tout petit niveau. Si nous ne voulons pas leur tourner le dos dans une indifférence générale, alors la communauté internationale doit prendre des responsabilités et agir. Elle devra aussi accepter l'inévitable obligation de protéger concrètement les populations. Les véritables circonstances de la chute de Srebrenica et des meurtres de masse qui ont suivi doivent être mises en lumière. Nous devons absolument reconnaitre que des erreurs ont été commises. Ceci est crucial afin de pouvoir garantir que plus jamais des gens ne seront abandonnés à leur sort de cette manière. De plus, plus jamais des troupes ne doivent être confrontées à des responsabilités aussi impossibles à remplir et à de tels échecs. Enfin, plus jamais une population civile ne doit avoir l'illusion d'une sécurité qui la conduirait à ne pas fuir au moment où elle le pourrait. C'est seulement grâce à une analyse méticuleuse et à un débat transparent sur les évènements que des conclusions pertinentes pour l'avenir pourront être tirées. Il serait cynique d'en tirer la conclusion qu'il ne faut plus jamais protéger des civils. Les leçons de Srebrenica doivent répondre aux questions de savoir comment la mission a pu échouer aussi tragiquement et comment assurer une véritable protection. Nous espérons que le rapport du NIOD fournira une analyse claire de l'échec de la mission à Srebrenica et nous demandons au gouvernement néerlandais d'ouvrir un débat public. Ce débat devra montrer comment les Pays-Bas comptent mettre en œuvre une protection réelle des civils dans les zones de crise.

Nous avons réussi à avoir un aperçu, grâce à un rapport d'une organisation néerlandaise, Pax Christi, sorti juste avant celui du NIOD. J'ai coordonné le groupe qui travaillait sur le rapport de MSF. C'était difficile d'arriver à un accord entre nous. Les émotions étaient toujours là. Je pense que notre rapport n'a pas eu beaucoup d'écho.

Wilna Van Aartzen, coordinatrice de MSF Hollande en ex-Yougoslavie en 1991-1993 puis responsable du desk urgence, puis directrice des Opérations (en anglais) interviewée en 2015

C'est une astuce politique : quand on ne sait pas quoi faire, on monte une commission. Elle sera occupée pendant deux ans et d'ici là une autre sujet aura pris la priorité dans l'actualité. Soyons honnêtes, à MSF on fait la même chose… Le choix du NIOD était politique. Il a été choisi parce que le NIOD est composé d'historiens et ne fait pas de politique. Ce choix c'était déjà une dépolitisation du problème. On le met entre les mains des historiens, qu'on sait être lents, et ça nous amène en 2002. Là, ils peuvent donc en assumer les responsabilités, sans en assumer les conséquences. C'était comme un ballon vide. Dans l'intervalle, il avait été reconnu que le Dutchbat avait échoué. Mais en 1995 ou 1996 ce n'était pas possible. C'est pour ça que c'était courageux de la part de Pronk, de de Miliano, de Christine et de MSF d'avoir dit à l'époque que le roi était nu.

Wouter Kok, coordinateur de MSF Hollande en Bosnie en 1992 puis coordinateur de la cellule d'urgence de MSF Hollande (en anglais) interviewé en 2015

Ce dont je me souviens c'est qu'à Amsterdam ils étaient fluctuants, suivant les années et leurs dirigeants, dans leur volonté de mettre en cause les soldats hollandais. En juillet 1995, il y a eu Jacques de Miliano qui a toujours été partisan de s'exprimer publiquement. Mais le reste du bureau était beaucoup plus sur le mode : « Ca nous concerne moins, ce n'est pas nos affaires directes, restons en retrait, pas de mis en cause trop flamboyante par MSF de l'armée hollandaise ».

Dr Jean-Hervé Bradol, président de MSF France de 2000 à 2007 (en français) interviewé en 2015

Il y a des moments qui sont importants historiquement, et pour leur donner un sens il faut continuer à les suivre. Et Srebrenica, c'était comme Halabja[13], des moments assez cruciaux. Au cours de cette commission parlementaire, pourquoi la question de la protection n'a-t-elle pas été posée à Voorhoeve ? MSF aurait pu demander qu'elle soit posée. On avait de l'info quand même assez spécifique là-dessus. C'est sans doute en partie dû à notre manque d'information sur le fonctionnement du système parlementaire. Si on veut que l'enquête soit faite correctement, il faut briefer les parlementaires. Et puis, comme toujours, il faut des gens qui disent« on y va » et qui entrainent les autres. Si on demande à des gens qui ont été impliqués dans l'histoire de participer, en général ils sont d'accord et ils suggèrent les bonnes questions à poser. Mais moi, je n'ai jamais été consulté. C'est peut-être aussi dû au système MSF. En 2002, on est déjà 7 ans après et donc on est dans d'autres problématiques opérationnelles. Et puis revenir sur des évènements d'il y a 7 ans ce n'est pas très MSF. Ou bien on a peut-être pensé que tout était dit.

Dr Jacques de Milliano, Directeur général de MSF Hollande de 1985 à 1996, (en français) interviewé en 2000 et 2015

Le 10 avril 2002, le rapport du NIOD sur la chute de l'enclave de Srebrenica D281 est publié. Il répartit les responsabilités sur l'ensemble des acteurs de la communauté internationale et en particulier l'ONU. S'il accuse le général Janvier de ne pas avoir autorisé à temps les frappes aériennes, il rejette l'hypothèse d'un marchandage sur les otages avec les militaires bosno-serbes. Le 8 mai 2002, un document détaillé d'analyse du rapport du NIOD est diffusé au sein de MSF Hollande mais ne sera pas rendu public.

« Srebrenica : un rapport atténue les responsabilités des soldats néerlandais » **Agence France Presse**, 10 avril 2002 (en français)

Extrait :
Intitulé « Srebrenica, une « zone de sécurité » - reconstruction, antécédents, conséquences et analyses de la chute d'une zone de sécurité », ce rapport détaille les événements qui ont conduit à ce massacre tout en analysant les responsabilités à l'origine du drame. Etabli par l'Institut néerlandais de documentation sur la guerre (NIOD) à la demande du gouvernement des Pays-Bas, il conclut après plus de cinq ans de recherche que « les considérations humanitaires et les ambitions politiques ont poussé les Pays-Bas à se lancer dans une mission de paix irréfléchie et pratiquement irréalisable ». Par négligence, « un grand nombre de tenants de cette politique ont pris une lourde responsabilité », dit le rapport, citant la classe politique néerlandaise et la hiérarchie militaire. Le NIOD montre également du doigt les média, à qui il reproche d'avoir donné l'impression que les soldats néerlandais étaient indifférents au sort de la population musulmane. Le NIOD blâme surtout le mandat de l'ONU confié aux soldats, facteur « d'enlisement » de leur mission et cause indirecte du mas-

13. Du 16 au 19 mars 1988, le régime de Saddam Hussein massacre de la population de la ville kurde de Halabja avec des armes chimiques. 5000 personnes périssent. Les docteurs Jacques de Milliano, directeur général de MSF Hollande et Reginald Moreels, Président de MSF Belgique se rendent aussitôt sur les lieux pour examiner les victimes. Le 26 mars, lors d'une conférence de presse à Téhéran, ils déclarent, sur la base de cet examen clinique, que ces victimes ont été tuées par « un gaz chimique très toxique, à effet rapide »

sacre. Peu nombreux (200 hommes), faiblement armés, pris entre deux feux adverses, contraints à l'impartialité et à ne riposter que s'ils étaient directement pris pour cible, plongés dans « l'illusion de la zone de sécurité », les soldats néerlandais étaient restreints dans leur marge de manœuvre, affirment les auteurs ! Ceux-ci rejettent toute accusation de « collaboration » selon un terme employé par un casque bleu néerlandais du bataillon avec l'assaillant serbe. Reconnaissant que le général Ratko Mladic, chef militaire des Serbes de Bosnie, a décidé de prendre la totalité de l'enclave « face au manque de résistance armée » des casques bleus néerlandais, les auteurs estiment cependant que toute action des Néerlandais pour tenter de défendre Srebrenica était « contraire aux instructions de l'ONU ». Pour contrer les Serbes, le bataillon comptait sur une intervention aérienne, ce qui avait été exclu par les responsables de la FORPRONU (Force de protection de l'ONU). Le NIOD rejette à propos l'hypothèse selon laquelle le général Bernard Janvier chef de la FORPRONU, aurait conclu un accord de non intervention aérienne avec le général Mladic, en échange de la libération d'otages français détenus par les Serbes de Bosnie. Pour le NIOD, les forces aux ordres du général Mladic, sont les premiers responsables du massacre. Il indique n'avoir pas trouvé d'indications selon lesquelles Belgrade aurait ordonné ou soutenu les tueries. Quant au « tri » de la population auquel les soldats néerlandais ont participé, le NIOD le qualifie « d'allant de soi », même si dans les faits c'était une participation à la purification « ethnique » vu la « menace d'épidémie et la volonté des Musulmans eux-mêmes de partir au plus vite. » D'autre part, « le commandement du bataillon ne pouvait pas se douter que cela aboutirait aux massacres, même s'il avait conscience de l'avenir incertain des hommes », estiment les auteurs. Le manque d'initiative politique de La Haye à l'heure du massacre est mis sur le compte d'une mauvaise communication avec la hiérarchie militaire néerlandaise. Selon les auteurs du rapport, l'état-major néerlandais aurait diminué la gravité des faits pour ne pas ternir l'image de l'armée.

« Premières réactions au rapport sur Srebrenica aux Pays-Bas » **Courriel** du chargé de communication de MSF Hollande aux départements de la communication de MSF, 10 avril 2002 (en anglais) **D282**

Extrait :

Ce qui est remarquable dans le résumé fait aujourd'hui, c'est que le jugement à l'égard du Dutchbat est peu sévère: ils ont agi dans le cadre de leur mandat, ont suivi leurs instructions. On effleure juste la question de savoir ce qu'il serait arrivé si le Dutchbat avait pris une position plus ferme vis-à-vis des Serbes - est ce que cela aurait affecté le déroulement des évènements ? Selon la présentation d'aujourd'hui, le Dutchbat a choisi de faciliter une évacuation rapide de la population craignant un désastre humanitaire d'envergure à l'intérieur et à l'extérieur de la base en raison de la pénurie d'eau, de vivres et d'une situation d'hygiène précaire. En fait, selon le NIOD, la priorité a été donnée à l'évacuation des femmes et des enfants, ce qui revenait en quelque sorte à accepter de facto qu'on ne pouvait pas faire grand-chose pour aider les hommes. A ce moment de la présentation, le groupe des Femmes de Srebrenica et l'ancien traducteur de l'ONU, Hassan Nuhanovic, se sont levés et ont quitté la salle - ils ont trouvé cette déclaration épouvantable. Pour les réponses aux médias :

- Nous devons malheureusement insister sur le fait qu'il nous faut du temps pour véritablement le lire et l'apprécier à l'aune des questions que nous nous posons. Ces questions sont : est-ce que la mission était réalisable ? Est-ce que la chute de l'enclave était prévisible ? Est-ce que le génocide était prévisible ? Ensuite vient la question cruciale : qu'est-ce qui a été fait pour assurer la protection de la population ?
- Etant donnés les évènements tragiques de Srebrenica, il est clair que la protection a échoué. Il est donc important de voir pourquoi elle a échoué. Nous lirons le rapport pour voir s'il fournit une analyse complète et crédible répondant à cette question. Lors de la prochaine étape les politiques devront discuter de ce problème et arriver à une position claire à propos de Srebrenica et - ce qui est très important pour MSF - à tirer les conclusions concernant la protection des populations pour les crises futures. La présentation d'aujourd'hui a renforcé cette inquiétude, elle se concentrait sur les circonstances, comme si les évènements étaient inévitables. Donc encore une fois, nous essayerons de tirer de Srebrenica les enseignements pouvant l'être. Est-ce que tout a été pris en compte pour protéger efficacement la population - même si le mandat était faible, même si les circonstances étaient complexes ? - Ici aux Pays-Bas, il est possible qu'on nous demande si nous voulons qu'une enquête parlementaire soit lancée. Nous n'allons pas militer dans ce sens, mais nous pourrions en arriver à cette conclusion.

L'importance d'une telle enquête pourrait être :

- qu'elle serait publique, donc que les responsables devraient rendre publiquement des comptes sur leurs décisions et leurs actions. [...]
- que l'enquête devrait se concentrer sur les futures interventions : comment pouvons-nous offrir une protection aux populations ?

« **Rapport interne** de MSF H : Médecins Sans Frontières et le rapport du NIOD sur Srebrenica » Malou Nozeman, MSF Hollande, 8 mai 2002 (en néerlandais, en anglais) **D283**

Principales conclusions du rapport et de l'annexe

- Le meurtre de masse de 7 500 Musulmans n'a été planifié qu'après la chute de l'enclave (après le 11 juin [11 juillet]). Le NIOD n'a trouvé aucune preuve que le meurtre de masse ait été planifié à l'avance (p. 2 573).
- La tentative de milliers de Musulmans de s'enfuir de l'enclave a déclenché ces exécutions de masse. (p. 3 154) Les chercheurs déclarent que ce fut une surprise complète pour Mladic. La réponse à cette fuite a été exceptionnellement violente, alimentée par la haine et la vengeance.
- Aucune preuve n'a été trouvée attestant d'une « coopération politique ou militaire » entre les forces serbes de Bosnie et le régime de Milosevic à Belgrade concernant ces meurtres de masse (p. 2 575).

• L'implication de Karadzic dans la décision de ces exécutions est « incertaine ».
• Le rapport du NIOD désigne le général Mladic, commandant de l'armée des Serbes de Bosnie comme le principal perpétrateur de ce crime de masse.
• Le rapport conteste des affirmations, répétées depuis 1995, selon lesquelles le meurtre des Musulmans de Srebrenica aurait eu lieu en présence du Dutchbat.

Le 5 juin 2002, le parlement néerlandais décide de créer une commission d'enquête sur la chute de l'enclave de Srebrenica. Le rapport de cette commission est publié le 27 janvier 2003.

Le lendemain, dans un communiqué de presse, le mouvement MSF constate que la commission a échoué à répondre aux questions-clés sur les responsabilités concernant le massacre.

L'organisation demande publiquement que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne lancent à leur tour un processus d'enquête sur leurs propres responsabilités dans les évènements de Srebrenica.

« Introduction par le président/ résumé des conclusions les plus importantes » **Courriel** de Wouter Kok, MSF Hollande pour les directeurs de la communication de MSF, 28 janvier 2003 (en anglais) **D284**

Extrait :
1. Le rapport a été accueilli avec le sentiment qu'il s'agit d'une faible copie du rapport du NIOD, qui est bien plus complet (et qui a conduit à la chute du gouvernement l'an dernier). Peu ou pas de nouveaux faits sont présentés. Toute l'enquête est plutôt considérée comme un outil pour tous les acteurs (néerlandais) du drame de Srebrenica qui leur permet de rendre des comptes au public. De dire au public, qui a fait quoi et ce qui a mal tourné.
Les deux faits qui en ressortent (comparé au rapport du NIOD) :
- Janvier ne veut toujours pas témoigner, donc nous ne pouvons toujours pas savoir pourquoi le soutien aérien a été refusé, pourquoi l'enclave n'a pas été défendue. Mais il est clair que c'était une décision de l'ONU et que « nos gars » ne sont pas coupables, ils ne pouvaient rien faire. (je parle de la façon dont il est perçu ici et non de mon opinion)
- Le général Couzy est directement accusé d'avoir caché aux dirigeants politiques des informations cruciales. La connaissance indiscutable qu'il avait du massacre n'a pas été partagée avec le ministre. Il est déjà à la retraite donc je ne sais pas ce qu'il adviendra.

2. Interne à MSF Hollande
Nous pensons que grâce au NIOD et à l'enquête parlementaire, une attention maximale a été portée à Srebrenica. Que ce soit dans la société néerlandaise ou à MSF, nous n'avons pas l'impression qu'on peut en faire plus. J'ai bien peur que le plus intéressant dans les événements de Srebrenica se situe dans les crises à venir : nous nous attendons à ce que cette histoire soit désormais utilisée comme une référence pour obtenir des mandats maximum pour d'autres missions dans lesquelles la protection des civils serait la pierre angulaire. Cela aura probablement un effet positif sur la contribution néerlandaise aux missions de maintien de la paix. On apprécierait de voir moins de naïveté, plus de réalisme dans la conception de ces missions. Je réalise que c'est la population de Srebrenica qui en a payé le prix, personne d'autre. Qu'est-ce qui se dit en France à ce sujet ?

« Après l'enquête néerlandaise sur la chute de Srebrenica, MSF demande une commission d'enquête aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne » **Communiqué de presse** de MSF, 30 janvier 2003 (en français) **D285**

MSF a pris connaissance du rapport de la Commission d'enquête parlementaire néerlandaise sur la chute de Srebrenica. La chute de cette enclave avait conduit au massacre de plus de 7 500 Bosniaques « protégés » par l'ONU. Huit ans après, ce document présente les résultats de l'enquête menée aux Pays-Bas sur ce drame. Malgré ce rapport, qui s'insère dans une série d'enquêtes réalisées depuis 1999, par les Nations unies et en France, des questions cruciales demeurent toujours sans réponses. Ainsi, les raisons qui ont conduit le général Janvier, commandant de la FORPRONU, à refuser les frappes aériennes de l'OTAN, ne sont toujours pas élucidées. Ces frappes avaient été demandées par le bataillon hollandais des Nations unies, en juillet 1995, afin de stopper l'offensive serbe sur l'enclave de Srebrenica et d'en protéger la population. Le rapport hollandais lève certaines ambiguïtés qui demeuraient dans le rapport du parlement français. Il affirme notamment que toutes les conditions étaient réunies pour déclencher des frappes et conclut à la responsabilité du général Janvier quant à la décision de ne pas utiliser l'arme aérienne. Toutefois, il ne donne aucune explication sur les raisons qui l'ont conduit à cette décision. Les parlementaires néerlandais se bornent à constater que « l'incertitude persiste sur les motivations du général Janvier » et que « sa décision a été accueillie avec incompréhension au sein de son l'équipe ». Médecins Sans Frontières regrette que les autorités françaises n'aient pas permis l'audition du général Janvier devant la Commission parlementaire néerlandaise. Les questions demeurent sur d'éventuelles négociations qui auraient conduit à la décision d'abandon de l'enclave par l'ONU ; soit dans le cadre d'un accord de libération des casques bleus retenus en otage, soit dans le cadre des négociations de paix menées au sein du Groupe de contact. Conformément aux exigences du rapport de l'ONU sur la chute de Srebrenica, qui demandait à tous les Etats membres impliqués de procéder à des enquêtes nationales, Médecins Sans Frontières demande aux Etats-Unis et à la Grande-Bretagne, qui ont joué un rôle majeur dans la gestion diplomatique et militaire du

conflit bosniaque de se livrer à un travail de transparence. MSF tient à rappeler que la réponse à ces questions constitue un élément central de clarification de la mission de protection des populations dans le cadre des opérations de maintien de la paix. Ces enquêtes doivent permettre d'améliorer la protection des populations et d'éviter de déployer des militaires avec un seul mandat humanitaire, les rendant incapables de s'opposer à des politiques criminelles contre des populations civiles.

Pourquoi les avions de l'OTAN qui ont survolé le site n'ont-ils pas bombardé ? On touchait avec cette question à un nouvel étage de la chaine de décision et à l'épilogue de l'histoire. Yasushi Akashi [représentant spécial de l'ONU pour l'ex-Yougoslavie] a sans doute donné la réponse quand il a dit qu'un accord vaut plus que des vies.
On devrait continuer à méditer sur le fait que les processus de paix sont souvent la dernière ligne droite pour commettre des atrocités. Je suis persuadée que si, au cours des négociations, il y avait eu quelque chose de précis sur la protection et l'évacuation des enclaves, cela ne se serait pas passé. Mais cela aurait impliqué que les pays assument politiquement l'accomplissement de la purification ethnique. Les gens qui travaillent professionnellement sur ces questions ont suffisamment d'éléments aujourd'hui pour savoir de quoi se méfier dans les opérations de maintien de la paix et dans les processus de paix.

Françoise Bouchet-Saulnier, responsable juridique de MSF (en français) interviewée en 2015

Entre temps, en août 2000, le rapport Brahimi D286 - du nom de son auteur, Lakhdar Brahimi - commandé par le Secrétaire général de l'ONU, a été publié. Il a mis en lumière les faiblesses et des carences en matière de protection des populations liées aux opérations de maintien de la paix menées par l'ONU.

Dans les années qui suivent, la doctrine d'intervention de ces forces de maintien de la paix est réformée. Elles sont désormais dotées d'un mandat de « protection des civils d'une menace de violence physique imminente ». Ce mandat va bien au-delà de celui qui leur était octroyé jusqu'ici. Mais sa mise en œuvre reste liée à la volonté politique des Etats-membres.

Ces événements nous ont plutôt orientés vers une hostilité a priori envers cette politique qui consisterait à créer des zones humanitaires proches des zones de conflit pour ne pas que les gens franchissent des frontières, pour ne pas que les conflits débordent trop de leur cadres nationaux. La crise de l'ex-Yougoslavie nous a semblé être l'apogée de cette stratégie de « containment », qui ne marchait pas. Entre Kibeho[14] et Srebrenica, à chaque fois, il y a eu la chute de la zone protégée et des massacres de plusieurs milliers de personnes. Notre sentiment s'est renforcé que lorsque les politiques ou les militaires voulaient faire de l'humanitaire en dehors du schéma classique de refuge à l'étranger, il était plutôt difficile de croire qu'ils allaient tenir leur parole. Pour nous, c'était une question très pratique : dans ces circonstances-là, est-ce qu'on dit aux gens : « oui vous avez raison d'aller dans cette zone, nous aussi on va y aller » ? Dans les années qui ont suivi, ça nous a confortés dans notre défiance vis-à-vis des opérations militaro-humanitaires. Les dirigeants de MSF avaient une sorte de réaction automatique : « Ouh la ! "Zone humanitaire", "corridor humanitaire", à la fin ça se finit toujours par des massacres de gens qui se croyaient protégés, et des Etats qui se défaussent de leurs responsabilités. »

Dr. Jean-Hervé Bradol, président de MSF France de 2000 à 2007 (en français) interviewé en 2015

En matière de protection des populations civiles, les évènements de Srebrenica ont eu un impact beaucoup plus considérable que ce qu'on veut bien dire. Ils ont pesé dans certains débats ou certaines prises de décision ou réflexions qui ont été initiées après par l'ONU ou le DPKO [Département du maintien de la paix de l'ONU]. Ces tragédies-là ont eu aussi des conséquences considérables pour l'ONU en termes de maintien de la paix. D'abord le fait que des Etats occidentaux ne veulent plus envoyer leurs soldats comme casques bleus. Pour les opérations de maintien de la paix aujourd'hui, il n'y a plus aucune contribution occidentale, ou s'il y en a une, elle est symbolique. Et puis, il y a désormais une vraie réticence de la part de l'ONU et du Conseil de Sécurité à créer des zones de soustraction des victimes, des zones de sécurité.
MSF peut vraiment peser sur les décisions politiques concernant la protection des civils. C'est un rôle important qui est vraiment du ressort d'une organisation médicale humanitaire et on a tendance à le sous-estimer. C'est un combat qu'il faut mener mais je sens qu'on n'est pas prêts, qu'on est toujours traumatisés par ce qu'on a vécu dans les années 90 au Rwanda et en Bosnie. Il y a toujours une suspicion et un manque de confiance de notre part - et sans doute aussi une part d'analyse, plutôt lucide, sur la réalité de l'efficacité de certains dispositifs de protection des civils. C'est la leçon des années 1990, mais il va falloir qu'on se ré-engage sur ce sujet. Cela supposerait de faire des propositions concrètes, ce qu'on faisait dans les années 90, mais qu'on fait de moins en moins depuis, parfois pour de bonnes raisons mais aussi parfois pour de mauvaises.

Fabien Dubuet, adjoint à la responsable juridique de MSF de 1995 à 2005 (en français) interviewé en 2015

14. Voir Etudes de cas sur les prises de parole publiques de MSF - « Violences du nouveau régime rwandais 1994-1995 » Laurence Binet - MSF International - http://speakingout.msf.org/fr/violences-du-nouveau-regime-rwandais

EPILOGUE

En 1999, les bombardements de l'OTAN sur Belgrade ont mis fin à la campagne de violence et de déportation des populations albanaises du Kosovo menées par les forces serbes du régime de Slobodan Milosevic.[15]

Ce dernier est renversé en 2000 et arrêté en avril 2001. A partir de février 2002, il comparait devant le Tribunal pénal pour l'ex-Yougoslavie pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité au Kosovo et en Croatie et de génocide en Bosnie-Herzégovine. Il meurt en 2006, avant la fin de son procès.

« Slobodan Milosevic inculpé de génocide » Marc Semon, ***Libération*** (France), 24 novembre 2001 (en français) **D287**

Extrait :
« Génocide et complicité de génocide » : pour la première fois dans l'histoire européenne, un ancien chef d'Etat est accusé du crime le plus grave aux yeux d'une justice internationale qui est en train de s'affirmer. Déjà inculpé par le TPI (le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie) de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité pour le Kosovo et la Croatie, l'ex-président yougoslave Slobodan Milosevic, détenu à La Haye, devra maintenant aussi répondre de ce très lourd chef d'inculpation pour son rôle dans la guerre en Bosnie entre 1992 et 1995. Le mot évoque immanquablement la Shoah, et pour éviter que cela se reproduise, l'Assemblée générale des Nations unies décida en 1948, trois ans après le procès de Nuremberg où furent jugés les dignitaires nazis pour crimes contre l'humanité , de définir spécifiquement le génocide, c'est-à-dire des actes commis « dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux ».

Cette définition est reprise par le TPI, premier tribunal pénal international créé en 1993 par le Conseil de sécurité de l'Onu pour juger les crimes les plus graves commis dans l'ex-Yougoslavie. Un an plus tard, une cour similaire fut instaurée pour le Rwanda. Pour la justice internationale, il y a génocide quand des meurtres, des transferts forcés, des viols et d'autres actes similaires montrent une claire intention d'éliminer une population ou une partie de celle-ci. Crimes systématiques. Il n'est pas facile de prouver cette intention spécifique. Des dirigeants des Serbes bosniaques, dont Radovan Karadzic et Ratko Mladic, respectivement leur chef politique et leur chef militaire, ont déjà été inculpés pour un tel crime, mais ils sont toujours en cavale, et le TPI ne prévoit pas la contumace. Le général Radislav Krstic, commandant des troupes serbes qui s'emparèrent de l'enclave musulmane de Srebrenica en juillet 1995, massacrant plus de 7 000 civils, fut condamné en août pour génocide. Les juges estimèrent en effet qu'en « décidant de tuer tous les hommes en âge de combattre, on décidait de rendre impossible la survie de la population des Musulmans de Bosnie à Srebrenica ».

Ce verdict a néanmoins laissé sceptiques certains juristes. La mise en cause de Slobodan Milosevic pour ce chef d'inculpation et pour 28 autres est néanmoins d'une tout autre portée. Selon l'acte d'accusation [...], Slobodan Milosevic est accusé d'avoir avec d'autres « planifié, ordonné et commis [...] une entreprise criminelle collective », dont le but était d'« évacuer par la contrainte et de façon permanente la majorité de la population non serbe, principalement bosniaque musulmane et bosniaque croate, de larges secteurs de la Bosnie-Herzégovine ». Dans ce cadre s'est déroulée « la tentative de destruction, en entier ou en partie, des Bosniaques musulmans et des Bosniaques croates », d'où l'accusation de génocide, qui n'avait pas été retenue pour la Croatie ou le Kosovo. Le caractère systématique des crimes commis par les forces serbes en Bosnie, notamment à Srebrenica, ne laisse guère de doute en la matière.

Le 19 avril 2004, le Tribunal pénal pour l'ex-Yougoslavie condamne en appel le général Krstic, l'un des principaux responsables bosno-serbes des massacres de Srebrenica à 35 ans de prison pour génocide, complicité de génocide et crimes de guerre.

Le Tribunal confirme qu'un génocide a été commis à Srebrenica par les forces serbes de Bosnie.

« Pour le TPI, le massacre de Srebrenica est bien un « génocide » ***Le Monde*** (France), 21 avril 2004 (en français) **D288**

Extrait :
La chambre d'appel du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) a confirmé, lundi 19 avril, que « *les forces serbes de Bosnie ont commis un génocide contre les Musulmans de Srebrenica* », mettant un point final au débat sur cette qualification de « *génocide* ». « *Les femmes, les enfants et les personnes âgées musulmans de Bosnie ont été chassés de l'enclave, et 7 000 à 8 000 hommes musulmans de Bosnie ont été tués de manière systématique* » en juillet 1995, écrivent les cinq juges, dans l'arrêt relatif à l'affaire Krstic. Le général Radislav Krstic, qui commandait le corps de la Drina, dont les soldats ont procédé aux exécutions, avait été condamné, en première instance, à 46 ans de prison. Lundi, sa peine a été ramenée à 35 ans car, pour les magistrats, il n'était pas l'auteur direct mais simplement le complice de ce génocide. L'intention venait d'ailleurs, estiment-ils, et notamment du chef militaire des Serbes de Bosnie, Ratko Mladic, en fuite depuis près de neuf ans.

15. Voir études de cas sur les prises de parole publiques de MSF - « Violences contre les Kosovars albanais, intervention de l'OTAN 1998-1999 » Laurence Binet – MSF International - http://speakingout.msf.org/fr/violences-contre-les-kosovars-albanais-intervention-de-lotan

Le 22 juillet 2008, les autorités serbes arrêtent Radovan Karadzic, le leader des Serbes de Bosnie au moment des massacres de Srebrenica, et le remettent à la justice internationale.

« Les autorités serbes mettent fin à la longue cavale de Radovan Karadzic » **Agence France-Presse**, 22 juillet 2008 (en français)

Extrait :
Radovan Karadzic, l'ancien chef politique des Serbes de Bosnie, inculpé de génocide et crimes de guerre par la justice internationale, a été arrêté lundi par les services secrets serbes au terme d'une traque de 13 ans. Radovan Karadzic était réclamé par la justice internationale en particulier pour avoir été, avec le général Ratko Mladic, ex-chef militaire des Serbes de Bosnie, l'instigateur du génocide de Srebrenica (Est de la Bosnie) où prés de 8 000 hommes musulmans ont été éliminés en juillet 1995, le pire massacre en Europe depuis la Seconde guerre mondiale.

Le 31 mars 2010, le parlement serbe vote une résolution présentant des excuses publiques pour le massacre de 8 000 Musulmans à Srebrenica en 1995. V33 D289

« Le Parlement serbe présente ses excuses pour le massacre de Srebrenica » ***Le Monde*** (France), 31 mars 2010 (en français) D290

Extrait :
Le Parlement serbe a adopté, mercredi 31 mars, une résolution qui présente des excuses publiques pour le massacre de huit mille Musulmans bosniaques à Srebrenica, en 1995, alors que de profondes divisions subsistent dans le pays concernant ce chapitre de l'histoire. La résolution s'inscrit dans les efforts de Belgrade pour se rapprocher de l'Union européenne et exorciser le passé des guerres des années 1990. Adopté après près de treize heures de débat retransmis à la télévision, le texte exprime sa sympathie pour les victimes et déplore ne pas avoir agi suffisamment pour prévenir le massacre commis par les forces serbes de Bosnie et les milices paramilitaires serbes. Il ne qualifie pas les événements de « *génocide* ». « *Nous avons adopté une mesure civilisée de personnes responsables politiquement, fondée sur une conviction politique, pour les crimes de guerre commis à Srebrenica* », a déclaré Branko Ruzik dont le Parti socialiste était mené par Slobodan Milosevic dans les années 1990.

Le 26 mai 2011, Radko Mladic, le commandant des forces bosno-serbes est à son tour arrêté et livré à la justice internationale.

« La Serbie a annoncé que Mladic sera jugé pour crimes de guerre » Dan Bilefsky et Doreen Carvajal, ***The New York Times*** (Etats-Unis), 26 mai 2011 (en anglais) D291

Extrait :
Ratko Mladic, l'ancien général commandant des Serbes de Bosnie, considéré comme responsable du massacre de quelques 8 000 hommes et adolescents musulmans à Srebrenica en 1995, a été arrêté jeudi. Cette arrestation montre que la Serbie a désormais l'intention de sortir de l'isolation dans laquelle elle s'était enfermée pendant la guerre des Balkans, la plus sanglante de l'histoire européenne depuis la seconde guerre mondiale. La capture de l'ancien général lève un obstacle majeur à l'entrée de la Serbie dans l'Union européenne qui exigeait que M. Mladic soit arrêté et jugé par un tribunal international avant que cet Etat puisse se mettre sur les rangs pour devenir la 27ème nation de l'Union.

CHRONOLOGIE DES ÉVÉNEMENTS 1991 - 2011

Cette chronologie a pour objectif essentiel de donner des repères au lecteur, en resituant les actions et prises de parole de MSF dans l'actualité régionale et internationale de l'époque. Élaborée pour ce document spécifique, elle ne prétend pas être une référence universitaire.

	International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
1991		**1er avril 1991** La République serbe des **Krajinas** est rattachée illégalement à la **Serbie**.		
		25 juin 1991 La **Croatie** et la **Slovénie** proclament leur « dissociation » de la République fédérative socialiste de Yougoslavie.		
		27 juin 1991 L'armée fédérale yougoslave intervient en **Slovénie**.		
		13 juillet 1991: Accords de paix de Brioni : retrait de l'armée fédérale de **Slovénie**.		
		Juillet 1991 Premiers combats en **Croatie** : Croates contre miliciens serbes soutenus par l'armée fédérale.		
		Août - Septembre 1991 Aggravation du conflit : réfugiés sur les routes yougoslaves.	**Août 1991** Premières missions exploratoires de MSF B/H en République fédérative socialiste de Yougoslavie.	
	7 septembre 1991 - Mise en place de la **Conférence permanente sur l'ex-Yougoslavie** présidée par Cyrus Vance et Lord Owen. - Déploiement des casques blancs, observateurs européens des accords de paix.	**Septembre 1991** Offensive serbe dans l'est de la **Croatie** - début du siège de **Vukovar**.		
				12 septembre 1991 **Communiqué de presse MSF :** « Médecins Sans Frontières intervient en Yougoslavie ».
		15 septembre 1991 La **Macédoine** proclame son indépendance.		
	25 septembre 1991 **Résolution 713 ONU :** embargo sur les livraisons d'armes à l'ex-Yougoslavie.			

International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
1991	**30 septembre 1991** Proclamation de la « République du **Kosovo** » après référendum clandestin. **1er octobre 1991** Début du blocus de **Dubrovnik** par les forces fédérales yougoslaves. **3 octobre 1991** La **Serbie** et le **Monténégro** s'emparent du pouvoir fédéral yougoslave. **8 octobre 1991** Le Parlement croate vote la rupture totale avec la Fédération yougoslave. **15 octobre 1991** Le Parlement de **Sarajevo** adopte une déclaration de souveraineté de la **Bosnie-Herzégovine**.		**8 octobre 1991** **Communiqué de presse MSF B/F :** « Yougoslavie : opération de secours conjointe MSF et CE - un bateau pour **Dubrovnik** ». **14 octobre 1991** **Communiqué de presse MSF International :** « Yougoslavie : MSF demande l'accès à Vukovar pour évacuer les blessés ». **18 octobre 1991** **Communiqué de presse MSF International :** « Médecins Sans Frontières entreprend l'évacuation des blessés de **Vukovar** ». **19 octobre 1991** **Communiqué de presse MSF International :** « Médecins Sans Frontières obligé de changer son itinéraire au retour de **Vukovar** ».
		14 octobre 1991 Un convoi de la CE, avec deux MSF échoue à rallier **Vukovar**. **16 octobre 1991** Les sections MSF confient au Secrétaire général la mission d'évacuation des blessés de l'hôpital de **Vukovar**. **19 octobre 1991** - Un convoi MSF évacue 109 blessés de l'hôpital de **Vukovar**. - Au retour, un camion du convoi saute sur une mine : deux blessées graves.	

International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
1991			**21 octobre 1991** **Communiqué de presse MSF International :** « Médecins Sans Frontières déplore l'explosion de mines antipersonnel qui a blessé deux infirmières de son convoi de secours à **Vukovar** ».
	22 octobre 1991 Le « bloc serbe » (**Serbie**, **Monténégro**) rejette le plan de paix des Européens, accepté par les autres Républiques et prend le contrôle de l'armée de la République fédérative socialiste de Yougoslavie.		
		29 octobre 1991 Rapatriement de l'une des infirmières MSF blessées à **Vukovar** de Belgrade à Genève.	
			30 octobre 1991 **Communiqué de presse MSF Suisse :** « Rapatriement de l'infirmière Suisse de Médecins Sans Frontières blessée près de **Vukovar** ».
	18 novembre 1991 Chute de **Vukovar** après trois mois de siège par les forces serbes.	**18 au 30 novembre 1991** Mission exploratoire MSF France en **Croatie**, sans suite.	
		Décembre 1991 MSF H ouvre une base médico-logistique à **Sarajevo** - distribution en **Bosnie-Herzégovine.**	
			5 décembre 1991 **Communiqué de presse MSF :** « Signature à Zagreb de la proposition de Médecins Sans Frontières pour une évacuation imminente des blessés d'**Osijek** ».
19 décembre 1991 L'Allemagne reconnait la **Croatie** et la **Slovénie**.			

International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
1991	**31 décembre 1991** **Communiqué de presse :** « Yougoslavie : le CICR obtient la neutralisation d'une zone protégée à **Osijek** ».		
1992		**Février 1992** Une équipe de MSF F effectue une mission exploratoire dans le sud de la **Serbie** et au **Monténégro**.	
21 février 1992 Le **Conseil de sécurité des Nations unies** crée la **FORPRONU** (14 000 hommes) qui doit se déployer sur le territoire de l'ex-Fédération yougoslave.			
	29 février 1992 Référendum en **Bosnie** (boycotté par la communauté serbe) : 62,7 % pour l'indépendance.		
	Mars 1992 Les Bosno-Serbes proclament l'indépendance de la Republika Srpska (des Serbes de Bosnie) et encerclent **Sarajevo**.	**Mars 1992** MSF B conduit une mission d'évaluation au **Kosovo**.	
	6 avril 1992 Les forces fédérales lancent une attaque d'envergure sur **Sarajevo** qui se retrouve assiégée et bombardée en continu.		
7 avril 1992 - Les 12 pays de la **Communauté européenne** reconnaissent la **Bosnie-Herzégovine.** - Les Etats-Unis reconnaissent la **Slovénie**, la **Croatie** et la **Bosnie**. - Feu vert de l'ONU pour le déploiement de 14 000 casques bleus de la FORPRONU.			
		Avril 1992 MSF H ouvre une base logistique en **Bosnie**.	**19 avril 1992** **Communiqué de presse MSF H** annonçant le transport aérien de vivres vers **Sarajevo**.

	International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
1992		**25 avril 1992** La **Serbie** et le **Monténégro** créent la République fédérale de Yougoslavie, qu'ils déclarent héritière de l'ancienne République fédérative socialiste de Yougoslavie.		
	15 mai 1992 Le **Conseil de sécurité des Nations unies** impose un **embargo commercial**, aérien et pétrolier à la **Serbie** et au **Monténégro**.			
		19 mai 1992 Le délégué du CICR Frédéric Maurice est tué par un tir de roquette à **Sarajevo**.		
	22 mai 1992 La **Croatie**, la **Slovénie** et la Bosnie sont admises à l'ONU.			
		27 mai 1992 Le CICR retire son personnel de **Sarajevo**.	**Fin mai 1992** MSF évacue temporairement ses équipes de **Sarajevo**.	
				29 mai 1992 Rony Brauman, Président de MSF F : - Sur **RTL** : « c'est une intervention militaire qu'il faut organiser » - **Tribune** dans le même sens dans ***Le Figaro*** et ***Le Nouvel Observateur***.
	Juin 1992 Le mandat de la FORPRONU est élargi et ses effectifs renforcés.	**Début juin 1992** Les observateurs de la CE puis les journalistes se retirent de **Sarajevo**.		
			25 juin 1992 Retour de l'équipe expatriée de MSF H à **Sarajevo**.	
		28 juin 1992 Visite « humanitaire » du président français François Mitterrand, à **Sarajevo**.	**Fin juin 1992** Visite de Reginald Moreels, président de MSF B à **Sarajevo** – voiture ciblée par des snipers.	
			Juillet 1992 MSF H ouvre un bureau à **Kiseljak** (zone croate, sur	**2 juillet 1992** **Communiqué de presse MSF B, F, H :** « Médecins Sans

International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
1992		route de **Sarajevo**) - couvre la Bosnie « libre » de la côte dalmate à **Tuzla**.	Frontières affrète trois avions pour **Sarajevo** ».
	3 juillet 1992 - Etablissement d'un pont aérien humanitaire international vers **Sarajevo** - Les Croates de Bosnie proclament un « Etat croate de Herceg-Bosna ».		
	12 juillet 1992 Attaque de **Gorazde** et début du siège.		
			17 juillet 1992 **Communiqué de presse MSF H :** « Médecins sans Frontières envoie de nouveaux secours à **Sarajevo** ».
2 août 1992 Reportage de Roy Gutman (*News day, NYT,* AP) sur les prisonniers bosniaques dans les camps de concentration créés par les Bosno-Serbes.			
26/27 août 1992 La conférence sur l'ex-Yougoslavie à Londres met la **Serbie** au banc des accusés.			
		Fin août 1992 Mission exploratoire de MSF sur les camps de concentration de prisonniers bosniaques créés par les Bosno-Serbes.	
Septembre 1992 Le mandat de la FORPRONU est renforcé.	**Septembre 1992** Libération des prisonniers bosniaques des camps de concentration à condition qu'ils soient pris en charge par les Etats occidentaux.	**Septembre 1992** - MSF F décide de s'impliquer davantage et de participer à la mission **Kosovo**. - Extension du programme de distribution de MSF H en Bosnie centrale **(Tuzla)**. - Ouverture d'une mission d'urgence de MSF F à **Modrica** pour prendre en charge 220 malades psychiatriques. - Mission exploratoire de MSF B à **Split** auprès de 200 000 réfugiés bosniaques.	

	International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
1992				**9 septembre 1992** ***Télérama :*** « Humanitaire : la valise ou le cercueil » ***Libération :*** « L'humanitaire, nom moderne de la lâcheté » **Tribunes** de Rony Brauman, Président de MSF F sur le traitement « tout humanitaire » de la crise en ex-Yougoslavie.
			15 septembre 1992 MSF F propose de ravitailler une institution psychiatrique à **Modrica**.	
	Octobre 1992 Le HCR dénonce la « purification ethnique » en ex-Yougoslavie.	**Octobre 1992** Début des combats entre Bosno-Croates et Bosniaques (Musulmans) = pas d'accès à la **Bosnie centrale** pendant l'hiver.		
	9 octobre 1992 L'ONU instaure une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Bosnie.			
			30 octobre 1992 Débat au CA MSF F sur la mobilisation de l'opinion publique et l'accueil des ex-détenus des camps de concentration - proposition que les salariés de MSF fournissent des certificats d'hébergement.	
				21 novembre 1992 Rony Brauman, président de MSF F participe à une **manifestation** demandant au gouvernement français d'« utiliser tous les moyens, sans exclure le recours à la force si nécessaire, pour faire cesser la guerre [...] »
			Fin novembre 1992 Programme MSF F dans les centres d'accueil en France des ex-détenus bosniaques : recueil de récits.	

	International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
1992			**Décembre 1992** Demande de MSF et de 9 autres organisations au gouvernement français de permettre l'accueil de 5 000 prisonniers et internés civils. **7 décembre 1992** Une équipe de MSF B réussit à faire entrer un convoi de médicaments et de matériel médical à **Srebrenica**.	**8 décembre 1992** - **Conférence de presse MSF F :** « La purification ethnique en **Bosnie-Herzégovine** : un crime contre l'humanité ». - Publication du **rapport** : « le processus de purification ethnique dans la région de **Kozarac** ». - ***Trouw :*** appel de Jacques de Milliano, directeur général de MSF H à une intervention armée d'envergure : « mettre un couteau sous la gorge des Serbes ».
			17 au 24 décembre 1992 Mission exploratoire de MSF F en ex-Yougoslavie : rien à faire en Bosnie, proposition d'intervention au Kosovo.	
1993	**2 janvier 1993** **Le plan Vance-Owen** proposant le découpage de la **Bosnie Herzégovine** en 10 provinces et la démilitarisation de Sarajevo est rejeté par les Bosno-Serbes et les Bosniaques.			**Début janvier 1993** - **Campagne de spots TV** de MSF F : « **Bosnie-Herzégovine**, crime contre l'humanité ». - **Campagne d'affichage** de Médecins du Monde assimilant Milosevic à Hitler.
		Février 1993 - Les Bosno-Serbes attaquent les enclaves musulmanes de **Bosnie orientale**. Les Musulmans continuent à fuir vers **Srebrenica, Tuzla, Zepa et Gorazde.** - Les Bosno-Serbes continuent à bloquer les convois humanitaires.	**Février 1993** Ouverture d'une mission MSF en **Macédoine**, dans les camps de réfugiés bosniaques.	

	International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
1993				**19 février 1993** **Communiqué de presse MSF B :** « Médecins Sans Frontières poursuit ses programmes de distribution en Bosnie ».
	22 février 1993 Le Conseil de sécurité des Nations unies crée le **Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie** (TPIY) pour juger les violations graves du droit international humanitaire sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 2011.			
	Mars 1993 Décision de l'ONU d'envoyer plus de casques bleus en ex-Yougoslavie.	**Mars 1993** Signature d'une ébauche de constitution d'une Fédération croato-musulmane en **Bosnie-Herzégovine**.	**Mars 1993** - MSF H négocie l'accès à **Banja Luka** et effectue sa première visite depuis mai 1992. - MSF F démarre une assistance aux structures de santé du **Sandjak** où transitent des réfugiés bosniaques.	
		11 mars 1993 Arrivée du général Morillon, commandant de la Forpronu en Bosnie, avec un convoi d'aide du HCR à **Srebrenica**.	**11 mars 1993** Arrivée d'une équipe MSF B avec le général Morillon dans l'enclave de **Srebrenica** – découverte d'une situation catastrophique.	**11 mars 1993** **Communiqué de presse MSF Belgique :** « Ex-Yougoslavie - les convois passent enfin ».
		12 mars 1993 Le général Morillon est retenu par la population de **Srebrenica**.		
		13 mars 1993 Le général Morillon à la population de **Srebrenica** : « Ne soyez pas inquiets, je reste avec vous ».		
			14 mars 1993 L'équipe MSF quitte l'enclave, après avoir été retenue une journée à **Srebrenica**.	
				15 mars 1993 **Agence France Presse :** Georges Dallemagne, directeur des opérations de MSF B : - Le général Morillon joue ses dernières cartes.

International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
1993			- La situation à **Srebrenica** est effroyable. **16 mars 1993** ***Le Soir :*** « un témoignage terrifiant sur le calvaire bosniaque » Georges Dallemagne, directeur des opérations de MSF Belgique.
	19 mars 1993 Un convoi de l'ONU arrive à **Srebrenica**.		
	20 mars 1993 Evacuation de 100 blessés de **Srebrenica**.	**20 mars 1993** Un chirurgien de MSF B entre à **Srebrenica**.	
	22 mars 1993 Débuts des négociations entre la FORPRONU et les Bosno-Serbes : envoi de 150 soldats et observateurs militaires à **Srebrenica** (zone de sécurité).		
25 mars 1993 Signature à New York du **plan Vance-Owen** par les représentants des Bosniaques et des Bosno-Croates.		**25 mars 1993** Une équipe complémentaire de MSF B entre à **Srebrenica**.	
	26 mars 1993 Le général Morillon quitte **Srebrenica**.		
	28 mars 1993 Signature d'un cessez-le-feu à **Srebrenica**.		
	29 mars 1993 - Evacuation de 2 400 personnes de **Srebrenica** vers Tuzla. - Le général Morillon déclare : « **Srebrenica** est sauvée ».		
31 mars 1993 Le mandat de la FORPRONU est prolongé jusqu'au 30 juin.			
			1er avril 1993 ***Le Monde :*** « Témoignage d'un membre de MSF, le calvaire des habitants de **Srebrenica** » – Thierry Pontus, médecin MSF.

	International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
1993		**Avril 1993** Intenses combats entre Bosniaques et Bosno-Croates en **Bosnie centrale**.	**Avril 1993** MSF H ouvre un bureau à **Tuzla**.	**3 avril 1993** ***Le Monde :*** « Un général au balcon » par Rony Brauman, président de MSF F critique le général Morillon.
		4 avril 1993 Les autorités bosniaques s'opposent à l'évacuation des civils de **Srebrenica**, qu'ils assimilent à de l'épuration ethnique.		
		6 avril 1993 Le HCR annonce vouloir évacuer 10 000 à 15 000 civils de **Srebrenica**.		
				7 avril 1993 **Communiqué de presse MSF :** « Médecins Sans Frontières demande un renforcement de la présence internationale dans **Srebrenica** assiégée ».
		12 avril 1993 - Bombardements bosno-serbes sur **Srebrenica** (57 morts, 120 blessés). - Début des patrouilles aériennes de l'OTAN au-dessus de la **Bosnie**.		
			15 avril 1993 En raison des bombardements, une partie de l'équipe MSF évacue **Srebrenica**.	
	16 avril 1993 **Résolution 819** du conseil de sécurité de l'ONU : - déclare **Srebrenica** « zone de sécurité » - augmente le nombre de casques bleus - exige le retrait immédiat des combattants bosno-serbes.			
	17 avril 1993 **La résolution 820** du conseil de sécurité de l'ONU renforce les sanctions contre la RFY.	**17 avril 1993** Accord de cessez-le-feu et de démilitarisation de **Srebrenica** : toutes les unités militaires, sauf la FORPRONU,		

International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
1993	doivent quitter la ville à la fin de l'opération de démilitarisation.		
		19 avril 1993 De nouveau un médecin MSF est à **Srebrenica**.	
			25 avril 1993 **Agence France Presse :** Jacques de Milliano, DG MSF H : « **Srebrenica** est une bombe sanitaire ».
6 mai 1993 - **La résolution 824** du conseil de sécurité de l'ONU crée six « zones de sécurité » : **Sarajevo, Bihac, Tuzla, Zepa, Srebrenica, Gorazde** qui doivent être protégées par les casques bleus. - Etats-Unis/Royaume-Uni/France/Russie/Espagne s'accordent sur le plan de paix **Vance-Owen** pour la **Bosnie**.			
		15 mai 1993 Rapport moral du président de MSF F : « A **Srebrenica**, MSF remplit son rôle ».	
16 mai 1993 Le plan **Vance-Owen** est rejeté par les Serbes de Bosnie.			
			18 mai 1993 **Communiqué de presse MSF F :** « L'Assemblée générale de Médecins Sans Frontières s'inquiète des difficultés d'intervention auprès de certaines populations en détresse et s'indigne de l'usage de l'humanitaire en **Bosnie-Herzégovine** ».
		1er juin 1993 Ouverture d'une mission de MSF F dans le camp de **Karlovac** et recueil de récits de réfugiés bosniaques.	
4 juin 1993 **La résolution 836** du conseil		**Juin 1993** - MSF B et MSF F ouvrent un	

	International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
1993	de sécurité de l'ONU autorise les forces de l'ONU à prendre les mesures nécessaires, incluant l'usage de la force, en réponse aux attaques armées dans les six zones de sécurité. **18 juin 1993** - Le Conseil de sécurité de l'ONU autorise le déploiement de 7 600 casques bleus en **Bosnie** et réaffirme la possibilité d'utiliser l'appui aérien. - Précision des Etats-Unis : le support aérien ne sera déployé que pour protéger les casques bleus. **Juin 1993** **Le plan Owen-Stoltenberg** proposant de partager la **Bosnie** en trois régions autonomes est accepté par les Bosno-Serbes et les Bosno-Croates mais rejeté par les Bosniaques.		bureau à **Pale** et gèrent désormais en commun les missions en **Bosnie**. - Rétablissement d'une équipe chirurgicale à **Gorazde**. - MSF F ouvre un programme de prise en charge médicale des réfugiés bosniaques en **Macédoine**. **15 juillet 1993** Le coordinateur de MSF à Belgrade demande l'envoi en urgence d'une équipe à **Gorazde** - ouverture d'une mission MSF B/F (chirurgie et watsan).	**28 juillet 1993** **- Communiqué de presse MSF B :** « Douze agences humanitaires demandent aux Nations unies de mettre fin au blocus de Tuzla ». **- Communiqué de presse MSF H :** annonce de l'envoi d'une lettre aux parlementaires néerlandais exprimant sa « sérieuse préoccupation devant la situation humanitaire en **Bosnie** ».

	International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
1993	**Août 1993** L'OTAN se dit prête à intervenir en Bosnie sur demande de l'ONU.		**Août 1993** MSF H ouvre un programme de chirurgie réparatrice à l'hôpital de **Tuzla**. **16 septembre 1993** Blocage systématique des convois à l'entrée des enclaves : MSF craint les conséquences pour l'hiver. **Fin septembre 1993** MSF F ouvre un programme de prise en charge médicale de réfugiés bosniaques à **Gasinci** en Croatie. **4 octobre 1993** Alerte du coordinateur de MSF à **Srebrenica** : aucun matériel de réhabilitation ne rentre dans l'enclave. **17 décembre 1993** MSF alerte le HCR sur la situation humanitaire à **Srebrenica**.	**25 septembre 1993** ***Le Soir*** **:** « MSF appelle au secours pour la Bosnie ». interview Geneviève Bekoyan, coordinatrice MSF à Belgrade.
1994	**12 janvier 1994** L'OTAN rappelle sa détermination à lancer des frappes aériennes afin d'empêcher l'étranglement des zones bosniaques menacées par les forces bosno-serbes.	**9 février 1994** - L'ONU enjoint aux Serbes de reculer leurs armes lourdes à 20 km de **Sarajevo** sous peine de bombardements aériens.	**Janvier 1994** L'équipe de MSF se retire temporairement de **Gorazde** à la suite de bombardements. **12 janvier 1994** Accord au conseil international de MSF, pour ne pas accepter l'utilisation de la force pour protéger les convois humanitaires.	**6 janvier 1994** Envoi de carte de vœux aux responsables politiques de l'UE par ACF/HI/MDM/MSF/PSF contre le « dévoiement des fondements même de l'action humanitaire à des fins politiques ».

	International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
1994				**12 février 1994** MSF B se joint à Amnesty International et Causes Communes pour manifester publiquement sur la Grand-Place de Bruxelles, son indignation face aux violences en Bosnie.
		28 février 1994 Première attaque aérienne de l'OTAN. **1er mars 1994** - Décision des responsables bosniaques et bosno-croates de constituer une fédération croato-musulmane - Les casques bleus néerlandais relèvent les Canadiens à **Srebrenica**.		
		Mars 1994 L'OTAN abat 4 avions serbes qui ont violé la zone d'exclusion aérienne.	**Mars 1994** MSF H ouvre un programme de santé mentale à **Sarajevo**.	
		Fin mars 1994 Offensive bosno-serbe sur **Gorazde**.	**Fin mars 1994** Deux volontaires de MSF sont présents dans l'enclave de **Gorazde,** assiégée et attaquée par les Bosno-Serbes. **Avril 1994** - MSF H ouvre un programme chirurgical à **Sarajevo**. - MSF B parvient à faire rentrer deux camions de matériel médical et de médicaments dans **Maglaj**. Début d'un programme chirugical et de sanitation.	**30 mars 1994** **Communiqué de presse MSF :** « **Gorazde :** des victimes parmi les civils ».
	1er avril 1994 Le mandat de la FORPRONU est prolongé de six mois.		**1er avril 1994** Lettre de MSF B au Secrétaire Général des Nations-Unies demandant action sur **Gorazde**.	
				5 avril 1994 **Communiqué de presse MSF :** « Situation dramatique à **Gorazde** : Médecins Sans Frontières demande une véritable protection des 60 000 habitants de l'enclave ».

International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
1994			**7 avril 1994** - **Communiqué de presse MSF H :** « Médecins Sans Frontières a décidé de renforcer son équipe médicale en Croatie ». - **Communiqué de presse MSF :** « Médecins sans Frontières dénonce l'absence de protection des populations civiles de l'enclave de **Gorazde** ».
	9 et 10 avril 1994 L'OTAN frappe les forces bosno-serbes qui attaquent **Gorazde**.		**9 avril 1994** - **Déclaration** de MSF Belgrade : « MSF est extrêmement inquiet de la détérioration de la situation humanitaire à **Gorazde** ». - Eric Stobbaerts (MSF Belgrade) à l'**AFP** : « la ville pourrait tomber d'ici quelques heures » **10 avril 1994** Rony Brauman, le président de MSF France à l'**AFP** : « un véritable carnage est en préparation ». Il accuse la FORPRONU de « mener une politique de désinformation systématique. »
	15 avril 1994 16 casques bleus Canadiens sont pris en otage par les forces bosno-serbes dans la zone d'exclusion de **Sarajevo**.		
		16 avril 1994 L'hôpital de **Gorazde** est touché par les bombardements des forces bosno-serbes - évacuation de l'équipe MSF vers un dispensaire de campagne.	**16 avril 1994** **Communiqué de presse MSF :** « Les bombardements sur **Gorazde** ne se sont pas interrompus cet après-midi ».
		18 et 19 avril 1994 L'hôpital de **Gorazde** est de nouveau touché par les bombardements.	**18 avril 1994** - **Conférence de presse MSF :** situation tragique et désespérée à **Gorazde**. - **Communiqué de presse :** « MSF demande la démission immédiate de M Akashi ».

International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
1994			**19 avril 1994** **Communiqué de presse MSF :** « L'hôpital de **Gorazde** en partie détruit par les bombardements »
		20 avril 1994 Les représentants du CICR et de MSF à **Gorazde** protestent par une grève du silence.	**20 avril 1994** **Communiqué de presse MSF :** « L'hôpital de **Gorazde** ne fonctionne plus - le personnel médical blessé ou choqué, 37 morts à l'hôpital en 24 heures ».
			21 avril 1994 - **Communiqué de presse MSF :** « **Gorazde** - Médecins Sans Frontières appelle à une trêve humanitaire ». - **Communiqué de presse MSF :** « Deux autres roquettes frappent l'hôpital de **Gorazde** tuant 20 personnes – 1467 blessés et 436 morts depuis le début de l'offensive ».
			22 avril 1994 **Communiqué de presse MSF :** « 1467 blessés et 436 morts à **Gorazde** depuis le début de l'offensive ».
		25 avril 1994 Remplacement de l'équipe expatriée de MSF à **Gorazde**.	
26 avril 1994 Création du « **Groupe de contact** » sur la **Bosnie** (Etats-Unis, Russie, Europe) pour obtenir un cessez-le-feu et relancer les voies diplomatiques.			**26 avril 1994** **Conférence de presse** à Paris de l'équipe expatriée de MSF de retour de **Gorazde**.
			Fin avril 1994 Controverse publique au sujet du bilan chiffré surestimé des morts et blessés à **Gorazde** donné par le HCR sur la base d'informations bosniaques et relayé par MSF et le CICR.
5 juillet 1994 Nouveau plan du **Groupe de**			

	International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
1994	**contact** : 51% de la Bosnie aux Bosniaques et aux Bosno-Croates, 49% aux Bosno-Serbes, qui refusent.	**Mi-septembre 1994** Les forces bosno-serbes encerclent **Srebrenica** et ne laissent entrer qu'un quart des convois humanitaires.		
	23 septembre 1994 La **résolution 943** de l'ONU limite l'aide à la Bosnie serbe à l'acheminement de nourriture, vêtements et médicaments.			**16 décembre 1994** **Communiqué de presse MSF Belgrade :** « 16 décembre 1994 : la purification ethnique continue ». **19 décembre 1994** **Communiqué de presse MSF Belgrade :** « MSF est extrêmement préoccupée par la situation humanitaire dans les enclaves de **Bosnie orientale**, qui se détériore avec l'avancée de l'hiver ».
		Décembre 1994 - Les forces bosno-serbes laissent entrer un unique convoi dans **Srebrenica**. - 309 casques bleus sont « empêchés de se déplacer ».	**31 Décembre 1994** MSF H lance un programme de support chirurgical et d'approvisionnement en eau dans l'enclave de **Bihac**.	
1995			**Février 1995** MSF tente de mobiliser les diplomates sur la question de l'approvisionnement des enclaves. **24 février 1995** Le Conseil d'administration de MSF F s'interroge sur le rôle de MSF dans les enclaves. **Début mars 1995** Les relations de MSF avec l'*Opstina* se tendent sur la question du personnel local.	

	International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
1995		**Mars 1995** Offensive bosniaque : les combats reprennent dans le nord et le centre de la **Bosnie**.		
			Mi-mars 1995 Le responsable de programme de MSF Belgique : « Il faut être plus agressifs dans notre communication sur les enclaves ».	
			15 avril 1995 Les autorités bosno-serbes s'opposent à toute rotation des équipes de MSF dans les enclaves.	**Avril 1995** ***Contact***, journal interne de MSF B : « Du rôle de MSF dans les enclaves de Bosnie orientale » Eric Stobbaerts, coordinateur MSF Belgrade suggère de demander l'évacuation de la population de **Srebrenica**.
	24 mai 1995 Lors d'un briefing à huis-clos au Conseil de sécurité des Nations unies, le général Janvier commandant de la FORPRONU conseille d'abandonner les enclaves de Bosnie qui, selon lui, ne sont pas défendables par l'ONU.	**24 Mai 1995** Les forces bosno-serbes reprennent les bombardements intenses sur **Sarajevo**.		
		25 mai 1995 - Frappes de l'OTAN sur **Pale** (autorisées par l'ONU) en réponse à la reprise des bombardements sur Sarajevo. - Les Bosno-Serbes répondent en bombardant **Tuzla** (71 morts) et en prenant en otage 360 casques bleus.		
		3 juin 1995 Les forces bosno-serbes s'emparent du point d'observation des casques bleus de Slapovici, situé dans l'enclave de **Srebrenica**.		
	4 juin 1995 Le général Janvier, commandant de la FORPRONU, rencontre le général Mladic, chef des forces bosno-serbes.			

International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
1995	**Nuit du 4 au 5 juin 1995** Bombardement de **Srebrenica** par les forces bosno-serbes.		**5 juin 1995** **Agence France Presse :** « La situation humanitaire s'aggrave dans les enclaves » citation MSF.
		6 juin 1995 Les autorités municipales de **Srebrenica** (*Opstina*) annoncent que le personnel masculin employé par MSF est mobilisé et qu'elles choisiront leurs remplaçants.	
15 juin 1995 A la demande de l'ONU, le général Janvier envoie le compte-rendu de sa rencontre avec le général Mladic à Yasushi Akashi, le représentant de l'ONU en ex-Yougoslavie. Kofi Annan, le responsable des opérations de maintien de la paix en ex-Yougoslavie demande une enquête sur cette rencontre à Yasushi Akashi.			
16 juin 1995 Création de la Force de réaction rapide (FFR) d'un millier d'hommes pour appuyer la FORPRONU.			
	18 juin 1995 Libération des 26 derniers casques bleus pris en otages le 25 mai.		
19 juin 1995 Yasushi Akashi rencontre le président serbe Milosevic et est informé d'un accord de non intervention passé entre le général Janvier, et le général Mladic, qui aurait été conclu sur ordres des présidents Chirac et Clinton.			
		20 juin 1995 Les Bosno-Serbes demandent à MSF F de les mettre en	

	International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
1995			contact avec les autorités politiques et militaires françaises. MSF refuse.	
	23 juin 1995 ***The New York Times*** affirme que la France aurait passé un accord avec les Bosno-Serbes : pas de frappe aérienne en échange de la libération d'otages.			
		24 juin 1995 Raid d'un commando bosno-serbe sur le village de Slapovici dans l'enclave de **Srebrenica**.	**24 juin 1995** Arrivée à **Srebrenica** de la nouvelle équipe de MSF.	
			2 juillet 1995 Rotation des équipes MSF à **Gorazde**.	
		6 juillet 1995 - Les forces bosno-serbes attaquent les positions bosno-musulmanes de **Srebrenica**. - L'enclave est sous les bombardements permanents.		
		7 juillet 1995 **Srebrenica** : - 4 roquettes tombent sur la base de l'ONU. - Bombardement des rues de la ville par les chars bosno-serbes.	**7 juillet 1995** **Srebrenica :** L'équipe MSF transporte les blessés à l'hôpital.	
		8 juillet 1995 **Srebrenica** : 20 casques bleus pris en otage par les forces bosno-serbes. Un casque bleu est tué.		
	9 juillet 1995 Le général Janvier, commandant de la FORPRONU demande un appui aérien à l'OTAN.	**9 juillet 1995** **Srebrenica** : Dans la nuit du 8 au 9, les forces bosno-serbes entrent dans l'enclave et continuent à bombarder. **Zepa :** bombardée par les forces bosno-serbes.		

	International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
1995		**10 juillet 1995** **Srebrenica** : - Ultimatum des Bosno-Serbes aux casques bleus : évacuer la population de l'enclave dès le lendemain. - L'ONU et responsables néerlandais menacent de frappes aériennes.	**10 juillet 1995** L'hôpital de **Srebrenica** est saturé de blessés après des bombardements.	**10 juillet 1995** **Communiqué de presse MSF :** « L'hôpital de **Srebrenica** complètement saturé ».
	11 juillet 1995 au soir Le ministre de la Défense néerlandais demande la suspension d'une 3e frappe aérienne de l'OTAN « suite aux menaces d'ordre terroriste » des Bosno-Serbes.	**11 juillet 1995** **Srebrenica** : - En début, d'après-midi deux frappes aériennes de l'OTAN atteignent deux chars bosno-serbes. - Une 3e frappe est demandée et refusée. - En fin d'après-midi, l'enclave est aux mains des Bosno-Serbes. - Le contingent néerlandais se replie sur la base de **Potocari** avec 20 000 habitants de l'enclave, et en accueille 5 000 dans ses bâtiments.	**11 juillet 1995** **Srebrenica** : L'équipe MSF évacue les blessés de l'hôpital vers la base de la FORPRONU à **Potocari**.	**11 juillet 1995** **Communiqué de presse MSF :** « Médecins Sans Frontières demande un cessez-le-feu immédiat pour la protection des populations de **Srebrenica** ».
	12 juillet 1995 - La **résolution 1004** du Conseil de sécurité des Nations unies: - demande aux Bosno-Serbes de mettre fin à leur offensive et de laisser les organisations humanitaires accéder à la zone de sécurité de Srebrenica. - presse le Secrétaire général d'utiliser toutes les ressources possibles pour rétablir la zone de sécurité à **Srebrenica.**	**12 juillet 1995** **Srebrenica** : - Au matin, les Bosno-Serbes menacent de bombarder les réfugiés en cas de nouvelles frappes. - Le commandant du contingent de casques bleus négocie un cessez-le-feu provisoire. - La base de **Potocari** est prise dans la journée sans aucune résistance de la part du contingent néerlandais. - Mise à l'écart de tous les hommes de plus de 16 ans dans des bâtiments isolés à **Potocari** et sur le stade de Bratunac.	**12 juillet 1995** Jacques de Milliano, le directeur général de MSF H tente, en vain, de mobiliser les parlementaires néerlandais sur le sort de la population de **Srebrenica**.	**12 juillet 1995** - **Conférence de presse à MSF B :** « La poche de Potocari est tombée - la population de **Srebrenica** aux mains des forces serbes bosniaques ». - **Communiqué de presse MSF :** « MSF demande gue l'aide humanitaire puisse parvenir immédiatement à la population de **Srebrenica** ».
		13 et 14 juillet 1995 **Srebrenica** : Le camp puis la base de la Forpronu sont vidés des réfugiés, qui sont entassés dans des autobus par les Bosno-Serbes.	**13 et 14 juillet 1995** **Srebrenica** : L'équipe MSF voit, entend, apprend : - Les patients valides et le personnel infirmier sont évacués. - Des coups de feu dans le bâtiment où les hommes sont enfermés.	**13 juillet 1995** - **Communiqué de presse MSF :** « MSF demande l'accès des agences humanitaires à **Potocari** ».

International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
1995		- On trouverait des cadavres dans les alentours. - Certains patients du convoi du 12 juillet ont été mis à l'écart. - Un homme lui remet son enfant avant d'être emmené par les militaires bosno-serbes.	- **Communiqué de presse MSF :** « 20 000 réfugiés de **Srebrenica** dans des abris de fortune sur l'aéroport de Tuzla ».
	14 juillet 1995 - **Offensive** bosno-serbe contre **Zepa**. - Ultimatum des forces bosno-serbes : les Bosniaques doivent quitter **Gorazde** et **Zepa** et les casques bleus doivent quitter **Gorazde**.		**14 juillet 1995** - **Agence France Presse :** « MSF : des femmes réfugiées à **Potocari** avec des « marques évidentes de sévices ». - ***Libération :*** « Le monde ici s'est effondré » extraits des messages radios de l'équipe de MSF à **Srebrenica**. **15 juillet 1995** **Communiqué de presse MSF :** « Opération de secours de Médecins Sans Frontières » **(Tuzla & Kladanj)**.
	16 juillet 1995 Les forces bosno-serbes entrent dans **Zepa**.	**16 juillet 1995** - MSF H accueille à **Tuzla** les milliers de personnes de **Srebrenica** qui ont fui à travers la forêt. - L'équipe MSF H soumet la question de la sécurité de l'équipe de **Srebrenica** au ministre de la Coopération néerlandais, de passage à **Tuzla**.	
		17 juillet 1995 **Srebrenica** : Les derniers patients sont évacués de **Potocari** par le CICR dans la soirée.	**17 juillet 1995** **Communiqué de presse MSF :** « [...] MSF insiste pour que l'évacuation concerne tous les blessés et les patients ainsi que le personnel de secours local et sa famille. L'équipe de MSF, toujours présente à **Potocari**, devrait accompagner les blessés. MSF demande que le CICR puisse accéder aux prisonniers restés à **Potocari** et **Bratunac** afin qu'ils soient traités conformément aux Conventions de Genève ».

International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
1995			**18 juillet 1995** - **Conférence de presse** de Jacques de Milliano, DG de MSF Hollande à La Haye. - ***Trouw :*** « De Milliano : Le Dutchbat n'a pas suffisamment tenu sa promesse ».
		19 juillet 1995 MSF H augmente ses **secours** aux déplacés de **Srebrenica** à **Tuzla**.	**19 juillet 1995** - **Communiqué de presse MSF :** « MSF demande aux autorités de Pale et Belgrade de délivrer les autorisations nécessaires à l'évacuation de son équipe et de 15 civils de **Potocari** ». - **Communiqué de presse MSF :** « un 4e avion pour Tuzla ».
	20 juillet 1995 - Les Bosniaques rejettent les conditions posées par les Bosno-Serbes sur la reddition de **Zepa**. - Les forces bosno-serbes bombardent **Zepa**.		
21 juillet 1995 - Réunion internationale sur la Bosnie à Londres : avertissement aux Bosno-Serbes sur une « réponse substantielle et décisive » à toute attaque sur **Gorazde**, mais la question des modalités d'application se pose. - Joris Voorhoeve, le ministre de la Défense néerlandais déclare « craindre que de graves crimes de guerre aient été commis lors de la prise de **Srebrenica** ». **23 juillet 1995** - Pendant sa conférence de presse à Zagreb le colonel Karremans, commandant du Dutchbat se laisse aller à des compliments sur Mladic. - Le Dutchbat est félicité par le ministre-président et le prince héritier néerlandais pour « avoir tout fait pour		**21 juillet 1995** Les deux expatriés et huit membres du personnel local de MSF, leur famille ainsi que deux personnes âgées sont évacués de l'enclave avec le dernier convoi de casques bleus.	**21 juillet 1995** **Communiqué de presse MSF :** « L'équipe de Médecins Sans Frontières a pu évacuer **Potocari** ».

	International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
1995	protéger la population **[de Srebrenica]** ». - Joris Voorhoeve, le ministre de la Défense néerlandais rapporte que des casques bleus ont vu des militaires bosno-serbes abattre une dizaine d'hommes. **24 juillet 1995** Tadeuz Mazowiecki, le rapporteur de la commission des droits de l'homme des Nations unies annonce être sans nouvelles de 7 000 personnes et assure que des actes barbares ont été commis à **Srebrenica**.	**25 juillet 1995** Prise de **Zepa** par les forces bosno-serbes, qui assiègent aussi **Gorazde**.	**25 juillet 1995** A **Kladanj** et **Zenica**, les équipes de MSF assistent les réfugiés qui fuient **Zepa**.	**26 juillet 1995** - **Conférence de presse Amnesty International, MSF, Causes Communes, Balkaneactie sur Srebrenica, Gorazde et Sarajevo.** - **Communiqué de presse MSF :** « MSF assure la prise en charge des premiers réfugiés de **Zepa** ». **31 juillet 1995** **Communiqué de presse MSF :** « 3 200 personnes manquent à l'appel » **[Zepa]**.
		Août 1995 - Une offensive croato-bosniaque reprend la **Krajina** : 150 000 réfugiés Serbes à **Banja Luka**. - Intensification du nettoyage ethnique à **Banja Luka** par les forces bosno-serbes. Les Musulmans sont renvoyés en **Bosnie centrale**.	**Août 1995** MSF organise des cliniques mobiles pour les réfugiés serbes sur la route de **Banja Luka**.	**4 août 1995** **Communiqué de presse MSF :** « Médecins Sans Frontières prêt à accueillir le flot de réfugiés de **Krajina** ». **6 août 1995** **Communiqué de presse MSF H :** « 80 000 réfugiés en route vers **Banja Luka**, sans accès aux soins – une catastrophe humanitaire se dessine ».

International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
1995	**7 août 1995** 15 000 déplacés Musulmans dissidents (Abdic) sont bloqués sur la route de **Voijnic** dans le camp de **Kupljensko**.	**Août 1995** MSF H ouvre un programme dans le camp de réfugiés Musulmans dissidents de **Kupljensko**.	**7 août 1995** **Communiqué de presse MSF International :** « Entre 600 et 1 000 Serbes passent la frontière toutes les heures – MSF envoie 55 tonnes de matériel d'urgence à **Banja Luka** ». **Communiqué de presse MSF :** « Drame humanitaire après la prise de la **Krajina**– MSF dépêche 55 tonnes d'aide d'urgence vers **Banja Luka** » **8 août 1995** - **Communiqué de presse MSF :** « L'exode s'amplifie » - **Communiqué de presse de MSF :** « La chaleur fait des victimes parmi les réfugiés ». **9 août 1995** **Communiqué de presse MSF International :** « Les secours de MSF arrivent à **Banja Luka** – Les prochaines livraisons d'aide humanitaire restent incertaines ».
10 août 1995 - Les Etats-Unis présentent au Conseil de sécurité des Nations unies des photos prouvant l'exécution de plusieurs centaines d'hommes près de **Srebrenica** par les Bosno-Serbes en juillet et demandent un complément d'enquête. - Le Conseil de sécurité des Nations unies demande au Secrétaire général de produire un **rapport sur les violations du droit humanitaire à Srebrenica et Zepa** pour le 1er septembre.			**11 août 1995** - **Communiqué de presse MSF :** « Premier vol humanitaire sur **Banja Luka** - Médecins Sans Frontières approvisionne **Banja Luka** par les airs ». - **Communiqué de presse MSF :** « Ex-Yougoslavie : Un

	International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
1995				avion de Médecins Sans Frontières en route pour **Banja Luka**». **15 août 1995** **Communiqué de presse MSF :** «Médecins Sans Frontières extrêmement préoccupé par les conditions réservées aux minorités non-Serbes dans la région de **Banja Luka.**» **24 août 1995** - **Communiqué de presse MSF F :** «Retrait des Casques bleus : quel avenir pour les habitants de **Gorazde** ?» - **Communiqué de presse MSF Zagreb :** «**Gorazde** sans protection- Médecins Sans Frontières craint de nouvelles attaques contre les civils». - **Communiqué de presse MSF Zagreb :** «Des réfugiés musulmans bloqués à **Banja Luka**, Médecins sans frontières appelle les autorités croates à laisser entrer les réfugiés musulmans en **Croatie**».
		24 août 1995 Les casques bleus ukrainiens quittent l'enclave de **Gorazde**.		
		28 août 1995 Les forces bosno-serbes bombardent **Sarajevo**. **29 août 1995** Frappes aériennes de l'OTAN et de la FFR sur les positions bosno-serbes en réponse au bombardement de **Sarajevo**.		
	31 août 1995 - Débat des députés et ministres néerlandais sur l'attitude du Dutchbat à **Srebrenica**. - Série de révélations sur les bévues du Dutchbat et du gouvernement dans la presse néerlandaise et de démentis du ministre. **Septembre 1995** - **Enquête militaire interne**			**4 septembre 1995** **Communiqué de presse**

	International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
1995	du ministère de la Défense néerlandais sur les circonstances de la chute de **Srebrenica** et sur le comportement du bataillon néerlandais. - **Campagne de presse** aux Pays-Bas sur les responsabilités du Dutchbat à **Srebrenica**.			**MSF B :** « La présidente de MSF Belgique choquée par la situation inhumaine des 2 500 réfugiés de **Vojnic** ».
			Octobre 1995 MSF B offre un support logistique et fait des distributions à une cinquantaine de centres collectifs, essentiellement en **Voïvodine** et y ouvre un programme de soutien pour l'hiver.	
		10 octobre 1995 Un accord de cessez-le-feu généralisé entre en vigueur en **Bosnie-Herzégovine**.		
				19 octobre 1995 **Agence France Presse :** « Plus de 120 000 réfugiés à **Banja Luka** en 10 jours » citation MSF.
				20 octobre 1995 **Communiqué de presse MSF :** « **Gorazde** toujours enclavée ».
	21 & 30 octobre 1995 ***Le Monde*** puis ***The Independent*** révèlent que lors d'un briefing aux Nations unies le 24 mai, le général Janvier a conseillé d'abandonner les enclaves, selon lui indéfendables.			
				26 octobre 1995 **Conférence de presse MSF** sur les enjeux humanitaires en ex-Yougoslavie.
	30 octobre 1995 Les Etats-Unis fournissent au TPIY de nouvelles preuves de massacres d'hommes à **Srebrenica**.			

	International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
1995	**31 octobre 1995** Publication du **rapport de l'enquête du ministère de la Défense néerlandais :** - Pas de responsabilité du contingent néerlandais dans la chute de **Srebrenica**. - Responsabilité des Bosno-Serbes et de l'ONU. **1er novembre 1995** Ouverture à **Dayton** (Ohio) des pourparlers sur le règlement du conflit en ex-Yougoslavie. **16 novembre 1995** Richard Goldstone, le procureur du **TPIY** menace de démissionner si un marché est passé entre les Etats-Unis et Milosevic pour assurer la paix contre l'impunité des chefs serbes. **17 novembre 1995** Le **TPIY** met en accusation Ratko Mladic et Radovan Karadzic, les leaders bosno-serbes pour leur responsabilité individuelle directe dans les exactions perpétrées lors de chute de **Srebrenica**.		**24 novembre 1995** **Conseil d'administration de MSF F :** MSF doit demander des comptes sur les événements de **Srebrenica** et ne pas cesser de les demander. On ne doit pas laisser passer l'occasion de la signature de la paix à Paris.	**Novembre 1995** **Rapport MSF H :** « Purification ethnique et rapatriement forcé en **Bosnie–Herzégovine** ». **10 novembre 1995** **Communiqué de presse MSF :** « MSF exige l'arrêt des rapatriements forcés des réfugiés bosniaques de **Vojnic** ».

	International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
1995	**1er décembre 1995** Le Secrétaire général des Nations unies Boutros Boutros-Ghali présente le premier **rapport** de l'ONU sur **Srebrenica** qui comprend des preuves indéniables d'une méthode constante d'exécutions sommaires. **14 décembre 1995** Signature des **accords (dits de Dayton) de paix** sur l'ex-Yougoslavie à Paris : - Etat de Bosnie-Herzégovine abritant la Fédération croato-musulmane (**Gorazde** relié par corridor) et la République de Serbie. - Levée de l'embargo économique sur la **Serbie**. - Force de maintien de la paix sous OTAN (IFOR).			**16 décembre 1995** ***Le Monde :*** « Ne sacrifions pas le Tribunal pour l'ex-Yougoslavie » Françoise Bouchet-Saulnier, responsable juridique de MSF.
		20 décembre 1995 Les forces de l'OTAN (IFOR) remplacent la FORPRONU.		
	21 décembre 1995 La **résolution 1034** du Conseil de sécurité des Nations unies exige une enquête sur les atrocités commises par les Serbes à **Srebrenica**.			
1996			**Janvier 1996** MSF F mène un travail d'élaboration des modalités de soutien psychologique auprès d'un groupe de 79 bosniaques de **Zepa** et **Srebrenica** arrivés en France.	**Février 1996** Publication du **rapport de MSF :** « Personnel de l'hôpital de **Srebrenica** et personnel local de MSF : témoignage sur

	International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
1996				l'évacuation de **Srebrenica** et le sort des collègues disparus. »
			Mars 1996 MSF conduit deux missions d'évaluation dans le domaine de la santé mentale à **Mostar** et **Gorazde**.	
	Début avril 1996 Les enquêteurs du TPIY fouillent des charniers autour de **Srebrenica**.		**1er avril 1996** - Ouverture à **Sarajevo** d'un bureau de coordination des programmes de MSF en **Bosnie-Herzégovine.** - Ouverture à Belgrade d'un bureau de coordination des programmes de MSF en **Voïvodine** et au **Kosovo**.	
	9 juillet 1996 Le **TPIY** lance un mandat d'arrêt international contre Mladic et Karadzic.			
	Novembre 1996 Le gouvernement des Pays-Bas confie la réalisation d'une enquête parallèle et plus approfondie sur la chute de **Srebrenica** à l'Institut néerlandais de documentation sur la guerre (NIOD).			
1998	**30 novembre 1998** La **résolution 53/35** de l'Assemblée générale de l'ONU demande que soit établi « un rapport complet comprenant une évaluation des évènements survenus en ex-Yougoslavie dans la zone de sécurité de **Srebrenica** ».			
1999	**24 mars au 20 juin 1999** **Campagne de frappes aériennes** de l'OTAN sur le territoire de la République fédérale de Yougoslavie après des mois d'épuration ethnique des Kosovars albanais par les forces serbes.	**20 juin 1999** Retrait des forces serbes du **Kosovo**.		
	19 novembre 1999 Kofi Annan le nouveau		**19 novembre 1999** Le Conseil d'administration de	

	International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
1999	Secrétaire général de l'ONU, responsable des opérations de maintien de la paix de l'ONU en ex-Yougoslavie pendant les événements de juillet 1995, rend public le **rapport d'enquête sur Srebrenica** qui reconnait des « erreurs de jugement » de l'ONU. **19 décembre 1999** Le parlement néerlandais met en place une commission provisoire chargée d'enquêter sur les responsabilités politiques mises en œuvre dans les opérations de maintien de la paix néerlandaises.		MSF France décide de s'engager en faveur d'une demande de commission d'enquête parlementaire sur le rôle de la France lors de la chute de **Srebrenica**.	**10 décembre 1999** Discours de MSF à la remise du **prix Nobel de la paix** : « Si on veut qu'à l'avenir les opérations de maintien de la paix puissent protéger les populations civiles. Il faudra aller au-delà du mea culpa du Secrétaire général des Nations unies sur **Srebrenica** et le Rwanda. Une réforme des opérations de maintien de la paix de l'ONU devrait permettre de rendre chaque Etat membre du Conseil de sécurité publiquement responsable des décisions qu'il a ou n'a pas soutenu. »
2000			**20 mars 2000** **Note de contexte interne** de la responsable juridique de MSF : « La demande d'une commission d'enquête sur le Rwanda et aujourd'hui sur **Srebrenica** résulte d'une politique cohérente de MSF destinée à évaluer le niveau de protection des populations que peuvent offrir ou non ces opérations de façon à positionner au mieux nos actions sur le terrain et nos prises de parole publiques. […] »	

International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
2000			**12 avril 2000** Auditionnée par le **Conseil de sécurité de l'ONU**, MSF questionne les processus de décision qui ont mené à **Srebrenica** et ailleurs à l'abandon sans protection de populations. **13 juillet 2000** - **Conférence de Presse MSF France.** - ***Le Monde :*** « Une commission d'enquête sur **Srebrenica** ! » Dr Jean-Hervé Bradol, président de MSF France.
13 juillet 2000 ***Le Monde :*** Paul Quilès, le président de la commission de la Défense au parlement français se déclare prêt à discuter de l'éventualité de renouveler, pour **Srebrenica**, le type de contrôle parlementaire de la mission sur les responsabilités de la France au Rwanda; il reproche à l'appel de MSF de refléter des préjugés accusateurs. **15 novembre 2000** Les commissions des Affaires étrangères et de la Défense de l'Assemblée nationale françaises décident de mettre en oeuvre une mission d'information sur les événements de juillet 1995 à **Srebrenica**.			**15 novembre 2000** **Communiqué de presse MSF F :** « Médecins Sans Frontières demande au président et au gouvernement de faciliter le travail d'investigation des parlementaires sur la chute de **Srebrenica** ». **14 décembre 2000** **Communiqué de presse MSF F :** « Médecins Sans frontières attend de la mission d'information sur **Srebrenica** qu'elle réponde à plusieurs questions importantes. »
2001		**16 au 20 mars 2001** **Visite** de responsables de **MSF F** à **Srebrenica** pour expliquer la démarche de MSF concernant la mission d'information parlementaire.	**16 mars 2001** **Communiqué de presse de MSF F :** « **Srebrenica** : alors que la mission d'information parlementaire française poursuit ses travaux, une équipe de Médecins Sans Frontières est en visite en **Bosnie** ». **29 mars 2001** **Audition** de Christina Schmitz et Daniel O'Brien, volontaires de MSF à Srebrenica pendant la chute, par la mission d'information parlementaire française sur **Srebrenica** : « la

International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
2001			communauté internationale a failli en ne protégeant pas la population. » **26 avril 2001** MSF France publie **deux documents confidentiels** prouvant qu'il existait un accord entre Mladic et la Forpronu sur une non-intervention et des désaccords au sein de la Forpronu sur les frappes aériennes. **17 mai 2001** **Audition** de Pierre Salignon, adjoint au responsable de programme de MSF F pour l'ex-Yougoslavie : mise en lumière des contradictions dans les réponses déjà apportées et pose d'autres questions précises. **28 novembre 2001** MSF distribue à la presse un document d'analyse reprenant les questions auxquelles la commission doit apporter des réponses.
29 novembre 2001 **Publication du rapport de la mission d'enquête du parlement français sur Srebrenica :** - Le général Janvier a commis des erreurs d'appréciation - Il n'y a pas eu d'accord secret avec Mladic. - Les responsabilités sont celles de toute la communauté internationale. - Il y a eu des carences de la part du bataillon néerlandais qui n'a pas opposé de résistance aux Bosno-Serbes.			**29 novembre 2001** **Agence France Presse :** Pierre Salignon, MSF F : « la commission n'a fait qu'effleurer un certain nombre de responsabilité. On peut aller beaucoup plus loin. » **30 novembre 2001** - ***Libération :*** Françoise Bouchet-Saulnier, responsable juridique MSF : « le rapport oublie les responsabilités politiques. » - ***Le Figaro :*** Dr Jean-Hervé Bradol, Président MSF F : « On

International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
2001			se demande si vous n'êtes pas en train de vous servir de Janvier pour vous disculper et éviter de trancher les responsabilités politiques ». **7 décembre 2001** ***Le Point :*** Françoise Bouchet-Saulnier, responsable juridique MSF : « le mensonge a reculé mais on est encore loin de la vérité ».
2002			**9 avril 2002** - **Communiqué de presse MSF H :** « Les leçons de **Srebrenica** : prendre au sérieux la protection des populations locales ». - **Rapport MSF H** : « **Srebrenica** : questions pour le futur ». - ***Trouw :*** tribune de MSF H : « Tirer les bonnes conclusions de **Srebrenica** ».
10 avril 2002 **Publication du rapport du NIOD** (Institut néerlandais de documentation sur la guerre) sur la chute de l'enclave de **Srebrenica** : - Responsabilités de la communauté internationale. - Le général Janvier n'a pas autorisé les frappes aériennes à temps mais il n'y a pas eu de marchandage. **16 avril 2002** Suite à la publication du rapport du NIOD, démission de l'ensemble du gouvernement néerlandais de Wim Kok et du chef d'état-major des armées. **5 juin 2002** Le parlement néerlandais décide la création d'une commission d'enquête sur la chute de l'enclave de **Srebrenica**. **27 janvier 2003** Publication du rapport d'en-			

	International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
2002	quête du parlement néerlandais sur la chute de **Srebrenica**.			
2003				**30 janvier 2003** **Communiqué de presse MSF :** « Après l'enquête néerlandaise sur la chute de **Srebrenica**. MSF demande une commission d'enquête aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne ».
2004	**19 avril 2004** Le **TPIY** : - Condamne en appel le général Krstic, l'un des principaux responsables bosno-serbes des massacres de **Srebrenica** à 35 ans de prison pour génocide, complicité de génocide et crimes de guerre. - Confirme de manière définitive qu'un génocide a été commis à **Srebrenica** par les forces serbes de Bosnie.			
2008	**22 juillet 2008** Les autorités serbes arrêtent Radovan Karadzic, le leader des Serbes de Bosnie et le remettent à la justice internationale.			
2010	**31 mars 2010** Le parlement de Serbie vote une résolution présentant des excuses publiques pour le massacre de 8000 Bosniaques à **Srebrenica** en 1995.			
2011	**26 mai 2011** Ratko Mladic, le commandant des forces bosno-serbes est arrêté et livré à la justice internationale.			